MINISTÈRE
DU BUDGET

PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2027

PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE

2027 — TOME 1 — Doc.n°9

Kinshasa
Septembre 2026

SOMMAIRE

N°	Section	Ministère	Page
TOME 1			
1.	11	Primature	9
2.	27 et 28	Défense Nationale et Anciens Combattants	53
3.	25,24,26,35,83	Intérieur, Sécurité, Décentralisation Et Affaires Coutumières	149
4.	29	Economie Nationale	221
5.	30	Finances	265
6.	31	Budget	319
7.	32	Plan, Coordination de l'Aide au Développement	375
8.	47	Commerce Extérieur	421
9.	74	Portefeuille	469
10.	90	Entreprenariat et de Développement des Petites et Moyennes Entreprises	499
11.	42 et 33	Infrastructures et Travaux Publics	523
12.	43	Urbanisme et Habitat	573
13.	51	Transports, Voies de Communication et de Désenclavement	637
14.	52	Postes, Télécommunications, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC)	695
15.	55	Affaires Foncières	751
16.	56	Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat	797
17.	50	Ressources hydrauliques et Electricité	845
18.	71	Economie Numérique	875
19.	84	Aménagement du Territoire	919

ACRONYMES

ACGT : Agence Congolaise des Grands Travaux

ACOREP : Autorité Congolaise de Réglementation Pharmaceutique

AFRIDEX : Africaine d'Explosifs

AGAPS : Académie de Gestion des Approvisionnements des Produits de Santé

ANICNS : Agence Nationale d'Ingénierie Clinique et du Numérique de la Santé

BEAU : Bureau d'Etudes et d'Aménagement Urbain

BTC : Bureau Technique de Contrôle

CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

CI : Cellule Infrastructures

CSU : Couverture Sanitaire Universelle

EPST : Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

ESS : Etablissements de services et soins de Santé

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FAO : Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FONER : Fonds National d'Entretien Routier

FPS : Fonds de Promotion de la Santé

IGS : Inspection Générale de la Santé

INSP : Institut National de santé publique

ITP : Infrastructures et Travaux Publics

LOFIP : Loi des Finances Publiques

LF : Loi de Finances

ND : Non Déterminé

ODD : Objectif de Développement Durable

OR : Office des Routes

OSO : Officiers et Sous-Officiers

OVD : Office de Voiries et Drainage

OVDA : Office National des Voies de Desserte Agricole

PAG : Programme d'Action du Gouvernement

PAI : Parcs Agro Industriels

PAO : Plans d'Actions Opérationnels

PAP : Projet Annuel de Performances

PDL : Plan de Développement Local

PNDS : Plan National de Développement Sanitaire :

PLF : Projet de Loi de Finances

PNIA : Plan National d'Investissement Agricole

PNPCS : Programme National de Promotion pour la Communication en Santé

PNSD : Plan National Stratégique de Développement

RDC : République Démocratique du Congo

RN : Route Nationale

SRSS : Stratégie de Renforcement du Système de Santé

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

AZES : agence des zones Economiques Spéciales

BNEPI : Bureau National d'Etudes Et De Planification Industrielle

CATI : centre d'appui aux techniques d'innovation

C.N.N : Comite Nationale De Normalisation

CNML : Comite de Normalisation et Métrologie Légale

D.G.E.I : Direction de Gestion Des Espaces Industrielles

D.D.I : Direction de Développement Industrielle

D.I.T.I : Direction Inspection Technique Industrielle

D.P.I : Direction de Propriété Industrielle

D.N.M.L : Direction de Normalisation et Metrologie Legal

COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa (Marche Commun de l'Afrique Oriental et Autrale)

ZO.F.I : Zone Franche d'Inga

D.G.C.D.I : Direction Générale des Coridores et de Développement Industrielle

INTRODUCTION

Le présent document constitue l'Annexe n° 9 au Projet de loi de finances pour l'exercice 2027, consacrée aux Projets annuels de performance (PAP). Élaboré conformément à l'article 79 de la Loi n° 23/030 du 28 juin 2023 modifiant et complétant la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, ainsi qu'à l'article 56, alinéa 2, du Décret n° 22/37 du 29 octobre 2022 portant gouvernance budgétaire, il s'inscrit dans la modernisation de la gestion des finances publiques.

Le PAP traduit le passage progressif d'une gestion fondée sur les moyens à une gestion orientée vers les résultats. Il met en relation les ressources publiques, les objectifs poursuivis, les résultats attendus et les indicateurs de performance, tout en renforçant la responsabilisation des gestionnaires, la transparence et la redevabilité.

Instrument d'information du Parlement, le PAP permet d'apprécier la justification des crédits sollicités et de renforcer le contrôle budgétaire. Il constitue également un engagement de performance par lequel l'Administration précise les résultats qu'elle entend atteindre au moyen des ressources allouées.

Pour l'exercice 2027, la présente Annexe regroupe les PAP de quarante-trois (43) ministères, y compris la Primature, présentés en deux tomes couvrant les principaux domaines d'intervention de l'État, conformément à la classification sectorielle retenue.

Chaque PAP présente de manière synthétique les orientations stratégiques du ministère concerné, ses priorités, les programmes budgétaires mis en œuvre, ainsi que les objectifs, indicateurs et crédits correspondants. Il s'articule autour de deux parties : la présentation du ministère et celle des programmes.

Les PAP ministériels ont été examinés et validés lors des Conférences de performance organisées en juillet 2026 par le Ministère du Budget, à travers la Direction Générale du Développement et Suivi des Performances (DGDSP). Ces échanges ont permis d'apprécier la cohérence des stratégies, la pertinence des objectifs, la qualité des indicateurs et l'articulation entre les ressources sollicitées et les résultats attendus.

Par ailleurs, dix (10) budgets annexes et dix (10) comptes spéciaux ont été intégrés dans la démarche de performance, afin de renforcer le lien entre missions, ressources, objectifs et résultats.

À travers cette évolution, le Gouvernement entend consolider la réforme des finances publiques, poursuivre la migration vers le budget-programme et étendre progressivement la culture de performance aux Provinces et aux Entités Territoriales Décentralisées (ETD).

L'enjeu est de faire de la performance un principe structurant de la programmation, de l'exécution et de l'évaluation des politiques publiques. Chaque franc public mobilisé doit ainsi être rattaché à une politique publique, à des objectifs mesurables et à une responsabilité clairement identifiable.

C'est à cette condition que la démarche de performance contribuera à améliorer la qualité de la dépense publique, à renforcer la confiance des citoyens dans l'action de l'État et à asseoir une gestion publique moderne au service du développement de la République Démocratique du Congo.

TOME I

GRAND DOMAINE 1 : SOUVERAINETE, ECONOMIE ET INFRASTRUCTURES

VOLUME 1

SECTEURS 1 : INSTITUTIONS, SECTEURS DE SECURITE ET ORDRE PUBLICS

SOUS-SECTEUR1.1 : INSTITUTIONS

1. Primature

Section 11

I. Présentation stratégique de la Primature

Responsable : **Son Excellence madame la Première Ministre : SUMINWA TULUKA Judith**

1.1. Mission et organisation de la Primature

1.1.1. Mission de la Primature

Eu égard à la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 tel que révisée en janvier 2011, Madame la première Ministre assure la coordination de l'action gouvernementale :

- La Conduite de la Politique Nationale : déterminer et gérer au quotidien la politique de la nation en concertation avec le Président de la République ;
- La coordination interministérielle : assurer la cohérence des actions de l'ensemble des ministères du gouvernement ;
- L'arbitrage interministériel : trancher les arbitrages politiques et techniques entre les différents ministères pour éviter le chevauchement des compétences ;
- La présidence du conseil des ministres : suppléer le président de la République pour présider le conseil des ministres sur ordre exprès du Chef de l'Etat et pour un ordre du jour bien déterminé ;
- L'exécution des lois : assurer l'application stricte des lois votées par le parlement sur toute l'étendue du territoire national et assurer le suivi-évaluation pour sa mise en œuvre effective ;

En sa qualité de Coordonnatrice de l'action gouvernementale, Elle bénéficie des appuis technique et normatif de l'ensemble des services de la Primature.

C'est dans ce contexte que, le Décret n°23/26 du 4 Aout 2023 portant Organisation et fonctionnement du Cabinet, le Premier Ministre ou la première Ministre pour le cas échéant, consacre le Secrétariat Général à la Primature comme son Administration personnel.

De ce fait, le cadre organique de la Primature résume ainsi sa mission : « apporter un appui technique efficace au Premier Ministre, à son Cabinet et au Secrétariat Général du Gouvernement dans l'accomplissement de leurs missions. »

1.1.2. Organisation de la primature

La Primature est constituée de deux composantes à savoir : le Cabinet du Premier Ministre et deux secrétariats généraux.

Le Secrétariat Général à la Primature est constitué des Directions Standards, d'une Direction Métier et des Services y rattachés à savoir :

- **Directions Standards**

- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;

- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction Études et Planification (DEP) ;
- Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).

- **Directions Métiers**

- Direction de Suivi et Évaluation des Politiques ;
- D'une future direction métier à créer qui sera en lien avec le programme : **Impulsion et coordination des politiques publiques** selon les recommandations de la mission Afritac Centre / FMI assisté par les experts du Ministère du Budget.

- **Services rattachés au Secrétaire Général**

- Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).
- Cellule Protocoles, Presse et Interprétariat

- **Services rattachés au cabinet du Premier Ministre :**

- Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement (CAID)
- Comité National de Désarmement et Sécurité Internationale (CND-SI)
- Agence de Pilotage, de Coordination et de suivi des conventions de collaboration (APCSC/Adm)
- Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
- Cellule de Gestion des Immeubles du Gouvernement (CGIG)
- Cellule de Gestion de l'Aéronef du Gouvernement (CGAG)
- Caisse nationale de péréquation (CNP)
- Ainsi que, Unity delevery

La Primature a Trois Opérateurs de l'État à savoir :

- Caisse Nationale des péréquations (CNP)
- L'autorité de Régulation de la Couverture de Sante Universelle (AR- CSU)
- L'autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)

  Ces Trois Services rattachés doivent être reclassés dans la nomenclature budgétaire de l'Etat au sein de la Primature. Ces Services ne doivent plus émarger du Budget général de la Primature par le fait qu'ils sont des Etablissements Publics, font des recettes et bénéficient des subventions et des dons pour l'accomplissement de leurs missions.

1.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA PRIMATURE

1.2.1. Priorités nationales

La Vision stratégique du développement de la RDC est formulée comme suit : « D'ici 2050, les potentiels des secteurs extractifs et agricoles de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, vaincre la pauvreté et instaurer la paix durable sur l'ensemble du territoire national ». Pour ce faire, le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028 constitue ainsi un outil d'orientations des actions à mener.

Par ailleurs, le PNSD 2024-2028 en tant qu'instrument de pilotage de l'action gouvernementale, s'inscrit dans la continuité du PNSD 2019-2023 et s'appuie sur les six engagements du Chef de l'État contenus dans son Discours Programme, les Objectifs du Développement Durable (ODD), l'Agenda 2063 ainsi que d'autres initiatives de développement. Il prend en charge toutes les initiatives nationales de développement (le Plan National du Numérique « PNN », le Programme de Développement des 145 Territoires « PDL-145T », le Programme quinquennal des infrastructures, le Programme de Transformation Agricole « PTA-RDC », le Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire « PUIDC », les programmes de Couverture Santé Universelle et de gratuité de l'éducation de base, que la Contribution Déterminée au niveau National « CDN » révisée …).

Le PNSD 2024-2028 s'articule autour de six chapitres : (i) le premier porte sur le développement récent de la situation de l'économie et de la société congolaise ; (ii) le deuxième précise le choix de la trajectoire opéré par le pays pour son développement ; (iii) le troisième définit les différentes métriques de la vision à l'horizon 2050 ; (iv) le quatrième déroule les stratégies nécessaires pour le développement de différents secteurs, tout en insistant sur l'impératif de la diversification de l'économie nationale ; (v) le cinquième décline les coûts estimatifs et les stratégies de financement des projets priorisés ; et (vi) le sixième enfin définit les dispositifs institutionnels permettant d'assurer une mise en œuvre efficace et un meilleur suivi-évaluation de l'action du Gouvernement. Ce nouveau cadre programmatique table ainsi sur les cinq domaines de concentration ci-après : (i) l'amélioration de la gouvernance ; (ii) la diversification de l'économie ; (iii) le développement du capital humain ; (iv) le développement des infrastructures et l'aménagement du territoire ; et (v) le développement durable et équilibré des provinces.

1.2.2. Politiques sectorielles

La Primature à travers son Secrétariat Général apporte un appui technique et normatif au Premier Ministre, à son Cabinet et au Secrétariat Général du Gouvernement dans l'accomplissement de leurs missions.

En vue de mener à bien cette mission, le Secrétariat Général à la Primature, au regard de son cadre organique et services rattachés, a reçu spécifiquement missions de :

1. Coordination de l'action du Gouvernement ;
2. Suivi - évaluation des politiques publiques ;
3. Coordination Administrative des différentes structures et services qui lui sont rattachés.

1.3. Maquette programmatique de la Primature

Tableau 1 : **Maquette programmatique de la Primature**

N°	CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
							Services Normatifs	Opérateurs
	11	**PRIMATURE**						
				Administration Générale de la Primature			Cab PM, Bureau, SG Primature, DRH, DAF, DANTIC, DEP, CGPMP,	CND-SI, CGIG
						Pilotage et coordination des actions stratégiques de la Primature	Cab PM, Bureau SG Primature, CGPMP, CND-SI, CGIG	
						Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	
						Gestion des ressources humaines	DRH	
						Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
						Gestion de la documentation, information et communication et numérisation des archives du Gouvernement	DANTIC	
				Impulsion et coordination des politiques publiques			A créer	
						Impulsion des politiques publiques	A créer	
						Coordination des politiques publiques	A créer	
						Arbitrages	A créer	

			Suivi-évaluation des politiques publiques			DSEP	CNP, CSU ,ARMP, CAID, CND-SI, CNP
					Suivi-évaluation des contrats de performance des ministères sectoriels	DSEP	
					Suivi-évaluation des projets du Gouvernement	DSEP	CNP
					Suivi-évaluation des projets spécifiques à caractère national	DSEP	CSU ,ARMP, CAID, CND-SI

1.4. PERFORMANCES ANTÉRIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. Performances Antérieures

- Production des indicateurs socio-économiques de développement des 145 territoires ;
- Implantation d'antennes Provinciales à travers quelques Provinces de la République ;
- Mise en place d'un mécanisme permanant de renforcement des capacités des agents et cadres du Gouvernement ;
- Mise en place d'un outil permanant de numérisation de l'Administration de la Primature
- Mise en place de l'Unité Genre ayant contribué à la promotion des Femmes aux fonctions de collaboration et de direction ;
- Construction du nouveau bâtiment administratif de la Primature ;
- Amélioration de conditions de travail du personnel administratif de la primature par l'acquisition et la modernisation des matériels de bureau et des espaces de travail.

1.4.2. Perspectives

- Projet de mise en place de l'indice de développement des territoires (IDT) ;
- Projet de production des indicateurs de déséquilibre entre les provinces et les ETD ;
- Projet d'implémentation des agences provinciales de la CNP ;
- Financement de projets pilotes de péréquation ;
- Projet d'extension des antennes provinciales sur les provinces restantes ;
- Projet d'extension des locaux administratifs supplémentaires au profit du personnel administratif de la primature ;
- Projet de prise en charge sanitaire spécifique des agents et cadres du Gouvernement ;
- Projet d'acquisition des matériels roulants au profit du personnel administratif

1.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA POLITIQUE DE LA PRIMATURE

1.5.1. Objectifs les plus représentatifs de la Primature

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la stratégie de conduite de l'action gouvernementale par le Premier Ministre sont :

1. Assurer le pilotage et la coordination de l'action gouvernementale ;
2. Assurer le suivi et l'évaluation dans la mise en œuvre des politiques publiques ;
3. Assurer la commande publique.

1.5.2. Objectifs les plus représentatifs de la Primature

Tableau 2 **: Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs de la primature**

Objectif 1. Assurer le pilotage et la coordination de l'action gouvernementale									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des comités de pilotages créés et opérationnels	%	-	-	-		75	80	100
***Source** : secrétariat Général*									
Mode de calcul : (nombre de comités de pilotages opérationnels / nombre de comités créés) X100									
Commentaire : Avec les reformes en cours, les comités de pilotages créés pourront être opérationnels en avoisinant les 100% d'ici 2029									
2	Taux d'exécution des décisions prises	%	-	-	-		70	80	90
***Source** : DEP, DSEP &CTA*									
Mode de calcul : (Nombre de décisions exécutés / Nombre total de décisions prises) x 100									
Commentaire : L'exécution des décisions prises nécessitent des moyens financiers, d'où leur disponibilité nous permettrait de viser le maximum d'ici 2029, malgré qu'il peut arriver qu'on n'atteigne pas les 100%.									
Objectif 2: Assurer le suivi et l'évaluation dans la mise en œuvre des politiques publiques									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre des politiques publiques	%	-	-	-		60	75	90
Source : DSEP									
Mode de calcul : (Nombre des politiques publiques effectivement appliquées / le nombre total des politiques publiques planifiées) X1OO									
Commentaire : Les politique publiques sont censées être mises en œuvre à 100%, cependant, les ressources étant insuffisantes, leur mise en œuvre sera progressive jusqu'à tendre vers le maximum d'ici 2029									
2	Taux de production des rapports d'évaluation des politiques publiques	%	-	-	-		85	90	100
Source : DSEP									
Mode de calcul : (Nombre des Rapports d'évaluation finalisés et transmis / nombre total des rapports programmés au cours de l'l'exercice)1OO									
Commentaire : Le critère de redevabilité nous impose de produire à 100% les rapports d'évaluation des politiques publiques, néanmoins la disponibilité des ressources nous pousse à viser l'atteinte des résultats de manière progressive.									

Objectif 3: Assurer la commande publique.									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion de marchés et PPP approuvés et exécutés	%	-	-	-		75	85	90
Source : CGPMP, ARMP, DEP									
Mode de calcul : (nombre de marchés et PPP effectivement exécutes / nombre total de marchés et PPP approuvés par la primature) x 100									
Commentaire *:* Avec les reformes en cours, l'exécution des marchés et PPP sera progressive jusqu'à avoisiner les 100% d'ici 2029.									
2	Proportion de dossiers de marchés publics et PPP approuvés dans les délais légaux	%	-	-	-		80	90	100
Source *: rapports ARMP & CGPMP*									
Mode de calcul : nombre des dossiers approuvés dans les délais / nombre total de dossiers marchés et PPP reçus) x100									
Commentaire : L'efficacité nous oblige à avoir tous les marchés approuvés dans le délai si toutes les ressources sont disponibles, ce qui fait que l'atteinte des résultats sera progressive jusqu'à atteindre les 100% d'ici 2029.									

1.6 ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE LA PRIMATURE

1.6.1 Évolution des crédits par Titre

Tableau 3 : **Évolution des crédits par Titre**

Titre	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	98 871 965 895	129 562 625 949	126941050776,4	201477917075,822	147700088616	104 738 423 282	162 762 319 548
Titre IV : Biens et matériels	5 906 641 553	22 332 666 494	6606728824	13045200891,76	4609876276	4 940 420 326	5 105 608 769
Titre V : Dépenses de prestations ;	12 317 742 126	18 094 325 910	12704248734	93569026571,058	8864449627	24 428 034 706	8 168 722 995
Titre VI : Transferts et interventions	19 266 644 657	868 893 318 545	16062735942,5	67259721441,6244	38 036 779 821	50 476 057 790	87 858 139 952
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	359 370 665 286	226 020 752	333296485283	-	223 254 228 441	-	207 872 419 439
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	642 401 065 218	-	399713961951	7383872719,4453	26 946 606 31 57	-	265 950 310 131
Total	1 138 134 724 735	1 039 108 957 650	895325211510,9	382735738699,71	691931485937	184 582 936 103	737 717 520 834

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.2 Évolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : **Évolution des crédits par rubrique**

Rubrique	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	38 743 419 155	927 468 818 485	769803496372,4	186962485409,825	45 763 443 255	85 420 925 066	91 422 159 682
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 000 000 000	853 177 172	3352773047,5	-	13 177 812 409	-	18 041 239 432
Investissements sur Ressources Propres	1 001 771 730 504	226 020 752	5876547114	7383872719,4453	492 720 291 597,5	-	473 822 729 570
Rémunérations	87 619 575 076	110 560 941 241	116292394977	188389380570,44	140269938676	99 162 011 037	154 431 392 150
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 138 134 724 735	1 039 108 957 650	895325211510,9	382735738699,71	691931485937	184 582 936 103	737 717 520 834

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.3. Évolution des crédits par programme

Tableau 5 : **Évolution de crédits par programme**

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Administration Générale	104427067738,4	1013664414049,87	104 894 035 039	317 621 984 600	132 916 776 522	144 431 652 029	196 614 066 623
2		Impulsion et coordination des politiques publiques	-		-	-	-	-	-
3		Suivi-évaluation des politiques publiques	1033707656997	25444543600,271	790 431 176 472	65 113 754 100	559 014 709 416	40 151 284 075	541 103 454 211
TOTAL			1138134724735,4	1039108957650,14	895 325 211 510,9	382 735 738 699,71	691 931 485 937	184 582 936 103	737 717 520 834

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DE LA PRIMATURE

Tableau 6 **: Évolution des effectifs et masse salariale**

SECTION / GRADE	**Effectif SALAIRE (1)**	**Total masse T3 2026 (2)**	**Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): = (2/9)*12**
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	6	29136948	29136948
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	109	489910536	489910536
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	418	1716662040	1716662040
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	140	519427464	519427464
5. Autres	0	0	0
Total	673	2755136988	2755136988

Source : DRH

2. PRÉSENTATION DES PROGRAMMES

2.1. PROGRAMME : ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Responsable du programme **: Paul MAVULU DOF'ATANDELE**

Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du Programme

Les périmètres du Programme Administration Générale sont :

- Cabinet du Premier Ministre
- Secrétariat General à la Primature (Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction d'Études et Planification (DEP); Direction Administrative et Financière (DAF); Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication (DANTIC) ; Cellule Technique d'Appui (CTA) ; Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).
- ***Services rattachés à la Primature*** : Comité National de Désarmement et Sécurité Internationale (CND-SI) ; Cellule de Gestion des Immeubles du Gouvernement (CGIG) ; Cellule de Gestion de l'Aéronef du Gouvernement (CGAG) ; Delivery Unit.

2.1.2. Stratégie du programme

Le programme Administration Générale a pour stratégie, l'appui au pilotage et à la coordination de l'action gouvernementale et aussi le renforcement de la coordination administrative de différents services de la primature. Il participe à l'appui technique et normatif de la Première Ministre cheffe du Gouvernement, à son cabinet et au Secrétariat Général du Gouvernement.

Ce programme vise à assurer la coordination administrative des activités et à appuyer les deux autres programmes notamment pour la gestion budgétaire et des ressources humaines.

Elle s'articule autour de cinq actions majeures :

1. **Pilotage et coordination des actions stratégiques** : le secrétaire Générale doit se positionner comme chef d'orchestre, harmonisant les actions de la primature entre les différentes directions et structures spécialisées.
2. **Gestion des ressources financières et matérielles** : la stratégie repose sur une utilisation rigoureuse et transparente des moyens. Les ressources doivent être allouées en priorité aux projets structurants, avec un suivi strict pour éviter les gaspillages et renforcer la confiance des citoyens et partenaires.
3. **Planification, programmation et suivi-évaluation** : l'action doit être anticipée, programmée et évaluée. La stratégie met l'accent sur la discipline de planification, la clarté des objectifs et la

capacité à mesurer les résultats. Il devient un outil garantissant que chaque initiative contribue réellement à la politique sectorielle.

Gestion des ressources humaines : le capital humain est au cœur de l'action publique. La stratégie vise à valoriser les carrières, renforcer les compétences et améliorer la qualité de vie au travail. Former, motiver et retenir les talents devient une priorité pour assurer la continuité et la performance des actions.

5. **Gestion de la documentation et des archives** : la mémoire institutionnelle est un pilier de la gouvernance. La stratégie met en avant la numérisation, l'indexation et la sécurisation des archives, ainsi que la modernisation des bibliothèques et publications. Elle s'étend aux réseaux, sites internet et applications, garantissant que l'information circule de manière fiable et accessible.

2.1.3. OBJECTIFS ET LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.1.3.1. Objectifs du Programme

Le Programme Administration générale a comme objectif :

Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative de la primature.

2.1.3.2 Cadre de Performance du Programme

Tableau 1 : Cadre de performance du programme Administration Générale

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	ADMINISTRATION GENERALE	Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative de la primature	Taux d'exécution physique du plan d'action opérationnel de la Primature	%	2023	-	-	-		75	90	100	CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DEP, CGPMP
	Pilotage et coordination des actions stratégiques de la Primature	Renforcer les capacités opérationnelles de la primature	Taux d'exécution des actions stratégiques de la primature	%	2023	-	-	-		80	90	100	SG
	Gestion des ressources	Assurer la gestion optimale des		%	2023	-	-	-		90	95	100	DAF

	Financières et matérielles	ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget alloué										
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2023	-	-	-		75	80	90	CGPMP
	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2023	-	-	-		60	75	90	DRH
	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	2023	0	0	0	50	100	100	100	DEP
	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la publication proactive de l'information	Taux de dématérialisation des procédures	%	2023	-	-	-		50	65	80	DANTIC

2.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

2.1.4.1. Évolution des crédits du programme par Titre

Tableau 2 **: Évolution des crédits du programme par titres**

N°	Titre	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions fin Juin en FC	Crédits votés	Exécutions fin Juin en FC	Crédits votés	Exécutions fin Juin en FC	
Dépenses courantes								
1	Titre III : Dépenses de personnel	75 228 183 399	105 358 783 522	72 699 322 152,4	136658696787,622	74 198 809 882	72 323 199 607	88 841 432 503
2	Titre IV : Biens et matériels	4 974 550 181	21 945 142 494	5 035 147 781	12750667079,8	3 513 298 171	4 688 570 226	4 087 246 580
3	Titre V : Dépenses de prestations	9 460 062 056	18 094 325 910	9 419 066 423	9356 902 6571	6 572 198 135	16 943 824 406	5 879 951 239
4	Titre VI : Transferts et interventions	9 266 644 657	868 040 141 372	13444962895	67259721442	36 874 441 153	50 476 057 790	81 695 801 284

Dépenses en capital								
5	Titre VII : Equipements	797 627 445	226 020 752	-	-	2 462 493 393	-	4 424 340 017
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 700 000 000	-	13444962895	317621984599,55	9 295 535 788	-	11 685 295 000
Total		104 427 067 738	1 013 664 414 050	104894035039,4	317621984599,55	132 916 776 522	144 431 652 029	196 614 066 623

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.4.2. Présentation des crédits du Programme par Rubrique budgétaire

Tableau 3 : **Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire**

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-		
2	Fonctionnement des Ministères	33 525 302 989	926 610 381 120	34670149174	185507142862	40181791228	77 400 338 336	85 502 594 996
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	12 015 473 741	-	11 878 900 764
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	5 497 627 445	226 020 752	4295535788	7383872719	68 961 482 372	-	16 109 635 017
6	Rémunérations	65 404 137 304	86 828 012 178	65193350077	124730969018	68 961 482 372	67 031 313 693	83 122 935 846
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-	-	
TOTAL		**104 427 067 738**	**1 013 664 414 050**	**104894035039**	**317621984600**	**132 916 776 522**	**144 431 652 029**	**196 614 066 623**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5. PRÉSENTATION DES CREDITS DES ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau 4 : **Évolution des crédits par action du programme**

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution au fin Juin en FC	
1		Pilotage et coordination des actions stratégiques de la Primature	100 785 542 514	1 013 069 543 199	100994395843,4	317252874984,342	130 195 784 831	144 141 108 076	193 306 753 166
2		Gestion des ressources Financières et matérielles	1 295 623 442	525 001 810	1360151935	339825465,2081	949 052 444	255 543 953	1 014 713 052
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	893 434 506	-	957962999	-	668 423 213	-	818 044 460
4		Gestion des ressources humaines	854 610 437	69 869 041	919 138 930	17740100	641333537	-	780 564 855
5		Gestion du système d'information et de la communication	597 856 839	-	662385332	11544050	462182497	35 000 000	693 991 090
TOTAL			**104 427 067 738**	**1 013 664 414 050**	**104894035039,4**	**317621984599,55**	**132 916 776 522**	**144 431 652 029**	193 306 753 166

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.6. ÉVOLUTION DES CRÉDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

2.1.6.1. Présentation des crédits par action et par Rubrique

Tableau 5 : **Évolution des crédits du programme par action et par Rubrique**

Rubrique	REAISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère							
Fonctionnement des Ministères	29 883 777 765	926 015 510 269	30770509978,4	185138033246,457	37460799537	77 109 794 383	82 195 281 539
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	735000000	-	275473741	-	11 878 900 764
Investissements sur Ressources Propres	5 497 627 445	226 020 752	4295535788	7 383 872 719	6 758 029 181	-	16 109 635 017
Rémunérations	65 404 137 304	86 828 012 178	65193350077	124730969018,44	68961482372	67 031 313 693	83 122 935 846
Sous-total 1	100 785 542 514	1 013 069 543 199	100994395843,4	317252874984,342	**130 195 784 831**	**144 141 108 076**	193 306 753 166
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles							

Fonctionnement des Ministères	1 295 623 442	525 001 810	1360151935	339825465,2081	949052444	255 543 953	1 014 713 052
Sous-total 2	1 295 623 442	525 001 810	1360151935	339825465,2081	949052444	**255 543 953**	1 014 713 052
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation							
Fonctionnement des Ministères	893 434 506	-	957962999	-	668423213	-	818 044 460
Sous-total 3	893 434 506	-	957962999	-	668423213	**-**	818 044 460
Action 4 : Gestion des ressources humaines							
Fonctionnement des Ministères	854 610 437	69 869 041	919138930	17740100	641333537	-	780 564 855
Sous-total 4	854 610 437	69 869 041	919138930	17740100	641333537	**-**	780 564 855
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication							
Fonctionnement des Ministères	597 856 839	-	662385332	11544050	462182497	35 000 000	693 991 090
Sous-total 5	597 856 839	-	662385332	11544050	462182497	35 000 000	693 991 090
Total	**104 427 067 738**	**1 013 664 414 050**	**104894035039,4**	**317621984599,55**	**132 916 776 522**	**144 431 652 029**	**196 614 066 623**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5.2. Présentation des crédits du programme par Action et par titre

Tableau 6 : **Évolution des crédits du programme par action et par titre**

Titre	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin Juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	73 847 805 547	105 358 783 522	71189887314,4	136623696787,622	73 145 594 586	72 305 655 654	87 740 327 343
Titre IV : Biens et matériels ;	4 112 467 263	21 420 140 684	4108536370	12453894979,8	2 866 750 676	4 415 570 226	3 247 499 334
Titre V : Dépenses de prestations ;	8 060 997 602	18 024 456 870	7955473476	93531689056	5 550 969 235	16 943 824 406	4 513 490 188
Titre VI : Transferts et interventions	9 266 644 657	868 040 141 372	13444962895	67259721442	25 134 441 153	50 476 057 790	81 695 801 284
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	797 627 445	226 020 752	4295535788	7383872719	2 462 493 393	-	4 424 340 017
Financement intérieur							
Financement extérieur							
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 700 000 000	-	-	-	4 295 535 788	-	11 685 295 000
Financement intérieur							
Financement extérieur							
Sous-total 1	**100 785 542 514**	**1 013 069 543 199**	**100994395843,4**	**317252874984,342**	**113 455 784 831**	**144 141 108 076**	193 306 753 166

Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	524 008 328	-	588536821	35000000	410 654 350	17 543 953	432 984 601
Titre IV : Biens et matériels ;	302 936 005	525 001 810	302936005	267487950	211 375 030	238 000 000	206 417 551
Titre V : Dépenses de prestations ;	468 679 109	-	468679109	37337515,2081	327 023 064	-	375 310 900
Sous-total 2	**1 295 623 442**	**525 001 810**	**1360151935**	**339825465,2081**	**949 052 444**	**255 543 953**	1 014 713 052
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	310 875 524	-	375404017	-	261 939 928	-	205 041 183
Titre IV : Biens et matériels ;	170 666 208	-	170666208	-	119 083 154	-	289 459 946
Titre V : Dépenses de prestations ;	411 892 774	-	411892774	-	287 400 131	-	323 543 331
Sous-total 3	**893 434 506**	**-**	**957962999**	**-**	**668 423 213**	**-**	818 044 460
Action 4 : Gestion des ressources humaines							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	309 216 429	-	309216429	-	215 757 226	-	237 555 230
Titre IV : Biens et matériels ;	261 120 359	-	261120359	17740100	182 197 966	-	183 551 179

Titre V : Dépenses de prestations ;	284 273 649	69 869 041	348802142	-	243 378 345	-	359 458 446
Sous-total 4	**854 610 437**	**69 869 041**	**919138930**	**17740100**	**641 333 537**	**-**	780 564 855
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	236 277 571	-	236277571	-	164 863 792	-	225 524 146
Titre IV : Biens et matériels ;	127 360 346	-	191888839	11544050	133 891 345	35 000 000	160 318 570
Titre V : Dépenses de prestations ;	234 218 922	-	234218922	-	163 427 360	-	308 148 374
Sous-total 5	**597 856 839**	**-**	**662385332**	**11544050**	**462 182 497**	**35 000 000**	693 991 090
TOTAL	**104 427 067 738**	**1 013 664 414 050**	**104894035039,4**	**317621984599,55**	**132 916 776 522**	**144 431 652 029**	**196 614 066 623**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2 PROGRAMME : IMPULSION ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Code du Programme

Pré-Responsable du Programme :

Fonction :

2.2.1. PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME IMPULSION ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le périmètre définitif de ce programme sera formellement établi à l'issue de l'actualisation du cadre organique de la primature.

Cette réforme structurelle vise la création d'une direction métier spécifiquement dédiée, capable de porter l'intégralité de ce programme ; conformément aux recommandations de la mission d'AFRITAC Centre (FMI).

Cette réorganisation institutionnelle est indispensable pour structurer efficacement le pilotage opérationnel et ainsi couvrir l'ensemble des pans des prérogatives constitutionnelles dévolues au Premier Ministre.

2.2.2. STRATÉGIE DU PROGRAMME

Face aux réalités socio-économiques et institutionnelles de la République Démocratique du Congo, la stratégie du programme Impulsion et coordination des politiques publiques repose sur une approche axée sur les résultats matérialisée par deux axes majeurs :

1. Le renforcement de la fonction d'Impulsion : traduire la vision du chef de l'État et le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) en directive claires, contraignantes et assorties d'échéanciers précis pour l'ensemble des ministères sectoriels.
2. L'optimisation des mécanismes d'arbitrages et de coordination : fluidifier les relations interinstitutionnelles en s'appuyant sur des commissions techniques permanentes, afin de briser le travail en silo et d'assurer une convergence des efforts sectoriels notamment sur les grands projets d'infrastructures, de sécurité, d'interventions sociales.

Les axes susmentionnés permettront de proposer des solutions aux situations négatives suivantes :

- Le gaspillage des ressources : deux ministères peuvent lancer deux projets similaires pour le même public sans le savoir ;
- La lenteur administrative : éradication des dossiers non ou mal traités, car les informations ne circulent pas convenablement entre les ministères ;
- L'incohérence des politiques : éviter qu'un ministre puisse prendre une décision qui contredit ou annule l'action d'un autre ministre.

2.2.3. OBJECTIFS DU PROGRAMME ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.2.3.1. Objectifs du Programme

- Assurer une impulsion cohérente et efficace des politiques publiques retenues au PAG ;
- Renforcer la coordination intersectorielle des politiques publiques.

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau : **Cadre de performance des objectifs du programme Impulsion et coordination des politiques Publiques**

DEUXIÈME PROGRAMME : IMPULSION ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES												
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance Programmes et actions**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
				unité de mesure	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	IMPULSION ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	Assurer la cohérence et l'alignement des politiques sectoriels avec la vision nationale	Taux de conformité des plans d'action sectoriels avec le plan national de développement	%	2023	-	-	-		100	100	100	
			Taux de réalisation des reformes d'impulsion stratégique planifiées	%	2023	-	-	-		70	80	100	
			Taux de ministères ayant intégré les priorités	%	2023	-	-	-		85	95	100	

			gouvernementales dans leur feuille de route										
		Optimiser la créativité et la fluidité de la coordination interministérielle	Taux de participation active des ministères aux comités de coordination interministériels	%	2023	-	-	-		60	80	100	
			Nombre de blocages ou de chevauchements institutionnels résolus	Nbre	2023	-	-	-		-	-	-	
	Impulsion des politiques publiques	Formuler et diffuser rapidement les orientations stratégiques auprès de toutes les institutions de l'État	Taux d'élaboration des notes de cadrage stratégique de l'action publique dans le délai	%	2023	-	-	-	¬	70	80	90	
			Taux de mise en œuvre des réformes d'envergure nationale	%	2023	-	-	-	¬	100	100	100	
		Harmoniser les interventions	Proportion des projets	%	2023	-	-		-	60	70	80	

	Coordination des politiques publiques	des ministères sectoriels pour éviter les doublons budgétaires et opérationnels	interministériels dotés d'un mécanisme de gouvernance partagé fonctionnel										
			Taux de chevauchements opérationnels interministériels identifiés et résolus	%	2023	-	-		-	100	100	100	
	Arbitrages	Trancher les différends techniques et budgétaires entre ministères afin de maintenir la continuité de l'action publique	Taux de dossiers d'arbitrages clos au premier niveau de conciliation	%	2023	-	-	-	-	100	100	100	
			Taux d'arbitrages rendus conformes au cadre budgétaire pluriannuel global	%	2023	-	-	-	-	70	80	90	

PROGRAMME : SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Code Du Programme

Pré-Responsable :

Fonction : Directeur

2.1.3. Périmètre du Programme :

DESEP, CAID, CGIG, ARMP, AR-CSU, APCSC, CPN (section planification monitoring et projets)

2.3.2. Stratégie du programme

Confrontée aux contraintes structurelles propres, notamment l'immensité du territoire national, les délais prolongés de centralisation des données en provenance des provinces et l'inertie opérationnelle des certaines administrations ; la République Démocratique du Congo, à travers ce programme, vise à faire du Suivi-Evaluation un pilier majeur du pilotage des politiques publiques à travers les quatre axes majeurs suivants :

Le premier axe vise l'institutionnalisation et la standardisation des outils de gestion par l'imposition des feuilles de route contraignantes adossées à un canevas unique d'indicateurs dès la signature des lettres de mission ministérielles.

Le deuxième axe consacre le déploiement du numérique intégrée pour un pilotage interministériel en temps réel, couplée à l'action de cellules techniques déconcentrées chargées de l'évaluation de proximité des grands programmes d'investissements à l'instar du PDL-145T, directement au niveau des territoires.

Le troisième axe promeut l'ancrage d'une culture de redevabilité et de performance par l'instauration de revues trimestrielles rigoureuses en Conseil des ministres sous la haute direction de la première établissant un lien organique entre les conclusions des évaluations et les arbitrages budgétaires lors de la préparation de la loi de finances.

Enfin, le quatrième axe soutient le renforcement des capacités et partenariat technique via la professionnalisation pointue des cadres de la Direction de Suivi et Évaluation des politiques (DESEP) en ingénierie statique renforcée par une synergie étroite avec l'Institut National de la Statistique (INS) et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour garantir la fiabilité absolue des données macroéconomiques et de la commande Publique.

2.3.3. OBJECTIFS DU PROGRAMME ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.3.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs du programme Suivi-Évaluation des politiques publiques sont :

- Évaluer l'impact réel et l'effectivité des politiques sectorielles ;
- Assurer la production régulière et la publication à temps des rapports de performance gouvernementaux ;
- Moderniser et numériser le système national de collecte et de remontée des données de performance.

2.3.3.2. Cadre de performance du programme Suivi-Évaluation des politiques publiques

Tableau 1: **Cadre de performance de l'objectif du programme Suivi-évaluation des politiques publiques**

TROISIÈME PROGRAMME : SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	Évaluer l'impact réel et l'effectivité des politiques sectorielles	Proportion des politiques sectorielles prioritaires ayant fait l'objet d'une évaluation d'impact approfondie	%	2023	-	-	-		55	70	90	DESEP
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports d'évaluation	%	2023	-	-	-		100	100	100	
		Assurer la production régulière et la publication à temps des rapports de	Proportion des ministères sectoriels transmettant leurs données de performance dans	%	2023	-	-	-		100	100	100	

		performance gouvernementaux	les délais règlementaires										
			Taux de publication des rapports nationaux de performance	%	2023	-	-	-		80	90	100	
		Moderniser et numériser le système national de collecte et de remontée des données de performance	Taux d'interconnexion des ministères sectoriels à la plateforme numérique intégrée de suivi-évaluation	%	2023	-	-	-		40	65	100	
			Taux de satisfaction liée aux grands projets d'investissements publics en province	%	2023	-	-	-		65	75	90	
	Suivi évaluation des contrats de performance des ministères sectoriels	Mesurer rigoureusement le respect des engagements de performance pris par chaque ministre	Proportion d'indicateurs des contrats de performance effectivement renseignés avec données fiables	%	2023	-	-	-		65	80	95	DESEP
	Suivi-évaluation des projets du Gouvernement	Assurer l'exécution physique et financière des projets prioritaires inscrits au PAG	Taux d'avancement physique des projets gouvernementaux sectoriels	%	2023	-	-	-		70	80	100	DESEP

	Suivi-évaluation des projets spécifiques à caractère national	Auditer l'impact direct et la gouvernance financière des programmes présidentiels ou d'urgence nationale	Proportion de projets nationaux spécifiques évalués à mi-parcours et ex-post	%	2023	-	-	-		60	75	100	DESEP
			Taux d'audit de performance des financements extérieurs mobilisés pour les projets	%	2023	-	-	-		100	100	100	DESEP

2.3.4. EVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME

2.3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2: **Évolution des crédits du programme par titre**

Titre	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	23 643 782 496	24 203 842 428	54241728624	64819220288	73 501 278 734	32 415 223 675	73 920 887 045
Titre IV : Biens et matériels	932 091 372	387 524 000	1571581043	294533812	1 096 578 105	251 850 100	1 018 362 189
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 857 680 070	-	3285182311	-	2 292 251 492	7 484 210 300	2 288 771 756
Titre VI : Transferts et interventions	10 000 000 000	853 177 172	2617773048	-	1 162 338 668	-	6 162 338 668
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	358 573 037 841	-	333296485283	-	220 239 467 005	-	203 448 079 422
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	637 701 065 218	-	395418426163	-	260 722 759 412	-	254 265 015 131
Total	1 033 707 656 997	25 444 543 600	790431176472	65113754100	559 014 709 416	40 151 284 075	541 103 454 211

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 3 **: Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire**

Rubrique	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	5 218 116 166	858 437 365	7999447078	1455342548	5 581 652 027	8 020 586 731	5 919 564 686
Interventions Économiques, sociales, culturelles et Scientifiques	10 000 000 000	853 177 172	2617773048	-	1 162 338 668	-	6 162 338 668
Investissements sur Ressources Propres	996 274 103 059	-	728714911446	-	480 962 262 417	-	457 713 094 553
Rémunérations	22 215 437 772	23 732 929 063	51099044900	63658411552	71308456304	32 130 697 344	71 308 456 308
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-	-	-
Total	**1 033 707 656 997**	**25 444 543 600**	**790431176472**	**65113754100**	**559 014 709 416**	**40 151 284 075**	**541 103 454 211**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.5. PRESENTATION DES ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau 4 : Présentation des crédits par actions du programme

N°	Code Action	Intitulé du Action	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		**Suivi évaluation des contrats de performance des ministères sectoriels**	1434610864	-	1499139357	-	1 046 031 577	-	1 082 088 096
2		**Suivi-évaluation des projets du Gouvernement**	17 418 043 448	16 510 726 936	748765328479	18880123986	39 081 405 560	31 134 770 803	39 046 255 753
3		**Suivi-évaluation des projets spécifiques à caractère national**	1 014 855 002 685	8 933 816 664	40166708635,5	46233630114,16	518 887 272 279	9 016 513 272	500 975 110 362
TOTAL			1 033 707 656 997	17 867 633 329	790431176472	65113754100	559 014 709 416	40 151 284 075	541 103 454 211

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.6. EVOLUTION DES CRÉDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

2.3.6.1. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : **Évolution des crédits du programme par action et par Rubrique**

Rubrique	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin juin en FC	
Action 1 : Suivi évaluation des contrats de performance des ministères sectoriels							
Fonctionnement des Ministères	1 434 610 864	-	1499139357	-	1 046 031 577	-	1 082 088 096
Sous-total 1	1 434 610 864	**-**	**1499139357**	**-**	1046031577	**-**	**1 082 088 096**
Action 2 : Suivi-évaluation des projets du Gouvernement							
Fonctionnement des Ministères	3 120 277 408	858 437 365	579584837	-	4 899 066 689	8 020 586 731	3 817 885 305
Investissements sur Ressources Propres	-	-	728714911446	-	-	-	-
Rémunérations	14 297 766 040	15 652 289 571	19470832196	18880123986	35 228 370 448	23 114 184 072	35 228 370 448
Sous-total 2	**17 418 043 448**	**16 510 726 936**	**748765328 479**	**18 880 123 986**	**40 127 437 137**	**31 134 770 803**	**39 046 255 753**

ACTION 3 : Suivi-évaluation des projets spécifiques à caractère national							
Fonctionnement des Ministères	663 227 984	-	5920722884	1455342548	682 585 338	-	1 019 591 285
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 000 000 000	853 177 172	2617773048	-	1 162 338 668	-	6 162 338 668
Investissements sur Ressources Propres	996 274 103 059	-	-	-	480 962 262 417	-	457 713 094 553
Rémunérations	7 917 671 732	8 080 639 492	31628212704	44778287566	36 080 085 856	9 016 513 272	36 080 085 856
Sous-total 3	**1 014 855 002 685**	**8 933 816 664**	**40166708636**	**46233630114**	**518 887 272 279**	**9 016 513 272**	**500 975 110 362**
Total	1 033 707 656 997	25 444 543 600	790431176472	65113754100	559 014 709 416	40 151 284 075	541 103 454 211

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.6.2. Présentation des crédits par Action et par titre

Tableau 6 : **Évolution des crédits du programme par action et par titre**

Titre	REALISATIONS 2024		REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Suivi évaluation des contrats de performance des ministères sectoriels							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	441 359 970	-	506088463	-	353 125 618	-	475 371 851
Titre IV : Biens et matériels ;	283 456 747	-	283256747	-	197 643 735	-	200 488 608
Titre V : Dépenses de prestations ;	709 794 147	-	709794147	-	495 262 224	-	406 227 637
Financement intérieur			-	-	-	-	-
Financement extérieur			-	-	-	-	-
Sous-total 1	**1 434 610 864**	**-**	**1499139357**	**-**	**1 046 031 577**	**-**	**1 082 088 096**

Action 2 : Suivi-évaluation des projets du Gouvernement							
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	15 159 661 948	16 123 202 936	19 723 335 563	18 880 123 986	36 804 991 496	23 398 710 403	37 119 800 822
Titre IV : Biens et matériels ;	538 523 127	387 524 000	39 141 727	-	835 217 573	251 850 100	689 239 648
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 719 858 373	-	287939743	-	2 292 251 492	7 484 210 300	1 237 215 283
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	-	-	333296485283	-	-	-	-
Financement extérieur							
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	395418426163	-	-	-	-
Sous-total 2	**17 418 043 448**	**16 510 726 936**	**748 765 328 479**	**18 880 123 986**	**39 932 460 561**	**31 134 770 803**	**39 046 255 753**
ACTION 3 : Suivi-évaluation des projets spécifiques à caractère national							
I. Dépenses Courantes							

Titre III : Dépenses de personnel	8 042 760 578	8 080 639 492	34012304598	45939096302	36 343 161 620	9 016 513 272	36 325 714 372
Titre IV : Biens et matériels ;	110 111 498	-	1249182569	294 533 812	63 716 797	-	128 633 933
Titre V : Dépenses de prestations ;	428 027 550	-	2287448421	-	355 792 777	-	645 328 836
Titre VI : Transferts et interventions	10 000 000 000	853 177 172	2617773048	-	1 162 338 668	-	6 162 338 668
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	358 573 037 841	-	-	-	220 239 467 005	-	203 448 079 422
Financement extérieur	637 701 065 218	-					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	637 701 065 218		-	-	260 722 795 412	-	254 265 015 131
Sous-total 3	**1 014 855 002 685**	**8 933 816 664**	**40166708636**	**46233630114**	**518 887 272 279**	**9 016 513 272**	**500 975 110 362**
TOTAL	1 033 707 656 997	25 444 543 600	790431176472	65113754100	**559 014 709 416**	40 151 284 075	541 103 454 211

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

Sous-secteur 1.2: DEFENSE

2. Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants

Section 27 et 28

1. PRESENTATION DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET ANCIENS COMBATTANTS

Responsable : S.E Guy KABOMBO MUADIAMVITA, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants

1. PRESENTATION DU MINISTERE

1.1. Missions et Organisation du Ministère

1.1.1 Missions du Ministère

Le secteur de la Défense est régi par plusieurs textes légaux et réglementaires, entre autres : la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi n°11/002 du 20 Janvier 2011 ; la loi n°11/012 du 11 Aout 2011 portant organisation et fonctionnement des FARDC ; la loi n°13/005 du 15 Janvier 2013 portant statut du Militaire des FARDC ; le plan de la réforme des FARDC et l'ordonnance n° 20/017 du 27 Mars 2020 fixant les attributions des Ministères.

Le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants est chargé de :

Défendre l'intégrité du territoire national ;

Organiser et structurer les FARDC ;

Concevoir, exécuter et suivre le mécanisme d'intégration et de formation des FARDC ;

Administrer et approvisionner les FARDC ;

Surveillance terrestre, fluviale, lacustre, maritime et aérienne du territoire national ;

Poursuivre et parachever le processus de démobilisation des combattants ;

Concevoir, préparer et exécuter toutes les opérations relatives à la démobilisation des militaires, des enfants soldats, des ex-combattants et groupes vulnérables non intégrés des Forces Armées en vue de leur réinsertion sociale ;

Entretenir et suivre les militaires invalides de guerre, des retraités militaires et des anciens combattants;

Gérer et suivre les anciens combattants ;

Accompagner les démobilisés dans la vie civile afin de leur assurer une réinsertion réussie.

Organisation du Ministère

Le Ministère de la Défense et Anciens Combattants est composé de deux Secrétariats Généraux, à savoir : le Secrétariat Général à la Défense et le Secrétariat Général aux Anciens combattants.

Le Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants est composé au sens restreint des structures suivantes :

Cabinet du Ministre ;

Secrétariat Général à la Défense ;

Secrétariat Général aux anciens combattants.

Au sens Large le Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants est Composé de : L'Etat-Major Général, Les Forces (FT, FNav ,FAe) , Les Corps et Services, etc.

Dans le Cadre de la Budgétisation, La section 27 est composée de 49 Chapitres :

27100 Cabinet ;

27200 Secrétariat Général ;

27201 Service Généraux ;

27202 DRHU ;

27203 DESPO ;

27204 DAA ;

27205 DBF ;

27206 DCM ;

27207 Bn AdmLog et Sv ;

27208 DInfor ;

27209 Sous-chef Etat-Major OPS ;

27210 Sous-Chef Etat-Major Rens ;

27211 Sous- Chef Etat-Major Log ;

27212 Sous-Chef Etat-Major Adm ;

27213 Etat-Major Général ;

27214 Etat – Major Force Terrestre ;

27215 Etat-Major Force Aérienne ;

27216 Etat-Major Force Navale ;

27217 Inspection Générale ;

27218 Base Logistique Centrale ;

27219 Première Zone de Défense ;

27220 Groupement des Ecoles Supérieures Militaires ;

27221 Deuxième Zone de défense ;

27222 Troisième Zone de Défense ;

27223 Corps Logistiques ;

27224 Corps des Services de Santé Militaire ;

27225 Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ;

27226 Service d'Education Civique, Patriotique et d'Actions Sociales ;

27227 Service de Communication et d'Information des Forces Armées ;

27228 Direction de l'Administration Pénitentiaire ;

27229 Aumônerie Militaire Catholique ;

27230 Aumônerie Militaire Protestante ;

27231 Aumônerie Militaire Kimbanguiste ;

27232 Corps de Génie ;

27233 Corps de transmission ;

27234 Commandement Général des Ecoles Militaires ;

27235 Garde Républicaine ;

27236 Action de démobilisation pour les Militaires ;

27237 Académie Militaire

27238 Groupement des Ecoles Militaires Inter-Forces ;

27239 Groupement des Ecoles Militaires Spécifiques ;

27240 Groupement des Centres d'Instructions et d'Entrainement ;

27241 Comité International des Sports Militaires ;

27242 Groupement Omnisport Militaire ;

27243 Corps pour la Protection des Parcs Nationaux et Réserves Apparentées ;

27244 Collège des Hautes Etudes de Stratégie de Défense ;

27245 Ecole de Guerre de Kinshasa ;

27246 Ecole Supérieure d'Administration Militaire ;

27247 Réserve Armée de la Défense ;

27248 Africaine des explosifs.

La section 28 est composée de :
Secrétariat Général aux Anciens Combattants ;

Direction des ressources humaines ;

Direction administrative et financière ;

Direction d'archives et nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

Direction de la pension et des rentes ;

Direction des œuvres sociales ;

Direction de l'inspection ;

Direction des études et planification

1.2. Présentation stratégique du Ministère

1.2.1. Priorités nationales

Depuis la grande réforme de l'armée en 2009, le Gouvernement s'est doté de deux lois portant respectivement sur Loi n°011/012 du 11 aout 2011 portant l'organisation et fonctionnement des Forces armées ainsi que la loi n°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des FARDC. Ces deux lois sont appuyées par la loi n°22/019 du 28 juillet 2022 portant programmation militaire 2022-2025, Elles constituent la base de la réforme visant la création d'une Armée professionnelle, républicaine, moderne, crédible et dissuasive. La vision du gouvernement est de moderniser l'armée à travers son vaste programme de la réforme du secteur de la défense nationale avec les objectifs ci-après : (i) Renforcer les capacités institutionnelles, (ii) Renforcer les capacités de forces, (iii) Renforcer les capacités des zones de défense (iv) Renforcer les capacités de corps et (v) Renforcer les capacités de services.

1.2.2 Politiques sectorielles

Le Secteur dispose depuis 2008 d'une stratégie intitulée : Plan de Réforme de l''armée qui définit dix principes directeurs (10) Rajeunissement, Formation et Entrainement continus, Equipement adéquat, Prises en charge correct du Militaires, Redéfinition de l'organisation territorial de la Défense, Mises en place d'une chaine de commandement, Redéfinition de la Doctrine d'emploi de Forces, Réhabilitation et Construction des Infrastructures, Réforme en trois Phases, Ressources de la Réforme). L'Ordonnance-Loi n°22/019 du 28 juillet 2022 portant Programmation Militaire, constitue un acte d'engagement de toute la Nation, pour appuyer la Réforme qui vise la création d'une armée républicaine, moderne, crédible et dissuasive. C'est aussi un outil de programmation financière des forces armées. Elle est la déclinaison du plan de la réforme de l'armée, articulée autour de huit (8) programmes : Administration Générale de la Défense ; Instruction et Formation ; Équipements et matériels militaires ; Infrastructures militaires ; Opérations, Entrainement et renseignements militaires ; Industrie de la Défense ; Fonds de soutien pour le Développement des FARDC (CAS) ; Anciens combattants, lien armée-nation.

Dans le cadre de la réorganisation de nos Forces Armées, il a été élaboré un plan de la réforme définissant la stratégie globale qui repose sur les 10 principes directeurs déclinés ci-dessous :

Le rajeunissement ;

La formation et entrainement ;

L'équipement adéquat ;

La prise en charge correcte des militaires ;

La redéfinition de l'organisation territoriale de la Défense ;

La séparation de chaîne de mise en condition et chaîne de mise en œuvre ;

La redéfinition de la doctrine d'emploi des Forces ;

La réhabilitation et/ou la construction des infrastructures ;

Le phasage de la réforme ;

Les ressources de la réforme.

1.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
27	DEFENSE						
		26	Administration Générale de la Défense			Cabinet du Ministre, SG à la Défense, SG aux anciens Combattants, Etat-Major Général, Etat-major chargé de l'administration, DSG Défense, DSG Anciens Combattants, DRH, DESPO, DBF, Dir. Informatique, CGPMP/Déf, CGPMP/Anciens Combattants, Dir. Coopération Militaire, Cellule DDR, Dir Inspection et Contrôle Anciens combattants, DEP Anciens Combattants, Informatique, Etat-Major chargé de l'Administration, Corps de Services de Santé Militaires, CGPMP, Service d'Education Civique et d'Actions Sociales, Service de communication et d'information des Forces Armées, Aumônerie Militaire Catholique, Aumônerie Militaire protestante, Aumônerie militaire Kimbanguiste,	La Reserve de l'Armée
				261	Pilotage de la stratégie Ministérielle de la Défense	Cabinet du Ministre, Cellule PDDRC-S	

			262	Coordination Administrative de la Défense	SG à la Défense, Direction Administration Pénitentiaire, Aumônerie Militaire Catholique, Aumônerie Militaire protestante, Aumônerie militaire Kimbanguiste, Comité International des sports militaires, Groupement Omnisport militaire, Etat-Major chargé de l'Administration.	
			263	Gestion informatique, documentation, archives	Dir. Informatique	
			264	Contrôle des ressources financières, matérielles et humaines	Inspectorat Général des FARDC	
			265	Gestion des Ressources Humaines, cultes religieux et actions sociales	DRHU , Groupement des aumôneries, Service d'Education Civique et d'Actions Sociales, Comité International des sports militaires, Groupement Omnisport militaire	
			266	Gestion des ressources financières	DBF, CGPMP/ SG Déf	

			267	Planification, programmation et suivi-évaluation	DESPO	
			268	Santé Militaire	Corps de Services de Santé Militaires	
			1772	Coordination Administrative des Anciens Combattants	SG, DEP, CGPMP, Inspection et Contrôle, DRH, DAF, DANTIC	
		27	Instruction et Formation		Etat-major Général ; Etat-major chargé des renseignements, Etat-major chargé des opérations, Corps de transmission, Garde Républicaine, Première Zone de Défense, Deuxième Zone de Défense, Troisième Zone de Défense, Etat-major Force Terrestre, Force Aérienne, Force Navale, Régions militaires, Commandement Général des Ecoles Militaires, Académie Militaire, Groupement des Centres d'instructions et D'entrainements, Groupement des Ecoles Militaires Inter-force, Groupement des Ecoles Supérieurs Militaires, Groupement des Ecoles militaires spécifiques	Reserve Armée de la Défense (RAD), Collège de Hautes Etudes Stratégies et de Défense (CHESD)
			281	Instruction	Commandement Général des Ecoles Militaires, Académie Militaire, Groupement des Centres d'instructions et D'entrainements	

			282	Formations militaires	Commandement Général des Ecoles Militaires	
			283	Spécialisation des FARDC	Groupement des Ecoles Supérieurs Militaires, Groupement des Ecoles militaires spécifiques	Collège de Hautes Etudes Stratégies et de Défense
		28	Équipements et matériels militaires		Corps Logistique, Direction d'Acquisition des Approvisionnements, État-major Logistique	
			271	Équipements et matériels FARDC	Direction d'Acquisition des Approvisionnements, État-major Logistique, Corps Logistique	Équipements et matériels FARDC
				Matériels spécifiques et consommables	Direction d'Acquisition des Approvisionnements, État-major Logistique, Corps Logistique	Matériels spécifiques et consommables
			272	Maintenance, entretien des équipements et matériels des FARDC	Direction d'Acquisition des Approvisionnements, État-major Logistique, Corps Logistique	Maintenance, entretien des équipements et matériels des FARDC
		212	Infrastructures militaires		Corps du Génie Militaire	
			2121	Infrastructures des Ecoles de formation, centre d'instruction et centre	Génie Militaire	

				d'entrainement militaires		
			2122	Etablissements de santé militaires	Génie Militaire	
			2123	Infrastructures des services pénitenciers	Génie Militaire	
			2124	Casernes, Bases militaires, Foyers sociaux et écoles maternelles	Corps du Génie Militaire	
			2125	Grands quartiers et quartiers généraux militaires	Corps du Génie Militaire	
			2126	Routes et pistes des voies d'accès militaires	Génie Militaire	
		027	Opérations, Entrainement et renseignements militaires		Etat-major Général ; Etat-major chargé des renseignements, Etat-major chargé des opérations, Corps de transmission, Garde Républicaine, Première Zone de Défense, Deuxième Zone de Défense, Troisième Zone de Défense, Etat-major Force	Reserve Armée de la Défense (RAD), Collège de Hautes Etudes

					Terrestre, Force Aérienne, Force Navale, Régions militaires, Commandement Général des Ecoles Militaires, Académie Militaire, Groupement des Centres d'instructions et D'entrainements, Groupement des Ecoles Militaires Inter-force, Groupement des Ecoles Supérieurs Militaires, Groupement des Ecoles militaires spécifiques	Stratégies et de Défense (CHESD
				0271	Opérations militaires	Etat-major des opérations, Zones de défense	Réserve Armée de la Défense (RAD)
				0272	Entraînements militaires	État-major des Opérations	Entraînements militaires
				0273	Renseignements militaires	État-major renseignement	
				274	Communication militaire	Service de Communication et d'informations des FARDC (SCIFA)	Collège de Hautes Etudes Stratégies et de Défense
		212	Industrie de la Défense			AFRIDEAFRIDEX, Département Agricole/ État-major Général, Etat-Major Logistique, Corps de service de santé Militaire	
				2121	Industrie militaire	AFRIDEX	
				2122	Gestion des parcs agro-pastoraux	Département Agricole/ Etat-Major Général	

			2123	Développement de l'offre des soins de santé militaire	Corps de services de santé militaire	
		Fonds de soutien pour le Développement des FARDC (CAS)			Organes du FSD-FARDC conformément à l'Ordonnance n°26/024 du 20 mars 2026	
				Gouvernance, pilotage et administration du Fonds	Organe de gouvernance et d'administration du FSD-FARDC	
				Financement des équipements et des infrastructures militaires	FSD-FARDC et structures bénéficiaires autorisées	
				Financement de la Production militaire	FSD-FARDC et partenaires publics, privés et institutionnels	
		32	Anciens combattants, lien armée-nation		Dir. Œuvres sociales et Dir. Pension et Rente	
			321	Protection sociale des tributaires (retraités Militaires, reformés	Dir. Œuvres sociales et Dir. Pension et Rente	

				militaires, Anciens Combattants et leurs dépendants)		
			322	Bâtiments et équipements Anciens Combattants	Dir. Œuvres sociales	
			323	Lien armée-nation	Dir. Œuvres sociales	

1.4. Performances antérieures et perspectives

1.4.1. Performances antérieures

Pour l'exercice 2024, tous les programmes du ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants, ont connu une exécution financière à hauteur de 75,15 %, soit 2 085 935 047 725,66 CDF décaissé sur une prévision de 2 775 514 801 647,00 CDF. Cette tendance a été influencée par deux programmes à savoir « Administration Générale » et « Équipements et Matériels ». Le gouvernement a dû fournir les efforts dans l'achat des équipements militaires pour faire face à la situation de guerre.

Au niveau du programme Administration Générale, le gouvernement a mis les moyens au niveau de l'État-Major Général et du Secrétariat Général à la Défense pour soutenir les Opérations militaires sur les terrains.

Néanmoins, les faibles taux d'exécution ont été constatés au niveau des programmes ci-après ; « Formation et Entrainement » ainsi que les « Anciens Combattants »

1.4.2. Perspectives

1.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère

1.5.1. Les objectifs les plus représentatifs

Les objectifs les plus représentatifs sont :

Objectif 1 : Défendre et sauvegarder l'intégrité territoriale ;

Objectif 2 : Améliorer les conditions sociales du militaire ;

Objectif 3 : Assurer le financement de la loi de programmation militaire ;

Objectif 4 : Rajeunir les Forces Armées ;

Objectif 5 : Améliorer les conditions sociales des Anciens Combattants, les retraités militaires et leurs dépendants.

Objectif 1 : Défendre et sauvegarder l'intégrité territoriale

Cet objectif vise à disponibiliser les moyens nécessaires et adéquats aux FARDC pour traquer les différents groupes armés locaux et étrangers jusqu'à leur dernier coin de retranchement dans le but de les mettre hors état de nuire, pacifier les différentes localités du territoire national sous l'activisme de ces derniers et d'y restaurer l'autorité de l'Etat.

Objectif 2 : Améliorer la gestion de ressources humaines

L'amélioration des conditions sociales du militaire passe par l'application des dispositions prévues dans la loi n°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des FARDC. Il s'agit des avantages non pris en compte selon l'article 124 de la Loi portant Statut du Militaire :

- Les allocations familiales ;
- Le complément familial ;
- Le logement ou l'indemnité de logement ;
- Le frais de transport à défaut d'un moyen de transport de l'État.

En sus, les avantages sociaux alloués en cours de carrière au personnel civil œuvrant au sein du ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants. Ainsi, ces avantages faciliteront un rendement positif dans l'accomplissement des missions assignées au secteur de la Défense.

Objectif 3 : Améliorer les conditions sociales des Anciens Combattants, des retraités militaires, des invalides de guerre et de leurs dépendants

Cet objectif vise à améliorer le bien-être social des Anciens Combattants, des retraités militaires, des invalides de guerre et de leurs dépendants conformément aux articles 195 et 215 prévus dans la Loi n°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des FARDC.

Il s'agit de :

- une allocation de fin de carrière ;
- une pension d'inaptitude et d'invalidité ;
- une pension de retraite ;
- une allocation de décès, une rente de survie et une rente d'orphelin ;
- des soins médicaux ;
- une allocation dite de vieillesse ;
- des frais de rapatriement ;
- des frais funéraires.
- Les pensions, rentes et allocations sont indexées au coût de la vie.

Elles sont exemptées de tout impôt.

- l'exemption de la taxe d'occupation parcellaire ou taxe similaire sur la parcelle à usage résidentiel ;

- le reclassement en matière d'emploi ;
- la distribution gratuite de terrain à usage résidentiel et agricole ;
- la protection des intérêts tant moraux que matériels ;
- la gratuité des frais de scolarité pour les orphelins ;
- la rétribution par la caisse de Solidarité
- l'exemption de la taxe due par le conjoint exerçant le commerce de subsistance ;
- l'exemption de l'impôt personnel minimum ;
- la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques ;
- la reprise de la mention « mort pour la patrie » sur les pièces d'état-civil des ayants droits du de cujus du militaire tombé au champ d'honneur ou en mission commandée.

1.5.2. Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Défendre et sauvegarder l'intégrité territoriale											
Indicateur			Année de Reference	Réalisations				Exercice en cours	CIBLES		
N°	Nom	Unité de mesure	2021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Taux de neutralisation des groupes armés (GpA)	%	0,1	-	0,2	2,9	55	69	85	90	95
Mode de calcul pour l'exercice 2024 : GpA neutralisés / GpA répertoriés x100= 147 GpA neutralisés sur 266 GpA répertoriés X 100= 55%. Pour la projection des cibles, le niveau atteint en 2024 a constitué l'année de base pour les trois années en y ajoutant les anciennes projections du PAP 2025.											
2	Taux d'incursion des Forces étrangères	%	60	60	65	52	78	45	33	20	15
Source : EMG/EM Ops											
Mode de calcul : incursions connues/ Incursions probables x100=											
Commentaires : En 2024, la RDC a connu le taux d'incursion avéré venant des pays voisins (RDF/ RWANDA, ADF, MBORORO, RED TABARA, SELEKA, FLEC, l'armée Zambienne) L'idéal est d'atteindre le taux d'incursion à 0%. Pour 2025, le taux d'incursion pouvait se situer à 45% suite aux accords de paix avec les USA et les accords de DOHA qui peuvent être inactif : RDF/RWANDA, RED TABARA/BURUNDI, SELEKA/RCA, FLEC/ANGOLA et armée Zambienne.											
3	Taux d'incidents sur les points sensibles et vitaux	%	-	37	37	51	6	5	4	3	2
Source : EMG/EM Ops											
Mode de calcul : incidents connus/ Incidents probables x100 : 8incidents connus/120incidents probables=6% pour l'exercice 2024											

Commentaires : Les points sensibles touchés étaient …..											
Objectif 2 : Objectif 2. Améliorer la gestion des ressources humaines											
Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations				Cibles			
N°	Nom		-	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Taux de mise en œuvre des dispositions de la loi portant statut du militaire	%	-	2	3	10	30	40	50	75	100
Source : Rapport de la DRHU											
Mode de calcul : nombre des dispositions mises en œuvre du statut militaire / Total des dispositions dans le statut du militaire prévues pour la période x100											
2	Taux d'amélioration des conditions sociales des militaires	%	-	2	3	10	30	33	50	75	
Source : DRHU											
Mode de calcul : nombre d'activités du programme exécutées / Total d'activités du programme prévues x100											
Objectif 3 : Améliorer les conditions sociales des Anciens Combattants, des retraités militaires, des invalides de guerre et de leurs dépendants											
Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations				Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2021	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Proportion de pensions et Allocation dite de vieillesse améliorées	%		0%	0	0	0	10	30	40	50
Source : Rapport du Secrétaire General aux Anciens Combattants											
2	Proportion des Tributaires	%		0	0	0	10	25	30	45	55

	bénéficiant des avantages										
Source : Rapport du SG/ Anciens combattants											
Mode de calcul : somme des tributaires bénéficiaires / total des tributaires à bénéficier x 100											
Commentaires : cet indicateur a retenu les avantages alloués aux tributaires sur le total de 37 841 prévue également dans la Loi de Programmation Militaire, mais seule la ville de Kinshasa (3966) bénéficie partiellement de ces avantages notamment les frais funéraires et les soins médicaux.											
3	Proportion de retraités réinsérés	%		0	0	0	65	85	90	100	100
Source : Rapport du SG/ Anciens combattants											
Mode de calcul : Nombre des retraités réinsérés total des retraités à réinsérer x 100											
Commentaires : En prévision 2025, un échantillon de 90 retraités éligibles à la réinsertion sur 359 verset aux anciens Combattants, avec une estimation de 25% de cet effectif ; rien n'a été réalisé faute de textes de mise en application.											

1.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

1.6.1 Évolution des crédits par Titre

Tableau 3: Évolution des crédits par titre
Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	15591931 53889,9	13769596 95829,76	1 764 748 453 506	747 728 549 024	1 983 033 143 215
2	Titre IV : Biens et matériels ;	14912349 2732	90262659 8361,048	181 828 094 401	393 855 320 299	559 039 845 436
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	45212563 38314	67455151 9182,858	5 538 463 911 845	487 362 214 998	4 376 237 316 814
4	Titre VI : Transferts et interventions	930 605 2 96 578	2 361 976 851 326	940 200 704 221	626 724 648 140	953 799 616 324
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	62583764 8098,4	17201534 0337,236	179 581 128 679	19 397 871 347	234 546 748 777
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	60381778 434	69811206 272,0019	53 939 498 653	-	80 158 659 501
	Total	7 846 397 708 046	5 557 941 211 309	8 658 761 791 305	2 275 068 603 808	8 186 815 330 067

Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4: Évolution des crédits par rubrique Budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	716 076 275 200	2 291 221 327 618	225 154 947 817	1 000 351 351 5 47 368	688 391 598 809
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 145 569 865	-	14 742 964 350	-	13 471 398 603
4	Investissements sur Ressources Extérieures	584 400 000 000	-	97 884 398 027	-	144 144 219 014
5	Investissements sur Ressources Propres	101 819 426 532	241 826 546 609	135 636 229 305	19 397 871 347	170 561 189 264
6	Rémunérations	1 543 055 122 649	1 349 045 073 161	1 754 850 577 771	717 302 818 944	1 954 368 585 148
7	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	4 890 901 313 800	1 675 848 263 921	6 430 492 674 035	538 016 366 148	5 215 878 339 22
	TOTAL	7 846 397 708 046	5 557 941 211 309	8 658 761 791 305	2 275 068 603 808	8 186 815 330 067

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.7. Évolution des crédits par Programme

Tableau 5 : Évolution des crédits par Programme

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	26	Administration Générale de la Défense	7 513 743 304 124	4 894 251 208 981	8 327 110 297 453	2 092 751 720 194	7 440 035 084 685
2	27	Instruction et formation	122 642 728 720	205 826 941 504	66 257 145 820	102 478 460 277	48 317 585 584
3	28	Équipement et matériels militaires	136 250 287 964	367 346 957 953	169 653 804 931	65 061 265 474	526 495 127 554
4	212	Infrastructures militaires	5 772 915 175	2 143 824 760	5 197 577 455	-	12 012 322 463
5	027	Opérations, Entrainement et renseignements militaires	9 594 462 848	49 063 180 694	7 092 704 488	14 152 355 364	80 717 970 134
6	212	Industrie de la Défense	57 587 080 406		82 893 587 976	600 000 000	78 781 025 848
7		Fonds de soutien pour le Développement des FARDC (CAS)					
8	32	Anciens combattants, lien armée-nation	806 928 809	136 452 295	556 673 182	24 802 500	456 213 799
TOTAL			7 846 397 708 046	5 557 941 211 309	8 658 761 791 305	2 275 068 603 808	8 186 815 330 067

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2. PRÉSENTATION DES PROGRAMMES

2.1. PROGRAMME : 026 ADMINISTRATION GENERALE

Responsable de programme :

Fonction : Secrétaire Général à la Défense

2.1.1. Périmètre du programme

Cabinet du Ministre, SG à la Défense, SG aux anciens Combattants, Etat-Major Général, Etat-major chargé de l'administration, DSG Défense, DRH Anciens Combattants, DRH Défense, DESPO, DBF, DAF Anciens Combattants , Dir. Informatique, Dir. Coopération Militaire, Cellule DDR, Dir Inspection et Contrôle Anciens combattants, DEP Anciens Combattants, Informatique, DANTIC Anciens Combattants, Sous-Chef d'Etat-Major chargé de l'Administration, Corps de Services de Santé Militaires, CGPMP, Service d'Education Civique, service de communication, direction administration Pénitentiaire, Aumônerie Militaire Catholique, Aumônerie Militaire protestante, Aumônerie militaire Kimbanguiste, Comité International des sports militaires, Groupement Omnisport militaire.

Le programme Administration Générale est constitué du cabinet du Ministre, du Secrétariat Général à la Défense et du Secrétariat Général aux Anciens Combattants. Son périmètre est structuré de la manière suivante :

Cabinet du ministre : il est chargé de la conception, exécution et suivi du mécanisme d'intégration et de formation de l'Armée Nationale.

Secrétariat General à la Défense : Il assure la coordination des activités des différentes directions du Ministère de la Défense Nationale et assiste le Ministre dans la fixation des règles de gestion administrative et financière des Forces Armées. Il est composé des structures ci-après :

Etat-Major Général : Il est chargé de la mise en condition des Forces Armées et assiste le Commandant Suprême dans leur mise en œuvre ;

Etat-Major chargé d'Administration : Il assure la mise en œuvre de la chaine de renfort en rapport avec les demandes des forces, de corps, de zones de défense, du commandement général des écoles militaires et leur acheminement vers les unités requérantes ; s'occupe des mouvements du personnel militaire des forces armées en ce qui concerne les promotions, les affectations et les mutations inter-forces ;

Direction des Services Généraux : Elle assure l'exécution de toutes les directives, instructions et missions reçues du Secrétaire Général à la Défense concernant la gestion du personnel civil mis à la disposition du Ministère de la Défense Nationale par la Fonction Publique ;

Direction des Ressources Humaines : Elle élabore la politique générale de gestion du personnel militaire et civil, ainsi que les règlements d'administration ;

Direction des Etudes Stratégiques Planification et Organisation : Elle élabore le projet des directives et des instructions dans l'organisation de toutes unités des Forces Armées et du Ministère de la Défense ;

Direction du Budget et des Finances : Elabore le projet de budget du Ministère de la Défense Nationale conformément aux directives du Ministère du Budget et en assure le suivi de son exécution ;

Direction de l'Informatique : Elle conçoit et développe les logiciels spécifiques aux Forces Armées et aux Services du Ministère de la Défense Nationale ;

Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics : Elle conduit l'ensemble de la procédure de gestion des projets et de passation des marchés publics au sein du Ministère de la Défense Nationale ;

Direction de la coopération militaire : Elle prépare les dossiers de coopération entre la RDC et ses partenaires ;

Cellule DDR : Elle s'occupe des actions de désarmement, démobilisation et réinsertion des militaires ;

RAD : elle apporte un renfort temporaire aux FARDC en cas de menace de l'intégrité territoriale.

2.1.2. Stratégie du Programme

Le Programme Administration Générale vise à assurer une gestion stratégique du Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants à travers cinq axes stratégiques, à savoir :

Pilotage de la stratégie Ministérielle de la Défense ;

Rationalisation de la Gestion des Ressources Humaines et Coordination Administrative de la Défense ;

Renforcement de la bonne gouvernance par le contrôle, l'inspection et l'audit ;

Rajeunissement des forces armées ;

Assurer une gestion financière axée sur les résultats au sein du Ministère de la Défense nationale et anciens combattants.

Ce programme constitué de neuf actions, met en exergue l'effectivité de la réforme du secteur de la défense nationale et des anciens combattants.

Il a pour finalité :

Elaboration, mise en place et Pilotage de la stratégie ministérielle ;

Coordination administrative de la défense ;

Coordination administrative des anciens combattants ;

Améliorer la gestion des ressources humaines ;

Assurer la gestion du dispositif de coopération militaire et de partenariat ;

Assurer une gestion financière axée sur les résultats au sein du Ministère de la Défense nationale, anciens combattants.

L'amélioration de la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur renvoie à l'élaboration et l'application des textes légaux et règlementaires, et au suivi de l'exécution des résolutions du Conseil Supérieur de la Défense.

L'amélioration de la gestion des ressources humaines passe par l'application des dispositions prévues dans la loi n°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des FARDC. Il s'agit des avantages non pris en compte selon l'article 124 et 215 de la Loi portant Statut du Militaire :

Les allocations familiales ;

Le complément familial ;

Le logement ou l'indemnité de logement ;

La gratuité de consommation d'eau et d'électricité dans les casernes ;

Les soins de santé ;

Indemnités des frais funéraires ;

Indemnités d'installation ;

Le frais de transport à défaut d'un moyen de transport de l'Etat.

En sus, les avantages sociaux alloués en cours de carrière au personnel civil œuvrant au sein du MDNAC. Ainsi, ces avantages faciliteront un rendement positif dans l'accomplissement des missions assignées au secteur de la Défense.

2.1.3. Les Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.1.3.1. L'objectif stratégique du programme et indicateurs

Renforcer les capacités opérationnelles du ministère ;

Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur.

Tableau 1 : Cadre de performance de l'objectif stratégique du programme Administration Générale

Programmes et Opérationnalisions	Objectif stratégique/Objectif	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 1 : Administration Générale	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Taux d'exécution financières des programmes des FARDC	%	ND	70		66	71	11				Cabinet, SG et DBF/Défense
		Taux d'exécution physiques des programmes des FARDC	%		ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	DESPO
		Taux de réalisation de la mise en œuvre de la réforme	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND		DESPO

Action 1 : Pilotage de la stratégie Ministérielle de la Défense	Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur	Taux d'élaboration des textes légaux et règlementaires	%	20		35	45	50	70	80	90		DESPO
	Assurer la gestion du dispositif de coopération militaire et de partenariat	Taux d'application des accords de coopération militaire et de partenariat	%	70		72	75	78	85	90	100		SG Défense et EM Opération militaire
		Taux de contribution aux accords de coopération militaire	%	20		26	35	41	60	65	70		DCM
Action 2: Coordination Administrative de la Défense	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère	Taux de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires promulgués	%				50	70	80	90	100		DESPO

		Taux de réalisation des décisions prises lors des réunions de pilotage	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			DESPO
Action 3 : Gestion informatique, documentation et archives	Améliorer l'informatisation des services du ministère et le système d'information	Taux de dématérialisation des activités des services du ministère					0	0	0	25	35	45	DRHU
		Taux d'implantation des logiciels spécifiques aux FARDC et aux services du ministère	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			DRHU
	Assurer la préservation des archives et la publication	Taux de numérisation des archives de la Défense					0	0	0	25	35	45	DRHU

	proactive de l'information	Taux de publication de l'information dans le site internet du ministère de la Défense	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			DRHU
Action 4 : Contrôle des ressources financières, matérielles et humaines	Optimiser le contrôle des ressources financières, matérielles et humaines des FARDC, des organes et unités rattachées au ministère de la Défense	Taux de réalisation des missions programmées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			DRHU
		Taux d'irrégularités détectées et documentées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
		Taux de mise en œuvre des recommandations des rapports des missions de contrôle	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			

Action 5 : Gestion des Ressources Humaines, cultes religieux et actions sociales	Améliorer la gestion des ressources humaines d'actions sociales	Taux de mise en œuvre des dispositions de la loi portant statut du militaire	%	2		3	10	30	40	50	75		DRHU
		Taux d'amélioration des conditions sociales des militaires et leurs dépendants	%	2		3	10	30	33	50	75		DRHU
		Taux d'amélioration des actions sociales des militaires et leurs dépendants	%	2	3	10	30	33	50		75		DRHU
	Rajeunir les Forces Armées	Proportion de Mil retraités dégagés	%	0		0	0	10	41	65	100		EMG Adm/DRHU

		Proportion des Mil Inactifs Intégrés dégagés	%	0		0	0	10	50	70	80		EMG Adm/DRHU
		Taux des Mil recrutés	%	10		20	35	65					EMG/EM Adm
	Optimiser les activités des sports, culturelles, de loisirs et des actions de bien-être de militaires et leurs dépendants	Taux de couverture des activités de sport de la FARDC	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
		Taux de participation des FARDC aux compétitions nationales et internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
		Taux de couverture des activités culturelles, de loisirs et des actions du bien-etre des	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			

		militaires et leurs dépendants												
		taux de réalisation d'activités d'aumoneries militaires	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
	Optimiser l'organisation des cultes religieux	taux de mis en œuvre des outils de planification et programmation	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
		taux de couverture de suivi et évaluation	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND		
Action 6 : Gestion des Ressources financière														

Action 7 : Planification, programmation et suivi-évaluation													
Action 8 : Santé Militaire	Construire les hôpitaux Militaires	Taux de construction des hôpitaux Militaires	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			
	Assurer l'entretien des hôpitaux Militaires Construits	Taux d'entretien des hôpitaux Militaire	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND			

Action 9 : Coordination Administrative des Anciens Combattants	Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de l'Administration des AC	Proportion du personnel formé	%	2022	5	5	10	10	18	36	72	100	SG/AC
		Proportion des bureaux équipés	%	2022	5	5	10	15	50	70	80	100	SG/AC
		Taux d'exécution du budget alloué aux AC	%	2022									DAF/AC
	Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du Secrétariat Général aux Anciens Combattants	Taux d'élaboration des documents sur la politique des AC	%	2022	10	10	10	10	30	60	80	100	SG/AC
		Taux de mise en œuvre des documents sur la politique des AC publiés	%	2022									SG/AC
		Taux d'exécution de	%	2022	5	10	20	30	40	60	80	100	SG/AC

		missions de contrôle et suivi											
	Améliorer le processus de planification et développer la gestion informatique de l'Administration	Taux de mise en place des référentiels de planification (stratégie sectorielle, CDSMT, PIP,…)	%	2022	5	5	10	15	50	70	80	100	
		Taux de dématérialisation des services de l'administration	%	2022									
		Taux de numérisation des archives de la Défense		ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND		DANTIC

2.1.4. ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME

2.1.4.1. Évolution des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	1 548 393 127 045	1 376 504 726 480	1 758 432 145 016	736 031 296 507	1 964 251 628 907
2	Titre IV : Biens et matériels ;	8 068 117 514	578 770 5 91 686	4 794 628 641	319 802 697 750	15 145 904 910
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	4 475 198 072 896	537 271 9 73 037	5 512 633 380 813	419 744 690 145	4 316 592 368 001
4	Titre VI : Transferts et interventions	864 702 8 36 499	2 224 067 799 565	892 411 860 046	597 775 164 444	911 503 3 21 666
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	596 891 2 88 202	166 246 9 78 698	112 884 398 027	19 397 871 347	163 142 6 56 670
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et	20 489 86 1 968	11 389 13 9 515	45 953 884 910	-	69 399 20 4 531

	édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	7 513 743 304 124	4 894 251 208 981	8 327 110 297 453	2 092 751 720 194	7 440 035 084 685

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.4.2. Présentation des crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par rubrique Budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	461 905 717 505	1 691 721 753 685	18 608 268 068	818034663754	59 956 563 812
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	-	5 000 000 000	-	4 568 755 063
4	Investissements sur Ressources Extérieures	584 400 000 000	-	97 884 398 027	-	144 144 219 014
5	Investissements sur Ressources Propres	32 981 150 170	177 636 118 213	60 953 884 910	19 397 871 347	88 397 642 187
7	Rémunérations	1 543 055 122 649	1 349 045 073 161	1 754 850 577 771	717 302 818 944	1 954 368 585 148
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	4 890 901 313 800	1 675 848 263 921	-	-	5 188 599 319 461
	TOTAL	7 513 743 304 124	4 894 251 208 981	8327110297453	2092751720194	7 440 035 084 685

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5. PRESENTATION DES CREDITS DES ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau 4 : Évolution des crédits par actions du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01	0261	Pilotage de la stratégie Ministérielle de la Défense	128 961 585 940	923 833 241 645	76 561 833 783	543 098 554 360	94 990 502 741
002	0262	Coordination Administrative de la Défense	7 364 831 4 61 108	3 961 306 0 13 509	8 211 530 506 681	1 538 064 103 557	7 272 102 339 656
003	1772	Coordination Administrative des Anciens Combattants	9 428 388 400	7 452 334 955	33 166 624 569	11 353 515 722	36 979 228 719
004	0263	Gestion informatique, documentation et archives	1 632 802 550	1 000 000 000	879 927 712	115 780 180	4 606 033 138
005	0264	Contrôle des ressources financières, matérielles et humaines	2 057 544 138	116 907 090	1 207 494 709	85 375 200	3 107 107 561
006	0265	Gestion des Ressources Humaines, cultes religieux et action sociales	2 368 819 690	96 013 800	1 276 572 044	-	4 026 282 479
007	0266	Gestion des Ressources financière	1 822 507 064	194 602 754	982 160 687	-	3 307 437 074
008	0267	Planification, Programmation et suivi-évaluation	1 603 830 468	197 866 848	946 674 272	22 126 500	2 326 116 654
909	0268	Santé Militaire	1 036 364 766	54 228 380	558 502 995	12 264 675	1 730 291 280
Total			7 513 743 3 04 124	4 894 251 2 08 981	832711029745 3	209275172019 4	7 440 035 084 685

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2. PROGRAMME 027 : INSTRUCTION ET FORMATION

Responsable de programme :

Fonction : Commandant Général des Écoles Militaires

2.2.1. Périmètre du programme

Le programme a pour périmètre, les structures ci-après :

Commandement Général des Ecoles : supervise toutes les activités relevant des missions du Commandement Général des Ecoles, des études et des recherches relatives aux différentes doctrines de l'Armée ;

Groupement des Ecoles Supérieures Militaires : planifie les activités de formation et repartie les moyens en personnel enseignant en matériel didactique et logistique ;

Académie Militaire : exécute les objectifs de première instruction militaire et formation académique pour les différents cycles ;

Groupement des Ecoles Militaires Inter-Forces : répartit les moyens en personnel enseignant et en matériels didactiques et logistiques ;

Groupement Ecoles Militaires Spécifiques : exécute les objectifs de spécialisation pour les militaires de chaque force, chaque corps et service ;

Centres d'Instruction et d'Entrainement : exécute les objectifs de l'entrainement pour les militaires de toutes les catégories.

2.2.2. Stratégie du Programme

La formation dans les Forces Armées de la République Démocratique du Congo est très spécifique.

L'instruction vise pour la recrue, l'acquisition des connaissances théoriques et pratiques ainsi que le renforcement des qualités physiques et morales nécessaires à l'accomplissement d'une mission.

L'entraînement militaire prévoit la remise à niveau et la cohésion des unités ; les exercices et les manœuvres pour un appui efficace au déploiement actuel et futur.

Toutes les structures de formation ont été regroupées sous un même commandement.

Cela a pour effets :

L'harmonisation des procédures et des structures (Centres d'Instruction et Ecoles de Formation pour Sous-Officiers) chaque fois qu'une spécificité ne pourra être justifiée ;

La mutualisation des formations en tronc commun (Académie Militaire) avant la spécialisation en différentes spécialités de la défense (Ecoles d'Armes et Centres d'Entraînement) ;

Le renforcement des qualifications techniques et le maintien des compétences de haut niveau assurées par des formations professionnelles et réalisées par un opérateur unique (Groupement des Ecoles Supérieures Militaires).

L'entraînement des unités revêtira un caractère prioritaire. Facteur de motivation pour les hommes et de cohésion pour les unités, l'entraînement sera maintenu à un haut niveau (60 jours annuels de préparation aux opérations par unité opérationnelle). Les normes de qualification seront fixées pour déterminer, à l'issue de chaque période d'entraînement, le degré d'opérationnalité de chaque unité.

Comme dit la maxime militaire : « entrainement difficile, combat facile », l'entrainement est nécessaire pour garantir l'aptitude au combat et l'adaptation de l'armée à ses missions. A cet effet, les militaires entrainés ainsi que les troupes et sous-officiers instruits constituent des indicateurs de renforcement des capacités.

La préparation opérationnelle sera différenciée afin de garantir pour chaque composante un socle adéquat d'entraînement (programme bimestriel d'entraînement en Centre d'Entraînement) complété, par unité, d'une préparation spécifique (programme bimensuel de remise à niveau en unité) en fonction des différentes missions à effectuer.

Ce programme a trois (03) actions, à savoir :

1. Instruction et entrainement ;
2. Spécialisation et perfectionnement des FARDC ;
3. Renforcement des capacités des instructeurs.

La stratégie de ce programme, consiste à assurer une formation militaire de qualité.

Ce programme est composé de trois actions, à savoir :

Instruction militaire de base et entrainement des unités ;

Spécialisation et perfectionnement des officiers et sous-officiers ;

Perfectionnement des instructeurs.

Pour que les FARDC répondent aux impératifs de dissuasion et de professionnalisation, les troupes et les sous-officiers doivent être bien instruits, bien entrainés et que les officiers bénéficient d'une formation continue dans le cadre de la spécialisation et du perfectionnement.

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance

2.2.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Développer et valoriser le capital humain des FARDC par une instruction et une formation de qualité

Objectif 2 : Renforcer l'instruction militaires

Objectif 3 : Renforcer les capacités des instructeurs et formateurs

Objectif 4 : Assurer la formation de base des hommes de rang (CI)

Objectif 5 : Spécialiser et perfectionner les officiers, sous-officiers et Troupes (OSO)

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Instruction et formation

	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 2: Instruction et Formation	Développer et valoriser le capital humain des FARDC par une instruction et une formation de qualité	Taux de personnels militaires formés											
		Taux de réussite aux examens de fin formation											
Action 1 : Instruction	Renforcer l'instruction militaires	Taux des Mil instruits dans 4 centres d'Instructions	%	20	35	45	70	76	86	96			
Action 2 : Formations Militaires	Renforcer les capacités des	Taux de renforcement des capacités	%	20	25	30	40	52	72	82			

	instructeurs & formateurs	Taux d'exécution du volume horaire	%	20	25	30	40	80	90	100			
	Assurer la formation de base des hommes de rang (CI)	Nombre des hommes de rang formés											
Action 3 : Spécialisation des FARDC	Spécialiser et perfectionner les officiers, sous-officiers et Troupes (OSO)	Taux des OSO et Mil de rang spécialisés	%	20	30	35	40	50	60	70			
		Taux net des OSO et Mil de rang perfectionnés	%	10	15	20	25	35	50	75			

2.2.4. Évolution des crédits du programme

2.2.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution de crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	7 199 178 722	424 515 300	4 170 522 894	11 676 899 517	6 236 269 510
2	Titre IV : Biens et matériels ;	11 167 83 5 905	4 022 356 222	6 589 604 714	9 191 357 075	9 606 140 299
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	34 751 41 5 257	42 092 80 9 358	20 134 880 914	52 860 719 988	23 972 39 7 203
4	Titre VI : Transferts et interventions	47 437 78 2 205	128 187 6 89 496	33 426 136 805	28 749 483 696	6 672 937 009
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	-	-	1 936 000 493	-	1 829 841 563
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	22 086 51 6 631	31 099 57 1 128	-	-	-
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	122 642 7 28 720	205 826 9 41 504	66267145820	102478460277	48 317 58 5 584

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.4.2 Évolution des crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par rubrique

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	100 556 212 089	174 727 370 376	27 157 930 199	102478460277	42 849 242 730
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	22 086 516 631	31 099 571 128	1 936 000 493	-	1 829 841 563
7	Rémunérations	-	-			-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-			-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	37 163 215 128	-	3 638 501 291
	TOTAL	122 642 728 720	205 826 941 50 4	66267145820	102478460277	48 317 585 584

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.5. ÉVOLUTION DES CRÉDITS PAR ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau 4 : Évolution de crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01	0271	Instruction	89 292 836 077	84 728 136 979	37 903 904 033	2 583 131 428	32 545 890 057
002	0272	Formations militaires	12 101 573 917	25 917 841 936	16 652 387 252	14 548 986 377	13 487 684 324
003	0273	Spécialisation des FARDC	21 248 318 726	95 180 962 589	11 700 854 535	85 346 342 472	2 284 011 203
Total			122 642 728 720	205 826 941 504	66267145820	102478460277	48 317 585 584

Source : LFR 2024,2025 et 2026, ESB ,2024,2025 et 2026, PLF 2027, CDMT.

2.3. PROGRAMME 028 : EQUIPEMENTS ET MATERIELS MILITAIRES

Responsable de programme : Sous-Chef Etat-Major Logistique

Fonction :

2.3.1. Périmètre du programme

Ce programme a pour périmètre :

Direction d'Acquisition des Approvisionnements : prépare les dossiers relatifs aux commandes à passer par le ministre ayant la Défense dans ses attributions et procède aux achats, au dédouanement et à la réception des approvisionnements ;

Etat-major Logistique : élabore le plan de développement de la force du point de vue en dotation en matériel, en équipement et en infrastructures ;

Corps Logistique : met en condition les unités du corps logistique où qu'elles se trouvent, assurer en tout temps et sous tous les aspects l'appui de base et l'appui général aux Forces Armées.

2.3.2. Stratégie du Programme

Ce programme a pour objet de doter les Forces Armées des équipements et matériels adaptés aux menaces actuelles et futures.

La priorité est accordée à la dotation des unités en équipements, surtout aux unités de 1er échelon que sont les Régiments. Les crédits d'équipement couvrent dans l'ordre l'acquisition et l'entretien du charroi, des transmissions et de l'armement collectif, principalement à cause de leur effet de crédibilisation des Forces de défense et de dissuasion vis-à-vis de l'ennemi.

Des normes de qualification seront fixées pour déterminer le degré d'opérationnalité de chaque unité par rapport à son tableau de dotation.

Les crédits accordés à ce domaine représentent plus de 40 % des crédits de la loi de Programmation militaire.

Le programme a pour actions :

Acquisition des équipements et matériels FARDC ;

Maintenance des équipements et matériels des FARDC.

C'est ici le lieu d'affirmer la détermination de garantir la montée en puissance des Forces Armées en termes de renforcement des capacités d'intervention des forces terrestre, aérienne, navale, de service de renseignements militaires et d'influence.

Objectifs et indicateurs de performance du Programme

Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Doter les Forces Armées des équipements et matériels adaptés aux menaces actuelles et futures

Objectif 2 : Acquisition Matériels (armement)

Objectif 3 : Acquisition d'équipements Individuels.

Objectif 4 : Acquisition d'équipements d'unité

Objectif 5 : Assurer la maintenance des équipements et matériels militaires existants

Les équipements individuels et d'unité (majeurs) acquis doivent être entretenus pour qu'ils soient à même de répondre au besoin des FARDC.

2.3.3.2. Cadre de Performance

Tableau 1 : Cadre de performance des Objectifs du programme équipement et matériels militaires

	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 3 : Equipements et materiels Militaires	Doter les Forces Armées des équipements et matériels adaptés aux menaces actuelles et futures	Taux de couverture en équipements individuels	%	0	0	5	48	49	50	50			
		Taux de couverture des équipements et matériels majeurs	%	0	0	8	48	48	50	60			

Action 1 : Equipements matériels FARDC	Acquisition Matériels (armement)	Nombre de RPG7 acquis											
Action 2 : Matériels spécifiques consommables	Acquisition d'équipements Individuels.	"Nombre de tenues de combat acquises"											
		Nombre de Jp 4X4 acquis											
	Acquisition d'équipements d'unité	Nombre de bateaux Tp acquis											
		Système de Def anti missile acquis											

Action 3 : Maintenance, entretien des équipements et matériels des FARDC	Assurer la maintenance des équipements et matériels militaires existants	Taux de maintenance des équipements et matériels majeurs	%	25	25	25	42	94	100	100			EMG/EM Log et CorLog
		Taux de maintenance des équipements individuels	%	25	25	25	42	94	100	100			EMG/EM Log et CorLog

2.3.4. Présentation de crédits du Programme

2.3.4.1. Évolution des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	1 767 018 702	-	1035389579	-	2 805 194 197
2	Titre IV : Biens et matériels ;	123 894 4 66 880	317 790 4 05 788	166 790 716 666	64 861 265 474	516 257 441 900
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	3 511 353 047	46 311 22 4 989	1 788 193 948	200 000 000	5 692 371 474
4	Titre VI : Transferts et interventions	77 449 335	-	39 504 738	-	-
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	7 000 000 000	3 245 327 177	-	-	-
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	1 740 119 983

	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	136 250 2 87 974	367 346 9 57 953	169 653 804 931	65 061 265 474	526 495 127 554

2.3.4.2. Présentation de crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par Rubrique Budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-		-	-
2	Fonctionnement des Ministères	129 250 287 964	364 101 630 777	169 653 804 931	65 061 265 474	524 755 007 571
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	7 000 000 000	3 245 327 177	-	-	1 740 119 983
7	Rémunérations	-	-	-	-	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	--	-	-
	TOTAL	136 250 287 964	367 346 957 953	169 653 804 931	65 061 265 474	562 495 127 554

2.3.5 Présentation de crédits par actions du programme

Tableau 4 : Évolution de crédits des actions du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01		Équipements et matériels FARDC	133 924 404 745	327 399 842 880	168 400 371 624	65 061 265 474	414 470 508 816
002		Matériels spécifiques et consommables	1 368 414 664	39 938 494 684	-	-	-
003		Maintenance, entretien des équipements et matériels des FARDC	957 468 555	8 620 390		-	12 024 618 738
Total			136 250 287 964	367 346 957 953	169653804931	65 061 265 474	562 495 127 554

Source : LFR 2024,2025 et 2026, ESB ,2024,2025 et 2026, PLF 2027, CDMT.

2.4. PROGRAMME 029 : INFRASTRUCTURES MILITAIRES

Responsable de programme :

Fonction : Commandant Corps du Génie

2.4.1. Périmètre du programme

Le programme infrastructures à pour périmètre le Corps du Génie Militaire, qui a pour mission de mettre en condition les unités du Génie l'entretien du patrimoine et des infrastructures des Forces Armées ainsi que l'assurance de la mobilité et la protection des troupes

2.4.2. Stratégie du Programme

Ce programme concerne les infrastructures militaires à réhabiliter et/ou à construire ainsi que leur entretien. Il s'agit du casernement pour les militaires et leurs dépendantes et autres infrastructures militaires telles que les quartiers généraux, les centres de formation, les bases militaires, les bases logistiques, les aéroports et les hôpitaux militaires.

Ce programme planifie les dépenses relatives à la construction et à la réhabilitation des infrastructures des Forces Armées afin d'appuyer les opérations de consolidation de la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

Objectifs et indicateurs de performance

2.4.3. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Construire les infrastructures militaires ;

Objectif 2 : Réhabiliter les infrastructures militaires ;

Objectif 3 : Assurer l'entretien des infrastructures.

Objectif 1 : Construire les infrastructures militaires

La construction des états-majors et des bases militaires est importante en ce sens qu'elle résout le problème d'installations de nouvelles structures issues de la réforme des FARDC. Par ailleurs, celle des bases militaires améliore les conditions sociales des militaires.

Objectif 2 : Réhabiliter les infrastructures militaires

Pour mettre les recrues dans des bonnes conditions, il importe de réhabiliter des infrastructures existantes. Il s'agit en effet, des écoles, Centres d'instruction (CI) et Centres d'entrainement (CE).

Objectif 3 : Assurer l'entretien des infrastructures

2.4.4. Cadre de performance du programme

Tableau 1 : cadre de performance des objectifs du programme Infrastructures

	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 4 : Infrastructures Militaires	Construire les infrastructures militaires	Taux de Construction d'infrastructures spécifiques	%	0	0	0	0	0	5	10			Corps de Génie Militaire
Action 1 : Infrastructures des Ecoles de formation, Centre d'instruction et Centre d'entrainement militaire	Réhabiliter les infrastructures militaires	Taux de réhabilitation des Ecoles, Centres d'instruction, Centres d'entrainement et Bases militaires	%	0	0	0	0	25	35	45			Corps de Génie Militaire
		Taux d'occupation des casernes réhabilitées											

	Assurer l'entretien des infrastructures	Taux d'entretien des écoles, Centre d'instruction, Centre d'entrainement et Bases militaires	%	0	0	0	0	0	10	20			Corps de Génie Militaire
		Taux d'entretien de nouvelles casernes	%	0	0	0	0	0	5	10			Base logistique centrale
Action 2 : Etablissements de santé militaires	Acquisition nouveaux domaines et études de faisabilité des infrastructures d'urgences	Taux d'acquisition des nouveaux domaines de santé											CorSEM
		Nombre d'études des infrastructures d'urgences											CorSEM
	Réhabiliter des Infrastructures de santé militaires	Proportion des infrastructures d'urgence mises en études											CorSEM

		Taux des infrastructures de santé militaires réhabilités											
Action 3 : Infrastructures des services pénitenciers	Construire les infrastructures administratives et logistiques	Nombre des batiments construits											
		Nombre des infrastructures sociales de base construits											
	Réhabiliter les infrastructures des services pénitenciers	Nombre des batiments réhabilités											
		Taux des infrastructures de base en eau,électricité et assainissements réhabilités											
Action 4 : Grands quartiers et quarties	Construire et réhabiliter le QG du CGEM et GESM	Nombre de bâtiments											

généraux militaire		réhabilités et construits											
	Assurer l'entretien des Grands quartiers et quartiers généraux militaires	Taux d'entretien des Quartiers généraux et Grands quartiers militaires											
		Taux de réhabilitation des quartiers généraux et Grands quartiers militaires	%	0	0	0	0	0	5	10			Corps de Génie Militaire
Action 5 : Routes et pistes des voies d'accès militaires	Construires et réhabilités des routes et pistes des voies d'accès militaires	Nombre des routes et pistes construits											
		Nombre des routes et pistes réhabilités											

2.4.5. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

2.4.5.1. Présentation de crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	197490000	-	120 880 946	-	374 499 777
2	Titre IV : Biens et matériels ;	3014691487	1671912500	1 755 340 994	-	5 393 905 538
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	1173741492	145297260	564 878 714	-	1 794 338 689
4	Titre VI : Transferts et interventions	1386992196	326615000	669 960 170	-	2 075 595 388
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	2 086 516 631	-	2 373 983 071
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	5772915175	2143824760	5 197 577 455	-	12 012 322 463

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.4.5.2 : Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par Rubrique Budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	5 772 915 175	2 143 824 760	3 111 060 824	-	9 638 339 392
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-		-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-		-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	2 086 516 631	-	2 373 983 071
7	Rémunérations	-	-	-	-	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres			-	-	-
	TOTAL	5 772 915 17	2 143 824 760	5 197 577 455	-	12 012 322 463

2.4.6. Présentation des crédits du programme par actions

Tableau 4 : Évolution des crédits par actions

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01	2121	Infrastructures des écoles de formation, centre d'instruction et d'entrainement militaires	5 772 915 175	2 143 824 760	5 197 577 455	-	12 012 322 463
002	2122	Établissements de santé militaires	-	-		-	-
003	2123	Infrastructures des services pénitenciers	-	-		-	-
004	2124	casernes, bases militaires , foyers sociaux et écoles maternelles	-	-		-	-
005	2125	Grands quartiers et quartiers généraux	-	-		-	-
006	2126	routes et pistes des voies d'accès militaires	-	-		-	-
Total			5 772 915 175	2 143 824 760	5 197 577 455	-	12 012 322 463

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5. PROGRAMME 030 : OPERATIONS, ENTRAINEMENT ET RENSEIGNEMENTS MILITAIRES

Responsable de programme :

Fonction : Sous-Chef d'État-Major des Opérations

2.5.1. Périmètre du programme

Ce programme a pour périmètre :

Etat-major chargé des opérations : joue le rôle de la centralisation et l'agencement des différentes doctrines d'emploi spécifiques aux forces, corps et services élaborées à leur niveau ; établit et gère le système de commandement et du contrôle des opérations ;

Etat-major chargé des renseignements : établit et gère le système de renseignement stratégique, tactique et opératif nécessaires pour l'élaboration de la politique militaire ; la prise des décisions et l'emploi des forces ;

Les trois (03) Zone de Défense : assument le Commandement Opérationnel de toutes les unités engagées dans les zones de responsabilité respectives.

2.5.2. Stratégie du Programme

Ce programme concerne les opérations. Il s'agit ici de doter les Forces armées en fonds pour les opérations relatives à :

La restauration de la paix sur toute l'étendue de la RDC ;

La participation aux missions de paix, conformément à nos engagements internationaux ;

La préparation de la relève de la MONUSCO.

Ce programme a pour actions :

Mise en œuvre des opérations ;

Appui aux renseignements et opérations d'influence ;

Commandement et Contrôle de la mise en œuvre des opérations militaires.

Par ailleurs, la gestion du dispositif de coopération militaire permet à la RDC de mettre en œuvre les accords de coopération militaire et de renforcer les relations multilatérales et bilatérales avec les autres Etats sur le plan militaire.

2.5.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.5.3.1 Objectifs du programme

Ce programme a trois objectifs à savoir :

Objectif 1 : Sauvegarder l'intégrité territoriale ;

Objectif 2 : Mettre en place des structures de planification et conduite des Ops ;

Objectif 3 : Renforcer l'instruction et l'entrainement des militaires ;

Objectif 4 : Renforcer les personnels des services de communications et d'informations dans les Opérations Militaires.

Objectif 1 : Sauvegarder l'intégrité territoriale

Cet objectif vise à disponibiliser les moyens nécessaires et adéquats aux FARDC pour traquer les différents groupes armés locaux et étrangers jusqu'à leur dernier coin de retranchement dans le but de les mettre hors état de nuire, pacifier les différentes localités du territoire national sous l'activisme de ces derniers et d'y restaurer l'autorité de l'Etat.

Objectif 2 : Mettre en place structures de planification et conduite des opérations

Cet objectif à la mise en place des structures de planification, conduite des opérations militaires et veille stratégique.

2.5.3.2. Cadre de performance du programme 5

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Opérations, Entrainement et renseignements militaires

	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 5 : Opérations, Entrainement et renseignements militaires		Taux de neutralisation des GpA	%	0,1	0,2	0,2	2,9	14	14	20			EMG/EM Ops
		Taux d'incursion des Forces étrangères	%	60	65	52	40	20	0	0			EMG/EM Ops
		Taux d'incidents sur les points sensibles et vitaux	%	37	37	51	51	28	14	0			EMG/EM Ops

	Sauvegarder l'intégrité territoriale												
Action 1 : Opérations militaires	Mettre en place des structures de planification et conduite des Ops	Taux de réalisation de la Mise en place des structures	%	18	18	18	24	59	100	100			EMG/EM Ops
		Taux d'opérationnalité des centres de Conduite des Opération											
		Taux de personnel formé à la planification opérationnelle											

Action 2 : Entrainements militaires	Renforcer l'instruction et l'entrainement des militaires	Taux des Mil instruits dans 4 centres d'Instructions	%	20	35	45	70	76	86	96			Commandement Général des écoles militaires
		Taux des unités entrainées	%	0	0	0	15	45	75	100			Commandement Général des Ecoles Militaires
Action 3 : Renseignements Militaires	Produire du renseignement utile pour la décision	Taux de notes de renseignement validées et transmises à la hiérarchie											
		Taux de zones sensibles couvertes par le dispositif											
		Nombre de missions de reconnaissance sur collecte effectuées											

	Assurer la surveillance et la collecte d'information												
Action 4 : Communication militaire	Renforcer les personnels des services de communications et d'informations dans les Opérations Militaires	Proportion des personnels de presse renforcés											EMG/SCIFA

2.5.4. PRESENTATION DES CREDITS DU PRPOGRAMME

2.5.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution de crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	1 002 867 113	-	619 886 077	-	8 572 239 702
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 618 922 543	178 535 420	1 030 937 984	-	10 783 237 973
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	4 904 417 167	46 684 071 035	2 407 061 879	14 152 355 364	25 212 348 828
4	Titre VI : Transferts et interventions	68 256 025	-	34 818 548	-	22 187 163 219
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	2 000 000 000	2 200 574 239	3 000 000 000	-	12 405 374 162
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	1 557 606 250
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	9 594 462 848	49 063 180 694	7 092 704 488	14 152 355 364	80 717 970 134

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	7 594 462 848	46 862 606 455	4 092 704 488	14 152 355 364	43 114 471 245
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	2 000 000 000	2 200 574 239	3 000 000 000	-	13 962 980 412
7	Rémunérations	-	-	-	-	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	23 640 518 477
	TOTAL	9 594 462 848	49 063 180 694	7 092 704 488	14 152 355 364	80 717 970 134

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5.5. PRESENTATION DU PROGRAMME PAR ACTION

Tableau 4 : Évolution des crédits par actions

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01		Opérations militaires	1 399 367 817	1 100 000 000	754 128 246	200 000 000	44 771 198 697
002		Entrainements militaires	3 838 990 933	1 166 578 066	4 269 719 533	13 586 494 364	17 693 901 560
003		Renseignements Militaires	4 356 104 098	46 796 602 628	2 068 856 709	365 861 000	18 252 869 877
004		Communication militaire	-	-	-	-	-
Total			9 594 462 848	49 063 180 694	7 092 704 488	14 152 355 364	80 717 970 134

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.6. PROGRAMME 212 : INDUSTRIE DE LA DEFENSE

Responsable de programme : Directeur Général de l'Afridex

Fonction :

2.6.1. Stratégie du Programme

Ce programme a pour but a pour objet de garantir l'autosuffisance logistique de l'Armée pour sa montée en puissance et générer les ressources financières par la vente des produits excédentaires.

Suivant l'Ordonnance-loi N° 22/019 du 28 juillet 2022 portant programmation militaire 2022-2023, ce programme prévoit le développement de la production militaire par la mise en place d'une industrie militaire ; la relance de sept parcs agro-pastoraux ; la création d'un laboratoire pharmaceutique, d'une unité de production de matériel orthopédique pour blessés de guerre, d'une unité de production des rations de combat et le renforcement des capacités de productivité du Corps de Génie militaire.

Ce programme a pour actions :

Industrie militaire ;

Gestion des parcs agro-pastoraux ;

Développement de l'offre des soins de santé militaire.

2.6.2. Périmètre du programme

Ce programme a pour périmètre :

L'Afridex : assure la gestion et la vente des explosifs ;

Le Secrétariat Général à la Défense : intervient dans la recherche des moyens matériels et financiers au profit de l'Armée ;

Le corps de services de santé militaire : assure la gestion des hôpitaux et centres de santé des militaires.

2.6.3. Objectifs et indicateurs de performance

2.6.3.1. Objectifs du programme

Ce programme a cinq objectifs à savoir :

Objectif 1 : Garantir l'autosuffisance logistique de l'armée ;

Objectif 2 : Générer les ressources financières par la vente des produits excédentaires ;

Objectif 3 : Relance de la production militaire ;

Objectif 4 : Mettre en place une coordination de l'industrie de défense ;

Objectif 5 : Développer l'offre de soins de santé spécialisés des militaires.

Objectif 1 : Garantir l'autosuffisance logistique de l'armée

Beaucoup d'échecs enregistrés pendant les récentes guerres étaient dus à l'absence d'une autonomie d'approvisionnement.

De ce fait, il est impérieux de relancer la production militaire qui garantirait une autonomie stratégique à nos Forces Armées.

Objectif 2 : Générer les ressources financières par la vente des produits excédentaires

L'industrie de la défense est aussi nécessaire pour permettre au Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants de financer par ses propres moyens certains programmes de son secteur. C'est aussi une meilleure façon d'impliquer.

L'Armée dans les efforts pour une bonne croissance économique du pays.

Objectif 3 : Relance de la production militaire :

Objectif 4 : Mettre en place une coordination de l'industrie de défense :

Objectif 5 : Développer l'offre de soins de santé spécialisés des militaires

Cet objectif concerne la création d'un laboratoire pharmaceutique, d'une unité de production de matériel orthopédique pour blessés de guerre et des cliniques militaires spécialisé

2.6.3.2. Cadre de performance du programme 6

Tableau 1 : cadre de performance des objectifs du programme Industrie de la Défense

	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 5: Industrie de la Défense	Garantir l'autosuffisance logistique de l'armée	Taux de mise en place d'une industrie militaire	%	5	10	1	5	10	15	20	25	30	AFRIDEX
		Taux de relance des parcs agro-pastoraux	%	2	5	0	5	10	15	20	25	30	AFRIDEX
		Taux de production des rations de combat	%	0	0	0	10	20	30	40	50	60	CorLog

Action 1: Industrie militaire	Générer les ressources financières par la vente des produits excédentaires	Taux de mise en place d'une industrie militaire	%	0	0	5	10	50	60	70			AFRIDEX
		Proportion de produits excédentaires	%	0	0	10	20	35	50	60	70	80	EMG et CorSM
		Taux de ressources générées	%	0	0	10	20	30	40	50	60	70	EMG et CorSM
Action 2 : Gestion des parcs agro-pastoraux	Relance de la production militaire	Nombre des parcs agro-pastoraux relancé	%	0	0	2	5	10	80	100			AFRIDEX
		Taux de production des rations de combat	%	0	0	0	0	10	80	100			CorLog
	Mettre en place une coordination	Nombre de coordination mise en place											

	de l'industrie de défense												
Action 3 : Développement de l'offre des soins de santé militaire	Développer l'offre de soins de santé spécialisés des militaires	Taux de mise en œuvre du laboratoire pharmaceutique	%	0	0	0	0	5	50	75			Corps des services de santé
		Taux de mise en œuvre d'une clinique spécialisée	%	0	0	0	50	20	10	5			Corps des services de santé
		Taux de mise en place d'unité de production des matériels orthopédiques	%	0	0	0	50	20	10	5			Corps des services de santé

2.6.5. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAEMME

2.6.5.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	400 080 000	-	208 619 452	-	600 372 976
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 033 26 4 637	117 504 000	641 835 238	-	1 697 379 752
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	1 616 66 7 698	2 026 43 8 004	866 066 191	400 000 000	2 935 739 377
4	Titre VI : Transferts et interventions	16 785 3 08 340	9 383 74 7 266	13 517 239 824	200 000 000	11 290 911 695
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	19 946 3 59 896	322 460 224	61 760 730 159	-	57 168 876 382
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					

6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	17 805 3 99 835	27 322 4 95 629	5 899 097 112	-	5 087 745 666
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	57 587 0 80 406	39 172 6 45 122	82 893 587 976	600 000 000	78 781 0 25 848

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.6.5.2. Evolution des crédits du programme par rubrique Budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par Rubrique Budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	10 189 750 810	11 527 689 269	1 974 506 125	600 000 000	7 621 760 260
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 645 569 865	-	9 742 964 350	-	8 902 643 540
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	37 751 759 731	27 644 955 852	67 659 827 271	-	62 256 622 048
7	Rémunérations	-	-	-	-	-

8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
	TOTAL	57 587 080 406	39 172 645 122	82 893 587 976	600 000 000	78 718 025 848

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.6.6. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR ACTIONS

Tableau 4 : Évolutions des crédits par actions

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	2027
01		Industrie militaire	40 123 417 116	29 644 955 852	71 367 541 061	400 000 000	72 371 526 247
002		Gestion des parcs agro-pastoraux	17 463 663 290	9 527 689 269	11 526 046 915	200 000 000	6 409 499 601
003		Développement de l'offre des soins de santé militaire	-	-	-	-	-
Total			57 587 080 406	39 172 645 122	82 893 587 976	600 000 000	78 718 025 848

Source : LFR 2024,2025 et 2026, ESB ,2024,2025 et 2026, PLF 2027, CDMT.

2.7. PROGRAMME : FONDS DE SOUTIEN ET DE DÉVELOPPEMENT DES FARDC (FSD-FARDC)

Responsable du programme :.

Fonction : Responsable désigné conformément à l'Ordonnance n°26/024 du 20 mars 2026 et aux actes d'application

2.7.1. PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

Le programme couvre l'ensemble des fonctions de gouvernance, de mobilisation, de sécurisation, de gestion, d'affectation, de suivi et de contrôle des ressources du Fonds de Soutien et de Développement des FARDC. Il concerne les organes du FSD-FARDC prévus par l'Ordonnance n°26/024 du 20 mars 2026, les services du Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants qui concourent à son fonctionnement, les régies et administrations intervenant dans la mobilisation des recettes, ainsi que les structures militaires bénéficiaires des financements autorisés.

Le FSD-FARDC est présenté comme un programme autonome. Il est dissocié du programme « Industrie de la Défense » afin de distinguer clairement, d'une part, les activités de production industrielle, agro-pastorale et sanitaire et, d'autre part, le mécanisme de mobilisation et d'affectation des ressources complémentaires destinées au soutien et au développement des FARDC.

2.7.2. STRATÉGIE DU PROGRAMME

La modernisation et la montée en puissance des FARDC nécessitent des ressources prévisibles, sécurisées et traçables. Le programme vise à organiser un mécanisme complémentaire au budget général, fondé sur la mobilisation légale des recettes affectées, des quotités, des contributions et des partenariats autorisés, puis sur leur orientation vers les priorités militaires retenues.

La stratégie du programme repose sur cinq axes :

Assurer la gouvernance, le pilotage et l'administration efficace du Fonds ;

Identifier, mobiliser et sécuriser les ressources légalement affectées ;

Financer les programmes militaires prioritaires conformément aux décisions des autorités compétentes ;

Développer des partenariats et encadrer les contributions à l'effort de défense ;

Garantir le suivi, le contrôle, la reddition des comptes et l'évaluation de la performance.

La finalité du programme est de contribuer au financement durable, transparent et performant du soutien, du développement et de la montée en puissance des FARDC, dans le respect de la loi relative aux finances publiques, de la loi de finances, de la Loi de Programmation Militaire 2027-2030 et des textes régissant le FSD-FARDC.

2.7.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DU PROGRAMME

2.7.3.1. Objectifs

Ce Programme a 4 Objectifs à savoir :

Objectif 1 : Garantir l'autonomie de financement pérenne et sécurisé des équipements, infrastructures militaires et la production des FARDC

Objectif 2 : Assurer le financement durable des priorités de défense

Objectif 3 : Accroître les ressources effectivement mobilisées et sécurisées

Objectif 4 : Financer les équipements et les infrastructures militaire

2.7.3.2. Cadre de Performance de Programme

Tableau 5 : cadre de performance des objectifs du programme Fonds de Soutien pour le Développement des FARDC

	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
				2022	2022								
Programme 6: Fonds de Soutien pour le Développement des FARDC	Garantir l'autonomie de financement pérenne et sécurisé des équipements, infrastructures militaires et la production des FARDC	Taux de couverture des besoins en équipement et infrastructures militaires et de la production militaire	%	0	0	0	0	0	0	30	40	45	FSD/FARDC

		Taux d'investissement du Fonds dans la recherche et Développement militaire	%	0	0	0	0	0	0	5	8	10	FSD-FARDC/Régies
Action 1 : Gouvernance, pilotage et administration du Fonds	Assurer le financement durable des priorités de défense	Taux d'exécution financière des financements accordés	%	0	0	0	0	0	0	40	30	15	FSD-FARDC/Régies
		Taux d'exécution physique des programmes financés											FSD/FARDC

	Accroître les ressources effectivement mobilisées et sécurisées	Taux de mobilisation des recettes par rapport aux prévisions	%							100	100	100	FSD/FARDC
		Taux des recettes recouvrées effectivement transférées au Fonds	%							100	100	100	
Action 2 : Financement des équipements et des infrastructures militaires	Financer les équipements et les infrastructures militaires	Taux de couverture des infrastructures militaires tactique prioritaires	%	0	0	0	0	0	0	30	40	45	FSD/FARDC

		Indice de pérennité des équipements financés par le Fonds	%	0	0	0	0	0	0			FSD-FARDC/Régies
		Taux de conformité d'audit des marchés d'équipements	%	0	0	0	0	0	0			FSD-FARDC/Régies
Action 3 : Financement de la Production militaire	Assurer la disponibilité et la modernisatio	Taux d'autonomie en intrants et matériels critiques	%	0	0	0	0	0	0	50	55	60	FSD/FARDC

	n des équipements et matériels militaire nécessaire	Taux de performance industrielle des usines militaires financées par le fonds	%	0	0	0	0	0	0	5	25	30	FSD-FARDC/Régies
		Taux de rentabilité et d'efficience économique locale	%	0	0	0	0	0	0	90	95	100	FSD-FARDC/Régies

2.8. PROGRAMME 032 : ANCIENS COMBATTANTS

Pré-responsable de programme : Colonel BAKULA NZAZI

Fonction :

2.8.1. Périmètre du Programme (DOS, DPR, DSVGEN)

Ce programme a pour périmètre Direction des Œuvres sociales, Direction. Pension et Rente.

2.8.2. Stratégie du programme

Ce programme a pour but d'améliorer la gestion et la prise en charge des anciens combattants suivant la lettre de mission n° CAB/PM/DIRCAB/SGP/2022/0856 du 27 avril 2022.

Le Secrétariat Général aux Anciens Combattants connait des problèmes récurrents qui se résument de la manière suivante :

Non application de certaines dispositions du Titre 3 de l'après carrière de la Loi n°13/005 du 15 Janvier 2013 portant statut du militaire des Forces Armées de la République Démocratique du Congo ;

Non maîtrise des effectifs des anciens combattants, pensionnés militaires et leur dépendants ;

Lourdeur dans l'exécution et traitement des dossiers ;

Faible taux de la pension et non uniforme sur l'ensemble du Pays ;

Détérioration très avancée et insuffisance des bâtiments ;

Obsolescence et insuffisance des matériels ;

Carence du charroi automobile ;

Faiblesse dans la prise en charge des soins médicaux, d'inhumation et autres interventions sociales ;

Spoliation du patrimoine des Anciens Combattants ;

Manque de motivation et non mise à niveau du personnel.

Ce programme a pour actions :

Protection sociale des tributaires (retraités militaires, reformés militaires, anciens combattants et leurs dépendants) ;

Bâtiments, Equipements et Matériels.

2.8.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme Anciens Combattants

2.8.3.1. Objectif du programme

Objectif 1 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de l'Administration des AC ;

Objectif 2 : Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du Secrétariat Général aux Anciens Combattants ;

Objectif 3 : Améliorer le processus de planification et développer la gestion informatique de l'Administration

2.8.3.2 Cadre de performance du programme 8

Tableau 1 : cadre de performance des objectifs du programme Anciens Combattants

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
032 PROGRAMME ANCIENS COMBATTANTS	Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles de l'Administration des AC	Proportion du personnel formé	%	2022	5	5	10	10	18	36	72	100	SG /AC
		Proportion des bureaux équipés	%	2022	5	5	10	15	50	70	80	100	SG /AC
		Taux d'exécution du budget alloué aux AC	%	2022									DAF
	Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du Secrétariat	Taux d'élaboration des documents sur la politique des AC	%	2022	10	10	10	10	30	60	80	100	SG /AC
		Taux de mise en œuvre des	%	2022									SG /AC

	Général aux Anciens Combattants	documents sur la politique des AC publiés											
		Taux d'exécution de missions de contrôle et suivi	%	2022	5	10	20	30	40	60	80	100	SG /AC
	Améliorer le processus de planification et développer la gestion informatique de l'Administration	Taux de mise en place des référentiels de planification (stratégie sectorielle, CDSMT, PIP,…)	%	2022	5	5	10	15	50	70	80	100	
		Taux de dématérialisation des services de l'administration	%	2022									
		Taux de numérisation des archives de la Défense											

ACTION 0321: Protection sociale des invalides de guerre, des anciens combattants, des retraités militaires et leurs dépendants	Maîtriser les effectifs des tributaires	Taux des tributaires identifiés ayant obtenu des cartes biométriques.	%		0	0	0	0	10	30	60	100	SG /AC
	Améliorer les conditions de vie des tributaires.	Proportion de tributaires bénéficiant de pension, rente et allocations dites de vieillesse.	%	2022	50	50	50	50	50	70	85	100	SG /AC
		Proportion des tributaires benéficiant des avantages accordés	%	2022	10	10	10	10	10	40	70	100	SG /AC
ACTION 0322: Gestion des infrastructures et équipements des	Réhabiliter et équiper les bâtiments des Anciens Combattants	Nombre de bâtiments réhabilités et équipés	%	2022	0	0	0	20	30	50	70	100	SG /AC

Anciens Combattants	Construire et équiper les bâtiments des Anciens Combattants	Nbre de bâtiments construits et équipés	%	2022	0	0	0	0	0	30	60	100	SG /AC
ACTION 0323: Lien Armée - Nation	Valoriser la mémoire des Anciens Combattants	Nbre de cérémonies commémoratives	%	2022	10	10	20	30	50	65	80	100	SG /AC
		Nbre d'actions de vulgarisation en mémoire des Anciens Combattants	%	2022	0	0	50	75	100	100	100		SG /AC
	Réinsérer les anciens militaires dans la vie civile	Nombre des anciens militaires réinsérés dans la vie civile	%	2022	0	0	0	0	10	30	50		SG /AC

2.8.4. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

2.8.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2: Évolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projection en FC2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	233 392 308	30 454 050	161 009 542	20 353 000	192 938 146
2	Titre IV : Biens et matériels ;	326 193 766	75 292 745	225 030 164	-	155 835 064
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	100 670 757	19 705 500	69 449 386	4 449 500	37 753 242
4	Titre VI : Transferts et interventions	146 671 978	11 000 000	101 184 090	-	69 687 347
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Équipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur			-	-	-
	Financement extérieur			-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et	-	-	-	-	-

	édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur			-	-	-
	Financement extérieur			-	-	-
	Total	806 928 809	136 452 295	556 673 182	24 802 500	456 213 799

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.8.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique

Tableau 3 : Évolution des crédits par Rubrique

N°	Rubrique	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	806 928 809	136 452 295	556 673 182	24 802 500	456 213 799
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	-	-	-	-	-

8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
	TOTAL	806 928 809	136 452 295	556 673 182	24 802 500	456 213 799

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.8.5. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR ACTION

Tableau 4 : Évolution des crédits par actions

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations en FC 2025		Année en cours 2026 en FC		Projections 2027
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC fin juin	
01		Protection sociale des tributaires	342 900 098	87 632 350	236 555 301	12 903 000	167 373 727
002		Bâtiment et équipement Anciens combattants	464 028 711	48 819 945	320 117 881	11 899 500	288 840 072
003		Lien Armée-nation	-	-	-	-	-
Total			806 928 809	136 452 295	556 673 182	24 802 500	456 213 799

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

Sous-secteur 1. 3 : ORDRE ET SECURITE PUBLICS

3. Ministère De L'intérieur, Sécurité, Décentralisation Et Affaires Coutumières

Section 25,24,26,35,83

II. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable du Ministère : **Monsieur SHABANI LUKOO Jacquemin**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières.

III. Présentation stratégique du Ministère

2.2. Missions et organisation du Ministère

2.2.1. Missions

Les missions du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières sont définies par l'ordonnance n°25/293 DU 15 DEC 2025

- Politique de l'administration du territoire ;
- Coordination des rapports entre les membres du Gouvernement et les Gouverneurs de Provinces ;
- Organisation, fonctionnement et enregistrement des Partis et Regroupements Politiques ;
- Initiation et conduite de la législation sur les partis politiques et le statut de l'Opposition ;
- Identification, encadrement et recensement administratif des populations ;
- Migration : Suivi et surveillance des mouvements des populations à l'intérieur du pays ;
- Statut des réfugiés ;
- Collaboration avec la Commission Electorale Nationale Indépendante dans la préparation des élections ;
- Coordination de la gestion des catastrophes naturelles en collaboration avec les Ministères concernés ;
- Politique de la sûreté nationale, intérieure et extérieure ;
- Protection des personnes déplacées internes ;
- Maintien de l'ordre public, de la sécurité publique et protection des personnes et de leurs biens ;
- Pouvoir hiérarchique sur la Police Nationale et les Services de sécurité ;
- Politique de lutte contre le terrorisme ;
- Migration et surveillance des frontières et police des étrangers et des frontières en République Démocratique du Congo ;
- Gestion des matières relatives aux maisons de gardiennage ;
- Elaboration des rapports périodiques sur l'état de la Nation ;
- Application de la législation sur les armes à feu ;
- Mise en œuvre des stratégies et des mécanismes de la politique gouvernementale sur la décentralisation ;
- Suivi du bon fonctionnement de la Caisse nationale de péréquation en collaboration avec le Ministère ayant les finances, le budget et le plan dans leurs attributions ;
- Coordination des rapports entre les membres du Gouvernement et les Gouverneurs de Provinces en matière de décentralisation ;
- Poursuite du processus de transfert des compétences et des responsabilités aux Entités territoriales décentralisées et aux Provinces ;
- Coordination de la mise en œuvre de la politique gouvernementale des réformes institutionnelles ;

- Etablissement des mécanismes de suivi et d'évaluation des réformes institutionnelles mise en place pour mesurer leur impact et faire des ajustements si nécessaire ;
- Supervision des activités relatives aux Affaires Coutumières ;
- Suivi de la mise en œuvre de la Loi portant statut du Chef coutumier ;
- Supervision des activités des Commissions Consultatives de Résolution des Conflits Coutumiers.

1.1,2. Organisation

Hormis le Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières, l'organisation du Ministère est composée de cinq Administrations, deux Cellules de Gestion des Projets et des Marchés Publics et services rattachés.

A. DECENTRALISATION

L'Administration à la Décentralisation est composée des services suivants :

Directions de Ressources Humaines (DRH), Administratives et Financières (DAF), Etudes et Planification (DEP), Documentation, Archives et Nouvelles Technologie de l'Information, Suivi des Finances Locales, Coopération Décentralisée, Coordination des Rapports avec les provinces, Suivi de Mise en Œuvre du Découpage Territorial, Suivi et Evaluation de Mise en Œuvre de la Décentralisation.

B. INTERIEUR ET SECURITE.

L'Intérieur et Sécurité est composé des services suivants :

Directions de Ressources Humaines (DRH), Administratives et Financières (DAF), Etudes et Planification (DEP), Documentation, Archives et Nouvelles Technologie de l'Information, Affaires Administratives, Juridiques et Contentieux, Affaires Politiques, Population, Protection Civile, Maintien de l'Ordre Public

C. RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES

L'Administration aux Relations avec les Partis Politiques est composée de services suivants :

Directions de Ressources Humaines (DRH), Administratives et Financières (DAF), Etudes et Planification (DEP), Documentation, Archives et Nouvelles Technologie de l'Information, Contacts avec les Partis Politiques, Formation, Affaires Juridiques et Coopératives, Commission Interinstitutionnelle de Financement des Partis Politiques.

D. REFORMES INSTITUTIONNELLES

L'Administration aux Réformes Institutionnelles est composée des services suivants :

Directions de Ressources Humaines (DRH), Administratives et Financières (DAF), Etudes et Planification (DEP), Documentation, Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et Réformes.

E. AFFAIRES COUTUMIERES

L'Administration aux Affaires Coutumières est composée des services suivants :

Directions de Ressources Humaines (DRH), Administratives et Financières (DAF), Etudes et Planification (DEP), Documentation, Archives et Nouvelles Technologie de l'Information, Gestion des Affaires Coutumières, Gestion statut des Chefs Coutumiers, Monographie Entités Coutumières, Peuples Autochtones/Pygmée, Patrimoine Coutumier.

Services rattachés

1. Cellule Technique d'Appui à la Décentralisation,
2. Caisse Nationale de Péréquation,
3. Centre Congolais de Lutte anti-mines,
4. Secrétariat Technique d'Appui et de Suivi de la Réforme du Secteur de Sécurité,
5. Commission Nationale pour les Réfugiés,
6. Secrétariat permanant Conférence des Gouverneurs,
7. Commission Nationale du Désarmement et de la Sécurité Internationale,
8. Commission Nationale de Contrôle des armes légères et de petit calibre,
9. Direction Générale de Migration,
10. Agence Nationale des Renseignements,
11. Inspection Générale de la Territoriale,
12. Conseil Supérieur de la Police,
13. Commissariat Général de la Police,
14. Inspection Générale de la Police,
15. Office National de l'identification de la Population,
16. Ecole Nationale de Formation Territoriale,
17. Mécanisme Gouvernemental de la Sécurité (MGS),
18. Comité de Suivi de la Réforme de la Police,
19. Commission Permanente des Frontières en RDC,
20. Plateau Continental,
21. Direction Générale de la Protection Civile,
22. Cellule Technique d'Appui aux Affaires Coutumières.

2.3. Présentation stratégique du Ministère

2.3.1. Priorités Nationales

Conformément au Plan National Stratégique de Développement PNSD en sigle, et eu égard de la nouvelle organisation administrative du pays et de l'évolution de la situation sécuritaire, les priorités nationales sont :

- Instauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national ;
- Fonctionnement harmonieux des institutions de l'État à tous les niveaux ;
- Maintien de l'Ordre public, de la sécurité publique et protection des personnes et de leurs biens ;
- Érection d'une administration territoriale de proximité et de développement ;
- Parachèvement du processus de la mise en œuvre de la décentralisation et de la réforme de

l'administration territoriale ;

- Implication des chefs coutumiers dans la prévention et le règlement des conflits communautaires et coutumiers ;
- Promotion de la démocratie ;
- Prévention et Réduction des conflits coutumiers, communautaires et intercommunautaires.
- Pacification des zones troublées ;
- Élaboration de la stratégie Nationale sur la décennie des langues autochtones ;
- Accompagnement de la CENI dans l'organisation des élections provinciales, urbaines (groupements incorporés), municipales et locales ;
- Accompagnement des familles régnantes dans la codification des règles coutumières de succession au pouvoir et à l'établissement des arbres généalogiques ;
- Facilitation de la cohabitation pacifique entre les peuples autochtones pygmées et les bantous ;
- Facilitation de la protection, promotion et intégration des peuples autochtones pygmées.

1.2.2. Politiques Sectorielles

La vision à moyen terme de la programmation pluriannuelle du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières porte sur (i) l'instauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ; (ii) le maintien de l'ordre public, de la sécurité publique et protection des personnes et de leur biens ; (iii) l'érection d'une territoriale de proximité et de développement ; (iv) Sécurisation des opérations et matériels électoraux; fixe les enjeux majeurs suivants : (v) la collaboration avec la CENI dans l'organisation des élections présidentielle, législatives, sénatoriale, urbaines, municipales, communales et locales; (vi) contribution au développement humain, à la paix, la cohésion nationale et à la démocratie par la mise en œuvre du processus de transfert des compétences des ressources et des charges aux provinces et aux entités territoriales décentralisées ; et par la promotion de la gouvernance locale, (vii) le renforcement des capacités institutionnelles et (viii) la consolidation du pluralisme politique par l'accompagnement des partis et regroupements politiques.

1.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

N°	CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
							Services normatifs	Opérateurs
	25	INTERIEUR ET SECURITE						
			021	Administration Générale				
					0211	Pilotage de la stratégie ministérielle	Cabinet du Ministre	
					0212	Coordination Administrative de l'intérieur et Sécurité	SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC, CGPMP	ONIP
					532	Coordination Administrative de Réformes Institutionnelles	SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC ,CGPMP	
					182	Coordination Administrative de la Décentralisation	SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC, CGPMP	
					252	Coordination Administrative des relations avec les partis politiques	SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC, CGPMP	
					1742	Coordination Administrative des Affaires Coutumières	SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC& CGPMP	
			022	Sécurité Intérieure				
					0221	Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Police Nationale	DMOP, ACADEMIE DE LA POLICE	
					0222	Sureté de l'Etat	DMOP et ANR	
					0223	Sécurité Publique	DMOP, ANR et PNC	
					0224	Migration et Surveillance des frontières et Police des étrangers	DMOP&DGM	
					0225	Contrôle des armes à feu, munitions, armes légères et de petit calibre	DMOP & CCLAM	
					0226	Coordination de la gestion des catastrophes	DPC & DGPC	

			023	Administration du Territoire				
					0231	Coordination Gouvernement - Gouverneurs de province	AFFAIRES ADMINISTRATIVES, AFFAIRES POLITIQUES,	
					0232	Etat-Civil	POPULATION ,	ONIP
					0233	Déconcentration des entités publiques	AFFAIRES ADMINISTRATIVES	
			020	Décentralisation				
					0201	Cadre Juridique et règlement	Direction des affaires juridique et contentieux,	
					0202	Processus électoraux	Direction du Processus électoral	
					0203	Coordination de la décentralisation	Direction Coordination de la Décentralisation sectorielle et des rapports avec les provinces et les ETD,	CTAD
					0204	Coopération décentralisée	Direction de la coopération décentralisée	
					0205	Découpage territoriale	Direction de suivi de la mise en œuvre du découpage territorial	
			193	Réformes institutionnelles				
					1931	Cadre Juridique et règlement des réformes institutionnelles		
					1932	Suivi - évaluations des réformes institutionnelles		
			19	Affaires administratives et coutumières				
					191	gestion des conflits coutumiers en RDC	DIRECTION GESTION DES AFFAIRES COUT	
					192	Monographie des affaires et entités coutières	DIRECTION MONOGRAPHIE DES ENTITES COUT	
					193	Gestion du pouvoir coutumier	DIRECTION GESTION STATUT DES CHEFS COUTUMIERS	
					194	reconstitution du patrimoine coutumier des entités coutières dans les 26 provinces	DIRECTION PATRIMOINE COUTUMIER	
			198	Programme: Intégration et promotion des peuples autochtones /Pygmées				
					1981	Promotion des valeurs culturelles du peuple des peuples autochtones	DIRECTION PEUPLES AUTOCHTONES PYGMEES & DIRECTION MONOGRAPHIES DES ENTITES COUTUMIERES	

			pygmées		
		1982	Intégration des peuples autochtones pygmées	DIRECTION PEUPLES AUTOCHTONES PYGMEES	
24	Gouvernance Démocratique				
		241	Renforcement des capacités des partis et regroupement politiques	DIRECTION CONTACTS, DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES, DIRECTION DE FORMATION	
		242	Accompagner les partis et regroupements politiques dans le processus démocratique	DIRECTION CONTACTS, DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES	
		243	Promouvoir la démocratie	DIRECTION CONTACTS, DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES, DIRECTION DE FORMATION	

1.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

- Promulgation de la Loi de programmation et mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale Congolaise ;
- Mise en place de la Cellule de la prévention et atténuation ;
- Création de la Direction Générale de la Protection Civile ;
- Prise en charge partielle des Administrateurs de Territoire ;
- Opérationnalisation du Secrétariat Technique d'Appui et de Suivi de la Réforme du secteur de sécurité ;
- Promulgation de la Loi 22 /032 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits de Peuples Autochtones Pygmées ;
- Présentation de la Loi portant protection des Peuples Autochtones Pygmées ;
- Signature de l'Arrêté n°25/CAB/VPM/MININTERSEDECAC/LBJ/023/2025 relatif à la création du cadre de concertation multi acteurs pour la mise en œuvre de la Loi n°22/030 du 15 juillet 2022 portant protection des droits des Peuples Autochtones Pygmées ;
- Lancement du cadre de concertation multi acteurs pour la mise en œuvre de la Loi n°22/030 du 15 juillet 2022 portant protection des droits des Peuples Autochtones Pygmées,
- Promulgation de 24 lois relative à la décentralisation ;
- Organisation des deux Forums Nationaux de la Décentralisation en 2007 et 2019 ;
- Mise en place des Conseils Communaux.

1.4.2. PERSPECTIVES

- Recensement général de la population et de l'habitat ;
- Modernisation des services de l'Etat civil en RDC ;
- Installation des comités locaux de sécurité (CLS) dans les 145 Territoires, en vue de renforcer la gouvernance sécuritaire ;
- Formation régulière des policiers au sein des écoles de police et de l'académie de police;
- La poursuite d'appui à la réforme de la police dans sa troisième phase ;
- Organisation des élections urbaines, municipales et locales ;
- Renforcement des capacités des élus et exécutifs provinciaux ;
- Installation des Divisions Provinciales de l'Administration aux Relations avec les Partis Politiques ;
- Actualisation de référentiels et cadre organique de l'Administration aux Relations avec les partis Politiques ;
- Extensions du bâtiment de l'Administration aux Relations avec les Partis Politiques ;
- Prévention et réduction des conflits coutumiers, communautaires et intercommunautaires ;
- Pacification des zones troublées ;
- Elaboration de la stratégie nationale sur la décennie des langues autochtones ;
- Opérationnalisation du Décret-loi n°196 du 29 janvier 1999 portant réglementation des manifestations et des réunions publiques ;
- Sensibilisation sur la Loi n°7/008 du 04 Décembre 2007 portant statut de l'opposition politique ;
- Finalisation de l'actualisation de Loi n°04/002 du 15 mars 2004 portant Organisation et Fonctionnement des Partis Politiques en RDC.

1.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs de la politique du Ministère

1.5.1. Objectifs les plus représentatifs du Ministère

- Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :
- Objectif 1 : Renforcer les Capacités Institutionnelles
- Objectif 2 : Renforcer la gestion du territoire national
- Objectif 3 : Maintenir l'ordre public
- Objectif 4. Rendre la décentralisation effective
- Objectif 5 : Suivre et évaluer les réformes.
- Objectif 6 : Accompagner les partis et regroupements politiques dans le processus démocratique
- Objectif 7 : Assurer la bonne gestion des Affaires Coutumières
- Objectif 8 : Intégrer et promouvoir les Peuples Autochtones Pygmées.

1.5.2. Indicateurs les plus représentatifs de la Primature

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles								
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations		Exercices en cours	Cibles		
N°	Libellé		2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.1.	**Taux de textes mis en œuvre**	%	10%	15%	25%	45%	60%	100%
Source : DAAJ								
Mode de calcul :(Nombre de textes légaux et réglementaires élaborés et mis en œuvre/ nombre des textes légaux et réglementaires prévus)*100								
Commentaires : Le Ministère pourra accélérer les différentes reformes								
1.2.	**Taux de couverture en formation des Agents et Cadres**	%	5%	8%	25%	45%	75%	100%
Source : DRH **Mode de calcul :**(Nombre des agents et cadres formés / Nombre des agents et cadres prévus dans le planning de formation) *100 **Commentaires : Le Ministère renforcera la formation de son personnel**								
1.3	Taux acquisition d'équipements et autres infrastructures	%	5%	15%	20%	45%	70%	100%

	réhabilitées, construites et équipées							

Source : DEP , CGPMP

Mode de calcul : (Nombre des bureaux réhabilités, construits et équipés/**Nombre des** bureaux prévus) *100

Commentaires : Le Ministère envisage la dotation en équipement pour améliorer les conditions du travail

Objectif 2 : Renforcer la gestion du territoire national

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations		Exercices en cours	Cibles		
N°	Libellé		2024	2025	2026	2027	2028	2029
2.1.	Taux de couverture de l'administration du territoire par les autorités	**%**	60%	65%	70%	80%	90%	100%

Source : DAAJ

Mode de calcul :(Nombre d'entités territoriales couvertes/Nombre d'entités prévues à travers le pays) *100

Commentaires : Renforcement de la politique de l'administration du territoire

2.2	Taux d'octroi de carte d'identité à la population	**%**	0%	1%	1%	60%	75%	100%

Source : ONIP

Mode de calcul : (Population disposant des cartes d'identité/Population totale) *100

Commentaires :A partir de 2027 Le Ministère mettra toutes les stratégies en place pour finaliser le processus d'identification et octroi des cartes d'identité à la population.

2.3	Taux de coordination de gestion des catastrophes	%	25%	40%	45%	65%	75%	100%

Source : CABINET

Mode de calcul : (Mesures exécutées/Mesures prévues) *100

Commentaires : Le Ministère renforcera sa politique de coordination de gestion des catastrophes avant, pendant et après.

Objectif 3 : Maintenir l'ordre public

3.1.	Taux d'évaluation du niveau de la quiétude de la population à travers le Territoire National	%	50%	55%	60%	70%	75%	100%

Source :DMOP , PNC, DGM et ANR **Mode de calcul : (Recommandations des rapports de sécurité exécutées/Recommandations proposées)*100** **Commentaires : Mise en œuvre des instruments de renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens (Loi de programmation de la mise en œuvre de la réforme de la police et Décret sur la gouvernance sécuritaire)**								
3.2.	Taux d'exercice de patrouille de renforcement de maintien de l'ordre public	%	50%	55%	60%	70%	75%	100%
Source : DMOP , PNC, DGM et ANR **Mode de calcul : (/Nombre de patrouille organisée /Nombre de patrouille prévue) *100**								
Commentaires : Le Ministère renforcera la gouvernance sécuritaire avec la redynamisation de fonctionnement des Comités Provinciaux et Locaux de sécurité								
3.3	Taux d'exploitation des renseignements	%	65%	70%	75%	80%	85%	100%
Source : DMOP , PNC, DGM et ANR **Mode de calcul : (Nombre d'informations exploitées et validées/Nombre total de renseignements bruts collectés)*100** **Commentaires : Renforcement des capacités**								
Objectif 4 : Assurer la bonne gestion des Affaires Coutumières								
4.1	Taux de résolution des conflits coutumiers	%	10%	20%	20%	50%	70%	100%
Source : secrétariat général aux affaires coutumières								
Mode de calcul (nombre de conflits résolus sur le nombre de conflits identifiés) x100								
Commentaires : cet indicateur mesure le niveau de résolution des conflits dans les entités coutumières								
4.2	Taux d'installation des CCRCC et CCR3C	%	10%	20%	20%	50%	70%	100%
Source : secrétariat général aux affaires coutumières								
Mode de calcul (nombre de conflits résolus sur le nombre de conflits identifiés) x100								
Commentaires : cet indicateur mesure le niveau de résolution des conflits dans les entités coutumières								

4.3	Taux des groupements dotés des bureaux administratifs	%	0%	0%	10%	30%	50%	100%
Source : Direction Gestion des Affaires Coutumières								
Mode de calcul : Nombre de bureaux administratifs des groupements construits/le nombre de bureaux prévus								
Commentaires : cet indicateur mesure le pourcentage de bureaux des groupements construits pour ces entités								
Objectif 5 : Intégrer et Promouvoir les peuples autochtones								
5.1	Taux d'accès des Peuples autochtones Pygmées aux services sociaux de base	%	2%	4%	10%	20%	50%	100%
Source : Direction des Peuples Autochtones Pygmées								
Mode de calcul : Nombre des PA qui accèdent aux services sociaux de base/l'effectif total des Peuples Autochtones Pygmées x100								
Commentaires : cet indicateur mesure le niveau d'accès des Peuples Autochtones aux Services sociaux de base								
5.2	Taux de peuples autochtones pygmées employés	%	2%	3%	10%	20%	25%	30%
Source : Direction des Peuples Autochtones Pygmées								
Mode de calcul : Nombre des Peuples Autochtones Pygmées employés/l'effectif total des Peuples Autochtones Pygmées x100								
Commentaires : cet indicateur mesure le niveau d'accès d'employabilité des Peuples Autochtones pygmées								
Objectif 6 : Rendre la Décentralisation effective								
6.1	Nombre des compétences sectorielles transférées aux provinces	Nbr	5	5	5	11	16	21
Source : DSMED								
Mode de calcul : Comptage cumulé								
Commentaires : sur Les 21 compétences sectorielles, 5 compétences sectorielles ont été transférées,								
Objectif 7 : Accompagner les partis et regroupements politiques dans le processus démocratique								
7.1	Nombre de Divisions Provinciales installées	Nbr	1	1	1	6	15	26

Source : Cabinet								
Mode de calcul : Comptage cumulé								
Commentaires : le Ministère compte garantir le processus démocratique								
7.2	Taux d'opérationnalisation du Décret-Loi n°196 du 29 janvier 1999 portant réglementation des manifestations et des réunions publiques	%	4%	4%	4%	53%	85%	100%
Source : SG-REPAP								
Mode de calcul : (Nbre de mesures mises en œuvre /Nbre de mesures prévues)* 100								
Commentaires : Le Ministère envisage l'accompagnement de l'opérationnalisation du décret-loi n°196								
Objectif 8 : Suivre et évaluer les réformes								
8.1.	**Taux d'exécution des recommandations du comité national de pilotage**	**%**	4%	4%	4%	53%	85%	100%
Source : DIRECTION REFORME ET CNPMOSRI								
Mode de calcul : (Nombre des recommandations exécutées/nombre des recommandations prévues) *100								
Commentaires : Amélioration de niveau de coordination des reformes								
8.2.	**Taux de couverture de SIGRI dans les institutions**	**%**	4%	4%	4%	53%	85%	100%
Source : rapport du Ministre sur la couverture de SIGRI dans les Institutions								
Mode de calcul :(Nbre des Institutions Couvertes /Nbre d'institutions identifiées)*100								
Commentaires : le Ministère envisage couvrir toutes Institutions d'un logiciel SIGRI								

1.6. Evolution des crédits du Ministère

1.6.1. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 3 : Évolution des crédits par rubrique

RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	300,921,330,147	829,742,621,791	241,711,769,430	362,939,875,639	277,908,973,218
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	26,129,032,329	22,411,362,881	10,446,899,764	10,277,704,535	16,045,865,237
Investissements sur Ressources Extérieures	351,695,677,252	242,038,315,319	135,566,276,586	13,499,151,841	199,634,420,368
Investissements sur Ressources Propres	577,003,782,215	115,077,450,611	1,169,353,365,241	33,012,609,590	1,514,949,812,102
Rémunérations	1,478,655,585,582	1,150,842,516,115	1,780,439,824,122	571,069,609,185	1,995,237,293,816
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1,914,735,814	745,000,000	1,504,662,948	40,040,175	1,504,662,948
Subventions aux Services Ex-BPO	26,731,250,000	5,500,115,719	19,957,486,023	0	20,000,000,000
Total	2,763,051,393,339	2,366,357,382,437	3,358,980,284,114	990,838,990,965	4,025,281,027,689

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

1.6.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 4 : Évolution des crédits par Titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**2,353,450,620,072**	**2,032,459,834,648**	**3,125,394,578,210**	**973,342,953,315**	**3,694,893,026,619**
Titre III : Dépenses de personnel	1,529,507,671,798	1,157,315,859,864	1,807,921,560,421	571,440,967,289	2,029,235,592,850
Titre IV : Biens et matériels	38,087,230,798	58,484,166,934	22,333,112,943	14,351,662,361	27,320,713,180
Titre V : Dépenses de prestations ;	209,292,191,836	763,870,101,428	318,278,317,426	347,756,455,174	495,109,814,925
Titre VI : Transferts et interventions	576,563,525,640	52,789,706,421	976,861,587,421	39,793,868,490	1,143,226,905,664
II. Dépenses en capital	**409,600,773,267**	**333,897,547,789**	**233,585,705,904**	**17,496,037,651**	**330,388,001,070**
Titre VII : Equipements Financement intérieur	373,307,984,474	331,084,294,722	184,392,001,957	13,499,151,841	248,696,995,982
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	36,292,788,793	2,813,253,067	49,193,703,947	3,996,885,810	81,691,005,088
Total	2,763,051,393,339	2,366,357,382,437	3,358,980,284,114	990,838,990,965	4,025,281,027,689

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

1.6.3. Evolution des crédits par Programme

Tableau 5 : Évolution des crédits par Programme

N°	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	Administration Générale	2,027,616,715,927	1,909,012,243,489	2,580,927,622,443	747,823,878,559	3,122,235,527,557
2	Sécurité Intérieure	569,467,476,921	419,269,636,543	706,102,386,264	223,367,333,251	770,611,190,785
3	Administration du Territoire	147,175,002,075	20,326,939,207	52,372,848,353	11,489,892,185	112,828,588,165
4	Décentralisation	817,967,916	53,696,022	985,047,529	28,903,400	985,047,529
5	Réformes institutionnelles	-	-	-	-	-
6	Affaires administratives et coutumières	17,661,180,514	17,673,790,926	18,384,219,045	8,128,983,570	18,384,219,045
7	Programme: Intégration et promotion des peuples autochtones /Pygmées	174,467,403	-	126,377,184	-	126,377,184
8	Gouvernance Démocratique	138,582,583	21,076,250	81,783,296	-	110,077,424
TOTAL		2,763,051,393,339	2,366,357,382,437	3,358,980,284,114	990,838,990,965	4,025,281,027,689

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs du Ministère

Tableau 6 : évolution des effectifs et masse salariale

	GRADE	BAREME EXISTANT	EFFECTIF	MONTANT ANNUEL
1	SG	443 057	5	26 583 420
2	DIR	432 528	82	425 607 552
3	CD	386 238	302	1 399 726 512
4	CB	371 760	648	2 890 805 760
5	ATA1	353 360	994	4 214 878 080
6	ATA2	340 022	2109	8 605 276 776
7	AGA1	325 538	1420	5 547 167 520
8	AGA2	300 020	594	2 138 542 560
9	AA1	298 965	238	853 844 040
10	AA2	297 910	45	160 871 400
11	HUISSIER	296 855	13	46 309 380
TOTAL			6 450	26 309 613 000

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

1.1. Périmètre du programme

Sous le pilotage du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur Sécurité Décentralisation et Affaires Coutumières, ce programme sera mis en œuvre par les Secrétariats Généraux du Ministère. Il comprend, outre le Cabinet et les 5 Secrétariats Généraux, les Directions et Structures d'appui suivantes des 5 administrations : (i) Direction des Ressources Humaines, (ii) Direction Administrative et Financière, (iii) Direction Etudes et Planification, (iv) Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication. A ces services normatifs sont rattachées les structures ci-après : (i) la Cellule Gestion des Projets et des Marchés Publics.

1.2. Stratégie du programme

Pour rendre effectif ce programme, la stratégie vise à renforcer le Pilotage de l'Administration et la coordination administrative en mettant l'accent sur le renforcement des capacités humaines et matérielles des Agents et Cadres.

1.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

a) Objectifs du Programme

Le Programme Administration poursuit les objectifs suivants :

- Optimiser la gestion des ressources ;
- Assurer une gestion financière et budgétaire transparente et performante ;
- Améliorer la qualité des services logistiques, informatiques et matériels.

b) Indicateurs de Performance du Programme

Tableau 7 : Cadre de Performance du Programme Administration Générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Optimiser la gestion des ressources	Taux de réalisation du plan de formation et de délai de traitement des dossiers	%	2023								DRH
	Assurer une gestion financière et budgétaire transparente et performante	Taux d'exécution du budget	%	2023								DAF
	Améliorer la qualité des services	Taux de disponibilité	%	2023								DAF et DANTIC

	logistiques, informatiques et matériels	du réseau informatique										
Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques	Piloter et coordonner les actions stratégiques	Taux de réalisation du plan d'actions	%	2023								CABINET et SG
		Taux d'avancement	%	2023								CABINET
		Taux d'orientation	%	2023								SGI
Action 2: coordination Administrative de l'intérieur et Sécurité	Garantir la gestion de l'administration du territoire	Taux d'efficacité administrative des entités territoriales à travers le pays	%	2023								SGI
		Taux de transmission de rapport	%	2023								
Action 3: coordination Administrative de Réformes	Garantir les réformes institutionnelles	Taux de transmission de rapport	%	2023								SG REF

Institutionnelles												
Action 4: coordination Administrative de la Décentralisation	Garantir la mise en œuvre de la décentralisation	Taux de transmission de rapport	%	2023								SG DEC
Action 5: coordination Administrative des relations avec les partis politiques	Garantir la gouvernance démocratique	Taux de transmission de rapport	%	2023								SG REPAP
Action 6: coordination Administrative des Affaires Coutumières	Garantir la gouvernance coutumière	Taux de transmission de rapport	%	2023		3	9	48	60	75	80	SG AFF
	Améliorer la performance des cadres et agents	Taux de renforcement des capacités		2023								

		des cadres et agents	%			3	6	22	50	60	80	DRH
	Améliorer la planification, programmation et la gestion axée sur les résultats	Taux de vulgarisation et mise en œuvres des documents stratégiques	%	2023	ND	10%	50%	64%	82%	94%	100%	DEP
	Protéger les archives des entités coutumières	Taux de numérisation des archives des entités coutumières	%	2023	90000	0%	0%	50%	80%	90%	100%	DANTIC

1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

1.4.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Présentation des crédits du programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	160,829,628,056	671,241,202,295	67,964,306,866	265,135,382,946	82,829,528,200
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3,293,578,320	7,165,268,143	6,237,860,439	5,707,580,250	10,683,791,200
Investissements sur Ressources Extérieures	351,695,677,252	242,038,315,319	135,566,276,586	13,499,151,841	199,634,420,368
Investissements sur Ressources Propres	408,690,786,759	99,949,766,547	1,074,770,315,458	20,795,582,583	1,352,901,370,741
Rémunérations	1,074,461,059,725	882,372,575,467	1,274,884,244,379	442,646,140,764	1,454,681,754,100
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1,914,735,814	745,000,000	1,504,662,948	40,040,175	1,504,662,948
Subventions aux Services Ex-BPO	26,731,250,000	5,500,115,719	19,999,955,767	0	20,000,000,000
Total	2,027,616,715,927	1,909,012,243,489	2,580,927,622,443	747,823,878,559	3,122,235,527,557

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 9 : Présentation des crédits du programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**1,652,828,938,116**	**1,577,328,793,720**	**2,372,469,298,781**	**734,324,726,719**	**2,829,440,300,307**
Titre III : Dépenses de personnel	1,105,442,962,188	888,761,416,286	1,292,131,938,777	443,017,498,868	1,477,096,102,614
Titre IV : Biens et matériels	27,365,936,327	47,847,825,264	16,661,294,136	10,298,157,935	21,063,345,040
Titre V : Dépenses de prestations ;	99,791,967,970	616,089,526,532	141,734,767,773	254,005,466,907	299,127,271,026
Titre VI : Transferts et interventions	420,228,071,631	24,630,025,637	921,941,298,096	27,003,603,008	1,032,153,581,627
II. Dépenses en capital	**374,787,777,811**	**331,683,449,769**	**208,458,323,662**	**13,499,151,841**	**292,795,227,250**
Titre VII : Equipements Financement intérieur	361,033,162,286	328,870,196,702	174,314,390,779	13,499,151,841	230,926,790,497
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,	13,754,615,525	2,813,253,067	34,143,932,883	0	61,868,436,753

acquisition immobilière					
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	2,027,616,715,927	1,909,012,243,489	2,580,927,622,443	747,823,878,559	3,122,235,527,557

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.4.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 10 : Evolution du Programme par action

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	Pilotage de la stratégie ministérielle	1,082,169,894,545	1,526,789,820,133	1,333,633,654,051	652,389,408,397	1,654,012,918,908
2	Coordination Administrative de l'intérieur et Sécurité	901,875,867,645	342,431,508,529	1,188,592,453,301	76,793,078,483	1,387,488,910,816
3	Coordination Administrative de Réformes Institutionnelles	13,895,415,828	5,771,083,177	17,858,335,469	3,019,557,220	32,914,609,482
4	Coordination Administrative de la Décentralisation	10,676,441,690	9,940,342,846	17,238,086,303	5,765,156,715	19,305,792,536
5	Coordination Administrative des relations avec les partis politiques	5,121,988,699	4,708,867,576	6,383,357,233	2,189,758,452	6,675,704,668
6	Coordination Administrative des Affaires Coutumières	13,877,107,521	19,370,621,228	17,221,736,086	7,666,919,293	21,837,591,146
TOTAL		2,027,616,715,927	1,909,012,243,489	2,580,927,622,443	747,823,878,559	3,122,235,527,557

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

Programme 2 : Affaires administratives et coutumières

Pre-responsable de programme : Monsieur KWATE MONSAMBALA Aubin, **Fonction :** Directeur- Chef de Service de Gestion des Affaires Coutumières

2.1. Périmètre du programme

Sous la supervision de Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires Coutumières, ce programme sera mis en œuvre par le Directeur – Chef de Service de la Direction de Gestion des Affaires Coutumières. Il comprend, outre le Secrétariat Général, les Directions suivantes : (i) Direction Gestion des Affaires Coutumières (ii) Direction Gestion Statut des Chefs Coutumiers, (iii) Direction Monographie des entités coutumières, (iv) Direction Patrimoine Coutumier

2.2. Stratégie du Programme

La crise des valeurs traditionnelles compte parmi les principaux maux qui non seulement minent l'unité et la cohésion nationale, mais aussi hypothèquent le développement intégral, harmonieux et durable de la République Démocratique du Congo.

L'intérêt aujourd'hui sur les entités coutumières s'explique par le fait que le village est le premier noyau de base où vive plus de 65% de la population congolaise gérée au premier degré par le pouvoir coutumier1.

Les enjeux politiques et socio-économiques conjoncturels fragilisent les entités coutumières, créent les conflits entre les communautés, menacent la sécurité publique et empêchent les communautés à aspirer au bien- être.

Pour amener les entités coutumières à jouer leur rôle de pôle de croissance, ce programme est engagé à relever les principaux défis suivants : (i)Améliorer le niveau de vie dans les villages ; (ii) Améliorer les infrastructures socio-économiques de base ; (iii) Réduire les disparités de développement entre les villages et les centres urbains ; (iv) Réduire les conflits dans les entités coutumières ; (v) Améliorer la capacité fiscale des entités locales ; (vi) Améliorer la productivité agricole des entités locales ; (vii) Sauvegarder les patrimoines coutumiers ; (viii) Contenir l'exode rural et la saturation des agglomérations urbaines (ix) Accroitre la redevabilité par la participation de la population.

Pour y parvenir, les actions ci-après seront menées :

Action 1 : Gestion des conflits coutumier en RDC.

Cette action vise les activités relatives à la prévention et à la résolution des conflits coutumiers. Il s'agit de : (i) Appuyer la cohésion sociale entre les communautés locales (ii) Dresser la cartographie

[1] Rapport PNUD 2016

des conflits de pouvoir coutumier ; (iii) installer les Commissions Consultatives de Règlement des Conflits Coutumiers , Communautaires et Intercommunautaires CCR3C et Mettre en place les mécanismes de suivi.

Action 2 : monographies des Affaires Coutumières et des entités coutumières.

Cette action comprend les activités ayant trait à la production des monographies des entités coutumières et des Peuples Autochtones Pygmées. Il s'agit de : (i) Récolter les données monographiques ; (ii) Dresser la cartographie des entités coutumières ; (iii) Identifier et certifier les chefs coutumiers et leurs entités.

Action 3 : gestion du pouvoir Coutumière.

Cette action vise les activités ayant trait à : (i) Actualiser, certifier et valider les fichiers des chefs coutumiers (chefferies, groupements et villages) ; (ii) Evaluer la paie des chefs coutumiers ; (iii) Concevoir et octroyer les cartes semi-biométriques aux chefs coutumiers; (iv) Concevoir les médailles distinctives des chefs coutumiers (chefferies, groupements et villages) ; (v) codifier les règles coutumières de succession au pouvoir et établir les arbres généalogiques des familles régnants.

Action 4 : Reconstitution et gestion du Patrimoine Coutumier des entités coutumières dans les 26 provinces

Cette action consiste à : (i) Identifier, Certifier et cartographier le patrimoine coutumier ; (ii) Reconstituer et sauvegarder le patrimoine coutumier ; (iii) Constituer une base de données et archiver le patrimoine coutumier. : (i) Contribuer à l'élaboration des textes réglementaires sur l'exploitation rationnelle des ressources naturelles ; (ii) Collaborer à la mise en place des techniques et pratiques relatives à la protection de l'environnement ; (iii) appuyer les initiatives locales de développement.

2.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

Tableau 11 : Cadre de Performance du Programme Gestion des affaires administratives et coutumières

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme opérationnel : gestion des affaires administratives et coutumières	**Objectif stratégique :** contribuer à la stabilisation des entités coutumières											
Action 1: Gérer les conflits coutumier et communautaires	Objectif opérationnel 1 : Résoudre les conflits coutumiers et communautaires	Taux de résolution des conflits	%	2023	10%	12%	30%	40%	60%	70%	100%	DGAC

	Objectif opérationnel 2 : Installer les structure de résolution des conflits	Taux d'installation des CCR3C	%	2026	0%	0%	0%	50%	100%			DGAC
Action 2: Monographie des affaires et entités coutières	Pro Objectif opérationnel 2 : Produire les monographies des chefferies	Taux de monographies des chefferies produites	%	2023	0%	0%	0%	5%	20%	30%	50%	DMEC
	Produire les codification des règle coutumières de succession au pouvoir des chefferies.	Taux de codification des règles coutumières de succession au pouvoir des entités coutumières produits	%	2023	1%	1%	1%	5%	20%	30%	50%	DMEC

Action 3: Gestion du pouvoir coutumier	Objectif opérationnel : délivre les actes de reconnaissance des chefs couturier	Taux des chefs coutumiers reconnus officiellement (acte de reconnaissance)	%	2023	20%	21%	23%	50%	80%	100%	100%	DGSCC
	Améliorer la gouvernance coutumière	Taux des groupement dotés des bureaux administratif	%	2023	0%	0%	0%	5%	20%	30%	50%	DGAC
	Objectif opérationnel :	Taux des entités		2023	65%	65%	65%	80%	90%	100%	100%	

	payer les entités coutumières	coutumières payées	%									DGSCC
actions 3 : reconstitution du patrimoine coutumier des entités coutières dans les 26 provinces	Objectif opérationnel : reconstituer et gérer le patrimoine coutumier	Taux des entités coutumiers dont le patrimoine protégé	%	2023	ND	0%	0%	10%	20%	30%	50%	DPC
	Objectif opérationnel : cartographier et protéger les terres des communautés locales et des PAP	Taux des entités coutumiers dont les terres de communautés locales cartographiées	%	2023	0%	0%	0%	5%	20%	30%	50%	DPC

2.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

2.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 12 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	874,815,265	59,765,441	252,754,368	0	627,399,139
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
Rémunérations	16,786,365,249	17,614,025,485	17,756,819,906	8,128,983,570	17,756,819,906
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-
Total	17,661,180,514	17,673,790,926	18,009,574,274	8,128,983,570	18,384,219,045

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

2.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 13 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**17,661,180,514**	**############**	**############**	**8,128,983,570**	**18,384,219,045**
Titre III : Dépenses de personnel	16,941,964,249	17,614,121,785	17,876,428,241	8,128,983,570	17,879,428,241
Titre IV : Biens et matériels	365,296,045	43,306,745	212,033,824	0	220,830,541
Titre V : Dépenses de prestations ;	353,920,220	16,362,396	295,756,980	0	283,960,263
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	17,661,180,514	17,673,790,926	18,384,219,045	8,128,983,570	18,384,219,045

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 14 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	gestion des conflits coutumiers en RDC	236,308,550	18,826,645	164,890,504	-	164,890,504
2	Monographie des affaires et entités coutières	233,864,430	24,480,100	169,402,005	-	169,402,005
3	Gestion du pouvoir coutumier	185,700,250	96,300	134,513,808	-	134,513,808
4	reconstitution du patrimoine coutumier des entités coutières dans les 26 provinces	17,005,307,284	17,630,387,881	17,915,412,728	8,128,983,570	17,915,412,728
TOTAL		17,661,180,514	17,673,790,926	18,384,219,045	8,128,983,570	18,384,219,045

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

PROGRAMME 3 : INTEGRATION ET PROMOTION DES PEUPLES AUTOCHTONES /PYGMEES

Pre-responsable de programme : ***Madame BATULUKISI SANGA MACHERI,***

Fonction : ***Directeur- Chef de Service de la Direction des Peuples Autochtones Pygmées***

3.1. Présentation stratégique du Programme

3.1.1. Périmètre du programme

Sous la supervision de Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires Coutumières, ce programme sera mis en œuvre par le Directeur – Chef de Service de la Direction des Peuples Autochtones Pygmées. Il comprend, outre la Direction des Peuples Autochtones Pygmées ; la Direction Monographie des entités coutumières.

3.1.2. Stratégie du Programme.

Les peuples autochtones pygmées sont parmi les premiers habitants du Congo occupant 21 provinces sur les 26 que compte le pays. Ils sont reconnus en Afrique et en RDC par le terme générique « Pygmée », dans la pratique ce peuple qui est estimé à environ 1 000 000 est confronté aux difficultés suivantes :

- l'inégalité sociale ;
- le manque d'infrastructures sociales de base ;
- la précarité du niveau de vie dans leur milieu ;
- la faible intégration et protection ;
- le non capitalisation de leurs initiatives.

Ce programme regorge en son sein tous les projets se rapportant à la sécurité, à la participation citoyenne, à l'apprentissage et au développement des techniques rationnelles de l'exploitation des ressources naturelles des PAP. Il s'agit de : (i) Vulgarisation des Textes légaux et Règlementaires relatifs aux PAP (ii) Accès des PAP aux services sociaux de base ; (iii) Mise en place du système d'apprentissage pour l'exploitation des ressources locales ; (iv) Employabilité des PAP ; (v) Construction des logements sociaux des PAP.

Pour y parvenir, les actions suivantes seront menées :

Action 1 : identification et gestion de banque des données des PAP.

Cette action vise les activités relatives à la situation géographique et à la recherche des besoins sociaux de base des PAP. Il s'agit de : (i) localiser les sites de concentration des PAP ; (ii) : répertorier les besoins sociaux de base ; (iii) : impliquer les autorités politico-administratives tant provinciales que locales.

Action 2 : accompagnement dans la sécurisation des PAP.

Cette action sera accès à la sécurisation des PAP, et les activités suivantes seront menées: (i) concevoir et produire les outils de sensibilisation ; (ii) sensibiliser les PAP ; (iii) installer les espaces de dialogue permanent entre les Pygmées et les non Pygmées ; (iv) former les relais communautaires.

Action 3 : intégration des PAP

Cette action comprend les activités ayant trait à : (i) faire participer les Pygmées dans les travaux d'intérêt public ; (ii) Associer les PAP aux activités de la communauté ;

3.2. Objectifs Et Indicateurs De Performance Du Programme

Tableau 16 : Cadre de Performance du Programme Intégration et promotion des peuples autochtones /pygmées

Objectifs	Indicateur	Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
Vulgariser les Textes légaux et Règlementaires relatifs aux PAP	Taux de parties prenantes touchées	%	0	0	0	20	40	30	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre de PAP vulgarisés (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent.										
Accéder aux services sociaux de base	Taux d'accès aux services sociaux de base	%	ND	ND	ND	5	20	35	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre de PAP accès aux services sociaux de base (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent										
Employer les PAP	Taux de PAP employés	%	0	2	5	15	40	70	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre total de PAP à employer (300) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % des Pygmées à employer en fonction des emplois crées en leur faveur enfin de leur intégration.										

Source : Direction des Peuples Autochtones Pygmées.

Commentaire *: l*a protection des Peuples Autochtone pygmées considérés comme vulnérables c'est une priorité pour le Ministre Délégué en charge des Affaires Coutumières. Ce programme va permettre l'intégration et la promotion de cette communauté et éliminer les inégalités

NB : il sied de signaler que les crédits accordés sont modiques et n'ont pas été décaissés.

Tableau(12) : Indicateurs (1)

Vulgariser les Textes légaux et Règlementaires relatifs aux PAP										
Indicateur		Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
No	Nom									
2.1	Taux de textes vulgarisés	%	0	28	32	32	42	70	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre de PAP vulgarisés (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent.										
2.2	Taux de PAP atteint par la vulgarisation	%	0	5	15	37	62	94	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre de PAP vulgarisés (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent.										

Source : Direction des Peuples Autochtones Pygmées.

Commentaire : La RDC à travers son parlement prépare des Lois relatives à la protection des Peuples Autochtones, il faut ajouter à cela les conventions internationales en faveurs des autochtones, le Ministère se propose de vulgariser ces textes pour contribuer sensiblement à l'élimination des inégalités et la discrimination.

Tableau (13) : Indicateur (2)

Accéder aux services sociaux de base										
Indicateur		Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
No	Nom									
	Taux de PAP sensibilisés.	%	ND	ND	ND	2	30	60	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées **Mode de calcul** : nombre de PAP à vulgariser (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. **Commentaire** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent.										
2.1	Taux d'accès aux services sociaux de base.	%	ND	ND	ND	5	25	70	100	100%
Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées ***Mode de calcul*** : nombre de PAP accès aux services sociaux de base (100 000) sur la quotité prévue par année multiplier par 100. ***Commentaire*** : nous atteindrons le 100 % moyennant un budget conséquent										
2.2	Taux d'Employabilité	%	0	2	3	13	38	68	100	100%

Source : Direction des Peuples Autochtones Pygmées

Commentaire : le nombre total de PAP est estimé à 1000 000 qui vivent dans les 21 sur 26 provinces à travers la République. Ces peuples sont marginalisés et vivent dans la précarité. Le niveau d'accès aux services sociaux de base est quasi inexistant. C'est ici, l'occasion de les intégrer et de leur permettre d'accéder aux services sociaux de base et aux emplois.

Tableau(14) : Indicateurs (3)

Mettre en place un système d'apprentissage pour l'exploitation des ressources locales										
Indicateur		Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
No	Nom									
3.1	Taux de PAP formés en exploitation des ressources locales	%	ND	ND	ND	2	30	60	100	100%
3.2	Taux d'amélioration de la Pharmacopée	%	ND	ND	ND	10	34	62	100	100%

Source : DPAP

Commentaire : Le Peuple Autochtone Pygmée est connu comme protecteur de l'environnement et la pharmacopée est avancée. Il sera question d'assurer une bonne formation en gestion des ressources naturelles et promouvoir les plantes médicinales.

Tableau (16) : Indicateurs (4)

Employer les PAP										
Indicateur		Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
No	Nom									
4.1	Taux d'emploi	%	0	2	5	15	40	70	100	100%
4.2	Taux de formation professionnelle	%	ND	ND	ND	2	30	60	100	100%

Source : Direction Peuples Autochtones Pygmées

Commentaire : Suivant une étude menée par la Banque Mondiale à travers le réseau des organisations non gouvernementales œuvrant dans ce secteur, les taux de l'analphabétisme est très supérieur à 90%. Pour permettre à cette communauté d'accéder aux emplois, il est prévu des formations professionnelles.

Tableau (17) : Indicateurs (5)

Construire des logements en faveur des PAP										
Indicateur		Unité	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Cumul
No	Nom									
5.1	Taux de construction	%	ND	ND	ND	0	2	42	100	100%
5.2	Taux de PAP logés	%	ND	ND	ND	0	2	42	100	100%

Source : Direction Peuples Autochtone Pygmées

Commentaire : La protection des PAP et son intégration nécessite la construction des logements pour permettre la sédentarisation.

3.3. Présentation des crédits du programme par rubrique

Tableau 17 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	174,467,403	0	126,377,184	0	126,377,184
Total	174,467,403	0	126,377,184	0	126,377,184

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

3.4. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 18 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**174,467,403**	**-**	**126,377,184**	**-**	**126,377,184**
Titre III : Dépenses de personnel	35,925,000	-	26,022,628	-	22,022,628
Titre IV : Biens et matériels	45,111,203	-	20,880,027	-	20,880,027
Titre V : Dépenses de prestations ;	93,431,200	-	79,474,529	-	83,474,529
Total	174,467,403	0	126,377,184	0	126,377,184

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

3.5. Evolution des crédits par action du programme

Tableau 19 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	Promotion des valeurs culturelles du peuple des peuples autochtones pygmées	174,467,403	-	126,377,184	-	126,377,184
TOTAL		174,467,403	-	126,377,184	-	126,377,184

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

4.1. PROGRAMME 4: DECENTRALISATION

Pre-responsable du programme : Monsieur BUKUNDIKA KATEMBO Clément

Fonction : Directeur-Chef de Service de Suivi et Evaluation de la Mise en Œuvre de la Décentralisation

4.2. Périmètre du programme

Le programme « Décentralisation » est mené par les directions métiers du Secrétariat Général de la Décentralisation et les structures d'appui concourant au dit programme.

Les Directions métiers du Secrétariat Général sont les suivantes : (1) Direction de la Coordination de la Décentralisation sectorielle et des Rapports avec les Provinces et les ETD, (2) Direction de Suivi des Finances Locales, (3) Direction de la Coopération Décentralisée, (4) Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux, (5) Direction de Suivi de Mise en Œuvre du Découpage Territorial, (6) Direction de Suivi et Evaluation de la Mise en Œuvre de la Décentralisation.

Le Responsable du Programme veillera donc à la réalisation des actions envisagées et en rendra compte devant le Ministre.

4.3. Stratégie du Programme

Le programme « Décentralisation » a pour but de concrétiser la réforme de l'organisation administrative et territoriale du pays basée sur la décentralisation consacrée par la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi N° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo.

En effet, celle-ci met en place le pouvoir de l'Etat exercé à deux niveaux complémentaires et étroitement imbriqués : le niveau national, où le pouvoir est exercé par les Institutions nationales et provinciales. Elle institue également trois paliers de gouvernance : l'Etat, la Province et l'Entité Territoriale Décentralisée.

Pour mettre en œuvre le processus de décentralisation d'une manière harmonieuse, cohérente, coordonnée, planifiée, efficace et efficiente, le Gouvernement Congolais s'est doté en juin 2009 du Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation « CSMOD », en voie d'être actualisé suivant la recommandation du 2ème Forum National sur la Décentralisation, qui comprend à ce jour, sept axes stratégiques suivants :

Axe 1 : Appropriation effective du processus de décentralisation ;

Axe 2 : Transfert des compétences et des ressources suivant une démarche de progressivité ;

Axe 3 : Renforcement des capacités ;

Axe 4 : Développement des outils de planification et de gestion

Axe 5 : Harmonisation des processus de décentralisation et de déconcentration ;

Axe 6 : Coordination efficace entre l'Etat Central et les Provinces ;

Axe 7 : Financement de la décentralisation.

4.4. Objectifs et Indicateurs de performance du Programme

Tableau 20 : Cadre de Performance du Programme Intégration et promotion des peuples autochtones /pygmées

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Décentralisation												
Action 1 : Cadre Juridique et règlementaire	Encadrer le processus de mise en œuvre de la Décentralisation	Nombre de textes de loi promulgués	Nombre	2023	24	0	0	0	2	2	2	Direction des Affaires Juridiques et Contentieux Direction de la Coordination de la Décentralisation et Rapports avec les Provinces et ETD
		Nombre de textes de loi vulgarisés	Nombre	2019	10	0	0	0	5	5	4	

		Nombre d'Acteurs formés	Nombre	2019	2600	0	0	0	7000	7000	6000	
Action 2 : Processus électoraux	Contribuer à une meilleure organisation des élections locales	Rapports des élections provinciales disponibles	Nombre	2023	3	0	0	0	0	4	0	Direction de la Coordination de la Décentralisation et les Rapports avec les Provinces et ETD ; Direction de Suivi et Evaluation de la Mise en Œuvre de la Décentralisation
		Rapports des élections urbaines disponibles.	Nombre	2023	0	0	0	0	0	2	0	
Action 3 : Coordination de la	Assurer une meilleure coordination	Nombre d'ETD disposant des PDL	Nombre	2020	120	145	157	180	200	220	250	Direction de la Coordination de la Décentralisation Sectorielle ;

Décentralisation et des Rapports avec les Provinces et les ETD	du processus de décentralisation											Direction de Suivi et -Evaluation de la Mise en Œuvre de la Décentralisation ; Direction de Suivi des Finances Locales.
		Nombre d'Animateurs des ETD formés	Nombre	2020	80	90	100	150	200	220	250	
		Nombre d'ETD évaluées	Nombre	2020	100	135	157	180	200	220	250	
Action 4 : Coopération Décentralisée	Promouvoir la coopération décentralisée	Nombre d'accords de partenariat signés	Nombre	2012	20	30	35	50	70	80	100	Direction de la Coopération Décentralisée ; Direction de Suivi des Finances Locales
		Nombre de missions d'échange et d'expérience effectuées	Nombre	2024	40	20	15	20	25	30	35	

Action 5 : Découpage Territorial	Assurer le suivi du découpage territorial	Nombre d'Entités Territoriales Décentralisées démembrées et/ou regroupées	Nombre	2015	5	3	0	2	2	2	2	Direction de Suivi de Mise en Œuvre du Découpage Territorial
		Nombre de conflits des limites réglés	Nombre									

4.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

2.1.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 21 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	817,967,916	53,696,022	985,047,529	28,903,400	985047529
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
Total	817,967,916	53,696,022	985,047,529	28,903,400	985,047,529

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

2.1.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 22 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**817,967,916**	**53,696,022**	**985,047,529**	**28,903,400**	**985,047,529**
Titre III : Dépenses de personnel	74,165,719	0	69,315,714	0	71,315,714
Titre IV : Biens et matériels	193,488,084	48,372,022	226,388,319	28,903,400	226,388,319

Titre V : Dépenses de prestations ;	550,314,113	5,324,000	689,343,496	-	687,343,496
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-	-	-
II. Dépenses en capital	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Titre VII : Equipements Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
Total	817,967,916	53,696,022	985,047,529	28,903,400	985,047,529

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 23 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
3	Coordination de la décentralisation	302,880,297	8,101,277	364,499,705	8,501,600	364,499,705
4	Coopération décentralisée	246,179,955	17,599,105	323,773,187	10,045,600	323,773,187
5	Découpage territoriale	268,907,664	27,995,640	296,774,637	10,356,200	296,774,637
TOTAL		**817,967,916**	**53,696,022**	**985,047,529**	**28,903,400**	**985,047,529**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

4.5. PROGRAMME 6 : GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE.

Pre-Responsable du programme : ENGONDO OMESO Justin

Fonction : Directeur-Chef de Service de la Direction des Contacts avec les Partis Politiques.

6.1. Périmètre du programme

Ce programme fonctionnera avec le concours des Directions suivantes : Contacts avec les Partis Politiques, Juridiques et Coopération et Formation.

6.2. Stratégie du programme

La stratégie de ce programme consiste à mettre en place des mécanismes d'enregistrement des Partis et Regroupements Politiques, les subventionner, faire des études monographiques, réviser et vulgariser les textes légaux et règlementaires sur la gouvernance démocratique ;

Sensibiliser les Partis et Regroupements Politiques à concourir à l'expression du suffrage, à la formation de la conscience nationale et à l'éducation civique.

6.3. Les objectifs et indicateurs de performance

Tableau 28 : Cadre de performance du Programme Gouvernance Démocratique

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme : Gouvernance Démocratique	**Objectif**											
Action 1: organisations des séminaires de renforcement des capacités des responsables des partis et regroupements politiques	Objectif : Renforcer des capacités des partis et regroupements politiques	Nombre des partis et Regroupements politiques formés	Nombre	2026	964	0	0	200	358	200	206	SG REPAP et Cabinet du VPM

Action 2 : révision et vulgarisation des lois et textes légaux sur la gouvernance démocratique		Nombre des Lois et textes légaux révisés et vulgarisés	Nombre	2026	2	0	0	1	1	0	0	SG REPAP et Cabinet du VPM
Action 3 : Sensibilisation des partis et regroupements politiques sur la stratégie de la lutte basée sur le genre		Nombre de stratégie sur la lutte basée sur le genre sensibilisée	Nombre	2026	14	0	0	2	4	4	4	SG REPAP et Cabinet du VPM
Action 1 : Pilotage de la stratégie sur les règlements des conflits au sein des Partis et Regroupements Politiques	Objectif : 2 Accompagner les Partis et Regroupements Politiques dans le processus de la démocratie	Nombre de la stratégie pilotée	Nombre	2026	20	0	0					SG REPAP et Cabinet du VPM

Action 2 : Contrôle des sièges et activités des partis et regroupements politiques		Nombre des partis et regroupements politiques contrôlés	Nombre	2026	964	0	0	964	964	964	964	SG REPAP et Cabinet du VPM
Action 3 : Mission d'échanges d'expérience avec les pays à vieille démocratie		Nombre des missions organisées	Nombre	2026	14	0	0	2	4	4	4	SG REPAP et Cabinet du VPM

6.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

6.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 29 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	138,582,583	21,076,250	81,783,296	-	110,077,424
Total	**138,582,583**	**21,076,250**	**81,783,296**	**-**	**110,077,424**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

6.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 30 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**138,582,583**	**21,076,250**	**81,783,296**	**0**	**110,077,424**
Titre III : Dépenses de personnel	32,206,679	183,000	19,399,478	-	54,229,351
Titre IV : Biens et matériels	35,783,830	17,624,500	18,353,638	-	55,848,073
Titre V : Dépenses de prestations ;	70,592,074	3,268,750	44,030,180	-	-
Total	**138,582,583**	**21,076,250**	**81,783,296**	**-**	**110,077,424**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 31 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	Renforcement des capacités des partis et regroupement politiques	32,897,150	5,848,750	40,800,092	-	74,704,164
2	Accompagner les partis et regroupements politiques dans le processus démocratique	49,106,918	7,543,250	-	-	35,373,260
3	Promouvoir la démocratie	56,578,515	7,684,250	40,983,204	-	-
TOTAL		**138,582,583**	**21,076,250**	**81,783,296**	**-**	**110,077,424**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

PROGRAMME 7 : Sécurité Intérieure

Pre-Responsable du Programme : BONKUNDO BOKAMUA Benjamin

Fonction : DIRECTEUR CHEF DE SERVICE

7.1. Périmètre du programme

La mise en œuvre de la politique de la sécurité intérieure relève de tous les Services de Sécurité qui accompagnent le Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières dans ses missions spécifiques, à savoir :

- La Direction Générale de la Protection Civile ;
- La Direction de Maintien de l'Ordre Public ;
- La Direction Générale de Migration ;
- Police Nationale Congolaise ;
- Agence Nationale des Renseignements ;
- Académie de la police.

7.2. Stratégies du Programme

Le programme vise à renforcer la capacité de services de sécurité en ressources humaines, matérielles et financières. Ce renforcement, des capacités devrait être engagé avec plusieurs réformes à impact visible afin de suivre de près toutes les mesures prises en rapport avec la gestion de la politique de la sécurité intérieure dans la gouvernance sécuritaire.

7.3. Objectifs et Indicateurs de performance du Programme

Tableau 32 : Cadre de performance du Programme Sécurité Intérieure

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Sécurité intérieure												
Action 1: *Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles*	*Instaurer un système de gestion anticipatoire*	*Taux de revisitation des textes et mesures prises*	%	2025	30	0	0	2026	30%	70%	100%	DMOP, DGPC, ANR
Action 2: *Renforcement de la Politique de la sûreté de l'Etat*	*Protéger l'intégrité du territoire et du fonctionnement de l'Etat*	*Taux d'entités protégés à travers le territoire national*	%	2025	145	0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, DGM, AFF Adm et Aff Politique

Action 3 : *Amélioration de la sécurité publique*	*Garantir la sécurité des personnes et de leurs biens*	*Taux de quiétude de la population sur l'étendue du territoire national*	%	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, PNC, DGM, ANR ET CNR
Action 4 : *Migration et Surveillance des frontières et Police des étrangers*	*Réguler les flux migratoires tout en protégeant la souveraineté nationale et la sécurité de l'Etat congolais*	*Taux de gestion des passagers aux frontières et des intentions de résidence enregistrés*	%	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, DGM, DP et PNC
Action 5: *Contrôle des armes à feu, munitions, armes légères et de petit calibre*	*Réduire les risques sécuritaires, protéger les citoyens et consolider la paix et la stabilité nationale*	Taux d'appréciation de la population sur la circulation des armes	%	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, PNC

Action 7: *Protection juridique et administrative et prise en charge holistique des réfugiés*	*Protéger la personne humaine tout en préservant l'ordre public et les engagements internationaux de l'Etat*	*Taux de quiétude de la population sur l'étendue du territoire national*	%	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, PNC, DGM
Action 8 : *Poursuite des travaux de démarcation avec les 9 pays voisins, la coopération transfrontalière et implantation des antennes provinciales*	*Protéger l'intégrité territoriale, prévenir les conflits et renforcer la stabilité régionale tout en consolidant l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire*	*Taux de bornes implantés aux frontières*	*%*	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DMOP, PNC, DGM et ANR
Action 9 :	*Sécuriser et valoriser légalement les*	*Taux sécurisation et de*	*%*	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	AFF POL, PLATEAU

Etude sur le plateau continental	*droits maritimes de la RDC afin de protéger ses intérêts économiques et stratégique sur le plan interventional*	*valorisation légale des droits maritimes de la RDC*										CONTINENTAL ET DMOP
Action10 : *Coordination de la gestion des catastrophes*	*Prévenir et réduire les impacts potentiels des catastrophes sur les personnes et les économies*	*Taux des mesures prises et exécutées*	*%*	2025		0	0	2026	80%	90%	100%	DGPC, AFF POL

7.4. EVOLUTION DES CREDITS PAR PROGRAMME

7.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 33 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	131,932,614,324	157,874,671,720	168,550,716,239	97,700,212,043	189,568,506,197
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22,835,454,009	15,246,094,739	4,209,039,325	4,570,124,285	5,362,074,037
Investissements sur Ressources Propres	33,679,995,456	2,214,098,020	51,932,618,339	3,996,885,810	59,270,638,217
Rémunérations	381,019,413,132	243,934,772,064	481,410,012,361	117,100,111,113	516,409,972,334
Total	569,467,476,921	419,269,636,543	706,102,386,264	223,367,333,251	770,611,190,785

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

7.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 34 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**535,787,481,465**	**417,055,538,523**	**682,914,185,466**	**219,370,447,441**	**745,084,970,109**
Titre III : Dépenses de personnel	398,939,917,294	243,952,834,104	490,550,759,941	117,100,111,113	526,730,544,870
Titre IV : Biens et matériels	9,044,368,329	10,356,641,798	4,613,279,134	3,987,143,776	5,131,354,276
Titre V : Dépenses de prestations ;	104,967,741,833	147,499,967,882	173,541,107,066	93,713,068,267	192,860,996,926
Titre VI : Transferts et interventions	22,835,454,009	15,246,094,739	14,209,039,325	4,570,124,285	20,362,074,037
II. Dépenses en capital	**33,679,995,456**	**2,214,098,020**	**23,188,200,798**	**3,996,885,810**	**25,526,220,676**
Titre VII : Equipements Financement intérieur	12,274,822,188	2,214,098,020	9,288,031,178	0	11,980,625,485
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	21,405,173,268	-	13,900,169,620	3,996,885,810	13,545,595,191
Total	**569,467,476,921**	**419,269,636,543**	**706,102,386,264**	**223,367,333,251**	**770,611,190,785**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 35 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Police Nationale	-	-	-	-	-
2	Sureté de l'Etat	295,835,190,616	272,226,622,343	391,833,255,572	153,582,596,097	444,222,290,215
3	Sécurité Publique	-	-	-	-	-
4	Migration et Surveillance des frontières et Police des étrangers	269,380,289,331	140,146,566,589	307,355,581,589	66,602,725,288	318,250,835,408
5	Contrôle des armes à feu, munitions, armes légères et de petit calibre	3,797,918,125	6,881,402,361	6,681,936,192	3,182,011,866	7,877,570,780
6	Coordination de la gestion des catastrophes	454,078,849	15,045,250	231,612,911	-	260,494,382
TOTAL		569,467,476,921	419,269,636,543	706,102,386,264	223,367,333,251	770,611,190,785

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

PROGRAMME 8 : Administration du territoire

Pre-re**sponsable : BIKALA WENDA**

Fonction : DIRECTEUR CHEF DE SERVICE

8.1. Périmètre du programme

L'Administration du territoire consiste à la gestion des entités territoriales. Ce programme sera mis en œuvre avec le concourt :

- Direction des Affaires Administratives, Juridique et Contentieux ;
- Direction de la Population ;
- Direction des Affaires Politiques
- Office Nationale d'Identification de la Population.

8.2. Stratégie du Programme

La stratégie du programme consiste à mettre en place une politique de maitrise des mouvements transfrontaliers et internes de la population ; recensement administratif et l'identification de la population, délivrance des cartes d'identité et d'autres documents d'Etat-civil à la population congolaise et à celle désirant résider en RD Congo, coordonner la gestion des catastrophes et agréer les ASBL.

8.3. Objectifs et indicateurs de performance

Tableau 34 : Cadre de Performance du Programme Administration Territoriale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation		Exercice En Cours	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Administration Territoriale												
Coordination Des Rapports Entre Les Membres du Gouvernement Central et les Gouverneurs de Province	Garantir l'unité de l'Etat	Taux	%	2025	80%	0	0	2026	80%	90%	100%	AFF ADM, AFF POL ET CPF
Action 2: Politique d'Etat-civil	Identifier, recenser enregistrer et certifier les faits de l'état-civil	Taux	%	2025	80%	0	0	2026	80%	90%	100%	DP et ONIP
Action 7: Administration des entités territoriales	Rapprocher l'administration territoriale de la population	Taux	%	2025	80%	0	0	2026	80%	90%	100%	AFF ADM

8.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

8.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 35 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	6,153,254,599	492,210,063	3,333,669,433	75,377,250	3662037545
Investissements sur Ressources Propres	134,633,000,000	12,913,586,045	42,650,431,444	8,220,141,197	1.02778E+11
Rémunérations	6,388,747,476	6,921,143,099	6,388,747,476	3,194,373,738	6388747476
Total	**147,175,002,075**	**20,326,939,207**	**52,372,848,353**	**11,489,892,185**	**112,828,588,165**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

8.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 36 : Evolution des crédits du Programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**146,042,002,075**	**20,326,939,207**	**50,433,666,909**	**11,489,892,185**	**100,762,035,021**
Titre III : Dépenses de personnel	8,040,530,669	6,987,304,689	7,247,695,642	3,194,373,738	7381949432
Titre IV : Biens et matériels	1,037,246,980	170,396,605	580,883,865	37,457,250	602066904
Titre V : Dépenses de prestations ;	3,464,224,426	255,651,868	1,893,837,402	37,920,000	2066768685
Titre VI : Transferts et interventions	133,500,000,000	12,913,586,045	40,711,250,000	8,220,141,197	90711250000
II. Dépenses en capital	**1,133,000,000**	**0**	**1,939,181,444**	**0**	**12,066,553,144**
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1,133,000,000	-	1,149,601,444	-	6276973144
Total	**147,175,002,075**	**20,326,939,207**	**52,372,848,353**	**11,489,892,185**	**112,828,588,165**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

8.4.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 37 : Évolution des crédits par action du Programme

N°	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
231	Coordination Gouvernement - Gouverneurs de province	871,966,291	42,033,880	639,832,093	16,657,500	641,249,302
232	Etat-Civil	145,598,990,005	20,218,743,737	51,373,902,215	11,460,434,935	111,792,407,201
233	Déconcentration des entités publiques	704,045,779	66,161,590	359,114,045	12,799,750	394,931,662
TOTAL		**147,175,002,075**	**20,326,939,207**	**52,372,848,353**	**11,489,892,185**	**112,828,588,165**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

VOLUME 2

SECTEUR 2 : ECONOMIE, FINANCES ET INFRASTRUCTURES

SOUS- SECTEUR 1 : ECONOMIE ET FINANCES

4. Ministère de l'Economie Nationale

Section 29

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE

Son Excellence, Monsieur Daniel MUKOKO SAMBA Vice – Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale

I. Présentation du Ministère

1.1. Missions et organisation du Ministère

1.1.1. Missions du Ministère

Conformément à l'ordonnance n° 293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, les attributions du Ministère de l'Economie Nationale sont :

- ✓ La politique économique nationale sous ses divers aspects, notamment la politique générale de la production ainsi que la politique et la réglementation du marché intérieur par le contrôle et le suivi à priori des prix des produits locaux de base et par le contrôle à posteriori pour les autres produits importés, et des tarifs de prestation des services ;
- ✓ La mise en valeur de l'ensemble de l'espace productif national, en collaboration avec les Ministères de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises dans leurs attributions ;
- ✓ L'évaluation des besoins de l'Economie Nationale ;
- ✓ L'identification nationale, la confirmation et le recensement des agents économiques ;
- ✓ Emettre les avis sur diverses questions de politiques économiques et financières ayant un impact sur les approvisionnements, la production et les prix (fiscalité, parafiscalité, douane, exonération, autorisation d'import-export, tarification) ;
- ✓ La politique, législation et réglementation de la concurrence sur toute l'étendue du territoire national ;
- ✓ L'élaboration des statistiques économiques courantes (de production, sectorielles et globales, conjoncturelles et structurelles) et en assurer la conservation et la publication périodique ;
- ✓ La réalisation des études techniques et économiques concernant l'orientation économique et le comportement des agents économiques ;
- ✓ L'encadrement des activités économiques ;
- ✓ La gestion du stock de sécurité, en collaboration avec la réserve stratégique

Ces attributions peuvent être regroupées en trois principales missions à savoir :

- Les missions normatives ;
- Les missions de régulation des activités économiques ;
- Les missions d'études et d'orientation économique.

1.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère de l'Economie Nationale est constitué de trois composantes à savoir : Le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général et les Structures y rattachées.

L'organisation et le fonctionnement du secrétariat général sont régis par l'arrêté n°070/CAB.VPM/MIN/FP-MA-ISP/JPL/2024 du mois d'Aout 2024 portant agrément provisoire du cadre et des structures organiques du Secrétariat Général à l'Economie Nationale

Le secrétariat général est constitué des directions standards, des directions métiers et des services y rattachés à savoir :

- **Directions standards :**
  - Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
  - Direction Administrative et Financière (DAF) ;
  - Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
  - Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).
- **Directions métiers :**
  - Direction Evaluation, Prévisions Et Orientations Economiques (DEPOE) ;
  - Direction Promotion Economie Nationale (DPEN) ;
  - Direction Identification et Recensement des Opérateurs Economiques (DIROE) ;
  - Direction Suivi des Approvisionnements, Prix et Tarifs (DSAPT) ;
  - Direction Formalisation de l'Economie Informelle (DFEI) ;
  - Direction Inspection (DI) :
- **Services rattachés au Secrétaire Général :**
  - Cellule Technique d'Appui (CTA)
  - Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP)

- **Organismes Publics (services sous tutelle du Ministre)**

En dehors des structures organiques évoquées, le Ministère comprend en son sein les organismes publics ci – dessous :

- Le Cadre Permanent de Concertation Economique « CPCE » ;
- La Commission de la Concurrence « COMCO » ;
- Le Fonds de Régulation Economique « FOREC » ;
- La Cellule de Redressement Productif « CEREP »
- Le Comité de Réglementation des Prix des produits stratégiques « CRP ».

1.2. Présentation stratégique du Ministère

1.2.1. Priorités nationales

Les politiques publiques menées par le Ministère de l'Economie Nationale s'appuient sur les objectifs stratégiques assignés au Ministère de l'Economie Nationale, par le Plan National Stratégique de Développement 2024 – 2028, il s'agit de :

- **Mettre en valeur l'ensemble de l'espace productif**

  (i) Promotion de l'inclusion de l'économie bleue ; (ii) planification et programmation de l'exploitation optimale des espaces productifs sur l'ensemble du pays ; et (iii) préservation durable des espaces productifs.

- **Promouvoir la diversification de l'économie**

  (i) Coordination et promotion des politiques et des stratégies transversales de la diversification de l'économie nationale ; (ii) renforcement de la résilience de l'économie nationale ; (iii) diversification des bases de production pour parvenir à une croissance

inclusive et durable ; (iv) appui à la relance de la Production intérieure et (v) promotion de la valorisation et de la transformation des produits locaux.

- **Formaliser l'économie informelle**

  (i) Identification et catégorisation des acteurs opérant dans l'économie informelle ; (ii) structuration et organisation des acteurs informels par secteur d'activité ; et (iii) appui à leur insertion dans l'économie formelle.

- **Contribuer à la régulation de l'économie**

(i) Opérationnalisation du FOREC ; (ii) renforcement des structures internes de l'administration chargée de la régulation des activités économiques dans tous les secteurs de l'économie réelle; (iii) mise en place du système intégré des approvisionnements ; (iv) suivi et constitution des stocks stratégiques et régulateurs des biens ; (v) évaluation des besoins de l'économie nationale ; (vi) renforcement du contrôle et de la surveillance du marché ; (vii) amélioration de la compétition concurrentielle sur les marchés ; (viii) élaboration du manuel de protection des consommateurs, outil indispensable dans la surveillance des normes des biens et services sur les marchés ; (ix) mise en place du cadre juridique de protection des consommateurs ; et (x) renforcement du cadre juridique de fixation des prix.

1.2.2. Politique sectorielle

Au plan sectoriel les interventions menées par le Ministère de l'Economie Nationale découlent des assignations Gouvernementales contenues dans le Programme d'Action du Gouvernement 2024 - 2028 approuvé par l'Assemblée Nationale le 11juin 2024 qui a pour cadre opérationnel la lettre mission validée par le Gouvernement en conseil des Ministres. Ladite lettre de mission assigne au Ministère de l'Economie Nationale trois actions à savoir : (1) Mettre en œuvre la stratégie de « vie moins chère » en vue de protéger le pouvoir d'achat des ménages, (2) Formaliser l'économie informelle et (3) Assurer le redressement productif par la mise en valeur des espaces productifs nationaux.

Les politiques sectorielles du Ministère s'articulent autour des axes stratégiques ci-dessous :

- **Promouvoir la production nationale**

Il est question d'accroître la production nationale et promouvoir la transformation locale afin de réduire la dépendance aux importations et créer davantage de valeur ajoutée dans l'économie nationale.

- **Développer et valoriser les espaces productifs**

Il vise à améliorer la production, la distribution et la commercialisation des biens et services.

- **Réguler et organiser le marché intérieur**

Il consiste à organiser le marché intérieur à travers la stabilisation des prix, la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, la protection des droits de consommateurs et la garantie d'un approvisionnement régulier des marchés.

- **Formaliser les acteurs du secteur informel**

Il poursuit comme objectif : « Favoriser l'intégration progressive des acteurs de l'économie informelle dans l'économie formelle afin d'élargir l'assiette fiscale, améliorer la productivité, renforcer la protection des acteurs économiques et créer des emplois stables ».

- **Renforcer les capacités institutionnelles du ministère de l'économie nationale**

Cet axe vise à améliorer l'efficacité institutionnelle du ministère à travers la modernisation de ses outils de gestion, le renforcement du cadre juridique et le développement de ses ressources humaines et financière

1.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère de l'Economie Nationale

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services normatifs	Opérateurs
29	ECONOMIE NATIONALE						
			Administration Générale Nationale			Le Cabinet du Ministre, Le Secrétaire Général, Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction Etudes et Planification, Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Cellule Technique d'Appui, Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics.	
				1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	- Cabinet du Ministre ; - Secrétaire Général	
				2	Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et financière (DAF)	
				3	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction Études et Planification (DEP)	
				4	Gestion des ressources humaines	Direction Ressources Humaines (DRH)	
				5	Gestion du système d'information et de la communication	Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	
			Régulation de l'Économie			Direction d'inspection, Direction de Suivis Approvisionnements Prix et Tarifs, Direction de la Promotion de l'Economie Nationale, Direction Formalisation de l'Economie Informelle, Direction d'Evaluation des Prévision Orientation Economique, Direction d'Identification et Recensement des Opérateurs Economiques	CPCE, COMCO, FOREC, CEREP, CRP

				1.	Surveillance et contrôle des marchés	Direction d'inspection	
				2.	Suivi des approvisionnements, de prix et tarif sur marché intérieur	Direction de Suivis Approvisionnements Prix et Tarifs	
				3.	Encadrement et promotion des activités économiques	Direction de la Promotion de l'Economie Nationale	
				4.	Intégration progressive des acteurs du secteur informel dans l'économie formelle	Direction Formalisation de l'Economie Informelle	
				5.	Evaluation, prévision et orientation économiques	Direction d'Evaluation des Prévision Orientation Economique	
				6.	Tenue du fichier national des agents Economiques	Direction d'Identification et Recensement des Opérateurs Economiques	

1.4. Performance antérieure et perspectives

1.4.1. Performance antérieure

Depuis fin 2023, le Ministère de l'Economie Nationale s'est lancé dans la mise en œuvre de plusieurs réformes, notamment la lutte contre la vie chère à travers des mesures destinées à protéger le pouvoir d'achat des ménages, la formalisation de l'économie informelle et dans le redressement productif en vue de soutenir les secteurs à fort potentiel, relancer la production nationale et réduire la dépendance aux importations.

1.4.2. Perspectives

Le Ministère de l'Economie nationale a pour ambition de bâtir, à l'horizon 2030, une économie résiliente et inclusive soutenue par la relance de la production nationale, une régulation efficace du marché intérieur, une valorisation des espaces productifs et caractérisée par une gouvernance performante en vue de l'émergence de la République Démocratique du Congo.

1.5. Objectifs et Indicateurs représentatifs de la politique du Ministère de l'Economie Nationale

1.5.1. Objectifs du Ministère

Les objectifs les plus représentatifs du Ministère de l'Economie Nationale sont les suivants :

Objectif 1. Assurer la régulation du marché intérieur et la stabilité des prix ;
Objectif 2. Promouvoir le développement des activités économiques nationales ;
Objectif 3. Formaliser les acteurs du secteur informel dans le secteur formel.

1.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

<table>
<tr><td colspan="9">Objectif 1 : Assurer la régulation du marché intérieur et la stabilité des prix</td></tr>
<tr><td colspan="2" rowspan="2">Indicateurs</td><td rowspan="2">Unité de mesure</td><td colspan="3">Réalisation</td><td rowspan="2">Exercice en cours</td><td colspan="3">Cibles</td></tr>
<tr><td>2023</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td>1.</td><td>Taux de variation des prix</td><td>%</td><td>-</td><td>-</td><td>≤9</td><td></td><td>≤9</td><td>≤9</td><td>≤9</td></tr>
<tr><td colspan="9">Source : DSAPT/BASE DES DONNEES TALO</td></tr>
<tr><td colspan="9">Mode de calcul : [(Prix1-Prix0)/Prix0]x100</td></tr>
<tr><td colspan="9">Commentaires : cet indicateur permet de capter la volatilité des prix sur le marché. Le seuil d'intervention est fixé à ≤9%</td></tr>
<tr><td rowspan="2">2</td><td rowspan="2">Mission de contrôle économique et surveillance du marché</td><td rowspan="2">Nombre</td><td>2023</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td>964</td><td>770</td><td>366</td><td></td><td>1100</td><td>1200</td><td>1300</td></tr>
</table>

Source : DI									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaires : Il permet de savoir le nombre d'entreprises qui ont été contrôlées									
Objectif 2 : Promouvoir le développement des activités économiques nationales									
1	**Proportion des secteurs appuyés**	**%**	**2023** -	**2024** -	**2025** -	**2026**	**2027** 20	**2028** 30	**2029** 40
	Source : DPEN, CEREP, FOREC								
	Mode de calcul : Nombre des secteurs appuyés/Nombre total des secteurs productifs x 100								
	Commentaires : Renseigne sur les secteurs qui ont bénéficié de l'appui du Ministère								
2	**Proportion d'espaces productifs valorisés**	%	**2023** -	**2024** -	**2025** 100	**2026**	**2027** 100	**2028** 100	**2029** 100
Source : DPEN, CEREP									
Mode de calcul : Nombre d'espaces valorisés/Nombre d'espaces prévus x 100									
Commentaires : Connaitre la cartographie des espaces productifs valorisés									
Objectif 3 : Formaliser les acteurs du secteur informel dans le secteur formel									
1	Proportion d'acteurs du secteur informels identifiés et encadrés	**%**	**2023** -	**2024** -	**2025** -	**2026**	**2027** 50	**2028** 75	**2029** 75
Source : DFEI									
Mode de calcul : Nombre d'acteurs encadrés/Nombre d'acteurs identifiés x 100									
Commentaires : permet connaitre les acteurs informels réellement formalisés									

1.6. Présentation des crédits du Ministère

1.6.1. Evolution des crédits par Programme

Tableau 3 : Evolution des crédits par Programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions
			Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exécution en FC fin Juin 2026	2027 en FC
01		Administration Générale	**45 469 406 828**	**34 143 172 550**	**52 696 418 037**	**15 239 038 553**	38137048115
02		Régulation de l'économie	**17 532 004 314**	**15 564 309 321**	**25 405 489 218**	**7 093 791 771**	5484494571
Total			63 001 411 142	49 707 481 871	**78101907255**	**7 093 791 771**	43 621 542 686

Source : LFR 2025-2026 et PLF 2027, ESB 2025-2026 (fin juin) et CBMT 2027-2029

1.6.2. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Rubrique	Réalisations				Réalisations 2026		Projection 2 027
	2024		2025		2026		
	Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécution fin juin en FC	
Contrepartie des Projets	400 010 000	-	400 010 000	-	214 145 289	-	227850587
Fonctionnement des Ministères	4 803 755 269	2 486 255 000	10 990 342 432	5 219 332 710	11 410 295 606	1 590 125 588	11421705902
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et	5 767 876 441	-	2 000 000 002	-	6 716 160 957	28 378 980	7050649887

Scientifiques							
Investissements sur Ressources Propres	3 486 825 001	-	3 911 316 986	-	4 498 014 533	-	5397617439
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	-	-	-
Rémunérations	23 110 783 862	25 252 367 388	28 167 737 408	28 923 839 840	29 857 801 652	13 620 533 985	31350691735
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**37 569 250 573**	**27 738 622 388**	**45 469 406 828**	**34 143 172 550**	**52 696 418 037**	**15 239 038 553**	**55448515550**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

Titre	REALISATIONS				REALISATION 2026		Prévisions 2027 en FC
	LFR 2024		LFR 2025				
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	23 891 702 116	25 252 367 388	32 082 880 859	28 983 779 130	35 978 355 082	13 620 533 985	34 997 727 327
Titre IV : Biens et matériels ;	938 996 774	2 486 255 000	2 855 942 865	5 132 185 420	2 404 834 564	1 564 766 962	2 605 449 044
Titre V : Dépenses de prestations ;	3 008 907 701	-	3 321 017 020	27 208 000	4 215 579 059	15 341 626	4 673 536 844
Titre VI : Transferts et interventions de l'état	5 842 808 981	-	2 898 239 098	-	7 335 826 050	28 378 980	7139049887
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	1 294 397 143	-	1 694 397 343	-	1 508 532 632	-	1718456859
Financement intérieur	-	-	-	-			
Financement extérieur	-	-	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	2 592 437 858	-	2 616 929 643	-	3 203 627 190		3907011167
Financement intérieur	-	-	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-	-	-		
Total	**37 569 250 573**	**27 738 622 38**	**45 469 406 828**	**34 143 172 55**	**52 696 418 037**	15 229 021 553	55 041 231 128

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs du Ministère

Tableau 6 : Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2026	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)
HAUTS FONCTIONNAIRES G, DG, Directeur)	6	27 113760,00	36 151 680,00	11	60 303 360,00
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	121	145 304442,00	193 739 256,00	908	1 018 345 824,00
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	2220	1 832 285 682,00	2 443 047 576,00	4401	3 311 363 160,00
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	1037	193 782 591,00	258 376 788,00	5330	647 892 144,00
5. Autres	-	-	-	-	-
Total	**3384**	**2 198 486 475,00**	**2 931 315 300,00**	**10650**	**5 037 904 488,00**

2. PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1. PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

a. code et intitulé du Programme :

b. Responsable du Programme : Jean-Marie ABOLIA TABA MOPOLO

Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du Programme :

Les structures de mise en œuvre des actions du programme sont :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat Général ;
- La Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- La Direction Administrative et Financières (DAF) ;
- La Direction d'Archives et Nouvelles Technologies de la Communication (DANTIC) ;
- La Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
- La Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- La Cellule de Gestion des Projets et de Passation des Marchés publics (CGPMP) ;

2.1.2. STRATÉGIE DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale vise à améliorer l'efficacité institutionnelle du ministère à travers la modernisation de ses outils de gestion, le renforcement du cadre juridique et le développement de ses ressources humaines et financières.

Elle s'articule autour de cinq actions majeures :

6. **Pilotage et coordination des actions stratégiques** : Elle vise à renforcer les capacités fonctionnelles des services à travers l'harmonisation des initiatives administratives entre les différentes directions, les divisions provinciales et organismes publics rattachés. Il s'agira de faire de la coordination administrative, un instrument servant à assurer la cohérence des politiques publiques au niveau sectoriel.
7. **Gestion des ressources financières et matérielles** : il s'agit de garantir une gestion transparente et efficiente des Ressources Matérielles et financières.
8. **Planification, programmation et suivi-évaluation** : Il est question de renforcer la programmation, la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des actions prévues afin de réaliser les résultats attendus.
9. **Gestion des ressources humaines** : La stratégie vise à valoriser les carrières, renforcer les compétences et améliorer la qualité de vie ainsi que les conditions de travail.
10. **Gestion du système d'information et de la communication :** Elle vise à informatiser les services et à digitaliser la gestion des informations économiques afin de constituer une banque des données.

2.1.3. Les Objectifs et les indicateurs de performance du programme

2.1.3.1. Les objectifs du programme Administration Générale

Le programme vise les objectifs suivants :

- Object 1 : Promouvoir une gestion performante des ressources humaines et matérielles ;
- Object 2 : Renforcer la performance fonctionnelle des services ;

2.1.3.2. Cadre de performance du programme administration générale

Tableau 7 : Cadre de performance du programme Administration Générale

Programme : ADMINISTRATION GENERALE										
Objectif 1 : Promouvoir une gestion performante des ressources humaines et matérielles										
Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'agents et cadres formés	%			1,7	5,39		6	8	10
Source : DRH/ECONAT										
Mode de Calcul : (nombre des agents et cadres formés / effectif total**) X 100**										
Commentaires : il permet de mesurer le pourcentage des agents et cadres ayant bénéficié d'au moins une formation de renforcement des capacités au cours d'une année										
2	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
	Taux de fréquentation d'agents et cadre au service	%		-	43	51		60	65	70
Source : DRH										
Mode de Calcul : (Nombre d'agents et cadres présents au service / effectif total) x100										
Commentaires : il traduit le climat social et le bien-être des agents au travail. Le bâtiment abritant le Secrétariat Général a subi un incendie en 2022 entrainant une impossibilité de loger les services. Ce n'est qu'en décembre 2023 qu'il a été doté d'un nouveau bâtiment administratif.										
Objectif 2 : Renforcer la performance fonctionnelle des services										
Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre des reformes	%		60	60	75		80	80	80
Source : Toutes les directions										
Mode de Calcul : (nombre des réformes réalisées /le nombre total des réformes prévues) X 100										
Commentaires : il mesure le pourcentage des reformes réalisées assignées à l'administration à travers le programme d'actions du gouvernement et autres feuilles de route										

	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Le taux de réduction des délais de traitement des dossiers	%			20	27		55	65	75
Source : **Toutes les directions**										
Mode de Calcul : ((Délai T0 – Délai T1)/Délai T0) X 100										
Commentaires : il permet de mesurer l'évolution du temps de traitement des dossiers de même nature entre deux périodes données										
3	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
	Taux de réalisation du plan de travail opérationnel PTO ministériel	%		-		35		45	50	55
Source : DEP										
Mode de calcul : (nombre des activités réalisées / nombre total des activités assignées) X 100										
Commentaires : il mesure le niveau de réalisation des activités du PTO par rapport au temps fixé dans le chronogramme afin d'évaluer l'efficacité du service										
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère										
Objectif Opérationnel : Renforcer les capacités institutionnelles des services										

Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des textes légaux et règlementaires	Nbr		-	8	25		5	5	5
Source : SG/ECONAT										
Mode de Calcul : Comptage										
Commentaires : Cet indicateur permet de répertorier les textes légaux et réglementaires des différentes reformes										
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles										
Objectif Opérationnel : Assurer la gestion des ressources financières										
1	Taux d'exécution du budget	%	-	-	74,2	75,1		40	50	60
Source : ESB/Loi de finances 2025										
Mode de Calcul : (Montants exécutés/Montants prévus ou votés) x 100										
Commentaires : Cet indicateur vise à mesurer le niveau d'exécution du budget par rapport au budget initialement prévu (voté) malgré les engagements.										
2	Taux de mobilisation	%	-	76,1	98,1	51,4		70	80	90

	de recettes									
Source : loi sur la reddition des comptes, DAF – DGRAD										
Mode de Calcul : (Recettes réalisées / Recettes Prévues) X100										
Commentaires : cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mobilisation des recettes										
Action 3 : Planification, Programmation et suivi-évaluation										
Objectif Opérationnel : S'assurer de l'exécution efficace de programmes										
1	**Taux d'exécution des actions**	%		-	-	28		45	55	65
Source : DEP										
Mode de Calcul : (Nombre d'activités réalisées d'une action/ Nombre total d'activités de cette action) x 100										
Commentaires : renseigne sur la performance des services dans la mise en œuvre de leurs actions										
Action 4 : Gestion des ressources humaines										
Objectif Opérationnel : Renforcer les capacités du capital humain.										
1	Taux d'agents et cadres formés	%		-	1,7	5,39		6	8	9
Source : DRH										
Mode de Calcul : (nombre des agents et cadres formés / effectif total**) X 100**										
Commentaires : il permet de mesurer le pourcentage des agents et cadres ayant bénéficié d'au moins une formation de renforcement des capacités										
2	Taux de participation des agents féminin aux formations	%			10	8		15	20	25
Source : DRH/ECONAT										
Mode de Calcul : nombre de femmes formées/effectif total des agents formés x 100										
Commentaires : renseigne sur la promotion du genre au sein du ministère										
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication										
Objectif Opérationnel : Informatiser les services et digitaliser la gestion des informations économiques										
1	**Existence d'un système d'information et d'archivages**	**Nbr**		**1**	**1**	**1**		**1**	**1**	**1**
Source : **DANTIC**										
Mode de Calcul : Binaire (1=OUI, 0=NON)										
Commentaires : Cet indicateur permet la mise en place d'un système centralisé de gestion des archives constitue un levier stratégique pour la transparence institutionnelle et la préservation de la mémoire administrative.										
2	Taux de services informatisés et interconnectés au système d'information économique	**%**		**-**	**10**	**10**		**18**	**20**	**25**
Source : DANTIC										
Mode de Calcul : (Nombre de services informatisés / Nombre total de services ciblés) × 100										
Commentaires : Cet objectif vise à assurer la digitalisation progressive des services et l'intégration des données économiques dans un système centralisé.										

Objectif Opérationnel 2 : Renforcer la communication institutionnelle et la diffusion des informations économiques fiables										
3	Nombre de publications économiques	**Nbr**	-	-	10	15		30	35	40
Source : DANTIC										
Mode de Calcul : comptage										
Commentaires : Cet indicateur met l'accent sur la transparence et l'accessibilité des informations économiques pour les acteurs publics et privés.										

2.1.4. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME

2.1.4.1. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Evolution des crédits de programme par rubrique budgétaire

Rubrique	Réalisations		Réalisations		Projection
	2025		2026		2 027
	Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions fin juin en FC	
Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
Fonctionnement des Ministères	10 990 342 432	5 219 332 710	11 410 295 606	1 590 125 588	8290658548
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 002	-	6 716 160 957	28 378 980	317548981
Investissements sur Ressources Propres	3 911 316 986	-	4 298 014 533		5297617438,50
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-		

Rémunérations	28 167 737 408	28 923 839 840	29 857 801 652	13 620 533 985	24231223147,00
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-		
TOTAL	**32 079 054 394**	**34 143 172 550**	**52496418037**	**15239038553**	**38137048115**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.4.2. Évolution des crédits du programme par titre

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS		REALISATION 2026		Prévisions 2027 en FC
	LFR 2025				
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	32 082 880 859	28 983 779 130	34 028 018 542	13 620 533 985	26693185738
Titre IV : Biens et matériels ;	2 855 942 865	5 132 185 420	2 404 834 564	1 564 766 962	1954079172
Titre V : Dépenses de prestations ;	3 171 652 344	27 208 000	4 215 579 059	25 358 626	3378932363

Titre VI : Transferts et interventions de l'état	2 898 239 098	-	7 335 826 050	28 378 980	405948981,4
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	1 694 397 343	-	1 508 532 632	-	1390606272
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	2 616 929 643	-	3 203 627 190	-	3907011167
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Total	**45 320 042 152**	**34 143 172 550**	**52 696 418 037**	**15 239 038 553**	**38137048115**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme

2.1.5.1. Présentation des crédits par action du programme

Tableau 10 Evolution des crédits par action du programme

N°	Code Prog	Actions du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions
			Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exécution au 30 juin en FC	En 2027
01		Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	54 252 668 673	37 049 379 578	48 756 023 499	16 136 491 908	26838135783
02		Gestion des ressources Financières et matérielles	210 010 380	6 595 500	310 447 102	-	219209485
03		Planification, programmation et suivi-évaluation	387 936 214	-	1 302 424 016	-	872071016
04		Gestion des ressources humaines	614 516 706	32 146 600	1 362 567 156	-	957131114
05		Gestion du système d'information et de la communication	218 079 780	24 086 400	329 811 240	-	165070526,00
Total			55 683 211 753	37 112 208 078	52 061 273 013	16 136 491 908	29051617923,50

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 11 : Evolution des crédits du programme par actions et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère					
Fonctionnement des Ministères	8 351 330 527	5 114 518 370	5 554 339 357	1 541 503 740	5521970401
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	3 711 316 986	-	4 298 014 533	-	5297617439
Rémunérations	15 063 686 824	13 410 171 419	14 525 657 860	6 526 742 214	16018547943
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 1	**27 126 334 337**	**5 114 518 370**	**24 378 011 750**	**8 068 245 954**	**26838135783**
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles					
Fonctionnement des Ministères	105 005 190	3 297 750	155 223 551	-	157378774
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
Rémunérations	-	-	-	-	

Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	
Sous-total 2	**105005190**	**3297750**	**155223551**		157378774
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Fonctionnement des Ministères	193 968 107	-	651 212 008	-	18449787530
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
Rémunérations	-	-	-	-	
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	
Sous-total 3	**193 968 107**	-	**651 212 008**	-	18449787530
Action 4 : Gestion des ressources humaines					
Fonctionnement des Ministères	307258353	16073300	681 283 578	-	1714262228
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
Rémunérations	-	-	-	-	

Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	
Sous-total 4	**307 258 353**	**16073300**	**681 283 578**	-	1714262228
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
Fonctionnement des Ministères	109039890	12043200	164 905 620	-	165070526
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
Rémunérations	-	-	-	-	
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	
Sous-total 5	**109 039 890**	**12043200**	**164 905 620**	-	**165070526**
Total	**27937402 514**	**18565491409**	**26 179 507 385**	**8 068 245 954**	**20486499058**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 12 : Evolution des crédits du programme par actions et par titre

Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	18 514 260 254	13 446 499 419	16 832 229 957	6 526 742 214	26773654087,00
Titre IV : Biens et matériels ;	2 542 672 389	5 078 190 370	1 581 633 820	1 541 503 740	1954079172,00
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 459 845 612	-	1 089 882 617	-	3705748436
Titre VI : Transferts et interventions	898 239 096	-	619 665 093	-	405948981,4
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	1 094 387 343	-	974 387 343		1390606272
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	2 616 929 643	-	3 203 627 190		3907011167
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 1	**27 126 334 337**	**18 524 689 789**	**24 526 882 628**	**8 068 245 954**	**38137048115**
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	15 455 072	-	45 155 264	-	80468349

Titre IV : Biens et matériels ;	13 703 800	10 030 300	23 251 124		50274375
Titre V : Dépenses de prestations ;	75 846 318	6 043 000	86 817 163		26636050
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 2	**105 005 190**	**16 073 300**	**155 223 551**	-	**157378774**
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	19 956 570	-	151 740 677	-	307506125
Titre IV : Biens et matériels ;	24 646 861	-	120 483 025	-	100721147
Titre V : Dépenses de prestations ;	149 364 676	-	378 988 306	-	243528367
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-	-	
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Titre VIII : Construction,	-	-	-		

réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière				-	
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 3	193 968 107	-	**651 212 008**		**651755639**
Action 4 : Gestion des ressources humaines					
I. Dépenses Courantes	-	-	-		
Titre III : Dépenses de personnel	113709788	-	409 787 590		489419046
Titre IV : Biens et matériels ;	40 158 937	10 030 300	27 704 307		41772029
Titre V : Dépenses de prestations ;	153 389 628	6 043 000	243 791 681		225940039
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital	-	-	-		
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 4	**307 258 353**	**16 073 300**	**681 283 578**		757131114
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	22 203 893	-	49 811 050		75627684
Titre IV : Biens et matériels ;	17 694 097	-	26 003 896		53029900
Titre V : Dépenses de prestations ;	69 141 900	7 672 000	89 090 674		36412942
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		

II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 5	109 039 890	**7 672 000**	**164 905 620**		165070526
Total	**27 937 402 514**	**18 561 120 209**	**26 179 507 385**	**8 068 245 954**	**39868384168**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2. PROGRAMME 2 : REGULATION DE L'ECONOMIE

a. code et intitulé du Programme

b. Pre-responsable du Programme : Ruth NUMBI ILUNGA

Fonction : Directrice de la Direction Suivi des Approvisionnements, Prix et Tarifs (DSAPT)

2.2.1. Périmètre du Programme

Les structures de mise en œuvre des actions du programme sont :

- La Direction d'Inspection ;
- La Direction de Suivi des Approvisionnements, Prix et Tarifs (DSAPT) ;
- La Direction de la Promotion de l'Economie Nationale (DPEN) ;
- La Direction Formalisation de l'Economie Informelle (DFEI) ;
- La Direction d'Evaluation, Prévision et Orientation Economique (DEPOE) ;
- La Direction de l'Identification et Recensement des Opérateurs Economiques (DIROE).

2.2.2. STRATÉGIE DU PROGRAMME

Le programme de régulation économique s'appuie sur la vision contenue dans le Plan National Stratégique du Développement, discours programme du Chef de l'Etat, le Programme d'investiture du Gouvernement adopté par l'Assemblée Nationale le 11 juin 2024, du PAG 2024 – 2028 et la lettre mission validée par le Gouvernement.

Au regard de ce qui précède, le présent programme se décline en cinq actions à savoir :

- Mettre en œuvre la stratégie de vie moins chère en vue de protéger le pouvoir d'achat des ménages ;
- Assurer le redressement productif par la mise en valeur des espaces productifs nationaux
- Formaliser l'économie informelle *;*
- Renforcer le système d'informations économiques ;
- Elaborer le document de politique et stratégies sectorielles

Ces actions poursuivent comme objectifs :

- Procéder régulièrement à la surveillance du marché sur toute l'étendue du Territoire National en vue de baisser le prix ;
- Renforcer les mesures de protection des consommateurs ;
- Vulgariser les prix des produits de base concertés entre le Ministère de l'Economie et les Opérateurs Economiques ;
- des sources d'approvisionnements compétitifs des produits de base (locaux et importés)
- Poursuivre les concertations avec les Opérateurs Economiques (Importateurs et Producteurs) des produits de grandes consommations au regard des mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la vie chère
- Procéder à l'élaboration et à la révision des textes juridiques relatifs aux prix et à la concurrence ;
- Restructurer et opérationnaliser le Fonds de Régulation Economique ;

- Identifier les acteurs de l'économie informelle sur l'ensemble du territoire national ;
- Identifier et aménager les espaces productifs nationaux ;
- Améliorer l'approvisionnement du marché intérieur ;
- Promouvoir le développement économique par le secteur privé et à assurer une croissance durable et inclusive portée par la diversification de l'offre intérieure ;
- Améliorer l'efficacité des politiques économiques ;
- Gérer de manière optimale les espaces productifs (accélérer l'intégration régionale et globale, aménager le territoire, développer et moderniser les infrastructures).

2.2.3. Les Objectifs du programme et les Indicateurs de performance

2.2.3.1. Objectifs du programme

Ce programme vise les objectifs suivants :

- Objectif 1 : Promouvoir le développement économique par le secteur privé
- Objectif 2 : Promouvoir la diversification des sources de production
- Objectif 3. Relancer de la production intérieure

2.2.3.2. CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME REGULATION DE L'ECONOMIE

Tableau 1 : Cadre de performance du programme Régulation de l'Economie

PROGRAMME : REGULATION DE L'ECONOMIE									
Objectif 1 : ***Promouvoir le développement économique par le secteur privé***									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des entreprises viables	%	10	15	20		30	35	40
Source : DEPOE & DIROE									
Mode de Calcul : (Nombre d'entreprises viables / Nombre d'entreprises recensées) x 100									
Commentaires : Cet indicateur renseigne sur les entreprises opérationnelles au bout d'une année d'existence									
2	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	[redacted]	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
	Niveau des subventions budgétaires accordées en faveur des entreprises privées	%		5	6	10		15	20	25
Source : Rapport annuel d'activité									
Mode de Calcul : (Crédits payés/ Crédits votés) x100									
Commentaires : Cet indicateur permet de renseigne les appui budgétaires alloué dans les secteurs privés									
Objectif 2 : Promouvoir la diversification des sources de production									
Indicateurs		**Unité de**	[redacted]	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**20**	**2024**	**20**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

		mesure		**23**		**25**				
1	Part des secteurs non extractifs dans le PIB	%		-	-	-				

Source : Comité permanant de cadrage macro-économique

Mode de Calcul : (secteurs non extractifs-secteur extractif) / tous secteurs x 100

Commentaires : Cet indicateur renseigne sur la contribution des secteurs non extractifs dans la création de la richesse

Objectif 3 : Relance de la production intérieur

Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des pools et bassins des productions relancés	Nbr		-	1	5		7	8	10

Source : CEREP & FOREC

Mode de Calcul : Comptage

Commentaires : Cet indicateur renseigne sur les bassins ou pools de production relancés

Action 1 : Surveillance et contrôle des marchés

Objectif Opérationnel 1 : Veiller au respect de la règlementation économique et commercial

Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des sociétés contrôlées	%		64	51	30,5		60	66	72

Source : Direction de l'Inspection

Mode de Calcul : nombre des sociétés contrôlées/ nombre des sociétés ciblées

Commentaires : Renseigne sur le nombre des sociétés réellement contrôlées au cours d'une année

2	Taux de couverture nationale	%		57	23	3		69	80	100

Source : Direction de l'Inspection

Mode de Calcul : Provinces Contrôlées x 100 sur (26) total des Provinces (26)

Commentaires : Renseigne sur le quadrillage des opérations de Contrôle économique sur l'étendue national

Action 2 : Suivi des approvisionnements, de prix et tarif sur le marché intérieur

Objectif Opérationnel 1 : Assurer les suivis des prix, tarifs et approvisionnement

N°	**Nom de l'Indicateur**	Unite de mesure		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Variation mensuelle	%		-	18,66	1,99		≤9	≤9	≤9

	des prix de produits de première nécessité									
Source : DSAPT										
Mode de Calcul : :(prix période N – prix période N-1) / prix période N-1) X100										
Commentaires : : Le taux de variation mensuelle des prix des produits de première nécessité permet de capter les tendances du marché intérieur et de proposer les orientations de politiques publiques										
2	Nombre d'alertes émises en cas de baisse ou hausse anormale des prix sur le marché.	Nombre		-	-	-				
Source : DSAPT										
Mode de Calcul : comptage du nombre d'alertes										
Commentaires : L'appli TALO n'est opérationnel que depuis le T3 2025										
3	Proportion des marchés couverts par la collecte des données des prix	%		**-**	**-**	**25**		**80**	**100**	**100**
Source : DSAPT										
Mode de Calcul : (nombre des marchés suivis /nombre total de marchés ciblés) x 100										
Commentaires : Cet indicateur permet de connaitre la couverture de l'étendue de la République en collecte des prix**.** L'appli TALO n'est opérationnel que depuis le T3 2025										
Action 3 : Encadrement et promotion des acivités économiques										
Objectif opérationnel : Contribuer à la mise en valeur de l'ensemble des espaces productifs										
1	**Proportion d'espaces productifs aménagés**	%		100	100	100		100	100	100
Source : DPEN et CEREP										
Mode de Calcul :										
Commentaires : Il permet de voir le nombre de pool ou bassin de production aménagé										
2	**Proportion d'espaces productifs réhabilités**	**%**		**-**	100	100		100	100	100
Source : DPEN et CEREP										
Mode de Calcul :										
Commentaires : Il permet de voir le nombre de pool ou bassin de production réhabilité										
3	**Proportion d'évènements de promotion organisés (Forum, expo)**	**%**		-	-	**100**		**100**	100	100
Source : DPEN et CEREP										
Mode de Calcul : nombre d'évènements organisés/nombre d'évènements prévus x100										
Commentaires : il permet de voir le nombre d'événements à caractère économique organisés										
Action 4 : Intégration progressive des acteurs du secteur informel dans l'économie formelle										
Objectif opérationnel : Formaliser les acteurs de l'économie informelle dans les vingt-six provinces de la RDC										
Indicateur	**Unite**		**Réalisations**			**Exercic**	**Cibles**			

		de mesure					e En cours			
N°				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	**Taux de formalisation des acteurs de l'économie informelle**	%		-	-	-		50	75	75
Source : DFEI										
Mode de calcul : Nombre des acteurs ciblés nouvellement enregistrés (RCCM, CNSS et NIF) sur l'année/nombre total des acteurs informels ciblés x 100 A l'instant actuel, 200 000 acteurs sont déjà identifiés. Et l'idée est d'en formaliser environ 50.000 en 26.000										
Commentaires : renseignement sur le nombre d'acteurs informels réellement formalisés										
2	**Taux de pérennisation dans le formel**	%		-	-	-		80	80	80
Source : DFEI										
Mode de calcul : (Nombre d'acteurs formalisés ayant honoré deux ou plus d'obligations fiscales ou sociales au bout d'une année/nombre total d'acteurs formalisés) x 100										
Commentaires : renseigne sur le nombre d'acteurs demeurés dans le formel au bout d'une année d'exercice à dater de leur formalisation. L'idée est de maintenir ¾ des formalisés dans le formel au bout d'une année de leur activité dans le circuit formel.										
3	**Taux d'accès aux avantages liés à la formalisation**	%		-	-	-		50	50	50
Source : DFEI										
Mode de calcul : Nombre d'acteurs formalisés ayant accédé à un ou plusieurs avantages (crédit, marché public, formation, assurance-maladie et sécurité sociale) /nombre total d'acteur formalisé x 100										
Commentaires : Renseigne sur les acteurs informels ayant bénéficié de différentes incitations à la formalisation										

Action 5 : Evaluation, prévision et orientation économiques

Objectif Opérationnel 1 : Renforcer le pilotage de l'économie nationale par la production d'analyse, des prévisions et d'orientations stratégiques fiables

	INDICATEURS	Unite de mesure	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre des besoins en produits et services locaux alimentaires et non alimentaires	Nombre	-	-	-	-		50	100	150
Source : DEPOE										
Mode de Calcul : Comptage										
Commentaires : Nombre exprime le comptage d'identification et de la catégorisation des besoins. Les données d'avant 2026 ne sont disponibles car la Direction n'est opérationnelle que depuis juin 2025										

2	Nombre des besoins éligibles au panier de la ménagère	Nombre	-	-	-	-		30	50	80
Source : DEPOE										
Mode de Calcul : Comptage										
Commentaires : le Nombre exprime le comptage d'identification et de la catégorisation des besoins du panier de la ménagère										
3	Nombre d'avis émis sur des questions des politiques économiques et financières.	Nombre	-	-	-	-		10	12	15
Source : DEPOE										
Mode de Calcul : comptage										
Commentaires : le nombre exprime le comptage des avis émis										

Action 6 : Tenue du fichier national des agents Economiques

Objectif Opérationnel : Identifier et recenser les agents économiques œuvrant sur toute l'étendue de la république

N°	INDICATEURS	Unité de mesure		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	**Taux des opérateurs identifiés**	**%**		**76,8**	**93,8**	**115**		**90**	**90**	**90**
Source : DIROE										
Mode de Calcul : (Nombre Opérateurs économiques identifiés / Nombre Opérateurs économiques estimés) * 100										
Commentaires : Le nombre estimé d'opérateurs économiques est calculé sur la base du nombre d'opérateurs économiques identifiés au cours de l'année N-1, en tenant compte d'une variation estimative de plus ou moins 10 %.										

2.2.4. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME

2.2.4.1. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits de programme par rubrique budgétaire

Rubrique	Réalisations				Projection
	2025		2026		2027
	Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 juin en FC	En FC
Contrepartie des Projets	400 010 000	-	214 145 289	-	227850587
Fonctionnement des Ministères	1 827 943 728	50 640 900	4 054 460 614		3131047354
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 002	-	5 604 739 523	-	6733100906
Investissements sur Ressources Propres	200 000 000	-	200 000 000	-	100000000
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-		
Rémunérations	13 104 050 584	15 513 668 421	15 332 143 792	7 093 791 771	7119468588
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-		
TOTAL	**17 532 004 314**	**15 564 309 321**	**25 405 489 218**	**7 093 791 771**	**17311467435**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.5. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME

2.2.5.1. Présentation des crédits par titre

Tableau 3 : Ventilation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS				EXERCICE EN COURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	LFR 2024		LFR 2025				
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
I. Dépenses Courantes							
Titre III : Dépenses de personnel	12 060 821 360	12 744 828 435	18 698 516 981	13 448 993 289	16 539 294 004		8304541589
Titre IV : Biens et matériels ;	775 302 899	2 636 255 000	2 653 125 445	5 099 383 120	602 130 905		651369872
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 936 221 270	-	1 976 204 006	17 115 000	2 245 179 497		1294604481
Titre VI : Transferts et interventions de l'état	74 932 540	-	898 239 096	-	6 716 160 957		6733100906
II. Dépenses en capital							
Titre VII : Equipements	894 387 143	-	1 094 387 343	-	414 145 289		327850587
Financement intérieur	-	-	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition	2 592 437 858	-	2 616 929 643	-	-		

d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière							
Financement intérieur	-	-	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-	-	-		
Total	**18 334 103 070**	**15 381 083 435**	**27 937 402 514**	**18 565 491 409**	**26 702 775 363**		17311467435

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.6. Evolution des crédits par actions du programme

2.2.6.1. Présentation des crédits par actions

Tableau 4 : Evolution des crédits par actions du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exécution au 30 juin en FC	En FC
01		Surveillance et contrôle des marchés	251 079 117	0	682 679 204	-	688361884
02		Suivi des Approvisionnements, Prix et Tarifs	176 867 807	13 371 820	438 320 673	-	456758994
03		Encadrement et promotion des activités économiques	131 806 023	-	421 031 388		185180000
04		Intégration progressive des acteurs du secteur informel dans l'économie formelle	151 974 950	7 614 000	448 742 587	-	439183667

05		Evaluation, prévision et orientation économiques	-	-	-		175145000
06		Tenue du fichier national des agents Economiques	175 815 311	-	464 986 320	-	471451013
Total			**887 543 208**	**20 985 820**	**2 455 760 172**		2416080558

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.6.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : Evolution des crédits du programme par actions et par rubrique

Rubrique	**REALISATIONS 2025**		**REALISATIONS 2026**		**PREVISIONS 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution au 30 juin en FC**	
Action 1 : Surveillance et contrôle des marchés					
Fonctionnement des Ministères	251 079 117	-	682 679 204	-	119662997
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
Rémunérations	-	-	-	-	-
Dépenses					

exceptionnelles					
Sous-total 1	**251 079 117**	**-**	**682 679 204**	**-**	**119662997**
Action 2 : Suivi des approvisionnements, de prix et tarif sur marché intérieur					
Fonctionnement des Ministères	176 867 807	13 371 820	838 330 673	-	196893418
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		-
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		-
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires					-
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 2	**176 867 807**	**13 371 820**	**838 330 673**	**-**	**196893418**
Action 3 : Encadrement et promotion des activités économiques					
Fonctionnement des Ministères	-	-			32532500
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-		
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 3					32532500
Action 4 : Intégration progressive des acteurs du secteur informel dans l'économie formelle					

Fonctionnement des Ministères	151 974 950	7 614 000	448 742 587	-	100272815
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-		
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires					
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 4	**151 974 950**	**7 614 000**	**448 742 587**	-	100272815
Action 5 : Evaluation, prévision et orientation économiques					
Fonctionnement des Ministères	-	-	-		**20025000**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-		
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Dépenses exceptionnelles	-	-	-		
Sous-total 5	**-**	**-**	**-**		20025000
Action 6 : Tenue du fichier national des agents Economiques					
Fonctionnement des Ministères	175 815 311	-	464 986 320		80818613
Interventions Économiques,	-	-	-		

Sociales, Culturelles et Scientifiques					
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 6	**175 815 311**		**464 986 320**		**80818613**
Total	**75 5737 185**	**20 985 800**	**26 702 775 363**		**550205343**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.6.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 6 : Evolution des crédits du programme par actions et par titre

Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
Action 1 : Surveillance et contrôle des marchés					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	15 298 410	-	113 000 729	-	219046069
Titre IV : Biens et matériels ;	13 638 981	-	64 598 399	-	119662997
Titre V : Dépenses de prestations ;	222 141 726	-	505 080 076	-	349652818
Titre VI : Transferts et interventions		-		-	-
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		-
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,	-	-	-		-

acquisition immobilière					
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 1	**251 079 117**		**682 679 204**	**-**	**688361884**
Action 2 : Suivi des approvisionnements, de prix et tarif sur marché intérieur					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	27 658 214	6 698 820	142 223 340	-	130365563
Titre IV : Biens et matériels ;	12 871 234	-	57 170 091	-	196893418
Titre V : Dépenses de prestations ;	136 338 359	6 673 000	238 927 242	-	129500013
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 2	**176 867 807**	**13 371 820**	**438 320 673**	**-**	**456758994**
Action 3 : Encadrement et promotion des activités économiques					
I. Dépenses Courantes	-	-	-	-	
Titre III : Dépenses de personnel	-	-	-	-	62557500
Titre IV : Biens et matériels ;	-	-	-	-	32532500
Titre V : Dépenses de prestations ;		-			90090000
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		

Sous-total 3	-	-	-		**185180000**
Action 4 : Intégration progressive des acteurs du secteur informel dans l'économie formelle					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	22 000 828	-	172 467 205	-	220315377
Titre IV : Biens et matériels ;	16 779 077	4 194 000	60 212 602	-	100272815
Titre V : Dépenses de prestations ;	113 195 045	3 420 000	216 062 780	-	118595475
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 4	**151 974 950**	**7 614 000**	**448 742 587**	-	**439183667**
Action 5 : Evaluation, prévision et orientation économiques					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	-	-	-		70060000
Titre IV : Biens et matériels ;	-	-	-		20025000
Titre V : Dépenses de prestations ;	-	-	-		85060000
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-		
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur	-	-	-		
Financement extérieur	-	-	-		
Sous-total 5	-	-	-	-	**175145000**
Action 6 : Tenue du fichier national des agents Economiques					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	17 790 000	-	116 103 466	-	217967191
Titre IV : Biens et matériels ;	12 968 112	-	62 755 857	-	80818613
Titre V : Dépenses de prestations ;	145 057 199	0	216 062 780	-	172665209
Titre VI : Transferts et	-	-	-		

interventions					
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	-		
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-		
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Sous-total 6	175 815 311	-	**464 986 320**	-	**471451013**
TOTAL	**755 737 185**	**20 985 820**	**2 034 728 784**		**2416080558**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

SOUS- SECTEUR 1 : ECONOMIE ET FINANCES

5. Ministère de Finances

Section 30

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Ministre : Monsieur Doudou FWAMBA LIKUNDE LI-BOTAYI

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. Mission

Conformément à l'ordonnance N°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Finances a comme attributions :

La mission globale du Ministère des Finances, définie par les textes réglementaires et notamment l'ordonnance n° 25/293, consiste à assurer la mobilisation et la gestion rationnelle des ressources financières de l'État pour le Pouvoir Central, les Provinces et les Entités Territoriales Décentralisées.

I.1.2. Organisation du Ministère

Il en ressort que le Ministère des Finances dispose, pour l'accomplissement des missions lui dévolues :

- **Du Cabinet du Ministre** ;
- **Du Secrétariat Général**, composé de : Secrétariat Administratif, CTA, CGPMP, D.G.E.N.F, Directions Standards (DRH, DEP, DAF, DANTIC), Directions Métiers (DRF, DAC, DPRC, DSI) et des Divisions Provinciales (Services déconcentrés) ;
- **Des Services spécialisés**, directement rattachés au Ministre : DGI, DGDA, DGRAD, DGDP, DGTCP et CPCC ;
- **Des Services des missions**, directement rattachés au Ministre : CTR, , CENAREF, COFED, BCECO, CFEF, COLUB, CFMPFE, CSPP, COSEFI, UGRJH, UGP-MIBA, CONASAFIC et FONAREDD
- **Des Établissements Publics** sous tutelle : COREF, ARCA, SOFIDE, CADECO, FNM, FOLUCCO, SONAL et FIS.

I.2. Présentation stratégique du Ministère

Conformément à l'ordonnance N°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Finances a comme attributions :

- Politique douanière, fiscale, parafiscale, comptable et des assurances de l 'État ;
- Contributions aux questions monétaires, banques, organismes de crédit et microfinance ;
- Suivi de la situation du compte général du Trésor ;
- Contrôle du marché des assurances ;
- Contribution à la mobilisation des ressources propres de l'État et des ressources extérieures avec les autres services concernés ;
- Gestion des ressources propres et extérieures de l'État et encadrement des dépenses publiques ;
- Politique et gestion de la dette publique directe et indirecte, intérieure et extérieure de l'État en collaboration avec le Ministère du Budget ;
- Tenue, arrêt et consolidation des comptes de l'État et tenue de la comptabilité publique ;
- Contribution au règlement définitif du budget, sous la coordination du Ministère ayant le Budget dans ses attributions ;
- Ordonnancement des dépenses de l'État ;
- Contrôle, à travers les audits externes, de la gestion financière des entreprises du portefeuille de l'État en collaboration avec le Ministère ayant le portefeuille dans ses attributions ;
- Autorisation préalable aux Établissements publics, aux Entités territoriales décentralisées et autres services publics d'emprunter à l'extérieur lorsqu'il y a garantie de l'État ;
- Contentieux relatif aux mesures de la zaïrianisation et de la rétrocession ;
- Gestion des relations de coopération multilatérale du pays en matière financière ;
- Concours au suivi, sous la Coordination du Ministère ayant la Coordination de l'Aide au développement dans ses attributions, de la gestion de tous les accords et arrangements conclus avec les partenaires extérieurs et les organisations internationales en matière financière ;
- Assistance, en collaboration avec le Ministère ayant la Coordination de l'Aide au développement dans ses attributions, aux autres Ministères dans la recherche et la négociation des ressources extérieures dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- Enregistrement des établissements des jeux de loterie.

I.2.1. Priorités

Pour concrétiser l'ambition d'inscrire l'économie congolaise dans son sentier de croissance durable et inclusive, la République Démocratique du Congo poursuit sa vision du développement qui indique que :

« **D'ici 2050, les potentiels des secteurs extractifs et agricoles de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, qui vise à vaincre la pauvreté** ».

Pour ce faire, le Plan National Stratégique du Développement, PNSD 2024-2028 met un accent sur les priorités nationales ci-après : (i) **l'amélioration de la gouvernance** en vue de

créer les conditions de réalisations de la croissance inclusive dans toutes les trois dimensions, à savoir l'inclusion sectorielle, l'inclusion sociale et l'inclusion spatiale ; (ii) **la diversification de l'économie** en priorisant l'inclusion sectorielle dans l'optique de combiner les secteurs à forte potentialité de croissance (mines, hydrocarbures, métallurgie) et les secteurs à forte potentialité de création d'emplois (foresterie, agriculture vivrière et de rente, agro-industrie) ; (iii) **le développement du capital humain** qui se traduit par le développement des compétences dans les métiers innovants, ce qui permettrait une meilleure implication des principaux acteurs sociaux dans la réalisation de la croissance inclusive ; (iv) **le développement des infrastructures et aménagement du territoire** en vue de garantir l'inclusivité spatiale et pour réduire le manque de centralité du territoire congolais ; (v) **le développement durable et équilibré des provinces** dans l'objectif d'atteindre l'inclusion sociale d'une part, et d'atténuer les effets des changements climatiques, d'autre part.

I.2.2. Politiques sectorielles

Le secteur des finances en République Démocratique du Congo est confronté aux problématiques de (i) la faible mobilisation des ressources propres, (ii) la gestion des ressources extérieures et de la dette publique, (iii) la trésorerie et de la comptabilité, (iv) et la gouvernance du secteur.

Pour répondre à ces problèmes qui constituent des obstacles au développement du secteur et pour faire du secteur des finances un levier stratégique pour le développement socio-économique de la RDC, le ministère des finances s'appuie sur quelques actions prioritaires recentrées sur les axes stratégiques suivants : ***Amélioration de la gestion des ressources financières et contribuer au***
renforcement de la transparence et de la reddition des comptes dans la gestion des finances
publiques ; et (iv) Réforme et Modernisation des finances publiques

I.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette Programmatique du Ministère

CODE SECTION	LIBELE SECTION	CODE PROGR	LIBELE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELE ACTION	PERIMETRE	
						Services Normatifs	Opérateurs
30	**Ministère de Finances**						
		035	**Administration générale**			Cabinet, CENAREF,FOLUCCO, COLUB, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, DSI, CGPMP, ENF, EIFI	
				0351	Pilotage stratégique du ministère	Cabinet	Bceco, Cellule Fiscale
					Coordination administrative du ministère	SG	
					Gestion des ressources financières et matérielles	DAF, CGPMP	
					Gestion des ressources humaines	DRH	
					Formation et Planification, programmation et suivi-évaluation	ENF, DEP	EIFI
					Gestion Informatique, documentation et archives	DANTIC, DSI	
					Lutte contre le blanchiment des capitaux et criminalité économique organisée	COLUB, CENAREF, CONASAFIC, FOLUCCO	
					Appui à la stabilisation du cadre macroéconomique et à la mise en œuvre des réformes structurelles	CTR	
		037	**Mobilisation des ressources publiques**			DGI, DGDA, DGRAD, COFED, CFEF, CSPP,FIS	-
					Mobilisation des recettes fiscales	DGI	
					Mobilisation des recettes douanières et accises	DGDA	
					Mobilisation des recettes non fiscales	DGRAD	
					Mobilisation des ressources extérieures	COFED, CFEF, CSPP,FIS	
		038	**Comptabilité publique, trésorerie et supervision du système financier**			DGTCP, CPCC, DACG,DPRC, ,DGDP,DRF	SONAS, SONAL, ARCA, SOFIDE, CADECO, FNM

					Tenue de la comptabilité publique	DGTCP, CPCC,	
				0382	Reddition des comptes de l'Etat	DPRC	
				0383	Gestion de la Trésorerie	DGTCP	
				0384	Gestion de la Dette Publique	DGDP	
				0385	Supervision du système financier, de la loterie et des jeux de hasard	DRF	SONAS, SONAL, ARCA, SOFIDE, CADECO, BCC, FNM
					Audit et Contrôle de Gestion	DACG	
		197	**REFORME ET MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES**			COREF	
					Appui à la réforme budgétaire	COREF	
					Appui au renforcement du système fiscal		
					Appui à la rationalisation de la Gestion de la dépense publique		
					Appui à la modernisation de la comptabilité publique, de la gestion de la trésorerie et du système des statistiques des finances publiques		
					Appui au renforcement du Contrôle des finances		
					Appui au processus de la décentralisation financière		
					Appui à la numérisation du Système de gestion des finances publiques.		

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1 Performance antérieure

À la clôture de l'exercice budgétaire 2025, les recettes internes se sont établies à 27 804,59 milliards de francs congolais (CDF), contre les recettes de 19 835,8 milliards CDF en 2023 et de 24 898,66 milliards CDF, dégageant un taux de croissance de 40,1 %. Et la pression fiscale s'est améliorée de 10,5% en 2024 contre 12,5% en 2025. Cette évolution résulte du renforcement des dispositifs de mobilisation des recettes, de l'amélioration de la coordination des administrations financières et de la poursuite des réformes visant à renforcer la transparence et la discipline budgétaire. Parallèlement, des avancées ont été enregistrées dans la modernisation des procédures budgétaires, comptables et de trésorerie, ainsi que dans la mise en œuvre progressive de la budgétisation axée sur la performance.

Ces résultats ont été soutenus par plusieurs programmes et projets structurants, notamment la réforme de la gouvernance budgétaire, la mise en œuvre progressive du Compte Unique du Trésor (CUT), la digitalisation des procédures de gestion des finances publiques, le renforcement des systèmes d'information financière ainsi que les programmes d'appui technique et financier des partenaires au développement, en particulier la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union européenne. Ces réformes ont permis de préserver la stabilité macroéconomique et d'améliorer les performances budgétaires malgré un contexte marqué par les effets du conflit dans l'Est du pays et les incertitudes de l'environnement économique international. En outre, le FMI souligne que la RDC a maintenu une croissance économique robuste et poursuivi la mise en œuvre satisfaisante de plusieurs réformes structurelles prévues dans le cadre du programme FEC.

Malgré ces avancées, le secteur demeure confronté à plusieurs contraintes, notamment la faiblesse persistante de la pression fiscale comparativement aux standards régionaux, l'importance du secteur informel, les insuffisances des systèmes d'information, les difficultés d'interopérabilité entre les administrations financières, les contraintes de trésorerie, ainsi que les besoins importants en renforcement des capacités et en digitalisation des processus. Ces défis justifient la poursuite des réformes en vue d'améliorer durablement la mobilisation des ressources publiques, la qualité de la dépense, la transparence, la redevabilité et la performance de la gestion des finances publiques.

I.4.2 Perspectives

Au cours des prochaines années, le secteur des finances poursuivra les réformes engagées afin de consolider les acquis et d'améliorer durablement la performance des finances publiques. Les priorités porteront notamment sur l'achèvement de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor, la poursuite de la déconcentration de l'ordonnancement, le renforcement de la comptabilité patrimoniale et du contrôle interne, ainsi que l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales grâce à la digitalisation des administrations financières, à la généralisation de la facture normalisée et à la modernisation des systèmes d'information.

Les perspectives du secteur s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Vision RDC 2050, du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), du Programme d'Actions du

Gouvernement (PAG 2024-2028), de la Loi organique relative aux finances publiques (LOFIP) et du Décret n° 22/37 du 29 octobre 2022 portant gouvernance budgétaire. Elles visent à doter la République Démocratique du Congo d'un système de gestion des finances publiques plus performant, transparent, inclusif et résilient, capable de soutenir durablement les politiques publiques et le développement économique et social du pays.

Enfin, les orientations retenues dans la circulaire N°001/CAB/VPM/MIN.BUDGET/2026 du 15/06/2026 relatives à l'élaboration de la loi des finances de l'exercice 2027, et le programme économique appuyé par le FMI, visent à préserver la stabilité macroéconomique, à accroître la mobilisation des ressources intérieures, à renforcer la résilience des finances publiques face aux chocs économiques et sécuritaires, à améliorer la qualité des services publics et à créer un espace budgétaire favorable au financement des priorités nationales de développement.

I.5. Objectifs et indicateurs représentatifs de la politique du Ministère

I.5.1. Objectifs

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

1. Garantir une gouvernance performante du ministère
2. Accroître le niveau de mobilisation des ressources publiques
3. Améliorer la gestion des ressources financières et contribuer au renforcement de la transparence et de la reddition des comptes dans la gestion des finances publiques ;
4. Assurer et Orienter la réforme des finances publiques

I.5.2. Cadre de performance des objectifs représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs et Indicateurs les plus représentatifs

Objectif 1 : Garantir une gouvernance performante du ministère								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2.1	Taux d'exécution des prévisions budgétaires (LF)	%	ND	75 %	ND	100	100	100
Mode de calcul: *(Total exécution de la LF/Total prévisions de la LF)*100*								
Commentaires *Cet indicateur permet d'évaluer l'écart entre les dépenses totales payées et le budget initial voté afin de situer le niveau de la crédibilité budgétaire atteint*								
Source:SecrétariatGénéral/DAF								
2.2	Taux de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires publiés	%	ND	ND	ND	100	100	100
Source	SG (CTA)							
Mode de calcul	(Nombre des textes légaux et réglementaires publiés mis en œuvre /Nombre des textes légaux et réglementaires publiés ciblés)*100							
Commentaires	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires en vue d'évaluer la performance de l'Administration du ministère de Finances							
2.3	Taux d'exécution du plan d'action du Secrétariat Général	%	ND	ND	ND	100	100	100

Source	SG (CTA)							
Mode de calcul	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmés dans le Plan d'actions annuel) * 100							
Commentaires	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires en vue d'évaluer la performance de l'Administration du ministère de Finances							
Objectif 2 : Accroître le niveau de mobilisation des ressources publiques								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1.1	Taux de réalisation des recettes internes	**%**	106,6	98,07	ND	100	100	100
Explication: cet indicateur mesure le niveau des recettes effectives sur les assignations initialement approuvées								
*Modededecalcul: (Recettes réalisées/assignations) *100*								
Source: Loi portant reddition des comptes								
1.2	Pression fiscale	**%**	10,5	12,5	13	14,1	14,7	15
Explication: cet indicateur mesure le poids des impôts dans l'économie d'un pays								
*Modededecalcul: (Impôts prélevés sur une année/PIB) *100*								
Source: Régies Financières								
Objectif 3 : Améliorer la gestion des ressources financières et contribuer au renforcement de la transparence et de la reddition des comptes dans la gestion des finances publiques								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3.1.	taux d'anomalies redressées lors des contrôles comptables internes	%	ND	ND	ND	100	100	100
Modededecalcul:*(Nombre de rejet ou des corrections comptables effectués par les comptables publics/Nombre total d'actes des dépenses et recettes soumis pour prise en charge)*100*								
Commentaires:Cet indicateur de contrôle évalue l'efficacité du contrôle interne exercé par le comptable public avant tout paiement ou encaissement. Un taux maîtrisé démontre que le système comptable bloque en amont les irrégularités (erreurs d'imputations budgétaires, pièces justificatives manquantes), sécurisant ainsi les fonds de l'État.								
Source:DGTCP								
3.2	Taux d'exactitude des prévisions de trésorerie mensuelles	%	ND	ND	ND	100	100	100
Source	DAF/DGTCP							
Mode de calcul	((Flux réel d'exécution (recettes/dépenses)-Prévisions du PTR)/Prévisions du PTR)*100							
Commentaires	Cet indicateur montre l'efficacité de la gestion de liquidité; plus le taux est proche de 100%, plus le ministère des finances maîtrise son calendrier de paiement. Cela évite les ruptures de stocks des liquidités.							
3.3	Délai de transmission du projet de loi portant reddition des comptes des exercices clos du pouvoir central	Jours	ND	ND	ND	100	100	100
Source	DPRC							
Mode de calcul	Écart du nombre de jours par rapport à la date limite légale							
Commentaires	Cet indicateur mesure le temps écoulé ou le retard pris par rapport à la date b fixée par la loi							
Objectif 4 : Assurer et Orienter la réforme des finances publiques								

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
3.4	**Taux d'exécution du plan d'actions triennal de la réforme des finances publiques (2025-2027)**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
4.1		%	ND	ND	ND	90	95	100
Modedecalcul:Nombred'activitéscritiquesréaliséesrelativementaucumuldesactivitésprévuesàla périodeconsidéréemultipliéparcent.								
Commentaires:Cetindicateurdonneleniveaud'exécutiondesactionsetmesurescontenuesdansle planopérationneldu PlanStratégiquedelaRéformedesfinancespubliques.								

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.1. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Présentation des crédits par titre 2025 – 2027

	REALISATION LFR 2025		REALISATION LFR 2026		
Titre	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	**Prévisions 2027 en FC**
I. Dépenses Courantes					
Titre I : Dette publique en capital	1 509 559 890 000	760 641 870 055	2 011 321 662 288	468 321 195 259	1 941 426 490 407
Titre II : Frais financiers	1 175 430 359 537	296 260 802 477	1 153 387 500 000	64 342 462 192	1 537 034 990 975
Titre III : Dépenses de personnel	413 049 796 032	202 705 757 466	291 981 075 449	155 519 751 320	520 619 126 751
Titre IV : Biens et matériels ;	15 255 942 959	15 630 977 154	7 325 722 153	8 973 797 334	50 527 853 439
Titre V : Dépenses de prestations ;	110 341 823 230	1 020 283 503 522	35 453 890 120	165 784 784 064	79 794 272 591
Titre VI : Transferts et interventions	1 584 858 000 355	869 086 008 658	2 323 004 446	1 821 150 000	2 496 340 685 098
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	466 030 068 989		107 796 127 327	31 518 482 724	293 917 652 987
Financement intérieur					
Financement extérieur					

Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	12 637 259 148		1 512 909 408 347	246 922 658 942	1 095 109 502 106
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**5 287 163 140 250**	**3 164 608 919 332**	**5 122 498 390 130**	**1 143 204 281 834**	**8 014 770 574 354**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique

RUBRIQUES	BUDGET VOTE 2025	BUDGET VOTE 2026	PREVISIONS 2027	PROJECTIONS	
				2028	2029
CONTREPARTIE DES PROJETS		3 573 002 604	3 801 674 771	2 016 788 466,02	2 139 812 562
DEPENSES EXCEPTIONNELLES SUR RESSOURCES EXTERIEURS	0	0		130 874 350 000,00	138 857 685 350,00
DETTE PUBLIQUE		2 011 321 662 288	1 941 426 490 407	2 059 853 506 321,83	2185504570207,46
FINANCEMENT DES REFORMES	15 000 000 000	27 704 864 735	29 477 976 078	68 936 234 745,52	73141345065,00
FONCTIONNEMENT DES MINISTERES	1 292 502 138	103 104 898 007	158 203 002 905	311 355 312 544,96	330347986610,21
FRAIS FINANCIERS		1 153 387 500 000	1 537 034 990 975	1 459 239 137 804,91	1548252725211,01

INTERVENTIONS ECONOMIQUES, SOCIALES, CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES		157 219 736 686	153 659 693 589	520 694 147 129,66	552456490104,57
INVESTISSEMENTS SUR EUROBOND		1 504 415 832 144	1 217 790 887 700	1 536 556 454 814,96	1630286398558,67
INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES		97 859 843 746	144 108 060 467	155 632 905 221,33	165126512439,83
INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES PROPRES	1 443 100 000	18 159 027 950	21 790 833 540	102 287 110 316,85	108526624046,17
REMUNERATIONS	9 652 535 201	415 807 749 367	465 056 957 329	826 839 998 501,68	877277238410,28
RETROCESSION AUX REGIES FINANCIERES		1 864 308 716 723	2 239 912 930 253	2 095 256 129 404,48	2223066753298,15
SUBVENTIONS AUX ORGANISMES AUXILIAIRES		1 815 786 492	1 815 786 492	5 117 146 575,97	5429292517,10
TVA REMBOURSABLE		143 418 567 909	100 691 289 848	106 833 458 528,73	113350299498,98
TOTAL GENERALDES DEPENSES	**27 388 137 339**	**7 502 097 188 651**	**8 014 770 574 354**	**9 381 492 680 376,88**	**9953763733879,87**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par Programme

PROGRAMME	REALISATION LFR 2025		Exercice en cours LFR 2026	Prévisions 2027	Projections	
	Crédits votés en FC	Exécution	2026 en CDF	2027 en CDF	2028 en CDF	2029 en CDF
Administration Générale des Finances	1 216 453 312 345	1 377 238 842 871,00	965 957 346 825	2 852 903 283 754	307832677768,90	326610471112,80
Mobilisation des Ressources Publiques	1 252 826 970 515	1 123 636 968 670	2304035570273,80	2 432 617 767 574	2790310751192,90	2960519707015,66
Comptabilité, gestion de la trésorerie, dette publique et secteur financier	2 753 639 711 070	2 088 642 674 722	2 623 799 339 708	2 695 110 069 433	2882915689558,60	3058773546621,67
Réforme et modernisation des finances publiques	36 855 008 981	**15 429 231 022**	31 106 625 435	34 139 453 592	56473571549,67	59918459414,20
Total général	**5 287 163 140 250,00**	**4 626 326 620 727,97**	**6 921 048 709 416**	**8 014 770 574 353**	**6037532690070,03**	**6405822184164,30**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs du ministère par programme

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale 2026

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE DE BASE	Total masse T2 2026 (2) :	Projection à fin decembre 2026 à politique inchangée (3): =(2/9)*12	Nouvelles actions 2027		PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectif SALAIRE DE BASE (6)	Masse Salariale (7)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG , DG, Directeur)	28	139 715 124	279 430 248	3	14 645 940	31	294 076 188
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	408	1 892 214 816	3 784 429 632	133	600 973 344	541	4 385 402 976
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	6 738	27 737 759 232	55 475 518 464	4 497	18 330 392 592	11 235	73 805 911 056
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	1 981	7 478 297 268	14 956 594 536	150	5 682 668 616	2 131	20 639 263 152
Total	9 155	37 247 986 440	74 495 972 880	4 783	24 628 680 492	13 938	**99 124 653 372**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1 PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du Programme : *Le Secrétaire Général aux Finances*[1]

II.1.1 Périmètre du programme

Le programme Administration Générale est mis en œuvre, d'un côté, par le Cabinet de son Excellence Monsieur le ministre des Finances et les services de mission y rattachés et de l'autre côté, par le Secrétariat Général ainsi que les Directions qui sont chargés d'assurer la coordination transversale et d'apporter un appui pour la réalisation optimale d'autres programmes.
Ce programme comprend les Services ci-après :

A. CABINET DU MINISTRE

1) **Bureau Central de Coordination (BCeCo)**
2) **Comité Consultatif de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux (COLUB) ;**
3) **Cellule Nationale de Renseignements Financiers (CENAREF) ;**
4) **Fonds de Lutte contre les Crimes Organisés (FOLLUCO) ;**
5) **Comité National des sanctions financières ciblées (CONASAFIC)**
6) **Cellule Fiscale des Marchés publics à Financements Extérieurs (Cell fisc).**

B. **SECRETARIAT GENERAL**

1) Direction des Ressources Humaines (DRH)
2) Direction Administrative et Financière (DAF)
3) Direction des Études et Planification (DEP)
4) Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)
5) Direction Systèmes d'Information (DSI)
6) Direction Générale de l'École Nationale de Finances (DGENF)
7) Cellule de Gestion des Projets des Marchés Publics (CGPMP)

II.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Les études diagnostiques nationale et internationale menées à la demande du Gouvernement ont révélé que l'Administration Publique congolaise en général et celle des Finances en particulier, souffre d'un problème de gouvernance caractérisé notamment par: (i) des incohérences dans la définition des missions, des structures et des emplois ; (ii) l'inexistence d'un document de politique sectorielle ; (iii) l'absence d'une unité de coordination au sein de l'Administration des Finances ; (iv) l'asymétrie de l'information et de la communication ; (v) la faiblesse de la transparence et de la redevabilité ; (vi) les mauvaises conditions de travail (vétusté de l'outil de travail, faible motivation etc.) qui contribue à sa contre-performance.
Afin de quitter ce statu quo, le secteur envisage de : (i) mettre à la disposition de chaque service des ressources humaines, suivant le cadre organique d'une part, et d'autre part en prenant en compte sa charge réelle de travail ; (ii) doter des ressources financières et matérielles pour des besoins réels et prioritaires, préalablement exprimés ; (iii) s'assurer du respecter de la procédure dans l'acquisition des biens, fournitures et/ou prestations intellectuelles ; (iv) mettre en œuvre une politique sectorielle sur plusieurs exercices, de laquelle des actions annuelles sont puisées ; (v) coordonner sa communication, tout en s'alignant vers plus de modernité et rapidité.

Néanmoins, la particularité du secteur nécessite des progiciels développés par une expertise interne. L'intégrité, le traitement, et exploitation des données issues de l'utilisation de ces outils sont à régir par un schéma directeur, exécuté par une politique.
Au niveau transversal, un appui est à assurer au renforcement des capacités des Cadres et Agents relevant des services des Ministères du Budget et Finances, des Administrations Financières, de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA), des Compagnies d'assurances,

et d’autres services publics à caractère

économico-financier, sur des thématiques sollicitées ou suivant un programme préétabli conformément à l’évolution des réformes des Finances Publiques.

Par ailleurs, le programme aborde la question du blanchiment des capitaux qui constitue un défi majeur en raison de l’ampleur des flux financiers illicites et la gravité de la corruption. Pour lutter contre ces menaces, il est inscrit, par le ministère des Finances, une vision stratégique qui se recentre sur trois axes majeurs : (i) le renforcement de l’arsenal juridique et administratif par la loi n° 22/068 du 27 décembre 2022, (2) la mise en place des structures anti-blanchiment des capitaux, et (iii) la coopération régionale.

II.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 7 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026 (T1)	2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Garantir une gouvernance performante du ministère	Taux d'exécution des prévisions budgétaires (LF)	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	DAF										
		Mode de calcul	(Total exécution de la LF/Total prévisions de la LF)*100										
		Commentaires	Cet indicateur permet d'évaluer l'écart entre les dépenses totales payées et le budget initial voté afin de situer le niveau de la crédibilité budgétaire atteint										
		Taux de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires publiés	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	SG (CTA)										
		Mode de calcul	(Nombre des textes légaux et réglementaires publiés mis en œuvre /Nombre des textes légaux et réglementaires publiés cibles)*100										
		Commentaires	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires en vue d'évaluer la performance de l'Administration du ministère de Finances										
		Taux d'exécution du Plan d'Action du Secrétariat Général aux Finances	%	2022	21,68	23,56	23,4	22,88	24,08	25,28	26,48	27,68	
		Source	SG										
		Mode de calcul	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmés dans le Plan d'actions annuel) * 100										
		Commentaires	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires en vue d'évaluer la performance de l'Administration du ministère de Finances										
Action 1: Pilotage stratégique du ministère	Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur	Taux d'élaboration des textes légaux et réglementaires	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	Cabinet										
		Mode de calcul	(Nombre des textes légaux et réglementaires publiés/Nombre des textes légaux et réglementaires										

			prévus)*100									
		Commentaires										
Action 2: Coordination administrative du ministère	**Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère**	Taux de transmission des rapports mensuels d'activités produits par les services.	%	2022	ND	59,5	63,8	68,1	ND	75	80	90	
		Source	SG										
		Mode de calcul	(Nombre de rapports mensuels d'activités produits et transmis / Nombre total de rapports mensuels d'activités attendus) * 100										
		Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer le niveau de production et de transmission des rapports mensuels d'activités des services du ministère, afin d'apprécier la régularité du suivi des activités et d'améliorer le renforcement des capacités opérationnelles des Services. Il mesurer le niveau des rapports mensuels d'activités produits et transmis par les services du Secrétariat Général aux Finances. Il apprécie la régularité de la remontée des informations nécessaires au suivi des activités des services.										
		Taux de réalisation des décisions prises lors des réunions de pilotage	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	SG										
		Mode de calcul	(Nombre de décisions réalisées/ Nombre total de décisions à réaliser)*100										
		Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer le niveau d'exécution des décisions arrêtées lors des réunions de pilotage organisées par le Secrétariat général aux Finances. Il permet d'apprécier l'efficacité du dispositif de suivi, de coordination et de mise en œuvre des orientations issues des instances de pilotage. Il renseigne sur la capacité des services concernés à traduire les décisions prises en actions concrètes dans les délais impartis.										
Action 3 : Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources financières	Taux d'exécution du budget alloué au ministère des finances	%	2022	ND	98,64	60,3	23,15	100	100	100		
		Source	DAF										
		Mode de calcul	(Dépenses effectuées/dépenses prévues) *100										
		Commentaire	Permet d'évaluer le niveau d'exécution des dépenses du Ministère des Finances										
		Taux d'exécution des marchés	%	2022	ND	46	60	58	46	100	100	100	
		Source	CGPMP										
		Mode de calcul	(Nbre des marchés exécutés/Nbre des marchés prévus) x 100										

		Commentaires	Le taux d'exécution des marchés traduit le niveau de mise en œuvre du Plan Annuel de Passation des Marchés (PPM), y compris les marchés passés selon la procédure de gré à gré. Les écarts observés par rapport aux cibles sont principalement liés aux contraintes budgétaires et aux délais de passation des marchés. Des mesures de renforcement de la planification, du suivi des procédures et de la coordination avec les services concernés permettront d'atteindre progressivement la cible de 100% à partir de 2027.										
	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles	Taux des services du Ministère logés dans les bâtiments du Ministère des Finances	%	2022	ND	35,07	35,1	35,07	35,55	37,4	37,4	37,4	
		Source	DAF										
		Mode de calcul	Mode de calcul : (Services du Ministère logés dans un bâtiment propre/total de services du Ministère) *100										
		Commentaire	Explication : permet de déterminer le pourcentage de services logés dans les bâtiments du Ministère										
Action 4: Gestion des ressources humaines	Maîtriser les effectifs et la masse salariale du Personnel du Secrétariat Général aux Finances	Nombre de cadre et Agents contrôlés	Nombre	ND	ND	ND	ND	ND	70	90	100	100	
		Source	DRH										
		Mode de calcul	COMPTAGE										
		Commentaire	Cet indicateur permet de vérifier le nombre de Cadres et Agents contrôlés au sein du Ministère										
		Nombre de services audités	Nombre	ND	ND	ND	ND	ND	50	95	100	100	
		Source	DRH										
		Mode de calcul	COMPTAGE										
		Commentaire	Cet indicateur permet de vérifier le nombre de services auditer au sein du Ministère										
Action 5 : Formation et planification	Assurer la formation spécialisée des agents et cadres du secteur des finances publiques, assurances et en informatique	**Source**	DRH										
		Mode de calcul	(Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues)*100										
		Commentaire											
		Nombre de modules dispensés	Nombre	2022	88	88	88	83	67	150	150	150	DGENF
		Source	DGENF										
		Mode de calcul	Comptage										
		Taux de réalisation du budget alloué à la formation spécialisée	%	2022	44,85	74,6	50,6	71,8	0	100	100	100	DGENF
		Source	DGENF										

		Mode de calcul	(BUDGET EXECUTE/BUDGET TOTAL) x 100									
		Commentaire	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau d'exécution du budget de la formation									
		Nombre d'agents et cadres formés	NOMBR E	2022	764	729	966	1300	1296	1500	1500	1500	DGENF
		Source	DGENF									
		Mode de calcul	Comptage									
		Commentaire	Cet indicateur permet de voir le nombre d'agents et cadres formés au cours de l'exercice									
	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, et de suivi-évaluation des actions	Assurer la production des statistiques des finances publiques	Nombre	ND	ND	ND	6	5	5	5	5	5	
		Source	DEP									
		Mode de calcul										
		Commentaire	Cet indicateur permet de renseigner le nombre d'outils de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation produits par la DEP au regard de ses attributions.									
		Nombre de condensés produits	Nombre	ND	ND	ND	1	1	4	2	2	2	
		Source	DEP									
		Mode de calcul	Comptage									
		Commentaire	Cet indicateur permet d'apprécier l'effort de la DEP en termes de compilation et de traitement des statistiques en vue de la production du condensé									
		Nombre d'études menées	Nombre	ND	ND	ND	2	5	5	5	5	5	
		Source	DEP									
		Mode de calcul	Comptage									
		Commentaire	cet indicateur permet de déterminer le nombre d'études et/ ou analyses susceptibles d'améliorer le secteur des finances									
Action 6: Gestion Informatique, documentation et archives	Améliorer la gestion des archives, les systèmes d'information et de communication du Ministère	Taux d'informatisation des services	Nombre		ND	ND	20	30	50	65	80	85	
		Source	DSI									
		Mode de calcul	(Nombre de services informatisés/ l'ensemble des services)*100									
		Nombre des fonctionnaires du Ministère des Finances formés en NTIC	Nombre		ND	ND	84	43	141	155	170	187	

		Source	DSI									
		Mode de calcul	COMPTAGE									
		Commentaire	Cet indicateur sert à vérifier le nombre de fonctionnaire du Ministère formés par session organisée									
		Commentaire	Cet indicateur sert à vérifier les services du Ministère disposant d'équipements informatiques et logiciels de gestion développés et installés									
	Assurer la gestion de l'information et la communication du Ministère	Taux de dématérialisation des services	%		ND	35	40	50	55	60	70	75	
		Source	DANTIC									
		Mode de calcul	Nombre de services informatisés sur l'ensemble des services×100									
		Commentaire	l'indicateur sert à vérifier les services de l'administration disposant des bases de données spécifiques et d'équipements informatiques.									
Action 7 : Lutte contre le blanchiment des capitaux et criminalité économique organisée	Renforcer l'efficacité du système national de mise œuvre des sanctions financières ciblées pour priver les entités criminelles de ressources économiques	Délai moyen d'exécution des mesures de gel des avoirs après notification ou publication des listes de sanctions	Heures		ND	ND	ND	ND	ND	24	12	6	
		Source	CONASAFIC									
		Mode de calcul	Somme des délais constatés ÷ Nombre de dossiers traités									
		Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité du service face aux exigences internationales									
	Renforcement du cadre de supervision fondé sur les risques des assujettis EPNFD	Taux de traitement de déclaration d'opérations suspectes (DOS) reçues	Nombre	2023	671	671	725	1536	425	1750	1800	1850	
		Source	CENAREF									
		Mode de calcul	Comptage avec une augmentation arithmétique de 50 DOS annuel									
		Commentaires	Cet indicateur mesure l'efficacité du dispositif de la RDC en matière de la LBC /FT.									

		Conduite des inspections sur pièces et sur place à KINSHASA et dans les autres provinces du pays.	Nombre	2025	91	N/D	N/D	91	48	215	238	261	
		Source	CENAREF										
		Mode de calcul	Comptage/ Une augmentation arithmétique de 23 inspections annuel										
		Commentaires	Vise la conformité aux obligations en matière de Lutte contre le Blanchiment des capitaux et Finances du Terrorisme et de la Prolifération.										
	Digitaliser les cours et tribunaux pour améliorer la traçabilité et la transparence dans le traitement des dossiers et des opérations financières	Renforcement des ressources humaines	Nombre	2023	14	14	13	6	2	6	6	6	
		Source	CENAREF										
		Mode de calcul	Comptage										
		Commentaires	Vise à doter la CENAREF d'un personnel qualifie, intègre et performant en vue de remplir convenablement et efficacement ces missions.										
	Mettre en place un dispositif national efficace de recouvrement des avoirs criminels	Taux de digitalisation des cours et tribunaux			ND	ND	3%	5%	40%	50%	70%	100%	
		Source	FOLLUCO										
		Mode de calcul	Nombre de dossiers transmis à la justice avec gel ou saisie des avoirs confisqués/Nombre total de notes d'informations financières transmises au Parquet										
		Commentaires	Cet indicateur mesure le niveau de digitalisation des cours et tribunaux afin d'améliorer la traçabilité et la transparence dans le traitement des dossiers et des opérations financières										
	Renforcer l'arsenal juridique et l'alignement aux normes du GAFI	Taux des juridictions ciblées utilisant le système numérique intégré de tracabilité et de transparence dans le traitement des dossiers et des opérations financières	%		ND	ND	3	5	40	50	70	100	
		Source	FOLLUCO										
		Mode de calcul	Comptage										
		Commentaire	Cet indicateur permet de compter le nombre de cadre juridique et institutionnel mis en place										

		Taux de couverture des entités assujetties à la lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme et de la prolifération formées/sensibilisées par le COLUB	%	2022	ND	0	33	10	35	37	37	37	
		Source	COLUB										
		Mode de calcul	Nombre d'entités formées/sensibilisées au cours de l'année/Nombre total d'entités répertoriées dans le secteur à haut-risque										
		Commentaire	L'augmentation des flux de déclarations des supions démontre que l'action pédagogique du Comité porte ses fruits. Plus la sensibilisation est efficace, plus la détection de la fraude et du blanchiment s'améliore à la source										
Action 8: Appui à la stabilisation du cadre macroéconomique et à la mise en œuvre des réformes structurelles	Corriger les déséquilibres macroéconomiques et renforcer la mobilisation des recettes intérieures	Taux de croissance en % du PIB	%	ND	ND	8,6	5,4	5,7	6,2	6,9	6,9	6,9	
		Source	CTR/CPCM										
		Mode de calcul	Tc écon=(〖PIB〗_t/〖PIB〗_(t-1) -1)*100 ;										
		Commentaire	Cet indicateur mesure de variation du PIB réel entre l'année t et l'année t-1 ;										
		Taux d'inflation fin période	%	ND	ND	23,7	23,7	11,3	9,2	7	7	7	
		Source	CTR/CPCM										
		Mode de calcul	Tx = (〖IPC〗_t/〖IPC〗_(t-1) -1)*100										
		Commentaire	C'est la variation de l'indice du mois t par rapport à celui du mois t-1										
	Assurer le suivi de la mise en œuvre des réformes qui contribuent au renforcement de la transparence	Conclusion de revues avec le FMI	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	100	100	
		Source	CTR										
		Mode de calcul	(Nombre de mesures exécutées/total de mesures prises)*100										
		Commentaire	Renseigne sur le niveau de mise en œuvre des mesures prises lors des réunions de suivi de la conjoncture économique										

II.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	EXERCICE ENCOURS LFI		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés 2026 en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**459 789 662 477**	**329 466 096 392**	**1 501 920 386 642**
Titre II : Frais financiers			1 026 878 613 823
Titre III : Dépenses de personnel	291 981 075 449	155 519 751 320	395 140 650 363
Titre IV : Biens et matériels ;	7 325 722 153	8 973 797 334	43 703 682 225
Titre V : Dépenses de prestations ;	35 009 860 429	163 151 397 738	32 054 379 461
Titre VI : Transferts et interventions	125 473 004 446	1 821 150 000	4 143 060 770
II. Dépenses en capital	**123 498 872 828**	-	**1 385 122 350 704**
Titre VII : Equipements	123 498 872 828	-	293 335 908 095
Financement intérieur			
Financement extérieur			
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	1 091 786 442 609
Financement intérieur			
Financement extérieur			
Total	**583 288 535 305**	**329 466 096 392**	**2 887 042 737 346**

II.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Tableau 8: Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2027

Rubrique	EXERCICE LFR 2025		EXERCICE EN COURS 2026 en FC	PREVISIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC		
Fonctionnement des Ministères	85 363 803 001	1 069 261 944 867	74554361495	101 252 534 362
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	420 200 000 000	2 728 731 510	164 841 842 683	2 647 183 275
Contrepartie des Projets	4 200 550 000		3 200 550 000	1 616 428 234
Investissement sur eurobond				1 217 790 887 700
Frais financiers				1 026 878 613 823
Investissements sur Ressources Extérieures	448 790 620 435	190 486 324 534	272 936 248 792	144 108 060 467
Investissements sur Ressources Propres	8 117 676 624		16 813 431 550	20 071 275 688
Rémunérations	248 608 170 487	114 761 841 960	285 158 147 264	350 809 669 126
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 172 491 799		3 437 765 041	1 234 892 579
Financement de la reforme				20 633 192 092
Total	**1 216 453 312 345**	**1 377 238 842 871**	**965 957 346 825**	**2 887 042 737 346**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 8 : Évolution des crédits du programme par actions

N°	Code action	Intitule de l'action	LFI 2026	Prévisions 2027 en FC	PROJECTIONS	
			Crédits votés en FC		2028	2029
1	**0351**	Pilotage de la stratégie ministérielle des Finances	41 160 458 679,00	1 257 608 823 823	1511646614425,48	1512568718860,28
2	**0352**	Coordination administrative du Ministère	568904103485,00	512 716 569 869	887125129579,94	887666275908,99
3	0353	Gestion des ressources financières et matérielles	1 586 190 350	1 028 826 910 134	4888729411,95	4891711536,90
4	0354	Gestion des ressources humaines	2 155 452 442	2 248 943 499	4831249145,37	4834196207,35
5	0355	Formation et Planification, programmation et suivi-évaluation	12 310 239 377	25 171 260 905	16695301032,10	16705485165,72
6	0356	Gestion Informatique, documentation et archives	2108428226	2 503 366 453	11993626001,75	12000942113,61
7	0357	Lutte contre le blanchiment des capitaux et criminalité économique organisée	58330873210	13 526 575 657	63476396249,54	63515116851,26
8	0358	Appui à la stabilisation du cadre macroéconomique et à la mise en œuvre des réformes structurelles	20796231368	44 440 287 006	29265940778,66	29283793002,53
Total			**707 351 977 137**	**1 860 164 123 523**	**307 832 677 768,9**	**326 610 471 112,8**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2 PROGRAMME 2 : MOBILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES

Responsable du Programme : A désigner

II.2.1 Périmètre du programme

1) **Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA)**
2) **Direction Générale des Impôts (DGI)**
3) **Direction Générale Des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD)**
4) **Cellule pour le Financement en Faveur des Etats Fragiles (CFEF)**
5) **Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP)**
6) **Cellule d'appui à l'Ordonnateur du Fonds Européen de développement (COFED)**
7) **Fonds d'Investissement Stratégique de la République Démocratique du Congo (FIS-RDC)**

II.2.2 Stratégie du programme

Le Programme 2 tend à renforcer durablement les capacités de mobilisation des ressources publiques en RDC tant des recettes fiscales, douanières, non fiscales que des ressources extérieures afin d'accroître l'espace budgétaire pour le financement des politiques publiques et la mise en œuvre du PNSD, tout en améliorant la transparence, la redevabilité et l'efficacité des services mobilisateurs.

La mobilisation des ressources souffre d'un faible taux de pression fiscale, d'une fraude et d'une évasion fiscale multidimensionnelle, d'une informatisation insuffisante, d'une organisation opérationnelle défaillante et d'une coordination limitée avec les partenaires extérieurs, entravant la capacité d'absorption et de recouvrement.

- L'accroissement du niveau global de mobilisation des ressources publiques permet d'atteindre les assignations budgétaires et renforcer la soutenabilité des finances publiques.
- L'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales cible l'élargissement de l'assiette et la lutte contre la fraude.
- Le renforcement de la mobilisation des recettes douanières et accises s'effectue à travers la modernisation des procédures et outils.
- La digitalisation et la sécurisation de l'ensemble de la chaîne des recettes non fiscales permet de fiabiliser les encaissements et réduire les fuites.
- L'optimisation, le contrôle et la gouvernance des recettes non fiscales facilite la détection et le traitement efficace des irrégularités
- L'accroissement de la mobilisation et l'absorption des ressources extérieures améliore la coordination des projets et partenariats ainsi que la capacité d'exécution.

Les résultats attendus du programme 2 sont :

- l'augmentation du taux de réalisation des recettes internes et des ressources extérieures.
- la hausse de la pression fiscale mesurée en % du PIB.
- le taux d'informatisation des services mobilisateurs (DGI, DGDA, DGRAD, LOGIRAD) en forte progression.
- le pourcentage de procédures fiscales et administratives simplifiées (DGI, DGDA, DGRAD) augmenté.
- le taux de réalisation des missions de contrôle programmées et mise en œuvre des recommandations.

- l'amélioration du taux global de décaissements des projets financés sur ressources extérieures.

Les Principales réformes et instruments (leviers d'action) :

- Gouvernance et coordination : création/renforcement d'un pilotage inter-administrations (DGI, DGDA, DGRAD, CSPP, CFEF, COFED) pour harmoniser les procédures, le suivi des recettes et interface avec les partenaires.
- Réforme fiscale : revue et élargissement de l'assiette fiscale, renforcement des cadres juridiques contre l'évasion, campagnes de conformité et civisme fiscal.
- Modernisation douanière : simplification des procédures, renforcement du contrôle aux frontières, coopération régionale et mécanismes d'évaluation des risques.
- Digitalisation et systèmes d'information : déploiement et interconnexion des systèmes (LOGIRAD, systèmes intégrés DGI/DGDA/DGRAD), couverture des services d'assiette, dématérialisation des paiements et des déclarations.
- Lutte contre la fraude : renforcement des capacités d'audit, contrôles ciblés, renseignement fiscal et échanges d'information inter institutions.

- Risques majeurs et mesures d'atténuation :
  - Faible capacité administrative : intensifier la formation et l'appui technique.
  - Résistance au changement : campagnes de communication interne et incitations.
  - Délais de décaissement externes : planification conjointe et renforcement du suivi projet-partenaires.
  - Menaces technologiques : sécurisation des SI et sauvegardes.

- Synthèse financière indicative :

  Le programme mobilise des crédits pour dépenses de personnel, équipements, systèmes d'information et interventions. Les ressources prévues (PLF 2026) doivent prioriser investissements en informatisation (LOGIRAD), modernisation douanière et renforcement des capacités pour atteindre les cibles de performance.

i. Objectifs et indicateurs de performance

Tableau 10 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme 2: Mobilisation des ressources publiques	**Accroître le niveau de mobilisation des ressources publiques**	Taux de réalisation des recettes internes	%	2022	84,43	101,33	108,19	ND	ND	100	100	100	
		Source	Administrations Financières										
		Mode de calcul	(Recettes réalisées/assignations) *100										
		Commentaire	cet indicateur mesure le niveau des recettes effectives sur les assignations initialement approuvées Le rapport des recettes internes réalisées par rapport aux assignations										
		Pression fiscale	%	2022	ND	ND	ND	12.5	ND	12.8	13	16	
		Source	Administrations Financières										
		Mode de calcul	(Impôts et taxes prélevés sur une année/PIB) 100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure le poids des impôts dans l'économie d'un pays										
		Taux de réalisation des ressources extérieures	%	2022	ND	ND	84, 5	101,33	ND	100	100	100	
		Source	CSPP										
		Mode de calcul	(Ressources extérieures réalisées/Ressources extérieures prévues)*100 (Recettes réalisées/ assignations) * 100										
		Commentaire	Cet indicateur montre la capacité de mobilisation ou d'absorption des ressources extérieures cet indicateur dégage l'écart entre les recettes extérieures effectives et celles prévues dans le budget										
Action 1: Mobilisation des recettes fiscales	Améliorer la qualité de l'offre des services mobilisateurs des ressources publiques	Taux procédures administratives simplifiées	%	2022	ND	10	13	15	20	20	20	20	
		Source	DGI										
		Mode de calcul	Comptage										
		Commentaire	Renseigne sur le niveau de mise en œuvre de la simplification des procédures administratives par les services mobilisateurs										

		Taux d'informatisation des services mobilisateurs des ressources publiques	%	2022	ND	61,5	70	72	75	80	890	100	
		Source	DGI										
		Mode de calcul	(Nombre de services dotés d'un système intégré de gestion des recettes/nombre total des services mobilisateurs des ressources)*100										
		Commentaire	Sert à vérifier les services du Ministère disposant d'équipements informatiques										
		Nombre de procédures fiscales simplifiées (DGI)	%	2022	ND	ND	11	19	15	20	20	20	
		Source	DGI										
		Mode de calcul	Comptage										
		Commentaire	renseigne sur le niveau de mise en œuvre de la simplification des procédures fiscales par les services mobilisateurs										
Action 2: Mobilisation des recettes douanières et accises	Accroître le niveau de mobilisation des recettes publiques	Taux de réalisation des recettes internes	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	DGDA										
		Mode de calcul	(Recettes réalisées/Assignations).100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure le rapport des recettes internes réalisées par rapport aux assignations										
		Taux de réalisation des recettes externes	%	2022	ND	ND	84,5	101,33	ND	100	100	100	
		Source	DGDA										
		Mode de calcul	(Recettes réalisées/Assignations).100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure le rapport des recettes externes réalisées par rapport aux assignations										
	Améliorer la qualité de l'offre des services mobilisateurs des ressources publiques	Taux de procédures fiscales simplifiées (DGDA)	%	2022	ND	ND	100	100	100	100	100	100	
		Source	DGDA										
		Mode de calcul	Comptage										

		Commentaire	renseigne sur le niveau de mise en œuvre de la simplification des procédures fiscales par les services mobilisateurs											
Action 3: Mobilisation des recettes non fiscales	Accroître la mobilisation des recettes non fiscales	Taux de mobilisation des recettes domaniales	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100		
		Source	DGRAD											
		Mode de calcul	(Total des recettes domaniales mobilisées/Total des recettes non fiscales prévues)*100											
		Commentaire												
		Taux de mobilisation des recettes administratives et judiciaires	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100		
		Source	DGRAD											
		Mode de calcul	(Total des recettes administratives et judiciaires/Total des recettes non fiscales prévues)*100											
		Commentaire												
		Taux de mobilisation des recettes de participations	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	100	100	100		
		Source	DGRAD											
		Mode de calcul	(Total des recettes de participation/Total des recettes non fiscales prévues)*100											
		Commentaire												
	Digitaliser l'ensemble de la chaîne des recettes non fiscales	Taux d'informatisation des actes générateurs non fiscal	%	2022	ND	20	48	61	78	80	82	85		
		Source	DGRAD											
		Mode de calcul	(Nombre des actes générateurs pris en charge par lOGERAD/nombre total des actes programmés)*100											
		Commentaire												

		Taux de procédures fiscales simplifiées DGRAD	%	2022	ND6	11	26	17	13	13	13		
		Source	DGRAD											
		Mode de calcul	Comptage											
		Commentaire	renseigne sur le niveau de mise en œuvre de la simplification des procédures fiscales par les services mobilisateurs											
	Optimiser les recettes non fiscales	Taux de rendement des actifs (ROA) du patrimoine public géré.	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	3,2	4	5	
		Source	FIS											
		Mode de calcul	(résultats net annuel généré par l'utilisation des actifs /valeur comptable des actifs sous gestion)*100											
		Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité managériale et la rentabilité financière de la gestion du fonds.											
		Taux de décaissement effectif des fonds de coopération UE-RDC	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	68	75	80	
		Source	COFED											
		Mode de calcul	(Montant effectivement décaissé/Montant total des fonds programmés ou engagés)*100											
		Commentaire	Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de décaissement effectif des fonds de coopération UE-RDC											
		Taux de projets exécutés dans les délais initiaux sans dépassement budgétaire.	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	75	80	85	
		Source	CFEF											
		Mode de calcul												
		Commentaire												
Action 4: Mobilisation des ressources extérieures	Améliorer la mobilisation des ressources extérieures	Taux de réalisation des ressources extérieures	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	80	85	90	
		Source	CSPP											

		Mode de calcul	(Ressources extérieures réalisées/Ressources extérieures prévues)*100									
		Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité de l'administration dans l'attraction et la matérialisation effective des financements extérieurs par rapport aux prévisions initiales.									
		Taux global des décaissements des projets sur financement extérieur	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	80	85	90	
		Source	CSPP									
		Mode de calcul	(Montant total des décaissements effectifs/ Montant total des engagements extérieurs)* 100									
		Commentaire	Cet indicateur évalue la capacité à absorber et à consommer effectivement les fonds extérieurs mobilisés pour l'exécution des projets de développement.									

II. 2.3 Présentation des crédits du programme

II.2.3.1 Présentation des Crédits par Rubrique

Tableau 11 : Évolution des crédits du programme par rubriques

	EXERCICE EN COURS	PROJECTION		
RUBRIQUES	**DOTATIONS 2026 (1)**	**CREDITS SOLLICITES 2027 (2)**	**EXERCICE 2028**	**EXERCICE 2029**
Contrepartie de Projet	1 956 574 370,00	2 185 246 537	**1 104 392 316,40**	**1 171 760 247,70**
Interventions Économiques	147 784 938 932,00	12 263 234 721	**463 835 970 690,24**	**492 129 964 902,35**
Investissements sur Ressources Propres	685 094 800,00	200 000 000	**29 304 810 380,97**	**31 092 403 814,21**
Fonctionnement des Ministères	-	-	**550 056 477,99**	**583 609 923,15**
Rémunération	77 516 094 495,00	77 365 066 215	**93 425 933 394,08**	**99 124 915 331,12**
Rétrocession aux Régies Financières	1 817 674 316 245,00	2 239 912 930 253	**2 095 256 129 404,48**	**2 223 066 753 298,15**
TVA Remboursable	143 418 567 909,00	100 691 289 848	**106 833 458 528,73**	**113 350 299 498,98**
TOTAL	**2 189 035 586 751,00**	2 430 432 521 037	**2 790 310 751 192,89**	**2 960 519 707 015,66**

II.2.3.2 Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 12 : **Evolution des credits du programme 2 par titre**

Titre	EXERCICE ENCOURS LFI		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés 2026 en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			
Titre III : Dépenses de personnel	77 365 066 215	14 914 245 267	77 365 066 215
Titre IV : Biens et matériels ;			
Titre V : Dépenses de prestations ;			
Titre VI : Transferts et interventions	2 222 111 365 259	367 463 519 859	2 352 867 454 822
II. Dépenses en capital			
Titre VII : Equipements	685 094 800		200 000 000
Financement intérieur			
Financement extérieur			
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière Financement intérieur	3 874 044 000		2 185 246 537
Financement extérieur			
Total	**2 304 035 570 274**	382 377 765 126	**2 432 617 767 574**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.3.3 EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau 13 : Évolution **des crédits du programme par action**

	EXERCERCICE EN COURS	PROJECTION		
ACTIONS	**DOTATION 2026 (1)**	**CREDITS SOLLICITES 2027 (2)**	**EXERCICE 2028**	**EXERCICE 2029**
Mobilisation des recettes fiscales	1 108 409 414 514,00	1 161 522 938 641,72	1 232 375 837 898,86	1 307 550 764 010,70
Mobilisation des recettes douanières et accises	409 787 666 567,00	456 731 436 819,88	484 592 054 465,89	514 152 169 788,31
Mobilisation des recettes non fiscales	535 165 773 179,00	590 848 178 372,82	626 889 917 253,56	665 130 202 206,02
Mobilisation des recettes extérieures	135 672 732 491,00	420 785 053 321,95	446 452 941 574,59	473 686 571 010,64
TOTAL	2 189 035 586 751,00	2 629 887 607 156,36	2 790 310 751 192,90	2 960 519 707 015,67

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.1. Présentation stratégique du programme

2.3.1.1. Périmètre du programme

Le programme Comptabilité Publique, Trésorerie, Dette Publique et Secteur Financier est mis en œuvre au travers des activités de 13 services suivants :

Le programme « Comptabilité publique, gestion de la trésorerie, dette publique et secteur financier » couvre les fonctions liées à la tenue et au contrôle des comptes publics, à la gestion de la trésorerie et de la dette ainsi qu'à l'encadrement du secteur financier. Il est mis en œuvre par les treize services et organismes ci-après :

1. Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP) ;
2. Direction de la Préparation de la Loi portant Reddition des Comptes (DPRC) ;
3. Direction de l'Audit et du Contrôle de Gestion (DAC) ;
4. Caisse d'Épargne et de Crédit du Congo (CADECO) ;
5. Fonds national de la Microfinance (FNM) ;
6. Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) ;
7. Direction de la Réglementation Financière (DRF) ;
8. Société nationale de Loterie (SONAL) ;
9. Direction générale de la Dette publique (DGDP) ;
10. Société nationale d'Assurances (SONAS) ;
11. Conseil permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC) ;
12. Société financière de développement (SOFIDE) ;
13. Banque centrale du Congo (BCC).

L'intervention coordonnée de ces structures vise à fiabiliser les comptes publics, optimiser la trésorerie, préserver la soutenabilité de la dette et soutenir le financement de l'économie nationale.

2.3.1.2. Stratégie du programme

S'appuyant sur les services sus évoqués, les actions sont orientées vers la numérisation (digitalisation) des services financiers et l'optimisation de la gestion de la trésorerie, la production et l'arrêt des comptes de qualité, le renforcement des dispositifs du contrôle des finances publiques et l'encadrement du secteur financier pour le financement de l'économie nationale, en vue d'améliorer la gestion des ressources financières et contribuer à l'évaluation de la redevabilité.

Tableau 15 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours		Cibles prévues		Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme 3: Comptabilité publique, trésorerie et supervision du système financier	Améliorer la gestion des ressources financières et contribuer au renforcement de la transparence et de la reddition des comptes dans la gestion des finances publiques	taux d'anomalies redressées lors des contrôles comptables internes	%		ND	ND	ND	ND	ND	92	95	98	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Nombre de rejet ou des corrections comptables effectués par les comptables publics/Nombre total d'actes des dépenses et recettes soumis pour prise en charge)*100										
		Commentaire	Cet indicateur de contrôle évalue l'efficacité du contrôle juridictionnel et interne exercé par le comptable public avant tout paiement ou encaissement. Un taux maîtrisé démontre que le système comptable bloque en amont les irrégularités (erreurs d'imputations budgétaires, pièces justificatives manquantes), sécurisant ainsi les fonds de l'Etat.										
		Taux d'exactitude des prévisions de trésorerie mensuelles	%			ND	ND	ND	85	88	90	95	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	((Flux réel d'exécution (recettes/dépenses)-Prévisions du PTR)/Prévisions du PTR)*100										
		Commentaire	Cet indicateur montre l'efficacité de la gestion de liquidité, plus le taux est proche de 100%, plus le ministère fes finances maîtrise son calendrier de paiement. Cela évite les ruptures de stocks des liquidités										
		Délai de transmission du projet de loi portant reddition des comptes de	Délai / Jrs			ND	16-sept	15-sept	ND	ND	15-mai	15-mai	15-mai

		l'exercices clos du pouvoir central											
		Source	DPRC										
		Mode de calcul	Date de dépôt effectif du Projet de loi de reddition des comptes au Parlement -Date légal limite (le 15 mai de l'année N+1)										
		Commentaire	un score égal ou inférieur à 0 indique un respect strict de la Loi. Tout retard entrave le calendrier budgétaire et affaiblit le pouvoir du contrôle du Parlement.										
Action 1: Tenue de la comptabilité publique	Améliorer la tenue de la comptabilité publique	Proportion des opérations de l'Administration centrale non comptabilisées dans les états financiers	%			ND	ND	ND	10	7	5	2	
		Source	DGTCP (DTMF, DRQC, IST)										
		Mode de calcul	(nombre des opérations non comptabilisées/nombre total des opérations) *100										
		Commentaire	cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les dépenses de l'Etat sont comptabilisées en dehors des états financiers de l'Administration centrale										
		taux de conformité des opérations comptables aux normes du PCGE	%			ND	ND	ND	78	85	90	95	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Nombre d'opérations comptabilisées sans rejet ni anomalies par la cours des comptes/Nombre total d'opérations comptables enregistrées sur l'exercice budgétaire)*100										
		Commentaire	Un taux élevé démontre que la maîtrise des règles comptables par les comptables publics. Les rejets ou anomalies indiquent un besoin de renforcement des capacités des comptables publics ou des failles dans le système intégré de gestion des finances publiques										
	Garantir la régularité et la sincérité des	Taux de production des balances	%			ND	ND	ND	88	92	96	100	

	écritures comptables	comptables mensuelles dans le délai											
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Nombre de balances comptables produites avant le 15 du mois suivant/Nombre des balances comptables produites)*100										
		Commentaire	La production régulière de la balance comptable évite l'accumulation des retards en fin d'année et fiabilise le suivi de la trésorerie										
		Taux d'apurement des comptes d'attente et de régularisation	%			ND	ND	ND	80	88	95	98	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Montant total des comptes d'attente régularisés/Montant total des sommes logés dans les comptes d'attente)*100										
		Commentaire	Les comptes d'attente sont utilisés pour enregistrer les opérations dont l'imputation définitive est temporairement impossible. Un stock trop élevé du suspens comptable fausse la sincérité des états financiers. L'objectif est de tendre vers un taux d'apurement proche de 100% à la clôture de l'exercice comptable										
	Moderniser et sécuriser le système comptable	Taux de dématérialisation des pièces justificatives comptables	%			ND	ND	ND	70	85	95	100	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Nombre des liasses comptables numérisées et archivées dans le système d'informations/Nombre total des liasses comptables émises)*100										
		Commentaire	L'archivage physique expose les pièces justificatives au risque de perte ou détérioration. La numérisation facilite les audits de la cour des comptes et l'accès rapide aux preuves de paiement en cas de contentieux										
Action2 : Reddition des comptes de l'Etat	Assurer et améliorer la qualité de la reddition des comptes de l'exercice clos du pouvoir central	Nombre des observation négatives formulées par la cour des comptes	Nombre			ND	ND	ND	ND	0	0	0	
		Source	DPRC										
		Mode de	DECOMPTE										

		calcul											
		Commentaire	Cet indicateur renseigne sur le respect de la date de transmission de projet de la loi portant reddition des comptes de l'exercice clos.										
		Pourcentage des comptabilités rapprochées sur terrain par rapport aux écarts persistants décelés	%			ND	ND	ND	ND	100	100	100	
		Source	DPRC										
		Mode de calcul	(Nombre des comptabilités rapprochés sur terrain / Total des écarts persistants non justifiés)*100										
		Commentaire	Cet indicateur permet d'évaluer la proposition des comptabilités avec les écarts persistants décelés ayant fait l'objet d'un rapprochement sr terrain par les cadres et agents du Ministère des Finances sur le total des comptabilités tenues avec les écarts persistants.										
Action 3: Gestion de la trésorerie	Assurer la trésorerie continue de l'Etat	Taux de couverture des dépenses ordonnancé e s par les ressources disponibles	%			ND	ND	ND	85	90	95	100	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Volume des ressources disponibles du compte général du trésor/Total dépenses ordonnancées)*100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure l'autonomie financière immédiate de l'Etat, il indique que la RDC peut faire face à ses engagements critiques sans créer d'arriérés ni recourir aux avances de la BCC										
	Centraliser et rationnaliser les fonds publics	Taux de centralisation des fonds publics dans lse compte unique du Trésor (CUT)	%			ND	ND	ND	ND	90	96	100	
		Source	DGTCP										

		Mode de calcul	(Nombre des comptes bancaires d'organismes publics intégrés dans le CUT/Total des comptes bancaires publics recensés hors CUT)*100										
		Commentaire	Cet indicateur améliore la visibilité globale de la trésorerie, il suit le niveau d'éradication des comptes parallèles au sein des ministères sectoriels et institutions. Plus le taux est élevé, moins les fonds de l'Etat sont dispersés										
	Réduire l'impact des déficits et optimiser les prévisions	Ecart des prévisions des flux de trésorerie	%			ND	ND	ND	ND	7	5	3	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	((Flux réels d'encaissements/décaissements-Flux prévisionnels du plan de trésorerie)/Flux prévisionnels du plan de trésorerie)*100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure la qualité technique du PTR à anticiper le mouvement des fonds via les nouveaux outils d'évaluation de la trésorerie mis en place. Un marge d'erreur inférieure à 5 ou 10% témoigne d'une excellente maîtrise de la programmation										
		Délai moyen de règlement des mandats de paiement	Jour			ND	ND	ND	ND	30	20	15	
		Source	DGTCP										
		Mode de calcul	(Sommation des dates de paiements effectifs par le comptable public-Date de prise en charge du mandat régulier)/Nombre total des mandats payés										
		Commentaire	Cet indicateur montre la fluidité par excellence vis-à-vis des créanciers et des prestataires de l'Etat. Il permet de restaurer la confiance des opérateurs économiques, d'éviter l'accumulation des arriérés, de la dette intérieure et de dynamiser l'économie nationale										
Action 4: Gestion de la Dette Publique	Assurer la viabilité à long-terme de la dette publique	Ratio de la valeur actualisée de la dette publique totale par rapport au PIB	%			ND	ND	ND	ND	33	32	30	
		Source	DGDP										
		Mode de calcul	(Valeur actualisée de la dette publique totale/PIB)*100										
		Commentaire	Cet indicateur mesure le poids global de la dette par rapport à la richesse nationale. Le maintien de ce ratio sur la barre critique permet de préserver l'espace budgétaire pour les priorités du Gouvernement										
		Ratio du service de la dette	%			ND	ND	ND	ND	10	9	8	

		extérieure par rapport aux recettes propres											
		Source	DGDP										
		Mode de calcul	(Intérêt Amortissement de la dette extérieure)/(recettes publiques totales hors dons)*100										
		Commentaire	Cet indicateur évalue la capacité réelle de l'Etat congolais à rembourser ses créanciers extérieurs avec ses propres recettes fiscales et non fiscales. Un ratio élevé traduit un effet déduction des autres catégories des dépenses										
		Délai de production et de publication du bulletin statistique de la dette	Délai/Nbre Jour			ND	ND	ND	ND	30	30	30	
		Source	DGDP										
		Mode de calcul	Date de publication officielle-Fin de la période de référence (trimestre ou année)										
		Commentaire	Cet indicateur évalue la transparence financière du Gouvernement envers les citoyens, le Parlement et les bailleurs des fonds										
	Dynamiser les marchés financiers domestiques	Taux de souscription aux adjudications des bons de trésor et obligations	%	2022	30	40	ND	ND	ND	95	100	100	
		Source	DGDP										
		Mode de calcul	(Montant total des offres soumises par les banques et investisseurs/Montant total mis en adjudication par le trésor)*100										
		Commentaire	Cet indicateur démontre la confiance des banques locales et des opérateurs économiques dans la signature de l'Etat congolais et la solidité de sa budgétaire										
		Taux d'exécution du stock d'arriérés de la dette intérieure	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	80	90	100	

		Source	DGDP									
		Mode de calcul	(Stock arriérés dettes intérieures payés/Total stock de la dettes intérieure programmé)*100									
		Commentaire	Le non paiement des fournisseurs locaux asphyxie le secteur privé causant la baisse de liquidité de PME, faillite, hausse des créances douteuses dans les banques commerciales.									
		Taux d'exécution globale du service de la dette intérieure	%	2022	ND	ND	ND	ND	ND	92	97	100
		Source	DGDP									
		Mode de calcul	Montant total du service de la dette intérieure payé/total crédits de service de la dette intérieure)*100									
		Commentaire	Cet indicateur reflète la crédibilité budgétaire, recrée un climat de confiance avec les opérateurs économiques locaux et améliore l'attractivité des titres publics (bons et obligations du Trésor									
Action 5 : Supervision du système financier, de la loterie et des jeux de hasard	Renforcer et soutenir le développement du secteur financier	Nombre de personnes incluses dans le système financier (ayant eu accès à un service financier adapté : épargne, crédit, transfert de fonds, assurance)	Nombre	ND	ND	ND	32966	34614	36345	38162	40070	42074
		Source	FNM									
		Mode de calcul	COMPTAGE									
		Commentaire	L'indicateur permet de saisir le nombre des personnes incluses dans le système financier.									

		Nombre d'institution financière partenaires agréées par la BCC et antennes opérationnelles en milieu rural et urbain	Nombre		ND	ND	13	13	13	16	19	22	
		Source	FNM										
		Mode de calcul	Le dénombrement des IFP et AO										
		Commentaire	L'indicateur sert à capter le nombre d'institution financière partenaires agréées par la BCC et antennes opérationnelles en milieu rural et urbain										
	Étendre les activités des jeux d'argent à travers le territoire national et améliorer la visibilité	Ouverture de nouvelles agences en provinces	Nombre		ND	ND	0	0	4	4	4	4	
		Source	SONAL										
		Mode de calcul	Dénombrement										
		Commentaire											
Action 6: Audit et Contrôle de Gestion	Auditer et contrôler la gestion de finances publiques du pouvoir central	Taux de réalisation des missions contrôle et audit programmées	%		ND	0	1	0	0	11	15	20	
		Source	DAC										
		Mode de calcul	(Nombre de missions de contrôle et audit réalisées/Nombre de missions de contrôle et inspection programmées)*100										
		Commentaire	Il mesure le nombre de missions programmées dans le plan annuel d'activités. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité opérationnelle des services de l'Inspectorat Général de la Santé, il mesure le respect du plan annuel de contrôle des services de la Défense et identifie les insuffisances organisationnelles et logistiques de										

	Améliorer la gouvernance des finances publiques	Taux d'irrégularités détectées et documentées	%		ND	20	25	30	11	30	35	40	
		Source	DAC										
		Mode de calcul	(Nombre d'irrégularités détectées /Nombre d'opérations contrôlées)*100										
		Commentaire	Il permet d'évaluer le niveau de conformité administrative, de détecter les risques de mauvaises gouvernance et de renforcer les mécanismes de contrôle interne, type d'irrégularités concernées : dépenses non justifiées, matériels non inventoriés, agents fictifs, écarts des stocks, violation des procédures)									

2.3.2. Présentation des crédits du programme

2.3.1.3. Présentation des Crédits par Rubrique

Tableau 16 : Evolution des Crédits par rubrique

Rubrique	Crédit Voté 2025 en CDF	Exécution 2025 en CDF	Crédits votés 2026 CDF	Prévisions 2027 CDF	Projections	
					2028 en CDF	2029 en CDF
Dette publique	1 509 559 890 000	762 037 561 418		1 941 426 490 407	2 059 853 506 321,83	2 185 504 570 207, 46
Fonctionnement des Ministères	10 118 752 069	20 615 108 067	64 023 499 233	56 950 468 543	143 044 429 320,68	151 770 139 509, 24
Interventions Économiques	15 200 000 000	4 831 705 454	48 433 157 317	138 749 275 593	11 642 205 765,92	12 352 380 317, 64
Frais financier	1 175 430 359 537	326 977 669 554	252 552 523 028	510 156 377 152	541 275 916 158,03	574 293 747 043,67
Investissements sur Ressources Propres	1 852 944 650			1 519 557 852	48 204 222 849, 04	51 144 680 442,84
Rémunération	28 868 007 616	8 738 494 176	33 862 221 988	36 882 221 988	36 865 330 993,95	39 114 116 184,58
Subventions aux Organismes Auxiliaires	617 125 911		1 617 125 911	580 893 913	16 956 250 615, 75	17 990 581 903,31
Financement des Réformes	7 454 803 693	436 430 000	7 454 803 693	8 844 783 986	25 073 827 533, 37	26 603 331 012, 91
Total	**2 753 639 711 070**	**2 088 642 674 722**	**2 088 642 674 722**	**2 695 110 069 434**	**2 882 915 689 558,57**	**3 058 773 546 621,64**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.1.4. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 17 : Présentation des crédits du programme par titre 2024 - 2026

Titre	EXERCICE ENCOURS PLR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			**2 693 590 511 582**
Titre I : dette publique en capital			1 941 426 490 407
Titre II : frais financiers			510 156 377 152
Titre III : Dépenses de personnel	16 816 933 363, 00	18 740 466 590	48 113 410 173
Titre IV : Biens et matériels ;	13 579 172 284,00	4 639 654 000	6 824 171 214
Titre V : Dépenses de prestations ;	31 631 111 610,00	6 409 911 653	47 739 893 130
Titre VI : Transferts et interventions	253 013 904,00	4 831 705 454	139 330 169 506
II. Dépenses en capital			**1 519 557 852**
Titre VII : Équipements	10 473 804 752,00	-	381 744 892
Financement intérieur			-
Financement extérieur			-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	7 685 223 198, 00		1 137 812 960
Financement intérieur	-		
Financement extérieur	-		
Total	**2 088 642 674 722**	**34 621 737 697**	**2 695 110 069 434**

 Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.4. Évolution des crédits par action du programme Tableau

18 : Évolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE 2026	Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC		
1		Tenue de la comptabilité publique	28 892 253 046	17 740 827 241		
2		Reddition des comptes de l'Etat	5 816 105 060	2 220 201 950	7 262 022 859	6 639 248 391
3		Gestion de la trésorerie	-	_	19 636 553 079	38 026 783 271
4		Gestion de la Dette Publique	1 595 702 038	55 126 291	2 511 287 169 434	2 465 381 096 571
5		Supervision du système financier, de la loterie et des yeux de hasard.	1 015 488 024 265	41 292 860 155	69 053 615 877	172 904 096 776
6		Audit et Contrôle de Gestion	1 697 309 799 068	1 062 327 953 033		
7		Production des comptes de qualité (budgétaire et de la comptabilité générale)			16 559 978 459	12 158 844 424
Total			**2 753 639 711 070**	**2 623 799 339 708**	**2 088 642 674 722**	**2 695 110 069 433**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4 PROGRAMME4:REFORME ET MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES

2.4.1. Présentation stratégique du programme

2.4.1.1. Périmètre du programme

Le programme « Réforme et modernisation des finances publiques » regroupe les actions dont les activités des réformes concourent à l'amélioration de la gestion des finances publiques. Ces activités sont portées par les trois actions suivantes : (i) coordination stratégique et technique de réformes des finances publiques au niveau central ; (ii) coordination des financements des réformes de finances publiques et (iii) coordination des réformes des finances publiques au niveau de provinces et ETDs. Il est piloté et mis en œuvre par le Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF).

2.4.1.2. Stratégie du programme

Le programme « réforme et modernisation des finances publiques » est mis en œuvre par le COREF, avec l'implication des structures et services concernés, représentés dans les Sous-comités Techniques du travail de huit piliers du Plan Stratégique de la Réforme des Finances Publiques (PSRFP).

Le programme « Réforme et Modernisation des Finances Publiques » découle du PSRFP adopté par le Gouvernement, en mars 2010 et révisé en 2021. Arrimé au Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), en phase avec les objectifs du développement durable (ODD-2030), le PSRFP cristallise la vision du Gouvernement, celle de disposer d'un système de gouvernance financière qui respecte les fondamentaux de la gouvernance politique et institutionnelle, nécessaires à la réalisation d'une croissance durable et inclusive ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

Au cours de ces dernières années, bien d'actions de réformes, ambitieuses ont été initiées et la poursuite de leur mise en œuvre s'avère cruciale. Il s'agit notamment :

- Du parachèvement, à l'horizon de l'année 2028, de la mise en place du budget programme en vue de doter l'Etat d'un budget crédible, pluriannuel et aligné sur les politiques publiques, principal déterminant de l'efficacité de l'action publique. Dans ce registre, l'on se focalisera, à titre indicatif, sur : (i) l'adaptation du système d'information de gestion de la dépense dans un environnement budget-programme ; (ii) l'attribution des produits et régularisation des affectations de recettes aux services non personnalisés de l'Etat sous la forme des budgets annexes et comptes d'affectation spéciale ; (iii) le développement de la fonction contrôle de gestion et (iv) la révision de la nomenclature budgétaire de l'Etat (intégrant la nouvelle classification programmatique) et alignée sur les normes MSFP-2014 ;
- De l'opérationnalisation progressive de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnancement ;
- Du déploiement des comptables dans quatre (4) ministères (Infrastructures et Travaux Publics, Développement Rural, Santé et Éducation) dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnancement. L'accent sera mis sur le recrutement et l'installation de quatre (4) comptables principaux et leurs collaborateurs dans 4 ministères pilotes ainsi que l'ouverture de leurs comptes d'opérations à la BCC ;
- De l'opérationnalisation de la DGTCP conformément au Décret modifiant et complétant le Décret de 2022 fixant cadre et structures organiques de la DGTCP. Pour les années 2026 et 2027, l'accent sera mis sur le déploiement des agents et cadres à leurs postes d'emplois en vue d'asseoir les structures administratives de la DGTCP et le déploiement du réseau national des comptables publics et
- De la finalisation et la mise en production du logiciel de la chaîne de dépenses dans les quatre (4) autres ministères de la phase II de la déconcentration, à savoir : Enseignement Supérieur et Universitaire ; Pêche et Élevage ; Défense Nationale et Agriculture.

Tableau 20 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Références		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme 4 : Réforme et Modernisation des Finances Publiques	**Assurer et Orienter la réforme des finances publiques**	Taux d'exécution du plan d'actions triennal de la réforme des finances publiques (2025-2027)	%						ND	90	95	100	
		Source	Rapport d'activités du COREF										
		Mode de calcul	Nombre d'activités critiques réalisées relativement au cumul des activités prévues à la période considérée multiplié par cent.										
		Commentaire	Cet indicateur donne le niveau d'exécution des actions et mesures contenues dans le plan opérationnel du Plan Stratégique de la Réforme des finances publiques.										
Action 1: : Coordination stratégique et technique des réformes des finances publiques au niveau du pouvoir central	Conduire les actions et mesures de la stratégie de la réforme par les acteurs opérationnels	Niveau d'exécution(a) du PAO du PSRFP	Nombre relatif			65	75	85	87	90	92	65	
		Source	Rapport d'activités du COREF, Rapport du Secrétariat du Gouvernement, Journal Officiel										
		Mode de calcul	*Nombre d'activités critiques réalisées relativement au cumul des activités prévues à la période considérée multiplié par cent.*										
		Commentaire	Cet indicateur se définit et se calcule par le nombre d'activités critiques du PAO (plan d'actions opérationnel) réalisé relativement au cumul des activités prévues à la période considérée.										
		Proportion des textes légaux et règlementaires adoptés par le gouvernement	Pourcentage				15	60	70	70	75	75	
		Source	COREF										
		Mode de calcul	Nombre des textes légaux et règlementaires adoptés/Nombre des textes soumis										
		Commentaire	Cet indicateur se définit et se calcule par le nombre d'activités critiques du PAO (plan d'actions opérationnel) réalisé relativement au cumul des activités prévues à la période considérée.										
Action 2: Coordination de financement des réformes des Finances Publiques		Niveau d'exécution(b) des engagements des PTFS	Pourcentage			80	82	86	89	90	93	80	
		Source	COREF										
		Mode de calcul	*Montant total des engagements des PTFs libérés sur le montant total des engagements des PTFs souscrits.*										

		Commentaire	*Cet indicateur évalue la contribution financière des partenaires à la mise en œuvre des réformes. Il se mesure par le montant total des engagements des PTFs effectivement libérés rapporté au montant total des engagements des PTFs souscrits.*									
	Mobiliser les financements de la stratégie des réformes des Finances Publiques	Nombre de réunions du cadre permanent de concertation et de suivi des reformes des finances publiques	Echelle de régularité					1^{-1}	1^{+1}	1^{+1}	1^{+1}	
		Source	COREF									
		Mode de calcul	*le niveau de consistance est faible lorsque le nombre des réunions est inférieur à 33% de sa cible spécifique ; et il est noté dans ce cas par la valeur 0 . Il est jugé de moyen lorsqu'il est compris entre 33 et 66% de réunions tenues, ce qui correspond à un score 1^{-1}. Tandis qu'il est efficace s'il justifie plus de 67%, équivalent à une norme 1^{+1}.*									
		Commentaire	*cela se mesure par le nombre de réunions tenues suivant le protocole ou le règlement ad hoc. L'échelle de régularité est fixée en termes d'une mesure normée.*									
		Niveau d'exécution des crédits budgétaires afférents à la conduite des reformes						25	100	100	100	
		Source	COREF									
		Mode de calcul	Budget exécuté/Budget alloué*100									
		Commentaire	*Niveau d'exécution des crédits budgétaires se rapporte au décaissement effectif suivant la Loi de finances conformément au Plan d'Engagement Budgétaire de la période considérée*									
Action 3: Coordination des réformes des finances publiques au niveau des Provinces et ETD		Niveau de mise en œuvre globale de la stratégie de renforcement de la décentralisation financière	Pourcentage				50	55	65	79	82	86
		Source	COREF									
		Mode de calcul	*Nombre d'activités critiques réalisées relativement au cumul des activités prévues à la période considérée multiplié par cent.*									
		Commentaire										
		Provinces disposant d'un plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie de renforcement de la décentralisation financière							100	100	100	100
	Consolider la gouvernance financière à l'échelle des provinces et ETD	**Source**	COREF									
		Mode de calcul	Nombre de province doté du plan d'action/nombre de province retenue * 100									
		Commentaire	Cet indicateur permet d'évaluer la mise en œuvre de la décentralisation									

2.42. Présentation des crédits du programme

2.4.1.3. **Présentation des Crédits par Rubrique Tableau 21 : Présentation des Crédits par Rubrique**

Rubrique	Loi Rectificative 2025 en FC	Exécution 2025 fin juin en FC	Dotations LFR 2026 (CDF)	Prévisions 2027 (CDF)	Projection 2028	Projection 2029
Financement des réformes	28 094 725 078	11 571 545 560	10 633 192 092,00	10 633 192 092	29 435 014 092,17	31 127 319 332,16
Fonctionnement des Ministères	1 422 955 243	14 886 102	981 649 201,00	13 087 453 577	6 349 878 077,81	6 349 878 077,81
Interventions Economiques	-	-	-	368 329 823	3 560 635 062,98	3 560 635 062,98
Investissement sur ressources propres	-	-	-	-	8 702 845 254,78	8 702 845 254,78
Rémunération	7 337 328 660	3 842 799 360	10 050 478 100,00	10 050 478 100	13 639 894 098,28	13 639 894 098,28
Total	**36 855 008 981**	**15 429 231 022**	**31 106 625 435**	**34 139 453 592**	**54 919 045 626**	**54 919 045 626**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.4.2.3.1. Présentation des crédits du programme par titre Tableau 22 : Présentation des crédits du programme par titre 2024 – 2027

Titre	EXERCICE LFR 2025		REALISATION LFR 2026 en FC	Prévisions 2027
	Crédits votés en FC	Exécution		
I. Dépenses Courantes				**32 603 754 977**
Titre III : Dépenses de personnel	7 821 453 098	3853154110	10 534 602 538	17 558 210 340
Titre IV : Biens et matériels ;	96 925 928	4 531 352	96 925 928	4 869 749 807
Titre V : Dépenses de prestations ;	24 400 931 340	11 571 545 560	18 939 398 354	9 807 465 007
Titre VI : Transferts et interventions	-	-		368 329 823
II. Dépenses en capital				**1 535 698 615**

Titre VII : Equipements Financement intérieur	4 535 698 615 -	- -	1 535 698 615	1 535 698 615
Financement extérieur	-	-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-		
Financement intérieur	-	-		
Financement extérieur	-	-		
Total	**36 855 008 981**	**15429231022**	**31 106 625 435**	**34 139 453 592**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

Évolution des crédits par action du programme

2. 4. 2. 3. 1. **Présentation des crédits par action Tableau 23 : Évolution des crédits par programme**

N°	Code action	Intitulé de l'action	EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Appui à la réforme budgétaire	31 106 625 435	19 835 780 000,00	34 139 453 592
2		Appui au renforcement du système fiscal			
3		Appui à la rationalisation de la gestion de la dépense publique			
4		Appui à la modernisation de la comptabilité publique, de la gestion de la trésorerie et du système des statistiques des finances publiques			
5		Appui au renforcement du Contrôle des finances			
6		Appui au processus de la décentralisation financière			
7		Appui à la numérisation du Système de gestion des finances publiques			
Total			**31 106 625 435**	**19 835 780 000,00**	**34 139 453 592**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

6. Ministère du Budget

Section 31

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Responsable : S.E Adolphe MUZITO FUMUTSHI, Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. Mission

Conformément à l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères et au Cadre organique en vigueur, le Ministère du Budget a pour mission générale de contribuer au développement socio-économique du pays en imprimant au budget de l'État une vision de développement.

Ses missions spécifiques sont les suivantes :

- ***Concevoir, élaborer et mettre en œuvre les politiques du Gouvernement en matière budgétaire;***
- ***Préparer et élaborer le budget de l'État selon une stratégie pluriannuelle et en mode programme;***
- ***Contrôler et suivre l'exécution du budget de l'État dans une perspective pluriannuelle et en mode programme ;***
- ***Intégrer la performance et la gestion axée sur les résultats aux trois niveaux d'exercice du pouvoir, à savoir : le Pouvoir central, les Provinces et les Entités Territoriales Décentralisées (ETD).***

I.1.2. Organisation du Ministère

Créé par l'Ordonnance présidentielle n°86-263 du 31 octobre 1986, le Département du Budget est issu de l'ancienne Direction du Budget-Contrôle du Département des Finances. Sa création visait à améliorer la gestion des finances publiques en assurant une séparation claire des attributions entre le Département des Finances et celui du Budget. Par la suite, tous les Départements de l'Exécutif sont devenus des Ministères, d'où l'appellation « Ministère du Budget ».

Le Ministère du Budget dispose depuis le 05 juin 2023, de l'Arrêté n°069/CAB.VPM/FP-MA-ISP/JPL, portant agrément provisoire du Cadre et Structures Organiques du Secrétariat General du Budget conforme aux orientations contenues dans la loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques.

La nouvelle configuration opérationnelle vise le renforcement des fonctions de préparation, de contrôle et de suivi de l'exécution des Lois de finances en vue d'assurer l'arrimage des politiques publiques au PNSD. A ce jour, le Ministère du Budget compte :

- Deux (2) services administratifs rattachés au Ministère à savoir : la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) et le Service National des Approvisionnements et Impressions (SENAPI) ;
- Le Secrétariat Général qui comprend les structures suivantes :

- Sept (7) directions métiers qui sont : Direction Générale de Politiques et Programmation Budgétaire (DGPPB), Direction Générale de Développement et Suivi de Performance (DGDSP), Direction de l'Intendance Générale et des Crédits Centralisés (DIG-CC), Direction du Contrôle Budgétaire (DCB), Direction de Suivi et Exploitation des Opérations de Rémunération (DSEOR), Direction des Enquêtes et Analyses Macro budgétaires (DEAMB) et Coordination Informatique Interministérielle (CII) ;
- Six (6) structures standards : Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Etudes et Planification (DEP), Direction Administrative et Financière (DAF), Direction des Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (DANTIC), Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP) et la Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- Vingt- six (26) Divisions provinciales.

I.2. PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

I.2.1. Priorités

La gestion budgétaire constitue un levier essentiel de la gouvernance des finances publiques. À ce titre, le Ministère du Budget est appelé à garantir une programmation, une allocation et une exécution efficientes des ressources publiques, conformément aux orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2024-2028) ainsi qu'aux exigences de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP).

Dans un contexte marqué par la poursuite de la réforme des finances publiques et la migration vers le budget-programme, le Ministère du Budget se doit de renforcer la crédibilité du budget de l'État, améliorer la qualité de la dépense publique et promouvoir une gestion axée sur les résultats.

À cet effet, les principaux objectifs du Gouvernement en matière budgétaire sont les suivants : (i) améliorer la crédibilité budgétaire ; (ii) améliorer la qualité de la dépense publique ; (iii) accélérer la mise en œuvre du budget-programme ; (iv) assurer une allocation optimale des ressources publiques en cohérence avec les priorités du PNSD, (v) promouvoir la performance des politiques publiques.

La mise en œuvre de ces priorités contribuera à l'amélioration de la performance de l'action publique, à une meilleure utilisation des ressources de l'État et à l'atteinte des objectifs de développement économique et social fixés par le Gouvernement.

I.2.2. Politiques sectorielles

Au cours des dernières années, le Ministère du Budget a engagé d'importantes réformes destinées à moderniser la gestion des finances publiques, conformément aux dispositions de la LOFIP. Des avancées notables ont été enregistrées, notamment dans l'amélioration du processus de préparation budgétaire, l'introduction progressive de la budgétisation axée sur les résultats, le renforcement de la programmation pluriannuelle à travers les Cadre Budgétaire à Moyen terme (CBMT), le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), la prise du Décret portant gouvernance budgétaire, l'Arrêté

portant régulation budgétaire, la production des Projets et Rapports Annuels de Performance (PAP/RAP), ainsi que la modernisation progressive des outils de gestion budgétaire.

Toutefois, plusieurs défis demeurent. Ils concernent notamment la faible crédibilité des prévisions budgétaires, la faible appropriation de la gestion axée sur les résultats par certaines administrations, la nécessité de renforcer le cadre juridique, les insuffisances dans le suivi de la performance des programmes. Ces contraintes limitent encore l'efficacité de la dépense publique et l'atteinte des objectifs de développement.

Pour répondre aux défis identifiés, la stratégie du Ministère du Budget s'articule autour des orientations suivantes : (i) renforcer la crédibilité du budget de l'État en améliorant la qualité de la programmation budgétaire, la sincérité des prévisions, la maîtrise de l'exécution des dépenses, le suivi du Plan d'Engagement Budgétaire, ainsi que la transparence et la gestion des risques budgétaires ; (ii) poursuivre la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats à travers le renforcement des Projets et Rapports Annuels de Performance, l'amélioration des indicateurs de performance, le développement du suivi-évaluation et l'accompagnement des ministères sectoriels dans la conduite des programmes budgétaires ; (iii) moderniser le cadre juridique et institutionnel des finances publiques par l'actualisation des textes d'application de la LOFIP, l'harmonisation des procédures budgétaires, la diffusion des référentiels techniques et le renforcement de la gouvernance budgétaire ; (iv) accélérer la transformation numérique de la gestion budgétaire en modernisant les systèmes d'information, en renforçant l'interconnexion des outils de gestion et en améliorant la disponibilité ainsi que la fiabilité des données budgétaires et (v) renforcer les capacités institutionnelles et humaines des administrations centrales, provinciales et des Entités Territoriales Décentralisées afin d'assurer une mise en œuvre efficace des réformes budgétaires et une meilleure qualité de la dépense publique.

Ces orientations stratégiques visent à garantir une gestion des finances publiques plus performante, transparente et soutenable, capable de soutenir la stabilité macroéconomique, d'améliorer l'efficacité de l'action publique et de contribuer à la réalisation des objectifs du Plan National Stratégique de Développement ainsi qu'à la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement.

*I.3. **Maquette Programmatique du Ministère***

Tableau n° 1 : Maquette Programmatique du Ministère du Budget

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
31	**BUDGET**						
		039	**Administration Générale du Budget**			Cabinet Budget, SG, DAF, DEP, DRH, DANTIC, CGPMP	
				391	Pilotage de la stratégie ministérielle du Budget	Cabinet Budget	
				392	Coordination Administrative du Budget	Secrétariat Général	
				393	Gestion des ressources humaines	DRH	
				394	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	
				395	Planification, programmation et suivi-évaluation des politiques du Ministère	DEP	
				396	Communication et Informatisation du Ministère	DANTIC	
				397	Gestion des projets et Marchés Publics	CGPMP	
		040	**Programmation et Budgétisation des ressources et des Politiques Publiques**			DGPPB, DEAMB	
				401	Programmation budgétaire	DGPPB	
				402	Budgétisation des ressources et des politiques publiques	DGPPB	
				403	Suivi de l'exécution budgétaire et production d'analyses budgétaires	DGPPB, DEAMB	
				404	Modernisation et transformation du système budgétaire national (réforme budgétaire)	DGPPB	
		041	**Contrôle et gestion Budgétaire**			DCB, DEAMB, DGCMP, DESOR, DIG-CC, CII	
				411	Contrôle budgétaire	DCB	
				412	Enquêtes budgétaires	DEAMB	
				413	Contrôle des marchés publics et des PPP	DGCMP	
				414	Gestion de la paie	DESOR	
				415	Gestion des charges communes	DIG-CC	
				416	Gestion du système d'informations budgétaires	CII	
		153	**Développement et Suivi des Performances de l'action publique**			DGDSP	
				1531	Normalisation et Standardisation des outils de performance.	DGDSP	
				1532	Appui à l'implémentation de la performance au niveau du Pouvoir central, des Provinces et ETD	DGDSP	
				1533	Suivi et évaluation des performances	DGDSP	
		043	**Gestion des Approvisionnements et Impressions (BA)**			SENAPI	
				431	Approvisionnements des fournitures divers, matériels généraux et spécifiques	SENAPI	
				432	Impressions des imprimés divers	SENAPI	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

Au cours des trois dernières années, le secteur du Budget a poursuivi la mise en œuvre des réformes engagées dans le cadre de la modernisation de la gestion des finances publiques, conformément aux dispositions de la Loi relative aux Finances Publiques (LOFIP). L'action du Ministère du Budget s'est articulée autour de cinq programmes cités-ci haut et a permis d'enregistrer plusieurs résultats importants, notamment :

- le renforcement du cadre organisationnel du Ministère à travers le programme Administration générale, ayant permis de revisiter le cadre organique du Ministère en tenant en compte des exigences de la LOFIP ;
- l'amélioration du processus de programmation budgétaire grâce au programme Programmation et budgétisation des ressources et politiques publiques, marqué par la préparation annuelle du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT), et l'élaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- le renforcement du contrôle de l'exécution budgétaire à travers le programme Contrôle et gestion budgétaire, ayant contribué à une meilleure maîtrise des engagements de dépenses, au suivi de l'exécution du budget de l'État et au respect des procédures prévues par la réglementation budgétaire ;
- des avancées dans la mise en œuvre de la réforme du budget-programme grâce au programme Développement et suivi de la performance de l'action publique, notamment par la poursuite de l'accompagnement des sectoriels dans l'élaboration de leurs Projets annuels de performance (PAP) et l'organisation des conférences de performance ;
- la poursuite de la modernisation des fonctions logistiques de l'État à travers le programme Gestion des approvisionnements et impressions, notamment par l'amélioration du système d'approvisionnement des administrations publiques, la production des imprimés administratifs sécurisés et le renforcement de la gestion des fournitures publiques.

Les principaux projets et réformes conduits durant cette période portent principalement sur :

- la poursuite de la réforme du budget-programme conformément aux prescriptions de la LOFIP ;
- le renforcement des outils de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation des politiques publiques ;
- l'amélioration du dispositif de contrôle de l'exécution budgétaire ;
- la modernisation progressive des systèmes d'information budgétaire et des procédures de gestion des finances publiques ;
- le renforcement des capacités des administrations publiques en matière de gestion axée sur les résultats.

Au cours de la période sous revue, les interventions du secteur ont été financées principalement par les crédits inscrits dans les lois de finances de l'État. Ces ressources ont permis d'assurer le fonctionnement des services, la mise en œuvre des réformes budgétaires, l'élaboration des outils de programmation et de performance. Toutefois, la structure des dépenses est demeurée largement dominée par les dépenses de fonctionnement, tandis que les crédits consacrés à la conduite des réformes sont restés relativement limités, affectant la vitesse de mise en œuvre de certaines actions.

Malgré les progrès enregistrés, plusieurs contraintes ont limité la pleine réalisation des objectifs poursuivis, notamment :

- l'insuffisance et la faible prévisibilité des ressources budgétaires allouées à certains programmes ;
- la faible mobilisation des ressources destinées aux investissements et à la modernisation des outils de gestion ;
- le niveau encore insuffisant d'interconnexion des systèmes d'information budgétaire ;
- la faible disponibilité de données statistiques fiables pour le suivi des performances publiques ;
- les retards dans la mise en œuvre de certaines réformes structurelles prévues par la LOFIP ;

*I.4.2. **Perspectives***

Ces contraintes supra citées démontrent la nécessité de poursuivre les réformes engagées afin de consolider la gestion budgétaire axée sur les résultats, renforcer la qualité de la dépense publique, accélérer la digitalisation des processus budgétaires et améliorer durablement la performance de l'action publique.

Pour les trois prochaines années (2027-2029), l'action du Ministère s'appuiera sur la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques engagées par le Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la Loi relative aux Finances Publiques (LOFIP). Ces réformes porteront sur :

- La poursuite de la mise en œuvre de la budgétisation par programme et de la démarche de performance ;
- La maîtrise des dépenses à crédits centralisés ;
- La révision du cadre juridique applicable aux marchés publics afin d'améliorer l'efficacité et la transparence de la dépense publique ;
- La rationalisation des dépenses de rémunération conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- Le renforcement de la chaîne de la dépense publique et du contrôle budgétaire ;
- Le renforcement du rôle du Contrôleur Général du Budget.

*I.5. **OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRÉSENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE***

*I.5.1. **Objectifs les plus représentatifs***

Les objectifs les plus représentatifs sont :

- ***Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère ;***
- ***Assurer une allocation optimale et transparente des ressources budgétaires en alignement aux priorités nationales ;***
- ***Améliorer la gestion de la dépense publique ;***
- ***Ancrer une culture de performance dans la gestion publique ;***
- ***Moderniser le système de gestion des approvisionnements et des imprimés divers des services publics.***

I.5.2. ***Cadre de Performance des Objectifs représentatifs de la politique du Ministère***

Tableau n° 2 : Cadre de performance des Objectifs représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère										
N°	**Indicateurs de performance**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**			**Structures responsables**
	Nom	**Unite de mesure**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
1	Taux d'exécution financières des programmes	%								
	Source : DAF									
	Mode de calcul pour l'exercice 2025 : Exécution crédits LF initiale / Prévision LF initiale x100									
	Commentaire :									
2	Taux d'exécution physique des programmes	%								
	Source : DAF									
	Mode de calcul : Nombre d'activités ou projets réalisés par programme/ Nombre d'activités ou projets prévus par programme x100									
	Commentaires : En 2025,									
3	Taux de réalisation de mise en œuvre de la reforme	%								
	Source :									
	Mode de calcul : Nombre des textes légaux et réglementaires publiés mis en œuvre/ Nombre des textes légaux et réglementaires prévus x100									
	Commentaires :									
Objectif 2 : Assurer une allocation optimale et transparente des ressources budgétaires en alignement aux priorités nationales										
N°	**Indicateurs de performance**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**			**Structures responsables**
	Nom	**Unite de mesure**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
1	Taux d'alignement des ressources budgétaires aux priorités nationales	%	45	50	60	65		75	80	
	Source : Rapport de la DGPPB									
	Mode de calcul : Montant des crédits budgétaires alloués aux secteurs prioritaires définis dans le PNSD et PAG / Montant total du budget voté x100									
	Commentaires :									
2	Taux d'exécution budgétaire	%	50	70	75	80		90	100	
	Source : DCB									
	Mode de calcul : Montant total des dépenses réelles exécutées pour les secteurs prioritaires / Montant total des dépenses des secteurs x100									
	Commentaires :									
3	Taux de transparence et participation citoyenne	%	80	85	90	95				
	Source : Rapport de la DGPPB									
	Mode de calcul : Nombre de critères de transparence et participation respectés / Nombre total de critères prévus x100									
	Commentaire :									
Objectif 3 : Améliorer la gestion de la dépense publique										

N°	Indicateurs de performance		Réalisations			Exercice en cours	Cibles			Structures responsables
	Nom	Unite de mesure	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
1	Taux d'exécution de la dette publique	%								
	Source : Rapport de la DCB									
	Mode de calcul : Montant des dépenses de la dette publique exécutées /Crédits budgétaires alloués au service de la dette*100									
	Commentaire :									
2	Taux d'exécution des dépenses courantes hors dettes	%								
	Source : Rapport de la DCB									
	Mode de calcul : Montant des dépenses courantes hors dette exécutées / Crédits budgétaires prévus pour les dépenses courantes hors dette* 100									
	Commentaires :									
3	Taux d'exécution des dépenses d'investissement	%								
	Source : Rapport de la DCB									
	Mode de calcul : Montant des dépenses d'investissement exécutées /Crédits budgétaires prévus pour les investissements x 100									
	Commentaires : En prévision 2025,									
Objectif 4 : Ancrer une culture de performance dans la gestion publique										
N°	**Indicateurs de performance**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**			**Structures responsables**
	Nom	**Unite de mesure**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
1	Taux de conformité aux référentiels									
	Source : Rapport de la DGDSP									
	Mode de calcul : Nombre de PAP conformes /Nombre total de PAP évalués*100									
	Commentaires :									
2	Taux de satisfaction des ministères		ND	-	80	90				
	Source : Rapport de la DGDSP									
	Mode de calcul : Ministères satisfait / Total des ministères x 100									
	Commentaires :									
3	Taux de mise en œuvre des recommandations issues du suivi-évaluation des performances									
	Source : Rapport DGDSP									
	Mode de calcul : Nombre des recommandations mises en œuvre/Nombre total des recommandations formulées x 100									
	Commentaires :									
Objectif 5 : Moderniser le système de gestion des approvisionnements et des imprimés divers des services publics										
N°	**Indicateurs de performance**		**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**			**Structures responsables**
	Nom	**Unite de mesure**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
1	Taux de mise en œuvre du plan de relance du SENAPI									
	Source : Rapport SENAPI									

	Mode de calcul : Nombre d'actions du plan de relance réalisées/Nombre total d'actions prévues*100									
	Commentaire									
2	Taux d'acquisition en équipements informatiques									
	Source : Rapport SENAPI									
	Mode de calcul : Montant des acquisitions informatiques réalisées / Montant des acquisitions prévues 100									
	Commentaires :									

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.1. Evolution des crédits par Titre

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	
I.	**Dépenses courantes**	**984 366 076 809**	**2 012 132 480 543**	**955 038 879 190**	**689 608 417 159**	**1 270 054 416 037**
1	Titre III : Dépenses de personnel	398 248 191 880	567 084 998 876	444 813 041 587	241 834 395 756	489 693 230 521
2	Titre IV : Biens et matériels	101 698 516 107	548 437 449 706	111 333 598 607	219 157 478 596	131 795 436 757
3	Titre V : Dépenses de prestations	313 469 904 607	668 158 146 202	259 321 429 269	216 681 077 739	533 425 830 789
4	Titre VI : Transferts et interventions	170 949 464 215	228 451 885 759	139 570 809 727	11 935 465 068	115 139 917 970
II.	**Dépenses en capital**	**7 822 042 352**	**1 459 548 473**	**15 695 348 705**	**560 163 204**	**36 434 418 446**
5	Titre VII : Equipements	3 818 853 620	1 459 548 473	4 692 159 973	560 163 204	18 661 288 446
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 003 188 732	-	11 003 188 732	-	17 773 130 000
	Total	**992 188 119 161**	**2 013 592 029 016**	**970 734 227 895**	**690 168 580 363**	**1 306 488 834 483**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. *Evolution des crédits par Rubrique*

Tableau n° 4 : Evolutions des crédits par Rubrique 2027-2029

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025 (en FC)		LF 2026 (en FC)		Projections 2027 en FC
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Charges communes	461 942 432 574	1 233 226 316 961	369 175 527 924	347 611 883 080	641 201 021 763
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	40 000 000 000	43 405 087 199	50 000 000 000	-	24 588 307 443
3	Financement des reformes	59 366 040 263	38 960 967 723	65 521 663 081	16 167 904 274	69 715 049 518
4	Fonctionnement des ministères	60 721 810 501	243 351 292 136	56 402 039 939	104 753 142 914	73 458 441 979
5	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	600 000 000	8 356 415 440	109 554 398	-	1 100 105 442
6	Investissements sur ressources extérieures	-	-		-	
7	Investissement sur ressources propres	5 822 042 352	1 459 548 473	13 695 348 705	560 163 204	34 434 418 446
8	Rémunérations	363 735 793 471	444 965 681 083	415 830 093 848	221 075 486 892	461 991 489 892
TOTAL		**992 188 119 161**	**2 013 725 309 015**	**970 734 227 895**	**690 168 580 364**	**1 306 488 834 483**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.1. *Evolution des crédits par programme*

Tableau n° 5 : Evolutions des crédits par Programme

N°	PROGRAMME	REALISATIONS 2025 (en FC)		LF 2026 (en FC)		Projections 2027 en FC
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	403 324 095 602	618 079 917 932	495 023 945 576	292 641 695 547	535 486 902 167
2	PROGRAMMATION ET BUDGÉTISATION DES RESSOURCES ET DES POLITIQUES PUBLIQUES	63 447 611 521	53 415 070 704	47 425 072 479	8 115 981 844	63 393 226 479
3	CONTRÔLE ET GESTION BUDGÉTAIRE	494 891 101 491	1 306 317 184 638	396 648 392 509	375 552 367 842	
4	DEVELOPPEMENT ET SUIVI DES PERFORMANCES DE L'ACTION PUBLIQUE	4 408 527 061	4 843 804 107	3 420 480 904	252 449 087	3 640 099 194
5	GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET IMPRESSION (BA)	26 443 759 194	31 002 691 634	28 216 336 427	13 606 086 043	28 217 211 403
TOTAL		**992 515 094 869**	**2 013 658 669 015**	**970 734 227 895**	**690 168 580 363**	**1 306 488 834 483**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1.*PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE*

Responsable de programme :
Fonction :

II.1.1. ***Périmètre du Programme***

Sous le pilotage stratégique du Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, ce programme est mis en œuvre par la Secrétaire Générale au Budget.

Le programme est composé du Cabinet du Ministre, qui assure le pilotage stratégique du Ministère et du Secrétariat Général du Budget, chargé de la coordination administrative de l'ensemble des activités du Ministère. Sa mise en œuvre repose sur les structures opérationnelles suivantes :

- Direction des Études et Planification (DEP) ;
- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction des Archives, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC) ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

II.1.2. ***Stratégie du programme***

Le programme Administration Générale du Budget a pour finalité de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles du Ministère afin d'assurer un pilotage stratégique efficace, une gouvernance performante et un fonctionnement efficient des services. Il constitue le programme support qui crée les conditions nécessaires à la bonne exécution des programmes opérationnels à travers la coordination administrative, la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, la planification, le suivi-évaluation, la communication, l'informatisation ainsi que la gestion des projets et des marchés publics.

Les objectifs du programme découlent de la nécessité d'accompagner la mise en œuvre de la réforme du budget-programme, de renforcer la qualité de la gouvernance administrative et d'améliorer la performance des services. Ils visent notamment à moderniser les fonctions support, à optimiser la gestion des ressources et à développer un système de pilotage orienté vers les résultats.

Les principaux résultats attendus portent sur une meilleure coordination des structures du Ministère, une gestion plus performante des ressources, un dispositif de planification et de suivi-évaluation renforcé, une modernisation des systèmes d'information et une amélioration de la qualité des services administratifs. Ces résultats contribueront à accroître l'efficacité de l'action du Ministère et la performance de l'ensemble de ses programmes.

L'amélioration de la performance du programme reposera sur la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques, le renforcement de la gestion axée sur les résultats, la digitalisation des procédures administratives, le développement des compétences du personnel, l'amélioration du contrôle interne ainsi que l'utilisation des principaux instruments de pilotage, notamment le Projet Annuel de Performance (PAP), le Plan de Travail Annuel (PTA) et les dispositifs de suivi-évaluation.

II.1.3. ***Objectifs et indicateurs de performance du programme***

II.1.3.1. Objectifs

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. 00000 Assurer la gestion administrative de qualité et le fonctionnement des programmes opérationnels
- Objectif 2. Assurer la disponibilité et la sécurité des systèmes d'information
- Objectif 3 : Assurer la préservation des archives du Ministère
- Objectif 4 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines
- Objectif 5 : Assurer la planification, la programmation, et le suivi-évaluation des politiques du Ministère
- Objectif 6 : Assurer la gestion optimale des ressources financières et matérielles
- Objectif 7 : Assurer la gestion et la passation des marchés conforme à la règlementation en vigueur
- Objectif 8 : Assurer une gestion et une passation des marchés transparente, efficace et efficiente.

II.1.3.2. Cadre de performance des objectifs du programme

Tableau n° 2: Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	**Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère**	Taux d'exécution financière des programmes	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : rapport SG									
		Mode de calcul	(Exécution crédits LF initiale ou LFR/Prévisions LF initiale ou LFR) * 100								
		Commentaire : Il permet d'évaluer le niveau de la consommation des crédits du ministère pour apprécier le niveau d'atteinte des cibles des résultats afin d'ajuster la projection de la cible ou de modifier l'indicateur et l'objectif									
		Taux d'exécution physiques des programmes	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : rapport SG									
		Mode de calcul	(Nombre d'activités ou projets réalisés par programme/Nombre d'activités ou projets prévus par programme) * 100								
		Commentaire									
		Taux de réalisation de la mise en œuvre de la réforme	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : rapport SG									
		Mode de calcul : (Nombre des textes légaux et réglementaires publiés mis en œuvre/Nombre des textes légaux et réglementaires prévus) * 100									
		Commentaire :									
Action 1 : Pilotage de la stratégie Ministérielle du Budget	**Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur**	Taux de réalisation des décisions prises lors des réunions de pilotage	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet
		Source : rapport SG									
		Mode de calcul : (Nombre de décisions réalisées/Nombre de décisions prises) * 100									
		Commentaire : Cet indicateur évalue le niveau de mise en œuvre des décisions prises lors de réunions de pilotage									
Action 2 : Coordination	**Assurer la gestion administrative de qualité et le**	Taux d'élaboration des textes légaux et règlementaires	%	ND	ND	ND	-				SG
		Source : rapport SG									

Administrative du Budget	**fonctionnement des programmes opérationnels**	**Mode de calcul**	(Nombre des textes légaux et réglementaires publiés /Nombre des textes légaux et réglementaires prévus) *100							
		Commentaire								
		Taux de mise en œuvre des textes légaux et réglementaires promulgués	%	ND	ND	ND	60	70	80	90	SG
		Source : rapport SG								
		Mode de calcul	(Nombre des textes légaux et règlementaires pris /Total des textes prévus) *100							
		Commentaire								
Action 3 : Communication et Informatisation du Ministère	**Garantir la disponibilité et la sécurité des systèmes d'information du Ministère**	Taux de dématérialisation des activités des services du ministère	%	ND	ND	ND	25	45	65	85	
		Source : Rapport DANTIC								
		Mode de calcul : Nombre d'activités ou processus dématérialisés/Nombre d'activités ou processus identifiés*100								
		Commentaires : Il mesure l'avancement de la transformation numérique du Ministère.								
		Taux de résolution des incidents de sécurité	%	ND	ND	ND	20	40	65	85	
		Source : Rapport DANTIC								
		Mode de calcul : Nombre d'incidents de sécurité résolus/ Nombre total d'incidents signalés x100								
		Commentaire :								
	Assurer la préservation des archives du Ministère	Taux de numérisation des archives du Ministère	%	ND	ND	ND	15	35	50	65	
		Source : Rapport DANTIC								
		Mode de calcul : Nombre d'archives numérisées / Nombre total d'archives à numériser x100								
		Commentaire :								
		Taux de préservation des archives	%	ND	ND	ND	10	30	40	50	
		Source :								
		Mode de calcul :								
		Commentaire :								
Action 4 : Gestion des Ressources Humaines	**Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines**	**Proportion du personnel formé**		4	4	2	5	12	20	30	
		Source : Rapport DRH								
		Mode de calcul : Nombre d'agents ayant suivi au moins une formation / Nombre total d'agents concernés x100								
		Commentaire :								

		Taux d'exécution du planning de formation	%	ND	ND	ND	ND	10	20	30	
		Source : Rapport DRH									
		Mode de calcul : (Nombre de formation exécutés / Nombre total de formations prévues) x100									
		Commentaire :									
Action 5 : Planification, programmation et suivi-évaluation des politiques du Ministère	**Assurer la planification, la programmation, et le suivi-évaluation des politiques du Ministère**	**Taux d'élaboration des documents de planification dans les délais**	%	ND	ND	ND	50	80	90	100	
		Source : DEP									
		Mode de calcul : Nombre de documents élaborés et validés/Nombre de documents prévus*100									
		Commentaire									
		Taux de couverture des missions de suivi-évaluation	%	ND	ND	ND	50	80	90	100	
		Source : Rapport DEP									
		Mode de calcul : Nombre de missions réalisées/Nombre de missions programmées x100									
		Commentaires : Il permet notamment de vérifier que le ministère exerce effectivement sa fonction de suivi des politiques et programmes									
		Taux de mise en œuvre des recommandations du suivi-évaluation	%	ND	ND	ND	70	80	90	100	
		Source : Rapport DEP									
		Mode de calcul : Nombre de recommandations exécutées/Nombre total de recommandations formulées*100									
		Commentaires : Mesure l'utilisation effective des résultats du suivi-évaluation pour améliorer la prise de décision.									
Action 6 : Gestion des ressources financières et matérielles	**Assurer la gestion optimale des ressources financières du Ministère**	Taux d'exécution du budget	%	ND	ND	ND	ND	80	90	100	DAF
		Source : Rapport DAF									
		Mode de calcul : (Montant des dépenses exécutées /Montant des crédits budgétaires alloués) *100									
		Commentaires : Mesure la capacité de la DAF à exécuter efficacement le budget mis à sa disposition pour la réalisation des programmes du Ministère									
		Taux de rejet des dossiers des dépenses par le CBA	%	ND	ND	ND	ND	20	10	5	DAF
		Source : Rapport DAF									
		Mode de calcul : (Nombre des dossiers rejetés par le CBA/ Nombre total des dossiers transmis au CBA) x 100									
		Commentaires : Mesure la capacité de la DAF à exécuter efficacement le budget mis à sa disposition pour la réalisation des programmes du Ministère									
	Assurer la gestion optimale des	Taux d'équipement des locaux de l'administration	%	ND	ND	ND	ND	80	90	100	DAF

	ressources matérielles.	Source : Rapport DAF								
		Mode de calcul : (Nbre de locaux disposant des équipements requis/Nbre total de locaux à équiper) x 100								
		Commentaires : Cet indicateur mesure le niveau de couverture des locaux administratifs en équipements, mobiliers et matériels nécessaires à leur fonctionnement normal (bureaux, chaises, armoires, ordinateurs, imprimantes, climatiseurs, équipements électriques, connexions réseau, etc.).								
		Remarque : Pour une meilleure précision, il est recommandé à la DAF en collaboration avec d'autres services du Ministère de définir au préalable un référentiel d'équipement standard (liste des équipements indispensables par type de bureau ou de local). Ainsi, un bureau n'est considéré comme « équipé » que s'il dispose de l'ensemble des équipements requis selon ce référentiel. Cela rend l'indicateur plus objectif et comparable d'une année à l'autre.								
		Taux d'exécution du carnet de maintenance et d'entretien	%	ND	ND	ND	ND	80	90	100	DAF
		Source : Rapport DAF								
		Mode de calcul : (Nbre d'opérations de maintenance et d'entretien réalisé/Nbre total d'opérations de maintenance et d'entretien programmés) x 100								
		Commentaires : Cet indicateur mesure le niveau de réalisation des opérations de maintenance et d'entretien prévues dans le carnet de maintenance des bâtiments, équipements, matériels informatiques, véhicules et autres biens du Ministère. Il permet d'apprécier l'efficacité de la gestion du patrimoine mobilier, immobilier et autres équipements y compris la capacité la DAF à maintenir ses équipements du Ministère en bon état de fonctionnement.								
Action 7 : Gestion des projets et marchés publics	**Assurer la gestion et la passation des marchés publics transparente, efficace et efficiente**	Taux de dossiers des marchés publiés	%	77	75	80	75	78,4	80	83	
		Source : CGPMP									
		Mode de calcul : (Nombre de dossiers des marchés publiés/nombre des marchés préparés) x 100									
		Commentaire : Cet indicateur permet de mesurer le niveau de transparence dans la gestion des marchés publics à travers la proportion des dossiers de marchés publiés conformément aux dispositions légales et réglementaires. Il apprécie le degré de mise à la disposition du public des informations relatives aux procédures de passation des marchés, contribuant ainsi au renforcement de la redevabilité, de l'accès à l'information et de la confiance des parties prenantes.									
		Taux exécution du PPM	%	51	55	45	40	47,6	51	55	
		Source : CGPMP									
		Mode de calcul (Nbre des marchés lancés et réalisés conformément au PPM/Nbre total des marchés prévus dans le PPM) x 100									
		Commentaire : Cet indicateur mesure le taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM) en comparant les procédures effectivement réalisées à celles prévues. Il permet d'évaluer le respect de la planification des marchés ainsi que l'efficacité de la mise en œuvre des activités programmées.									
		Taux d'exécution financière des marchés	%	15	20	21	25	22,6	25	30	

		Source : CGPMP
		Mode de calcul : (Nbre de contrats payés/ Nbre de contrats singés) x 100
		Commentaire : Cet indicateur permet de mesurer le niveau d'exécution financière des marchés publics du Ministère en évaluant la proportion des marchés ayant fait l'objet d'un paiement conformément aux dispositions contractuelles. Il permet d'apprécier la capacité de l'Administration du Budget à assurer une exécution diligente des marchés, à garantir une utilisation efficiente des crédits budgétaires et à contribuer à l'atteinte des objectifs de performance du Ministère.

II.1.4. évolution *des crédits du programme*

II.1.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau n° 3 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin (en FC)	
I. Dépenses Courantes	**400 155 018 351**	**616 620 369 460**	**493 110 172 905**	**213 104 314 626**	**513 634 859 818**
Titre III : Dépenses de personnel	316 619 368 536	449 966 931 782	62 634 717 843	213 103 425 626	418 873 071 729
Titre IV : Biens et matériels ;	2 372 175 467	8 441 110 000	380 734 055 492	8 666 508 882	23 605 764 721
Titre V : Dépenses de prestations ;	40 961 233 738	114 807 240 479	5 352 064 812	70 310 708 835	46 327 710 226
Titre VI : Transferts et interventions	40 202 240 610	43 405 087 199	44 389 334 758	-	24 828 313 142
II. Dépenses en capital	**3 169 077 250**	**1 459 548 473**	**1 913 772 671**	**560 163 204**	**21 852 042 349**
Titre VII : Equipements	1 000 000 000	1 459 548 473	710 466 318	560 163 204	15 078 912 349
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	2 169 077 250		1 203 306 353	-	6 773 130 000
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**403 324 095 602**	**618 079 917 932**	**495 023 945 576**	**286 462 132 708**	**535 486 902 167**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution par rubrique

Tableau n° 4 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2027-2029

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution au 31 décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin 2026	
1	Charges communes					
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	40 000 000 000	43 405 087 199	50 000 000 000	-	24 588 307 443
3	Financement des reformes	31 816 666 667	29 823 912 194	41 155 622 818	11 779 015 234	41 155 622 818
4	Fonctionnement des Ministères	15 273 665 974	155 980 341 569	30 703 406 167	80 608 966 547	38 607 000 525
5	Interventions économiques, Sociales, Culturelles et Scientifique	-	-	-	-	
7	Investissement sur ressources Extérieures	-	-	-	-	
8	Investissement sur ressources propres	3 169 077 250	1 459 548 473	4 042 383 603	560 163 204	21 852 042 349
9	Rémunérations	313 064 685 711	387 411 028 497	369 122 532 988	199 693 550 562	409 283 929 032
TOTAL		**403 324 095 602**	**618 079 917 932**	**495 023 945 576**	**292 641 695 547**	**535 486 902 167**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.5. Evolution des crédits par action du programme

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
01	391	Pilotage de la stratégie Ministérielle du budget	75 993 307 919	214 954 651 661	127 838 913 398	96 017 580 695	87 648 200 121
02	392	Coordination Administrative du budget	304 500 350 672	383 253 942 326	342 685 133 842	186 888 157 196	420 730 774 091
03	393	Gestion des ressources humaines	3 595 478 395	1 174 070 222	2 620 153 477	1 539 720 000	2 742 767 891
04	394	Gestion des ressources financières et matérielles	3 025 077 943	415 947 500	3 099 823 967	190 150 000	3 100 923 266
05	395	Planification, programmation et suivi- des politiques du Ministère	1 410 125 814	660 960 000	1 152 022 179	57 618 630	1 303 174 202
06	396	Gestion documentaire, communication et Informatisation du Ministère	650 359 651	484 160 000	1 457 416 566	201 460 000	3 789 903 985
07	397	Gestion des projets et marchés publics évaluation	14 149 395 208	17 136 186 223	16 170 482 147	7 747 009 026	16 171 158 611
Total			**403 324 095 602**	**618 079 917 932**	**495 023 945 576**	**292 641 695 547**	**535 486 902 167**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME 2 : PROGRAMMATION ET BUDGÉTISATION DES RESSOURCES ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

Responsable de programme : xxx

Fonction : xxx

II.2.1. Périmètre du Programme

Le programme a pour périmètre, les structures ci-après :

- Direction des Recettes ;
- Direction des Dépenses I (Dépenses des Institutions, de la Sécurité et de l'Ordre public, des Secteurs économiques ainsi que des Infrastructures
- Direction des Dépenses II (Secteurs sociaux, de la Diplomatie et de l'Administration générale) ;
- Direction des Dépenses III ;
- Direction de la Synthèse et de la Programmation Budgétaires (DSPB) ;
- Direction des Enquêtes et Analyse Macro budgétaires (DEAMB) :

II.2.2. Stratégie du programme

Ce programme a pour finalité d'assurer une allocation efficace, transparente et soutenable des ressources publiques en cohérence avec les priorités nationales de développement. Il vise à renforcer la qualité de la programmation budgétaire, de la budgétisation des politiques publiques et de la mobilisation des ressources, afin de faire du budget de l'État un véritable instrument de mise en œuvre des politiques publiques.

Le choix des objectifs du programme répond à la nécessité d'améliorer la crédibilité du budget, d'assurer une meilleure allocation des ressources en fonction des priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), et de consolider la mise en œuvre du budget-programme conformément aux dispositions de la LOFIP.

Les résultats attendus portent sur une programmation budgétaire plus réaliste, une meilleure cohérence entre les politiques publiques et les ressources disponibles, une amélioration de la qualité des analyses budgétaires, un suivi renforcé de l'exécution du budget ainsi qu'une modernisation continue du système budgétaire national.

L'amélioration de la performance du programme reposera sur la poursuite des réformes budgétaires, le renforcement des outils de programmation et de budgétisation, le développement des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT), l'amélioration des systèmes d'information budgétaire, le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne budgétaire ainsi que l'utilisation des instruments de planification, de suivi-évaluation et d'analyse permettant une prise de décision fondée sur les résultats.

II.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.2.3.1. Les Objectifs

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Elaborer le Cadre de Programmation Budgétaire à Moyen Terme (CBMT, CDMT central) en phase avec le cadrage macroéconomique ;
- Objectif 2 : Améliorer le réalisme et la sincérité des prévisions budgétaires pluriannuelles ;
- Objectif 3 : Assurer une allocation optimale et transparente des ressources budgétaires en alignement aux priorités nationales ;
- Objectif 4 : Produire des rapports périodiques d'exécution budgétaire dans le délai ;
- Objectif 5 : Produire des outils d'analyse macro budgétaire ;
- Objectif 6 : Conduire la mise en œuvre progressive du budget programme au niveau central et accompagner les provinces et ETD dans le processus de migration vers le budget programme ;
- Objectif 7 : Digitaliser les processus budgétaires.
- Objectif 8 : Identifier les risques budgétaires

II.2.3.2. Cadre de performance du programme Programmation et budgétisation des ressources et politiques publiques

Tableau n° 2 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Programmation et Budgétisation des Ressources et des Politiques Publiques	**Assurer une allocation optimale et transparente des ressources budgétaires en alignement aux priorités nationales**	Taux d'alignement des ressources budgétaires aux priorités nationales	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : Rapport de la DGPPB									
		Mode de calcul : Montant des crédits budgétaires alloués aux secteurs prioritaires définis dans le PNSD et PAG / Montant total du budget voté x100									
		Commentaires :									
		Taux d'exécution budgétaire	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : DCB									
		Mode de calcul : Montant total des dépenses réelles exécutées pour les secteurs prioritaires / Montant total des dépenses des secteurs x100									
		Commentaires :									
		Taux de transparence et participation citoyenne	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	Cabinet et SG
		Source : Rapport de la DGPPB									
		Mode de calcul : Nombre de critères de transparence et participation respectés / Nombre total de critères prévus x100									
		Commentaires :									

Action 1: Programmation budgétaire	**Objectif 1 : Elaborer le Cadre de Programmation Budgétaire à Moyen Terme (CBMT, CDMT central) en phase avec le cadrage macroéconomique**	Niveau d'adéquation du CBMT	%	ND	ND	ND					DGPPB
		Mode de calcul : nombre de critères de conformité respectés /nombre total de critères évalués X 100									
		Commentaires : cet indicateur mesure le degré de conformité et de cohérence du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) avec les orientations de la politique budgétaire, le cadrage macroéconomique, les priorités nationales, les plafonds de dépenses et les capacités réelles de mobilisation des ressources. Il permet d'évaluer si le CBMT constitue un outil de programmation crédible, réaliste et soutenable pour préparer les lois de finances.									
		Taux de couverture des CDMT sectoriels opérationnels alignés au CDMT central	%								DGPPB
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : (Nombre des CDMT sectoriels opérationnels et cohérents avec les enveloppes du CDMT central /Nombre total des CDMT sectoriels retenus) *100									
		Commentaires : Cet indicateur mesure l'encrage de la programmation budgétaire entre le CDMT central et les CDMT sectoriels. Il évalue si les ministères sectoriels respectent le cadrage de programmation budgétaire.									
		CBMT consolidé produit dans le délai	%	45	50	60	65	0	75	80	DGPPB
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : (Date réelle de transmission du CBMT consolidé pour adoption au Gouvernement) – (Date fixée dans le calendrier budgétaire)									
		Commentaires :									
	Objectif 2 : Identifier les risques budgétaires	**Taux de couverture des risques budgétaires**	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : (Nombre des agrégats budgétaires du CBMT analysés ou audités / Nombre total des agrégats budgétaires du CBMT) *100									
		Commentaire : Cet indicateur mesure la proportion des risques budgétaires identifiés qui sont couverts par des mesures de prévention, d'atténuation ou des plans de contingence. Il permet d'apprécier la capacité du									

		Ministère du Budget à anticiper et à maîtriser les risques susceptibles d'affecter l'exécution du budget de l'État.								
		Délai de détection des risques	**Délai**	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : Date de formulation du risque - date de la première anomalie constatée									
		Commentaire : Plus le délai de détection est court, plus l'administration est apte pour mitiger les risques. Un délai long traduit une lenteur administrative ou un manque d'outils de suivi à temps réel									
		Volume financier sous risque	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : Sommation (impact financier potentiel d'un risque*probabilité d'occurrences en %)									
		Commentaire : Cet indicateur donne la valeur financière réelle exposée au risque. Il permet de provisionner le montant exact dans le budget de secours (mitigation) pour couvrir les pertes probables.									
Action 2 : Budgétisation des ressources et des politiques publiques	**Objectif 3 : Améliorer le réalisme et la sincérité des prévisions budgétaires pluriannuelles**	Taux de déviation des projections des recettes à moyen terme	%	ND	ND	ND	-				SG
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : / (Recettes projetées aux CBMT - recettes votées) /Recettes votées) *100									
		Commentaires : Un taux faible témoigne une bonne maîtrise des projections budgétaires conforme au cadrage macro-économique. Si l'écart est élevé, cela traduit une surévaluation de politiques fiscales ou un choc exogène mal anticipé.									
		Proportion de l'écart entre les projections du PTR(TOFE) et celles du CBMT	%	ND	ND	ND	60	70	80	90	SG
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : / (Recettes du PTR - recettes projetées par le CBMT) / recettes projetées par le CBMT) *100									
		Commentaires : Un taux faible témoigne une maîtrise des projections du plan de trésorerie prévisionnel conformes aux des projections budgétaires du CBMT. Si l'écart est élevé, cela traduit une incohérence des politiques retenues dans l'élaboration du CBMT ou un choc exogène mal anticipé.									
Action 3 : Suivi de l'exécution budgétaire et	**Objectif 4 : Assurer une allocation optimale et transparente des ressources**	**Taux d'alignement des ressources budgétaires aux priorités nationales**	%	45	50	60	65	70	75	80	

production d'analyses budgétaires	**budgétaires en alignement aux priorités nationales**	Source : Rapport DGPPB										
		Mode de calcul : / (Montant des crédits budgétaires alloués aux secteurs prioritaires définis dans le PAG/PNSD /Montant total Budget voté) x100										
		Commentaires : Cet indicateur mesure l'effort du Gouvernement à traduire les priorités et engagements politiques du Gouvernement contenus dans le PAG et PNSD en allocations.										
		Taux de transparence	%	ND	ND	ND						
		Source : Rapport DGPPB										
		Mode de calcul : (Nombre des documents budgétaires répondants aux standards internationaux publiés à temps/Nombre total des documents requis) *100										
		Commentaire :										
		Taux de participation citoyenne	%	ND	ND	ND						
		Source : Rapport DGPPB										
		Mode de calcul : (nombre des délégués de la société civile invités aux travaux de préparation / nombre total de participants) *100										
		Commentaires :										

Action 3 : Suivi de l'exécution budgétaire et production d'analyses budgétaires	**Objectif 5 : Produire des rapports périodiques d'exécution budgétaire dans le délai**	**Ratio de rapports périodiques d'exécution budgétaire produits dans le délai**	%	ND	ND	ND					
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : (Nombre de rapports périodiques d'exécution budgétaire produits et transmis dans le délai/Nombre total de rapports périodiques d'exécution budgétaire prévus) *100									
		Commentaires : Un ratio élevé traduit une bonne organisation des services, une collecte rapide des données budgétaires et une capacité à fournir aux autorités des informations fiables dans les délais requis. Cela facilite le suivi de l'exécution du budget, les arbitrages budgétaires et la prise de décisions. À l'inverse, un ratio faible peut révéler : des retards dans la collecte ou la consolidation des données ; une insuffisance de coordination entre les services ; des difficultés techniques liées aux systèmes d'information ; un manque de ressources humaines ou matérielles. Bref, des retards répétés dans la production des rapports réduisent la qualité du pilotage budgétaire et peuvent retarder les mesures correctives nécessaires.									
		Délai de publication des ESB sur le site du Ministère	%	ND	ND	ND					
		Source : Rapport DGPPB									

		Mode de calcul : Date de publication des ESB sur le site du Ministère du Budget - date de publication recommandée									
		Commentaires : Les publications tardives réduisent l'accès aux informations à temps par les décideurs et les citoyens et limitent par conséquent la qualité de l'action publique et le contrôle citoyen.									
	Objectif 6 : Produire des outils d'analyse budgétaire	**Taux de production des notes de conjonctures dans le délai**	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : Rapport DEAMB									
		Mode de calcul : (Nombre total de notes de conjoncture produites et publiées dans le délai légal ou réglementaire/Nombre total de notes de conjonctures prévues au calendrier annuel) x100									
		Commentaires : Cet indicateur mesure l'efficacité interne, la réactivité et la discipline du Ministère du Budget de la RDC dans le suivi de la trajectoire budgétaire et économique du pays. La production dans le délai (généralement hebdomadaire ou mensuelle selon le rythme du Comité de Conjoncture Économique) est une condition indispensable pour assurer la transparence budgétaire et permettre des arbitrages politiques en temps réel. Une note publiée en retard perd sa valeur prédictive et décisionnelle.									
		Délai de production du rapport d'analyse budgétaire	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : Rapport DEAMB									
		Mode de calcul : Date réelle de la production et de la publication du rapport sur le site du Ministère du budget - Date recommandée légale ou réglementaire									
		Commentaires : Cet indicateur évalue la capacité de la DEAMB à consolider les informations macroéconomiques et financières dans un temps standardisé. En finances publiques, la valeur d'une analyse macro-budgétaire dépend de sa fraîcheur. Un rapport produit dans les temps est un gage de transparence et de crédibilité vis-à-vis des partenaires (FMI, Banque mondiale) et des institutions nationales (Parlement, Cour des comptes). Cet indicateur valide alors la réactivité du Ministère du Budget. Plus le délai est court, plus les autorités politiques disposent d'informations fraîches pour réorienter la politique budgétaire et anticiper les chocs économiques.									
		Taux d'efficacité des plans de contingence	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : Rapport DEAMB									
		Mode de calcul : (Ecart budgétaire final après action corrective/Impact financier initial estimé du risque) *100									
		Commentaires : Cet indicateur évalue si les solutions ont fonctionné. Un taux de 0% signifie que l'action a totalement annulé l'impact financier du risque. Un taux proche de 100% montre que le plan de contingence a atteint ses cibles									

Action 4 : Modernisation et transformation du système budgétaire national (réforme budgétaire)	**Objectif 7 : Conduire la mise en œuvre progressive du budget programme au niveau central et accompagner les provinces et ETD dans le processus de migration vers le budget programme**	Niveau de mise en œuvre du budget programme	%	ND	ND	ND	ND				DGPPB
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : (Nombre total des activités prévues dans la feuille de route de la migration vers le budget-programmes réalisées/nombre total des activités prévues dans la feuille de route) x100									
		Commentaires : cet indicateur mesure le degré d'avancement et d'efficacité des activités de coordination, de suivi, d'accompagnement et d'évaluation de la réforme du budget-programme au sein des administrations centrales.									
		Niveau d'accompagnement des provinces et ETD	%	ND	ND	ND	ND				DGPPB
		Source : Rapport DGPPB									
		Mode de calcul : (Nombre total des activités prévues dans la feuille de route d'accompagnement réalisées/nombre total des activités prévues dans la feuille de route d'accompagnement) x100									
		Commentaires : cet indicateur mesure le degré de réalisation des activités d'accompagnement des Provinces et ETD dans le processus de migration vers le Budget-programme.									
	Objectif 8 : Digitaliser le processus budgétaire	Niveau d'intégration des processus budgétaires dans un système d'information unique	%	ND	ND	ND	ND				DGPPB
		Source : Rapport DAF									
		Mode de calcul : (Nombre de processus budgétaires intégrés dans le système d'information/Nombre total de processus budgétaires existants) x100									
		Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer le degré d'utilisation et d'interconnexion des systèmes d'informations budgétaires (préparation, programmation, exécution, suivi-évaluation du budget) au sein des Administrations publiques ; il permet d'apprécier le niveau de digitalisation du processus budgétaire et la capacité des différents acteurs à échanger les données de manière automatisée, fiable et sécurisée.									

II.2.4. Présentation des crédits du programme

II.2.4.1. Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Tableau n° 3 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin (en FC)	
I. Dépenses Courantes	**61 613 500 039**	**53 415 070 704**	**38 590 960 997**	**8 115 981 844**	**51 893 226 479**
Titre III : Dépenses de personnel	38 161 414 222	23 119 637 308	12 206 303 588	564 279 000	18 124 600 000
Titre IV : Biens et matériels ;	1 578 352 442	193 629 000	2 216 699 041	62 300 000	4 083 722 000
Titre V : Dépenses de prestations ;	21 573 733 375	22 011 948 956	24 106 036 317	7 489 402 844	29 122 982 428
Titre VI : Transferts et interventions	300 000 000	8 089 855 440	61 922 051	-	561 922 051
II. Dépenses en capital	**1 834 111 482**		**8 834 111 482**		**11 500 000 000**
Titre VII : Equipements	500 000 000		500 000 000		500 000 000
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 334 111 482		8 334 111 482		11 000 000 000
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**63 447 611 521**	**53 415 070 704**	**47 425 072 479**	**8 115 981 844**	**63 393 226 479**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution par rubrique

Tableau n° 4 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2027-2029

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTION 2027 EN FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin JUIN en FC	
1	Charges communes					
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres					
3	Financement des reformes	15 549 373 596	8 053 296 200	17 366 040 263	3 517 626 000	21 559 426 700
4	Fonctionnement des Ministères	32 850 795 935	33 021 438 736	16 383 700 683	4 067 697 844	24 992 579 728
5	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	626 975 708	66 640 000	61 922 051	-	561 922 051
7	Investissement sur ressources extérieures					
8	Investissement sur ressources propres	1 834 111 482		8 834 111 482		11 500 000 000
9	Rémunérations	12 586 354 800	12 340 335 768	4 779 298 000	530 658 000	4 779 298 000
TOTAL		**63 447 611 521**	**53 481 710 704**	**47 425 072 479**	**8 115 981 844**	**63 393 226 479**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.5. Evolution des crédits par action du programme

II.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
01	401	Programmation budgétaire	22 206 664 032	18 695 274 746	16 598 775 368	2 840 593 645	22 187 629 268
02	402	Budgétisation des ressources et des politiques publiques	19 034 283 456	10 683 014 141	9 485 014 496	1 623 196 369	12 678 645 296
03	403	Suivi de l'exécution budgétaire et production d'analyses budgétaires	15 861 902 880	13 353 767 676	11 856 268 120	2 028 995 461	15 484 306 620
04	404	Modernisation et transformation du système budgétaire national	6 344 761 153	10 683 014 141	9 485 014 496	1 623 196 369	12 678 645 295
Total			**63 447 611 521**	**53 415 070 704**	**47 425 072 479**	**8 115 981 844**	**63 393 226 479**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3. PROGRAMME 3 : CONTROLE ET GESTION BUDGETAIRE

Responsable du programme :

Fonction :

II.3.1. Périmètre du programme

Ce programme a pour périmètre :

- Direction du Contrôle Budgétaire (DCB) ;
- Direction de Suivi et Exploitation des Opérations de Rémunérations (DSEOR) :
- Direction de l'Intendance Générale et des Crédits Centralisés (DIG-CC) ;
- Coordination Informatique Interministérielle (CII) ;
- Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) ;
- Direction des Enquêtes et Analyses Macro budgétaires (DEAMB).

II.3.2. Stratégie du programme

Ce programme a pour finalité de renforcer la gouvernance des finances publiques en garantissant une exécution budgétaire régulière, transparente et conforme aux dispositions légales et réglementaires. Il vise à améliorer la qualité de la gestion de la dépense publique, à renforcer la discipline budgétaire et à assurer une utilisation efficiente des ressources de l'État dans une logique de performance.

Le choix des objectifs du programme répond à la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle de l'exécution budgétaire, d'améliorer la maîtrise des dépenses publiques, de sécuriser la gestion de la paie, des charges communes et des systèmes d'information budgétaires, ainsi que d'assurer un contrôle efficace des marchés publics et des partenariats public-privé.

Les résultats attendus portent sur une meilleure conformité des opérations budgétaires, une réduction des irrégularités dans l'exécution des dépenses, un renforcement de la transparence et de la redevabilité, une gestion plus fiable de la paie et des charges communes, ainsi qu'une amélioration de la qualité des informations budgétaires mises à la disposition des décideurs.

L'amélioration de la performance du programme reposera sur le renforcement des dispositifs de contrôle budgétaire et des enquêtes, la modernisation des systèmes d'information budgétaires, la digitalisation des procédures de contrôle, le développement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense, ainsi que la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques visant à renforcer la transparence, la discipline budgétaire et la gestion axée sur les résultats.

II.3.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.3.3.1. Objectifs

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Assurer la régularité et la légalité de la dépense ;
- Objectif 2 : Optimiser les enquêtes budgétaires ;
- Objectif 3 : Contrôler la procédure des marchés publics et des PPP
- Objectif 4 : Rationaliser la paie ;
- Objectif 5 : Rationaliser la gestion des dépenses à crédits centralisés ;
- Objectif 6 : Améliorer la redevabilité et le reporting ;
- Objectif 7 : Etendre la chaine de la dépense ;
- Objectif 8 : Développer et gérer le système d'information budgétaires

II.3.3.2. Cadre de performance du programme contrôle et gestion budgétaire

Tableau n° 2 : Cadre de performance du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Contrôle et gestion Budgétaire	Améliorer la gestion de la dépense publique	Taux d'exécution de la dette publique	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	DCB
		Source : Rapport de la DCB									
		Mode de calcul : Montant des dépenses de la dette publique exécutées /Crédits budgétaires alloués au service de la dette*100									
		Commentaire :									
		Taux d'exécution des dépenses courantes hors dettes	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	DCB
		Source : Rapport de la DCB									
		Mode de calcul : Montant des dépenses courantes hors dette exécutées / Crédits budgétaires prévus pour les dépenses courantes hors dette* 100									
		Commentaires :									
		Taux d'exécution des dépenses d'investissement	%	ND	ND	ND	-	80	90	100	DCB
		Source : Rapport de la DCB									
		Mode de calcul : Montant des dépenses d'investissement exécutées /Crédits budgétaires prévus pour les investissements x 100									
		Commentaires :									

Action 1 : Contrôle budgétaire	**Objectif 1 : Assurer la régularité et la légalité de la dépense**	Taux de rejet des dépenses par le contrôleur budgétaire	%	ND	ND	ND					DCB
		Source : DCB									
		Mode de calcul : (Nombre de dossiers des dépenses rejetés/Nombre total de dossiers de dépenses transmis au Contrôleur) x100									
		Commentaire : Cet indicateur permet de mesurer la proportion des dossiers de dépenses rejetées par le contrôleur budgétaire en raison d'irrégularités juridiques, administratives, budgétaires. Il permet en suite d'apprécier le niveau de conformité des dépenses aux dispositions légales et réglementaires.									
		Taux de recours aux procédures d'urgence ou exceptionnelles (dérogatoires)	%								DCB
		Source : DCB									
		Mode de calcul : (Nombre de dépenses exécutées selon la procédure dérogatoire/Nombre total des dépenses exécutées) x100									
		Commentaire : Cet indicateur permet d'apprécier le degré de recours aux procédures dérogatoires par rapport aux procédures normales d'exécution des dépenses publiques. Un faible taux de recours traduit une bonne planification budgétaire, le respect des procédures d'exécution des dépenses ainsi qu'un respect des règles de gestion des finances publiques.									
		Délai moyen de traitement des dossiers dans la chaîne de la dépense	%								DCB
		Source : DCB									
		Mode de calcul : (Somme des délais de traitement de tous les dossiers/Nombre total de dossiers traités)									
		Commentaire : Cet indicateur mesure le temps moyen écoulé entre le dépôt du dossier de dépense et son traitement complet conformément aux procédures et délais règlementaires (Engagement, Liquidation, Ordonnancement et le cas échéant, transmission au Comptable pour paiement). Il permet d'évaluer l'efficacité et la célérité des acteurs de la chaîne de la dépense.									
Action 2 : Enquêtes budgétaires	**Objectif 2 : Optimiser les enquêtes budgétaires**	Taux de réalisation des missions des enquêtes programmées	%	ND	ND	ND	-				DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : (Nombre de missions d'enquêtes réalisées/Nombre total de missions d'enquêtes programmées) x100									
		Commentaire : Cet indicateur permet d'apprécier la capacité du Service à réaliser les enquêtes planifiées dans les délais et conformément aux objectifs fixés. L'analyse de cet indicateur doit être complétée par la qualité des rapports d'enquêtes produits et le taux de mise en œuvre des recommandations formulées.									
		Taux d'irrégularités détectées et documentées	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : (Nombre d'irrégularités détectées et documentées/Nombre total de dossiers contrôlés) x100									

		Commentaire : Cet indicateur permet d'évaluer non seulement le nombre d'irrégularités découvertes, mais surtout la capacité du dispositif de contrôle à produire des constats fiables et exploitables. Un taux élevé indique que les missions d'enquêtes sont efficaces dans l'identification des anomalies et que les constats sont suffisamment documentés pour permettre une analyse approfondie et la mise en œuvre d'actions correctives.									
		Taux de mise en œuvre des recommandations des rapports des missions	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : DEAMB									
		Mode de calcul : (Nombre de recommandations mises en œuvre /Nombre total de recommandations) x100									
		Commentaire :									

Action 3 : Contrôle des marchés publics et des PPP	**Objectif 3 : Contrôler la procédure des marchés publics et des PPP**	**Taux de conformité des dossiers des marchés publics et des PPP**	%	ND	ND	ND					DGCMP
		Source : DGCMP									
		Mode de calcul : (.../...) x100									
		Commentaires :									
		Taux de rejet des marchés publics et des PPP	%	ND	ND	ND					DGCMP
		Source : DGCMP									
		Mode de calcul : (.../...) x100									
		Commentaire :									
Action 4 : Gestion de la paie	**Objectif 4 : Rationaliser la paie**	**Taux de consommation de l'enveloppe salariale**	%	ND	ND	ND					
		Source : Rapport DSEOR									
		Mode de calcul : (.../...) x100									
		Commentaires :									
	Objectif 5 : Dématérialiser la paie	**Taux de dématérialisation de la paie**	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : Rapport DSEOR									
		Mode de calcul : Nombre d'agents payés via un processus entièrement dématérialisé/ Nombre total d'agents payésx100									
		Commentaires : Cet indicateur mesure									

Action 5 : Gestion des charges communes	**Objectif 6 : Rationaliser les dépenses à crédits centralisés**	**Taux d'exécution des dépenses à crédits centralisés**	%	ND	ND	ND	ND				DIG-CC
		Source : Rapport DIG-CC									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Taux d'arriérés de paiement accumulés des dépenses à crédits centralisés	%	ND	ND	ND	ND				DIG-CC
		Source : Rapport DIG-CC									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Taux d'actualisation global des répertoires des bénéficiaires	%	ND	ND	ND	ND				DIG-CC
		Source : Rapport DIG-CC									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
	Objectif 7 : Dématérialiser la gestion des charges communes	**Taux de déploiement du système informatisé de gestion des charges communes**	%	ND	ND	ND	ND				DIG-CC
		Source : Rapport DIG-CC									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Taux d'extension du système informatisé de gestion des charges communes	%	ND	ND	ND	ND				DIG-CC
		Source : Rapport DIG-CC									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									

Action 6 : Gestion du système d'informations budgétaires	**Objectif 8 : Améliorer la redevabilité et le reporting**	**Proportion des rapports mensuels produits dans le délai**	%	ND	ND	ND	ND				DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
			Délai	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
	Objectif 9 : Etendre la chaine de la dépense	**Taux d'extension du système d'information budgétaire**	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Taux d'incidents résolus	**Délai**	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
	Objectif 10 : Développer et gérer le système d'information budgétaires	**Taux de couverture des applications cibles**	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Taux de disponibilité du système d'information budgétaire (SIB)	**Délai**	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									
		Proportion de ministères sectoriels formés et autonomes	%	ND	ND	ND					DEAMB
		Source : CII									
		Mode de calcul :									
		Commentaires :									

II.3.4. Evolution des crédits du Programme

II.3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau n° 3 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin (en FC)	
I. Dépenses Courantes	**492 572 247 871**	**1 306 317 184 638**	**394 329 538 889**	**375 552 367 842**	**672 895 213 540**
Titre III : Dépenses de personnel	16 054 070 560	63 863 260 652	16 887 120 874	14 517 351 160	23 248 352 959
Titre IV : Biens et matériels ;	96 982 477 595	539 562 950 706	102 592 990 137	210 312 280 714	102 965 629 166
Titre V : Dépenses de prestations ;	249 388 476 111	525 934 030 160	185 637 928 492	138 787 270 900	457 469 732 029
Titre VI : Transferts et interventions	130 147 223 604	176 956 943 120	89 211 499 386	11 935 465 068	89 211 499 386
II. Dépenses en capital	**2 318 853 620**		**2 318 853 620**		**2 856 181 700**
Titre VII : Equipements	2 318 853 620		2 318 853 620		2 856 181 700
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**494 891 101 491**	**1 306 317 184 638**	**396 648 392 509**	**375 552 367 842**	**675 751 395 240**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau n° 4 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2027

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PREVISIONS 2027 (en FC)
		Crédits votés (en FC)	Exécution (en FC)	Crédits Votés (en FC)	Exécution fin juin 2026 (en 2026)	
1	Charges communes	461 942 432 574	1 233 226 316 961	369 175 527 924	347 611 883 080	641 201 021 763
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres					
3	Financement des reformes	12 000 000 000	1 083 759 329	7 000 000 000	871 263 040	7 000 000 000
4	Fonctionnement des Ministères	7 156 090 260	56 089 810 136	5 567 109 969	19 724 693 363	6 107 290 781
5	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	653 951 416	133 280 000	-	-	
6	Investissements sur ressources extérieures					
7	Investissement sur ressources propres	318 853 620		318 853 620	-	856 181 700
8	Rémunérations	12 819 773 621	15 784 018 212	14 586 900 996	7 344 528 360	20 586 900 996
TOTAL		**494 891 101 491**	**1 306 317 184 638**	**396 648 392 509**	**375 552 367 843**	**675 751 395 240**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.5. Evolution des crédits par action du programme

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
01	0411	Contrôle budgétaire	1 847 808 965	32 823 199 278	1 274 741 570	10 569 350 902	1 356 016 313
02	0412	Enquêtes budgétaires	326 975 708	133 280 000	451 139 199	133 280 000	451 590 338
03	0413	Contrôle des marchés publics et PPP	24 640 167 697	26 810 805 749	20 842 729 953	11 613 042 061	20 843 985 782
04	0414	Gestion de la paie	1 966 019 527	416 963 044	1 356 291 081	175 804 551	1 820 261 071
05	0415	Gestion des charges communes	462 813 923 503	1 233 850 768 348	369 944 614 185	347 875 880 029	642 499 886 339
06	0416	Gestion du système d'informations budgétaires	2 969 230 383	12 282 168 219	2 778 876 521	5 185 010 300	8 779 655 397
Total			**494 891 101 491**	**1 306 317 184 638**	**396 648 392 509**	**375 552 367 843**	**675 751 395 240**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4. *PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT ET SUIVI DE PERFORMANCE DE L'ACTION* PUBLIQUE

Responsable du programme :

Fonction :

II.4.1. Périmètre

Le programme « Développement et Suivi des Performances de l'action publique » constitue le pilier de la gestion de la performance au sein du Ministère du Budget. Il complète le programme « Programmation et Budgétisation des Ressources et Politiques Publiques » en assurant le suivi, la mesure et l'évaluation des résultats obtenus dans la mise en œuvre des politiques publiques et des programmes budgétaires.

Il permet ainsi d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs fixés et de renforcer le pilotage de l'action publique fondé sur les résultats.

Sa mise en œuvre est assurée par la Direction Générale de Développement et Suivi de Performance a travers ses structures suivantes :

- Direction du Développement et de la Synthèse des Performances ;
- Direction du Suivi des Performances du Pouvoir Central ;
- Direction du Suivi des Performances des Marchés Publics ;
- Direction du Suivi des Performances des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) ;

Le champ d'intervention du programme couvre l'ensemble des niveaux d'exercice du pouvoir, notamment le Pouvoir central, les Provinces et les Entités Territoriales Décentralisées (ETD), afin d'assurer un suivi harmonisé de la performance des politiques publiques sur toute l'étendue du territoire national.

II.4.2. Stratégie du programme

Ce programme a pour finalité de renforcer le dispositif national de gestion de la performance afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques. Il vise à promouvoir une culture de la performance au sein des administrations publiques en mettant à la disposition des décideurs des informations fiables pour le pilotage, le suivi et l'évaluation de l'action publique.

Le choix des objectifs du programme répond à la nécessité de consolider la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats conformément à la LOFIP, de renforcer les mécanismes de suivi-évaluation des politiques publiques et d'améliorer la redevabilité des gestionnaires dans l'utilisation des ressources publiques.

Les résultats attendus portent sur la normalisation des outils de performance, le renforcement des capacités des administrations du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées (ETD) en matière de gestion de la performance, ainsi que la mise en place d'un système performant de

suivi-évaluation favorisant une meilleure prise de décision et une amélioration continue des politiques publiques.

L'amélioration de la performance du programme reposera sur la normalisation et la standardisation des outils de performance, l'accompagnement des administrations dans la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats, le renforcement des dispositifs de suivi-évaluation, le développement des systèmes d'information sur la performance, ainsi que la poursuite des réformes de modernisation de la gestion publique afin de promouvoir une gouvernance fondée sur les résultats, la transparence et la redevabilité.

II.4.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.4.3.1. **Objectifs**

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'information budgétaire ;
- Objectif 2 : Accompagner les sectoriels de l'Administration ;
- Objectif 3 : Apprécier l'efficience et l'impact des politiques publiques.

II.4.3.2. Cadre de performance des objectifs du programme

Tableau n° 2 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Développement et Suivi des Performances de l'action publique	**Ancrer une culture de performance dans la gestion publique**	**Taux de conformité aux référentiels**									DGDSP
		Source : Rapport de la DGDSP									
		Mode de calcul : Nombre de PAP conformes /Nombre total de PAP évalués*100									
		Commentaires :									
		Taux de satisfaction des ministères		ND	-	80	90				DGDSP
		Source : Rapport de la DGDSP									
		Mode de calcul : Ministères satisfait / Total des ministères x 100									
		Commentaires :									
		Taux de mise en œuvre des recommandations issues du suivi-évaluation des performances									DGDSP
		Source : Rapport DGDSP									
		Mode de calcul : Nombre des recommandations mises en œuvre/Nombre total des recommandations formulées x 100									
		Commentaires :									
Action 1 : Normalisation et Standardisation des outils de performance.	**Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'information budgétaire**	**Proportion d'indicateurs non renseignés**	%	ND	ND	ND	60	50	40	30	DGDSP
		Source : DGDSP									
		Mode de calcul : Indicateurs non renseignés/ Total Indicateurs dans les PAP*100									
		Commentaires : Des indicateurs systématiquement non renseignés amenuisent la qualité de l'information budgétaire mise à la disposition du parlement car ne servant à rien. L'effort à fournir ici est de supprimer progressivement les indicateurs dont les données ne sont jamais disponibles. D'où la logique descendante des cibles.									
		Taux de conformité au guide PAP-RAP	%	ND	ND	ND	50	60	80	100	DGDSP
		Source : DGDSP									
		Mode de calcul : score de conformité									
		Commentaires : Cet indicateur mesure le niveau de conformité des PAP transmis au parlement par rapport au guide. L'objectif à terme étant d'avoir un PAP 100% conforme au Guide qui est le référentiel par excellence en matière de PAP en RDC.									

Action 2 : Appui à l'implémentation de la performance au niveau du Pouvoir central, des Provinces et ETD	**Objectif 2 : Accompagner les sectoriels de l'Administration centrale, provinciale et locale dans l'instauration de la démarche de performance**	**Taux des ministères sectoriels, province et ETD dotés d'un cadre de performance opérationnel et conforme aux standards**	%	ND	ND	ND	10	30	40	50	DGDSP
		Source : DGDSP									
		Mode de calcul : Nombre des ministères sectoriels, provinces et ETD dotés/ Nombre total des ministères, provinces, et ETD *100									
		Commentaires : Conformément à ses missions, la DGDSP a le mandat d'appuyer les provinces et ETD dans l'implémentation de la démarche de performance. Durant les trois prochaines années, l'effort à fournir, s'il les moyens le permettent, va être d'accompagner les sectoriels restants et au moins 50 % des provinces que comptent le pays.									
		Proportion des provinces ayant produits leurs PAP et RAP	%	ND	ND	ND					DGDSP
		Source : DGDSP									
		Mode de calcul : Nombre de provinces ayant déjà produit leur PAP et RAP/Sur nombre total prévus*100									
		Commentaires : Cet indicateur nous permet d'évaluer le niveau de l'implémentation de la démarche de performance en RDC									
Action 3 : Suivi et évaluation des performances	**Objectif 3 : Apprécier l'efficience et l'impact des politiques publiques**	**Production de rapports de performance dans le délai**	%	ND	ND	ND					DGDSP
		Source : DGDSP									
		Mode de calcul : Nombre des rapports produits et publiés dans le délai/ Nombre total prévus*100									
		Commentaires :									
		Taux de couverture des rapports de performance des ministères	%	ND	ND	ND					DGDSP
		Source : DGCMP									
		Mode de calcul : Nombre de ministères ayant transmis un rapport de performance conforme/ Nombre total de ministères concernés*100									
		Commentaire : La DGDSP a pour missions notamment de suivre les performances sectorielles dont les résultats sont présentés au moyen de rapports périodiques de suivi des performances. Ces rapports vont notamment permettre d'apprécier les résultats du point de vue de l'efficience et l'efficacité.									

II.4.4. Présentation des crédits du programme

II.4.4.1. Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Tableau n° 3 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin	
I. Dépenses Courantes	**3 908 527 061**	**4 843 804 107**	**2 920 480 904**	**252 449 087**	**3 413 904 797**
Titre I : Dépenses de personnel	1 533 726 386	346 290 000	1 127 053 162	142 590 000	1 588 180 215
Titre II : Biens et matériels ;	483 363 584	127 500 000	565 415 667	52 500 000	846 832 378
Titre III : Dépenses de prestations ;	1 591 437 091	4 370 014 107	1 180 379 728	57 359 087	440 708 813
Titre IV : Transferts et interventions	300 000 000		47 632 347		538 183 391
II. Dépenses en capital	**500 000 000**		**500 000 000**		**226 194 397**
Titre VII : Equipements					226 194 397
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	500 000 000		500 000 000		
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**4 408 527 061**	**4 843 804 107**	**3 420 480 904**	**252 449 087**	**3 640 099 194**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4.4.2. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau n° 4 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2027-2029

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 (en CDF)
		Crédits votés en FC	Exécution au 31 décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	Charges communes	-	-	-	-	
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	-	-	-	-	
3	Financement des reformes	-	-	-	-	
4	Fonctionnement des Ministères	3 608 527 061	4 843 804 107	2 872 848 557	252 449 087	2 875 721 406
5	Interventions économiques, Sociales, Culturelles et Scientifique	300 000 000	-	47 632 347	-	538 183 391
7	Investissement sur ressources Extérieures	-	-	-	-	
8	Investissement sur ressources propres	500 000 000	-	500 000 000		226 194 397
9	Rémunérations	-	-	-	-	
TOTAL		**4 408 527 061**	**4 843 804 107**	**3 420 480 904**	**252 449 087**	**3 640 099 194**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4.4.5. Evolution des crédits par action du programme

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
1	1531	Normalisation et standardisation des outils de performance	1 763 410 823	1 942 921 643	1 368 192 362	100 979 635	1 456 039 678
2	1532	Appui à l'implémentation de la performance au niveau du pouvoir central, des provinces et des ETD	2 645 116 238	2 900 882 464	2 052 288 542	151 469 452	2 184 059 516
3	1533	Suivi et évaluation des performances	-	-	-	-	-
		TOTAL	**4 408 527 061**	**4 843 804 107**	**3 420 480 904**	**252 449 087**	**3 640 099 194**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.5. PROGRAMME 5 : GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET IMPRESSIONS

Responsable du programme : xxx

Fonction : xxx

II.5.1. Périmètre du programme

La mise en œuvre de ce programme est assurée par les principales directions ci-après, qui en constituent le périmètre opérationnel et sont responsables de l'exécution des actions concourant à l'atteinte des objectifs et des résultats assignés au programme.

- Direction des Approvisionnements (DA) ;
- La Direction de Production (DP).

II.5.2. Stratégie du programme

Ce programme a pour finalité de moderniser le système d'approvisionnement de l'État et de renforcer les capacités de production des imprimés officiels afin d'assurer la disponibilité, la qualité et la sécurisation des fournitures, matériels et imprimés destinés aux administrations publiques.

Le choix des objectifs du programme répond à la nécessité d'améliorer l'efficacité de la fonction d'approvisionnement, de moderniser les capacités de production du SENAPI et de garantir un service de qualité répondant aux besoins des administrations publiques dans des conditions optimales de coût, de délai et de sécurité.

Les résultats attendus portent sur une meilleure planification des approvisionnements, une gestion optimisée des stocks, une distribution régulière des fournitures, une modernisation des infrastructures et des équipements du SENAPI, une amélioration de la qualité et de la sécurité des imprimés officiels, ainsi qu'un accroissement de la capacité de production et de la qualité des services rendus aux administrations publiques.

L'amélioration de la performance du programme reposera sur la mise en œuvre du Plan de relance du SENAPI, la modernisation des équipements de production et des systèmes d'information, l'optimisation des processus d'approvisionnement et de gestion des stocks, le renforcement des capacités techniques du personnel ainsi que l'amélioration des dispositifs de contrôle de la qualité et de sécurisation des imprimés officiels. Ces leviers permettront de renforcer l'efficacité opérationnelle du programme et de mieux répondre aux besoins des services publics.

II.5.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.5.3.1. Objectifs

Les objectifs du programme sont les suivants :

- Objectif 1 : assurer l'approvisionnement en faveur de l'Etat ;
- Objectif 2 : assurer l'impression en faveur de l'Etat.

II.5.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau n° 2 : Cadre de performance du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Unite de mesure	Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structures responsables
				2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Gestion des Approvisionnements et Impressions (BA)	**Moderniser le système de gestion des approvisionnements et des imprimés divers des services publics**	**Taux de mise en œuvre du plan de relance du SENAPI**									SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : Nombre d'actions du plan de relance réalisées/Nombre total d'actions prévues*100									
		Commentaire									
		Taux d'acquisition en équipements informatiques									SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : Montant des acquisitions informatiques réalisées / Montant des acquisitions prévues 100									
		Commentaires : .									
Action 1 : Approvisionnements des fournitures divers, matériels généraux et spécifiques	**Objectif 1 : Assurer l'approvisionnement en faveur de l'Etat**	**Taux de couverture des administrations en fournitures divers, matériels généraux et spécifiques**	%	5	6	8	17	25	34	43	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : (Nombre d'administrations effectivement approvisionnées/Nombre total d'administrations prévues) x 100									
		Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier la capacité du SENAPI à répondre aux besoins des bénéficiaires, singulièrement les Administrations. Un taux de 100 indique que toutes les Administrations prévues ont été approvisionnées conformément au plan. Un taux <80% : performance insuffisante.									
		Taux de service	%	5	6	8	17	25	34	43	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : (Nombre de commandes livrées à temps/nombre total des commandes reçues) x 100									
		Commentaires : cet indicateur mesure la capacité du SENAPI à satisfaire les demandes de ses clients ou des administrations bénéficiaires dans les délais et les quantités demandées. Un taux de 100%, toutes les commandes ont été satisfaites intégralement et dans les délais. Un taux <80% : faible niveau de service pouvant perturber le fonctionnement des administrations.									

		Taux de satisfaction des Administrations	%	ND	ND	ND	50	60	80	100	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : (Nombre des administrations satisfaites/Nombre total des administrations approvisionnées et interrogées) x 100									
		Commentaires : Cet indicateur mesure (à partir d'enquêtes ; des questionnaires ou fiches d'évaluation) la perception et l'appréciation des bénéficiaires qui déclarent être satisfaits des prestations reçues. De 95 à 100% : excellente qualité de service et en deca de 70% : qualité moyenne ; des actions correctives sont nécessaires.									

Action 2 : Impressions des imprimés divers	**Objectif 2 Assurer l'impression en faveur de l'Etat**	**Délai global de production**	Minimal Moyen Maximal	3 jrs 15 jrs 45 jrs	2 jrs 13 jrs 40 jrs	1 jrs 12 jrs 36 jrs	1 jrs 8 jrs 25 jrs	1 jrs 6 jrs 22 jrs	1 jrs 5 jrs 20 jrs	1 jrs 4 jrs 18 jrs	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : Nombre de jours requis pour la livraison									
		Commentaires : Cet indicateur mesure le pourcentage des commandes livrées avant ou à la date prévue. Un délai faible ≤3 jours traduit une bonne performance logistique et une meilleure qualité de service ; un délai ≥10 jours = performance insuffisante : des actions correctives doivent être engagées…									
		Coût unitaire moyen d'un papier A4	Montant	950 FC	980 FC	1 000 FC	800 FC	700 FC	600 FC	500 FC	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : Qualité et dimension du papier par rapport au prix									
		Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer le coût moyen supporté par l'administration pour acquérir une unité de papier A4, afin d'évaluer la maitrise des coûts d'approvisionnement.									
		Taux de couverture des administrations publiques	%	5	6	8	17	25	34	43	SENAPI
		Source : Rapport SENAPI									
		Mode de calcul : (Nombre d'administrations effectivement servies / nombre total des administrations prévues) x 100									
		Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier la capacité de l'imprimerie à répondre aux besoins des administrations. Un taux de 100% signifie que toutes les administrations prévues ont été servies : un taux inférieur à 80% peut révéler des difficultés telles que : pannes des équipements d'impression ; manque des matières premières (encre …)									

II.5.4. Evolution des crédits du Programme

II.5.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau n° 3 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

Titres	REALISATIONS PLR 2025		EXERCICE EN COURS (2026)		PREVISIONS 2027 (en CDF)
	Crédits votés (en CDF)	Exécution (en CDF)	Crédits Votés (en CDF)	Exécution Fin juin 2025 (en CDF)	
A. Dépenses courantes	**26 443 759 194**	**31 002 691 634**	**28 216 336 427**	**13 606 086 043**	**28 217 211 403**
Titre III : Dépenses de personnel	26 014 612 176	29 814 779 134	27 858 508 471	13 506 749 970	27 859 025 618
Titre IV : Biens et matériels ;	344 147 018	153 000 000	299 189 302	63 000 000	293 488 492
Titre V : Dépenses de prestations ;	85 000 000	1 034 912 500	58 638 654	36 336 073	64 697 293
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-	-	
B. Dépenses en capitale	**-**	**-**	**-**	**-**	
Titre VII : Equipements	-	-	-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	
Total	**26 443 759 194**	**31 002 691 634**	**28 216 336 427**	**13 606 086 043**	**28 217 211 403**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.5.4.2. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau n° 4 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2027

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PREVISIONS 2027 (en FC)
		Crédits votés (en FC)	Exécution (en FC)	Crédits Votés (en FC)	Exécution fin juin 2026 (en 2026)	
1	Charges communes	-	-	-	-	
2	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	-	-	-	-	
3	Financement des reformes	-	-	-	-	
4	Fonctionnement des Ministères	1 178 779 854	1 572 393 028	874 974 563	99 336 073	27 341 361 864
5	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
6	Investissements sur ressources extérieures	-	-	-	-	
7	Investissement sur ressources propres	-	-	-	-	
8	Rémunérations	25 264 979 340	29 430 298 606	27 341 361 864	13 506 749 970	875 849 539
TOTAL		**26 443 759 194**	**31 002 691 634**	**28 216 336 427**	**13 606 086 043**	**28 217 211 403**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.5.5. Evolution des crédits par action du programme

Tableau n° 26 : Présentation des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
1	431	Approvisionnements des fournitures divers, matériels généraux et spécifiques	15 866 255 516	18 601 614 980	16 929 801 856	8 163 651 626	16 930 326 842
2	432	Impressions des imprimés divers	10 577 503 678	12 401 076 654	11 286 534 571	5 442 434 417	11 186 884 461
Total			**26 443 759 194**	**31 002 691 634**	**28 216 336 427**	**13 606 086 043**	**28 217 211 403**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

7. Ministère du Plan, Coordination de l'Aide au Développement

Section 32

I ère Partie : PRESENTATION DU MINISTERE DU PLAN ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Responsable : **S.E Guylain NYEMBO MBWIZYA, Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement**

1.1. Missions et Organisation du Ministère

1.1.1. Missions

Conformément à l'**Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères**, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au développement exerce, outre les attributions communes dévolues à tous les ministères, les attributions spécifiques suivantes :

- ✓ Planification et Programmation de la politique de développement économique et social de la République Démocratique du Congo ;
- ✓ Préparation du Plan de développement économique et social, programmation de son exécution et suivi de sa réalisation ;
- ✓ Coordination et Suivi évaluation des projets et programmes des investissements publics financés dans le budget d'investissement ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris ceux financés par les ASBL/EUP ;
- ✓ Coordination des travaux de toutes les commissions créées pour la discussion des documents du plan ;
- ✓ Préparation du budget des dépenses en capital, programmation et suivi de son exécution ;
- ✓ Préparation et Conduite des études de préfaisabilité et faisabilité des Institutions et Ministères ;
- ✓ Mise sur pied, en collaboration avec tous les organes de l'Etat concernés, des instruments scientifiques permettant d'appréhender la vie économique et sociale du pays dans son ensemble et dans ses différents secteurs, notamment les prévisions et budgets économiques nationaux, les enquêtes de conjoncture, les comptes économiques nationaux, le tableau intersectoriel ;
- ✓ Coordination et Intégration de différents programmes sectoriels préparés par les Ministères, les Entités Territoriales Décentralisées et les acteurs économiques et sociaux ;
- ✓ Etude et Appréciation de tous les moyens humains, matériels et financiers qui doivent concourir à la mise en œuvre du plan économique et social ;
- ✓ Appréciation de la conformité des projets d'investissements publics et privés avec les objectifs concrets du plan économique et social ;
- ✓ Promotion, en collaboration avec tous les services ou organes publics de l'Etat concernés, de la participation du peuple en partant de la base, à l'élaboration et à l'exécution du plan économique et social ;
- ✓ Evaluation des projets réalisés dans l'exécution du plan de développement, des programmes économiques et sociaux et des projets d'investissement et établissement des rapports périodiques sur l'état d'avancement ;
- ✓ Suivi des projets interministériels ;
- ✓ Promotion des investissements privés et publics ;

- ✓ Coordination, au niveau de la coopération au développement, de l'action de mobilisation des ressources extérieures, en collaboration avec les Ministères ayant les finances et la coopération dans leurs attributions, et suivi de leur utilisation afin d'en garantir l'affectation aux investissements prioritaires ;
- ✓ Coordination de l'Aide au développement ; en collaboration avec les Ministères ayant les finances et la Coopération dans leurs attributions, à travers notamment : l'évaluation des besoins de l'aide ; la planification et programmation des investissements en alignement aux priorités nationales ; l'endossement du programme des interventions pays ainsi que le suivi et évaluation de l'impact de l'aide sur le développement économique et social ;
- ✓ Participation en relation avec les services concernés, à la préparation et à la conduite des négociations des accords des prêts ou des dons à conclure avec les partenaires au développement ;
- ✓ Incitation et encouragement d'une politique de relance de la production dans le cadre des investissements privés, y compris ceux réalisés par les ONG ; Coordination de la participation de la République Démocratique du Congo aux efforts concertés de développement économique et social de (Afrique, à travers le Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique (NEPAD), le partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) et le G7 plus , en collaboration avec le Ministère ayant la coopération internationale dans ses attributions ;
- ✓ Pilotage des travaux macroéconomiques dans le cadre du plan de développement, en collaboration avec les Ministères concernés ;
- ✓ Conception et Mise en œuvre des mécanismes de suivi qualificatif des programmes et projets en vue de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la vulnérabilité ;
- ✓ Suivi de la mise en œuvre des agendas internationaux de développement en particulier l'agenda 2030 des Nations-Unies et 2063 de l'Union Africaine.

1.1.2. Organisation

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'aide au développement comprend :

- ✓ Le Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la CAD;
- ✓ Le Secrétariat Général ;
- ✓ Les Structures sous-tutelle
- ✓ Les Etablissements publics.

Le Cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de la CAD est institué par Arrêté et traduit la dimension politique du Ministère pendant que le Secrétariat Général au Plan et à la CAD incarne l'aspect administratif du Ministère et comprend : 01 Secrétariat administratif (Division unique), 02 Cellules techniques, 16 Directions organiques et 26 Divisions provinciales.

1.1.2.1. Directions organiques

Quatre catégories de directions organiques du Ministère, à savoir :

- ✓ **Directions de Synthèse** : (i) Direction des Etudes Macro-économiques (DEME) ; (ii) Direction de la Programmation et Budgétisation (DPB); (iii) Direction de la Planification Régionale (DPR) ; (iv) Direction de Contrôle et Suivi (DCS) ; (v) Direction de la Banque Intégrée des Projets (DBIP) ; (vi) Coordination des Structures d'Etudes et Planification (COSEP) ;

- ✓ **Directions Sectorielles :** (i) Direction des Infrastructures (DI) ; (ii) Direction des Secteurs Productifs (DSP); (iii) Direction des Secteurs Sociaux (DSS); (iv) Direction de Population et des Ressources Humaines (DPRH) ;
- ✓ **Directions de Coopération des Ressources Extérieures :** (i) Direction de la Coordination des Ressources Extérieures; (ii) Direction du Secrétariat des Fonds de Contrepartie (DSFC) ;
- ✓ **Directions et Cellules d'Appui à la Gestion (Structures Standards) :** (i) Direction des Ressources Humaines (DRH) ; (ii) Direction Administrative et Financière (DAF), (iii) Direction d'Etudes et Planification (DEP); (iv) Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC ; (v) Cellule Technique d'Appui (CTA); (vi) Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

1.1.2.2. Divisions Provinciales du Plan

Les divisions provinciales du Plan sont au nombre de 26 et sont réparties sur toute l'étendue de la République conformément au nombre de provinces de la RDC.

1.1.2.3. Structures sous-tutelles

Les Structures sous tutelle sont des branches spécialisées du Ministère, elles sont au nombre de 14, à savoir : (i) Bureau Central de Recensement (**BCR**) ; (ii) Secrétariat National de Renforcement des Capacités (**SENAREC**); (ii) Initiative pour la Transparence dans la gestion des Industries Extractives **(ITIE**) ; (iv) Centre National de Coordination de la Formation au développement (**CENACOF**) ; (v) Plateforme de la Gestion de l'Aide et des Investissements (**PGAI**) ; (vi) Projet de renforcement des Capacités des structures d'encadrement et de promotion du secteur privé et des réseaux des Organisations féminines de la société civile (**CASPOF**) ; (vii) Observatoire Congolais du Développement Durable (**OCDD**) ; (viii) Secrétariat National de Volontariat (**SNV**); (ix) Fonds de Solidarité pour la Reconstruction Nationale (**FSRN**); (xi) Etude Nationale Prospective (**ENP**); (xi) Secrétariat d'Appui à la Coordination des Groupes Thématiques (**SACGT**); (xii) Communauté Congolaise des Pratiques de la Gestion axée sur les resultats de Développement (**COP-RDC**) ; (xiii) Comité Technique de Suivi du Programme-145T (**CTSP-145T**); (xiv) Comité National d'Action de l'Eau, Hygiène et de l'Assainissement (**CNAEHA**).

1.1.2.4 Etablissements **Publics**

Conformément au décret n°22/37 du 29 octobre 2022 portant gouvernance budgétaire, sont considérés comme **établissements publics au Ministère du Plan et de la CAD ;** les services ci-après **:** (i) l'Institut National de la Statistique (**INS**), (ii) l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (**ANAPI**) et (iii) l'Unité de Conseil et de Coordination du Parténariat Public-Privé (**UC-PPP**).

1.2. Présentation stratégique du Ministère

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement inscrit son action dans un cadre d'alignement stratégique qui relie les engagements internationaux et la vision nationale de développement, à savoir :

- ✓ Les **Objectifs de Développement Durable** (ODD) des Nations Unies fixent les repères mondiaux pour éradiquer la pauvreté et promouvoir un développement inclusif ;
- ✓ L'**Agenda 2063** de l'Union Africaine trace la trajectoire d'une Afrique prospère, intégrée et pacifique ;
- ✓ Le **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement** renforce la mobilisation et l'utilisation coordonnée des ressources extérieures ;

- ✓ La **Vision 2050** de la République Démocratique du Congo projette une économie diversifiée, inclusive et durable, fondée sur la valorisation des secteurs extractifs et agricoles ;
- ✓ Enfin, le **PNSD 2024-2028** constitue l'instrument opérationnel de pilotage de l'action gouvernementale, traduisant les engagements du Chef de l'État et assurant la continuité des réformes.

1.2.1. Priorités nationales

Les priorités du pays s'articulent autour de cinq domaines de concentration (piliers) du PNSD 2024-2028 ci-après:

1. Amélioration de la gouvernance;
2. Diversification de l'économie;
3. Développement du capital humain;
4. Développement des infrastructures et aménagement du territoire;
5. Développement durable et croissance équilibrée des provinces.

Le Ministère du Plan et de la CAD intervient dans le domaine de concentration relatif à **l'amélioration de la gouvernance** dans le cadre de la modernisation institutionnelle notamment: (i) renforcer la gouvernance macroéconomique et sectorielle, et (ii) améliorer la transparence et l'efficacité dans la chaîne **Planification – Programmation – Budgétisation – Suivi-Évaluation (PPBSE)**.

1.2.2. Politiques sectorielles

Le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement met en œuvre une **Politique Nationale Sectorielle de Planification (PONASEP)**, fondée sur la **Gestion Axée sur les Résultats (GAR)**.

Cette politique vise à :

- ✓ Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère ;
- ✓ Améliorer la planification du développement ;
- ✓ Assurer la coordination de l'aide au développement.

1.3. **Maquette des Programmes budgétaires**

Tableau 1 : Maquette Programmatiques budgétaires du Ministère du Plan et de la Coordination de l'aide au Développement

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services Normatifs	Opérateurs
32	**PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT**						
			Administration Générale			Cabinet du Ministre, SG au Plan, DEP, DRH, DAF, DANTIC, CGPMP, CTA, SNV et FSRN, DIVISIONS PROVINCIALES	
					Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre, Secrétaire Général au Plan, Cellule Technique d'Appui (CTA), Secrétariat National de Volontariat (SNV), Fonds de Solidarité pour la Reconstruction Nationale (FSRN)	
					Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et Financière (DAF), Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP)	-
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification (DEP)	-
					Gestion des ressources humaines	Direction des Ressources Humaines (DRH)	-
					Gestion du système d'information et	Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	-

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services Normatifs	Opérateurs
					de la communication		
			Etudes et planification du développement			DEME, DPB, DCS, DPR, DBIP, COSEP, DSP, DSS, DPRH, DI, SENAREC, OCDD, BCR, ITIE, ENP, CNAEHA, CTSP-145, SACGT	INS, ANAPI, UCPPP
					Etudes socio-économiques et développement du système statistique	Direction des Etudes Macro-économiques (DEME), Direction de Population et des Ressources Humaines (DPRH) ; Etude Nationale Prospective (ENP), Bureau Central de Recensement (BCR), Initiative pour la Transparence dans la gestion des Industries Extractives (ITIE) ,Comité National d'Action de l'Eau, Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA), Communauté Congolaise des Pratiques de la Gestion axée sur les résultats de Développement (COP-RDC), Secrétariat d'Appui à la Coordination des Groupes Thématiques (SACGT)	Institut National des Statistiques (INS)
					Planification stratégique et appui sectoriel	Direction des Etudes Macro-économiques (DEME), Direction de la Planification Régionale (DPR), Direction des Infrastructures (DI), Direction des Secteurs Productifs (DSP), Direction des Secteurs Sociaux (DSS), Direction de Population et des Ressources Humaines (DPRH), Direction de Coordination des Structures d'Etudes et Planification (COSEP)	
					Renforcement des capacités institutionnelles	Secrétariat National de Renforcement des Capacités (SENAREC), Projet de renforcement des Capacités des structures d'encadrement et de promotion du secteur privé et des réseaux des Organisations féminines de la société civile (CASPOF), Centre National de Coordination de la Formation au développement (CENACOF)	

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services Normatifs	Opérateurs
					Programmation des investissements publics-privés	Direction de la Programmation et Budgétisation (DPB), Direction de la Banque Intégrée des Projets (DBIP)	Unité de Conseil et de Coordination du Partenariat Public-Privé (UC-PPP)
					Promotion des investissements	Agence Nationale pour la promotion des Investissements (ANAPI)	
					Suivi et évaluation des projets de développement	Direction de Contrôle et Suivi (DCS) ; Comité Technique de Suivi du Programme-145T (CTSP-145T); Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD)	
			Coordination de l'aide au développement			DCRE, DSFC, PGAI	
					Alignement stratégique et coordination de l'aide	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE), Direction du Secrétariat des Fonds de Contrepartie (DSFC)	
					Gestion et transparence des flux liés à l'aide	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE), Direction du Secrétariat des Fonds de Contrepartie (DSFC), Plateforme de la Gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI)	
					Suivi - évaluation et redevabilité de l'aide	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE), Direction du Secrétariat des Fonds de Contrepartie (DSFC)	

1.4 Performances antérieures et perspectives

1.4.1. Performances antérieures

Ces performances sont évaluées à travers les principales réalisations du Ministère en matière de : (i) Planification, (ii) Coordination de l'aide extérieure, (iii) Suivi des investissements publics et (iv) Contrats de performance afin d'améliorer davantage l'efficacité de l'action publique et la redevabilité des institutions.

Partant de ces performances antérieures, l'on peut retenir les réalisations ci-après :

- ✓ Production et la publication du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028);
- ✓ Intégration de la modélisation fiscale du secteur extractif dans le cadrage macro-économique à travers la signature de l'Arrêté interministériel du 29 septembre 2025, modifiant et complétant l'Arrêté portant création du Comité Permanent du Cadrage Macro-économique (CPCM) de 2006 ;
- ✓ Suivi de l'exécution du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T); Actualisation de la Feuille de route des mesures et réformes gouvernementales d'amélioration du climat des affaires ;
- ✓ Organisation des Enquêtes nationales : Troisième Enquête Démographique et de Santé III (EDS-RDC III 2023-2024) et Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVM 2024) ;
- ✓ Elaboration et publication des PIP 2024-2026, 2025-2027 et 2026-2028 ;
- ✓ Rapport volontaire de suivi des ODD 2024 ;
- ✓ Coordination des projets financés par les partenaires bilatéraux et multilatéraux, avec suivi-évaluation des impacts;
- ✓ Production et publication des bulletins d'informations des secteurs productifs, Novembre 2025;
- ✓ Actualisation du Guide méthodologique de la Planification provinciale ;
- ✓ Production et publication des rapports des interventions des ONG (2022, 2023, 2024) ;
- ✓ Elaboration et publication du Rapport du 4ème cycle du Suivi du partenariat mondial (2023-2026);
- ✓ Tenue du dialogue stratégique sur les solutions durables entre le Gouvernement Central et les provinces de l'Ituri et du Tanganyika assorti d'une feuille de route gouvernementale ;
- ✓ Elaboration du Programme National Eau-Hygiène-Assainissement 2020-2030 (PNEHA 2020-2030) ;
- ✓ Elaboration du Plan Multisectoriel Stratégique d'Elimination du Choléra et le Contrôle des autres Maladies Diarrhéiques (PMSEC-MD) 2023-2027 ;
- ✓ Elaboration du Plan d'Urgence Multisectoriel de Riposte aux flambées épidémiques de Choléra 2025 ;
- ✓ Finalisation, publication et vulgarisation du document de la la vision RDC 2050.

Bien que le Ministère ait à son actif les réalisations citées ci-haut, il reste buter à certaines contraintes majeures entre autres :

- ✓ Le non décaissement des fonds par le Trésor Public ;
- ✓ La rigidité des procédures de Partenaires Techniques et Financiers ;
- ✓ L'obsolescence de cadre et équipement de travail.

1.4.2. **Perspectives**

Elles s'inscrivent dans le **Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)**, reliant ambitions stratégiques et allocations budgétaires.

Ces perspectives sectorielles sont les suivantes :

- ✓ Construction du bâtiment R+10 du Ministère du Plan : 2027 études, 2028 travaux, 2029 livraisons ;
- ✓ Digitalisation du système d'information du Ministère et gestion des interventions des ONG : réforme progressive 2027-2029 ; objectif 80 % de digitalisation en 2029 ;

- ✓ Mise en place du Guichet Unique et du cadre PPP : conception en 2027, lancement en 2028, extension en 2029 ;
- ✓ Élaboration du Projet de Loi sur la planification et finalisation de la politique nationale de la population : adoption en 2027, mise en œuvre en 2028-2029 ;
- ✓ Poursuite des contrats de performance des établissements publics : activité récurrente 2027-2029 ;
- ✓ Objectif couverture totale en 2029 ;
- ✓ Mise en œuvre et revue à mi-parcours du PRONAREC-II : 2027-2028, consolidation en 2029 ;
- ✓ Revue annuelle du PNSD 2024-2028 : activité récurrente chaque année ;
- ✓ Accompagnement des ministères et provinces dans l'élaboration de leurs stratégies sectorielles et PDP : objectif 80 % de provinces couvertes en 2029 ;
- ✓ Finalisation du RGPH2 et dissémination des profils du dividende démographique : collecte en 2027, traitement en 2028, diffusion en 2029 ;
- ✓ Suivi des ODD et du changement climatique : activité annuelle 2027-2029 ;
- ✓ Élaboration et actualisation des guides méthodologiques sectoriels et de la politique nationale sur l'évaluation : adoption en 2028, consolidation en 2029;
- ✓ Production des notes macro-budgétaires et économiques, actualisation du CPCM avec le modèle FARI, installation des Comités Provinciaux de Cadrage Macroéconomique : progressif sur 2027-2029 ;
- ✓ Suivi-évaluation des programmes d'investissement et des Lettres de Mission : activité récurrente 2027-2029 ;
- ✓ Suivi des progrès de la RDC dans sa vision de développement à l'horizon 2050 : suivi annuel 2027-2029 ;
- ✓ Étude prospective sur l'impact des nouveaux partenariats internationaux sur la trajectoire de développement de la RDC : 2027-2028 ;
- ✓ Étude sur les perspectives de développement à long terme des provinces de la RDC : 2027-2029 ;
- ✓ Étude MODA RDC 2026 sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants : collecte en 2027, diffusion en 2028, suivi en 2029 ;
- ✓ Étude de faisabilité sur la mise en œuvre d'un programme de bourse familiale universelle : 2028, pilote en 2029 ;
- ✓ Structuration et contractualisation du Pont Route-Rail Kinshasa-Brazzaville et du Pont sur la rivière Oubangui : structuration en 2027, contractualisation en 2028, démarrage en 2029 ;
- ✓ Élaboration du Plan Stratégique de Développement des Corridors et des Plans Directeurs spécifiques : études en 2027, adoption en 2028, mise en œuvre en 2029 ;
- ✓ Actualisation de la cartographie des projets et programmes d'infrastructures : activité annuelle ;
- ✓ Mise en réseau des bases de données des investissements publics et application de gestion : conception en 2027, pilote en 2028, extension en 2029 ;
- ✓ Élaboration du PIP national : 2028-2029 ;
- ✓ Participation de la RDC au 5ème cycle du Partenariat Mondial : 2027 ;
- ✓ Ratification de la charte africaine sur les statistiques : 2027 ;
- ✓ Organisation des missions mixtes Gouvernement-Partenaires pour évaluer le Nexus-HDP : 2028 ;
- ✓ Élaboration de la stratégie nationale sur les solutions durables et redynamisation des Groupes Thématiques Sectoriels : 2027-2029 ;
- ✓ Réécriture du PNEHA 2020-2030 et du PMSEC-MD 2023-2027 : 2027-2028 ;

- ✓ Mise en place d'un système de gestion de l'information EHA : conception en 2027, mise en œuvre en 2028, extension en 2029 ;
- ✓ Implantation des CPAEHA en provinces : 2027-2029 ;
- ✓ Plans Directeurs d'assainissement : Kinshasa en 2028, autres villes en 2029 ;
- ✓ Réhabilitation du bâtiment CNAEHA/Matadi : 2028 ;
- ✓ Adaptation du secteur EHA aux effets du changement climatique : intégration progressive 2027-2029.

1.5 Objectifs et Indicateurs les plus Représentatifs du Ministère

1.5.1. Les Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère ;

Objectif 2 : Améliorer la planification du développement ;

Objectif 3 : Assurer la coordination de l'aide au développement.

1.5.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2. : Cadre de performance des Objectifs et Indicateurs les plus représentatifs de la politique publique du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère										
	Indicateurs	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N° Réf	**Nom**		**2025**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.1	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du Ministère	%	35	15	25	35	15	60	70	80
	Mode de calcul : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x100									
	Sources : DEP/Min.Plan (rapport d'évaluation des politiques publiques du Ministère et rapport de suivi d'assignation des lettres des missions)									
	Commentaires : l'exécution des activités du Ministère sont en dessous de la moyenne de 50 %, cela est dû au non decaissement des fonds alloués au Ministère. Nous projétons leur execution à plus de 50% pour les années futures.									
Objectif 2 : Améliorer la planification du développement										
	Indicateurs	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N° Réf	**Nom**		**2025**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2.1	Proportion de stratégies sectorielles et plans de développement alignés au PNSD	%	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	50	80	100
	Mode de calcul : (Nbre des stratégies sectorielles, des PDP et des ETD arrimés au PNSD/total des stratégies sectorielles, des PDP et des ETD) x 100									
	Source : ***DEME ; Directions sectorielles, DPR, COSEP,***									
	Commentaires :									
Objectif 3 : Assurer la coordination de l'Aide au Développement										

	Indicateurs	Unité de mesure	Année de référence	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N° Réf	Nom	Unité de mesure	2025	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3.1	Respect de marges des manoeuvres du pays en matière des politiques	**%**	**2025**	57	40	48	57	60	65	70
	Mode de calcul : (Montant de l'aide respectant les stratégies nationales et sans conditionnalités externes/Montant total de l'aide reçue) x100									
	Sources : DCRE (***Rapports des Travaux sur le 4 ème cycle du Partenariat mondial)***									
	Commentaires :									

1.6. Evolution des crédits du Ministère

1.6.1. Evolution des crédits par Titre 2026-2028

Tableau 3 : Présentation des crédits par titre 2026-2028

N°	TITRE	LF2025R		LFR 2026		Prévision	Projection	
		Crédits votés	Exécution 2025	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	2027	2028	2029
DEPENSES COURANTES		**149 949 597 735**	**100 078 077 966**	**190 197 353 434**	**46 117 471 338**	**670 488 481 425**	-	-
1	**Titre III: Dépenses du personnelles**	105 168 145 095	15114350701	124 811 394 917	46 384 654 311	508 682 853 314		
2	**Titre IV: Biens et Matériels**	6 450 117 795	5 036 740 063	10 006 179 842	614 890 977	13 418 596 508		
3	**Titre V: Dépenses de Prestations**	24 877 089 167	2 331 714 533	42 256 850 034	2 596 000	62 582 621 703		
4	**Titre VI: Transferts et Interventions de l'Etat**	13 454 245 678	77 595 272 669	53 833 753 641	3 264 729 249	85 804 409 900		

	Financement Intérieur							
	Financement extérieur							
Dépenses en Capital		**149 216 506 433**	**1 180 226 357**	**287 924 710 749**	**46 117 471 338**	**670 488 481 425**	**-**	**-**
5	**Titre VII: Equipements**	148 732 696 573	1 180 226 357	22 933 752 418	-	136 113 752 996		
	Financement Intérieur				-	-		
	Financement Extérieur				-	-		
6	**Titre VIII: Construction, Réfection, Réhabilitation, édifice, acquisition immobilière**	483 809 860	-	224 280 133 331	-	63 909 898 000		
	Financement Intérieur				-	-		
	Financement Extérieur				-	-		
		149 216 506 433	**1 180 226 357**	**287 924 710 749**	**-**	**200 023 650 996**		
TOTAL		**299 166 104 168**	**101 258 304 323**	**478 122 064 183**	**50266 870 537**	**870 512 132 421**	**-**	**-**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.2. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2026-2028

Tableau 4 : Projections des crédits par Rubrique 2026-2028

N°	RUBRIQUE	LFR 2025		LFR 2026		Projections		
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	2 027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	7 660 318 362	1 180 226 357	5 029 948 159	-	71 825 372 225		
2	Investissements sur Ressources Exceptionnelles	100 000 000 000	441 616 032	40 710 825 000	-	36 675 000 000		
3	Fonctionnement des Ministères	46 694 754 947	8 253 008 247	68 317 132 937	617 486 977	101 198 863 961		
4	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 890 970 562	948 044 335	4 321 736 690	1 872 871 678	60 230 862 248		
5	Investissements sur transferts aux ETD	39 076 780 297	-	219 928 814 391	-	-		
6	Investissements sur Ressources Extérieures	2 479 407 774	-	17 403 804 259	-	-		
7	Investissements sur Ressources Propres	-	1 180 226 357	4 851 318 940	-	67 983 565 245		
8	Rémunération	90 796 530 293	82 617 489 600		46 384 654 311	506 614 222 427		

				109 344 322 111				
9	**Subventions aux Organismes Auxiliaires**	9 567 341 933	6 637 693 395	8 214 161 605	1 391 857 571	25 984 246 315		
TOTAL		**299 166 104 168**	**101 258 304 323**	478 122 064 092	50 266 870 537	**870 512 132 421**	-	-

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.3. Présentation des crédits par Programme

Tableau 5 : Présentation des crédits par Programme

CODE PROGRAMME	INTITULE DU PROGRAMME	LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS 2027
		CREDITS VOTES	EXECUTION LF 2025	CREDITS VOTES	EXECUTION LF AU 30 JUIN 2026	
	ADMINISTRATION GENERALE	74 904 448 272	20 978 856 035	287 705 379 945	41 919 338 725	330 174 878 686
	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT	8 523 076 250	80 175 711 498	7 249 880 144	1 775 890 004	527 991 143 649
	COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	215 738 579 646	103 736 790	183 166 804 094	2 422 242 609	12 346 110 086
		299 166 104 168	**101 258 304 323**	**478 122 064 183**	**46 117 471 338**	**870 512 132 421**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale 2025-2026

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale 2026

N°	GRADE	Effectif payé sur salaire de base en T2 juin 2026	Total MASSE sur salaire de base T2 2026	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée salaire de base *12	NOUVELLES ACTIONS 2027		PROJECTIONS 2027	
					Effectifs salaire de base	Masse BASE *12	Effectifs salaire de base	Masse salaire de base
1	SG	0	0	0	1	4,985,268	1	4,985,268
	DIR	4	4,830,336	19,321,344	13	62,794,368	17	82,115,712
2	CD	17	19,698,138	78,792,552	73	338,344,488	90	417,137,040
	CB	82	91,452,960	365,811,840	270	1,204,502,400	352	1,570,314,240
3	ATA1	435	461,917,800	1,847,671,200	290	1,231,780,800	725	3,079,452,000
	ATA2	618	630,400,788	2,521,603,152	676	2,758,258,464	1294	5,279,861,616
	AGA1	672	656,284,608	2,625,138,432	613	2,394,657,528	1285	5,019,795,960
4	AGA2	478	448,331,496	1,793,325,984	556	2,085,960,768	1034	3,879,286,752
	AA1	38	34,082,010	136,328,040	34	121,977,720	72	258,305,760
	AA2	11	9,229,605	36,918,420	7	23,493,540	18	60,411,960
	HUISS	10	7,971,600	31,886,400	6	19,131,840	16	51,018,240
	TOTAL	**2365**	**2,364,199,341**	**9,456,797,364**	**2539**	**10,245,887,184**	**4904**	**19,702,684,548**
	707		**31,815,000**	127,260,000	378	68,040,000	1134	204,120,000
	TOTAL GENERAL		**2,396,014,341**	**9,584,057,364**	**TOTAL GENERAL**	**10,313,927,184**	**TOTAL GENERAL**	**19,906,804,548**

Source : Cadre Organique du Mini.Plan-CAD, Listing de paie.

N°	GRADE	Effectif payé sur prime en juin T2 2026	total MASSE sur planification T2 2026	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée planification *12	NOUVELLES ACTIONS 2027		PROJECTIONS 2027			
					Effectifs planification	Masse planification	Effectifs Prime	Masse Planification	effectif specifique	MASSE spécifique
1	SG	1	12,300,000	49,200,000	0	0	1	96,000,000	1	42,000,000
	DIR	16	130,317,000	521,268,000	1	84,000,000	17	1,428,000,000	17	510,000,000
2	CD	85	337,500,000	1,350,000,000	5	360,000,000	90	6,480,000,000	64	1,536,000,000
	CB	337	1,027,950,000	4,111,800,000	15	900,000,000	352	21,120,000,000	173	3,114,000,000
3	ATA1	400	563,300,000	2,253,200,000	325	13,650,000,000	725	30,450,000,000	276	3,643,200,000
	ATA2	871	1,452,943,772	5,811,775,088	423	15,228,000,000	1294	46,512,000,000	321	3,852,000,000
	AGA1	674	896,267,924	3,585,071,696	611	18,330,000,000	1285	38,550,000,000	210	2,268,000,000
4	AGA2	437	342,000,000	1,368,000,000	597	14,328,000,000	1034	24,816,000,000	63	604,800,000
	AA1	52	47,825,000	191,300,000	20	420,000,000	72	1,512,000,000	5	42,000,000
	AA2	7	3,150,000	12,600,000	11	231,000,000	18	378,000,000	2	14,400,000

	HUISS	10	16,500,000	66,000,000	6	126,000,000	16	378,000,000	2	12,000,000
	TOTAL	**2,890**	**4,830,053,696**	**19,320,214,784**	**2014**	**63,657,000,000**	**4904**	**171,720,000,000**	**1134**	**15,638,400,000**

Source : Cadre Organique du Mini.Plan-CAD, Listing de paie.

Les politiques publiques du Ministère du Plan ont été structurées en trois (3) Programmes, à savoir : (i) « **Administration Générale** », (ii) « **Etudes et planification du Développement** » et (iii) « **Coordination de l'aide au développement ».**

2. 1. PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE

Responsable de Programme : **EPEMBE MOSANGO DANIEL**, Secrétaire Général au Plan et la Coordination de l'Aide au Développement

2.1.1. **Périmètre du Programme**

Le Programme **« Administration Générale »** assure la fonction de **support** aux programmes opérationnels portés par les directions métiers du Ministère.

Il regroupe les services ci-après :

- ✓ **Le Cabinet ministériel** : chargé du pilotage stratégique ;
- ✓ **Le Secrétariat Général** : responsable de la coordination administrative, à travers ses directions de soutien (support) :
  - Direction des Ressources Humaines (DRH);
  - Direction Administrative et Financière (DAF);
  - Direction d'Études et Planification (DEP) ;
  - Direction des Archives et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).

  À ces directions s'ajoutent les **cellules rattachées** :
  - Cellule de Gestion des Projets et Passation des Marchés Publics (CGPMP) ;
  - Cellule Technique d'Appui (CTA);
- ✓ Les **structures sous tutelle** contribuant à la mise en œuvre de ce programme sont :
  - Service National du Volontariat (SNV);
  - Fonds de Solidarité pour la Reconstruction Nationale (FSRN);
- ✓ Enfin, les **Divisions Provinciales du Plan**, en tant que services déconcentrés, participent également à la réalisation de la fonction administrative du Ministère.

2.1.2 Stratégie du Programme

Le Programme **« Administration Générale** » a pour vocation d'appuyer les Programmes opérationnels du Plan qui s'attèlent à l'accompagnement des ministères sectoriels dans la conception, l'élaboration, la programmation-budgétisation et Suivi-évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques portées par les secteurs qui leur sont confiés.

En tant que tel, il est donc appelé à se planifier lui-même de l'intérieur pour être performant en termes d'efficacité et d'efficience dans les objectifs qu'il se fixe.

Pour améliorer la performance du programme, les leviers d'actions suivants sont identifiés : (i) Réadaptation du cadre organique; (ii) Digitalisation des systèmes d'informations du Plan; (iii) Restauration du Ministère du Plan dans ses prérogatives amputées par les Ministères sectoriels ; (iv) Amélioration des conditions socioprofessionnelles des agents ; (v) Institutionnalisation de la gestion de performance ; et (vi) Assouplissement de la procédure de passation des marchés publics pour les études de faisabilité.

2.1.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.1.3.1 Objectifs du Programme : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Objectifs opérationnels :

- ✓ Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère;
- ✓ Améliorer le processus de Planification, programmation et suivi-évaluation des action;.
- ✓ Assurer la gestion optimale des ressources humaines ;
- ✓ Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du Ministère ;
- ✓ Assurer la sécurité et la disponibilité de l'information.

2.1.3.2. Cadre de performance des objectifs du Programme

Tableau 7 : Cadre de performance des objectifs du Programme "**Administration Générale**"

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Administration Générale	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du Ministère	**%**	**2025**	35	15	25	35	40	60	70	80	DEP
Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux des réunions tenues par les instances de pilotage	**%**	**2025**	90	70	80	90	80	80	80	80	Secrétariat Administratif du SG (Division unique)
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	**%**	**2025**	33, 85	20	13	33,85	10	55	80	95	DAF
		Taux d'exécution de Plan de passation des marchés	**%**	**2025**	70	50	60	70	85	90	95	100	CGPMP

Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de Planification, programmation et suivi-évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	**%**	**2025**	33	33	33	33	100	100	100	100	DEP
Action 4: Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du Personnel formé par an	**%**	**2025**	15	08	12	15	06	50	60	70	DRH
Action 5: Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la sécurité et la disponibilité de l'information	Pourcentage des procédures dématérialisées	**%**	**2025**	17	10	15	17	9	40	45	40	DANTIC

2.1.4. Evolution des crédits du Programme

2.1.4.1 Evolution des crédits du Programme par titre

Tableau 8 : Présentation des crédits du Programme par titre 2025 – 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	28 916 004 623	-	37 285 626 916	-	57 723 334 271
Titre IV : Biens et matériels	626 176 458	-	3 933 267 550	-	4 001 584 774
Titre V : Dépenses de prestations	2 992 676 105	6 060 456 867	2 064 547 091	610 593 925	2 064 547 091
Titre VI : Transferts et interventions	2 122 388 625	238 970 250	1 710 096 228	-	1 712 096 228
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	39 707 917 721	-	18 283 804 259	-	12 486 027 933
Financement intérieur	-	-		-	
Financement extérieur	-	-		-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	223 900 133 331	-	262 269 455 490
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
	74 365 163 532	**6 299 427 117**	**287 177 475 375**	**610 593 925**	**340 257 045 787**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.1.4.2 Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2029

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections		
		Crédits votés	Exécution à fin juin	Crédits votés	Exécution à fin juin	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	5 641 337 744	6 060 456 867	7 344 985 551	610 593 925	7 413 302 675	8 043 634 081	9 405 699 468
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-		-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	39 076 780 297	-	17 403 804 259	-	9 189 063 335	9 970 382 468	11 658 712 979
5	Investissements sur Ressources Propres	631 137 424	-	224 780 133 331	-	265 566 420 088	288 146 754 713	336 939 963 948
7	Rémunérations	27 889 452 625	-	36 525 486 352	-	56 965 193 807	61 808 777 336	72 275 140 589
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 126 455 442	238 970 250	1 123 065 882	-	1 123 065 882	1 218 556 884	1 424 900 700
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		**74 365 163 532**	**6 299 427 117**	**287 177 475 375**	**610 593 925**	**340 257 045 787**	**369 188 105 481**	**431 704 417 684**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

Evolution des crédits par action du programme

Présentation des crédits par action du programme

Tableau 10 : Evolution des crédits par action 2025-2027

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
		Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques	72 759 616 180	6 266 792 997	286 334 741 939	608 905 425	328 519 342 254
		Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	345 632 842	27 076 620	238 440 155	-	8 768 992 978
		Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	420 636 873	-	150 535 122	-	1 074 743 996
		Action 4: Gestion des ressources humaines	439 980 298	5 557 500	247 282 570	-	1 687 490 970
		Action 5: Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	399 297 879	-	206 475 589	1 688 500	206 475 589
Total			**74 365 164 072**	**6 299 427 117**	**287 177 475 375**	**610 593 925**	**340 257 045 787**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2. PROGRAMME 2 : ETUDES ET PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Responsable de programme : **CIMBALANGA KABONGO José-le pieux**, Directeur de la Direction des Études Macroéconomiques (DEME)

2.2.1. Périmètre du Programme

Le Programme « **Études et Planification du Développement** » est l'un de deux programmes qui portent les politiques publiques spécifiques du Ministère du Plan.

Le périmètre de ce programme recouvre notamment :

- ✓ La Direction des Études Macroéconomiques (DEME) ;
- ✓ La Direction de Contrôle et Suivi(DCS);
- ✓ La Direction de la Population et Ressources Humaines (DPRH) ;
- ✓ La Direction de Planification Régionale et Locale (DPR) ;
- ✓ La Direction de Programmation et Budgétisation (DPB);
- ✓ La Direction des Secteurs Sociaux (DSS) ;
- ✓ La Direction des Infrastructures (DI) ;
- ✓ La Direction des Secteurs Productifs (DSP) ;
- ✓ La Direction de la Banque Intégrée des Projets (DBIP) et
- ✓ La Coordination des Structures d'Etudes et de Planification (COSEP).

Outre les directions citées, certaines structures sous-tutelle du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement concourent à la mise en œuvre du programme.

Il s'agit, notamment de

- ✓ L'Etude Nationale Prospective (ENP) ;
- ✓ L'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD) ;
- ✓ Le Bureau Central de Recensement (BCR) ;
- ✓ Le Secrétariat National du pour le Renforcement des Capacités (SENAREC) ;
- ✓ Le Comité National d'Action de l'Eau, Hygiène et de l'Assainissement (CNAEHA) ;
- ✓ La Communauté Congolaise des Pratiques de la Gestion axée sur les résultats de Développement (COP-RDC) ;
- ✓ Le Secrétariat d'Appui à la Coordination des Groupes Thématiques (SACGT) ;
- ✓ Le Projet de renforcement des Capacités des structures d'encadrement et de promotion du secteur privé et des réseaux des Organisations féminines de la société civile (CASPOF) ;
- ✓ L'Initiative pour la Transparence dans la gestion des Industries Extractives (ITIE) ; et
- ✓ Le Comité Technique de Suivi du Programme-145T (CTSP-145T).

2.2.2. **Stratégie du programme**

Le Programme « **Études et Planification du Développement** » constitue le cadre de référence pour la planification stratégique nationale. Il s'appuie sur les missions suivantes : **(i)** Planification et Programmation de la politique de développement économique et social de la République Démocratique du Congo ; **(ii)** Coordination et Suivi évaluation des projets et programmes des investissements publics financés dans le budget d'investissement ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris ceux financés par les ASBL/EUP ; **(iii)** Préparation du Plan de développement économique et social, programmation de son exécution et suivi de sa réalisation ; **(iv)** Préparation du budget des dépenses en capital, programmation et suivi de son exécution ; **(v)** Mise sur pied, en collaboration avec tous les organes de l'Etat concernés, des instruments scientifiques permettant d'appréhender la vie économique et sociale du pays dans son ensemble

et dans ses différents secteurs, notamment les prévisions et budgets économiques nationaux, les enquêtes de conjoncture, les comptes économiques nationaux, le tableau intersectoriel ; **(vi)** Appréciation de la conformité des projets d'investissements publics et privés avec les objectifs concrets du plan économique et social ; **(vii)** Promotion des investissements privés et publics.

Afin de renforcer l'efficacité et l'impact du Programme, les leviers d'actions suivants sont identifiés : **(i)** Accroissement des ressources d'investissements ; **(ii)** Renforcerment de la connexion entre la planification et la budgétisation ; **(iii**) Légifération du processus de Planification, de Programmation, de Budgétisation et de Suivi-Evaluation (PPBSE) à tous les niveaux ; **(iv)** Renforcement et modernisation l'appareil statistique, Fiabilité, l'accessibilité et la diffusion des données ; **(v**) Renforcement du cadre incitatif pour l'amélioration du climat des affaires ; **(vi)** Encouragement de l'utilisation des données statistiques dans la planification du développement ; **(vii)** Connexion entre la planification nationale, provinciale et locale ; **(viii)** Systématisation de la production des études socio-économiques ;(**ix)** Institution d'une politique nationale de suivi-évaluation ; **(x)** Renforcement du mécanisme de suivi-évaluation des programmes et projets de développement .

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.2.3.1 Objectif stratégique du Programme : Améliorer la planification du développement

Objectifs opérationnels :

- ✓ Améliorer la qualité des prévisions et la disponibilité des données statistiques ;
- ✓ Renforcer la planification stratégique au niveau central, provincial et ETD ;
- ✓ Améliorer la qualité de l'offre de formation ;
- ✓ Assurer le suivi et l'évaluation des projets de développement ;
- ✓ Améliorer la Programmation des Investissements publics ;
- ✓ Développer l'attractivité de la RDC.

2.2.3.2. Cadre de performance des objectifs du Programme

Tableau 11: Cadre de performance des objectifs du Programme "**Etudes et Planification du Développement**"

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Etudes et Planification du Développement	Améliorer la planification du développement	Proportion de stratégies sectorielles et planes de développement des provinces et ETD arrimés au PNSD	**%**	**2025**	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	50	80	100	DEME
				2025	09	13	13	09	14	08	08	08	

			%										DPR
Action 1: Etude socio-économique et développement du système statistique	Améliorer la qualité des prévisions et la disponibilité des données statistiques	Fréquence de diffusion de l'IPC;	%	**2025**	100	100	100	100	60	100	100	100	INS
		Ecart prévisions macroéconomiques sur réalisation	%	**2025**	0,0	1,8	-0, 3	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	DEME
		Fréquence de diffusion des comptes nationaux	%	**2025**	100	100	100	100	25	100	100	100	INS
Action 2: Planification stratégique et appui sectoriel	Renforcer la planification stratégique au niveau central, provincial et ETD	Taux de couverture de la planification stratégique (au niveau central, provincial et ETD)	%	**2025**	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	50	80	100	DEME
			%	**2025**	04	50	50	04	54	31	31	31	DPR
Action 3: Renforcement des capacités institutionnelles	Améliorer la qualité de l'offre de formation	Taux de satisfaction des bénéficiaires	%	**2025**	77	80,9	76	77	78,2	85	88	100	SENAREC
Action 4: Programmation des investissements publics privés	Améliorer la Programmation des Investissements publics	Pourcentage des projets d'investissements budgétisés issus du PIP	%	**2025**	80	80	80	80	75	90	95	98	DPB
	Développer l'attractivité de la RDC	Taux de croissance d'investissements privés	%	**2025**	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Taux d'exécution physique des projets agréés au code des investissements		**2025**	75,3	54 ,6	74,6	75,3	-	80	85	90	

Action 5: Promotion des investissements			%										ANAPI
		Taux d'exécution financière des projets agréés au code des investissements	%	**2025**	60,1	42,6	50,6	60,1	-	85	90	95	
Action 6: Suivi et évaluation des projets de développement		Taux d'exécution physique des projets de développement	%	**2025**	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	DCS
	Assurer le suivi et l'évaluation des projets de développement	Taux d'exécution financière des projets de développement	%	**2025**	35	18,1	5,1	35	25	50	65	70	DCS

2.2.4. Evolution des crédits du Programme « Etudes et Planification du Développement »

2.2.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Tableau 12 : Présentation des crédits du programme par titre 2024-2026

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	70 012 489 813	-	81 520 510 307	-	81 520 510 307
Titre IV : Biens et matériels	5 680 357 340	-	5 921 901 807	-	5 921 901 807
Titre V : Dépenses de prestations	21 264 423 078	1 715 142 472	39 778 389 936	13 274 900	39 778 389 945
Titre VI : Transferts et interventions	11 231 857 053	6 895 332 367	11 238 180 473	4 184 857 713	11 238 180 473
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	108 088 737 102	71 567 799 659	45 235 726 141	-	55 375 742 013
Financement intérieur	-	-	-		-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
	216 277 864 386	**80 178 274 498**	**183 694 708 664**	**4 198 132 613**	**193 834 724 545**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.4.2. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 13 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2029

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections		
		Crédits votés	Exécution à fin juin	Crédits votés	Exécution à fin juin	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	6 660 318 362	70 387 573 302	4 524 901 141	-	4 846 817 823	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	39 586 532 163	1 715 142 472	59 718 305 891	13 274 900	59 718 305 900	-	-
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 790 970 562	710 234 285	4 147 084 750	2 738 659 102	4 147 084 750	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	1 208 418 740	1 180 226 357	-	-	5 173 299 190	-	-
7	Rémunérations	57 590 738 068	-	67 502 496 159	-	67 502 496 159	-	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	8 440 886 491	6 185 098 082	7 091 095 723	1 446 198 611	7 091 095723	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	100 000 000 000	-	40 710 825 000	-	45 355 625 000	-	-
TOTAL		**216 277 864 386**	**80 178 274 498**	**183 694 708 664**	**4 198 132 613**	**193 834 724 545**		

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.5. Evolution des crédits par action

Présentation des crédits par action

Tableau 14 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027
			Crédits Votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
		Etude socio-économique et développement du système statistique	146 248 101 750	76 924 026 887	83 916 654 290	1 477 429 211	92 683 193 162
		Planification stratégique et appui sectoriel	7 073 025 971	1 335 685 380	5 801 813 514	907 500	5 801 813 523
		Renforcement des capacités institutionnelles	8 745 643 290	202 079 610	12 247 471 268	52 088 000	12 247 471 268
		Programmation des investissements publics	38 867 281 711	626 677 078	53 445 000 999	1 157 180 798	54 818 477 999
		Promotion des investissements	7 031 015 018	344 584 020	12 186 446 305	-	12 186 446 305
	265	Suivi et évaluation des projets de développement	8 312 796 646	745 221 523	16 097 322 288	1 510 527 104	16 097 322 288
Total			**216 277 864 386**	**80 178 274 498**	**183 694 708 664**	**4 198 132 613**	**193 834 724 545**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du Programme

Dans le cadre du Projet Annuel de Performance **(PAP)**, plusieurs opérateurs placés sous la tutelle du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement contribuent directement à la réalisation du programme « **Études et Planification du développement** ». Ces opérateurs, en tant qu'établissements publics créés par des actes juridiques spécifiques, disposent de missions précises qui soutiennent la performance annuelle du Ministère.

Ces opérateurs sont les suivants : (i) l'Institut National de la Statistique (**INS**), (ii) l'Agence Nationale pour la promotion des Investissements (**ANAPI**) et (iii) l'Unité de Conseil et de Coordination du Parténariat Public-Privé (**UC-PPP**).

a) Institut National de la Statistique (INS) :

L'INS est l'opérateur clé pour la production et la gestion des données statistiques indispensables à la planification. Il garantit la disponibilité des données fiables nécessaires à l'élaboration et au suivi des programmes budgétaires.

- **Actes juridiques** : Créé par l'Ordonnance n° 78-397 du 3 octobre 1978, en tant qu'établissement public scientifique doté de la personnalité juridique.
- **Missions**: Collecter, centraliser et harmoniser les statistiques démographiques, économiques et sociales ; publier et diffuser les résultats pour éclairer les politiques publiques ; former le personnel statistique et promouvoir la recherche.

Tableau 15: Ressources et dépenses de l'Opérateur

Opérateurs	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
INS	1.200.000.000 CDF	1.200.000.000 CDF	699.130.000 CDF	699.130.000 CDF	30.000.000 $	200.000.000 CDF	150.000.000 $	52.269.287.113 CDF	15.000.000 $	78.403.930.670 CDF	10.000.000 $	1176058960004 CDF
Source : Direction Financière et Logistique												

b) **Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI)**

L'ANAPI est un établissement public technique qui soutient la mise en œuvre des programmes en facilitant l'investissement privé et public. Il contribue à la mobilisation des ressources et à l'amélioration du climat des affaires, en lien direct avec les objectifs de croissance et de financement du développement.

- **Actes juridiques** : régie par la Loi n° 004/2002 portant Code des Investissements et le Décret du Premier Ministre n° 09/33 du 8 août 2009 fixant ses statuts et son organisation.
- **Missions** : Promouvoir l'image de la RDC auprès des investisseurs ; identifier et valoriser les opportunités d'investissement ; plaider pour l'amélioration du climat des affaires ; accompagner administrativement les investisseurs.

Tableau 16: Ressources et dépenses de l'Opérateur

Opérateurs	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
ANAPI	38 213 006 112	38 213 006 112	37 217318365	37 21 7318365	14337811 782	13 737 034 876	45 020740969	34 553 453 269	47 36181115931	271778018	49 63S 366 918	38 095 182 229
Source : Budget 2026 de l'ANAPI/ Prévision 2026 est : Ressources-42 876 896161 FC; Subvention 32 908 OSO 732/ coefficient retenu est 1,05												

c) **Unité de Conseil et de Coordination du Parténariat Public-Privé (UC-PPP**)

L'UC-PPP est un établissement public spécialisé qui garantit la cohérence et la transparence des projets PPP dans le cadre du budget-programme. Il joue un rôle d'appui stratégique et de suivi des projets PPP, garantissant que les partenariats public-privé contribuent efficacement aux objectifs de développement.

- **Actes juridiques** : Créée par la Loi n° 18/016 du 9 juillet 2018 relative au Partenariat Public-Privé et le Décret n° 21/04 du 2 octobre 2021 portant création, organisation et fonctionnement de l'UC-PPP.
- **Missions** : Appliquer la politique nationale en matière de PPP ; conseiller et assister les autorités contractantes ; suivre et évaluer la réalisation des projets confiés aux partenaires privés ; assurer la conformité des projets aux politiques économiques et sociales de l'État.

Tableau 17 : Ressources et dépenses de l'Opérateur

Opérateurs	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
UC-PPP	6.123.055.36	6.052.642.949	9.435.802.21	9.594.581.244	19693108418,26	10.534.143.359	-		-		-	
Source :												

2.3. PROGRAMME 3 : COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Responsable du Programme : **KITE NDUWA CATURNIN,** Directeur de la Direction de Coordination et Mobilisation des Ressources Extérieures (DCRE)

2.3.1. Périmètre du Programme

Les Directions suivantes concourent à la réalisation de l'objectif de ce Programme, à savoir : la Direction de Coordination des Ressources Extérieures et la Direction du Secrétariat du Fonds de Contrepartie (DSFC).

Cependant, la seule structure sous-tutelle du Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement qui concourt à la mise en œuvre de ce programme est la Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements **(PGAI)**.

2.3.2 Stratégie du programme

Le Programme « **Coordination de l'aide au développement** » constitue une modalité stratégique de mise en œuvre de la politique nationale en matière de coopération et de partenariats de développement. Il vise à optimiser la mobilisation des ressources extérieures et à instaurer un environnement favorable aux investissements privés et associatifs, tout en assurant l'intégration de la RDC aux initiatives régionales et internationales.

Ce programme a pour missions principales ci-après : (i) Coordination, au niveau de la coopération au développement, de l'action de mobilisation des ressources extérieures, en collaboration avec les Ministères ayant les finances et la coopération dans leurs attributions, et suivi de leur utilisation afin d'en garantir l'affectation aux investissements prioritaires ; (ii) Coordination de l'Aide au développement ; en collaboration avec les Ministères ayant les finances et la Coopération dans leurs attributions, à travers notamment : l'évaluation des besoins de l'aide ; la planification et programmation des investissements en alignement aux priorités nationales ; l'endossement du programme des interventions pays ainsi que le suivi et évaluation de l'impact de l'aide sur le développement économique et social ; (iii) Participation en relation avec les services concernés, à la préparation et à la conduite des négociations des accords des prêts ou des dons à conclure avec les partenaires au développement ; (iv) Incitation et encouragement d'une politique de relance de la production dans le cadre des investissements privés, y compris ceux réalisés par les ONG ; Coordination de la participation de la République Démocratique du Congo aux efforts concertés de développement économique et social de l'Afrique, à travers le Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique (NEPAD), le partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) et le G7 plus , en collaboration avec le Ministère ayant la coopération internationale dans ses attributions ; et (v) Suivi de la mise en œuvre des agendas internationaux de développement en particulier l'agenda 2030 des Nations-Unies et 2063 de l'Union Africaine.

La stratégie repose sur les leviers d'actions suivants : (i) Mise en place un cadre de coordination et d'orientation et des ressources extérieures ; (ii) Renforcement du partenariat avec les PTF et bailleurs des fonds ; (iii) Mise en place du CCOAD; (iv) Mise en place d'un comité de conciliation des données sur les ressources extérieures ; (v) Instauration d'un système de suivi de l'aide aligné sur les priorités nationales.

2.3.3. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Programme

2.3.3.1 Objectif stratégique du Programme : Assurer la coordination de l'aide au développement

Objectifs Opérationnels :

- Optimiser l'alignement de l'aide publique au développement aux priorités nationales ;
- Renforcer la transparence d'informations de la gestion de l'aide ;
- Renforcer le mécanisme de suivi évaluation de l'aide.

2.3.3.2 Cadre de performance des objectifs du Programme

Tableau 18 : Cadre de performance des objectifs du Programme "**Coordination de l'aide au Développement**"

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation				Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Coordination de l'aide au développement	Assurer la coordination de l'aide au développement	Respect de la marge de manœuvre du pays en matière des politiques	**%**	**2025**	57	40	48	57	60	65	70	80	DCRE
Action 1: Alignement stratégique et coordination de l'aide	Optimiser l'alignement de l'aide publique au développement aux priorités nationales	Pourcentage des projets d'aide alignés sur le PNSD	**%**	**2025**	67	12	28	67	81	92	84	78	DCRE
Action 2: Gestion et transparence des flux lié à l'aide	Renforcer la transparence d'informations de la gestion de l'aide	Taux de reporting financier;	%	**2025**	80	31	40	80	30	85	90	95	DCRE

		Taux d'investissement public financé par les ressources extérieures captés par la PGAI	%	**2025**	57	59	64	57	36	51	33	53	PGAI
Action 3: Suivi et évaluation et redevabilité de l'aide	Renforcer le mécanisme de suivi évaluation de l'aide	Degré auquel les partenaires rendent compte au système	**%**	**2025**	60	80	82	60	88	90	92	95	DCRE

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.4. Evolution des crédits du Programme

2.3.4.1 Evolution des Crédits par Titre

Tableau 19 : Présentation des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	6 239 650 659	-	6 005 257 694	-	6 005 257 696
Titre IV : Biens et matériels	143 583 997	23 180 640	151 010 485	-	151 010 485
Titre V : Dépenses de prestations	399 989 984	7 159 400	413 913 007	-	413 913 007
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	73 396 750	174 651 940	-	174 651 940
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	1 156 041 750	-	505 047 018	-	505 047 018
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	483 809 860	-	-	-	-
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
	8 523 076 250	**103 736 790**	**7 249 880 144**	**-**	**7 249 880 146**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.4.2 Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 20 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2025-2029

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections		
		Crédits votés	Exécution à fin juin	Crédits votés	Exécution à fin juin	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	-	505 047 018	-	505 047 018	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	1 466 885 040	30 340 040	1 253 841 586	-	1 253 841 586	-	-
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	73 396 750	174 651 940	-	174 651 940	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	639 851 610	-	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	5 316 339 600		5 316 339 600	-	5 316 339 602		
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		**8 523 076 250**	**103 736 790**	**7 249 880 144**	**-**	**7 249 880 146**	**-**	**-**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action

Présentation des crédits par action

Tableau 21 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
		Action 1: Optimiser l'alignement de l'aide publique au développement aux priorités nationales	5258403 603	4 785 000	4 456 537 489	-	6 652 510 414
		Action 2: Renforcer la transparence d'informations de la gestion de l'aide	2384471 603	98 951 790	2 254 113 550	-	58 140 627
		Action 3: Renforcer le mécanisme de suivi évaluation de l'aide	880 201 044	-	539 229 105	-	539 229 105
TOTAL			**8523076250**	**103 736 790**	**7 249 880 144**	**-**	**7 249 880 146**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

8. Ministère du Commerce Extérieur

Section 47

PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Responsable du Ministère : SE. Julien PALUKU KAHONGYA, Ministre

I.1. Mission et organisation du Ministère

I.1.1. Mission

Conformément à l'ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère du Commerce Extérieur a pour missions :

la promotion du commerce extérieur et études des propositions sur les orientations générales et sectorielles de la politique du commerce extérieur ;

de prendre des mesures susceptibles de contribuer à la restauration de compétitivité extérieure des produits congolais exportables, notamment en identifiant toutes les entraves structurelles, administratives, financières, tarifaires ou humaines ;

la recherche des voies et moyens susceptibles de procurer à l'industrie nationale des nouveaux débouchés à travers la rationalisation de la participation du pays aux foires et autres manifestations extérieures, l'exploitation des informations économiques relatives au commerce avec les pays étrangers, aux conventions et pratiques régissant les relations commerciales internationales ;

la négociation, le contrôle et le suivi des Accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux ;

le contrôle de la qualité, de la quantité et de la conformité aux normes des marchandises produites localement, ainsi que des marchandises à l'import, à l'export et au transit ;

la politique générale des importations, des exportations et de réexportation, en collaboration avec le Ministère ayant l'Economie dans ses attributions ;

la régulation des procédures à l'importation, à l'exportation et au transit.

I.1.2. Organisation

Le Ministère du Commerce Extérieur est constitué de trois composantes à savoir : le Cabinet du Ministre, l'Administration du Commerce constituée du Secrétariat Général et des directions suivantes : Direction des Ressources Humaines, Direction d'Etudes et Planification, Direction Administrative et Financière, Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Direction de la Promotion du Commerce Extérieur, Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé, Direction de Commerce des Services, Direction de l'Import-Export et Transit, Direction des Accords commerciaux régionaux et multilatéraux des marchandises, Direction des Accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises, Service de l'inspection, Direction des contentieux commerciaux ainsi que de trois Etablissements publics sous-tutelle dont : l'Office Congolais de Contrôle

(OCC), la Foire Internationale du Congo-Kinshasa (FICKIN) et l'Agence Nationale pour la Promotion des Exportations (ANAPEX). Aussi, le Ministère travaille en collaboration avec certaines Agences publiques et privées dont les objectifs concourent à la promotion du commerce extérieur mais dépendant d'autres ministères ou indépendantes. Conformément au Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) au point 4.3.6 page 119 Commerce et le reste du monde à ses objectifs 1 à 10.

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1. Priorités Nationales

La vision du Gouvernement dans le secteur du Commerce Extérieur ambitionne de rendre l'économie nationale plus compétitive aux niveaux régionaux, continentaux et internationaux. L'objectif est d'améliorer l'intégration de la RDC au commerce mondial, de contribuer au bien-être de la population via les Objectifs de Développement Durable (ODD), et d'atteindre l'émergence du pays à l'horizon 2030.

En d'autres termes, le Gouvernement s'engage à développer un environnement économique favorable à l'essor des échanges intérieurs et extérieurs. Cette démarche vise à désenclaver le territoire national, à intégrer le marché intérieur et à renforcer les connexions avec les circuits commerciaux régionaux et internationaux. L'enjeu majeur est de parvenir à une croissance économique forte, durable et inclusive.

Au moment où le Gouvernement se préoccupe de mobiliser les ressources pour la mise en œuvre du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), la position géographique complexe de la RDC, avec ses neuf pays voisins et des frontières s'étendant sur des milliers de kilomètres, la conduit à faire partie de plusieurs regroupements régionaux et sous régionaux, notamment : la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), la Communauté des pays de Grands-Lacs (CPGL), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Malgré cette adhésion, la RDC ne bénéficie pas des avantages escomptés pour son économie et sa population. Au contraire, elle est souvent désavantagée dans ses échanges commerciaux et subit une exploitation non équitable, voire un pillage à grande échelle de ses ressources naturelles par certains de ses voisins. Face à ces défis, la RDC s'inscrit davantage dans l'objectif de faire participer le commerce à la lutte contre la pauvreté, à travers la poursuite de la libéralisation du régime commercial, la diversification des exportations, l'accélération du programme de privatisation et des réformes sectorielles, ainsi que la facilitation des échanges commerciaux.

I.2.2. Politiques sectorielles

Le Ministère du Commerce Extérieur a pour missions la promotion du commerce extérieur, l'étude des propositions sur l'orientation générale et sectorielle de la politique du commerce extérieur, la

négociation, le contrôle et le suivi des Accords commerciaux, la mobilisation des recettes ainsi que la règlementation du commerce.

Cependant, la réalisation de ces missions est confrontée à des défis significatifs, incluant des entraves structurelles, des lacunes réglementaires, des capacités institutionnelles à renforcer, et des inefficacités opérationnelles qui limitent l'impact positif du commerce extérieur sur l'économie nationale. C'est dans ce contexte que le Gouvernement congolais a initié une série de réformes visant à surmonter ces obstacles et à optimiser le potentiel commercial du pays.

Pour y parvenir, le Gouvernement congolais a engagé un certain nombre de réformes en plus de l'alignement de son Cadre Réglementaire et Juridique du Commerce au droit OHADA. Il s'agit notamment :

du renforcement des capacités d'analyse et de négociation commerciale du Ministère en charge du commerce extérieur ;

de l'amélioration de l'information sur le commerce extérieur notamment par l'informatisation des opérations d'importations et d'exportations.

de la mise en œuvre de l'Accord de Facilitation des Echanges de l'Organisation Mondiale du Commerce ;

de la meilleure participation dans les Communautés Economiques Régionales (CERs) à travers les instruments des politiques commerciales ;

de l'accélération du processus d'intégration régionale ;

de la promotion de l'émergence des projets régionaux intégrateurs et transfrontaliers ;

de la diversification des exportations afin de réduire la dépendance économique vis-à-vis d'un seul secteur ou d'un seul partenaire ;

de la revisitation du cadre règlementaire en rapport avec les perceptions aux postes frontaliers ;

de la Facilitation de la prise en charge des marchandises à l'importation et à l'exportation ;

de l'assainissement du cadre légal du secteur du commerce extérieur ;

de la digitalisation en rapport avec le commerce extérieur de la concurrence ;

de la promotion du commerce, diversification des exportations des produits manufacturiers et des services et consolidation des marchés de la RDC ;

du renforcement du suivi de la règlementation commerciale.

I.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette Programmatique du Ministère du Commerce Extérieur

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
	COMMERCE EXTÉRIEUR						
		089	Administration Générale			Cabinet du Ministre, Secrétariat Général, Direction des Ressources Humaines, Direction d'Etudes et Planification, Direction Administrative et Financière, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, Cellule Technique d'Appui, Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Commission nationale de mercuriale de prix.	
					Pilotage et coordination stratégique du Ministère	Cabinet du Ministre, SG, CTA, CGPMP, Commission nationale de mercuriale de prix	
					Gestion des ressources financières et matérielles	Direction Administrative et Financière	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
					Gestion des ressources humaines et formation continue	Direction des Ressources Humaines	

			Gestion du système d'information et de la communication	Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	
	090	Développement et promotion du commerce extérieur		Direction de la Promotion du Commerce Extérieur Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé (CSPGUICE) Direction de Commerce des Services Direction de l'Import-Export et Transit	ANAPEX
			Promotion des exportations stratégiques	Direction de l'Import-Export et Transit Direction de Commerce des Services	
			Appui aux entreprises exportatrices	Direction de la Promotion du Commerce extérieur	
			Diversification des marchés	Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé	ANAPEX
091		Régulation, facilitation et intégration commerciale		Direction des accords commerciaux régionaux et multilatéraux des marchandises Direction des accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises Service de l'inspection Direction des contentieux commerciaux Comité national de facilitation des échanges Comité national de la ZLECAF Centre de référence de l'OMC	OCC SEGUCE FICKIN
			Régulation du commerce extérieur	Service de l'inspection	OCC

		Direction des contentieux commerciaux	
	Facilitation et encadrement des échanges	Direction des accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises Comité national de facilitation des échanges Comité national de la ZLECAF	SEGUCE
	Intégration commerciale régionale et multilatérale	Direction des accords commerciaux régionaux et multilatéraux des marchandises Centre de référence de l'OMC	FICKIN

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1. Performances antérieures

Le commerce extérieur de la RDC a fait face à plusieurs défis, liés notamment par des contingences géostratégiques, sécuritaires, structurelles et économiques. Cependant au-delà de ces défis, elle a fait montre d'une résilience exceptionnelle marquée par des progrès et réalisations.

Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, plusieurs réalisations ont été actées :

Cadre juridique et Accords internationaux : Ratification et signature d'instruments clés, notamment l'Accord sur la Facilitation des Échanges (AFE) et l'Accord sur les subventions à la pêche de l'OMC. À cela s'ajoute la consolidation des cadres de coopération commerciale avec le Royaume-Uni, les États-Unis et les Émirats Arabes Unis ;

Législation nationale : Avancées dans le processus de validation de l'avant-projet de loi portant régime général du commerce extérieur, visant à moderniser l'arsenal juridique national ;

Examen des Politiques Commerciales (EPC) et ZLECAf : Finalisation du projet de rapport pour le troisième cycle de l'Examen des Politiques Commerciales (EPC) de la RDC et montée en puissance opérationnelle de la mise en œuvre de la ZLECAf ;

Dématérialisation : Opérationnalisation effective de la plateforme de dématérialisation du numéro import-export, réduisant ainsi les délais de traitement administratif ;

Infrastructures : Poursuite de la construction des Postes Frontaliers à Arrêt Unique (PFAU), essentiels pour la fluidification des flux de marchandises et la réduction des coûts de transaction.

Taux annuel des ressources humaines formées :

Année 2023 :

Service de l'Inspection : 54 agents et cadres de la Police Judiciaire ont été formés, dont 10 femmes (19 %) et 44 hommes (81 %) ;

Performance en Officiers de Police Judiciaire (OPJ) : Sur un groupe cible de 94 officiers, 54 ont suivi la formation, soit un taux de réalisation de 58 % en matière de commerce extérieur.

Année 2024 :

Dans le cadre du plan de formation pluriannuel, 1 160 agents et cadres sur un effectif total de 1 763 ont bénéficié d'un programme sur les fondamentaux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;

La répartition par genre s'établit à 677 hommes et 483 femmes, illustrant une progression significative de la participation féminine.

Année 2025 :

sur un effectif de 1 277 agents au sein de l'administration centrale, 100 cadres ont été formés aux spécificités du commerce international ;

ce groupe est composé de 53 hommes (représentant 4 % de l'effectif masculin) et 47 femmes (représentant 3 % de l'effectif féminin)

Année 2026 (fin juin) : Aucune formation réalisée

Taux de textes de lois revus ou réalisés :

Dans le cadre de l'assainissement du cadre règlementaire du commerce extérieur six textes ont été retenus dont la loi particulière sur le commerce et cinq arrêtés interministériels.

En 2023, aucun texte n'a été révisé (0 % de réalisation).

En 2024, deux textes sur trois prévus ont été révisés, soit un taux de réalisation de 66 %.

En 2025, aucun texte n'a été révisé (0% de réalisation).

En 2026 (fin juin), aucun texte n'a été révisé (0% de réalisation).

Nombre de notification de textes de lois à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) :

La transparence étant un pilier fondamental du système commercial multilatéral, la notification permet à la RDC d'informer les membres et le Secrétariat de l'OMC des mesures nationales impactant le commerce international. La performance du Ministère dans ce domaine, de 2023 à juin 2026, s'établit comme suit :

En 2023 : Deux notifications réalisées.

En 2024 : Douze notifications réalisées.

En 2025 : zéro notification.

En 2026 : fin juin zéro notification

Nombre de Directions et service équipés

En 2023 : Dix directions et services sur quinze ont été équipées (67 % de réalisation).

En 2024 : Aucune direction équipée (0 % de réalisation).

En 2025 : Quinze directions et services équipés

En 2026 : Quinze directions et services équipés fin juin.

Taux d'évaluation des recommandations sur les politiques commerciales :

Le processus d'Examen des Politiques Commerciales (EPC) à l'OMC implique des échanges approfondis entre le pays examiné et les autres membres, aboutissant à des recommandations sectorielles. Le suivi de leur mise en œuvre constitue un indicateur de la volonté de réforme de la RDC.

Ainsi :

En 2023 : cinq recommandations sur 85 ont été appliquées (6 % de réalisation).

En 2024 : cinq recommandations ont été appliquées (6,25 % de réalisation).

En 2025 : deux recommandations ont été appliquées (2,66%).

En 2026 : rapport du troisième Examen des Politiques Commerciales : finalisation et présentation du rapport pour la 3ème revue EPC (échéance octobre 2026).

Taux de réalisation des mesures de régulation du commerce extérieur :

Le Taux de réalisation des mesures de régulation du commerce extérieur mesure la capacité du Ministère à transformer ses décisions réglementaires (textes, arrêtés, circulaires, instructions) en actions concrètes et appliquées sur le terrain.

En 2023 : zéro %

En 2024 : zéro %

En 2025 : 50 % de réalisations

En 2026 (fin juin) : 70 % de réalisations :

poursuite de la digitalisation des processus de contrôle ;

révision du cadre réglementaire des perceptions aux postes frontaliers ;

assainissement du cadre légal du secteur de la concurrence.

1.4.2. Perspectives

Pour pallier les contraintes structurelles et budgétaires identifiées, le Ministère du Commerce Extérieur déploie une stratégie pluriannuelle visant à renforcer la résilience et l'efficacité de son administration. Cette programmation repose sur une montée en charge progressive des capacités institutionnelles, sous réserve de la mobilisation effective des ressources financières et de l'amélioration de la gouvernance administrative. Les perspectives de performance se déclinent comme suit :

Renforcement des capacités : l'objectif est d'atteindre une couverture de formation de 100 % des effectifs de l'administration centrale par rapport au plan pluriannuel, avec des étapes fixées à 65 % en 2027, 75 % en 2028 et 100 % à l'horizon 2029.

Assainissement réglementaire : le ministère prévoit une dynamique de révision des textes législatifs et réglementaires, avec une projection de 50 % de réalisation en 2027, 50 % en 2028, pour aboutir à une mise en conformité totale (100 %) en 2029.

Renforcement de la transparence OMC : dans le respect des principes de transparence et de prévisibilité du système commercial multilatéral, le volume des notifications transmises au Secrétariat de l'OMC sera progressivement accru, visant 4 notifications en 2027, 6 en 2028 et 10 en 2029.

Modernisation informatique : le projet d'interconnexion en réseau des services centraux et provinciaux sera systématisé, garantissant une dotation en matériels et équipements informatiques à hauteur de 100 % sur l'ensemble de la période triennale (2027-2029).

Mise en œuvre des recommandations EPC : le taux d'application des recommandations issues du troisième examen des politiques commerciales fera l'objet d'un suivi rigoureux, avec des cibles de 15 % en 2027, 20 % en 2028 et 28 % en 2029.

Régulation du commerce extérieur : la capacité opérationnelle du Ministère à transformer ses décisions réglementaires en mesures concrètes sera intensifiée, avec des taux de réalisation projetés à 50 % en 2027, 70 % en 2028 et 100 % d'ici 2029.

I.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du ministère

I.5.1 Objectifs

Les objectifs les plus représentatifs sont :

promouvoir le commerce extérieur et diversifier les exportations des biens et services congolais ;

négocier et mettre en œuvre les accords commerciaux ;

faciliter les échanges commerciaux.

I.5.2. Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Promouvoir le commerce extérieur et diversifier les biens et service congolais									
1	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisation			Exercice	Cibles		
			2023	2024	2025	2026 (fin juin)	2027	2028	2029
	Taux de couverture du commerce extérieur	%	108,8	106,3	114,8	~114	120	120	120
Source : rapports d'activités /DEP, Import-Export et transit et Direction de Promotion du Commerce Extérieur									
Mode de calcul : (Valeur totale des biens et services exportés/valeur totale des biens et services importés) X100									
Commentaires : il permet de mesurer le volume total des biens et services exportés par rapport à celui des biens et services importés. Cet indicateur indique la capacité de nos exportations à couvrir nos importations.									
2	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisation			Exercice	Cibles		
			2023	2024	2025	2026 (fin juin)	2027	2028	2029
	Taux de Diversification des Exportations (TDE)	%	7,4	9,4	14,7	17,5	22,0	26,5	31,0
Source : Etude Diagnostique d'Intégration Commercial (EDIC 1 et 2) / Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé, rapport d'activités/Direction de Promotion du Commerce Extérieur et									
Mode de calcul : (valeur des exportations non-minières / valeur totale des exportations) x100									
Commentaires : ce taux mesure la part de l'exportation non-minière par rapport à la totalité des exportations. Cet indicateur mesure la résilience de l'économie congolaise face à sa dépendance structurelle vis-à-vis du secteur extractif. La tendance observée entre 2023 (7,4 %) et 2025 (14,7 %) traduit une dynamique encourageante, marquant une rupture avec l'extraversion économique historique du pays. Cette progression ne reflète pas une diminution de la production minière qui demeure le moteur principal des devises mais une montée en puissance effective des filières alternatives, notamment l'agro-industrie et les produits manufacturés issus de la transformation locale.									
3	Taux annuel des filières identifiées	%	22	33	47	73.5	100	100	100
Source : rapport d'activités/Direction de la Promotion du Commerce Extérieur et Etude Diagnostique d'Intégration Commercial (EDIC 1 et 2) /Service Cadre Intégré Renforcé.									

Mode de calcul : (nombre de filières identifiées / le total des filières existantes) X 100									
Commentaires : Cet indicateur mesure la proportion des filières de produits et services formellement identifiées pour la diversification par rapport au total des filières exportables existantes (estimé à 62 filières au total). La progression de ce taux traduit l'avancement de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Étude de Diagnostic sur l'Intégration du Commerce (EDIC) ainsi que de la Stratégie Nationale de Promotion des Exportations et de Diversification des Marchés. L'atteinte du seuil de 100 % indique que l'ensemble du potentiel des filières répertoriées a été pleinement intégré dans la stratégie de promotion du commerce extérieur.									
Objectif 2 : Négocier et mettre en œuvre les accords commerciaux.									
1	Taux annuel d'actualisation des accords	%	0	0	33.3	50	75	80	100
	Source : rapport d'activités/Direction des Accords commerciaux Multilatéraux et régionaux des marchandises, Direction des accords bilatéraux et frontalier des marchandises, Direction de Commerce des services.								
	Mode de calcul : (nombre des accords actualisés / nombre des accords existants) x100.								
	Commentaires : le taux mesure la mise à jour des accords commerciaux en vue de redynamiser les relations commerciales internationales.								
2	Taux annuel de participation aux rounds des négociations	%	0	0	50	50	60	75	85
Source : rapport d'activités/Direction de Commerce des Services, Direction des Accords Commerciaux Régionaux des marchandises et Multilatéraux, Direction des Accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises.									
Mode de calcul : (nombre de participation aux rounds/nombre des rounds prévus) x100									
Commentaires : cet indicateur permet de mesurer le nombre de participation aux cycles de négociations commerciales. Il reflète la capacité opérationnelle et la volonté politique de la RDC à influencer les règles du commerce international. Un taux élevé indique une présence active et une capacité à défendre les intérêts nationaux. Un taux faible peut révéler des contraintes budgétaires, un manque de personnel qualifié (négociateurs) ou des difficultés de coordination interministérielle.									
3	Taux de volume des échanges de la RDC dans les différentes Communautés Economiques Régionales (CER).	%	9,5	10,2	11	11,4	12,5	14	15.5
Source : rapport d'activités/Direction de Commerce des Services, Direction des Accords Commerciaux Régionaux et Multilatéraux, Direction des Accords Commerciaux Bilatéraux et Frontaliers, DEP, Direction de Promotion du Commerce Extérieur, Direction d'Import-Export et Transit.									

Mode de calcul : Volume des échanges commerciaux (Export + Import) avec les pays membres des CER / Volume total du commerce extérieur (Export + Import) de la RDC x 100.									
Commentaires : Cet indicateur mesure la quantité des produits et services congolais exportés et importés vers les CER. Cet indicateur mesure l'impact concret des Accords commerciaux sur l'économie réelle. Il permet d'évaluer si la RDC tire profit de son appartenance aux blocs régionaux. Une progression de cet indicateur signale une meilleure diversification des partenaires commerciaux et une intégration réussie dans les chaînes de valeur régionales, conformément à la politique de diversification économique du pays.									
Objectif 3 : Faciliter les échanges commerciaux									
1.	Taux de participation des structures prévues dans le fonctionnement du Guichet Unique Intégral (GUICE) du Commerce Extérieur.	%	45	52	58	65	75	85	95
Source : rapport d'activités/Direction Import-Export et Transit									
Mode de calcul : (nombre des services connectés/nombre des services prévus) x100									
Commentaires : cet indicateur mesure le nombre des structures connectées à la plateforme du Guichet unique intégral du Commerce Extérieur (GUICE) dans le cadre de la dématérialisation.									
2	Taux de conformité des titres de commerce extérieur validés.	%	70	75	80	82	100	100	100
Source : rapport d'activités/Direction de l'Import-Export et Transit, Direction d'Etudes et Planification									
Mode de calcul : Nombre de dossiers transmis par la SEGUCE validés / Nombre total de dossiers reçus auprès de SEGUCE x100.									
Commentaires : Cet indicateur mesure le nombre des dossiers administratifs transmis à l'administration centrale pour validation finale. Il représente la part des dossiers qui respectent scrupuleusement les exigences réglementaires et légales en vigueur.									

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.1. Présentation des crédits par programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATION 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
	Administration générale	41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434
	Développement et promotion du commerce Extérieur	4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062
	Régulation, Facilitation et intégration Commerciale	4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783
	TOTAL	50 214 130 660	39 351 524 004	51 789 772 640	15 238 434 512	91 496 938 279

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau °4 : Présentation des crédits par Rubrique Budgétaire

Rubrique	REALISATION LFR 2025		REALISATION LFR 2026		PREVISIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Contreparties des Projets	1 320 144 624	0	686 722 048	2 899 500	730 672 259
Fonctionnement du ministère	6 434 956 398	5 278 626 436	6 730 823 741	316 516 300	6 737 554 565

Intervention économique, sociales, culturelles, et scientifiques	1 450 000 000	1 677 818 149	4 741 079 935	0	23 000 000 000
Investissement sur ressource extérieure	16 674 192 395	11 385 757 390	5 567 409 922	5 063 032 981	8 198 548 199
Investissement sur ressources propres	1 200 000 000	0	11 000 000 000	0	26 613 239 412
Rémunération	23 134 837 243	21 431 878 278	23 063 736 994	9 855 985 731	26 216 923 844
TOTAL	50 214 130 660	39 351 524 004	51 789 772 640	15 238 434 512	91 496 938 279

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par Titre

Tableau n°5 : Présentation des crédits par titre

N°	Titre	REALISATION LFR 2025		REALISATION LFR 2026		PREVISION 2027
		Crédits Votés en FC	Exécution en FC	Crédits Votés en FC	Exécution en FC	
I. Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	23 134 837 243	21 431 878 278	23 063 736 994	9 855 985 731	28 183 025 773
2	Titre IV : Biens et matériels	722 360 146	755 696 000	884 076 554	316 516 300	2 215 711 524
3	Titre V : Dépenses de prestations	5 712 596 252	4 522 930 614	5 846 747 187	0	2 555 741 112
4	Titre VI : Transferts et interventions	1 450 000 000	1 677 818 150	4 741 079 935	0	23 000 000 000
II. Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	17 919 337 019	11 385 757 390	16 014 132 127	5 063 032 981	9 174 673 054
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation,	1 275 000 000	0	1 239 999 843	2 899 500	26 367 786 816

	addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					26 367 786 816
	Financement extérieur					0
	Total	50 214 130 660	39 351 524 004	51 789 772 640	15 238 434 512	91 496 938 279

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs globaux et par Masse salariale du Ministère pour l'Exercice 2026

Tableau n°6 : Présentation des effectifs globaux et par Masse salariale du Ministère pour l'Exercice 2026

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale 2026			
	Emplois 2026 (-retraite) (1)	Evolutions pour 2026 (actions Nvelles) (2)	Projection Emplois 2026 (3)= (1+2)	Barème/Base (4)	Ancienneté/Échelon (5)	Avancement (6)	Total masse salariale (7)=(3)*(4)*12
I. Traitement de Base							
Hauts Fonctionnaires							
SG	0	1	1				-
DG							
Directeur	11	0	14	402 528			67 624 704
Cadres Supérieurs							
CD	117	0	117	386 238			542 278 152
CB	258	0	258	371 760			1 150 968 960
Agents de Collaboration							
ATA1 (ATB1)	248	0	248	353 960			1 053 384 960
ATA2 (ATB2)	376	0	376	340 022			1 534 179 264
AGA1 (AGB1)	199	0	199	325 538			777 384 744
Agents d'exécution							
AGA2 (AGB2)	67	0	67	312 644			251 365 776
AA1	5	5	10	298 965			35 875 800
AA2	0	4	4	279 685			13 424 880
Huissier	1	13	14	265 720			44 640 960
Sous-Total I	1 282	23	1 308	3 337 060	-	-	5 471 128 200
II Primes permanentes							
Hauts Fonctionnaires							
SG	1	0	1				-
DG							
Directeur	14	0	14				-
Cadres Supérieurs							

CD	118	0	118				-
CB	247	0	246				
Agents de Collaboration							
ATA1 (ATB1)	61	135	196				-
ATA2 (ATB2)	235	0	235				-
AGA1 (AGB1)	355	0	355				-
Agents d'exécution							
AGA2 (AGB2)	219	0	219				-
AA1	5	5	10				-
AA2	0	4	4				-
Huissier	1	13	14				-
Sous-Total II	1 256	157	1 412				-
Total Général (I+II)	2 538	180	2 720		-	-	-

PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

Code et intitulé du programme : Administration Générale.

Responsable du programme : Eugène MANGA MANGA, Secrétaire Général

II.1.1. Périmètre du programme

Les entités couvertes par le programme Administration Générale sont les suivantes :

Cabinet du Ministre, Secrétariat Général, Direction des Ressources Humaines, Direction d'Etudes et Planification, Direction Administrative et Financière, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, Cellule Technique d'Appui, Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Commission nationale de mercuriale de prix.

II.1.2. Stratégie du programme

Le Programme a pour but d'assurer la coordination administrative de l'ensemble du Secrétariat Général au Commerce Extérieur.

Des multiples faiblesses limitent l'efficacité de l'action du Programme : faible suivi des progrès de la stratégie sectorielle, lenteur dans la mise en œuvre des réformes et la faible qualité de la formation des ressources humaines.

L'action du programme passe par le renforcement du cadre institutionnel de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des politiques commerciales ainsi que le développement des capacités en ressources humaines.

En effet, la bonne formulation, la mise en œuvre et le suivi efficace de la politique commerciale nationale passent nécessairement par l'existence d'un cadre institutionnel approprié pour exercer le leadership requis et efficient, inspirer la confiance des acteurs et concilier le caractère transversal du commerce et son lien avec les domaines sectoriels. Aussi, ce cadre devra permettre l'adaptation aux évolutions et mutations de l'environnement tant national, régional qu'international.

II.1.3. Objectif et indicateurs de performance du Programme

II.1.3.1. Objectif stratégique du Programme

Ce programme a pour objectif stratégique : Garantir la gouvernance performante du Ministère.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau n°7 : Présentation du cadre de performance du Programme administration générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unités de	Année	Valeur	2023 (N-3)	2024 (N-2)	2025 (N-1)	2026	2027 (N+1)	2028 (N+2)	2029 (N+3)	
Administration Générale	Garantir la gouvernance performante du Ministère	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du Ministère	%	2026	100	50	50	65	70	75	85	100	Cabinet du Ministre
Action 1 : Pilotage stratégique		Taux de tenue des réunions de pilotage	%	2026	100	55	65	75	80	85	90	100	Cabinet du Ministre

	Assurer le pilotage et l'animation politique du Ministère	Taux d'exécution des décisions stratégiques	%	2026	100	50	65	70	75	85	90	100	
Action 2 : Coordination Administrative du Ministère	Assurer une gestion administrative performante du Ministère	Taux de tenue des réunions de coordination	%	2026	100	62.5	73	73	55	100	100	100	Secrétariat Général
		Taux d'exécution des décisions prises dans les réunions de coordination	%	2026	100	65	70	85	88	90	95	100	
Action 3 : Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2026	100	16	23	61,8	0	100	100	100	Direction Administrative et financière
		Taux des directions équipées	%	2026	100	80	0	100	100	100	100	100	
Action 4 : Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de programmation et de suivi-évaluation	Taux de production des documents de programmation et de suivi-évaluation	%	2026	100	50	60	65	70	100	100	100	Direction d'Etudes et Planification
		Taux de réalisation des activités planifiées	%	2026	100	45	50	62	68	80	90	100	
Action 5 : Gestion des ressources		Taux d'exécution du plan de formation	%	2026	100	50	55	65	0	100	100	100	

humaines et formation	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Taux de dossiers administratifs individuels du personnel mis à jour	%	2026	100	20.68	17.65	6.69	26.49	30.2	46.4	50	Direction des Ressources Humaines
		Taux des femmes aux postes de commandements	%	2026	100	10	14	16	16	20	25	30	
Action 6 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Assurer la gestion des systèmes d'informations et de télécommunication	Taux des documents numérisés et intégrés dans la base des données centrales	%	2026	100	0	23	40	50	55	60	100	DANTIC
		Nombre des directions connectées au réseau intranet	%	2026	100	0	0	0	100	100	100	100	

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4. Evolution des Crédits du Programme

II.1.4.1. Evolution des crédits par Action du Programme

Tableau n°8 : Présentation des crédits par programme budgétaire

Code Act.	Intitulé des actions	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	39 522 173 800	25 830 612 394	37 870 740 923	8 998 582 034	36 338 017 748
	Gestion des ressources financières et matérielles	488 709 614	13 993 000	406 131 062	9 357 200	396 537 193
	Planification, programmation et suivi-évaluation	254 276 607	0	175 416 922	2 028 700	175 305 663
	Gestion des ressources humaines et formation continue	570 495 872	0	393 566 010	0	398 959 576
	Gestion du système d'information et de la communication	111 296 128	661 200	76 779 475	1 460 200	76 856 254
TOTAL		41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau n°9 : Présentation des crédits par rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 EN FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	1 320 144 624	0	686 144 048	2 899 500	730 672 259
2	Fonctionnement des Ministères	9 677 823 302	1 993 140 737	13 427 553 298	1 366 222 760	4 494 920 432
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	0	15 877 449	0	231 754 898
4	Investissements sur Ressources Extérieures	16 674 192 395	11 385 757 390	15 527 798 957	1 063 032 981	8 198 548 199
5	Investissements sur Ressources Propres	0	0	200 000 000	0	11 500 000 000
6	Rémunérations	13 447 374 743	13 528 421 467	9 081 593 796	6 599 272 893	12 229 780 646
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					0
TOTAL		41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Evolution des crédits par Titre

Tableau n°10 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	13 447 374 743	13 528 421 467	9 081 593 796	6 599 272 893	13 495 076 951
Titre IV : Biens et matériels ;	1 240 000 000	450 000 000	1 950 000 000	450 000 000	1 784 352 696
Titre V : Dépenses de prestations ;	8 437 823 302	1 142 300 737	11 477 553 298	916 222 760	1 445 271 431
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	0	15 877 449	0	231 754 898
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	16 674 192 395	11 385 757 390	15 727 798 957	1 063 032 981	9 174 673 054
Financement intérieur					976 124 855
Financement extérieur					8 198 548 199
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 320 144 624	0	686 144 048	2 899 500	11 254 547 404
Financement intérieur					11 254 547 404
Financement extérieur					0
Total	41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.4. Evolution des crédits par action et par rubrique

Tableau n°11 : Présentation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministères					
Contrepartie des Projets	1 320 144 624	0	686 722 048	2 899 500	730 672 259
Fonctionnement des Ministères	8 632 041 023	4 137 718 742	4 020 545 108	1 353 376 660	3 447 261 746
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	0	15 877 449	0	231 754 898
Investissements sur Ressources Propres	200 000 000	0	200 000 000	0	11 500 000 000
Investissements sur Ressources Extérieures	16 674 192 395	11 385 757 390	15 572 266 651	4 021 042 221	8 198 548 199
Rémunérations	13 447 374 743	13 528 421 467	9 081 593 796	6 599 272 893	12 229 780 646
Sous-total Action 1	34 258 036 768	26 893 326 594	29 488 069 664	9 018 582 034	36 338 017 748
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles					
Fonctionnement des Ministères	488 709 614	13 993 000	406 131 062	9 357 200	396 537 193
Sous-total Action 2	488 709 614	13 993 000	406 131 062	9 357 200	396 537 193
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Fonctionnement des Ministères	254 276 607	0	175 416 922	2 028 700	175 305 663
Sous-total Action 3	254 276 607	0	175 416 922	2 028 700	175 305 663
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation continue					
Fonctionnement des Ministères	570 495 872	0	393 566 010	0	398 959 576
Sous-total Action 4	570 495 872	0	393 566 010	0	398 959 576
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
Fonctionnement des Ministères	111 296 128	0	76 779 475	1 460 200	76 856 254
Sous-total Action 5	111 296 128	0	76 779 475	1 460 200	76 856 254
TOTAL GÉNERAL	41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.5. Evolution des crédits par action et par titre

Tableau n°12 : Présentation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministères					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	13 447 374 743	13 528 421 467	9 081 593 796	6 599 272 893	13 136 458 206
Titre IV : Biens et matériels	1 050 000 000	420 000 000	1 650 000 000	430 000 000	1 552 156 288
Titre V : Dépenses de prestations	1 466 325 006	1 559 147 737	2 326 077 414	923 376 660	988 427 898
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	0	15 877 449	0	231 754 898
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Équipements	22 989 908 412	13 544 328 395	15 772 266 651	4 021 042 221	9 174 673 054
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 320 144 624	0	686 722 048	2 899 500	11 254 547 404
Sous-total Action 1	34 258 036 768	26 893 326 594	29 488 069 664	9 018 582 034	36 338 017 748
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel					101 430 556
Titre IV : Biens et matériels	190 000 000	13 993 000	300 000 000	9 357 200	73 365 959
Titre V : Dépenses de prestations	298 709 614	0	106 131 062	0	221 740 678
Sous-total Action 2	488 709 614	13 993 000	406 131 062	9 357 200	396 537 193
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					

I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	78 644 233	0	54 254 025	0	64 308 279
Titre IV : Biens et matériels	23 151 218	0	15 971 250	0	50 940 665
Titre V : Dépenses de prestations	152 481 156	0	105 191 647	2 028 700	60 056 719
Sous-total Action	254 276 607	0	175 416 922	2 028 700	175 305 663
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation continue					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	389 073 705	0	268 408 928	0	164 812 779
Titre IV : Biens et matériels	11 441 325	0	7 892 988	0	88 042 268
Titre V : Dépenses de prestations	169 980 842	0	117 264 094	0	146 104 529
Sous-total Action 4	570 495 872	0	393 566 010	0	398 959 576
Action 5 : Gestion du système d'information et Archivages					
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	55 125 302	0	38 029 102	0	28 067 131
Titre IV : Biens et matériels	40 326 201	0	27 819 696	0	19 847 516
Titre V : Dépenses de prestations	15 844 625	0	10 930 677	1 460 200	28 941 607
Sous-total Action 5	111 296 128	0	76 779 475	1 460 200	76 856 254
TOTAL PROGRAMME 1	41 219 535 064	26 506 479 594	38 938 967 548	9 031 428 134	37 385 676 434

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Code et intitulé du programme : Développement et promotion du commerce extérieur.

Responsable du programme : EMANGONGO NKUNGA Pierre, Directeur Chef de Service

II.2.1. Périmètre du programme

Les entités couvertes par le programme développement et promotion du commerce extérieur sont les suivantes :

Direction de la Promotion du Commerce Extérieur ;

Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé ;

Direction de Commerce des Services.

II.2.2. Stratégie du programme

La République Démocratique du Congo (RDC) dispose d'un potentiel commercial considérable, porté notamment par l'abondance de ses ressources naturelles et sa position stratégique au cœur de l'Afrique. Pourtant, le développement et la promotion de son commerce extérieur restent confrontés à une série d'obstacles tarifaires et non-tarifaires qui en limitent l'efficacité et la compétitivité.

En effet, l'économie congolaise demeure fortement dépendante des exportations de produits primaires, en particulier les minerais, ce qui l'expose aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux. Cette faible diversification des exportations réduit la capacité du pays à créer de la valeur ajoutée localement et à stabiliser ses recettes d'exportation.

Les défis liés au manque de capacités techniques et de conformité aux normes internationales (qualité, certification, traçabilité) des PME congolaises constitue également un frein à leur insertion dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Enfin, les barrières non tarifaires, les contraintes logistiques, le déficit de compétitivité des produits locaux réduisent les bénéfices attendus des accords ainsi que les insuffisances en matière de promotion commerciale, notamment la non actualisation de la stratégie cohérente et proactive de valorisation des produits congolais à l'international, limitent la visibilité du pays sur les marchés étrangers.

Dans le but de palier à ces défis, la RDC ambitionne de faire du commerce extérieur un levier majeur de croissance économique, de création d'emplois et de diversification de l'économie nationale en s'inscrivant dans la dynamique de transformation structurelle de son économie nationale, et de son intégration progressive dans le commerce régional et international en visant d'accroître de manière durable le volume et la valeur des échanges extérieurs, tout en réduisant la dépendance aux exportations des produits bruts.

Ainsi, ce programme met l'accent sur la facilitation des échanges commerciaux, le renforcement de la compétitivité des entreprises exportatrices ainsi que la diversification des exportations des biens et services de la RDC.

En définitive, il promeut une diplomatie commerciale active axée sur le renforcement de la position économique de la RDC à l'international par la promotion des exportations, la diversification des marchés et l'attraction des investissements des étrangers comme objectif stratégique.

II.2.3. Objectif stratégique du programme et indicateurs de performance

II.2.3.1. Objectif stratégique du Programme

Ce programme a pour objectif stratégique de Renforcer la position économique de la RDC à l'international par la promotion des exportations, diversification des marchés et l'attraction des investissements étrangers.

II.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau n°13 : Présentation du cadre de performance du programme

Programme et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unités de	Année	Valeur	2023 (N-3)	2024 (N-2)	2025 (N-1)	2026	2027 (N+1)	2028 (N+2)	2029 (N+3)	
Développement et promotion du commerce extérieur	Renforcer la position économique de la RDC à l'international par la promotion des exportations, la diversification des marchés et l'attraction des investissements étrangers.	Taux annuel d'études des marchés des biens et services à l'exportation.	%	2026	100	35	55	70	80	100	100	100	Direction de la Promotion du Commerce Extérieur ; Service Spécialisé Projet Cadre Intégré Renforcé ; Direction de Commerce des Services.

Action 1 : Promotion des exportations stratégiques	Promouvoir les exportations stratégiques à forte valeur ajoutée et à potentiel de diversification	Taux de croissances des exportations des produits stratégiques1	%	2026	100	0	0	25	50	60	75	90	Direction de la Promotion du commerce extérieur
		Taux annuel de filières identifiées pour la diversification	%	2026	100	7	7	8	8	10	15	20	Direction de la Promotion du commerce extérieur ; Service spécialisé projet cadre intégré renforcé.
Action 2 : Appui aux entreprises exportatrices	Renforcer les capacités des entreprises nationales à accéder et à se maintenir sur les marchés internationaux	Nombre d'entreprises exportatrices actives	Nbre	2026	100	1726	2175	2123	2988	3250	4000	4500	Service spécialisé projet cadre intégré renforcé ; Direction de la Promotion du commerce extérieur
		Nombre d'ateliers de formation organisés en faveur des entreprises exportatrices	Nbre	2026	ND	ND	2	3	1	2	2	2	
Action 3 : diversification des marchés	Accroitre et diversifier les débouchés des exportations congolaises	Nombre de nouveaux marchés	Nbre	2026	100	55	70	85	85	100	100	100	Direction de la Promotion du commerce extérieur

1 Produits stratégiques de la RDC : caco, café, piment, gingembre, piment Cayenne

		d'exportation conquis											
		Taux annuel d'études des marchés des biens et services à l'exportation	%	2026	100	35	55	60	63	65	68	70	

II.2.4. Evolution des Crédits du Programme

II.2.4.1. Evolution des crédits par Action du Programme

Tableau n°14 : Présentation des crédits par action du programme

Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
	Promotion des exportations stratégiques	476 573 608	0	370 164 178	1 641 500	370 534 344
	Appui aux entreprises exportatrices	302 417 250	7 803 000	250 019 534	0	250 269 555
	Diversification des marchés	3 489 401 512	10 184 872 379	4 290 840 379	4 548 114 012	4 513 041 163
TOTAL		4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution par Rubrique Budgétaire

Tableau n°15 : Présentation des crédits par rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 EN FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	1 661 376 000	8 319 344 741	0	3 709 292 304	0
2	Fonctionnement des Ministères	779 990 858	7 803 000	392 982 928	1 641 500	620 803 899
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	0	492 200 921	0	492 200 921
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
6	Rémunérations	1 727 025 512	1 865 527 638	4 025 840 242	838 821 708	4 020 840 242
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					0
TOTAL		4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

III.2.4.3. Evolution des crédits par Titre

Tableau n°16 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2025		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	1 727 025 512	1 865 527 638	4 025 840 242	838 821 708	4 201 640 115
Titre IV : Biens et matériels ;	121 502 840	7 803 000	48 923 340	1 641 500	140 330 864
Titre V : Dépenses de prestations ;	658 488 018	0	344 059 588	0	299 673 162
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	0	492 200 921	0	492 200 921
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur					0
Financement extérieur					0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 661 376 000	8 319 344 741	0	3 709 292 304	0
Financement intérieur					0

Financement extérieur					0
Total	4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.4. Evolution des crédits par action et par rubrique

Tableau n°17 : Présentation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Action 1 : Promotion des exportations stratégiques					
Fonctionnement des Ministères	476 573 608	0	370 164 178	1 641 500	370 534 344
Sous-total Action 1	476 573 608	0	370 164 178	1 641 500	370 534 344
Action 2 : Appui aux entreprises exportatrices					
Fonctionnement des Ministères	302 417 250	7 803 000	250 019 534	0	250 269 555
Sous-total Action 2	302 417 250	7 803 000	250 019 534	0	250 269 555
Action 3 : Diversification des marchés					
Rémunérations	1 727 025 512	1 865 527 638	4 025 840 242	838 821 708	4 020 840 242
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	0	492 200 921	0	492 200 921
Investissements sur ressources extérieurs	1 662 376 000	8 319 344 741	(227 200 784)	3 709 292 304	0
Sous-total Action 3	3 489 401 512	10 184 872 379	4 290 840 379	4 548 114 012	4 513 041 163
TOTAL PROGRAMME 2	4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.5. Evolution des crédits par action et par titre

Tableau n°18 : Présentation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	
Action 1 : Promotion des exportations stratégiques					
Titre III : Dépenses de personnel	79 732 448	0	75 700 743	0	109 567 834
Titre IV : Biens et matériels	89 285 986	0	82 055 691	1 641 500	82 373 702
Titre V : Dépenses de prestations	307 555 174	0	212 407 744	0	178 592 808
Sous-total Action 1	476 573 608	0	370 164 178	1 641 500	370 534 344
Action 2 : Appui aux entreprises exportatrices					
Titre III : Dépenses de personnel	98 944 090	0	75 156 882	0	71 232 039
Titre IV : Biens et matériels	32 216 854	7 803 000	56 718 656	0	57 957 162
Titre V : Dépenses de prestations	171 256 306	0	118 143 996	0	121 080 354
Sous-total Action 2	302 417 250	7 803 000	250 019 534	0	250 269 555
Action 3 : Diversification des marchés					
Titre III : Dépenses de personnel	1 727 025 512	1 865 527 638	4 025 840 242	838 821 708	4 020 840 242
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	0	492 200 921	0	492 200 921
Titre VII : Équipements	1 662 376 000	8 319 344 741	227 200 784	3 709 292 304	0
Sous-total	3 489 401 512	10 184 872 379	4 290 840 379	4 548 114 012	4 513 041 163
TOTAL PROGRAMME 2	4 268 392 370	10 192 675 379	4 911 024 091	4 549 755 512	5 133 845 062

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

3. PROGRAMME 3 : REGULATION, FACILITATION ET INTEGRATION COMMERCIALE

Code et intitulé du programme : Régulation, facilitation et intégration commerciale.

Responsable du programme : MWAMBA MWAMBA NANGA Gary

II.3.1. Périmètre du programme

Les entités couvertes par le programme régulation, facilitation et intégration commerciale sont les suivantes :

Direction des accords commerciaux régionaux et multilatéraux des marchandises ;

Direction des accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises ;

Service de l'inspection ;

Direction des contentieux commerciaux ;

Direction de l'Import-Export et Transit ;

Comité National de Facilitation des Echanges (CNFE) ;

Comité National de Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (CN-ZLECAF).

II.3.2. Stratégie du programme

La République démocratique du Congo fait face à une problématique complexe en matière de régulation, de facilitation et d'intégration commerciale, malgré son potentiel économique et sa position stratégique en Afrique centrale. Ces trois dimensions, essentielles au bon fonctionnement du commerce extérieur, restent entravées par des défis structurels et institutionnels persistants dont un cadre juridique et réglementaire parfois peu harmonisé et insuffisamment appliqué. La multiplicité des textes, souvent obsolètes ou incohérents, ainsi que la coexistence de plusieurs services intervenant dans le contrôle des échanges, créent des lourdeurs administratives et des risques de conflits de compétences.

Par ailleurs, malgré son adhésion dans les regroupements régionaux et sous régionaux notamment la CPGL, la CEEAC, l'EAC, le COMESA, la SADC et la ZLECAF, le pays ne bénéficie pas des avantages escomptés pour son économie et sa population. Au contraire, il est souvent désavantagé dans ses échanges commerciaux et dans l'exploitation de ses ressources naturelles, soit par une exploitation non équitable soit par un pillage à grande échelle par certains de ses voisins.

S'agissant de la facilitation du commerce ; les procédures douanières et administratives restent longues, coûteuses et peu digitalisées, ce qui ralentit la circulation des marchandises malgré des efforts de modernisation notamment avec l'introduction de systèmes informatisés et de guichets uniques, les

résultats restent limités en raison d'un manque de coordination entre les administrations et d'une mise en œuvre partielle des réformes.

Afin de répondre à tous ces défis, la RDC vise à créer un environnement commercial transparent, compétitif et conforme aux normes internationales, pour soutenir la croissance économique durable et son intégration dans le commerce régional et mondial.

Le programme met l'accent sur les projets de facilitation du commerce de la RDC visant à simplifier et harmoniser les procédures administratives liées aux importations et exportations à travers la digitalisation des services, la réduction des délais et des coûts de transaction, ainsi que l'amélioration des infrastructures logistiques.

II.3.3. Objectif et indicateurs de performance

II.3.3.1. Objectif stratégique du Programme

Ce programme a pour objectif stratégique d'améliorer l'efficacité du cadre réglementaire, renforcer la facilitation des échanges et promouvoir l'intégration de la RDC dans les marchés régionaux et internationaux.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme Régulation, facilitation et intégration commerciale

Tableau n°19 : Présentation du cadre de performance du programme

Programmes/actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unités de	Année	Valeur	(N-3)	(N-2)	(N-1)	2026	2027 (N+1)	2028 (N+2)	2029 (N+3)	
Régulation, facilitation et intégration commerciale	Améliorer l'efficacité du cadre réglementaire, renforcer la facilitation des échanges et promouvoir l'intégration de la RDC dans les marchés régionaux et internationaux	Taux de conformité à la législation du commerce extérieur par les opérateurs économiques.	%	2026	100	30	45	60	65	75	85	100	Direction Import-Export et transit
		Nombre des textes règlementaires élaborés, révisés ou harmonisés.	%	2026	100	0	66	0	0	100	100	100	Direction des contentieux commerciaux
		Taux de mise en œuvre des reformes réglementaires	%	2026	100	80	80	80	40	100	100	100	Service de l'Inspection

Action 1 : Régulation du commerce extérieur	Renforcer le contrôle et la transparence des opérations d'import-export.	Taux annuel des mesures prises pour la protection de l'industrie locale	%	2026	100	70	85	88	89	90	95	100	Service de l'Inspection
		Taux de couverture des opérations de contrôle	%	2026	100	0	0	0	0	50	70	100	
Action 2 : Facilitation et encadrement des échanges	Simplifier, harmoniser et accélérer les procédures des opérations d'import-export	Temps moyen de traitement des opérations d'import-export	Tps/h	2026	100	ND	ND	24	5	5	5	5	Direction d'Import-Export et Transit
		Taux annuel de vulgarisation du Régime Commercial Simplifiés (RECOS)	%	2026	100	30	30	10	0	80	100	100	Direction des accords commerciaux bilatéraux et frontaliers des marchandises
	Renforcer la participation de la RDC aux systèmes	Taux des échanges commerciaux avec les	%	2026	100	89	89	95	20	100	100	100	Direction des accords commerciaux

Action 3 : Intégration commerciale régionale et multilatérale	commerciaux régionaux et multilatéraux	partenaires régionaux et internationaux											régionaux et multilatéraux des marchandises des marchandises
		Taux d'exécution des engagements régionaux	%	2026	100	50	50	50	50	100	100	100	Direction des accords commerciaux régionaux et multilatéraux

II.3.4. Evolution des Crédits du Programme

II.3.4.1. Evolution des crédits par Action du programme

Tableau n°20 : Présentation des crédits par action du programme

Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
	Régulation du commerce extérieur	512 093 843	0	386 400 519	0	370 893 593
	Facilitation et encadrement des échanges	697 878 339	1 677 818 150	401 779 105	0	744 153 250
	Intégration commerciale régionale et multilatérale	3 516 231 044	974 550 881	7 151 601 377	1 657 250 866	47 862 369 940
TOTAL		4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Evolution par Rubrique Budgétaire

Tableau n°21 : Présentation des crédits par rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 EN FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	0	0	392 878 036	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	1 684 000 347	623 439 708	1 695 117 946	818 429 158	1 621 830 234
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	50 000 000	0	30 944 777	0	22 276 044 181
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	0	0	1 800 000 000	0	15 113 239 412
6	Rémunérations	2 992 202 879	2 028 929 173	4 020 840 242	838 821 708	9 966 302 956
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					0
TOTAL		4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.3. Evolution des crédits par Titre

Tableau n°22 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2025		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	2 992 202 879	2 028 929 173	4 020 840 242	838 821 708	10 486 308 707
Titre IV : Biens et matériels ;	598 000 000	220 000 000	430 000 000	240 000 000	291 027 964
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 086 000 347	403 439 858	1 264 117 946	578 429 158	810 796 519
Titre VI : Transferts et interventions	50 000 000	0	30 944 777	0	22 276 044 181
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	0	0	1 800 000 000	0	0
Financement intérieur					0
Financement extérieur					0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	392 878 036	0	15 113 239 412
Financement intérieur					15 113 239 412
Financement extérieur					0
Total	4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.4. Evolution des crédits par action et par rubrique

Tableau n°23 : Présentation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Action 1 : Régulation du commerce extérieur					
Fonctionnement des Ministères	462 093 843	0	386 400 519	0	370 893 593
Sous-total Action 1	462 093 843	0	386 400 519	0	370 893 593
Action 2 : Facilitation et encadrement des échanges					
Fonctionnement des Ministères	647 878 339	0	393 840 380	0	515 337 076
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	50 000 000	1 677 818 150	7 938 725	0	223 816 174
Rémunérations					5 000 000
Sous-total Action 2	697 878 339	1 677 818 150	401 779 105	0	744 153 250
Action 3 : Intégration commerciale régionale et multilatérale					
Rémunérations	7 960 436 988	5 374 746 081	9 961 302 956	2 417 891 130	9 961 302 956
Fonctionnement des Ministères	1 156 019 898	0	738 860 704	0	735 599 565
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	1 000 000 000	0	4 209 384 286	0	22 052 228 007
Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	0	1 800 000 000	0	15 113 239 412
Investissements sur ressources extérieures	7 600 225 842	4 400 195 200	8 758 346 569	760 640 264	0
Sous-total Action 3	3 566 231 044	974 550 881	7 151 201 377	1 657 250 866	47 862 369 940
TOTAL PROGRAMME 3	4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.5. Evolution des crédits par action et par titre

Tableau n°24 : Présentation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTIONS 2027
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Action 1 : Régulation du commerce extérieur					
Titre III : Dépenses de personnel	154 450 848	0	140 156 747	0	146 006 218
Titre IV : Biens et matériels	304 305 929	0	227 438 041	0	85 543 282

Titre V : Dépenses de prestations	3 337 066	0	18 805 731	0	139 344 093
Sous-total Action 1	462 093 843	0	386 400 519	0	370 893 593
Action 2 : Facilitation et encadrement des échanges					
Titre III : Dépenses de personnel					187 505 735
Titre IV : Biens et matériels					73 625 354
Titre V : Dépenses de prestations	647 878 339	0	393 840 380	0	259 205 987
Titre VI : Transferts et interventions	50 000 000	1 677 818 150	7 938 725	0	223 816 174
Sous-total Action 2	697 878 339	1 677 818 150	401 779 105	0	744 153 250
Action 3 : Intégration commerciale régionale et multilatérale					
Titre III : Dépenses de personnel	7 960 436 988	5 374 746 081	9 961 302 956	2 417 891 130	10 152 796 754
Titre IV : Biens et matériels					131 859 328
Titre V : Dépenses de prestations					412 246 439
Titre VI : Transferts et interventions	1 000 000 000	0	4 209 384 286	0	22 052 228 007
Titre VII : Équipements	1 000 000 000	0	1 800 000 000	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	6 394 205 944	4 400 195 200	8 819 485 865	760 640 264	15 113 239 412
Sous-total	3 566 231 044	974 550 881	7 151 601 377	1 657 250 866	47 862 369 940
TOTAL PROGRAMME 3	4 726 203 226	2 652 369 031	7 939 781 001	1 657 250 866	48 977 416 783

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

9. Ministère du Portefeuille

Section 74

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE DU PORTEFEUILLE

Responsable du Ministère : Julie MBUYI SHIKU, Ministre

I.1. Mission et organisation du Ministère

I.1.1. MISSION

La mission du Ministère du Portefeuille est d'assurer la création, la gestion stratégique, la supervision et la rentabilisation des participations financières de l'État dans les entreprises publiques, commerciales et d'économie mixte. Il agit comme le gestionnaire de l'actionnariat de l'État pour transformer ces entités en leviers de croissance économique.

Cette mission s'articule autour de plusieurs axes majeurs conformément à la législation nationale en la matière :

- Gestion des actifs et participations de l'État ;
- Supervision et gouvernance des mandataires ;
- Réforme et restructuration.

I.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère exerce ses missions à travers le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général ainsi que plusieurs directions techniques spécialisées. Il est appuyé par deux structures techniques majeures : le Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP) et le Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises du Portefeuille (COPIREP).

L'organisation administrative du Ministère repose sur deux programmes principaux :

- Administration Générale ;
- Gouvernance du secteur Para Public.

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1 Priorités nationales

Dans le cadre de la mise en œuvre du budget-programme, la politique sectorielle du Ministère du Portefeuille est segmentée de manière binaire et complémentaire. Elle vise à transformer les entreprises publiques pour en faire des leviers de croissance de l'économie nationale, en parfaite cohérence avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

Les orientations stratégiques du Ministère du Portefeuille s'inscrivent dans les priorités du Programme National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), notamment :

- L'assainissement des finances publiques ;
- La modernisation de la gouvernance économique ;

- La réforme des entreprises publiques ;
- La diversification économique ;
- La mobilisation accrue des ressources internes ;
- Le renforcement du rôle de l'État actionnaire.

Le Ministère du Portefeuille vise à transformer le Portefeuille public en un véritable instrument de souveraineté économique, de croissance et de stabilité budgétaire.

I.2.2. Politique sectorielle

La politique sectorielle du Ministère repose sur :

- La modernisation de la gouvernance des entreprises publiques ;
- La clarification du rôle de l'Etat Actionnaire ;
- La rationalisation des participations publiques ;
- Le renforcement du contrôle des mandataires ;
- La digitalisation du système de suivi des entreprises ;
- L'amélioration de reporting financier des entreprises publiques ;
- La mise en place du contrat de performance ;
- La réalisation régulière des audits externes.

Les priorités sectorielles sont adaptées selon les secteurs stratégiques :

- Mines et Hydrocarbures ;
- Énergie ;
- Transports et Infrastructures ;
- Finances et Services ;
- Agro-industrie ;
- Poste et Télécommunications ;

I.3. Maquette programmatique du ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique

CODE SECTION	LIBELE SECTION	CODE PROGR	LIBELE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELE ACTION	PERIMETRE	
						Services Normatifs	Opérateurs
74	Ministère du Portefeuille						
		140	Administration générale				
				140.1	Pilotage et Coordination des actions stratégiques du Ministère du Portefeuille	Cabinet, Secrétariat Général, CGPMP	Ministre
				140.2	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	Secrétaire Général
				140.3	Planification, programmation et suivi-évaluation des programmes	DEP	
				140.4	Gestion des ressources Humaines et formation	DRH	
				140.5	Gestion du système d'information, de communication et d'archivages	DANTIC	
		141	Gestion du Secteur Para Public				
				141.1	Gestion du portefeuille de l'Etat	DAGPE, DCREP, DC, DARPE	CSP, COPIREP
					---------- Restructuration financière, apurement des dettes croisées et bancabilité des entreprises publiques.		CSP, COPIREP

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1. Performances antérieures

La période précédente a été marquée par l'amorçage de réformes courageuses sous l'impulsion de la haute hiérarchie, mais freinée par des pesanteurs structurelles historiques. Cependant, le programme de réformes des entreprises publiques de la RDC a permis des progrès graduels mais ceux-ci ne sont pas encore traduits par des améliorations opérationnelles durables.

- **Renforcement du contrôle et de la discipline financière :** L'action conjointe du Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP) et les patrouilles financières de l'IGF ont permis de freiner le coulage des recettes au sein des grandes unités de production ;
- **Amélioration de la conformité légale :** On a noté une augmentation progressive du taux de transmission et de publication des états financiers certifiés selon les normes OHADA, réduisant l'opacité historique de certaines gouvernances.

- **Relance de certains géants miniers :** Grâce à la réévaluation de certains partenariats stratégiques, les entreprises du secteur extractif ont vu leurs contributions aux redevances et dividendes de l'État augmenter sur la période.

- **Instauration des contrats de performance pour certaines entreprises publiques stratégiques, la divulgation progressive des risques fiscaux liés aux entreprises publiques, l'amélioration du reporting financier et une surveillance accrue desdites entreprises ont renforcé leur gouvernance.**

I.4.2. Les Perspectives

Axe Programme 1 : Pilotage et Coordination

- *Généralisation et renforcement de l'exigibilité des contrats de performance de nouvelle génération*: Transformation des contrats de performance en outils juridiques contraignants, en liant directement le mandat et la rémunération des directeurs généraux aux résultats financiers et techniques ;
- *Généralisation des audits externes indépendants et certification des comptes publics aux normes OHADA*: Publication obligatoire et annuelle des états financiers certifiés aux normes OHADA de 100 % des sociétés commerciales unipersonnelles de l'État, afin de rassurer les marchés et de soumettre leur gestion aux organes de contrôle (IGF, Cour des Comptes). ;

- *Interconnexion numérique du Portefeuille pour le suivi automatisé de la trésorerie et des dividendes*: L'échéance 2026-2027 doit consacrer l'interconnexion numérique entre le Secrétariat Général et les directions financières des entreprises publiques pour centraliser les flux de trésorerie et automatiser le suivi des dividendes. ;

- *Professionnalisation et dépolitisation de la gouvernance par le recrutement au mérite des mandataires publics* : La sélection au mérite crée l'alignement logique nécessaire : un mandataire désigné sur la base de ses compétences sera pleinement comptable de la réalisation des contrats de performance et du respect des règles d'audit indépendant.

Axe Programme 2 : Gestion du Secteur Para Public

- *Restructuration des bilans et extinction des dettes croisées État-Entreprises pour l'accès aux marchés financiers internationaux* : Mettre en œuvre le schéma directeur du COPIREP pour nettoyer les comptabilités (extinction des dettes mutuelles entre l'État et ses entreprises) afin de rendre ces dernières "bancables" auprès des marchés financiers internationaux. C'est la priorité absolue 2026-2028 pour les entreprises publiques notamment la SNEL, la REGIDESO et la SCTP ;
- *Ouverture ciblée du capital et concessions d'infrastructures* : accélération des PPP à fort impact : Ouvrir intelligemment le capital ou concéder la gestion d'infrastructures spécifiques (voies ferrées, ports, centrales hydroélectriques secondaires) à des opérateurs privés dotés d'une forte capacité financière et technologique ;
- *Concession de la gestion opérationnelle et préservation de la propriété souveraine des actifs de l'État* : L'État reste propriétaire des infrastructures de base mais délègue le management opérationnel pour capter les technologies et les capitaux frais ;
- *Apurement définitif du passif social et rajeunissement du capital humain des entreprises publiques* : L'Objectif étant de libérer les entreprises du poids des effectifs pléthoriques et inactifs pour permettre le rajeunissement du capital humain du Portefeuille ;
- *Restauration de la confiance pour la bonne viabilité commerciale* : L'ajustement progressif des tarifs (notamment l'électricité et l'eau pour les clients industriels et l'État) vers des "tarifs de vérité économique", permettant aux entreprises de couvrir leurs coûts opérationnels et de devenir attractives pour les banques commerciales.

De ce qui précède, il convient de résumer ces deux axes en des points ci-après :

1. **Responsabiliser** les mandataires publics (zéro subvention d'équilibre sans contrepartie de performance).
2. **Digitaliser** le contrôle de tutelle pour éradiquer l'asymétrie d'information.

3. **Ouvrir** les secteurs de l'énergie et des transports aux capitaux privés sous forme de PPP rigoureux

I.5. Objectifs et indicateurs représentatifs de la politique du Ministère

I.5.1 Objectifs

- ***Objectif 1** : Renforcer les capacités managériales, matérielles et juridiques du secteur du Portefeuille ;*
- ***Objectif 2** : Contribuer à l'amélioration du potentiel de productivité et de rentabilité du portefeuille d'actifs de l'État.*

I.5.2 Cadre de performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

<table>
<tr><td colspan="9">Objectif 1 : Renforcer les capacités managériales, matérielles et juridiques du secteur du Portefeuille</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs</td><td rowspan="2">Unité de mesure</td><td colspan="2">Réalisations</td><td>Exercice en cours</td><td colspan="3">Cibles</td></tr>
<tr><td>No</td><td>Nom de l'indicateur</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026 (Fin Mars)</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td>1.1</td><td>Taux de couverture des entreprises publiques par des contrats de performance de nouvelle génération</td><td>%</td><td>15</td><td>30</td><td>35</td><td>75</td><td>90</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="9">Mode de calcul : Nombre d'entreprises publiques du domaine marchand ayant signé et formalisé un Contrat de Performance de nouvelle génération en cours de validité à la date du contrôle/ Nombre total d'entreprises publiques commerciales du portefeuille de l'État soumises à ce dispositif normatifx100.
Exemple d'application théorique
Si le portefeuille de l'État compte 20 sociétés commerciales (N Total = 20) et que, sur l'exercice considéré, 15 d'entre elles ont signé et mis en œuvre leur contrat de performance rénové (N CdP = 15),
le Taux de couverture = 15/20 x100 = 75%
Source : DEP/PORTEFEUILLE</td></tr>
<tr><td colspan="9">Commentaire : Cet indicateur mesure le degré de responsabilisation et de modernisation du management des entreprises publiques. Il permet de s'assurer que la relation entre l'État actionnaire et ses mandataires s'éloigne de l'administration passive pour s'ancrer dans une culture d'obligation de résultats, assortie d'évaluations annuelles formalisées et de sanctions/gratifications financières. Il mesure également le niveau d'ancrage d'une culture de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) au sein de l'écosystème de l'État actionnaire. Il ne s'agit pas d'un simple indicateur de procédure administrative, mais d'un indicateur de transformation de la gouvernance. Indicateur d'effet / de processus.</td></tr>
<tr><td>1.2</td><td>Proportion des sociétés commerciales de l'État publiant des états financiers annuels certifiés aux normes OHADA par des auditeurs indépendants</td><td>%</td><td>28</td><td>40</td><td>45</td><td>60</td><td>80</td><td>95</td></tr>
</table>

***Mode de calcul** : Nombre de sociétés commerciales unipersonnelles de l'État ayant publié, dans les délais légaux (au plus tard le 30 juin de l'année N+1), leurs états financiers arrêtés selon le référentiel OHADA et accompagnés d'un rapport de certification émis par un cabinet d'audit externe indépendant / Nombre total de sociétés commerciales unipersonnelles figurant dans le portefeuille actif de l'État pour l'exercice considéré x 100*

Exemple d'application théorique

Si le portefeuille de l'État compte 18 sociétés commerciales unipersonnelles (N Total = 18) et que, pour l'exercice budgétaire clos, 9 d'entre elles ont déposé et publié des états financiers certifiés aux normes OHADA par un cabinet agréé dans le délai imparti (N Certif = 9) :

La Proportion = 9/18 x100 = 50%. La cible étant 100%.

***Source** : DEP/PORTEFEUILLE*

Commentaire : Véritable baromètre de la transparence financière, cet indicateur atteste du niveau de conformité aux standards internationaux de comptabilité. Il est déterminant pour rassurer les marchés financiers, restaurer la crédibilité de l'État auprès des bailleurs et alimenter en données fiables les organes de contrôle (IGF, Cour des Comptes). **C'est un Indicateur d'impact / de conformité**

1. 3	Taux de digitalisation du réseau d'interconnexion entre le Ministère du Portefeuille et les entreprises publiques	**%**	10	20	28	50	75	95

***Mode de calcul** : Le Taux d'interconnexion = Nombre d'entreprises publiques commerciales effectivement reliées à la plateforme numérique du Ministère du Portefeuille (avec transmission opérationnelle et automatisée des flux de trésorerie et de suivi des dividendes) / Nombre total d'entreprises publiques commerciales du portefeuille devant être intégrées dans le réseau central du Ministère.*

Exemple d'application théorique

Le Ministère du Portefeuille fixe comme objectif de numériser et d'interconnecter la totalité des 20 entreprises publiques marchandes du Portefeuille (N Total = 20).

Situation à l'échéance d'évaluation (ex. fin 2026) :

12 entreprises (dont SNEL, REGIDESO, SCTP, GECAMINES) ont finalisé le raccordement et transmettent de façon automatisée leurs états de trésorerie et le suivi des dividendes.

5 entreprises sont en phase de test technique (accès non automatisé ou partiel).

3 entreprises ne disposent pas encore de l'infrastructure logicielle compatible.

Calcul :

Seules les 12 entreprises répondant aux critères d'interconnexion fonctionnelle sont retenues au numérateur (N = 12).

Taux d'interconnexion =12/20x100 = 60%.

***Source** : DEP/PORTEFEUILLE*

Commentaire : Cet indicateur évalue le niveau de modernisation technologique du pilotage du secteur. Il permet de mesurer l'effectivité de la remontée automatique des données de trésorerie et la suppression des asymétries d'information, sécurisant ainsi l'assiette et le calendrier de recouvrement des dividendes dus à l'État.

C'est un Indicateur de réalisation / de capacité

1.4	Taux d'actualisation et de mise en conformité du cadre juridique et réglementaire du Portefeuille	**%**	15	25	30	60	85	100

***Mode de calcul** : Nombre de textes juridiques et réglementaires du secteur du Portefeuille effectivement révisés, adoptés (ou promulgués/signés par l'autorité compétente) et mis en application au cours de la période/ Nombre total de textes juridiques et réglementaires identifiés comme obsolètes, lacunaires ou prioritaires à réviser dans le plan de réforme du Ministère x 100*
Exemple d'application théorique

Dans le cadre du programme de modernisation du cadre normatif (2026-2028), le Ministère du Portefeuille identifie un répertoire prioritaire de 8 textes fondamentaux à réviser ou adopter (N= 8) :

- *Loi cadre de 2008 sur la transformation des entreprises publiques (révision) ;*
- *Décret portant gouvernance et sélection au mérite des mandataires publics ;*
- *Décret fixant le régime des contrats de performance de nouvelle génération.*
- *Arrêté ministériel sur la transmission digitale des données comptables et de trésorerie.*
- *Décret encadrant le régime des filiales et participations indirectes de l'État.*
- *Cadre réglementaire relatif aux concessions d'infrastructures souveraines (PPP du Portefeuille).*
- *Instruction administrative sur l'apurement des passifs sociaux.*
- *Guide méthodologique d'application des normes SYSCOHADA révisé au portefeuille public.*

Situation à la fin de l'exercice 2027 :
Après travaux de la commission juridique spécialisée, 6 textes ont été finalisés, signés et publiés au Journal Officiel (N= 6). Les 2 autres (dont la loi cadre) sont encore en examen au Parlement.
Calcul du résultat :
Taux d'actualisation = 6/8x100 = 75%.

***Source** : DEP/PORTEFEUILLE*

***Commentaire :** Cet indicateur est un préalable juridique critique pour l'ensemble des réformes du secteur. La modernisation de la gestion du Portefeuille (digitalisation, mandats au mérite, contrats de performance, restructuration financière) ne peut reposer sur des textes obsolètes ou en contradiction avec les actes uniformes OHADA ou la LOFIP. Il sécurise juridiquement l'action de l'État actionnaire face aux tiers et aux investisseurs.* **C'est un Indicateur de réalisation / de réforme institutionnelle.**

Objectif 2 : ***Contribuer à l'amélioration du potentiel de productivité et de rentabilité du portefeuille d'actifs de l'État.***

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026 (Fin Mars)**	**2027**	**2028**	**2029**
2.1	Taux d' apurement du stock de dettes croisées État-Entreprises publiques	**%**	0	0	15	100	100	100

***Mode de calcul** : Taux d'apurement (%) = Stock Initial - Stock Résiduel/Stock Initial x 100.*
Stock Initial : Montant total net du passif croisé audité et validé à la date de référence (exercice zéro/ex-ante). Il s'agit du solde de compensation issu de l'inventaire des dettes réciproques entre l'État (consommations d'eau/électricité, subventions non versées, etc.) et les entreprises publiques (impôts, taxes, dividendes dus, etc.).
Stock Résiduel : Montant du stock net de dettes croisées restant à apurer à la date d'évaluation.

Exemple d'application théorique :

Au lancement de la priorité 2026-2028, le Ministère du Portefeuille et le COPIREP dressent le bilan des dettes croisées consolidées pour les trois entreprises prioritaires (SNEL, REGIDESO, SCTP).

- Stock Initial au 1er janvier 2026 : 1 000 000 000 USD de passif croisé global audité et concilié (créances de la SNEL/REGIDESO sur l'État pour la consommation des ménages et services publics vs dettes fiscales et douanières dues à l'État.

Opérations d'apurement réalisées au cours de la période (2026–2027) :

1. Compensation directe d'impôts/factures : 4000 000 000 USD annulés par compensation bilatérale.
2. Titrisation / Conversion par le Trésor : 250 000 000 USD pris en charge par l'État sous forme de bons du Trésor à moyen terme.
3. Total éteint $: 650 000 000 USD.

- Stock Résiduel $ au 31 décembre 2027 : 1 000 000 000 – 650 000 000 = 350 000 000 USD

Calcul du Taux d'apurement :
Taux d'apurement (%) = 1 000 000 000 - 350 000 000 /1 000 000 000 x 100 = 65%
Le secteur a ainsi réduit son stock de dettes croisées de 65 %, se rapprochant de l'objectif cible de 100 % fixé pour fin 2028.

***Source** : Ministère du Portefeuille*

Commentaire : Cet indicateur mesure l'assainissement bilanciel du secteur parapublic. En nettoyant les créances réciproques et en éliminant les dettes toxiques entre le Trésor public et les opérateurs économiques nationaux, cet indicateur est le préalable direct pour rétablir la « bancabilité » des entreprises et leur ouvrir l'accès aux capitaux privés internationaux.
Indicateur d'impact / d'assainissement financier

2.2	Rendement financier du portefeuille de l'État (Taux de dividendes versés / Valeur du portefeuille d'actifs)	%	1,2	1,8	2,1	3,2	4,3	5,2

Mode de calcul : *Rendement Financier (%) = Dividendes Versés : Montant total des dividendes effectivement encaissés par le Trésor public au cours de l'exercice budgétaire (recettes non fiscales provenant des participations de l'État) / Valeur du Portefeuille $: Valeur nette comptable consolidée (ou valeur d'actif net) de l'ensemble des participations directes de l'État dans les sociétés commerciales et entreprises publiques marchandes au 31 décembre de l'année précédente x 100*
Indicateur de résultat / de rentabilité.
Exemple d'application théorique
Au 31 décembre 2026, l'évaluation comptable du portefeuille des participations de l'État (valeur nette des capitaux propres détenus par l'État dans ses entreprises marchandes) s'élève à 5 000 000 000 USD (5 milliards USD).
Exercice 2027 : Grâce à l'automatisation du suivi, à l'assainissement des bilans et à l'application des contrats de performance, les dividendes effectivement versés au Trésor par les entreprises publiques et mixtes atteignent $250 000 000 USD.
Calcul du Rendement Financier :
Rendement Financier % = 250 000 000 /5 000 000 000 x 100 = 5%
Le rendement financier du patrimoine de l'État pour l'exercice considéré est de 5 %.

Source : Ministère du Portefeuille

***Commentaire** : Cet indicateur est la mesure centrale de l'efficience économique du portefeuille. Il répond directement à l'exigence de la LOFIP et de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) en mesurant le retour sur investissement des actifs publics. Il permet de vérifier si l'État tire un bénéfice direct du patrimoine dont il est propriétaire ou s'il porte des actifs dormants.*

2.3	Ratio de rajeunissement et de rationalisation de la masse salariale (Effectifs actifs qualifiés / Effectifs totaux du Portefeuille)	%	47	49	50	56	63	70

Mode de calcul :

Ratio de Rationalisation % = Effectifs Actifs Qualifiés / Effectifs Totaux du Portefeuille x 100.

Effectifs Actifs Qualifiés : Nombre total d'agents en service effectif (occupant un poste budgété et productif), âgés de moins de l'âge légal de la retraite (ou ayant un profil qualifié/compétent ajusté aux besoins opérationnels de l'entreprise).

Ensemble du personnel inscrit à la paie de l'entreprise ou du secteur (incluant les effectifs actifs, mais aussi les effectifs inactifs, éligibles à la retraite non encore libérés, ou sureffectifs en attente de décompte final).

Exemple d'application théorique

Dans le cadre du programme de restructuration et d'apurement du passif social (2026-2028), une entreprise publique prioritaire du portefeuille (ex. la SCTP) présente la situation RH initiale suivante :

- Effectif Total à la paie : 10 000 agents
  - Dont agents actifs et qualifiés : 4 000 agents
  - Dont agents éligibles à la retraite ou inactifs : 6 000 agents

Situation initiale (Avant apurement du passif social) :

Ratio Initial = 4 000 /10 000 x 100 = 40%

Seuls 40 % de la masse salariale correspondent à du personnel actif et qualifié, les 60 % restants pesant sur les charges d'exploitation sous forme de passif social non résolu.

Source :

Ministère du Portefeuille

Commentaire : Cet indicateur suit l'impact social et organisationnel des réformes RH. Il mesure la capacité des entreprises à résorber leur passif social historique, à libérer la masse salariale des sureffectifs inactifs et à recruter une nouvelle génération de cadres techniques hautement qualifiés. **C'est un indicateur d'Efficience**

I.6. Évolution des crédits du Ministère

Les crédits du Ministère connaissent une évolution significative entre 2025 et 2027 sous l'effet :

- Du renforcement des investissements ;
- De la modernisation des infrastructures administratives ;
- Des programmes de réforme ;
- Des dépenses liées à la gouvernance des entreprises publiques.

I.6.1. *Présentation des crédits par Programme*

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

Code	Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
		Crédits votés	ESB 2025 Exécution	Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
140	Administration générale	66 906 507 853	57 448 681 049	174 804 889 826	23 447 405 805	196 883 869 884
141	Gestion du secteur parapublic	90 115 196 485	56 282 021 702	92 643 363 860	3 845 287 200	73 872 579 935
TOTAL TOTAL MINISTÈRE		**157 021 704 338**	**113 730 702 751**	**267 448 253 686**	**27 292 693 005**	**270 756 449 819**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits du Ministère par Rubrique

Tableau 4 : Présentation des crédits par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	12 935 107 472	17 851 675 625	10 749 405 736	375 000 000	11 760 155 142
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	122 669 033 361	80 301 359 141	228 372 867 053	19 886 615 940	228 675 938 507
Investissements sur Ressources Propres	2 452 912 175	0	4 820 849 001	0	5 785 018 801

Rémunérations	17 098 216 465	15 577 667 985	18 124 109 453	7 031 077 065	19 154 314 926
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 866 434 865	0	5 381 022 443	0	5 381 022 443
TOTAL MINISTÈRE	**157 021 704 338**	**113 730 702 751**	**267 448 253 686**	**27 292 693 005**	**270 756 449 819**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits du Ministère par titre

Tableau 5 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	19 820 804 119	15 577 667 985	20 152 277 764	7 048 535 399	21 212 209 894
Titre IV : Biens et matériels	3 101 758 221	16 518 900 000	3 567 822 925	218 576 885	4 464 423 258
Titre V : Dépenses de prestations	6 899 605 054	1 332 775 625	5 007 744 668	124 153 118	5 099 725 636
Titre VI : Transferts et interventions	124 746 624 769	80 301 359 141	233 899 559 328	19 901 427 603	234 195 072 230
Titre VII : Équipements	2 452 912 175	0	1 387 562 175	0	5 785 018 801
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	3 433 286 826	0	0
TOTAL MINISTÈRE	**157 021 704 338**	**113 730 702 751**	**267 448 253 686**	**27 292 693 005**	**270 756 449 819**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.4. Ventilation des effectifs globaux et par programme pour l'Exercice 2025-2026

Tableau 6 : Ventilation des effectifs globaux pour l'Exercice

SECTION / GRADE		Total masse T3 2025 (2) :	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): =(2/9)*12	Nouvelles actions 2026				PROJECTIONS 2026	
	Effectif SALAIRE DE BASE			Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	Effectif SALAIRE DE BASE	Masse Salariale (9)
Section : 74 PORTEFEUILLE									
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	3	1,145,495.00	1,527,326,667					9	**3,410,663.00**
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	17	5,981,788.00	7,975,717,333	-	-	-		124	**43,577,122.00**
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	144	45,752,082.00	61,002,776					240	**76,034,112.00**
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	11	3,131,125.00	4,174,833,333					56	**15,362,902.00**
Total	**175**	**56 010 490**	**74 680 653**					**429**	**42,706,319,804.00**

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES MINISTERE

II.1. PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE

Code et intitulé du programme : 140 ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : Célestin TWITE YAMWEMBO

II.1.1. Périmètre du Programme

Le Programme Administration Générale a pour périmètre :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat Général y compris la Cellule Technique d'Appui (CTA) et la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics (CGPMP) ;
- Les Directions standards : Direction des Ressources Humaines (DRH), la Direction Administrative et Financière (DAF), la Direction d'Études et Planification (DEP) et la Direction des Archives, Nouvelles Technologies d'Information et Communication (DANTIC).

II.1.2. Stratégie du Programme

Pour le programme Administration générale, les stratégies viseraient à améliorer le fonctionnement interne de l'administration, la gestion des ressources humaines et la qualité des services par le renforcement des capacités institutionnelles, humaines, matérielles et numérique de l'administration afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et la qualité du fonctionnement du Ministère du Portefeuille.

Les objectifs choisis sont en lien avec les actions du Programme Administration notamment à ce qui concerne le Pilotage du secteur, la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la planification, la programmation, le Suivi-évaluation ainsi que la gestion suivant les nouvelles technologies de l'information et de la Communication.

Les résultats attendus sont l'amélioration de la gestion du Ministère dans les différents domaines que nous venons d'énumérés ci-haut. Ainsi, à la fin de l'exercice 2027, les résultats suivants sont attendus :

- Le Pilotage et la coordination des activités du Ministère sont améliorés ;
- Les capacités et les compétences du personnel du Ministère sont renforcées ;
- La Gestion des ressources financières et matérielles est améliorée ;
- La Planification, la programmation et le suivi-évaluation ont renforcés dans les différentes directions et services ;
- Les systèmes de gestion de d'information, de la communication et d'archivages sont mises en place

II.1.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

II.1.3.1. Objectif stratégique du programme

L'objectif stratégique du Programme Administration Générale est d'améliorer la gouvernance et la performance institutionnelle du secteur du portefeuille.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 7 : Cadre de performance du Programme Administration Générale

Programme et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (Mars 2026)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	**Améliorer la gouvernance et la performance institutionnelle du secteur du portefeuille**	Taux de satisfaction des structures du portefeuille à l'égard de la qualité des services d'appui institutionnel	%	2023	58	62	68	73	75	80	85	90	Cabinet
		Taux d'amélioration de la qualité des services administratifs du secteur di portefeuille	%	2023	55	63	71	78	80	86	90	95	Secrétariat Général
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	**Renforcer les capacités managériales, matérielles et juridiques**	Indice de satisfaction des directions opérationnelles sur le pilotage	%	2023	58	62	68	73	75	80	85	90	Cabinet
		Taux d'exécution physique/budgétaire globale	%	2023	55	63	71	78	80	86	90	95	Secrétariat Général

Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles	**Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières**	Taux d'exécution du budget	%	2023	60	68	74	81	83	88	92	95	DAF
		Taux d'exécution de la Passation des Marchés	%	2023	50	60	69	77	79	85	90	95	CGPMP
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation	**Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions**	Délai moyen de production des documents de programmation et de Suivi évaluation	Jours	2023	90	75	60	50	45	40	35	30	DEP
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation	**Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines.**	Taux de réalisation du plan de formation	%	2023	35	45	58	70	75	80	90	95	DRH
		Nombre de dossiers individuels du personnel mis à jour	%	2023	40	55	70	82	86	90	95	100	
Action 5 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	**Assurer la disponibilité et la sécurité des systèmes informatiques, la publication proactive de l'information ainsi que la préservation des archives.**	Nombre de site internet et bases des données créées pour le Ministère et installés	Nombre	2023	1	2	3	4	4	5	6	7	DANTIC
		Nombres des documents ou des services numérisés et archivés	Nombre	2023		2000	5100	10000	18000	28000	40000	55000	

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution des crédits par action du programme

Tableau 8 : Ventilation des crédits par action du programme

Code action	Action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
		LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
140.1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	64 988 717 289	57 448 681 049	173 569 905 932	23 447 405 805	195 693 145 273
140.2	Gestion des ressources financières et matérielles	699 342 737	0	394 417 511	0	377 923 805
140.3	Planification, programmation et suivi-évaluation	508 652 201	0	350 902 133	0	351 253 036
140.4	Gestion des ressources humaines et formation	73 182 000	0	50 485 813	0	50 536 298
140.5	Gestion du système d'information, de communication et d'archivages	636 613 626	0	439 178 437	0	411 011 472
TOTAL	**TOTAL PROGRAMME 140**	**66 906 507 853**	**57 448 681 049**	**174 804 889 826**	**23 447 405 805**	**196 883 869 884**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	10 284 760 829	17 851 675 625	8 474 431 470	375 000 000	9 523 206 055
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	46 924 582 583	32 588 535 086	154 922 343 434	19 886 615 940	174 922 343 434
Investissements sur Ressources Propres	1 065 350 000	0	3 433 286 826	0	3 433 286 826
Rémunérations	8 631 814 441	7 008 470 338	7 974 828 096	3 185 789 865	9 005 033 569
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
TOTAL PROGRAMME 140	**66 906 507 853**	**57 448 681 049**	**174 804 889 826**	**23 447 405 805**	**196 883 869 884**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.1.4.3. Présentation des crédits par titre

Tableau 10 : Evolution des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	10 543 464 365	7 008 470 338	9 293 611 405	3 203 248 199	10 292 834 150
Titre IV : Biens et matériels	2 544 688 550	16 518 900 000	3 135 228 545	218 576 885	3 939 172 739
Titre V : Dépenses de prestations	5 617 265 812	1 332 775 625	3 874 749 784	124 153 118	4 158 121 455
Titre VI : Transferts et interventions	47 135 739 126	32 588 535 086	155 068 013 266	19 901 427 603	175 060 454 714
Titre VII : Équipements	1 065 350 000	0	0	0	3 433 286 826
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	3 433 286 826	0	0
TOTAL PROGRAMME 140	**66 906 507 853**	**57 448 681 049**	**174 804 889 826**	**23 447 405 805**	**196 883 869 884**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.4. Evolution des crédits par action et par rubrique

Tableau 11 : Ventilation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère					
Fonctionnement des Ministères	8 532 733 699	17 851 675 625	7 265 766 581	375 000 000	8 358 800 454
Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	46 758 819 149	32 588 535 086	154 896 024 429	19 886 615 940	174 896 024 424
Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère Investissements sur Ressources Propres	1 065 350 000	0	3 433 286 826	0	3 433 286 826
Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère Rémunérations	8 631 814 441	7 008 470 338	7 974 828 096	3 185 789 865	9 005 033 569
SOUS-TOTAL Action 1	64 988 717 289	57 448 681 049	173 569 905 932	23 447 405 805	195 693 145 273
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles					
Fonctionnement des Ministères	533 579 303	0	368 098 506	0	351 604 795
Gestion des ressources financières et matérielles Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	165 763 434	0	26 319 005	0	26 319 010
SOUS-TOTAL Action 2	699 342 737	0	394 417 511	0	377 923 805
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Fonctionnement des Ministères	508 652 201	0	350 902 133	0	351 253 036
SOUS-TOTAL Action 3	508 652 201	0	350 902 133	0	351 253 036
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation					
Fonctionnement des Ministères	73 182 000	0	50 485 813	0	50 536 298

SOUS-TOTAL Action 4	73 182 000	0	50 485 813	0	50 536 298
Action 5 : Gestion du système d'information, de communication et d'archivages					
Fonctionnement des Ministères	636 613 626	0	439 178 437	0	411 011 472
SOUS-TOTAL Action 5	636 613 626	0	439 178 437	0	411 011 472
TOTAL PROGRAMME 140	**66 906 507 853**	**57 448 681 049**	**174 804 889 826**	**23 447 405 805**	**196 883 869 884**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.5. Evolution des crédits par action et par titre

Tableau 12 : Ventilation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère					
Titre III : Dépenses de personnel	9 976 927 370	7 008 470 338	8 902 776 491	3 203 248 199	9 995 360 669
Titre IV : Biens et matériels	2 138 886 261	16 518 900 000	2 855 279 126	218 576 885	3 701 084 149
Titre V : Dépenses de prestations	4 837 577 966	1 332 775 625	3 336 869 228	124 153 118	3 529 277 925
Titre VI : Transferts et interventions	46 969 975 692	32 588 535 086	155 041 694 261	19 901 427 603	175 034 135 704
Titre VII : Équipements	1 065 350 000	0	0	0	3 433 286 826
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	3 433 286 826	0	0
SOUS-TOTAL 1	64 988 717 289	57 448 681 049	173 569 905 932	23 447 405 805	195 693 145 273
Action 1 : Gestion des ressources financières et matérielles					
Titre III : Dépenses de personnel	151 126 865	0	104 257 367	0	104 361 624
Titre IV : Biens et matériels	140 793 216	0	97 128 528	0	83 118 966
Titre V : Dépenses de prestations	241 659 222	0	166 712 611	0	164 124 205

Titre VI : Transferts et interventions	165 763 434	0	26 319 005	0	26 319 010
SOUS-TOTAL 2	699 342 737	0	394 417 511	0	377 923 805
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Titre III : Dépenses de personnel	324 951 730	0	224 173 324	0	100 963 736
Titre IV : Biens et matériels	22 754 967	0	15 697 891	0	40 713 589
Titre V : Dépenses de prestations	160 945 504	0	111 030 918	0	209 575 711
SOUS-TOTAL 3	508 652 201	0	350 902 133	0	351 253 036
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation					
Titre III : Dépenses de personnel	30 200 000	0	20 833 970	0	50 536 298
Titre IV : Biens et matériels	13 000 000	0	8 968 265	0	0
Titre V : Dépenses de prestations	29 982 000	0	20 683 578	0	0
SOUS-TOTAL 4	73 182 000	0	50 485 813	0	50 536 298
Action 5 : Gestion du système d'information, de communication					
Titre III : Dépenses de personnel	60 258 400	0	41 570 253	0	41 611 823
Titre IV : Biens et matériels	229 254 106	0	158 154 735	0	114 256 035
Titre V : Dépenses de prestations	347 101 120	0	239 453 449	0	255 143 614
SOUS-TOTAL 5	636 613 626	0	439 178 437	0	411 011 472
TOTAL PROGRAMME 140	**66 906 507 853**	**57 448 681 049**	**174 804 889 826**	**23 447 405 805**	**196 883 869 884**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME GOUVERNANCE DU SECTEUR PARA PUBLIC

Code et intitulé du programme : 141 GOUVERNANCE DU SECTEUR PARA PUBLIC

Pré-Responsable du programme :

II.2.1. Périmètre du Programme

Le Programme Gouvernance du secteur para public a pour périmètre :

- Les Directions métiers : Direction Administration et Gestion du Portefeuille de l'Etat (DAGPE), Direction Création et Restructuration des Entreprises Publiques (DCREP), Direction Audit et Rentabilisation du Portefeuille de l'Etat (DARPE) et la Direction de Contentieux (DC).
- Les services techniques : Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP) et le Comité de Pilotage des Reformes de Entreprises Publiques (COPIREP) ;
- Les Entreprises du Portefeuille de l'Etat.

II.2.2. Stratégie du Programme

Pour le programme Gouvernance du secteur para public, les stratégies viseraient à améliorer la gouvernance, la transparence et la performance du secteur para public par le renforcement du cadre institutionnel, du contrôle, de la conformité et du suivi des entreprises du Portefeuille de l'Etat.

Les objectifs choisis sont en lien avec l'action du Programme Gouvernance du secteur para public notamment à ce qui concerne la gestion du Portefeuille de l'Etat.

Les résultats attendus sont l'amélioration de la gestion du Ministère dans les différents domaines que nous venons d'énumérés ci-haut. Ainsi, à la fin de l'exercice 2027, les résultats suivants sont attendus :

- Le taux de mobilisation des recettes accru ;
- L'amélioration de la transparence de la gestion des entreprises du Portefeuille de l'Etat ;
- Le suivi et le contrôle de la performance des entreprises du secteur para public sont systématisés et améliorés ;
- Les mandataires publics exercent leurs responsabilités de manière plus professionnelle et conforme aux principes de bonne gouvernance.

II.2.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

II.2.3.1. Objectif stratégique

L'objectif stratégique du Programme est d'améliorer la performance globale des entreprises du portefeuille.

II.2.3.2. Cadre de performance du programme Gestion du secteur para public

Tableau 13 : **Cadre de performance du Programme Gestion du secteur para public**

Programme et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (Mars 2026)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Gestion du secteur para public	**Améliorer la performance globale des entreprises du portefeuille**	Taux de rentabilité des entreprises du portefeuille de l'Etat	%	2023	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
		Proportion des entreprises du portefeuille de l'Etat présentant une amélioration de leur situation financière et opérationnelle	%	2023	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
Action 1 : Gestion du Portefeuille de l'Etat		Taux d'évolution du volume des dividendes versés au Trésor Public	%	2022	100	108	118	127	132	140	150	160	DAGPE CSP Entreprises

	Contribuer à l'amélioration du potentiel de productivité et de rentabilité du Portefeuille de l'Etat	Taux de rentabilité financière moyenne des actifs de l'État	%	2022	4,5	5,2	5,9	6,8	7,0	7,8	8,6	9,5	DAGPE DARPE CSP Entreprises
	Evaluer l'impact des réformes sur la santé financière et opérationnelle des entreprises	Ratio d'autonomie financière (mesure la capacité de l'entreprise à financer ses investissements et son cycle d'exploitation par ses propres moyens)	%	2022	24	27	31	35	37	42	46	50	DARPE DCREP COPIREP Entreprises
		Nombre d'entreprises publiques restructurées ou transformées	%	2022	7	9	11	14	15	18	21	24	DARPE DCREP COPIREP Entreprises

Ii.2.4. Evolution des crédits du programme

II.2.4.1. Evolution des crédits par action

Tableau n°14 : Présentation des crédits par action du programme

Code action	Action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
		LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
141.1	Gestion du portefeuille de l'État	90 115 196 485	56 282 021 702	92 643 363 860	3 845 287 200	73 872 579 935
TOTAL	**TOTAL PROGRAMME 141**	**90 115 196 485**	**56 282 021 702**	**92 643 363 860**	**3 845 287 200**	**73 872 579 935**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau n°15 : Présentation des crédits par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	2 650 346 643	0	2 274 974 266	0	2 236 949 087
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	75 744 450 778	47 712 824 055	73 450 523 619	0	53 753 595 073
Investissements sur Ressources Propres	1 387 562 175	0	1 387 562 175	0	2 351 731 975
Rémunérations	8 466 402 024	8 569 197 647	10 149 281 357	3 845 287 200	10 149 281 357
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 866 434 865	0	5 381 022 443	0	5 381 022 443
TOTAL PROGRAMME 141	**90 115 196 485**	**56 282 021 702**	**92 643 363 860**	**3 845 287 200**	**73 872 579 935**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.3. Evolution des crédits par titre

Tableau n°16 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	9 277 339 754	8 569 197 647	10 858 666 359	3 845 287 200	10 919 375 744
Titre IV : Biens et matériels	557 069 671	0	432 594 380	0	525 250 519
Titre V : Dépenses de prestations	1 282 339 242	0	1 132 994 884	0	941 604 181
Titre VI : Transferts et interventions	77 610 885 643	47 712 824 055	78 831 546 062	0	59 134 617 516
Titre VII : Équipements	1 387 562 175	0	1 387 562 175	0	2 351 731 975
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	0	0	0
TOTAL PROGRAMME 141	**90 115 196 485**	**56 282 021 702**	**92 643 363 860**	**3 845 287 200**	**73 872 579 935**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.4. Evolution des crédits par action et par rubrique

Tableau n°17 : Présentation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action : Gestion du portefeuille de l'État					
Fonctionnement des Ministères	2 650 346 643	0	2 274 974 266	0	2 236 949 087
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	75 744 450 778	47 712 824 055	73 450 523 619	0	53 753 595 073
Investissements sur Ressources Propres	1 387 562 175	0	1 387 562 175	0	2 351 731 975
Rémunérations	8 466 402 024	8 569 197 647	10 149 281 357	3 845 287 200	10 149 281 357
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 866 434 865	0	5 381 022 443	0	5 381 022 443
SOUS-TOTAL	90 115 196 485	56 282 021 702	92 643 363 860	3 845 287 200	73 872 579 935
TOTAL PROGRAMME 141	**90 115 196 485**	**56 282 021 702**	**92 643 363 860**	**3 845 287 200**	**73 872 579 935**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.5. Evolution des crédits par action et par titre

Tableau n°18 : Présentation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévisions 2027
	LFR 2025 Crédits votés	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits votés	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action : Gestion du portefeuille de l'État					
Titre III : Dépenses de personnel	9 277 339 754	8 569 197 647	10 858 666 359	3 845 287 200	10 919 375 744
Titre IV : Biens et matériels	557 069 671	0	432 594 380	0	525 250 519
Titre V : Dépenses de prestations	1 282 339 242	0	1 132 994 884	0	941 604 181
Titre VI : Transferts et interventions	77 610 885 643	47 712 824 055	78 831 546 062	0	59 134 617 516
Titre VII : Équipements	1 387 562 175	0	1 387 562 175	0	2 351 731 975
SOUS-TOTAL	90 115 196 485	56 282 021 702	92 643 363 860	3 845 287 200	73 872 579 935
TOTAL PROGRAMME	**90 115 196 485**	**56 282 021 702**	**92 643 363 860**	**3 845 287 200**	**73 872 579 935**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

10. Ministère de l'Entreprenariat et de Développement des Petites et Moyennes Entreprises

Section 90

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Responsable du Ministère : Justin KALUMBA MWANA NGONGO, Ministre

I.1. Mission et organisation du Ministère

I.1.1. Mission du ministère

L'Ordonnance n° 90-022 du 11 janvier 1990 portant création du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat fixe les missions régaliennes comme suit : (i) *Encadrement ;* (ii)*Promotion et* (iii)*Protection des PMEA Congolais.*

De cette noble mission découlent des attributions confiées au Ministère de l'Entrepreneuriat et Développement des Petites et Moyennes Entreprises dont les dernières en date avec l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères.

Il s'agit de :

a) Mise en œuvre de la politique de promotion des classes moyennes, de la culture entrepreneuriale et artisanale, des incubateurs des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat (PMEA), de la sous-traitance dans le secteur privé, des chambres des artisans, des organisations professionnelles des PME, de l'usage des normes et des poids par les PMEA ;
b) Définition, promotion et développement des moyens alternatifs et innovants de financement des PMEA en collaboration avec le Ministère ayant les finances dans ses attributions ;
c) Identification, recensement et accompagnement des PMEA en collaboration avec le Ministère en charge de l'économie nationale ;
d) Identification, organisation, encadrement et intégration de l'économie informelle, en collaboration avec le Ministère ayant l'Économie dans ses attributions ;
e) Inspection technique des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat.

I.1.2. Organisation du Ministère

Comme tout Ministère sectoriel, le cadre institutionnel du Ministère de l'EDPME se présente de la manière suivante :

1. Cabinet du Ministre est le cadre politique dirigé par un politique en la personne du Ministre de tutelle (entouré des membres de cabinet), qui pilote la politique sectorielle.
2. Secrétariat Général à l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises est le cadre administratif dirigé par un Haut Fonctionnaire (Secrétaire Général), doté des Directions Standards et des Cellules Spécialisées ainsi que les Directions métiers notamment : Direction Petites et Moyennes Entreprises, Direction Artisanat, Direction Entrepreneuriat, Direction Formation, Direction Secteur Informel, Direction Microfinance, Direction Normes, Poids et Mesures et Direction inspection.

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1. Priorités Nationales

La vision du développement de la République Démocratique du Congo telle que déclinée dans le PNSD 2024-2028 est de porter, d'ici vingt-cinq (25) ans, les potentiels des secteurs attractifs et agricoles de la

RDC en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, qui vise à vaincre la pauvreté.

A cet effet, le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2024-2028), en lien avec le PNSD assigne au Ministère de l'Entrepreneuriat et Développement des PME un rôle prépondérant dans l'amélioration du climat des affaires attractives au développement et à la promotion de la culture entrepreneuriale en vue de la construction des Classes Moyennes Nationales à même de transformer nos potentialités économiques en des véritables richesses pour une croissance inclusive.

Par ailleurs, la vision des politiques sectorielles du Ministère de l'Entrepreneuriat et Développement des Petites et Moyennes Entreprises telle que prônée par le Programme National de Développement de l'Entrepreneuriat au Congo, PRONADEC en sigle, en fixe les priorités de deux (2) ordres, à savoir :

a) Au plan général, il est question d'apporter un soutien intensif et multiforme aux PME, aux Startups et à l'Artisanat afin de créer tout un écosystème entrepreneurial grâce à des synergies impliquant les pouvoirs publics, les opérateurs privés, les bailleurs de Fonds, les institutions financières, les structures d'accompagnement, les villes, les territoires, les centres d'innovation, les universités, etc. afin de déboucher sur la transformation économique et sociale de la République Démocratique du Congo par l'entrepreneuriat, notamment des femmes, des jeunes et des PVH.

b) Au plan spécifique, l'accent est mis sur l'émergence des classes moyennes massives et stabilisées en vue de la création massive d'emplois et des richesses devant ruisseler sur l'ensemble du territoire national, à travers les veines que constituent les PME, les Startups et les Artisans.

Eu égard à la Stratégie Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises (SNDEPME), le Ministère se fixe cinq (5) priorités nationales en termes des axes stratégiques, à savoir : (i) renforcer le cadre légal et institutionnel et appuyer les organisations professionnelles ; (ii) améliorer l'accès des PME aux services non financiers support aux PMEA ; (iii) améliorer l'accès des PME aux financements ; (iv) promouvoir la formation, éducation, recherche & développement ; (v) Améliorer le climat des affaires et développer les marchés des PMEA.

I.2.2. Politique sectorielle

Outre la Stratégie Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat et des PME et la vision sectorielle (PRONADEC), le Ministère s'appuie sur un cadre légal constitué des Lois ci-dessous :

- Loi n° 20/025 du 12 octobre 2020 relative à la sous-traitance dans le secteur privé ;
- Ordonnance-Loi n° 22/030 du 08 septembre 2022 relative à la promotion de l'entrepreneuriat et startup ;
- Ordonnance-Loi n° 22/031 du 08 septembre 2022 relative à la promotion de l'artisanat en République Démocratique du Congo ;
- Loi n°26/017 du 30 Juin 2026 modifiant et complétant la loi n°17/001 du 08 Février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé ;
- Loi n°26/018 du 30 juin 2026 sur le contenu local en République Démocratique du Congo.

I.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
90	ENTREPRENEURIAT ET DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES						
		146	**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**			**Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA**	
				1461	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre, SG	
				1462	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	
				1463	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
				1464	Gestion des resources humaines	DRH	
				1465	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
		147	**SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AUX PME**			**DPME, DE, DA, DNPM, DMF, DInsp, DF, DSI**	ANADEC, ARSP, FOGEC, APROCM, TRANSFORME, CONAPAS
				1471	Appui aux PME	DPME, DA, DNPM, **DMF**	ANADEC, ARSP, FOGEC, APROCM, TRANSFORME, CONAPAS
				1472	Appui à l'Entrepreneuriat des femmes, jeunes et PVH	**DE, DF, DSI, DInsp**	ANADEC, ARSP, FOGEC, APROCM, TRANSFORME, CONAPAS

I.4. Performances antérieures et perspectives

Le secteur de l'entrepreneuriat, des PME, des startups et de l'artisanat est l'épine dorsale de l'économie. Il constitue la plus grande partie du tissu économique et représente plus de 90% des entreprises en RDC. Les PME sont la source la plus importante de création d'emplois et des richesses dans tous les secteurs de la vie économique tant en milieu urbain et péri-urbain qu'en zone rurale, et contribuent à la réduction de la pauvreté et des écarts entre les différentes zones géographiques.

I.4.1. Performances antérieures

- Suite aux réformes, le Gouvernement de la République avec l'appui de certains partenaires a pu mettre en place de politiques incitatives de relance du secteur qui, en termes de résultats se présente comme suit :
- **Capacitation** : (i) 72 000 PME et porteurs des initiatives entrepreneuriales formés depuis 2021 ; (ii) 4 500 femmes micro entrepreneures formées en initiative personnelle (FIP) en 2022 ; (iii) 2 500 jeunes entrepreneurs (hommes et femmes) formés en promotion de l'entrepreneuriat (FOPE) en 2022 ; (iv) 35 500 femmes micro entrepreneures formées en initiative personnelle (FIP) en 2025 ; (v) 13 250 jeunes entrepreneurs (hommes et femmes) formés en promotion de l'entrepreneuriat
- (FOPE) en 2025 ; (vi) un réseau des 400 formateurs en entrepreneuriat.
- **Accès au financement :** (i) 3 500 femmes micro entrepreneures ont été financés (subvention en nature) en 2022-2023 ; (ii) 670 PME établies ont été financées en 2022-2023 ; (iii) 1 200 PME nouvelles ont été financées en 2022-2023 ; (iv) 31 375 femmes micro entrepreneures formées en initiative personnelle (FIP) et en élaboration de plan d'affaires simplifié (PAS) sont en cours de financement en 2026 ; (v) 11 625 jeunes entrepreneurs (hommes et femmes) formés en promotion de l'entrepreneuriat (FOPE) sont en cours de financement en 2026 ; (vi) 453 PME ont déjà bénéficié de garanties aux financements depuis 2023 ; etc.
- **Accès aux marchés de la sous-traitance dans le secteur privé :** à ce jour plus de 16 000 PME à capitaux majoritairement congolais sont éligibles à la sous-traitance ;
- **Dispositifs d'accompagnement :** (i) le Ministère a développé le partenariat public-privé *pour la réhabilitation* de 3 infrastructures phares pour l'accompagnement efficace des PME, à savoir : Centre de Développement des PME de Kinshasa (SILLIKIN Village) et Goma (Virunga) ainsi que l'incubateur Ingenouis city ; (ii) le Ministère a développé également 5 incubateurs pilotes.

I.4.2. Perspectives

- Opérationnalisation du Concours National des Plans d'Affaires Simplifiés (CONAPAS) ;
- Identification, recensement et cartographie des PME, des Startups et des artisans ;
- Finalisation des mesures d'application des ordonnances-lois 22/030 et 22/031 ;
- *Prorogation* du projet TRANSFORME ;
- Construction et équipements des organismes d'aide à la création et d'encadrement des PME, des Startups et de l'Artisanat ;
- Financement alternatif et innovant des PME, des Startup et des artisans à travers le fonds d'appui aux PME(Artisanat) ;
- Création d'un laboratoire de certification des produits des PME et de l'Artisan ;
- Mise en place d'un cadre de concertation institutionnelle en vue de l'introduction du cours de l'entrepreneuriat dans le cursus scolaire et académique en synergie avec le Ministère de l'éducation nationale ;

Principaux programmes et projets qui ont été menés ou qui sont en cours et qui ont permis d'atteindre les résultats énoncés :

- Projet d'Appui au Développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) avec un financement de cent (100) millions de dollars américains de la Banque mondiale depuis 2019-2023 ;
- Projet d'Autonomisation des femmes entrepreneures et mise à niveau des PME pour la transformation économique et l'emploi (TRANSFORME) avec un financement de 300 000 000 USD (en cours 2023-2027) ;
- Concours National des Plans d'Affaires Simplifiés (CONAPAS) ;
- Projet d'implantation des 8 incubateurs publics dans 8 provinces pilotes.

Principales contraintes et les défis auxquels le secteur reste confronté malgré les programmes qui ont été mis en œuvre dans le passé

De manière plus concrète, les PME, les Startups et les artisans sont confrontés aux problèmes liés à l'accès aux financements, à la formation, aux contrats et/ou marchés.

I.5. Objectifs et indicateurs représentatifs de la politique du Ministère

I.5.1. Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Les objectifs les plus représentatifs du Ministère de l'Entrepreneuriat et Développement des Petites et Moyennes Entreprises, en lien avec le PAG 2024-2028 sont les suivants :

- Renforcer le cadre institutionnel ;
- Formaliser le secteur informel ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat (national, des Femmes et des Jeunes et PVH) et l'émergence de la classe moyenne nationale.

I.5.2. Présentation des cadres de performance des objectifs stratégiques du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer le cadre Institutionnel											
Indicateurs		**Unité de Mesure**	**Référence**		**Réalisation**			**En cours**	**Cibles**		
			Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de projets de lois initiées	Nbr	2022	3	0	0	0	2	2	2	3
2	Nombre de projets de textes réglementaires initiés	Nbr	2022	2	0	0	1	0	20	30	53
3	Taux d'Agent formés	%	2022	3	0,37	1,6	0	2	3	3,5	5
4	Nombre des établissements publics installés en provinces	Nbr	2022	5	8	15	18	22	23	24	26
Source : DEP/EPME, DAF/EPME **Mode de calcul :** 1. Comptage direct ; 2. Nombre d'agents formés sur l'effectif total **Commentaires :**											
Objectif 2 : Formaliser le Secteur Informel											
Indicateurs		**Unité de Mesure**	**Référence**		**Réalisation**			**En cours**	**Cibles**		
			Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des PME, des Startups et des Artisans crées au GUCE	Nbr	2022	0	12 600	11 872	10 800	0	12 000	14 000	17.800
2	Nombre de mesures incitatives prises	Nbr	2022	2	0	0	0	0	2	4	6
3	Nombre des PME impactées par les projets formalisées	Nbr	2022	2 500	4 500	31 375	11 625	8 300	35 000	0	0
Source : DEP/EPME ; GUCE et TRANSFORME Mode de calcul : Comptage direct **Commentaires** : le projet TRANSFORME prend fin en 2027											
Objectif 3 : Promouvoir l'Entrepreneuriat (National des Jeunes, Femmes et PVH) et l'Emergence de la classe moyenne											
Indicateurs		**Unité de**	**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Encours**	**Cibles**		
		Mesure	**Année**	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1	Nombre d'infrastructures publiques d'aide à la création et d'encadrement construites et équipées (incubateur, centre de développement des PME)	Nbr	2022	2	3	4	6	0	8	8	10
2	Nombre des bénéficiaires (Femmes et Jeunes) formés par les projets (Projets PADMPME et TRANSFORME)	Nbr	2022	6 500	7 142	0	0	56 000	56 000	0	0
3	Nombre des bénéficiaires (Femmes et Jeunes) financés par les projets (Projets PADMPME et TRANSFORME)	Nbr	2022	3 500	4 732	0	0	25 000	25 000	0	0
4	Pourcentage moyen de la classe moyenne nationale	%	2022	0	0	0	0	33,2	33,5	34	35
5	Nombre des PME éligible à la sous-traitance	Nbr	2022	0	8 500	0	0	16 000	16 500	17 500	19 500
6	Nombre des PME financées par FOGEC	Nbr	2022	0	39	56	217	141	423	635	952
7	Nombre d'emplois crées après financement FOGEC	Nbr	2022	0	195	280	1 085	705	2 115	3 175	4 760
8	Nombre des PME formées par ANADEC	Nbr	2022	72 000	10 000	18 000	18 700	18 700	20 000	20 000	20 000

Source : DEP/EPME ; TRANSFORME ; FOGEC ; ARSP ; ANADEC et APROCM
Mode de calcul : 1. Comptage direct ; 2. Structure
Commentaires :

1.6. Evolution des crédits du Ministère

1.6.1 Présentation des crédits par Programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

Code	Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027
		LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	fin juin 2026 Exécution	
146	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	152 255 770 295	15 805 666 094	51 949 536 525	12 200 904 230	68 401 645 264
147	SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AUX PME	31 167 138 630	23 290 180 566	168 936 647 949	9 479 911 060	214 020 229 385
	TOTAL MINISTÈRE	**183 422 908 925**	**39 095 846 660**	**220886184474**	**21 680 815 290**	**282 421 874 649**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.2 Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Présentation des crédits par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	8 028 322 917	397 936 256	5 815 394 881	307 705 290	5 821 210 276
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 173 537 411	2 379 084 100	134 654 451 240	4 480 222 686	170 040 641 164
Investissements sur Ressources Extérieures	134 197 690 115	0	22 573 704 234	0	33 241 957 173
Investissements sur Ressources Propres	1 930 724 210	0	3 220 332 842	0	5 864 399 410
Rémunérations	36 479 411 485	36 318 826 304	53 668 176 173	16 892 887 314	66 499 541 522
Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 787	0	954 125 104	0	954 125 104,4
TOTAL MINISTÈRE	**183 422 908 925**	**39 095 846 660**	**220 886 184 474**	**21 680 815 290**	**282 421 874 649**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3 Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	38 178 576 449	36 318 826 304	55 228 845 898	16 892 887 314	68 080 662 876
Titre IV : Biens et matériels	2 923 482 061	214 412 028	1 598 245 051	0	1 651 867 130
Titre V : Dépenses de prestations	3 405 675 892	183 524 228	2 656 480 105	0	2 588 221 792
Titre VI : Transferts et interventions	2 786 760 198	2 379 084 100	135 608 576 344	4 480 222 686	2 588 221 792
Titre VII : Équipements	136 128 414 325	0	24 373 704 234	0	2 588 221 792
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	1 420 332 842	0	2 588 221 792
TOTAL MINISTÈRE	**183 422 908 925**	**39 095 846 660**	**220 886 184 474**	**21 680 815 290**	**282 421 874 649**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.4. Ventilation des effectifs globaux et par programme pour l'Exercice 2025-2026

Tableau 6. Ventilation des Effectifs globaux

SECTION/GRADE	Effectif salaire -1	Total masse T3 2025 (2)	Masse salariale	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3)=(2/9)*12	Nouvelles actions 2026 Effectif (-4)	Masse salariale (Base)
SECTION : Secrétariat Général						
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG , Directeur)	***10***	**6 440 448**	**77 285 376**	**8 587 264**	**17**	10 948 762
2. Cadres Supérieurs(CD, CB)	***82***	**30 672 534**	**368 070 408**	**40 896 712**	**530**	198 249 305
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	***1 508***	**504 105 522**	**6 049 266 264**	**672 140 696**	**1 913**	639 491 952
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	***1 043***	**321 809 230**	**3 861 710 760**	**429 078 973**	**9 809**	3 026 487 763

Source : DRH/EPME

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES DU MINISTERE

II.1. PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE

Pré-responsable : Zady RUKIYA RAMAZANI

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. Périmètre du programme

Le périmètre du programme est constitué de : Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA.

II.1.2. Stratégie du programme

Le présent programme a pour but d'assurer le pilotage et la coordination administrative de l'ensemble du Ministère. Il s'appuie sur les deux (2) actions-phares notamment, le pilotage de la stratégie Ministérielle et la coordination administrative et renforcement de capacité afin de redonner au Ministère les atouts pouvant l'amener à poser les jalons tant légaux et juridiques que techniques et managériaux pouvant contribuer à la promotion de la culture entrepreneuriale dans le chef des congolais et, par ricochet, à l'éclosion d'une Classe Moyenne Nationale porteuse de la croissance économique inclusive.

Le développement du secteur de l'Entrepreneuriat, des Petites et Moyennes Entreprises, des startups et l'artisanat exige, outre, l'amélioration du cadre légal et réglementaire mais aussi et surtout le renforcement des capacités institutionnelles et managériales des acteurs tant publics que privés de l'écosystème pour une prise en charge efficiente et efficace d'un secteur aussi porteur de croissance et de mobilisation des recettes.

II.1.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

II.1.3.1. Objectif stratégique

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 7 : Cadre de performance du Programme Administration Générale

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE														
Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance	Référence			Réalisation			Année en cours	Cibles			Structure responsable
			programmes et actions	unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
146	**Administration générale**	Garantir une gouvernance performante du ministère	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2022	3	0	0	0	0	0	100	100	Ministre
1461	**Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère**	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2022	50	0	0	0	0	0	0	0	-Secrétaire Général -Directeur de Cabinet
1462	**Gestion des ressources Financières**	Assurer la gestion optimale des ressources	Taux d'exécution du budget	%	2022	0	0	17,62	7,14	0	80	90	100	DAF

	et matérielles	matérielles et financières												
1463	**Planification, programmation et suivi-évaluation**	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Délai moyen de production des documents de programmation de suivi et évaluation	Nbr/trimestre	2022	2	2	2	2	2	2	2	2	DEP
1464	**Formation initiale et continue**	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel formé par an	%	2022	3	0,37	1,6	0	2	3	3,5	5	DRH
1465	**Gestion du système d'information et de la communication**	Assurer la disponibilité et la sécurité des SI	Taux de dématérialisation des procédures	%	2022	0	15	15	15	15	30	60	100	DANTIC

II.1.4. Évolution des crédits du Programme

II.1.4.1. Evolution des crédits par Action du Programme

Tableau 8 : Ventilation des crédits par action du programme

Code	Action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
		LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
1461	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	151 267 564 746	15 805 666 094	50 988 540 012	12 200 904 230	67 495 464 845
1462	Gestion des ressources financières et matérielles	196 571 051	0	142 388 180	0	282 730 931
1463	Planification, programmation et suivi-évaluation	338 344 477	0	490 263 236	0	208 865 166
1464	Gestion des ressources humaines	271 215 404	0	196 457 553	0	283 879 618
1465	Gestion du système d'information et de la communication	182 074 617	0	131 887 544	0	130 704 704
	TOTAL PROGRAMME 146	**152 255 770 295**	**15 805 666 094**	**51 949 536 525**	**12 200 904 230**	**68 401 645 264**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	5 110 562 025	392 424 228	4 237 496 120	307 705 290	4 324 550 740
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	50 000 000	0	3 743 656 537	4 400 970 686	0
Investissements sur Ressources Extérieures	134 197 690 115	0	22 573 704 234	0	33 241 957 173
Investissements sur Ressources Propres	1 930 724 210	0	3 220 332 842	0	5 864 399 410
Rémunérations	10 966 793 945	15 413 241 866	18 174 346 792	7 492 228 254	24 970 737 941
TOTAL PROGRAMME 146	**152 255 770 295**	**15 805 666 094**	**51 949 536 525**	**12 200 904 230**	**68 401 645 264**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 10 : Evolution des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	11 969 697 456	15 413 241 866	19 375 544 640	7 492 228 254	26 198 859 120
Titre IV : Biens et matériels	1 721 414 766	208 900 000	1 218 891 188	0	1 215 269 669
Titre V : Dépenses de prestations	2 386 243 748	183 524 228	1 817 407 084	0	1 881 159 892
Titre VI : Transferts et interventions	50 000 000	0	3 743 656 537	4 400 970 686	1 881 159 892
Titre VII : Équipements	136 128 414 325	0	24 373 704 234	0	1 881 159 892
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	1 420 332 842	0	1 881 159 892
TOTAL PROGRAMME	**152 255 770 295**	**15 805 666 094**	**51 949 536 525**	**12 200 904 230**	**68 401 645 264**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.4. Evolution des crédits par Action et par rubrique

Tableau 11 : Ventilation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère					
Fonctionnement des Ministères	4 172 356 476	392 424 228	3 557 897 677	307 705 290	3 418 370 321
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	3 462 258 467	4 400 970 686	0
Investissements sur Ressources Extérieures	134 197 690 115	0	22 573 704 234	0	33 241 957 173
Investissements sur Ressources Propres	1 930 724 210	0	3 220 332 842	0	5 864 399 410
Rémunérations	10 966 793 945	15 413 241 866	18 174 346 792	7 492 228 254	24 970 737 941
SOUS-TOTAL 1461	151 267 564 746	15 805 666 094	50 988 540 012	12 200 904 230	67 495 464 845
Action 2 : Gestion financière et matérielle					
Fonctionnement des Ministères	196 571 051	0	142 388 180	0	282 730 931
SOUS-TOTAL 1462	196 571 051	0	142 388 180	0	282 730 931
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					

Fonctionnement des Ministères	288 344 477	0	208 865 166	0	208 865 166
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	50 000 000	0	281 398 070	0	0
SOUS-TOTAL 1463	338 344 477	0	490 263 236	0	208 865 166
Action 4 : Gestion des ressources humaines					
Fonctionnement des Ministères	271 215 404	0	196 457 553	0	283 879 618
SOUS-TOTAL 1464	271 215 404	0	196 457 553	0	283 879 618
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
Fonctionnement des Ministères	182 074 617	0	131 887 544	0	130 704 704
SOUS-TOTAL 1465	182 074 617	0	131 887 544	0	130 704 704
TOTAL PROGRAMME 146	**152 255 770 295**	**15 805 666 094**	**51 949 536 525**	**12 200 904 230**	**68 401 645 264**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.5. Evolution des crédits par Action et par titre

Tableau 12 : Ventilation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère					
1461 – Titre III : Dépenses de personnel	11 778 291 994	15 413 241 866	19 236 898 206	7 492 228 254	26 021 030 574
Titre IV : Biens et matériels	1 400 240 774	208 900 000	1 062 130 959	0	965 970 320
Titre V : Dépenses de prestations	1 960 617 653	183 524 228	1 433 215 304	0	1 402 107 368
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	3 462 258 467	4 400 970 686	1 402 107 368
Titre VII : Équipements	136 128 414 325	0	24 373 704 234	0	1 402 107 368
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation et acquisition immobilière	0	0	1 420 332 842	0	1 402 107 368
SOUS-TOTAL	151 267 564 746	15 805 666 094	50 988 540 012	0	50 065 055 487
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles					
Titre III : Dépenses de personnel	49 986 180	0	36 207 983	0	77 390 095
Titre IV : Biens et matériels	73 169 781	0	39 203 922	0	123 326 364
Titre V : Dépenses de prestations	73 415 090	0	66 976 275	0	82 014 472
SOUS-TOTAL 1462	196 571 051	0	142 388 180	0	282 730 931
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation					
Titre III : Dépenses de personnel	56 040 300	0	40 593 344		40 593 344
Titre IV : Biens et matériels	122 935 713	0	54 556 369	0	54 556 369

Titre V : Dépenses de prestations	109 368 464	0	113 715 453	0	113 715 453
Titre VI : Transferts et interventions	50 000 000	0	281 398 070	0	113 715 453
SOUS-TOTAL 1463	338 344 477	0	490 263 236	0	208 865 166
Action 4 : Gestion des ressources humaines					
Titre III : Dépenses de personnel	60 230 622	0	43 628 645	0	41 628 645
Titre IV : Biens et matériels	80 670 081	0	30 839 507	0	42 256 185
Titre V : Dépenses de prestations	130 314 701	0	121 989 401	0	199 994 788
SOUS-TOTAL 1464	271 215 404	0	196 457 553	0	283 879 618
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
Titre III : Dépenses de personnel	25 148 360	0	18 216 462	0	18 216 462
Titre IV : Biens et matériels	44 398 417	0	32 160 431	0	29 160 431
Titre V : Dépenses de prestations	112 527 840	0	81 510 651	0	83 327 811
SOUS-TOTAL 1465	182 074 617	0	131 887 544	0	130 704 704
TOTAL PROGRAMME 146	**152 255 770 295**	**15 805 666 094**	**51 949 536 525**	**12 200 904 230**	**68 401 645 264**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

Pré-responsable : Jules-Petit TAHATA LOPATANGA

Fonction : Directeur-Chef de Service de PME

II.2.1. Périmètre du programme

Le périmètre du programme comprend les services ci-après : **DPME, DE, DA, DNPM, DMF, DInsp, DF, DSI,** ANADEC, ARSP, FOGEC, APROCM, TRANSFORME, CONAPAS

II.2.2. Stratégie du Programme

Ce programme constitue l'un des leviers sur lesquels le Ministère de l'Entrepreneuriat et Développement des PME va axer sa politique publique. Il est la réponse à la problématique de l'accès des PME, des Startups et de l'Artisanat à la capacitation, aux financements et à l'accès aux marchés ou autres contrats. Sa mise en œuvre requiert des plans d'actions cohérents et l'apport des services métiers ou autres opérateurs tant publics que privés en charge de la promotion et du développement des PME, des Startups et de l'Artisanat.

A cet effet, ce programme consiste à définir, à promouvoir et à développer des moyens alternatifs et innovants de financement et d'accès aux marchés ou toutes autres formes d'accompagnement des PME, des Startups et de l'Artisanat, susceptibles à booster la croissance économique par la création de richesses et d'emplois durables : gage de l'émergence de la Classe Moyenne Nationale.

Ce Programme vise aussi à développer des approches de promotion de la culture entrepreneuriale auprès des groupes spécifiques, notamment des jeunes, des femmes, des PVH-PA, de la diaspora, etc. en vue de l'émergence des classes moyennes nationales massives.

Il est question de mettre en place des mécanismes efficaces en termes de construction et équipements des organismes et/ou infrastructures publiques d'aide à la création et d'encadrement des PME, des Startups et de l'Artisanat ainsi que de porteurs d'idées ou initiatives entrepreneuriales. Au finish, ce programme s'attèle à bâtir, en effet, un écosystème dynamique à même de créer des richesses et d'emplois durables : socle du développement socio-économique de notre pays.

Pour sa mise en œuvre, une série de mesures concrètes seront d'application, en collaboration, notamment avec d'autres Ministères sectoriels ainsi que des Structures tant publiques que privées mais également des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

II.2.3. Objectifs indicateurs de performance

II.2.3.1. Objectif stratégique

II.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 13 : **Cadre de performance du Programme**

DEXIEME PROGRAMME : SOUTIEN A L'ENTREPRENEURIAT ET AUX PME														
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes / actions**	**Indicateur de performance**	**Référence**			**Réalisation**			**Année en cours**	**Cibles**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	unité de mesure	Année 2022	Valeur	2023	2004	2025	2026	2027	2028	2029	
147	**Soutien à l'entrepreneuriat et aux PME**	Bâtir un écosystème entrepreneurial dynamique à même de créer des richesses et d'emplois durables	Taux de création d'emplois durable	Taux										
	Action 1: Appui aux PME	Développer et rendre compétitifs les PME, les Startups et les artisans congolais	D'ici au 31 décembre 2028 au moins 60 % des PME, Startup et structures artisanales appuyées devront avoir augmenté leur chiffre d'affaire au moins 15% par rapport à leur niveau de départ.	Taux	2022	2	5	7	15	20	40	60	65	TRANSFORME ARSP APROCEM DPME, DInsp, ,DMF, DNPM, DArt
			D'ici au 31 décembre 2028 au moins 40% de bénéficiaires appuyés devront avoir obtenu un contrat formel, un bon de commande, un accord commercial ou un accès régulier à un canal structuré de commercialisation.	Taux	2022	5	7	12	20	25	30	40	45	
			D'ici au 31 décembre 2028 au moins 50 % de bénéficiaires appuyés devront avoir amélioré d'au moins un niveau leur conformité en matière de	Taux	2022	2	7	15	20	27	32	50	55	

			qualité, de standardisation des produits d'emballage ou de respect des délais de livraison											
	Action 2: Appui à l'entrepreneuriat des Femmes, des Jeunes et des PVH	Booster la culture entrepreneuriale des femmes, des jeunes et des PVH	D'ici au 31 décembre 2028 au moins 35% des femmes, des Jeunes et PVH formés devront crées, relancés ou formalisés une activité génératrice de revenus dans le 6 mois suivant leurs formalisation	taux	2022	6	10	15	20	25	30	35	40	DE, ANADEC DF,DSI,FOGEC, CONAPAS
			D'ici au 31 décembre 2028 au moins 70% de projet entrepreneuriaux crées par les femmes, les jeunes et les PVH devront être encore opérationnels douze mois après leur lancement.	taux	2022	5	15	20	30	40	60	70	85	
			D'ici au 31 décembre 2028 au moins 75% de bénéficiaire formés devront avoir amélioré d'au moins 30% leur score de compétences entrepreneuriales entre l'évaluation de départ et l'évaluation finale, notamment en gestion, marketing, finance et formalisation.	taux	2022	10	15	22	38	53	65	75	85	

Source : DEP/EPME ; GUCE, ANADEC, FOGEC, APROCM, ARSP, TRANSFORME

II.2.4. Évolution des crédits du Programme

II.2.4.1. Evolution des crédits par Action du Programme

Tableau n°14 : Présentation des crédits par action du programme

Code action	Action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
		LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
1471	Appui aux PME	30 335 221 664	21 051 096 466	52 737 902 328	9 479 911 060	213 624 660 284
1472	Appui à l'Entrepreneuriat des femmes, jeunes et PVH	831 916 966	2 239 084 100	116 198 745 621	0	395 569 101
TOTAL PROGRAMME 147		**31 167 138 630**	**23 290 180 566**	**168 936 647 949**	**9 479 911 060**	**214 020 229 385**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau n°15 : Présentation des crédits par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Fonctionnement des Ministères	2 917 760 892	5 512 028	1 577 898 761	0	1 496 659 536
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 123 537 411	2 379 084 100	130 910 794 703	79 252 000	170 040 641 164
Rémunérations	25 512 617 540	20 905 584 438	35 493 829 381	9 400 659 060	41 528 803 581
Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 787	0	954 125 104	0	954 125 104,4
TOTAL PROGRAMME 147	**31 167 138 630**	**23 290 180 566**	**168 936 647 949**	**9 479 911 060**	**214 020 229 385**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.3. Evolution des crédits par titre

Tableau n°16 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Titre III : Dépenses de personnel	26 208 878 993	20 905 584 438	35 853 301 258	9 400 659 060	41 881 803 756
Titre IV : Biens et matériels	1 202 067 295	5 512 028	379 353 863		436 597 461
Titre V : Dépenses de prestations	1 019 432 144	0	839 073 021		707 061 900
Titre VI : Transferts et interventions	2 736 760 198	2 379 084 100	131 864 919 807	79 252 000	707 061 900
TOTAL PROGRAMME 147	**31167138 630**	**23 290 180 566**	**168936647949**	**9 479 911 060**	**214 020 229 385**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.4. Evolution des crédits par Action et par rubrique

Tableau n°17 : Présentation des crédits par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Appui aux PME					
Fonctionnement des Ministères	2 309 381 337	5 512 028	1 137 213 031	0	1 101 090 435
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 900 000 000	140 000 000	15 152 734 812	79 252 000	170 040 641 164
Rémunérations	25 512 617 540	20 905 584 438	35 493 829 381	9 400 659 060	41 528 803 581
Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 787	0	954 125 104	0	954 125 104
SOUS-TOTAL	30 335 221 664	21 051 096 466	52 737 902 328	9 479 911 060	0
Action 2 : Appui à l'Entrepreneuriat des femmes, jeunes et PVH					
Fonctionnement des Ministères	608 379 555	0	440 685 730	0	395 569 101
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	223 537 411	2 239 084 100	115 758 059 891	0	0
SOUS-TOTAL	831 916 966	2 239 084 100	116 198 745 621	0	0
TOTAL PROGRAMME	**31 167 138 630**	**23 290 180 566**	**168 936 647 949**	**9 479 911 060**	**214 020 229 385**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.5. Evolution des crédits par Action et par titre

Tableau n°18 : Présentation des crédits par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Projections 2027
	LFR 2025 Crédits	ESB 2025 Exécution	LFR 2026 Crédits	ESB fin juin 2026 Exécution	
Action 1 : Appui aux PME					
Titre III : Dépenses de personnel	26 079 449 008	20 905 584 438	35 759 547 373	9 400 659 060	41 788 049 871
Titre IV : Biens et matériels	949 196 160	5 512 028	237 576 156	—	294 819 754
Titre V : Dépenses de prestations	793 353 709	0	633 918 883	—	547 024 391
Titre VI : Transferts et interventions	2 513 222 787	140 000 000	16 106 859 916	79 252 000	547 024 391
SOUS-TOTAL 1471	30 335 221 664	21 051 096 466	52 737 902 328		213 624 660 284
Action 2 : Appui à l'Entrepreneuriat des femmes, jeunes et PVH					

Titre III : Dépenses de personnel	129 429 985	0	93 753 885		93 753 885
Titre IV : Biens et matériels	252 871 135	0	141 777 707		141 777 707
Titre V : Dépenses de prestations	226 078 435	0	205 154 138		160 037 509
Titre VI : Transferts et interventions	223 537 411	2 239 084 100	115 758 059 891	0	160 037 509
SOUS-TOTAL 1472	831 916 966	2 239 084 100	116 198 745 621		395 569 101
TOTAL PROGRAMME 147	**31 167 138 630**	**23 290 180 566**	**168 936 647 949**	**9 479 911 060**	**214 020 229 385**

Source : LFR 2025, Esb2024-2025«fin juin, LFR 2026 et CDMT 2026-202

SOUS-SECTEUR 2 : INFRASTRUCTURES

11. Ministère des Infrastructures et Travaux Publics

Section 42 Et 33

PRESENTATION DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS

Responsable du Ministère : Son Excellence Monsieur John BANZA LUNDA, Ministre.

I. PREMIERE PARTIE : PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. Missions du Ministère

Conformément à l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Infrastructures et Travaux Publics a pour missions :

- Conception, construction, modernisation, développement, aménagement et entretien des infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, ferroviaires, hydroélectriques non concédées, scolaires, sanitaires, sociales, touristiques et sportives, des bâtiments et des édifices publics en collaboration, le cas échéant, avec les ministères sectoriels concernés par les projets d'infrastructures ;
- Conception, construction, aménagement et entretien des ouvrages à caractère national de drainage, d'assainissement et de lutte antiérosive ;
- Préparation, passation, contrôle et surveillance des marchés publics relatifs aux études et aux travaux de génie civil financés par le Gouvernement et les partenaires extérieurs, en collaboration avec les ministères ayant les Finances, le Budget et le Plan dans leurs attributions ;
- Surveillance et contrôle technique et financier des études et des travaux en régie et à l'entreprise ;
- Expertise et contre-expertise des études, des travaux et des biens mobiliers ;
- Promotion des matériaux et des techniques de construction ;
- Enregistrement et agrément des entreprises, bureaux d'études et des indépendants du secteur de la construction ;
- Inventaire, analyse et interprétation des données sur les infrastructures et les équipements ;
- Elaboration des normes en matière de construction ;
- Contrôle de l'application des normes légales, réglementaires ou techniques relatives à la construction ;
- Conception de la politique de reconstruction en collaboration avec les Ministères concernés ;
- Gestion du parc automobile de l'Etat ;
- Gestion des stocks et suivi de la consommation des hydrocarbures de l'Etat ;
- Gestion du patrimoine immobilier du domaine public de l'Etat ainsi que de tous les équipements y relatifs.

I.1.2. Organisation du Ministère

Quant à l'Organisation du Ministère, l'architecture institutionnelle se présente de la manière ci-après :

Le Cabinet du Ministre ;

- ❖ L'Administration du Ministère composée de deux Secrétariats Généraux dont le Secrétariat Général aux Infrastructures et Travaux Publics et celui à la Reconstruction ;
- ❖ Les Services et Etablissements Publics à caractère Administratif et Technique concourant à la réalisation des missions du Ministère.

Il s'agit de :

- L'Agence Congolaise des Grands Travaux (ACGT) ;
- Du Bureau Technique de Contrôle (BTC) ;
- Du Bureau d'Etudes et d'Aménagement Urbain (BEAU) ;
- De la Cellule Infrastructures (CI) ;
- De l'Office des Routes (OR) ;
- De l'Office de Voiries et Drainage (OVD) ;
- Du Fonds National d'Entretien Routier (FONER).

- **DES SECRETARIATS GENERAUX DU MINISTERE**

1) Secrétariat Général aux ITP

Pour réaliser ses missions, le Secrétariat Général aux ITP fonctionne avec 3 types de services à savoir : Services et Directions d'Appui, Services Métiers et Services Annexes.

Sont réputés Directions et Services d'Appui :

- La Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- La Direction de l'Inspection (DI);
- La Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
- La Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- La Direction d'Archives, Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (DANTIC) ;
- La Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- La Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

Les Services Métiers sont :

- La Direction de la Réglementation et Normes (DRN) ;
- La Direction des Ponts et Chaussées (PC) ;
- La Direction de Bâtiments Civils (BC) ;
- Le Service des Transports Administratifs (STA).

Les Services Annexes sont :

- Le Centre de Formation des Agents Voyers (CFAV) ;
- Le Palais du Peuple du Congo (PPC) ;
- Le Nouveau Bâtiment Administratif (NBA).

2) Secrétariat Général à la Reconstruction

A compléter.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités nationales

Le système de transport en République Démocratique du Congo comporte un réseau multimodal d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, caractérisé par une absence d'intégration harmonieuse de différents réseaux. Il connait actuellement plusieurs points de rupture de charges dues à l'hétérogénéité de standard dans un même mode et/ou de l'inexistence de chenaux d'interconnexion. Dans la plupart des provinces, les infrastructures de transport connaissent une vétusté avancée. Ce qui traduit le délai d'acheminement trop long des personnes et des biens.

La RDC présente l'une des densités spatiales de route structurantes les plus faibles en Afrique. Elle compte actuellement **153 000 km** de routes réparties en routes d'intérêt national (**58.129 km** représentant 37, 22% du réseau global), routes d'intérêt local (**86.871 km**, soit 55,6% du total) et voiries urbaines (**13 026, 36 km**, représentant 8,51%). Ce réseau reste essentiellement en terre, le réseau bitumé ne représentant qu'une très faible part de 5,54%, soit 8 484 Km.
Il intègre 3.500 ouvrages de franchissement d'une longueur total de 68.000 mètres.

Les stratégies sectorielles de développement tirent ses origines dans les six (6) engagements majeurs du Chef de l'Etat qui constituent le contrat social pour son second mandat ainsi que dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG _2024-2028) à son pilier 3 ayant comme objectifs :

- Favoriser la mobilité et développer les modes de déplacement multimodaux ;
- Assurer la mobilité des personnes et des biens ainsi que l'inter connectivité des territoires.

I.2.2. Politiques sectorielles

Développer un système intégré de transport multimodal performant, à travers la densification du réseau routier national, et la modernisation des infrastructures et équipements portuaires, aéroportuaires et ferroviaires.

Cette vision du Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour le secteur des infrastructures est rappelée dans plusieurs cadres programmatiques, à savoir :

- Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) ;
- Le Plan Directeur National Intégré des Transports (PDNIT), document stratégique du secteur, élaboré en 2017 par le Groupement Louis Berger/SYSTRA, dans le but de guider les grands investissements et les politiques sectorielles pour les horizons immédiat, court, moyen et long terme (2025, 2030 et 2040).

Désigné comme seul Maitre d'ouvrage du Gouvernement dans le domaine de Génie civil par la législation en vigueur, le Ministère entend mettre en place, en droite ligne avec les engagements internationaux du Gouvernement, des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes y compris des infrastructures régionales et transfrontalières pour favoriser le développement de l'être

humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.

Pour ce qui est du parc immobilier et automobile de l'Etat, le Ministère ambitionne de mettre en œuvre une gestion moderne, efficace et efficiente des immeubles et des véhicules du domaine public de l'Etat, qui améliorent l'environnement physique de travail ainsi que les conditions matérielles et fonctionnelles, que nécessite une Administration publique reformée.

❖ **Orientations stratégiques**

Trois orientations stratégiques permettront, si elles sont bien ciblées, d'atteindre cette vision. Il s'agit de :

- Développement, gestion et modernisation des infrastructures de transport multimodal ;
- Développement, gestion et modernisation des voiries urbaines ;
- Gestion des parcs immobiliers et automobile publics.

Pour le développement, gestion et modernisation des infrastructures de transport multimodal ainsi que la gestion des voiries urbaines, le Ministère attend :

- Réaliser les études avant le début des travaux ;
- Moderniser les routes d'intérêts nationales ;
- Impacter les voiries urbaines.

Concernant les études, elles seront un préalable avant toute exécution des travaux. Elles permettront de mieux définir l'ouvrage à construire, à maitriser le coût, le délai et la qualité pour en garantir la durabilité.

Pour ce faire, le Ministère compte recruter les bureaux d'études œuvrant dans le secteur aux fins de réaliser les différentes études, à savoir : *(i) les études techniques ; (ii) les études environnementales ; (iii) les études économiques, etc.* dans tous les axes routiers retenus dans le programme quinquennal du Ministère allant de 2024 à 2028.

S'agissant de la modernisation des routes d'Intérêts nationales, le Ministère compte construire les routes revêtues reliant les Chefs-Lieux des provinces entre-deux et à la capital Kinshasa ainsi que celles assurant la connectivité de notre pays aux principaux corridors sous régionaux et africains en vue d'atteindre le 25% de ratio moyen des pays subsahariens du réseau des routes revêtues dont la RDC ne compte que 5, 54% à ce jour.

S'agissant des voiries urbaines qui, à ce jour compte **13 026, 36 km** dont 3 021, 63 km du réseau revêtus, représentant un taux de 23,2%. Le Ministère attend, pour la période 2024-2028 :

- Construire les périphériques de 2x2, 3 ou 4 voix pour les grandes Villes permettant une circulation fluide sans risque des conflits auxquels seront connectés des routes pénétrantes et des voix transversales d'au moins 2x2 de manière à réaliser un maillage du réseau ;

- Aménager les voiries primaires, secondaires en vue de permettre une circulation fluide avec une signalisation adéquate des aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs et passerelles ;
- Développer un système de drainage global compte tenu de la forte pression démographique et des constructions anarchiques au niveau des villes.

A cette fin il sera procédé au renforcement des capacités techniques, professionnelles et managériales des organismes en charge de la gestion routière. L'externalisation de l'exécution des travaux sera développée en usant des structures étatiques comme régulateur et contrôleur. Le recours au partenariat public-privé sera recherché pour certains axes à haute rentabilité relative.

Pour ce qui est des bâtiments et édifices publics, la stratégie du secteur vise notamment à inventorier les bâtiments et terrains du domaine public de l'Etat, de se doter d'une planification en investissement pour l'entretien, la modernisation, l'extension des anciens bâtiments et la construction de nouveaux, de réduire et fusionner certains services de par leur nature de prestations plutôt que de recourir à la location qui engendre des frais énormes.

S'agissant de la gestion du parc immobilier et automobile de l'Etat, la stratégie du Gouvernement s'articule autour des grandes actions suivantes :

- Priorisation de besoins de réhabilitation des immeubles existants tant pour les Ministères, les Ambassades que pour les autres Services de l'Etat ;
- Construction et acquisition de nouveaux bâtiments ;
- Centralisation des données relatives aux acquisitions, des immatriculations et des désaffectations des véhicules de l'Etat ;
- Immatriculation de tous les véhicules de l'Etat avec des plaques estampées ;
- Revitalisation de la gestion du parc automobile par la restructuration du service des transports administratifs ;

Pour la mise en œuvre de ce cadre stratégique, les programmes ci-après sont élaborés :

(1) Administration Générale des ITP ;
(2) Routes et Voiries ;
(3) Parcs Immobilier et Automobile de l'Etat ;
(4) Reconstruction.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT		CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
42							
		74	Administration Générale des Infrastructures et Travaux publics			Cabinet du Ministre, SG ITP, Dir Formation/ Recons, CTA, CGPMP/ITP, CGPMP/Recons, Dir Règlementation et Normes, , DEP/ITP, DEP/R, DAF/ITP, DSG/ Recons,DRH, Dir Inpection, DANTIC, CFAV	
				741	Pilotage de la stratégie ministérielle des Infrastructures et Travaux publics	Cabinet du Ministre	
				742	Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics	SG, CGPMP, DAF, DEP, DANTIC, CFAV, Dir Inspection, CTA, Dir de la Règlementation et Normes.	
				743	Coordination Administrative de la reconstruction	Secrétariat Général, DEP, DSG, Dir Formation/ Recons	
		75	Routes et Voiries			Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures,	ACGT, BTC, FONER, OR, OVD, BEAU
				751	Construction et modernisation des infrastructures routières	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OR, FONER

				752	Construction et modernisation des voiries	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OVD, FONER, BEAU
				753	Réhabilitation des infrastructures routières d'intérêt général	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OR, FONER
				754	Réhabilitation des voiries urbaines	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OVD, FONER
				755	Entretien des infrastructures routières	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OR, FONER
				756	Entretien des voiries urbaines	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	ACGT, BTC, OVD, FONER
				757	Stabilisation des sites érosifs	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	BTC, BEAU, OR, OVD, ACGT, FONER
				758	Construction et réhabilitation des infrastructures de franchissement	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	BTC, OR, ACGT, FONER
				759	Exploitation et maintenance des bacs	Direction des ponts et chaussées, Cellule Infrastructures	Office des Routes (OR)
		76	Parc immobilier et automobiles de l'Etat			Direction des Bâtiments civils, Palais du peuple du Congo, Direction des Services des Transports Administratifs, Nouveau Bâtiment Administratif (NBA)	BTC, ACGT

				761	Gestion et valorisation du patrimoine immobilier de l'État	Direction des Bâtiments civils, Palais du peuple du Congo, Nouveau Bâtiment Administratif (NBA)	BTC, ACGT
				762	Gestion du parc automobile de l'État	Direct des Services des Transports Administratifs	
				763	Gestion des hydrocarbures de l'État	Direction des Services des Transports Administratifs	
		47	Reconstruction			Direction des infrastructures, Dir Production Industrielles, Dir Mobilisation Ressources	
				471	Schéma directeur de la reconstruction	Direction Développement et Analyses Statistiques, Direction des infrastructures, Dir production Industrielle, Dir Mobilisation des Ressources, DEP	
				472	Reconstruction et Développement des Centres de Production	Direction des infrastructures, Direction Développement et Analyses Statistique, Direction Suivi évaluation, DEP	
				473	Développement des valeurs de base	DSG, Direction Formation	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

Le rapport Annuel des Performances de l'exercice budgétaire 2025 renseigne qu'au 31 décembre 2025, le Ministère compte à son actif les réalisations suivantes :

Performances antérieures en Km (2025-2026)

N°	Domaine d'intervention	Nature d'intervention	Valeur de 2025 (Km)	2026 au 30 juin (Km)	
				Réalisés	Cumul
1	**Voiries (13 028, 36 Km)**	Bitumage des voiries	**3 022**	**80**	**3 102**
2	**Routes (58 129 Km)**	Bitumage du réseau routier	**5 462**	ND	ND
Total (71 157,36 Km)			**8 484**	**80**	**8 564**

Source : Rapport Annuel des Performances 2025_Min ITP

I.4.2. Perspectives

Actuellement, avec un ratio de routes revêtues de près de 6%, par rapport à la moyenne des pays subsahariens qui est de 25%, la RD Congo présente un quotient extrêmement faible. L'ambition du Ministère des ITP est d'atteindre 10%, dans le meilleur délai, et en restant réaliste, endéans cinq ans, avant d'envisager d'aller plus haut. Ce qui demandera de pouvoir atteindre au moins **15.000 km** de routes revêtues sur l'ensemble du réseau ; soit un rajout de près de **6 980 km**. Cet objectif est un réel défi, aussi bien technique, logistique, financier que managérial.

Pour le reste du réseau en terre, le Ministère compte réhabiliter un linéaire de **18.500 Km** pour la période et en entretenir annuellement.

Le tableau ci-après illustre la projection du réseau à bitumer à l'horizon 2029.

N°	Domaine d'intervention	Nature d'intervention	Valeur de 2025	2026		2027		2028		2029	
				Prévus	Cumul	Prévus	Cumul	Prévus	Cumul	Prévus	Cumul
1	**Voiries (13 028, 36 Km)**	Bitumage des voiries	**3 022**	79	3 100	83	3 183	83	3 265	83	3 348
2	**Routes (58 129 Km)**	Bitumage du réseau routier	**5 462**	3 864	9 326	3 864	13 190	3 864	17 054	3 864	20 918
Total : (71 157,36 Km)			**8 484**	**3 943**	**12 427**	**3 947**	**16 373**	**3 947**	**20 320**	**3 947**	**24 266**

Source : DEP/Min ITP

Il ressort de ce tableau que sur un linéaire de 71 **157,36 km** du réseau routier sous la gestion du Ministère des Infrastructures et Travaux Publics, au 31 décembre 2025, **8 484 Km** sont bitumés, représentant **5,54%** du réseau routier global. Il est projeté à l'horizon 2029, d'accroitre ce linéaire à **24 266 km**, soit une proportion de **16%** du réseau routier global.

De façon spécifique, au cours de la période 2024-2029, les projets suivants devront être menés :

1. Réseaux routiers :

- **Pour la RN1** :(i) Compléter le bitumage du tronçon entre Kamuesha et Kananga, sur **141 km**, sur financement de l'Union Européenne (ii) régler le contentieux avec la société Samcrete, pour permettre le bitumage du tronçon d'environ **45 km,** entre la rivière Kakangayi et Mbujimayi, (iii) combler le linéaire d'environ **770 km,** séparant Mwene-Ditu de Nguba ;
- **Pour la RN2 :** Le projet PACT, par ses trois phases (1-2-3), vise à connecter Mbujimayi à Bukavu, à travers l'aménagement successif de 280 km du tronçon Mbujimayi – Kabinda – Mbanga, et 160 km, de Kanyabayonga à Butembo (PACT-1) ; Ensuite, en phase 2, 400 km, entre Mbanga et Pene-Mwenga, et dans sa troisième phase, 400 km supplémentaires, de Pene-Mwenga à Bukavu.
  Par ailleurs, la BAD prenant déjà en charge le financement du trajet Bukavu – Nyamukubi (**85 km**), il importe de trouver, entretemps, des ressources pour couvrir le bitumage de la section Nyamukubi – Goma (**110 km**), afin de joindre Goma à Bukavu, par voie routière. En plus de l'importance économique de cet axe routier, **ces travaux sont plus que prioritaires**, en raison de la situation sécuritaire du moment ;
- **S'agissant de la RN3** : avec un linéaire de **624 km**, cette route permet de relier Bukavu à Kisangani, par Walikale. Ici également, au-delà de l'importance économique de cette route, les urgences sécuritaires doivent conduire à ce que Kisangani soit relié, au plus tôt à Walikale, soit une distance de **424 km**, sur laquelle 220 km, de Walikale à Lubutu, devraient être encore praticables. Cependant, il existe, depuis 2018, un contrat de concession entre l'Office des Routes et une société privée, nommée NGE, à qui il a été concédé plus de 1000 km (dont le linéaire de cet axe routier), sans que le travail n'ait jamais débuté. Le gouvernement est en voie de prendre u**ne décision, pour pouvoir aligner des travaux en urgence, sur cet axe routier** ;
- **S'agissant de la RN4 :** bitumer l'axe Kisangani – Banalia – Buta, soit environ **315 km** pour relier les deux Chefs-lieux de provinces. Les travaux de bitumage doivent se poursuivre jusqu'à Ndu, à la frontière avec la République Centrafricaine (RCA). Ce qui donne l'opportunité de connecter à la RN4, à partir de Monga, la bretelle de **49 km** de la RN24 pour joindre Yakoma. En plus, à partir de Dulia, Connecter la RN6 qui va aller à Bundunki, Bumba, Lisala jusqu'au port d'Akula ;
- **S'agissant, ensuite de la RN5** : terminer la liaison Bukavu – Nyangezi – Kamanyola (**55 km**), réhabiliter le tronçon Kamanyola – Uvira (**85 km**), puis relier Uvira à Baraka (**100 km**) et à atteindre Kalemie, le Chef-lieu de la province du Tanganyika, soit une distance de **386 km** de Uvira à Kalemie. Ceci est nécessaire pour permettre à nos populations de se déplacer dans la province du Sud-Kivu, sans devoir passer par un pays voisin, ce qui constitue un véritable problème sécuritaire. En plus, il est envisagé de connecter Kalemie – Nyunzu – Kongolo – Lubao pour assurer une connexion à la RN2 ;
- **Pour les RN6, RN23 & RN24** : Dans un premier temps, connecter Zongo, Libenge, Gemena et le port d'Akula (soit **383 km**). Dans les phases suivantes, en impliquant la RP336, relier les 3 chefs-lieux (Lisala, Gemena et Gbadolite) et aller par la RN24, d'une part, et assurer la liaison Lisala – Buta en passant par Bumba, Bunduki et Dulia, d'autre part ;
- **Par rapport à la RN7 :** Relier la RN1, à partir de Mwamba-Mbuyi, au Kasaï central, à la RN4 à Kisangani, dans la Tshopo (**1.183 km**), en passant par Lodja, Yayama, Ikela et Opala ; Partir de Yayama, sur la RN8, vers Mbandaka (soit **882 km**), en passant par Boende. Du croisement entre la RN8 et la RN9, à

Bokatola, la RN9 permet d'aller jusqu'au lac Mai-Ndombe pour atteindre Inongo, chef-lieu de la province du mai-Ndombe, sur un linéaire de **155 km** ;

- **Concernant la RN17 :** établir la liaison Mongata – Bandundu, sur **240 km**.
- **Concernant la RN27** : Moderniser la route allant de Komanda, Bunia, Mahagi et Goli, **sur 235 km ;** Route dont les travaux pourraient être envisagés dans le cadre d'un PPP ;
- Des **routes en terre** à réhabiliter et à entretenir pour un linéaire de **18.500 km** et l'affectation des équipements de génie civil dans chaque Territoire dans le cadre du programme de livraison de matériels de travaux routiers avec l'appui du groupe GUMA.

2. les Voiries :

➢ **Construction de la voie de contournement :**

- **Rocade Nord-Est** (Autoroute Centre-Ville-Aéroport de N'djili) **:** Rond-point Safricas – Assanef – Rond-point huileries – Eglise St Eloi – Entrée BAT – Cité du fleuve - Croisement av. Ndjoku – Bld Lumumba (21,23 km) ;
- **Rocade Sud-Est :** Croisement av. Ndjoku – Bld Lumumba – Avenue Buma (dite « Antoine Gizenga ») - N'djili Brasserie - De la paix - Kimwenza Gare – Mitendi (RN1) (41,54 km) ;
- **Rocade Sud-Ouest :** Mitendi (RN1) - Arrêt Mbudi (21,38 km)
- **Rocade Nord-Ouest :** Arrêt Mbudi – Tourisme - Kintambo magasin – Rond-point Safricas (12 km)

➢ **Modernisation des pénétrantes et des transversales :**

P1 : Boulevard Lumumba (entrée Mokali) – Pont Mokali – Station SNEL – jonction périphérique (11,4 km) ; **P2** : Boulevard Lumumba (entrée Kimbuta) - Ste Thérèse (Av 2ème République) – Cimetière Kimbanseke - jonction périphérique (11,850 km) ;

- **P3** : Boulevard Lumumba (entrée Route de Sanda Cecomaf) - jonction périphérique (8,17 km)
- **P4** : Pont – Matete (Av de la Paix) : - jonction périphérique (9,2 km) ;
- **P5** : Boulevard Sendwe (entrée Av Université) – RP Ngaba – Unikin – Av Mandela – Av de la paix - jonction périphérique (17,5 km) ;
- **P6** : By-Pass (Triangle Unikin) - Route de Kindele - Kimwenza Mission – Kimwenza gare - jonction périphérique (10,3 km) ;
- **P7** : RN1 (Triangle Cité Verte) – Kimwenza Gare
- **P8** : RN1 (Arrêt Matadi Mayo) - Matadi Kibala – Kimwenza Gare (jonction périphérique (5,45 km) ;
- **P9** : RN1 (entrée Mama Koko) - Terminus Zamba Télécom - jonction périphérique (10,2 km).

➢ **Construction des Brettelles :**

- **B1** : Carrefour Pompage (entrée Don Bosco) – Paroisse Don Bosco - Av Jeunesse – jonction P8 (10,03 km)
- **B2** : Camp Badiadingi (Champ des tirs) – Av Kimbangu – Av Nzita – Av Télécom – jonction P8 (7,50 km)
- **B3** : Sortie Nzolana – Kinshasa - Kizonzi – Allée Samba – Route de Buadi – jonction B1 (3,5 km)
- **B4** : Fin Avenue Me Croquet – jonction P2 (1,2 km) ;

➢ **Construction de la voie de contournement à :**

- Mbanza-Ngungu, Matadi et Boma dans le Kongo Central ;
- Likasi dans le Haut-Katanga ;
- Bukavu dans le Sud Kivu.

➢ **Aménagement des voiries dans les villes des provinces suivantes :**

- **Bas Uélé** : 10 km dans la ville de Buta ;
- **Equateur :** 10 km dans la ville de Mbandaka
- **Haut Lomami :** 10 km dans la ville de Kamina ;
- **Haut Uélé** : 10 km dans la ville d'Isiro ;
- **Ituri :** 10 km dans la ville de Bunia ;
- **Kwango** : 10 km dans la ville de Kenge ;
- **Kwilu** : 10 km dans la ville de Bandundu ;
- **Lomami** : 10 km dans la ville de Kabinda, 10 km dans la ville de Muene-ditu et 10 km dans la ville de Ngandajika ;
- **Maï-Ndombe** : 10 km dans la ville d'Inongo ;
- **Mongala** : 10 km dans la ville de Lisala et 10 km dans la ville de Bumba ;
- **Nord-Kivu** : 10 km dans la ville de Beni et 10 km dans la ville de Butembo ;
- **Nord-Ubangi** : 10 km dans la cité de Yakoma ;
- **Sankuru** : 10 km dans la ville de Lusambo, 10 km dans la ville de Lodja et 10 km dans la ville de Lumumba ville ;
- **Sud-Kivu** : 10 km dans la ville d'Uvira et 10 km dans la ville de Baraka ;
- **Sud-Ubangi** : 10 km dans la ville de Gemena et 10 km dans la ville de Zongo ;
- **Tanganyika** : 10 km dans la cité de Moba ;
- **Tshopo :** 10 km dans la ville de Kisangani ;
- **Tshuapa :** 10 km dans la ville de Boende.

3. Les Parcs immobilier et Automobile publics

Etant donné que tous les Territoires de la RD Congo disposent d'un programme particulier de développement local, à la base, sous le label **PDL-145 T**, qui vise la construction des bâtiments publics des Territoires et Secteurs, des centres de santé, des écoles ainsi que la réhabilitation des voies de desserte agricole, il est envisagé ce qui suit :

- Des **Universités** sont à construire et à équiper dans certaines villes en vue de renforcer l'éducation de la jeunesse ;
- Des **Hôpitaux** de 100 lits dans certains grands centres du pays ;
- Des stades omnisports à construire à Kananga, Boma, etc

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1. Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Le Ministère, pour réaliser sa mission, poursuit les objectifs les plus représentatifs ci-après :

- ✓ **Objectif 1** : Développer les infrastructures routières d'Intérêt général par leur construction et leur modernisation ;
- ✓ **Objectif 2** : Assurer les voiries urbaines et stabiliser les sites érosifs.

I.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Développer les infrastructures routières d'intérêt général et les voiries									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'accroissement du réseau routier revêtu**	%	7,67	19,15	6,02	ND	41,43	29,29	22,66
Source : Rapport Annuel du Ministère 2025 et Plan quinquennal des infrastructures 2024-2028.									
Mode de Calcul : (Linéaire du réseau construit durant l'année /linéaire total du réseau routier au début de l'année) x 100									
Commentaires : Au 31 décembre 2025, le taux d'accroissement du réseau routier s'est établi à 6,02%, correspondant à la mise en service de 310Km supplémentaires de routes. Les cibles prévisionnelles sont fixées à 41,43% en 2027, à 29,29% en 2028 et à 22,66% en 2029. Ces taux sont calculés en rapportant le linéaire supplémentaire projeté pour chaque année au linéaire cumulé du réseau routier à la fin de l'année précédente									
2	**Taux d'accroissement du réseau de voirie revêtu**	%	0,58	1,22	6,73	2,65	2,66	2,59	2,53
Source : Rapport Annuel du Ministère 2025 et Plan quinquennal des infrastructures 2024-2028									
Mode de Calcul : (Linéaire de voiries revêtues mises en service ÷ Linéaire total du réseau des voiries revêtues au début de l'année) × 100									

Commentaires : Au 31 décembre 2025, le taux d'accroissement du réseau de voiries urbaines s'est établi à 6,75%; correspondant à la réalisation de 154 Km supplémentaires de voiries. Les cibles prévisionnelles sont fixées à 2,66% en 2027, à 2,59% en 2028 et à 2,53% en 2029. Ces taux sont calculés en rapportant le linéaire supplémentaire de voiries projeté pour chaque année au linéaire cumulé du réseau de voirie à la fin de l'année précédente

EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

1.6.1. Evolution des crédits par titre budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par titre 2023 - 2026

N°	Titre	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		155 694 568 822	134 830 383 501	163 450 068 268	74 623 289 043	94052205322
1	Titre III : Dépenses du personnel	**122190237918**	**118 292 744 301**	**134712869643**	**70 042 146 649**	**66309681314**
2	Titre IV : Biens et matériels ;	**8 493 246 829**	**1 853 987 483**	**6 831 315 153**	**399 997 857**	**9123506183**
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	**18 485 034 200**	**11 980 890 325**	**14 792 141 849**	**939 823 300**	**16451160803**
4	Titre VI : Interventions Economique	**6 526 049 875**	**2 702 761 392**	**7 113 741 623**	**3 241 321 237**	**2167857022**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
I.	**Dépenses en capital**	2483333513441	2752908127436	3614260348735	427248832930	**277 110 436 377**
5	Titre VII : Equipement	**403 426 187 505**	**230 256 191 014**	**1 690 007 801 099**	**17 083 236 038**	**9815715995**
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	**2 079 907 325 936**	**2 522 651 936 422**	**1 924 252 547 636**	**410 165 596 892**	**267294720382**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**2639028082263**	**2887738510937**	**3777710417003**	**501872121973**	**371162641699**

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des projets	5333360000	110440504722	3 358 576 811	0	
2	Fonctionnement des Ministères	40257629692	117929465008	31 230 610 715	3 851 354 087	
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	264601685434	1590052656781	274 740 322 882	122 320 975 701	
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1400000000	2702761392	4 255 626 930	2 116 562 881	
5	Investissements sur ressources propres	84076328601	757722671859	194 286 744 284	267 464 267 438	
6	Rémunérations	112412903638	118220093101	127 157 677 857	55 145 285 352	

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par programme budgétaire

N°	PROGRAMME	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	ADMINISTRATION GENERALE DES INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1.617.186.666.401	4.074.037.253.267	5484880269764	669700238640	371162641699
2	ROUTES ET VOIRIES	12 981 421 179	314 806 788	102743116992	207074835	1321053752168
3	PARC IMMOBILIER ET AUTOMOBILES DE L'ETAT	8151927494	3311409508	13653528195	1978353890	22075319219
4	RECONSTRUCTION	2430096961	34978532	1 882 059 080	37 485 117	14408797485

II. DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU PROGRAMME

II.1. PROGRAMME 074 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Responsable de programme : Georges KOSHI GIMEYA

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. Périmètre du programme

Les Services qui concourent à la réalisation de ce programme sont :

Le cabinet du Ministre, le Secrétariat général, la Direction de la Formation /reconstruction, CTA, CGPMP/ITP, Direction Règlementation et Normes, DEP/ITP, DEP/Reconstruction, DAF/ITP, DSG/reconstruction, DRH, CFAV, DANIC et Direction de l'Inspection.

II.1.2. Stratégie du Programme

Dans ce programme, le Ministère des Infrastructures et Travaux Publics compte réaffirmer son leadership en matière de conception, de construction, de modernisation, de développement, d'aménagement, de réalisation et d'entretien des ouvrages de Génie civil pour le compte du Gouvernement.

Au cours de cinq dernières années, le Ministère a initié une étude, menée par des consultants indépendants pour identifier les problèmes majeurs qui plombent le fonctionnement du secteur des Infrastructures en RDC et proposer des solutions pour renforcer ses capacités organisationnelles et managériales. Il s'agit de l'étude du Plan National Intégré des Transports en RDC.

Il résulte de cette dernière, qu'il se pose encore, au sein du Ministère, des problèmes liés aux faiblesses dans la gestion de ses Ressources humaines ; dans les fonctions de planification, suivi et évaluation ; l'insuffisance des ressources matérielles et financières ; l'inadaptation de son cadre légal et réglementaire et les conflits d'attributions persistants tant au niveau interne de ses services qu'externe avec les Ministères sectoriels.

A cette fin, le programme vise à **améliorer la gouvernance et le pilotage sectoriel**. Il compte à assurer, au cours de l'exercice budgétaire, un appui institutionnel, administratif, financier, juridique, technique et numérique performant aux programmes métiers du Ministère, par le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la gouvernance, la modernisation des systèmes de gestion et la consolidation du cadre juridique et réglementaire, afin d'améliorer l'efficacité et la qualité des services publics du secteur des infrastructures et travaux publics.

II.1. 3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.1.3.1. Objectifs du programme

Le Programme Administration Générale a pour objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités institutionnelles et la gouvernance administrative du Ministère ;
- Renforcer le cadre juridique, réglementaire et les normes techniques du secteur ;
- Moderniser les systèmes d'information et promouvoir la transformation numérique du Ministère.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 7 : **Cadre de performance des Objectifs du programme Administration Générale**

Objectif 1 : Renforcer la capacité institutionnelle et la gouvernance administrative du Ministère									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre des capacités institutionnelles et de la gouvernance administrative	%					100	100	100
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de Calcul : (Nombre d'actions stratégiques réalisées ÷ Nombre total d'actions stratégiques prévues) × 100									
Commentaires :									
Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 1 : Assurer le pilotage stratégique et la coordination de la mise en œuvre des orientations du Ministère									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des activités de pilotage stratégique programmées	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Cabinet du Ministre									
Mode de Calcul : (Nombre d'activités de pilotage stratégique réalisées ÷ Nombre d'activités de pilotage stratégique prévue) × 100									
Commentaires :									
Action 2 : Gestion des ressources humaines/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation du plan annuel de gestion des ressources humaines	%					5	5	5
Source : DRH									
Mode de Calcul : (Nombre d'activités de gestion des ressources humaines réalisées ÷ Nombre d'activités prévues dans le plan annuel de gestion des RH) × 100									
Commentaires : Pour les exercices avenir, il est projeté de réaliser 4 activités de gestion des ressources humaines, à savoir : (1) élaboration de plan de formation annuel ; (2) Renforcement des capacités des agents et cadres ; (3) Mettre à jour le fichier du personnel ; (4) vulgarisation des textes légaux et règlementaires ; (5) évaluation annuelle des performances des agents et cadres									
Action 3 : Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion budgétaire/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 3 : Assurer la planification, la programmation, le suivi-évaluation et le pilotage opérationnel de la performance du Ministère									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des activités de planification, de programmation budgétaire et de suivi-évaluation	%	60,6	42,86	44,44	40	100	100	100
Source : DEP, DAF et CGPMP									
Mode de Calcul : (Nombre d'activités de planification, de programmation budgétaire et de suivi-évaluation réalisées ÷ Nombre d'activités prévues) × 100									
Commentaires : *Au 31 Décembre 2025, 4 outils de planification et de Gestion financière ont été élaborés et actualisés soit un taux de réalisation de 44,44%. Cette contre-performance par rapport à la cible fixée est due à l'insuffisance de moyens financiers. Pour la période 2027 – 2029, le Ministère compte atteindre 100% à l'horizon 2029. Ces outils sont : le CDMT sectoriel, le PIP sectoriel, le PAP, le RAP, le PAP, le PTA, le PPM prévisionnel, le CBMT sectoriel, le Plan de trésorerie sectoriel.*									
Action 4 : Inspection, contrôle interne et audit/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 4 : Renforcer le contrôle interne et l'audit									

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des missions d'inspection et d'audit programmées	%	ND	ND	ND	ND	4	4	4
Source : Direction de l'Inspection									
Mode de Calcul : (Nombre de missions d'inspection et d'audit réalisées ÷ Nombre de missions prévues) × 100									
Commentaires : Pour les trois prochaines années, il est projeté d'effectuer 4 missions d'inspection et audit par année									
Objectif 2 : Renforcer le cadre juridique, réglementaire et les normes techniques du secteur									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de couverture du cadre juridique, réglementaire et normatif	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de calcul : (Nombre de textes juridiques, réglementaires et normes techniques élaborés ou révisés et mis en application ÷ Nombre total de textes et normes programmés) × 100									
Commentaires :									
Action 5 : Élaboration et révision des textes juridiques et réglementaires/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 5 : Moderniser le cadre juridique									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des textes juridiques et réglementaires programmés	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : CTA									

Mode de Calcul : (Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés ou révisés et validés ÷ Nombre de textes programmés) × 100									
Commentaires :									
Action 6: Élaboration, actualisation et diffusion des normes techniques/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 6 : Mettre à jour les normes techniques									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des normes techniques programmées	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Direction des Normes									
Mode de Calcul : (Nombre de normes techniques élaborées, actualisées et diffusées ÷ Nombre de normes techniques prévues) × 100									
Commentaires :									
Objectif 3 : Moderniser les systèmes d'information et promouvoir la transformation numérique du Ministère									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre de la stratégie de transformation numérique	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de calcul : (Nombre d'actions stratégiques de transformation numérique réalisées ÷ Nombre d'actions stratégiques prévues) × 100									
Commentaires :									
Action 7 : Développement des systèmes d'information/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 7 : Développer les applications métiers									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre des systèmes d'information programmés	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : (Nombre de systèmes d'information développés et mis en service ÷ Nombre de systèmes d'information prévus) × 100									
Commentaires :									
Action 8 : Développement des systèmes d'information/Coordination Administrative des Infrastructures et Travaux publics									
Objectif opérationnel 8 : Moderniser les équipements informatiques									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de modernisation des infrastructures numériques programmées	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : (Nombre d'opérations de modernisation réalisées ÷ Nombre d'opérations de modernisation prévues) × 100									
Commentaires :									

II.1.4. Evolution des crédits du Programme

II.1.4.2. Evolution des crédits budgétaires par titre

Tableau 9 : Evolution des crédits budgétaires du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2026 - 2028
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**79914847596**	**1428252561190**	**2685591038885**	**300369647175**	**87130092121**
1	Titre III : Dépenses de personnel	53564934544	1288790093713	2615994133076	275443799625	**66309681314**
2	Titre IV : Biens et matériels ;	7868739172	45746277241	60352322536	23656883617	**9123506183**
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	15176049740	1762875827	5921335347	390353406	**9529047602**
4	Titre VI : Transferts et interventions	3305124140	91953314409	3323247926	878610527	**2167857022**
.	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital		**1523787276513**	**1844190370576**	**1948550633751**	**137953927562**	**260009889938**
5	Titre VII : Equipements	403426187505	1613934179562	277077489710	122370713033	**9815715995**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1120361089008	230256191014	1671473144041	15583214529	**250194173943**

	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**1603702124109**	**3272442931766**	**4634141672636**	**438323574737**	**347139982059**

I.1.4.2. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Evolution des crédits du Programme par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	**Contrepartie des projets**	5333360000	110440504722	3358576811	**0**	**3573525727**
2	**Fonctionnement des Ministères**	34620458170	117750111667	27548191926	3815771266	**29225953027**
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	264601685434	1590052656781	274740322882		**271942860713**
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200000000		18259066		**15877449**
5	Investissements sur ressources propres	81745348878	757722671859	88653761083	211913561961	**90509849355**
6	Rémunérations	44978108902	46469042962	53378838892	22248717057	**57852225477**
	Investissements sur ressources extérieures	0	0	0	0	**836849668437**
	Investissement sur cession actif minier (contrat chinois)	0	0	0	0	**601410969669**
	Subventions aux organismes auxiliaires	0	0	0	0	**36036168**

II.1.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Le programme « Administration Générale des Infrastructures et Travaux Publics » est un programme support mis en œuvre directement par les Services Centraux du Secrétariat Général aux Infrastructures et Travaux Publics, sous la coordination du Secrétaire Général. Il ne comporte pas d'opérateur de l'Etat distinct.

II.1.7. Fiche des indicateurs de programme

Le programme Administration Générale comprend les indicateurs ci-après :

- *Taux de mise en œuvre du plan annuel de formation ;*
- *Taux de réalisation des activités de planification, de suivi-évaluation et de gestion budgétaire ;*
- *Taux de réalisation des missions d'inspection et d'audit programmées ;*
- *Taux de réalisation des textes juridiques et réglementaires programmés ;*
- *Taux de réalisation des normes techniques programmées ;*
- *Taux de mise en œuvre des systèmes d'information programmés ;*
- *Taux de modernisation des infrastructures numériques programmées.*

II.2. PROGRAMME 075 : ROUTES ET VOIRIES

Responsable de programme : Donat MUSENGA MADIMBA

Fonction : Directeur des Ponts et Chaussées

II.2.1. Périmètre du programme

Les Services qui concourent à la réalisation de ce programme sont :

La Direction des Ponts et Chaussées, le Bureau Technique de Contrôle, l'Agence Congolaise des Grands Travaux, l'Office des Routes, l'Office des Voiries et Drainage, le Fonds National d'Entretien Routier et Bureau d'Etudes, d'Aménagement et d'Urbanisme et la Cellule Infrastructures (Cellule spécialisée rattachée au Cabinet du Ministre).

II.2.2. Stratégie du Programme

Le programme a pour but la prise en charge du réseau routier et de la voirie urbaine. Toutefois, les compétences en la matière sont partagées entre l'Administration centrale et les provinces, tandis que les routes de dessertes agricoles sont sous la responsabilité du Ministère en charge du Développement Rural.

Il a comme défi principal le désenclavement du territoire national. Ce désenclavement sera réalisé par les travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien régulier du réseau routier existant en s'appuyant sur les 6 Pôles de développement industriel, à savoir : Pôle ouest ; Pôle Nord-ouest ; Pôle Centre ; Pôle Sud ; Pôle Nord Est ; et Pôle Est afin de faciliter l'inter-connectivité des provinces.

S'agissant de la voirie, le défi à relever est le bitumage du réseau (modernisation des voiries urbaines submergées par le niveau de trafic et l'accroissement démographique) et d'assurer leur maintenance. Cette stratégie vise à :

- **Construire des périphériques de 2 x 2, 3 ou 4 voies,** permettant une circulation à grande vitesse, sans points de conflit, auxquelles seront connectées des routes pénétrantes et des voies transversales, d'au moins 2 x 2 voies de manière à réaliser un maillage Nord-Sud et Est-Ouest. Les pénétrantes et les transversales seront pourvues des échangeurs appropriés au niveau des principales intersections, d'une signalisation adéquate, d'aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs, des passerelles pour piétons, etc., pour les grandes villes ;

- **Aménager les voiries primaires, secondaires et tertiaires,** en voies de circulation fluides, avec une signalisation adéquate, des aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs et passerelles pour piétons si nécessaire, etc.
- **Développer un système de drainage global** tenant compte de la pression démographique, des constructions anarchiques et des effets du changement climatique ;
- **Assurer un système d'entretien courant permanent ;**
- **Privilégier le bétonnage et d'autres techniques adaptées** pour créer une plus grande **résilience des voiries urbaines**, afin de tenir compte des effets du **changement climatique** ;
- **Prévoir un contrôle de la charge à l'essieu** à la sortie des aires de chargement (aéroports, ports, usines, entrepôts, …) ;

- **Réhabiliter les voiries dont la durée de vie est dépassée,** après auscultation de la chaussée de plus de 15 ans de vie, en recourant au recyclage le cas échéant ;
- **Mener des études** et constituer une banque de données pour des projets bancables ;
- **Poursuivre, rationaliser et achever les projets des voiries** amorcés au courant du quinquennat précédant ;
- **Curer régulièrement les voies de drainage dans les villes** pendant la saison sèche

II.2.3. Objectifs, et indicateurs de performance du Programme

II.2.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs liés au programme sont :

- ✓ Développer les infrastructures routières d'intérêt général et les voiries ;
- ✓ Assurer la conservation durable des infrastructures routières, des voiries et des sites érosifs ;
- ✓ Assurer la disponibilité des infrastructures et moyens de franchissement du réseau routier d'intérêt général.

II.2.3.2. Cadre de Performance du Programme

Tableau : Cadre de Performance du Programme

Objectif 1 : Développer les infrastructures routières d'intérêt général et les voiries									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'accroissement du réseau routier revêtu	%	7,67	19,15	6,02	ND	41,43	29,29	22,66
Source : Rapport Annuel du Ministère 2025 et Plan quinquennal des infrastructures 2024-2028									
Mode de Calcul : (Linéaire du réseau construit durant l'année /linéaire total du réseau routier au début de l'année) x 100									
Commentaires : Au 31 décembre 2025, le taux d'accroissement du réseau routier s'est établi à 6,02%, correspondant à la mise en service de 310Km supplémentaires de routes. Les cibles prévisionnelles sont fixées à 41,43% en 2027, à 29,29% en 2028 et à 22,66% en 2029. Ces taux sont calculés en rapportant le linéaire supplémentaire projeté pour chaque année au linéaire cumulé du réseau routier à la fin de l'année précédente									
2	Taux d'accroissement du réseau de voirie revêtu	%	0,58	1,22	6,73	2,65	2,66	2,59	2,53
Source : Rapport Annuel du Ministère 2025 et Plan quinquennal des infrastructures 2024-2028									
Mode de Calcul : (Linéaire de voiries revêtues mises en service ÷ Linéaire total du réseau des voiries revêtues au début de l'année) × 100									
Commentaires : Au 31 décembre 2025, le taux d'accroissement du réseau de voiries urbaines s'est établi à 6,75% ; correspondant à la réalisation de 154 Km supplémentaires de voiries. Les cibles prévisionnelles sont fixées à 2,66% en 2027, à 2,59% en 2028 et à 2,53% en 2029. Ces taux sont calculés en rapportant le linéaire supplémentaire de voiries projeté pour chaque année au linéaire cumulé du réseau de voirie à la fin de l'année précédente									
Action 1 : Construction et modernisation des infrastructures routières									
Objectif opérationnel 1 : Développer le réseau routier d'intérêt général conformément aux prévisions annuelles									
Indicateurs			Réalisations			Exercice en cours	Cibles		

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Linéaire de routes construites et/ou modernisées	Km	308	827,95	310	ND	3 864	3 864	3 864
Source : Office des Routes/Agence Congolaise des Grands Travaux									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons routiers construits et/ou modernisés au cours de l'année									
Commentaires :									
Action 2 : Construction et modernisation des voiries									
Objectif opérationnel 2 : Développer le réseau de voirie conformément aux prévisions annuelles									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Linéaire de voiries construites et/ou modernisées	Km	32,51	180,75	154	80	83	83	83
Source : Office des Voiries et Drainage/Agence Congolaise des Grands Travaux									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons de voiries construits et/ou modernisés au cours de l'année									
Commentaires :									
Objectif 2 : Assurer la conservation durable des infrastructures routières, des voiries et des sites érosifs									
Indicateurs 1		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de fonctionnalité des infrastructures routières réhabilitées	%	ND	29,5	7,28	ND	100	100	100
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de calcul : (Linéaire des routes réhabilitées ÷ Linéaire des routes prévu pour la réhabilitation) × 100									
Commentaires :									
Indicateurs 2		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de fonctionnalité des voiries urbaines réhabilitées	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de calcul : (Linéaire de voiries réhabilitées ÷ Linéaire de voiries prévu pour la réhabilitation) × 100									
Commentaires :									
Indicateurs 3			**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de fonctionnalité des routes entretenues	%	2,23	6,91	21,12	ND	100	100	100
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de calcul : (Linéaire de routes entretenues et demeurant fonctionnelles ÷ Linéaire de routes prévu pour l'entretien) × 100									
Commentaires :									

Indicateur 4		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Taux de fonctionnalité des voiries entretenues	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de Calcul : (Linéaire de voiries entretenues et demeurant fonctionnelles ÷ Linéaire de voiries prévu pour l'entretien) × 100									
Commentaires :									

Indicateur 5		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	Taux de stabilisation des sites érosifs	%	100	16,13	24,32	ND	100	100	100
Source : Rapport Annuel du Ministère									
Mode de Calcul : (Nombre de sites érosifs stabilisés ÷ Nombre de sites prévus) × 100									
Commentaires :									
Action 1 : Réhabilitation des infrastructures routières d'intérêt général									
Objectif opérationnel 1 : Rétablir le niveau de service et la fonctionnalité des infrastructures routières dégradées									

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Linéaire de routes réhabilitées	Km	ND	1 514	1 653	ND	9 028	11 615	ND
Source : Office des Routes									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons routiers réhabilités au cours de l'année									
Commentaires :									
Action 2 : Réhabilitation des voiries urbaines									
Objectif opérationnel 2 : Rétablir le niveau de service et la fonctionnalité des voiries urbaines dégradées									

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029

1	Linéaire de voiries urbaines réhabilitées	Km	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Office des Voiries et Drainage									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons de voiries réhabilités au cours de l'année									
Commentaires :									
Action 3 : Entretien des infrastructures routières									
Objectif opérationnel 3 : Maintenir les routes d'intérêt général dans un état de service satisfaisant									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Linéaire de routes entretenues	Km	487	1 275	987	ND	30 010	33 100	ND
Source : Office des Routes									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons routiers ayant fait l'objet de travaux d'entretien au cours de l'année									
Commentaires :									
Action 4: Entretien des voiries urbaines									
Objectif opérationnel 4 : Maintenir les voiries urbaines dans un état de service satisfaisant									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Linéaire de voiries urbaines entretenues	Km	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Office des Voiries et Drainage									
Mode de Calcul : Somme des linéaires des tronçons de voiries ayant fait l'objet de travaux d'entretien au cours de l'année									
Commentaires :									
Action 5 : Stabilisation des sites érosifs									
Objectif opérationnel 5 : Stabiliser les sites érosifs conformément aux prévisions annuelles									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de sites érosifs stabilisés	Nombre	8	5	9	ND	50	58	ND
Source : Office des Voiries et Drainage									
Mode de Calcul : Comptage du nombre de sites érosifs ayant fait l'objet de travaux de stabilisation achevés au cours de l'année									
Commentaires :									
Objectif 3 : Assurer la disponibilité des infrastructures et moyens de franchissement du réseau routier d'intérêt général									
Indicateurs 1		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de fonctionnalité des ouvrages de franchissement	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Rapport Annuel du Ministère

Mode de Calcul : (Nombre d'ouvrages de franchissement construits ou réhabilités et rendus fonctionnels ÷ Nombre d'ouvrages de franchissement prévus) × 100

Commentaires:

Indicateurs 2		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Taux de disponibilité opérationnelle des bacs	%	92,31	6,21	11,03	ND	100	100	ND

Source : Rapport Annuel du Ministère

Mode de Calcul : (Nombre de bacs rendus opérationnels ÷ Nombre de bacs prévus) × 100

Commentaires:

Action 1: Construction et réhabilitation des infrastructures de franchissement

Objectif opérationnel 1 : Accroître le nombre d'infrastructures de franchissement fonctionnelles conformément aux prévisions annuelles.

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'ouvrages de franchissement construits ou réhabilités	Nombre	ND	ND	ND	ND	560	728	ND

Source : Office des Routes

Mode de Calcul : Comptage du nombre d'ouvrages de franchissement construits ou réhabilités et achevés au cours de l'année

Commentaires :

Action 2: Exploitation et maintenance des bacs

Objectif opérationnel 2 : Assurer la disponibilité opérationnelle des bacs conformément aux prévisions annuelles

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de bacs opérationnels ou maintenus en état de fonctionnement	Nombre	24	9	16	ND	230	235	ND

Source : Office des Routes

Mode de Calcul : Comptage du nombre de bacs effectivement opérationnels et disponibles pour assurer la traversée au cours de l'année

Commentaires :

II.2.4.1. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2026 - 2028
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**595109391**	**34978532**	**1114325197**	**23008315**	**103514342552**
1	Titre III : Dépenses de personnel	212 610 325	0	181 076 436	8 945 340	**102290110401**
2	Titre IV : Biens et matériels ;	191 249 533	33 151 832	216 808 377	13 835 975	**183956619**
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	191 249 533	1 826 700	716 440 384	227 000	**632268402**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**408007130**
Dépenses en capital				10301576691		**114169516994**
5	Titre VII : Equipements			6 291 576 691		**5024137000**
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et			4 010 000 000		**109145379994**

	édifice, acquisition immobilière					
	Total	**595109391**	**34978532**	**11415901888**	**23008315**	**217683859546**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4. Evolution des crédits du programme

II.2.4.2. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Evolution des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	**Investissement sur cession actif minier (contrat chinois)**	**0**	**0**	0	**0**	**687714786105**
2	**Fonctionnement des Ministères**	**1 442 380 131**	**34 978 532**	**11 415 901 888**	**23 008 315**	**1010706192**
3	Subvention aux organismes auxiliaires	**0**	**0**	**0**	0	**200012547**
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					**207994583**
5	Investissements sur ressources propres			**10 301 576 691**		**158352066863**
6	Rémunérations	0	0	0	0	**136945629230**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.3. Evolution des crédits par action du programme

N°	Action	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	Construction et modernisation des infrastructures routières	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
2	Construction et modernisation des voiries	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
3	Réhabilitation des infrastructures routières d'intérêt général	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
4	Réhabilitation des voiries urbaines	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315 -	
5	Entretien des infrastructures routières	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
6	Entretien des voiries urbaines	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
7	Stabilisation des sites érosifs	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
8	Construction et réhabilitation des infrastructures de franchissement	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	
9	Exploitation et maintenance des bacs	1 442 380 131	34 978 532	11 415 901 888	23 008 315	

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Opérateur de l'Etat 1 : Office des Routes ;

Opérateur de l'Etat 2 : Office des Voiries et Drainage ;

Opérateur de l'Etat 3 : Agence Congolaise des Grands Travaux ;

Opérateur de l'Etat 4 : BEAU ;

Opérateur de l'Etat 5 : FONER.

II.2.7. Fiche des indicateurs de programme

Les indicateurs du programme « Routes et Voiries » sont :

- Taux d'accroissement du réseau routier revêtu ;
- Taux de modernisation du réseau routier ;
- Taux de réhabilitation des routes dégradées ;
- Taux de couverture de l'entretien routière ;
- Taux de fonctionnalité des ouvrages de franchissement programmés ;
- Taux de disponibilité des bacs ;
- Taux d'amélioration des voiries urbaines ;
- Taux de couvertures de l'entretien des voiries ;
- Taux des stabilisations des sites érosifs.

II.3. PROGRAMME 076 : PARCS IMMOBILIER ET AUTOMOBILE DE L'ETAT

Responsable de programme : Longin FAY MUNIMPABI

Fonction : **Directeur des Bâtiments Civils.**

2.3.1. Périmètre du programme

Les Services qui concourent à la réalisation de ce programme sont :

La Direction des Bâtiments Civils, le Service des Transports Administratifs (STA), le Nouveau Bâtiment Administratif (NBA) et le Palais du Peuple du Congo (PPC).

2.3.2. Stratégie du Programme

Ce programme vise à mettre à la disposition des services de l'Etat des bâtiments et édifices, ainsi que du matériel roulant en bon état. En matière de construction, il vise la vérification des normes de construction. En matière de gestion du parc automobile, il a pour but la gestion du charroi automobile de l'Etat comprenant l'achat, l'Immatriculation, l'entretien, la réparation et les déclassements des véhicules et autres engins de l'Etat sur proposition des entités administratives.

2.3.3 Objectifs, et indicateurs de performance du programme

2.3.3.1. Objectifs du programme

Le programme poursuit les objectifs ci-après :

- Garantir la disponibilité fonctionnelle du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- Garantir la disponibilité opérationnelle du parc automobile de l'Etat ;
- Assurer un approvisionnement efficient en hydrocarbures au profit des Services de l'Etat.

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau : **Cadre de performance des Objectifs du programme**

Objectif 1 : Garantir la disponibilité fonctionnelle du patrimoine immobilier de l'Etat									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de disponibilité fonctionnelle des bâtiments publics programmés	%	ND	ND	ND	ND	8	9	11
Source : Rapport Annuel du Ministère 2025									
Mode de Calcul : (Nombre de bâtiments programmés et rendus fonctionnels ÷ Nombre total de bâtiments programmés) × 100									
Commentaires :									

Action 1: Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Objectif opérationnel 1 : Améliorer la mise à disposition des bâtiments publics fonctionnels conformément aux prévisions annuelles

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des interventions sur les bâtiments publics	%	ND	ND	ND	ND	8	7	7

Source : Direction des Bâtiments Civils

Mode de Calcul : (Nombre d'interventions de construction, de réhabilitation ou d'entretien réalisées ÷ Nombre d'interventions prévues) × 100

Commentaires :

Objectif 2 : Garantir la disponibilité opérationnelle du parc automobile de l'Etat

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de disponibilité opérationnelle des véhicules programmés	%	ND	ND	200	ND	37,5	37,5	25

Source : Rapport Annuel du Ministère

Mode de calcul : (Nombre de véhicules programmés et rendus opérationnels /Nombre total de véhicules prévus) x 100

Commentaires : Au 31 décembre 2025, le Ministère a acquis 20 véhicules terrestres sur 10 prévus. Le taux de réalisation est de 200%. Pour les trois prochaines années, il est prévu l'acquisition de 6 bus et 10 mini bus dont 37,5% en 2027 ; 37,5% en 2028 ; et 25% en 2029

Action 2 : Gestion du parc automobile de l'État

Objectif opérationnel 2 : Améliorer la disponibilité des véhicules de l'Etat conformément aux prévisions annuelles

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des interventions sur le parc automobile	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Direction de Service des Transports Administratifs (STA)

Mode de Calcul : (Nombre d'interventions d'acquisition, de réparation et d'entretien réalisées ÷ Nombre d'interventions prévues) × 100

Commentaires :

Objectif 3 : Assurer un approvisionnement efficient en hydrocarbures au profit des Services de l'Etat

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de satisfaction des besoins en hydrocarbures	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Rapport Annuel du Ministère

Mode de calcul : (Quantité d'hydrocarbures distribuée ÷ Quantité d'hydrocarbures programmée) × 100

Commentaires :

Action 3: Approvisionnement et Gestion des hydrocarbures de l'État

Objectif opérationnel 3 : Assurer l'approvisionnement en hydrocarbures des services de l'Etat conformément aux prévisions annuelles

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de réalisation des opérations d'approvisionnement en hydrocarbures	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Direction de Service des Transports Administratifs (STA)

Mode de Calcul : (Nombre d'opérations d'approvisionnement réalisées ÷ Nombre d'opérations d'approvisionnement prévues) × 100

Commentaires :

2.3.5. Evolution des crédits du Programme

II.3.5.1. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2026 - 2028
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**7448560758**	**3311409508**	**12618393854**	**1978353890**	**12748858413**
1	Titre III : Dépenses de personnel	**3375368030**	**3 050 760 478**	**7 492 282 045**	**1 401 416 365**	**6184751376**
2	Titre IV : Biens et matériels ;	726344784	**193349036**	651 055 573	13 621 082	**659050142**
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	2690194729	67 299 994	0	0	**1797044173**
4	Titre VI : Transferts et interventions	1 310 363 515	0	4475 056 236	563 316 443	**4108012722**
.	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital				**2 550 638 438**		**42875319219**
5	Titre VII : Equipements					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,			2 550 638 438	0	**42875319219**

	acquisition immobilière					
	Total	**7448560758**	**3311409508**	**15169032292**	**1978353890**	**55624177632**

II.3.5.2. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Evolution des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	**Contrepartie des projets**					
2	**Fonctionnement des Ministères**	4 030 827 979	260 649 030	3 012 169 937	38 869 212	**3025182107**
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD					
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	**200 000 000**	**0**			**3664711384**
5	Investissements sur ressources propres			2 550 638 438	0	**22075319219**
6	Rémunérations	**2 810 736 000**	**3 050 760 478**	3 615 663 584	1 376 168 235	**5615663584**
7	**Subventions aux Organismes Auxiliaires**	**1 110 363 515**	0	**443 301 338**	**46 015 250**	**443301338**

4. PROGRAMME 4 : (047) RECONSTRUCTION

Responsable de programme : **Monsieur KANGELA KANKU François**

Fonction : Directeur - Chef de Service des Infrastructures

2.4.1. Périmètres du programme

Les directions suivantes mettent en œuvre ce programme :

- Direction des infrastructures ;
- Direction des productions industrielles ;
- Direction de la mobilisation des ressources et financements innovants ;
- Direction Inspection ;
- Direction Suivi et Evaluation **;**
- Direction Développement et Analyse Statistiques ;
- Direction Administration des Projets.

2.4.2. Stratégie du programme

Le Programme « RECONSTRUCTION » constitue un cadre stratégique d'Etudes et de conception visant la relance des infrastructures publiques, la modernisation des centres de production, la mobilisation des ressources.

Ce programme s'inscrit dans la dynamique de reconstruction nationale, de développement durable et de croissance économique inclusive à travers l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base.

Le programme poursuit les objectifs suivants :

- Élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur National de la Reconstruction.;
- Concevoir et participer à la mise en œuvre des actes générateurs des recettes ;
- Contribuer à la reconstruction et au développement des centres de production.

La reconstruction nécessite une bonne étude conceptuelle en amont pour espérer une réalisation efficace des activités dans tous les secteurs de la vie nationale. Dans cette perspective, un état des lieux constitue l'outil nécessaire à prendre en compte pour analyser les axes stratégiques de la reconstruction.

Elle vise la réduction de la pauvreté, l'amélioration du cadre de vie des populations et l'élaboration d'un programme général de la reconstruction, de développement et de modernisation du pays qui doit être respecté et évalué périodiquement. Tout cela suppose la collecte, le traitement et l'analyse des données des secteurs clés de la reconstruction en vue de dégager des déficits à combler, des réalisations à capitaliser et des actions à améliorer pour assurer le fonctionnement efficace de l'ensemble des secteurs essentiels à impacts significatifs.

Dans cette perspective, la réalisation des états de lieux et le dispositif de suivi-évaluation constituent des outils nécessaires à prendre en compte pour analyser les axes stratégiques de la reconstruction et à mesurer par les indicateurs de performances.

Ainsi, l'administration de la reconstruction est appelée à travailler en collaboration avec les autres ministères sectoriels.

2.4.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.4.3.1. Objectif du programme

Le Programme Reconstruction a pour objectif : **Assurer la reconstruction durable des infrastructures et le développement socio – économique.**

2.4.3.2. Cadre de performance de programme :

Tableau. : Cadre de performance du programme reconstruction

Programme 4 : Reconstruction									
Objectif : **assurer la coordination des services et la bonne gouvernance du sous – secteur de la Reconstruction**									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre du Programme National de la Reconstruction	%	0	0	0	0	26	60	100
Source : Rapports annuels de performance ; Rapports de suivi-évaluation ; Tableau de bord du Programme Reconstruction.									
Mode de calcul : (La somme des cibles d'actions/Nombres total d'actions) × 100									
Commentaires : Les cibles retenues pour la période 2027 - 2029 sont établies en fonction de la mobilisation progressive des ressources, avec l'effort consentis du Secrétariat Général, conformément aux priorités du Gouvernement en matière de reconstruction et de développement durable.									

Action 1 : Schéma Directeur de la reconstruction									
Objectif : Élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur National de la Reconstruction.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'élaboration	%	0	0	0	0	30	70	100
Source : - Rapports techniques de la Direction des Infrastructures ; - Rapports de suivi-évaluation du Secrétariat Général à la Reconstruction ;									
Mode de calcul : Taux d'élaboration = (Nombre d'étapes réalisées et validées ÷ Nombre total d'étapes prévues) × 100									
Commentaires :									

Les réalisations des années antérieures ainsi que l'exercice 2026 sont nulles en raison de l'absence de financement. Les cibles 2027-2029 sont fixées sous réserve de la mobilisation effective des ressources financières, de l'appui des partenaires techniques et de l'engagement du Gouvernement dans la mise en œuvre du Programme National de Reconstruction.

Action 1 : Schéma Directeur de la reconstruction									
Objectif : Élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur National de la Reconstruction.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux d'exécution des actions prioritaires	%	0	0	0	0	30	70	100
Source : Rapports de la Direction des Infrastructures									
Mode de calcul : Taux d'exécution = Actions réalisées /Actions programmées ×100									
Commentaires : Cet indicateur évalue le niveau d'exécution des projets et activités prioritaires identifiés dans le Schéma Directeur de la Reconstruction durant une période donnée.									

Action 1 : Schéma Directeur de la reconstruction									
Objectif : Élaborer et mettre en œuvre le Schéma Directeur National de la Reconstruction.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Taux de suivi des projets de reconstruction	%	0	0	0	0	30	70	100
Source : Rapports de la Direction des Infrastructures									
Mode de calcul : Taux de suivi = Projets suivis et évalués /Nombre total des projets × 100									
Commentaires : Cet indicateur mesure l'efficacité du dispositif de suivi-évaluation mis en place pour assurer le contrôle, la coordination et l'amélioration continue des projets de reconstruction inscrits dans le Schéma Directeur.									

Action 2 : Reconstruction et Développement des Centres de Production									
Objectif : Contribuer à la reconstruction et au développement des centres de production									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de centres de production à reconstruire conformément	Nombre de centres	0	0	0	0	5	15	30

	aux normes nationales								

Source : Rapports techniques de la Direction de Production Industrielle ;
Rapports de suivi-évaluation du Secrétariat Général à la Reconstruction

Mode de calcul : Nombre de centres de production à reconstruire conformément aux normes au cours de l'exercice.

Commentaires : Les réalisations des années antérieures ainsi que l'exercice 2026 sont nulles en raison de l'absence de financement du Programme Reconstruction. Les cibles projetées pour 2027 à 2029 sont conditionnées par la disponibilité des crédits budgétaires, pour la mise en œuvre effective du Programme National de Reconstruction.

Action 3 : Participation à la Recherche des ressources internes et externes à la réalisation des Projets.

Objectif : Concevoir et participer à la mise en œuvre des actes générateurs des recettes

Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'actes générateurs des recettes proposés	Actes générateurs	0	0	0	0	3	6	10

Source : Rapports de la Direction de la mobilisation des Ressources

Mode de calcul : Dénombrement

Commentaire : Les 10 actes générateurs des recettes sont des ressources retenues dans le projet de création du fonds souverain de reconstruction issue des résolutions de la conférence nationale sur les infrastructures tenues à Kinshasa en date du 08 au 10 mai 2026.

2.4.4. Présentation des crédits du programme

2.4.4.1. Présentation du crédit du programme par rubrique budgétaire

Tableau : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 AVRIL 2026 en FC	
1	Contrepartie des Projets			-	-	-
2	Fonctionnement du Ministère	2 430 096 961	34 978 532	1 882 059 080	37 485 117	**3039518220**
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques				-	**116684240**
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Investissements sur Ressources Propres					**1000000000**
6	Rémunérations					**11773886640**

7	Subventions aux Organismes Auxiliaires		-			
TOTAL		**2 430 096 961**	**34 978 532**	**1 882 059 080**	**37 485 117**	**15930089100**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.4.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Avril en FC	
Dépenses courantes		**2430096961**	**34978532**	**1 882 059 080**	**37 485 117**	**12523509848**
1	Titre III : Dépenses de personnel	416 998 656	0	1 882 059 080	37 485 117	**12041702287**
2	Titre IV : Biens et matériels	**280 349 585**	**33 151 832**	0	0	**185437023**
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 732 748 720	1 826 700			**167310710**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**129059828**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						**1000000000**
5	Titre VII : Equipements					**100.000.0000**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**2430096961**	**34978532**	**1 882 059 080**	**37 485 117**	**12623509848**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

PROGRAMME : Fonds National d'Entretien Routier

Responsable du Programme : BUNDOKI NDONGALA Pierre

Fonction : Directeur Général

1. Présentation stratégique du programme

2.1. Périmètre du Programme

Les périmètres du Programme FONER s'étendent à :

- Conseil d'Administration (CA) ;
- Direction Générale (DG) ;
- Direction Financière (DF) ;
- Direction des Recettes (DR) ;
- Direction Technique (DT) ;
- Direction Administrative (DA) ;
- Direction Juridique et Contentieux (DJC) ;
- Direction d'Audit interne (DAI) ;
- Cellule Etudes et Stratégies (CES) ;
- Cellule de Communication ;
- Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP)

1.2 Stratégie du programme

Dans le cadre de son Programme, le FONER centre sa stratégie sur la diversification et la sécurisation de ses recettes, la transparence, la redevabilité et la rigueur dans le financement des travaux d'entretien routier et, ainsi que sa migration vers un fonds de troisième génération en étendant notamment sa mission au financement des travaux de réhabilitation des routes, actuellement exclu de son champ d'intervention.

Cette stratégie repose à la fois sur la maitrise et la maximisation de la collecte des redevances et droits de péage dus au FONER (ressources propres), les appuis budgétaires du Gouvernement et des PTF et sur l'optimisation des allocations faites aux Agences routières à travers une gouvernance financière et Technique rigoureuse.

2.3. Objectifs du programme et Indicateurs de performance

Le programme FONER poursuit deux objectifs principaux suivant :

- Assurer la gouvernance Institutionnelle ;
- Maintenir le réseau routier de la République Démocratique du Congo en état

Tableau 1.6 : Cadre de performance des objectifs du Programme FONER

Objectif 1 : Assurer la gouvernance institutionnelle									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de renforcement des capacités du personnel	%		44	23		50	50	50
Source : Direction Administrative / Rapports trimestriel et annuel									
Mode de calcul : Nombre d'agents formés sur la période/Effectif total du personnel ciblé x 100									
Commentaires : Le plan de formation a été suspendu à mi-parcours et un auditeur externe a été recruté en vue de l'organisation préalable d'un audit organisationnel qui devrait établir le réel besoin en formation.									
2	Nombre des Rapports d'activités produits	Nbre	1	4	2	2	5	5	5
Source : Direction Générale									
Mode de calcul : Comptages des existants									
Commentaires : Nombre total de rapports d'activités (trimestriels et annuel) élaborés et disponibles au FONER									

Objectif 2 : Maintenir le réseau routier en état									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de KM de routes entretenues	Nbre	1500	5479	12 549		15 875	16 875	17 875
Source : Programme d'entretien routier (PER)									
Mode de calcul : Sommation des kilomètres entretenus sur la période									
Commentaires : Longueur totale des sections de routes ayant effectivement bénéficié d'au moins une opération d'entretien au cours de l'année									
2	Taux d'exécution du Budget Travaux	%	69	55	99				
Source : Direction Générale									
Mode de calcul : Montant total des travaux exécutés /Budget total des travaux prévus x 100									
Commentaires : En 2023 le FONER a financé à hauteur de 69 %. Cette situation est principalement due au défaut des requêtes de financement, particulièrement l'Office des routes, soutenues des attachements réalistes. Elle s'est exacerbée en 2024.									

12. Ministère de l'Urbanisme et Habitat

Section 43

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Responsable du Ministère : S.E. Alexis GISARO MUVUNYI, Ministre d'Etat.

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. La mission du Ministère

Par Ordonnance n° 88-023 bis du 07 mars 1988, il a été décidé la création d'un Département (Ministère) chargé spécialement d'organiser le secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat.

A ce jour, l'ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, confie au Ministère plusieurs attributions, notamment :

- Aménagement de l'espace urbain ;
- Etablissement des programmes et des stratégies de mobilisation des ressources tant humaines, institutionnelles que financières pour codifier, implanter et administrer le développement urbain ;
- Gestion et administration du patrimoine immobilier relevant du domaine privé de l'Etat ;
- Etude et promotion des matériaux de construction locaux ;
- Mise en œuvre du Plan national d'habitat ;
- Police de règles de l'urbanisme et habitat ;
- Apport d'une assistance technique permanente à l'auto-construction ; etc.

Au Ministre délégué en charge de la politique de la ville, plusieurs attributions notamment :

- Elaboration des études en vue de la création de nouvelles villes ou de la modernisation des villes existantes, en collaboration avec les Ministères ayant dans leurs attributions l'Aménagement du Territoire, l' Urbanisme et l'Habitat, les Infrastructures et Travaux Publics ainsi que les Affaires Foncières ;
- Elaboration et suivi de la mise en œuvre des programmes d'assainissement des villes, en collaboration avec les Ministères ayant dans leurs attributions l'Environnement, I 'Hygiène et la Santé publique ainsi que la tranquillité publique ;

I.1.2. Organisation du Ministère

Hormis le cabinet du Ministère, le cadre organique prévoit les Structures et Directions normatives du Secrétariat Général à l'Urbanisme et Habitat :

- Services rattachés au SG (Cellule Gestion de Passation des Marchés Publics) ;
- Direction des Services Généraux (DRH et DAF);
- Direction d'Etudes et Planification ;
- Direction de l'Urbanisme ;
- Direction de l'Habitat ;
- Direction de l'Inspection ;
- Direction de la Gestion Immobilière (Direction de Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat) ;
- Direction des Données Urbaines (DANTIC) ;
- Direction Juridique (Pool Juridique) ;

Les établissements publics à caractère administratif et les entreprises publiques concourant à la politique du Ministère :

- Fonds National de l'Habitat (FONHAB) : cfr le décret n° 18/033 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Fonds National de l'Habitat en sigle « Fonhab » (J.O.RDC., 15 décembre 2018, n° 24, col. 19) ;

- Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM) : cfr DÉCRET n° 18/034 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Agence congolaise de promotion immobilière en sigle « Acoprim » en République démocratique du Congo (J.O.RDC., 15 décembre 2018, n° 24, col. 32) ;
- Guichet Unique des Permis de Construire (GUPEC) : cfr décret N°22/21 du 24 mai 2022 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Guichet Unique des Permis de Construire « GUPEC »

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités nationales

Les populations congolaises sont confrontées à une crise liée au délabrement généralisé des tissus d'habitat, à l'absence des infrastructures de desserte, au manque des terrains assainis. Les villes sont caractérisées par l'auto-construction dans des terrains souvent à risque, sans aucune forme de planification et sans les infrastructures d'accompagnement nécessaires. On identifie par là un problème d'aménagement qui se pose avec acuité, au moment où le pays envisage à devenir émergent à l'horizon 2030.

Face à cette vision, le secteur doit faire face à des défis majeurs pour ramener la population congolaise au standing de vie des pays émergents. En matière d'urbanisme, nous constatons la caducité des plans existants et l'absence quasi-totale des plans pour la plupart des villes, la faiblesse de l'Administration dans le secteur de la gestion et de l'aménagement urbain, la construction anarchique, l'obsolescence et déficience des textes organisant l'occupation des sites.

I.2.2. Politiques sectorielles

La politique sectorielle de l'Urbanisme et Habitat de la République Démocratique du Congo vise à instaurer un développement urbain durable, inclusif et harmonieux afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Le document présente le contexte général du pays, les missions du Ministère de l'Urbanisme et Habitat ainsi que les principaux défis du secteur notamment l'urbanisation rapide et désordonnée, le déficit en logement, la faiblesse des infrastructures de base, l'insuffisance des institutions et les difficultés de gestion foncières.

Pour répondre à ces défis, la politique définis une vision à l'horizon 2050 fondée sur des villes sûres, accessibles résilientes et durables. Elle s'articule autour de quatre axes stratégiques : le renforcement de capacités institutionnelles, l'accès aux logements décents, la viabilisation des zones urbaines périurbaines et rurales, et la Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat. Ces axes sont déclinés en programmes portant sur la modernisation de l'administration, la sécurisation foncière, la réhabilitation et la construction de logements décents, la promotion des logements décents, la planification urbaine, le développement des infrastructures et la modernisation des financements nécessaire.

Enfin, le document prévoit un cadre de mise en œuvre reposant sur une gouvernance participative, des organes de pilotage aux niveaux national, provincial et urbain, des outils modernes de planification, un système performant de suivi-évaluation ainsi qu'une stratégie de communication et de renforcement des capacités. Il souligne que la réussite de cette politique dépend de l'engagement de l'Etat, de partenaires et des citoyens afin de garantir une gestion efficace de l'espace urbain et de favoriser un développement équilibré et durable des villes et des établissements humains en RDC.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Le Ministère a retenu quatre programmes et quinze actions. Ils se présentent comme suit :

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

Code sectoriel	Libelle section	Code programme	Libelle programme	Code action	Libelle action	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
43	**URBANISME ET HABITAT**						
		077	**Administration Générale de l'Urbanisme et Habitat**			Cabinet du Ministre, Secrétariat général et service rattaché, Direction des Services Généraux ; Direction d'Etudes et Planification ; Direction de l'Inspection ; Direction des Données Urbaines ; Direction Juridique ;	
				0771	Pilotage et coordination des actions stratégiques	Cabinet du Ministre	

					du ministère		
				0772	Gestion des ressources Financières et matérielles	Secrétariat Général et service rattaché, Services Généraux ;	
				0773	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
				0774	Gestion des ressources humaines	Secrétariat Général, Services Généraux ;	
				077 5	Gestion du système d'information et de la communication	Direction des Données Urbaines (DANTIC); Direction d'Etudes et Planification ;	
		079	**Accès aux logements décents**			Direction de l'Habitat,	ACOPRIM , FONHAB, GUPEC
				0791	Planification et Aménagement urbain	Direction de l'habitat,	ACOPRIM
				0792	Construction de	Direction de l'habitat	FONHAB,

					logements sociaux		GUPEC
				0793	Promotion de l'habitat en faveur des populations, des agences et ONG immobilières	Direction de l'habitat	ACOPRIM et FONHAB
				0794	Subvention et mécanismes de financement de l'habitat	Direction de l'habitat	FONHAB
		18 5	**Viabilisation des zones urbaines, péri-urbaines et rurales**			Direction de l'urbanisme ;	ACOPRIM , et FONHAB, GUPEC
				1851	Restructuration des zones urbaines et péri-urbaines	Direction de l'urbanisme	ACOPRIM , et FONHAB
				1852	Aménagement de villes satellites	Direction de l'Urbanisme	ACOPRIM ,
				1853	Promotion des infrastructures de base	Direction de l'Urbanisme	ACOPRIM , et FONHAB

		000	**Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat**			Direction de Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat,	ACOPRIM et FONHAB
				001	Inventaire du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat	Direction de Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat	ACOPRIM et FONHAB
				002	Sécurisation juridique des Immeubles et tenure foncière du domaine privé de l'Etat	Direction de Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat	ACOPRIM et FONHAB
				003	Réfection et Maintenance des immeubles du domaine privés de l'Etat	Direction de Gestion du Patrimoine Immobilier du domaine privé de l'Etat	ACOPRIM et FONHAB

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures et en cours d'exécution

- Mise en place des nouveaux services publics : l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière, le Fond National de l'Habitat, le Guichet Unique pour la délivrance de Permis de construire ;
- Le projet de développement Urbain « PDU » (don de la Banque Mondiale) : c'est pour améliorer la fourniture des services de base en renforçant les capacités des institutions locales des villes ciblées par le projet ;
- L'élaboration de quatre Plan Urbain de Référence de certaines villes de la république et le schéma d'orientation stratégique des agglomérations de Kinshasa (SOSAK) ;
- Projet de développement multisectoriel et de résilience urbain de la ville PDMRUK- Kin Elenda : (en cours d'exécution) ;
- PURUK : Projet d'Urgence et de Résilience Urbain de Kananga (en cours d'exécution) ;
- Elaboration du code de l'urbanisme (en cours d'élaboration) ;
- Construction de la cité de 1000 maisons à Mukilango pour la relocalisation des sinistrés à Mont Ngafula ;
- Extension de la ville de Kinshasa ;
- Construction de la nouvelle cité à Kinkole ;
- Acquisition des 16 véhicules dont 12 pour les cadres, 02 pour le personnel et 02 pour les agents du Ministère de l'Urbanisme et Habitat ;
- Acquisition de deux bus pour le personnel du ministère de l'Urbanisme et Habitat ;

I.4.2. Perspectives

- L'élaboration de la Politique sectorielle (draft) ;
- L'élaboration des Plans Urbains de Référence de 44 villes

ciblées de la république ;

- Réduction du déficit en logement par la construction de cités intégrées sur toute l'étendue du pays ;
- Elaboration d'un plan directeur de développement des logements pour toutes les villes du pays ;
- Mise en action du Plan National de l'Habitat et de l'Aménagement Urbain pour les villes et les grandes agglomérations ;
- Construction d'un Centre National de Documentation et d'Archivage Digital de l'Urbanisme et Habitat ;
- Mise en place du Programme de constitution d'une plateforme numérique pour le suivi des Propriétés, des transactions et mécanisme de recouvrement ;
- Inventaire des immeubles et terrains constituant le patrimoine privé de l'Etat ;
- Viabilisation préalable des terrains sur lesquels seront réalisés des lotissements massifs et irréguliers ;
- Construction de l'Extension de la ville de Kinshasa ;
- Construction des nouvelles cités sur toute l'étendue de la république pour réduire le déficit en logement ;
- Elaboration du plan directeur de développement des logements pour toutes les villes du pays ;
- Création des conditions pour attirer les promoteurs immobiliers privés, y compris le partenariat public-privé ;
- Réalisation des études visant la restructuration des quartiers existants pour en déterminer les coûts et les stratégies de mise en œuvre.

I.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs de la politique du Ministère

I.5.1. Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique des programmes :

- Objectif 1 : Améliorer les Infrastructures des logements décents en RDC ;

- Objectif 2 : Viabiliser les zones urbaines, périurbaines et rurales.

I.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Améliorer les Infrastructures de logements décents en RDC									
Indicateur		Unite de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	Taux de logements décents construits	%	0	0	0	10	20	25	30
Source : Direction de l'habitat, Acoprim									
Mode de calcul : Nombre de logements décents construits / Nombre de logements décents à construire x100									
Commentaires : La construction de 12 000 logements créera de nombreux emplois dans le secteur du bâtiment, des matériaux de construction, et des services connexes. Ceci pourrait contribuer à réduire le chômage dans les villes ciblées. Aussi, des logements bien conçus et construits amélioreront l'esthétique urbaine et contribueront à un développement urbain plus ordonné.									
2.	Taux de couverture de logements décent	%	0	0	0	2	4	5	6
Source : Direction de l'habitat									
Mode de calcul : Nombre des ménages logés / Total ménages recensés X 100									
Commentaires : le taux de couverture des logements sociaux en RDC n'est pas connu et on estime que ce dernier est en dessous de la moyenne raison pour laquelle le secteur compte 'élaborer le plan directeur des logements qui permettra de faire le suivi évaluation et de calculer le pourcentage de logements déjà construits et qui restent à construire ;									

Objectif 2 : Viabiliser les zones urbaines, périurbaines et rurales									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	Proportion d'outils de planification urbains produits	%	0	19.2	19.2%	30%	40%	50%	60%
Source : Direction Données Urbaines et DEP									
Mode de calcul : Taux d'outils de planification urbains produits/ Nombre d'outils de planification urbains prévus x 100									
Commentaires : le secteur de l'urbanisme et habitat doit élaborer 22 autres d'outils de planification urbains (plans urbains de référence) pour les chefs-lieux de province restant.									
2.	Taux de trames assainis produit	%	0	0	0	10	20	25	30
Source : Direction Données Urbaines et DEP									
Mode de calcul : Nombre de trames assainis/Nombre de trames assainis prévus x100									
Commentaires : La construction de 13 trames assainies en raison de 01 par province pilote de la RDC produira des logements et créera de nombreux emplois dans le secteur de la construction, et des services connexes. Aussi, des trames bien élaborés amélioreront l'esthétique urbaine et contribueront au développement urbain plus ordonné.									

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.1. Présentation des crédits budgétaires par rubrique

Tableau 3 : Evolution de crédits budgétaires par rubrique 2025 – 2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	13 993 351 872	3 899 824 709	10 136 222 426	3 173 682 095	21605512572
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 150 000 000	6 378 377 947	5 892 849 219	588 043 471	5322107066

Investissements sur Ressources extérieures	41 000 000 000	324 769 689 794	19 153 309 396	95 067 224 546	30 405 000 000
Investissements sur Ressources Propres	4 907 899 707	1 633 999 815	7 144 084 663	3 572 042 332	3040741413
Rémunérations	20 786 996 621	23 020 837 346	22 034 216 418	10 960 988 892	20 500 000 000
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Total	**84 838 248 200**	**359 702 729 611**	**64 360 682 122**	**109 789 939 004**	**80 873 361 051**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025-2026 et PLF 2027.

I.6.2. Présentation des crédits par titre

Tableau 4 : Récapitulatif des crédits 2025 - 2027 par titres

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	25 685 880 944	24 461 996 509	25 545 334 865	10 960 988 892	19 798 650 438
Titre IV : Biens et matériels	4 274 898 494	1 419 568 000	3 294 042 678	2 797 532 347	3 015 470 112
Titre V : Dépenses de prestations ;	4 819 569 055	1 039 097 546	3 331 061 301	76 149 748	2 881 786 990
Titre VI : Transferts et interventions	4 150 000 000	6 378 377 947	5 892 849 219	588 043 471	9 910 279 049
II. Dépenses en capital					

Titre VII : Equipements	1 525 000 000	1 633 999 815	10 873 298 000	-	1264019870
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	44 382 899 707	324 769 689 794	15 424 096 059	95 067 224 546	52 681 721 543
Total	**84 838 248 200**	**359 702 729 612**	**64 360 682 122**	**109 789 939 004**	**80 873 361 051**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025-2026 et PLF 2027.

I.6.3. Présentation des crédits par programme

Tableau 5 : Présentation des crédits par programme

N°	Code	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercices en cours LF 2026		Prévision 2027
			Crédits votés en Fc	Crédits exécutés en Fc	Crédits votés en Fc	Crédits exécutés à fin juin en Fc	
1	077	Administration Générale	75 409 382 740	350 866 725 069	54 647 996 500	108 301 895 521	70 508 328 922
2	079	Accès aux logements décents	3 950 188 015	6 427 262 596	7 827 585 817	1 488 043 483	8 980 818 898
3	185	Viabilisation des zones urbaines, péri-urbaines	5 056 197 279	2 403 956 947	1 531 556 889	-	1 127 561 284
4	000	Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'Etat	422 480 166	4 785 000	353 542 916	-	256 651 947
Total			**84 838 248 200**	**359 702 729 612**	**64 360 682 122**	**109 789 939 004**	**80 873 361 051**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

I.7. Ventilation des effectifs globaux et par Masse salariale du Ministère

Tableau 6 : Ventilation des effectifs du personnel

	GRADE	EFFECTIF	BAREME EXISTANT	EXISTANT		PREVISIONS 2027	
				Effectif payé en juin 2026	Masse salariale payée en juin 2026	Effectif	Masse salariale
1	SG	3	390 439	3	7027902	3	14055804
2	DIR	8	377 528	8	18121344	8	36242688
3	CD	41	361 238	41	88864548	41	177729096
4	CB	180	346 760	180	374500800	180	749001600
5	ATA1	385	328 960	385	759897600	385	1519795200
6	ATA2	1326	315 022	1326	2506315032	1326	5012630064
7	AGA1	1816	300 538	1816	3274662048	1816	6549324096
8	AGA2	1470	287 644	1470	2537020080	1470	5074040160
9	AA1	330	273 965	330	542450700	330	1084901400
10	AA2	85	254 685	85	129889350	85	259778700
11	HUISSIER	16	244685	16	23489760	16	46979520
TOTAL		**5651**		5651	**10 262 239 164,00**		**20 524 478 328,00**

Tableau 7 : Ventilation des effectifs pour la prime spécifique et permanent

N°	Grade	Effectif		Impact mensuel	Impact Annuel
1	SG	2	12 500 000,00	25 000 000,00	300 000 000,00
2	DIR	10	10 000 000,00	100 000 000,00	1 200 000 000,00
3	CD	43	7 500 000,00	322 500 000,00	3 870 000 000,00
4	CB	135	6 500 000,00	877 500 000,00	10 530 000 000,00
5	ATA 1	200	4 800 000,00	960 000 000,00	11 520 000 000,00
6	ATA2	1390	4 500 000,00	6 255 000 000,00	75 060 000 000,00
7	AGA 1	800	3 500 000,00	2 800 000 000,00	33 600 000 000,00
8	AGA2	286	2 800 000,00	800 800 000,00	9 609 600 000,00
9	AA 1	17	2 300 000,00	39 100 000,00	469 200 000,00
10	AA2	4	1 800 000,00	7 200 000,00	86 400 000,00
11	HUISSIER	13	1 500 000,00	19 500 000,00	234 000 000,00
TOTAL		**2900**		**12 206 600 000,00**	**146 479 200 000,00**

II. PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1. PROGRAMME 077 : ADMINISTRATION GENERALE

a. Responsable **:** Elvis PEKEYABO NZIBUKIRA

b. Fonction **:** Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du programme

Le Secrétariat Général à l'Urbanisme et Habitat est composé d'un Service rattaché (Cellule de Gestion de Passation des Marchés Publics et cellule la Juridique) et des 05 Directions ci-après : La Direction des Services Généraux (DRH et DAF); la Direction d'Etudes et Planification ; la Direction de l'Inspection ; la Direction des Données Urbaines (DANTIC).

2.1.2. Stratégie du Programme

Le secteur de l'Urbanisme et Habitat a connu ces dernières années des sérieuses difficultés de fonctionnement des différentes directions qui constituent son Secrétariat Général. Pour y remédier, il a mis en place une série des stratégies qui consiste à mettre à jours les textes réglementaires et juridiques, à faire la mise à niveau de son personnel et à équiper ses locaux.

2.1.3. Objectifs et Indicateurs de performance du programme

2.1.3.1. **Objectifs du programme**

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. Améliorer les cadres et conditions du travail
- Objectif 2. Actualiser le cadre institutionnel, juridique, règlementaire et administratif
- Objectif 3. Participer à l'effort international pour la standardisation de pratiques urbaines

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 8 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Code	Programmes et actions	Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			**Structure responsable**
					2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
077	ADMINISTRATION GENERALE	Améliorer les cadres et conditions du travail	Taux des bureaux équipés	%	0	0	0	10	40	50	60	SG
			Taux du personnel formé	%	2	4	10	15	20	30	40	
			Taux du personnel féminin formé	%	0	0	0	10	15	20	25	
		Actualiser le cadre institutionnel, juridique, règlementaire et administratif	Taux de textes légaux règlementaires et administratifs actualisés	%	0	0	10	10	15	20	30	
			Proportion de	%	0	0	0	10	2	30	40	

			procédures respectées						0			
		Participer à l'effort international pour la standardisation de pratiques urbaines	Taux de participation aux forums internationaux	%	0	0	0	0	100	100	100	
			Taux d'accroissement des apports extérieurs	%	0	0	0	10	40	50	60	
0771	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Assurer la coordination efficaces des politiques, programmes et activités du ministère	Taux des rapports stratégiques produits	%	0	0	0	0	20	25	30	
0772	Gestion des ressources Financières et matérielles	Garantir une gestion transparente et rationnelle de	Taux d'exécution budgétaire	%	20	20	20	30	50	60	70	

		ressources financières et matérielles										
0773	Planification, programmation et suivi-évaluation	Assurer une planification cohérente et un suivi efficace des programmes et projets	Taux de réalisation des activités	%	20	20	20	30	40	50	60	
0774	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficiente du personnel et un developpement des competence	Taux du personnel formé	%	10	10	10	20	30	40	50	
0775	Gestion du système d'information et de la communication	Moderniser le système d'information et renforcer la communication institutionnelle	Taux de diffusion des informations	%	10	10	10	20	15	20	30	

2.1.4. L'évolution des crédits du programme

2.1.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau 9 : **Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire**

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	11 264 486 436	3 392 198 139	8 116 386 047	3 173 682 095	16 562 587 509
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-			
4	Investissements sur Ressources Extérieures	41 000 000 000	324 769 689 794	19 153 309 396	95 067 224 546	30 405 000 000
5	Investissements sur Ressources Propres	4 907 899 707	1 633 999 815	7 144 084 663		3 040 741 413
6	Rémunérations	18 236 996 597	21 070 837 320	20 234 216 394	10 060 988 880	20 500 000 000
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-			
TOTAL		**75 409 382 740**	**350 866 725 069**	**54 647 996 500**	**108 301 895 521**	**70 508 328 922**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.1.4.2. **Evolution des crédits budgétaires par titre**

Tableau 10 : Evolution des crédits budgétaires du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	22 050 513 080	22 038 118 413	22 831 007 921	10 060 988 880	11 091 940 184
2	Titre IV : Biens et matériels	4 009 649 381	1 417 068 000	3 007 576 214	2 797 532 347	2 893 747 881
3	Titre V : Dépenses de prestations	3 872 930 105	1 007 849 046	2 374 044 999	376 149 748	2 576 899 444
4	Titre VI : Transferts et interventions					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					

Dépenses en capital		-				
5	Titre VII : Equipements	1 525 000 000	1 633 999 815	10 873 298 000	-	1264019870
	Financement intérieur	-	-			
	Financement extérieur	-	-			
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	44 382 899 707	324 769 689 794	15 424 096 059	95 067 224 546	52 681 721 543
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**75 840 992 273**	**350 866 725 069**	**54 510 023 193**	**108 301 895 521**	**70 508 328 922**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

Evolution des crédits par action du programme

2.1.4.3. Présentation des crédits par action

Tableau 11 : **Evolution** des Crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	771	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	73 152 269 748	350 196 210 549	53 090 889 783	108 301 895 521	67 554 745 873
2	772	Gestion des ressources Financières et matérielles	-	-	-	-	
3	773	Planification, programmation et suivi-évaluation	1 061 815 169	94 417 000	732 510 747	-	1 052 341 030
4	774	Gestion des ressources humaines	1 195 297 823	576 097 520	824 595 970	-	1 901 242 019
5	775	Gestion du système d'information et de la communication	-	-	-	-	
TOTAL			**75 409 382 740**	**350 866 725 069**	**54 647 996 500**	**108 301 895 521**	**70 508 328 922**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.2. PROGRAMME : ACCES AUX LOGEMENTS DECENTS

a. **Pré-Responsable :** Madame MBAKATA WA MPUTU Marie - Michel

b. **Fonction :** Directeur

2.2.1. Périmètre du Programme

La Direction ci-après participe à la mise en œuvre de la politique de ce programme : la Direction de l'habitat. Les établissements publics à caractère administratif et technique concourent aussi à la mise en œuvre de la Politique du programme, il s'agit : du Fonds national de l'habitat (FONHAB) ; de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM) ainsi que le Guichet Unique de délivrance des Permis de Construire (GUPEC).

2.2.2. Stratégie du Programme

Le Ministère de l'Urbanisme et Habitat est confronté aux problèmes du déficit en logement décent. Pour résoudre tant soit peu ce problème, le Ministère a mis en place une politique visant, entre autres, à rénover les anciens quartiers, à construire suffisamment des logements décents en utilisant des nouvelles technologies, en octroyant des crédits logements aux ménages et en appuyant l'auto-construction.

Ainsi, le Ministère avait créé trois structures dont l'une la première est chargée de collecter le fonds susceptible de répondre aux diverses sollicitations des financements de l'Habitat, la deuxième ayant pour objet la construction des logements décents et équipements sociocommunautaires de base ; et la troisième est chargée de faire respecter des normes par l'octroi de permis de construire.

2.2.3. Objectifs et Indicateurs de performance du programme

2.2.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. Protéger les propriétés privées et la tenure foncière
- Objectif 2. Sécuriser les tissus de l'habitat
- Objectif 3. Construire des logements décents pour la population

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 12 : Cadre de performance des objectifs du programme Accès aux logements décents

Code	Programmes et actions	Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					2023	2024	2025	2026	2026	2027	2028	
079	Accès aux logements décents	Protéger les propriétés privées et la tenure foncière	Taux des titres fonciers sécurisés	%	0	0	0	0	30	30	30	Direction de l'Habitat, Direction de Gestion Immobilière, le Fond National de l'Habitat et l'Agence Congolaise de promotion Immobilière
			Taux d'opérations immobilières facilitées suivant les normes	%	0	0	0	0	10	10	10	
		Sécuriser les tissus de l'habitat	Taux des sites inondables et érosifs	%	0	0	0	0	10	10	10	

			étudiés									
			Taux de quartiers construits et modernisés	%	0	0	0	0	10	10	10	
		Construire des logements décents pour la population	Taux des logements décent	%	0	0	0	0	25	50	75	
			Taux de couverture des logements décent	%	0	0	0	0	5	5	5	
0791	Planification et Aménagement urbain	Elaborer et mettre à jour le plan d'aménagement	Taux de Plans mise à jour	%	0	0	0	0	10	10	10	
0792	Construction de logements sociaux	Réduire le déficit en logements décents	Taux d'accroissement des logements décents	%	0	0	0	10	20	25	30	

0793	Promotion de l'habitat en faveur des populations, des agences et ONG immobilières	Encourager les initiatives publiques et privées dans le secteur de l'habitat	Taux de partenariats conclus avec les ONG	%	0	0	0	10	20	30	40	
0794	Subvention et mécanismes de financement de l'habitat	Faciliter l'accès au financement du logement	Taux de subvention accordés	%	0	0	0	0	10	20	30	

2.2.4. Evolution des crédits du programme

2.2.4.1. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 13 : ***Evolution des crédits du programme par Rubrique***

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	1 250 187 991	155 945 720	868 671 657	-	4 392 646 915
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	150 000 000	4 321 316 850	5 158 914 136	588 043 471	4 588 171 983
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
6	Rémunérations	2 550 000 024	1 950 000 026	1 800 000 024	900 000 012	
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
TOTAL		**3 950 188 015**	**6 427 262 596**	**7 827 585 817**	**1 488 043 483**	**8 980 818 898**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

Evolution des crédits par Titre

Tableau 13 : ***Evolution des crédits du programme par titre***

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	3 187 188 015	2 103 945 746	2 239 574 695	900 000 012	4 240 014 270
2	Titre IV : Biens et matériels	50 000 000	0	34 493 326	-	50 622 256
3	Titre V : Dépenses de prestations	563 000 000	2 000 000	394 603 660	-	102 010 389
4	Titre VI : Transferts et interventions	150 000 000	4 321 316 850	5 158 914 136	588 043 471	4 588 171 983
	Financement intérieur	-	-	-	-	
	Financement extérieur	-	-	-	-	
Dépenses en capital		-	-	-	-	
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	
	Financement intérieur	-	-	-	-	
	Financement extérieur	-	-	-	-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-		-	-	
	Total	**3 950 188 015**	**6 427 262 596**	**7 827 585 817**	**1 488 043 483**	**8 980 818 898**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

Evolution des crédits par action du programme

2.2.4.2. Présentation des crédits par action

Tableau 14 : ***Evolution des crédits par action***

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	0791	Planification et Aménagement urbain	1 250 187 991	155 945 720	868 671 657	-	592 646 891
2	0792	Construction de logements sociaux	50 000 000	-	666 713 215	-	2 466 713 239
3	0793	Promotion de l'habitat en faveur des populations, des agences et ONG immobilières	50 000 000	1 074 133 320	4 325 487 706	386 103 471	4 954 745 553
4	0794	Subvention et mécanismes de financement de l'habitat	2 600 000 024	5 197 183 556	1 966 713 239	1 101 940 012	966 713 215
TOTAL			**3 950 188 015**	**6 427 262 596**	**7 827 585 817**	**1 488 043 483**	**8 980 818 898**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.2.5. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

2.2.5.1. Une présentation succincte de l'établissement public décrivant ses principales missions

Les établissements publics à caractère administratif concourent à la mise en œuvre de la politique du programme, il s'agit : du Fonds national de l'habitat (FONHAB) ; de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM) ainsi que le Guichet Unique de délivrance des Permis de Construire(GUPEC).

- Le Fonds National de l'Habitat (FONHAB)

Il est créé un établissement public à caractère social et culturel dénommé « Fonds national de l'habitat » Fonhab en sigle doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est régi par les dispositions de la loi 08-009 du 7 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux établissements publics ainsi que par le présent décret. Le Fonhab est placé sous la tutelle du ministre ayant l'habitat dans ses attributions. Le Fonds national de l'habitat (Fonhab) a pour objet de promouvoir la construction de logements sociaux.

Emplois-ressources du Fonds National de l'Habitat (FONHAB)

Tableau 15 : Emplois-ressources

	2024	2025	2026	2027	2028
	Réalisation		Budget	Prévisions	
Ressources					
Subvention de l'Etat	0	2 000 000 000	2 130 000 000	2 272 710 000	3 036 908 737.5
Autres ressources	-	-	-	-	-
Dépenses					
Personnel	900 000 000	2 500 000 000	2 662 500 000	2 840 887 500	3 036 908 737,5
Fonctionnement	-	-	-	-	-
Investissement		750 000 000	798 750 000	850 668 750	909 364 893.75

Recettes propres et dépenses sur recettes propres du Fonds National de l'Habitat (FONHAB)

Tableau 16 : Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Type de service	Recettes propres			Dépenses sur recettes propres		
	Réalisations	Budget	Prévision	Réalisations	Budget	Prévision
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Financement de l'Habitat	0	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	

- **L'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM)**

Il est créé un établissement public à caractère scientifique et technique dénommé « Agence congolaise de promotion immobilière » Acoprim en sigle, désigné par « l'Agence » dans le présent décret, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière. Il est placé sous la tutelle du ministre ayant l'habitat dans ses attributions. L'Agence a pour objet principalement la construction des logements décents et équipements sociocommunautaires de base.

Emplois-ressources de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM)

Tableau 17 : Emplois-ressources

		2024	2025	2026	2027	2028
		Réalisation		Budget	Prévisions	
Ressources						
Subvention de l'Etat	Prévues	9.000.000.000	9.000.000.000	9.585.000.000	10.208.025.000	10.891.962.675
	Réalisées	970.013.736,00	140.000.000,00	149.100.000	159.089.700	170.066.898,3
Autres ressources		-	-	-	-	-
Dépenses						
Personnel		-	-	-	-	-
Fonctionnement		-	-	-	-	-
Investissement		17.675.000.000	17.623.284.836	593.880.638.636	587.789.395.586	587.789.395.586

Recettes propres et dépenses sur recettes propres de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM)

Tableau 18 : Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Type de service	Recettes propres			Dépenses sur recettes propres		
	Réalisations	Budget	Prévision	Réalisations	Budget	Prévision
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Maitre d'œuvre Délégué /projet 1000 maison	0	7.080.000.000	4.720.000.000	0	2.360.000.000	4.720.000.000
Maitre d'œuvre Délégué/ projet	0	0	11.800.000.000			11.800.000.000
Total	0	7.080.000.000	16.520.000.000	0	2.360.000.000	16.520.000.000

- **Le Guichet Unique de Délivrance des Permis de Construire (GUPEC)**

Emplois-ressources du Guichet Unique de Délivrance des Permis de Construire

Tableau 19 : Emplois-ressources

	2024	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
	Réalisation		**Budget**	**Prévisions**	
Ressources					
Subvention de l'Etat	0	1 435 000 000	8013184002	8566093698	9157154163
Autres ressources	0	0	16796937150	17955925813	19194884694
Dépenses					
Personnel	202.650.000,00	0	6159206334	6584191571	7038500789
Fonctionnement	24.223.200,00	0	11530157562	12325738433	13176214385
Investissement	0	0	7120757257	7612089507	8137323683
EXCEDENT/DEFICIT	226 873 200	1 435 000 000			

Recettes propres et dépenses sur recettes propres du Guichet Unique de Délivrance des Permis de Construire

Tableau 20 : Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Type de service	Recettes propres			Dépenses sur recettes propres		
	Réalisations	Budget	Prévision	Réalisations	Budget	Prévision
	2025	2026	2027	2024	2025	2026
Permis de construire	12.206.523.461,54	18.252.946.012,71	55.044.522.000,00	0	0	16.513.356.600,00
Permis de démolir	0	0	84.429.000,00	0	0	25..328.700,00
Permis de construire d'un mur de clôture.	0	0	227.002.500,00	0	0	68.100.750,00
Permis de construi	0	0	247.092.000,00	0	0	74.127.600,00

re des stations-service						
Permis d'implantation d'un pylône	0	0	367.275.000,00	0	0	110.182.500,00
Permis d'une tour château d'eau	0	0	19.470.000,00	0	0	5.841.000,00
TOTAL GENERAL	**12.206.523.461,54**	**18.252.946.012,71**	**55 989 790 500**	0	**0**	**16.796.937.150,00**

Tableau 21 : Ventilation des crédits par titre du Gupec

	Emplois			Crédits
	2025 (1)	Evolution pour 2026 (2)	Emplois 2026 3=(1) + (2)	Crédits de masse salariale 2026
I. Personnel inscrit sur l'état de paie				
Président du Cons. Adm	0	1	1	336 308 758,04
Directeur Général	0	1	1	420 385 947 055
Directeur Général Adjoint	0	1	1	359 079 663,53
Administrateur	0	3	3	788 223 651,66
Délégué Min UH	0	1	1	216 000 000,00
Assistant DG et DGA	0	2	2	332 805 541,81
Directeur	0	11	11	1 830 430 479,96
Secab PCA	0	1	1	166.402.770,91
Chef de service	0	11	11	1.059.722.909 ,45
Techniciens	0	4	4	350.321.622,96
Informaticiens	0	2	2	96.338.446,31
Chargé de courriers	0	2	2	77.070.757,05
Chef protocole	0	1	1	38.535.378,53
Chauffeurs	0	3	3	87.580.405,74
Total	0	44	44	***6.159.206.333,50***
Personnels rémunérés uniquement par les primes				
Total				

Tableau 22 : Ventilation des crédits par titre du Fonhab

	Emplois			Crédits
	2025 (1)	**Evolution pour 2026 (2)**	**Emplois 2026 3=(1) + (2)**	**Crédits de masse salariale 2026**
I. Personnel inscrit sur l'état de paie				
Haut Fonctionnaires	2	0	2	1.526.212.800,00
Cadres Supérieurs	27	7	34	4.188.000.000,00
Agents de collaboration	28	18	46	3.914.400.000,00
Agents d'exécution	13	54	67	1.886.400.000,00
Total	70	79	149	***11.515.012.800,00***
Personnels rémunérés uniquement par les primes				
Total	-	-	-	**-**

2.3. PROGRAMME 185 : VIABILISATION DES ZONES URBAINES, PERI-URBAINES ET RURALES

a. Pré-Responsable : NKEY KAPUL DONAT

b. Fonction : Directeur

2.3.1. Périmètre du Programme

Pour ce périmètre, seule la Direction de l'urbanisme est chargée de la mise en œuvre de la politique de ce programme. L'établissement public à caractère administratif concourant à la mise en œuvre de la Politique du programme, il s'agit ; de l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM);

2.3.2. Stratégie du Programme

Pour remédier à l'occupation anarchique et les constructions désordonnées dans les zones d'extension des villes ainsi qu'à la dispersion rurale qui rend très onéreux le coût de la promotion des infrastructures, le ministère vise la promotion des zones d'extension des villes par l'élaboration des plans urbains de référence des plans locaux d'aménagement ainsi que les plans particuliers d'aménagement référence, la restructuration des voiries et des logements, la facilitation d'accès aux matériaux de construction, la facilitation de l'accès aux sources de financement et enfin, la résolution des problèmes de gouvernance foncière liée aux chefs coutumiers.

2.3.3. Objectifs et Indicateurs de performance

2.3.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. Participer à l'aménagement de l'espace urbain ;
- Objectif 2. Veiller à l'amélioration de l'accès de ménages aux services de base ;
- Objectif 3. Promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, dans la construction.

2.3.3.2. *Cadre de performance du programme*

Tableau 23: Cadre de performance des objectifs du programme viabilisation des zones urbaines, péri- urbaines et rurales

Code	Programmes et actions	Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
185	Modernisation de zones urbaines et péri-urbaines et rurales	Participer à l'aménagement de l'espace urbain	Taux d'outils de planification urbains produits	%	0	19.2	19.2	30	50	80	90	Direction de l'Urbanisme, Direction d'Etudes et Planification, Acoprim
			Taux de trames assainis construits	%	0	0	0	38	76	100	0	
		Veiller à	Taux	%	0	0	0	10	50	60	70	

		l'amélioration de l'accès de ménages aux services de base	d'infrastructure de services de base construits								
			Taux de plan particulier d'aménagement élaboré	%	0	0	0	30	40	50	60
		Promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, dans la construction.	Nombre d'infrastructure construit	%	0	0	0	10	50	60	70
			Taux d'étude d'impact environnemental et social réalisées	%	0	0	0	30	50	80	90
1851	Restructuration des zones urbaines et péri-	Réorganiser les espaces urbaines,	Taux de zones restructurées	%	0	0	0	10	20	30	40

	urbaines	périurbains et ruraux selon les normes d'aménagement										
1852	Aménagement de villes satellites	Développer des villes satellites pour réduire la pression démographique des grandes villes	Taux de villes satellites aménagées	%	0	0	0	20	30	40	50	
1853	Promotion des infrastructures de base	Améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base	Taux d'accès de la population aux services de bases	%	0	0	0	40	50	60	70	

2.3.4. Evolution des crédits du programme

2.3.4.1. Evolution par Rubrique Budgétaire

Tableau 24 : Ventilation des crédits par Rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	1 056 197 279	346 895 850	797 621 806	-	393 626 201
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 000 000 000	2 057 061 097	733 935 083	-	733 935 083
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
6	Rémunérations	-	-	-	-	
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
TOTAL		5 056 197 279	2 403 956 947	1 531 556 889	-	**1 127 561 284**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.3.4.2. **Evolution des crédits par Titre**

Tableau 25 **:** ***Evolution des crédits du programme par titres***

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	336 948 166	319 932 350	232 449 264	-	226 681 714
2	Titre IV : Biens et matériels	140 249 113	2 500 000	165 739 821	-	66 077 719
3	Titre V : Dépenses de prestations	579 000 000	24 463 500	399 432 721	-	100 866 768
4	Titre VI : Transferts et interventions	4 000 000 000	2 057 061 097	733 935 083	-	733 935 083
	Financement intérieur	-	-		-	
	Financement extérieur	-	-		-	
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements		-		-	
	Financement intérieur	-	-		-	

	Financement extérieur	-	-		-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-		-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**5 056 197 279**	**2 403 956 947**	**1 531 556 889**	**-**	**1 127 561 284**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme

2.3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 26 : Evolution des Crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1851	Restructuration des zones urbaines et péri-urbaines	4 000 000 000	2 057 061 097	733 935 083	-	217460932
2	1852	Aménagement de villes satellites	484 109 528	161 364 450	368 464 287	-	176165269
3	1853	Promotion des infrastructures de base	572 087 751	185 531 400	429 157 519	-	733935083
TOTAL			**5 056 197 279**	**2 403 956 947**	**1 531 556 889**	**-**	**1 127 561 284**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.4. PROGRAMME 000 : GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT

a. Pré-Responsable : Madame Bénie LUTETE MAYUKWA
b. Fonction : Directeur

2.4.1. Périmètre du Programme

La Direction de Gestion du Patrimoine immobilier du domaine privé de l'état rencontre Les Directions ci-après participent à la mise en œuvre de la politique de ce programme : la Direction de la Gestion Immobilière

Les établissements publics à caractère administratif et technique concourent aussi à la mise en œuvre de la Politique du programme, il s'agit : du Fonds national de l'habitat (FONHAB) ; de l'Agence Congolaise de la Promotion Immobilière (ACOPRIM) ainsi que le Guichet Unique de délivrance des Permis de Construire(GUPEC).

2.4.2. Stratégie du Programme

La Direction chargée de gérer le patrimoine immobilier de l'état rencontre plusieurs difficultés tant structurelles, administratives, techniques, et financières. Cette structure rencontre des problèmes qui se justifient par l'absence d'inventaire fiable du patrimoine immobilier. Plusieurs biens de l'état ne sont pas identifiés, enregistrés ou géo localisés. L'occupation illégale et la spoliation des immeubles, constituent les principales raisons de sa diminution.

Ses biens sont souvent sous exploités ou mal valorisés, il y a l'insuffisance des mécanismes de suivi et de contrôle. Plusieurs propriétés ne disposent pas de documents réguliers ou actualisés.

Pour résoudre tant soit peu ce problème, le Ministère met en place des stratégies visant, entre autres, à faire l'Inventaire du patrimoine immobilier privé de l'Etat, à le sécuriser sur le plan

juridique et le réfectionner ; à moderniser sa gestion; à mettre en place un système numérique de gestion du patrimoine immobilier privé de l'état ; à renforcer le contrôle et suivi ; à organiser des missions régulières d'inspection et de contrôle ; à réhabiliter ce parc immobilier ; à mettre en œuvre des programme de maintenance et de rénovation des immeubles à renforcer les procédures administratives et la traçabilité des opérations immobilière ; à développer les partenariats publics privés pour la valorisation des biens immobiliers ; à renforcer les capacités du personnel en gestion immobilière.

Les Directions ci-après participent à la mise en œuvre de la politique de ce programme : la Direction de la Gestion Immobilière et la Direction de l'habitat.

Les établissements publics à caractère administratif et technique concourent aussi à la mise en œuvre de la Politique du programme, il s'agit : du Fonds national de l'habitat (FONHAB) ; de l'Agence Congolaise de la Promotion Immobilière (ACOPRIM) ainsi que le Guichet Unique de délivrance des Permis de Construire(GUPEC).

2.4.3. Objectifs du programme et Indicateurs de performance

2.4.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. Mettre en place un système fiable d'identification et de sécurisation du patrimoine immobilier privé de l'Etat ;
- Objectif 2. Améliorer la rentabilité économique du patrimoine immobilier privé de l'Etat;
- Objectif 3. Assurer la conservation et la modernisation du patrimoine immobilier privé de l'Etat ;

2.4.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 29 : Cadre de performance des objectifs du programme Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état

Code	Programmes et actions	Objectifs du programme / action	Indicateur de performance programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
000	Gestion du patrimoine immobilier du domaine prive de l'etat	Améliorer l'identification et la maitrise du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état	Taux d'inventaire des biens immobiliers de l'état réalisé (%des biens recensés)	%	0	0	0	10	20	30	30	Direction de Gestion du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état le Fond National de l'Habitat et l'Agence Congolaise de
			Taux de biens immobiliers immatriculés et sécurisés juridiquement	%	0	0	0	10	20	30	40	

		Renforcer la valorisation et la rentabilité du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état	Taux d'occupation des immeubles appartenant au patrimoine immobilier du domaine prive de l'état	%	0	0	0	80	100	100	100	promotion Immobilière
			Taux de contrat de location ou de concession régulièrement suivi et mis à jour	%	0	0	0	80	85	90	95	
		Assurer la conservation et l'entretien durable du patrimoine immobilier du	Taux d'immeubles du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état	%	30	30	30	30	50	60	70	

		domaine privé de l'état	réhabilité ou entretenus annuellement								
			Taux d'immeuble du patrimoine immobilier du domaine privé de l'état en bon état de fonctionnement	%	20	20	20	20	40	50	60
0000	Inventaire du patrimoine immobilier privé de l'Etat	Réaliser l'identification physique et administrative de tous les immeubles du domaine privé de l'état	Taux d'immeubles identifier et enregistrer	%	20	20	20	40	50	60	70
0000	Sécurisation juridique des	Régulariser la situation	Taux de titre foncier	%	0	0	0	10	20	30	40

	Immeubles et tenure foncière du domaine privé de l'Etat	foncière et juridique des immeubles du domaine privé de l'état	obtenus ou renouvelés									
0000	Réfection et Maintenance des immeubles privés de l'Etat	Assurer la réhabilitation et la remise en état des immeubles du domaine privé de l'état	Taux d'immeubles réhabilités	%	10	10	10	10	20	30	40	

2.4.4. Evolution des crédits du programme

2.4.4.1. Evolution par Rubrique Budgétaire

Tableau 30 : Ventilation des crédits par Rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	422 480 166	4 785 000	353 542 916	-	**256 651 947**
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-			-	
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
6	Rémunérations	-	-	-	-	
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
TOTAL		422 480 166	**4 785 000**	**353 542 916**	-	**256 651 947**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.4.4.2. **Evolution des crédits par Titre**

2.4.4.3. Tableau 31 : Ventilation des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	111 231 683	0	104 329 678	-	104 434 008
2	Titre IV : Biens et matériels	75 000 000	0	86 233 317	-	50 961 204
3	Titre V : Dépenses de prestations	236 248 483	4 785 000	162 979 921	-	101 256 735
4	Titre VI : Transferts et interventions		-		-	
	Financement intérieur	-	-		-	
	Financement extérieur	-	-		-	
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements		-		-	
	Financement intérieur	-	-		-	
	Financement extérieur	-	-		-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-		-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**422 480 166**	**4 785 000**	**353 542 916**	**-**	**256 651 947**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

2.4.5. Evolution des crédits par action du programme

2.4.5.1. **Présentation des crédits par action**

Tableau 32 : Evolution des Crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	0000	Inventaire du patrimoine immobilier privé de l'Etat	422 480 166	4 785 000	353 542 916	176 771 458	256 651 947
2	0000	Sécurisation juridique des Immeubles et tenure foncière du domaine privé de l'Etat	-	-		-	
3	0000	Réfection et Maintenance des immeubles privés de l'Etat	-	-		-	
TOTAL			**422 480 166**	**4 785 000**	**353 542 916**	**-**	**256 651 947**

Source : ESB du Ministère du Budget 2025 et 2026 et PLF 2027.

13. Ministère de Transports, Voies de Communication et de Désenclavement

Section 51

1. PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE DE TRANSPORT, VOIES DE COMMUNICATION ET DÉSENCLAVEMENT

1.1. Mission et organisation du ministère

1.1.1. Missions du ministère

Aux termes de l'Ordonnance n°25/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Transports est chargé de : (i) l'Organisation et gestion des transports (transport aérien, terrestre, fluvial, lacustre et maritime, Aéronautique civile, Météorologie, Marine marchande, règlementation et gestion de permis de conduire) ; (ii) l'Exploitation des infrastructures routières, ferroviaires, maritimes, fluviales et lacustres, aéroportuaires et de météorologie ; (iii) l'Equipement des transports routier, ferroviaire, maritime, fluvial et lacustre et de l'aviation civile ; (iv) la Qualification du personnel technique en transport routier, ferroviaire, maritime, fluvial, lacustre et de l'aviation civile ; (v) l'Elaboration et mise en œuvre de la politique nationale des transports, de la sécurité et de la sûreté de la navigation ; (vi) le Développement coordonné de tous les moyens et équipements des transports publics ; (vii) la Promotion de l'inter modalité des transports et ses plateformes; (viii) l'Etude pour l'organisation et le développement des activités du sous-secteur des auxiliaires des transports (commissionnaires en douane, transitaires, courtiers, affréteurs, agents de fret, consignataires, groupeurs, emballeurs, manutentionnaires, agents de voyage, agents portuaires, etc.); (ix) l'Octroi des titres d'exploitation et de sécurité de transport et auxiliaires ; (x) l'Etude et élaboration des normes en matière de conditionnement et d'emballage des marchandises pour le transport, la manutention et le stockage, (xi) définition, mise en œuvre de la politique en matière du désenclavement interne et externe des territoires nationales et gestion de l'office des services des transports, (xii) gestion des corridors nationaux et transfrontaliers dans la fonction multimodale (routière, ferroviaire, aérienne, maritime, fluviale et lacustre) ; (xiii) gestion de la fluidité du trafic interurbain et international ; (xiv) élaboration des études sur la fonctionnalité de l'espace national au regard de son système de mobilité urbaine et en milieu rural ; (xv) élaboration et gestion des programmes transnationaux de desserte pour l'inter-connectivité des entités territoriales sur base de l'équilibre et d'attractivité ; (xvi) gestion et maintenance des liaisons d'accès des pôles de développement des zones spéciales de production et des voies de desserte du pays.

1.1. 2. Organisation du ministère

Les actions du Ministère sont mises en œuvre par les structures suivantes :

1. Le Cabinet de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre ;
   Le Secrétariat Général avec 11 Directions et 2 Cellules, à savoir : la Direction des Ressources Humaines ;la Direction Administrative et Financière ; Direction d'Etudes et Planification ; la Direction d'Archivages et Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication ; la Direction de Transport routier ; la Direction de Transport ferroviaire ; la Direction de transport fluvial et lacustre ; la Direction de la Marine marchande ; la Direction de conditionnement, Emballage, manutention et stockage ; la Direction de Désenclavement ; la Direction de l'Inspection des Transports, voies de communication et Désenclavement ; Cellule Technique d'Appui (CTA) et Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).
2. Les Sociétés Commerciales : ONATRA ; SNCC ; RVA ; CVM ; LMC, Congo Airways, Air Congo et SCFUF
3. Les Etablissements Publics : OGEFREM, RVF, TRANSCO ; AAC ; METTELSAT, TRANS-ACADEMIA et OEBK.
4. Les Services Spécialisés : GET ; CNPR ; BPEA ; CEPCOR ; CMA ; COSA ; POOL DE MARIN, CNS-AC et Programme Gouvernemental (Esprit de Vie).

1.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

1.2.1. Priorité Nationale

Selon le Plan National Stratégique de Développement en sigle PNSD (2024-2028), le délabrement des infrastructures et la vétusté des équipements des transports ont entraîné la réduction de la mobilité des personnes et des biens, la baisse d'accès aux services de base, la recrudescence d'accidents de circulation et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, le Gouvernement continue à poser certaines actions pour l'amélioration du secteur, notamment l'acquisition des locomotives pour la SNCC, d'une drague pour la CVM, des bus pour TRANSCO, Trans-Academia, la réhabilitation de certains aéroports et aérodromes, de deux quais du port maritime de l'ONATRA-MATADI et du port d'UVIRA de la SNCC, le lancement des travaux de construction du port en eaux profondes de Banana ainsi que le projet de construction du nouvel aéroport international de N'DJILI.

L'action du Gouvernement au niveau de ce secteur est de moderniser les infrastructures et équipements portuaires et aéroportuaires ainsi que de doter la RDC d'un système de transport intégré, multimodal, durable, performant, accessible et sécurisé, au service de l'intégration nationale et régionale, du développement économique et social, et de la réduction de la pauvreté.
Les grandes orientations de la politique sectorielle des transports de la RD Congo, pour le moyen et long terme, émanent de la Vision des plus hautes Autorités du pays formulée dans le Plan National Stratégique de Développement. La Politique sectorielle des Transports repose ainsi sur les fondements nationaux et internationaux déjà présentés dans le diagnostic.

La Vision nationale du secteur des transports à l'horizon 2040 est de : « doter la République Démocratique du Congo d'un système de transport multimodal durable, performant, accessible et sécurisé, au service de l'intégration nationale et régionale, du développement économique et social, et de la réduction de la pauvreté. »

Pour atteindre les objectifs, il est retenu les axes stratégiques sectoriels desquels découlent les actions à entreprendre à travers des programmes à développer ultérieurement. Il s'agit de :

- Amélioration de la gouvernance du secteur par l'adaptation des cadres institutionnel et juridique au contexte actuel de la RDC et au contexte international ;
- Adéquation entre les missions du secteur et les ressources mises à disposition pour son développement ;
- Augmentation de l'offre de transport (infrastructures et services) pour satisfaire les besoins de la population et des opérateurs du développement ;
- Amélioration de la sécurité et la sûreté de tous les services de transport pour les usagers, les travailleurs et les riverains.

1.2.2. Politique sectorielle

L'effondrement des infrastructures de transports a engendré comme conséquence directe la réduction de la mobilité des personnes et des biens ainsi que celle de l'accès aux services de base. Cette situation est due de manière générale par : (i) la vétusté des infrastructures et équipements ainsi que l'incapacité à financer leur entretien et maintenance ; (ii) le manque de ressources financières pour les investissements et exploitation ; (iii) le non-paiement par l'Etat des subventions d'équipements ou d'exploitation prévues au budget d'investissement ; (iv) la caducité de certaines dispositions des textes légaux et réglementaires du secteur et insuffisance ou non application des normes recommandées par les organisations internationales et régionales auxquelles la RDC a adhéré ; (v) la crise permanente des entreprises publiques du secteur ayant comme principale cause la mauvaise gestion de celles-ci (la plupart d'entre elles étant en faillite visuelle) ; (vi) le vieillissement et la sous –qualification d'une bonne partie du personnel (l'âge moyen du personnel dans le secteur est de 55 ans) et (vii) la multiplicité

et l'immixtion des acteurs dans la gestion du secteur des transports entrainant des dysfonctionnements qui atténuent ou neutralisent l'effet catalyseur de secteur sur la compétitivité de l'économie nationale.

La stratégie du Gouvernement central dans ce secteur, vise le développement d'un système de transport intégré et multimodal capable de relier tous les pôles économiques du pays en vue de favoriser l'émergence d'un vaste marché intérieur et assurer à des prix compétitifs l'interconnexion de ces pôles avec les marchés extérieurs.

Afin de matérialiser cette vision, la priorité du Gouvernement est portée sur la modernisation de grands corridors de transport multimodaux interprovinciaux (routes, chemins de fer, voies fluviales et lacustres) ainsi que la modernisation du cadre institutionnel, légal et règlementaire favorable à l'émergence des mécanismes novateurs de mobilisation du financement des infrastructures et des services de transport dont la participation du secteur privé dans le cadre du Partenariats Publics-Privés(PPP), des contrats de concessions et des systèmes BOT dans la fourniture et la gestion des infrastructures et des entreprises de transport. Aussi, il sied de signaler que la remise à niveau de tous les acteurs du secteur constitue aussi l'une des priorités du Gouvernement.

De manière spécifique dans le cadre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2O24-2028), l'Exécutif national s'est assigné comme priorités, dans le secteur des transports, Voies de Communication et Désenclavement de :

- Réhabiliter et moderniser la voie ferrée reliant Lubumbashi à Ilebo ;
- Accélérer la construction du port en Eaux Profondes de Banana ;
- Eriger 400 ports modulaires pour desservir les zones agricoles ;
- Entreprendre des Etudes de faisabilité pour aménager des ouvrages hydrauliques, notamment les écluses, sur le fleuve Congo à Wagenia et à Ubundu afin de favoriser la navigation entre Kinshasa et Kindu ;
- Intégrer le réseau routier national prioritaire aux voies fluviales et lacustres ;
- Lancer et accélérer les travaux de construction et de modernisation des Aéroports de N'djili, Kavumu et Mbuji-Mayi ;
- Réhabiliter les capacités de l'ONATRA pour que cette société joue pleinement son rôle ;
- Soutenir la campagne de balisage d'urgence du fleuve Congo et des rivières Kwilu, Kasaï, et Sankuru jusqu'au port de NDOMBA ;
- Accélérer la mise en œuvre du projet METRO-KIN pour améliorer le transport urbain dans la ville de Kinshasa ;
- Faciliter le processus d'acquisition d'avions pour Congo Airways afin d'améliorer la desserte aérienne ;
- Equiper la SNCC d'une unité d'engins pour la réhabilitation des ouvrages d'art, l'assainissement et la stabilisation des sites traversés par les rails ;
- Auditer et renforcer les capacités opérationnelles des entreprises et services publics chargés du transport terrestre, aérien, maritime et ferroviaire ;
- Rajeunir et renforcer les capacités du personnel de la Régie des Voies Fluviales et de la Compagnie des Voies Maritimes.

1.1. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère des Transports, Voies de Communication et Désenclavement

	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
51	Ministère des Transports, Voies de Communication et Désenclavement						
		101	Administration Générale du Ministère des Transports, Voies de Communication et Désenclavement			Cabinet et Secrétariat Général, Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction d'Etudes et Planification, Direction DANTIC	
				1011	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général	
				1012	Gestion des ressources humaines	Direction des Ressources Humaines	
				1013	Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et Financière	
				1014	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
				1015	Gestion du système d'information et de la communication	Direction DANTIC	
		102	Transports Terrestres (Route-rail)			Dir. de Transport Routier, Dir. de Transport Ferroviaire, Dir de Désenclavement, Direction	Transco, Trans-academia, ONATRA, SNCC, SCFUF, LMC,

						de Conditionnement, Emballage, Manutention et Stockage	OGEFREM, CNPR, Cepcor, Programme Gouv. Esprit de Vie
				1021	Infrastructures et plateformes routières et ferroviaires	Dir. de Transport Routier, Dir de Transport Ferroviaire	CNPR, ONATRA, SNCC, SCFUF, CEPCOR, LMC
				1022	Sécurité Routière Et Ferroviaire	Dir Inspection des Transports Dir de Transport Routier, Dir de Transport Ferroviaire	CNPR, ONATRA, SNCC, SCFUF
				1023	Mobilité Urbaine Et Interprovinciale	Dir de Transport Routier, Dir de Transport Ferroviaire	Transco, Trans-academia, ONATRA, SNCC, SCFUF, LMC, OGEFREM, CNPR, Esprit de vie, Cepcor
				1024	Gestion Des Corridors Nationaux Et Internationaux	Dir de Transport Routier, Dir de Transport Ferroviaire, Dir de Désenclavement	ONATRA, SNCC, SCFUF, OGEFREM, Cepcor
				1025	Réglementation des normes d'emballage	Direction de Conditionnement, Emballage, Manutention et Stockage	
				1026	La régulation du transport intérieur	Dir. de Transport Routier, Dir. de Transport Ferroviaire	ONATRA, SNCC, SCFUF, CNPR
		103	Transport aérien			Dir. Inspection des Transports	AAC, RVA, CMA, BPEA, SAR/COSA, CNS-AC, Air Congo, Congo AirWays
				1031	Infrastructures aéroportuaires	Dir. Inspection des Transports	RVA
				1032	sécurité et sureté de l'aviation civile	Dir. Inspection des Transports	AAC, RVA, CMA, BPEA, SAR/COSA, CNS-AC

				1033	Appui aux compagnies aériennes nationales	, Dir. Inspection des Transports	Air Congo et Congo Airways
		104	Transport par Voie d'eau			Dir de la Marine Marchande ; Dir de Transport Fluvial et Lacustre ; Dir de Désenclavement.	LMC, ONATRA, SNCC, CVM, SCFUF, RVF
				1041	Régulation et modernisation du transport maritime, fluvial et lacustre	Dir de la Marine Marchande ; Dir de Transport Fluvial et Lacustre ; Dir de Désenclavement.	LMC, ONATRA, SNCC, CVM, SCFUF, RVF, Pool de Marin
				1042	Balisage de voies navigables ;	Dir de la Marine Marchande ; Dir de Transport Fluvial et Lacustre ; Dir de Désenclavement	RVF, CVM, Pool de Marin
		105	Météorologie				METTELSAT
				1051	Equipements et infrastructures pour les stations météorologiques ;		METTELSAT
				1052	Production et diffusion des informations météorologiques ;		METTELSAT

I.4. ***Performances antérieures et perspectives***

I.4.1 Performances antérieures

Transport routier :

- Effectivité de la délivrance des permis de conduire ;
- Elaboration et Validation du Plan national de sécurité routière ;
- Acquisition de 90 bus de la société de Transports au Congo « TRANSCO » ;
- Acquisition de 414 bus dans le cadre du Programme Gouvernemental Esprit de vie ;
- Acquisition de 8 Bus pour Trans-Académia ;
- Acquisition de 90 motos ;
- Digitalisation de la Redevance de la Logistique Terrestre (RLT) et les instruments des traçabilités de l'OGEFREM.

Transport Ferroviaire :

- Acquisition de 22 nouvelles voitures voyageurs, 100 wagons porte-conteneurs, 10 locomotives neuves et 4 locomotives reconditionnées ;
- Relance en service de la ligne Kinshasa-Matadi
- Relance en service de la ligne Gare centrale – Aéroport de NDjili ;
- Digitalisation de la Redevance de la Logistique Terrestre (RLT) et les instruments des traçabilités de l'OGEFREM.

Transport par voie d'eau :

- Réhabilitation et modernisation en cours des ports de Matadi, Kalemie et Kalundu ;
- Construction du port en eau profonde de Banana ;
- Balisage du fleuve Congo Kinshasa-Kisangani ;
- Acquisition d'une drague Fatshi béton pour la CVM ;
- Acquisition de 20 canots rapides et 4 pousseurs ;
- Digitalisation de la collecte du droit de trafic maritime et les instruments des traçabilités de l'OGEFREM.
- Digitalisation de la redevance du fond maritime régional.

Transport Aérien :

- Création de la société d'aviation AIR CONGO avec une participation majoritaire de la RDC à hauteur de 51% d'action soit USD 20 400 000 ,00 et de 49% d'action pour la partie Ethiopienne avec un apport en nature (Dotation de 6 Aéronefs pour 11 lignes) ;
- Réhabilitation et modernisation des Aéroports de BANGBOKA (KISANGANI), KOLWEZI, NDJILI (KINSHASA), BIPEMBA (MBUJI-MAYI), LOANO (LUBUMBASHI), GEMENA, KANANGA et BUNIA.
- Digitalisation de la redevance des instruments des traçabilités de l'OGEFREM.

Gouvernance :

- Validation du cadre et structures organiques du Secrétariat Général aux Transports, Voies de Communication et Désenclavement ; et
-Elaboration du Plan National de Sécurité Routière.

I.4.2. Perspectives

Pour couvrir la politique sectorielle aux transports pendant cette période 2026-2028, voici les priorités pour chaque sous-secteur :

1. Transport routier

- Accroissement du Parc automobile de Trans-Academia, TRANSCO et de Programme Gouvernemental Esprit de Vie par acquisition des nouveaux Bus ;
- Déploiement continue de TRANSCO et de Trans Academia dans toutes les provinces du pays ;
- Installation des Ateliers de rénovation pour ; TRANSCO, Trans Academia et Programme Gouvernemental Esprit de Vie ;
- Actualisation du code de la route ;
- Activation des Postes de contrôle des Transports ;

2. Transport Ferroviaire

- Construction et/ou Réhabilitation des chemins de fer et acquisitions de trains pour la SNCC et L'ONATRA ;
- La Relance des activités de la Société de Chemin de fer des Uélé- Fleuve (SCFUF) ;
- Validation de la réglementation ferroviaire ;
- Relance des activités de METRO-KIN ;
- Elaboration du Code Ferroviaire ;
- Réhabilitation des infrastructures ferroviaires (Matadi-Kinshasa, Banana-Kinshasa, Ilebo-Lubumbashi et Kindu-Kabalo-Kamina) ;
- Construction de chemin de fer Kisenso-Kimbanseke.

3. Transport Aérien

- Acquisition des avions pour Congo AIRWAYS et Air Congo ;
- Construction et Réhabilitation des Aéroports (N'djili, Beni-Mavivi, Gemena, Lisala, Lodja, Tshikapa, Bumba, Gbadolite, Boende, Bandundu, Moanda, Matadi et Kikwit).

et Aérodromes sur l'ensemble du territoire national

- Acquisition des équipements Handlings ;
- Acquisition, installation et mise en service d'un système intégré des radars secondaires pour le contrôle du trafic aérien en RDC.

4. Transport par voie d'eau

- Balisage et Dragage des cours d'eau ;
- Réhabilitation et modernisation des Ports ;
- Construction de 100 péniches
- Acquisition de 2 Dragues et 1 Barge à déblais pour la RVF
- Acquisitions des bateaux et des navires ;
- Actualisation du Code de la navigation Maritime, Fluvial et Lacustre ;
- Activation des Brigades de contrôle des Transports ;
- Acquisition de 70 Canots rapides, matériels et équipements spécifiques de surveillance pour l'Inspection de la navigation.

5. Gouvernance

- Construction, Réhabilitation et Modernisation du bâtiment Administratif du Secrétariat Général aux Transports ;
- Acquisition des véhicules en faveur du Secrétariat Général aux Transports ;
- Elaboration et Actualisation des lois et actes règlementaires du secteur des Transports ;
- Formation ou remise à niveau du Personnel de l'Administration et Amélioration de cadre de travail du Secrétariat Général aux Transports, Voies de Communication et Désenclavement ;
- Construction d'un bâtiment administratif R+2 au profit de Pool de marin

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

1.5.1. Objectifs du ministère

Pour matérialiser la vision, les trois principaux objectifs stratégiques du système de transport de la RD Congo sont :

1. Construire, réhabiliter et moderniser les infrastructures des Transports maritime, fluvial, lacustre, aérien et Ferroviaire ;
2. Acquérir et réhabiliter les équipements et matériels des Transports maritime, fluvial, lacustre, aérien et ferroviaire ainsi qu'améliorer l'accès aux services de Transports ;
3. Améliorer la Gouvernance et réaliser des reformes dans les services de Transports, Voies de Communication et Désenclavement.

1.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1- : Construire et moderniser les corridors de transport l'échelle du pays et de la région:									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Taux d'aménagement de corridors	%	20	20	20	20	30	45	50
Source : CEPCOR et OGEFREM									
Mode de Calcul : Nombre des corridors aménagés /Nombre des corridors identifiés X100									
Commentaires : La situation des corridors en vue de renforcer l'unité tant national que régional est amputé d'un serieux problème de financement									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2	Proportion des infrastructures de la RDC relié aux autres Etats de la sous-région	%	20	20	25	30	40	45	50
Source : CEPCOR, OGEFREM, LMC et SNCC									
Mode de Calcul : nombre des états de la sous-région reliés / Nombre des états de la sous-région X 100									

Commentaires : L'évolution des infrastructures au niveau interne présage que d'ici 2028 une amélioration légère en termes de 50%

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3	Taux d'Augmentation de trafics	%	25	35	50	60	65	75	80

Source : SNCC, ONATRA, OGEFREM et CEPCOR

Mode de Calcul : le taux d'augmentation de trafic et le volume des marchandises transportés

Commentaires : Après la pandémie de COVID 19 nous assistons progressivement à l'accroissement de trafic

Objectif 2 : Développer et moderniser les infrastructures et services de transport durables fonctionnels en toute saison, et compétitifs pour les besoins du développement socioéconomique national

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
1	Taux d'infrastructures construites, réhabilitées et entretenues	%	50	30	30	35	50	55	60

Source : SNCC, ONATRA, RVA, OGEFREM, RVF et CVM

Mode de calcul : nombre d'infrastructure construite, réhabilitée et entretenue / le nombre d'infrastructure existante X100

Commentaires : Actuellement l'état de lieu de nos infrastructures reste à désirer néanmoins avec la mise en place des différents programmes de reconstruction et réhabilitation le défies peut être relevé

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
2	Taux d'équipements acquis et entretenus	%	50	40	35	40	50	60	65

Source : SNCC, RVA, ONATRA, CVM et METROKIN

Mode de Calcul : nombre d'équipements acquis et entretenus / nombre d'équipements prévu X100

Commentaires : La majorité d'équipements du secteur des transports est défectueuse et insuffisante mais avec la création des nouvelle structures comme Air- Congo, METROKIN… le Ministère va se doté des nouveaux équipements									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3	Taux d'accroissement de personnes transportées	%	50	55	60	65	70	80	85
Source : ONATRA, SNCC, Air-Congo, METROKIN, Congo Airways, TRANSCO, TRANS-ACADEMIA, Esprit de vie									
Mode de Calcul : nombre de personnes réellement transportés / Nombre prévu X100									
Commentaires : Apres la fin de la pandémie de COVID 19 nous assistons à un accroissement des passagers dans chaque mode des transports									

I.6. Présentation des crédits du ministère

I.6.I. Evolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LF 2025		REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	101	Administration générale			272 293 022 287		462086077595
2	102	Transports Terrestres (Route-rail)			-		246112619043
3	103	Transport Aérien			-		16229442518
4	104	Transport par voie d'eau			-		20314043853
5	105	Météorologie			-		2940229134
TOTAL							747682412148

1.6.2. Présentation des crédits par rubrique Budgétaire

Tableau : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères	5 000 000 000	14 785 803 797	25 248 674 484	44 533 592 255	35273923158
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	48 394 322 450	43 127 369 851	13 969 362 268	19 034 086 495	22764518917
4	Investissements sur Ressources Extérieures	127 026 850 968	-	227 603 174 070	-	120172575524
5	Investissements sur Ressources Propres	550 777 752 518	1 993 027 457	110 843 505 740	297 350 219 851	462450692896
6	Rémunérations	68 124 778 604	44 441 486 469	83 712 265 320	-	105047878586
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 132 764 864	750 000 000	1 972 823 067	1 000 000 000	1972823067
TOTAL						747682412148

Sources : LF 2025, LF 2026, ESB 2025, ESB 2026

Le dépassement constaté sur la rubrique fonctionnement est dû à l'imputation sur la ligne de crédits **AUTRES PRESTATIONS** notamment :

- Les travaux de construction et d'équipements de l'aérogare de l'aéroport de KANANGA pour un montant de 13 029 503 725 FC ;
- Paiement de la participation du gouvernement de la RDC à l'actionnariat d'AIR CONGO pour un montant de 21 811 127 160 FC ;
- Financement des études de faisabilité du projet TRAK (Transit Rapide de Kinshasa) pour un montant de 4 704 360 760 FC.

  En déduisant le montant total de ces trois projets du fonctionnement (39 544 991 645 FC), la véritable consommation pour les six premiers mois de 2026 s'élève à : 4 988 600 610 FC

Au titre d'Intervention Economique pour le premier semestre 2026, TRANSCO a reçu un montant total de 11 318 415 935 FC qui lui a permis de financer son déficit d'exploitation et sa note de débit pour le transport des passagers non payant tandis que Trans-académia a reçu un montant total de 4 276 691 600 FC. La RVF a reçu une enveloppe de 3 438 978960 FC pour financer son plan d'urgence appelé **grandes basses eaux 2026.**

Ces Crédits d'Investissements sur Ressources Propres ont financé :

- Les travaux de construction de l'aérogare, de réhabilitation et d'extension des infrastructures de l'aéroport international de LOANO(LUBUMBASHI) pour un montant de 64 150 374 000FC ;
- Le projet de développement et de construction de la nouvelle aérogare de l'aéroport international de Ndjili pour un montant de 213 834 580 000 FC ;
- L'acquisition d'équipements de transport en faveur des Brigades routières, commissariat maritime-fluviaux pour un montant de 19 365 265 851 FC.

A ces Projets de modernisation des infrastructures et d'acquisition d'équipements de transports, il y a lieu d'ajouter les 3 projets qui ont été financés sur la ligne autres prestations.

1.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions jusqu'au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes				**124 903 125 139**		165059143728
1	Titre III : Dépenses de personnel		?	83 712 265 320		117761916714
2	Titre IV : Biens et matériels ;		3 864 834 580,00	25 248 674 484	4 726 367 860	20389281588
3	Titre V : Dépenses de prestations ;		17 463 164 750,00	1 972 823 067	52 829 121 267	2170603442
4	Titre VI : Transferts et interventions		66 174 539 172,00	1 972 823 067	4 726 367 860	24737341984
	Financement intérieur			**124 903 125 139**		
	Financement extérieur			-	-	
Dépenses en capital						582623268420
5	Titre VII : Equipements		62 990 192 507,00	31 181 358 729	23 957 363 457	159315490475
	Financement intérieur		**62 990 192 507,00**	**31 181 358 729**	23 957 363 457	
	Financement extérieur		-	-		
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière		**282 698 930 000,00**	**307 265 321 081**	**277 984 954 000**	423307777945
	Financement intérieur			79 662 147 011	277 984 954 000	
	Financement extérieur		PPSA	227 603 174 070		
	Total					747682412148

Source : LF 2025, LF 2026, Relevé de paiement reçu auprès de la coordination informatique interministériel

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE PAR PROGRAMME

I.7.1. Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

Tableau 4 : Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2026				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)									
SG	2	7 477 902	9 970 536	2	9 970 536	2	9 970 536	1	4 985 268
Directeurs	9	32 604 768	43 473 024	11	53 133 696	11	53 133 696	28	135 249 408
2. CADRES SUPERIEURS (CD, CB)									
CD	56	194 663 952	259 551 936	56	259 551 936	56	259 551 936	130	602 531 280

CB	185	618 980 400	825 307 200	185	825 307 200	185	825 307 200	494	2 203 793 280
3. AGENTS DE COLLABORATION (ATA1, ATA2, AGA1)									
ATA1	635	2 022 881 400	2 697 175 200	635	2 697 175 200	635	2 697 175 200	1374	5 836 092 480
ATA2	1396	4 272 036 408	5 696 048 544	1396	5 696 048 544	1396	5 696 048 544	3097	12 636 577 608
AGA1	1589	4 655 518 938	6 207 358 584	1589	6 207 358 584	1589	6 207 358 584	2081	8 129 334 936
4. AGENTS D'EXECUTION (AGA2, AA1 / AA2, HUISSIER)									
AGA2	1957	5 506 598 772	7 342 131 696	1957	7 342 131 696	1957	7 342 131 696	2043	7 664 780 304
AA1	223	600 022 755	800 030 340	223	800 030 340	223	800 030 340	492	1 765 089360
AA2	81	203 890 365	271 853 820	81	271 853 820	81	271 853 820	102	342 334 440
Huissier	13	31 089 240	41 452 320	13	41 452 320	13	41 452 320	38	121 168 320
Total	**6 146**	**18 145 764 900**	**24 194 353 200**	**6148**	**24 204 013 872**	**6 148**	**24 204 013 872**	**9 880**	**39 441 936 684**

Source : DRH/TRANSPORT

Commentaire : les provinces du Haut-Katanga, Kasaï, Kasaï-Oriental, Maniema, Sankuru et Sud-Kivu n'ont pas encore disponibilisé les données relatives aux effectifs des Agents payés et non payés.

I.7.2 Evolution des effectifs et masse de la prime permanente 2026-2027

Tableau 5 : Evolution des effectifs et masse de la prime permanente 2026-2027

SECTION / GRADE	Effectif PRIME P. (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2026				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse Prime P (5)	Effectifs (6)	Masse Prime P (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Prime P (9)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)									
SG	1	36 000 000	48 000 000	1	48 000 000	1	48 000 000	1	96 000 000
Directeurs	4	58 859 460	78 479 280	4	78 479 280	4	78 479 280	28	2 184 000 000
Directeurs	2	8 792 100	11 722 800	2	11 722 800	2	11 722 800		
Directeurs	2	7 033 734	9 378 312	2	9 378 312	2	9 378 312		
Directeur	1	2 637 621	3 516 828	1	3 516 828	1	3 516 828		
CD	20	87 921 000	117 228 000	20	117 228 000	20	117 228 000	90	5 400 000 000
CD	6	21 102 882	28 137 096	6	28 137 096	6	28 137 096		
CB	1	4 396 050	5 861 400	1	5 861 400	1	5 861 400	147	7 056 000 000
CB	50	175 843 350	234 457 800	50	234 457 800	50	234 457 800		
CB	11	29 013 831	38 685 108	11	38 685 108	11	38 685 108		
ATA1	4	14 067 468	18 756 624	4	18 756 624	4	18 756 624	593	21 348 000 000
ATA1	183	482 684 643	643 579 524	183	643 579 524	183	643 579 524		
ATA1	12	28 486 404	37 981 872	12	37 981 872	12	37 981 872		
ATA1	8	17 584 056	23 445 408	8	23 445 408	8	23 445 408		
ATA1	2	3 516 876	4 689 168	2	4 689 168	2	4 689 168		
ATA2	1	4 396 050	5 861 400	1	5 861 400	1	5 861 400	826	26 762 400 000
ATA2	3	10 550 601	14 067 468	3	14 067 468	3	14 067 468		
ATA2	65	171 445 365	228 593 820	65	228 593 820	65	228 593 820		
ATA2	538	1 277 140 446	1 702 853 928	538	1 702 853 928	538	1 702 853 928		
ATA2	1	2 250 000	3 000 000	1	3 000 000	1	3 000 000		
ATA2	7	15 386 049	20 514 732	7	20 514 732	7	20 514 732		
ATA2	1	1 800 000	2 400 000	1	2 400 000	1	2 400 000		

ATA2	16	28 135 008	37 513 344	16	37 513 344		37 513 344		
AGA1	25	65 940 525	87 920 700	25	87 920 700	25	87 920 700		
AGA1	43	102 076 281	136 101 708	43	136 101 708	43	136 101 708		
AGA1	383	841 836 681	1 122 448 908	383	1 122 448 908	383	1 122 448 908	605	18 150 000 000
AGA1	8	14 067 504	18 756 672	8	18 756 672	8	18 756 672		
AGA1	1	1 318 797	1 758 396	1	1 758 396	1	1 758 396		
AGA2	9	23 738 589	31 651 452	9	31 651 452	9	31 651 452		
AGA2	25	59 346 675	79 128 900	25	79 128 900	25	79 128 900	389	9 336 000 000
AGA2	22	48 356 154	64 474 872	22	64 474 872	22	64 474 872		
AGA2	226	397 406 988	529 875 984	226	529 875 984	226	529 875 984		
AA1	1	2 637 621	3 516 828	1	3 516 828	1	3 516 828		
AA1	11	26 112 537	34 816 716	11	34 816 716	11	34 816 716		
AA1	4	8 792 028	11 722 704	4	11 722 704	4	11 722 704	71	1 278 000 000
AA1	10	17 584 380	23 445 840	10	23 445 840	10	23 445 840		
AA1	11	14 506 767	19 342 356	11	19 342 356	11	19 342 356		
AA2	1	2 637 621	3 516 828	1	3 516 828	1	3 516 828		
AA2	1	2 198 007	2 930 676	1	2 930 676	1	2 930 676		
AA2	3	5 275 314	7 033 752	3	7 033 752	3	7 033 752	36	432 000 000
AA2	2	2 637 594	3 516 792	2	3 516 792	2	3 516 792		
AA2	3	2 637 603	3 516 804	3	3 516 792	3	3 516 792		
Huissier	1	2 198 007	2 930 676	1	2 930 676	1	2 930 676	3	18 000 000
Total	**1729**	**4 130 348 667,00**	**5 507 131 476,00**	**1729**	**5 507 131 464,00**	**1713**	**5 507 131 464,00**	**2789**	**92 060 400 000,00**

2. PRESENTATION DES PROGRAMMES

2.1. Programme I : (101) ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : NKE SANA MOKO Pierrot

Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par les structures ci-après : Cabinet du Ministre, Secrétariat Général (Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction d'Etudes et Planification, Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication, Cellule Technique d'Appui (CTA) et Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics et Groupe d'Etudes des Transports.

2.1.2 Stratégie du programme

Le programme a comme stratégie de renforcer la bonne gouvernance au travers une gestion efficace des ressources humaines, financières et matérielles en assurant un suivi-évaluation régulier des actions.

2.1.3. Objectifs, et Indicateurs de Performance du programme

2.1.3.1. Objectifs du programme

L'Objectif du Programme est de Garantir la bonne gouvernance du Ministère

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

<table>
<tr><td colspan="9">Programme 1 : Administration Générale</td></tr>
<tr><td colspan="9">Objectif : Garantir la gouvernance du Ministère</td></tr>
<tr><td colspan="2" rowspan="2">Indicateurs</td><td rowspan="2">Unité de mesure</td><td colspan="3" rowspan="2">Réalisations</td><td rowspan="2">Exercice en cours</td><td colspan="3">Cibles</td></tr>
<tr><td>N°</td><td>Nom de l'Indicateur</td><td>2023</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td>1</td><td>Taux de réalisation des activités du Ministère</td><td>%</td><td>-</td><td>-</td><td>-</td><td>25</td><td>30</td><td>35</td><td>40</td></tr>
<tr><td colspan="9">Source : Secrétariat Général</td></tr>
<tr><td colspan="9">Mode de Calcul : Nombre de textes mise en œuvre / Nombre de textes votés ou signés X 100</td></tr>
<tr><td colspan="9">Commentaires : Le plan National de Sécurité Routière et le Cadre et Structures Organiques ont été déjà élaborés.</td></tr>
<tr><td colspan="9">Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère</td></tr>
<tr><td colspan="9">Objectif : Assurer un pilotage et une coordination efficace du Ministère</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs</td><td>Unité de mesure</td><td colspan="3">Réalisations</td><td>Exercice en cours</td><td colspan="3">Cibles</td></tr>
</table>

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution des actions stratégiques du Ministère	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Cabinet et Secrétariat Général									
Mode de calcul : Nombre d'actions réalisées/nombre d'actions prévuesX100									
Commentaires :									
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles du Ministère									
Objectif: Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles									
Indicateurs 1		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution du budget alloué	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DAF									
Mode de Calcul :									
Commentaires:									
Indicateurs 2		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre d'équipements acquis	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DAF									
Mode de Calcul : somme des équipements acquis									
Commentaires:									
Indicateur 2		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2O23	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux de mobilisation des recettes	%	16,9	15,7	21,1	15,15	ND	ND	ND

Sources : LF 2024, 2025, 2026 et DAF TVCD									
Mode de calcul :									
Commentaires :									
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
Objectif : Assurer une bonne planification, programmation et suivi-évaluation du Ministère									
Indicateurs1		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'outils de planification élaborés et validés	Nbr	3	5	5	4	ND	ND	ND
Source : DEP									
Mode de Calcul : La somme d'outils élaborés									
Commentaires:									
Indicateur 2		Unité de mesure	Réalisations						
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre de missions de suivi-évaluation effectuées	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sources : DEP									
Mode de calcul :									
Commentaires :									
Action 4 : Gestion des ressources humaines									
Objectif : Renforcer les capacités du capital humain									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029

1	Nombre du personnel formé et recyclé	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DRH									
Mode de Calcul :									
Commentaires:									
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication									
Objectif : Assurer la gestion du système d'information et de la communication									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de dossiers collectés, traités et numérisés	Nbr	-	-	-	132	ND	ND	ND
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : Somme des dossiers collectés, traités et numérisés									
Commentaires: la répartition des dossiers : (98 dossiers collectés, 9 Dossiers traités), 8 Dossiers non traités et 2 Dossiers numérisés ainsi que 34 Dossiers sortant.									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux de mis en œuvre du système d'information	%				3,96			
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : 132*3/100= 3,96									
Commentaires :									

2.1.4. Présentation des crédits du programme

2.1.4.1. Présentation du crédit du programme par rubrique budgétaire

Tableau : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement du Ministère	5 000 000 000	14 785 803 797	25 248 674 484	44 533 592 255	32163187904
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					0
4	Investissements sur Ressources Extérieures					100160505524
5	Investissements sur Ressources Propres					267465765029
6	Rémunérations	68 124 778 604			-	62296619138
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 132 764 864			1 000 000 000	0
TOTAL		**A compléter**				**462086077595**

Sources : LF 2025, LF 2026

2.1.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						**94459807042**
1	Titre III : Dépenses de personnel					**73499226815**
2	Titre IV : Biens et matériels	5 000 000 000	14 785 803 797	25 248 674 484	44 533 592 255	**19704166318**
3	Titre V : Dépenses de prestations	2 132 764 864	750 000 000	1 972 823 067	1 000 000 000	**1256413909**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**0**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						**367626270553**
5	Titre VII : Equipements					**91569664667**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					**276056605886**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total					**462686077595**

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1011	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère			272 293 022 287		452555805064
2	1012	Gestion des ressources Financières et matérielles					618195870
3	1013	Planification, programmation et suivi-évaluation					7843613229

4	1014	Gestion des ressources humaines					605033332
5	1015	Gestion du système d'information et de la communication					463430100
TOTAL							**462086077595**

Source : Cabinet, DRH, DAF et DEP

2.2. Programme 2 : (102) TRANSPORTS TERRESTRES (Route-Rail)

Pré-Responsable de programme : Anatole MAYEMBE NGONGO

Fonction : Directeur de Transport Routier

2.2.1. Périmètre du Programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par les Directions de Transport Routier (DTR) et Ferroviaire (DTF).

Aussi, les opérateurs de l'Etat qui interviennent dans la mise en œuvre de la stratégie du programme sont : ONATRA, SNCC, LMC, OGEFREM, TRANSCO, TRANS ACADEMIA, ESPRIT DE VIE, CNPR, OEBK et SCFUF

2.2.2 Stratégie du programme

Pour le secteur routier, Il s'agit de mettre en place une infrastructure (plates-formes de transport) de qualité fiable, durable et résiliente y compris une infrastructure régionale et transfrontalière pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'humain, en mettant l'accent sur un accès universel à un coût abordable et dans des conditions d'équité : Assurer l'accès de tous à des systèmes de transport surs, accessible et viable à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devra être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et personnes âgées.

En outre, le transport ferroviaire étant l'épine dorsale de l'économie congolaise, constitue un moyen indispensable de transport des masses. Il est important de se pencher sur :

- L'amélioration des Infrastructures ;
- L'acquisition des équipements et Matériels, et ;
- L'actualisation de la règlementation.

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.2.3.1. Objectif du programme

L'objectif du programme est d'améliorer durablement la mobilité et la connectivité du territoire national.

2.2.3.3. Cadre de performance du programme transports terrestres (Route-Rail)

Tableau : Cadre de performance des objectifs du programme Transports Terrestres (Route-Rail)

Programme 2 : Transports Terrestres (Route-Rail)									
Objectif : Améliorer durablement la mobilité et la connectivité du territoire national									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'amélioration de la mobilité des personnes et/ou des biens	%							
Source : DTR, DTF, TRANSCO, TRANS-ACADEMIA, CNPR,CEPCOR, ESPRIT DE VIE, ONATRA et SNCC									
Mode de Calcul : volume transporté année n /volume transporté année n-1x 100									
Commentaires :									
Action 1: Infrastructures et plateformes routières et ferroviaires									
Objectif : Doter la RDC des infrastructures ferroviaires et plateformes de transport									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d' infrastructures ferroviaires construites et/ou réhabilitées	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sources : DTF, ONATRA, SNCC, SCFUF									
Mode de calcul : somme d'infrastructures ferroviaires construites et/ou réhabilitées									
Commentaires :									
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre des plateformes routières construites	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

	et/ou réhabilitées								
Sources : DTR, CNPR et CEPCOR									
Mode de calcul : somme des plateformes routières construites et/ou réhabilités									
Commentaires :									
Action 2 : Sécurité Routière Et Ferroviaire									
Objectif : Assurer la Sécurité Routière et Ferroviaire									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux des conducteurs automobiles recyclés	%							
Sources : DTR, CNPR et CONADEP									
Mode de Calcul : Nombre des conducteurs recyclés/Nombre des conducteurs estimés X100									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre des véhicules soumis au contrôle technique	Nbr							
Sources : DTR, DIV.PRO.TVCD									
Mode de Calcul : Somme des véhicules soumis au contrôle technique									
Commentaires :									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Nombre des conducteurs détenant un permis de conduire valide.	Nbr							

Sources : DTR et CONADEP									
Mode de Calcul : Somme des conducteurs détenant un permis de conduire valide									
Commentaires :									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
5	Nombre des machinistes détenant un permis de conduire valide.	Nbr							
Sources : DTF									
Mode de Calcul : Somme des permis pour machiniste délivrés									
Commentaires :									
Action 3 : Mobilité Urbaine Et Interprovinciale									
Objectif : Faciliter la mobilité des personnes et de leurs biens									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'équipements opérationnels	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DTR, DTF, ONATRA, SNCC, SCFUF, TRANSCO, TRANS-ACADEMIA, ESPRIT DE VIE, LMC									
Mode de Calcul : somme d'équipements opérationnels									
Commentaires:									
Action 4 : Gestion des corridors nationaux et internationaux									
Objectif : Faciliter les échanges sur le plan National et International									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre des mesures régionales	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sources : DTR, DTF, CEPCOR, SNCC, ONATRA									

Mode de Calcul : Mesures effectivement appliquées /mesures prévues x 100									
Commentaires:									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Tonnage de marchandises transportées en import	T^3							
Sources : DTR, DTF, CEPCOR, SNCC, ONATRA									
Mode de Calcul : Volume de marchandises transportées en import									
Commentaire :									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Tonnage de marchandises transportées en export	T^3							
Sources : DTR, DTF, CEPCOR, SNCC, ONATRA									
Mode de Calcul : Volume de marchandises transportées en export									
Action 5 : Réglementation des normes d'emballages									
Objectif : Doter la RDC des normes de conditionnement, emballage, manutention et stockage									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de normes élaborées et validées	Nbr				1	3	4	5
Sources : DCEMS									
Mode de Calcul : Somme de normes d'emballages élaborées et validées.									
Commentaires: Un texte élaboré et en cours de validation.									

Action 6 : La régulation du transport intérieur									
Objectif : Garantir la sécurité des personnes et de leurs biens									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Nombre en Km des routes balisées	Km							
Sources : DTR et CNPR									
Mode de Calcul : Somme en kilomètre de routes balisées									
Commentaires :									

2.2.4. Evolution des crédits du programme

2.2.4.1. Présentation du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	**RUBRIQUE**	**REALISATIONS 2025**		**REALISATIONS 2026**		**Projection 2027 en FC**
		Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution au 30 Juin en FC**	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères					1869670419
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					21264518917
4	Investissements sur Ressources Extérieures					2001207000
5	Investissements sur Ressources Propres					186670648143
6	Rémunérations					15739751172
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					555960392
TOTAL						**246112619048**

Source :

2.2.4.2. Présentation des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel					**16721869912**
2	Titre IV : Biens et matériels					**378070879**
3	Titre V : Dépenses de prestations					**509480800**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**21820479379**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements					**61477382287**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					**135205335886**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total					**246112619043**

Source :

2.2.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1021	Infrastructures et plateformes routières et ferroviaires					41018769841
2	1022	Sécurité Routière Et Ferroviaire					41018769841
3	1023	Mobilité Urbaine Et Interprovinciale					41018769841
4	1024	Gestion Des Corridors Nationaux Et Internationaux					41018769841
5	1025	Réglementation des normes d'emballage					41018769841
TOTAL							**246112619043**

Source :

2.3. Programme 3 : (103) TRANSPORT AERIEN

Prè- Responsable de programme : Henry NZUZI MWAMBI

Fonction : Directeur d'Inspection des Transports

2.3.1 Périmètre du Programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par la Direction de l'Inspection des Transports(DIT). Les opérateurs de l'Etat qui interviennent dans la mise en œuvre de la stratégie du programme sont : RVA, OGEFREM, METTELSAT, AIR-CONGO, CONGO AIRWAYS, AAC, BPEA, COSA, CNS-AC et CMA.

2.3.2. Stratégie du programme

Il est question ici d'améliorer l'état des infrastructures et équipements aéroportuaires ainsi que de renforcer le cadre règlementaire du secteur en vue d'accroitre ses capacités opérationnelles.

2.3.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.3.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est de garantir la sécurité et la sureté de l'aviation civile.

2.3.3.2. Cadre de performance du programme TRANSPORT AERIEN

Tableau Cadre de performance de l'objectif du programme Transport Aérien

Programme 3 : Transport Aérien									
Objectif : Garantir la sécurité et la sureté de l'aviation civile									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre des SARPs (normes et pratiques recommandées) de l'OACI	%							
Source : AAC (OACI),									
Mode de Calcul : normes et pratiques conformes/normes et pratiques recommandéesx100									
Commentaires :									
Action 1: Infrastructures aéroportuaires									
Objectif : Moderniser les Infrastructures aéroportuaires									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1	Nombre d'aéroports et aérodromes modernisés	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : RVA, AAC									
Mode de calcul : Somme d'aéroports et aérodromes modernisés.									
Commentaires :									
Action 2 : Sécurité et sureté de l'aviation civile									
Objectif : Prévenir les risques d'accidents et incidents dans le secteur de transport aérien.									
Indicateurs 1		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'accidents et d'incidents	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DIT, AAC, BPEA, RVA, CNS-AC,CMA et COSA									
Mode de Calcul : nombre réduit/nombre prévux100									
Action 3 : Appui aux compagnies aériennes nationales									
Objectif : Renforcer la flotte aérienne Nationale									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre d'aéronefs acquis	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : CONGO AIRWAYS, AIR CONGO, AAC									
Mode de Calcul : Somme des aéronefs acquis									
Commentaires:									

2.3.4. Présentation des crédits du programme

2.3.4.1. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères					593594815
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					0
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Investissements sur Ressources Propres					
6	Rémunérations					15536336364
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					99511339
TOTAL						**16229442518**

Source :

2.3.4.2. Présentation des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						**16229442518**
1	Titre III : Dépenses de personnel					**15771644567**
2	Titre IV : Biens et matériels					**155771851**
3	Titre V : Dépenses de prestations					**202514761**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**99511339**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					**0**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total					**16229442518**

Source :

2.3.5. Présentation des crédits par action du programme.

2.3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Infrastructures aéroportuaires						5409814173
2	sécurité et sureté de l'aviation civile						5409814173
3	Appui aux compagnies aériennes nationales						5409814173
TOTAL							**16229442518**

Source :

2.4. Programme 4 : (104) TRANSPORT PAR VOIE D'EAU

Pré-responsable de programme : John AKONDA MABONDU

Fonction : Directeur des Transports Fluvial et Lacustre

2.4.1. Périmètre du Programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par la Direction des Transports Fluvial et Lacustre(DTFL) et la Direction de la marine marchande. Les opérateurs de l'Etat qui interviennent dans la mise en œuvre de la stratégie du programme sont : ONATRA, CVM, LMC, RVF, SNCC, SCFUF, OGEFREM.

2.4.2. Stratégie du programme

Il s'agit d'améliorer l'état des infrastructures et équipements, assurer le dragage et balisage ainsi que de renforcer le cadre réglementaire du secteur de transport par voie d'eau afin de garantir en toute sécurité et sureté une meilleure mobilité des personnes et de leurs biens.

2.4.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.4.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est de Garantir la sécurité et la sureté du transport par voies maritime, fluviale et lacustre.

2.4.3.2. Cadre de performance du programme TRANSPORT PAR VOIE D'EAU

Tableau : Cadre de performance des objectifs du programme Transports par voies d'eau

Programme 4 : TRANSPORT PAR VOIE D'EAU									
Objectif : Garantir la sécurité et la sureté du transport par voies maritime, fluviale et lacustre									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de conformité aux normes de navigation	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DTFL, DMM, RVF, CVM, LMC, ONATRA et SNCC									
Mode de Calcul : Nombres d'unités flottantes contrôlées /Nombre d'unités conformes x 100									
Commentaires :									
Action 1: Régulation et modernisation du transport maritime, fluviale et lacustre									
Objectif : Moderniser les infrastructures et équiper l'inspection de la navigation.									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'infrastructures portuaires modernisées	Nbr	ND	ND	ND	3	ND	ND	ND
Source : DTFL, DMM, RVF, CVM, LMC, OGEFREM, ONATRA									
Mode de calcul : Somme des infrastructures portuaires modernisées									
Commentaires : Les trois ports renseignés (Kalundu, Bumba et Matadi) sont en cours de modernisation tandis que le port en eaux profondes de Banana est en cours de construction.									

Indicateur 2		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre d'équipements acquis	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DTFL, DMM, RVF, CVM, LMC, ONATRA									
Mode de Calcul : Sommes des équipements acquis									
Action 2 : Balisage de voies navigables									
Objectif : Améliorer la Navigation maritime, fluviale et lacustre									

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de campagnes de balisage réalisées.	Km	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DTFL, DMM, RVF, CVM									
Mode de Calcul : Somme des kilomètres balisés									
Commentaires:									

2.4.4. Evolution des crédits du programme

2.4.4.1. Présentation du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères					6474720
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					1500000000
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Investissements sur Ressources Propres					7176115860
6	Rémunérations					9837381740
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires					1153076238
TOTAL						**20314043858**

Source :

2.4.4.2. Présentation des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						**13137927998**
1	Titre III : Dépenses de personnel					**10131385248**
2	Titre IV : Biens et matériels					**151272540**
3	Titre V : Dépenses de prestations					**202193972**
4	Titre VI : Transferts et interventions					**2653076238**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						**7176115860**
5	Titre VII : Equipements					**5668257240**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					**1507858620**
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total					**20314043858**

Source :

2.4.5. Présentation des crédits par action du programme.

2.4.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Régulation et modernisation du transport maritime, fluvial et lacustre						10157021929
2	Balisage de voies navigables						10157021029
TOTAL							**20314043858**

Source :

2.5. Programme 5 : (105) METEOROLOGIE

Pré-responsable de programme : Joseph ITELA Y'ILONDO

Fonction : Directeur Général

2.5.1. Périmètre du Programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par l'Agence Nationale de Météorologie et Télédétection par Satellite (METTELSAT).

2.5.2. Stratégie du programme

Il s'agit de procéder à la surveillance de l'atmosphère grâce à des stations météorologiques, des radars, des ballon-sonde et des satellites, d'analyser des données atmosphériques et d'émettre les bulletins d'alerte afin de prévenir les conditions météorologiques.

2.5.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.3.5.1. Cadre de performance des objectifs du programme Météorologie

L'objectif du programme est de fournir les données météorologiques fiables, actualisés et accessibles.

2.3.5.2. Indicateurs de performance du programme

Tableau : Cadre de performance des objectifs du programme

Programme 5 : METEOROLOGIE									
Objectif : Fournir les données météorologiques fiables, actualisés et accessible									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de bulletins météo publiés	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : METTELSAT									
Mode de Calcul : Somme des bulletins météo publiés									
Commentaires :									
Action 1: Equipements et infrastructures pour les stations météorologiques									
Objectif : Moderniser des équipements et infrastructures météorologiques									

Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'équipements acquis	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : METTELSAT									
Mode de calcul : Somme des équipements acquis									
Commentaires :									

Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Nombre d'infrastructures modernisés	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : METTELSAT									
Mode de Calcul : Somme d'infrastructures modernisées									
Action 2 : Production et diffusion des informations météorologiques									
Objectif : Assurer la production et la diffusion des bulletins météorologiques en temps réel									

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de bulletins produits, diffusés et publiés	Nbr	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : METTELSAT									
Mode de Calcul : Somme des bulletins produits, diffusés et publiés									
Commentaires:									

2.5.4. Evolution des crédits du programme

2.5.4.1. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets					
2	Fonctionnement des Ministères					0
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	344 029 509				0
4	Investissements sur Ressources Extérieures					0
5	Investissements sur Ressources Propres			2 811 535 368		1138163864
6	Rémunérations	637 796 628		1 637 790 172		1637790172
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	457 318 472		164 275 098		164275098
TOTAL						**2940229134**

Source :

2.5.4.2. Présentation des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						1802065270
1	Titre III : Dépenses de personnel					1637790172
2	Titre IV : Biens et matériels					0
3	Titre V : Dépenses de prestations					0
4	Titre VI : Transferts et interventions					164275098
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						1138163864
5	Titre VII : Equipements					600186281
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					537977583
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total					2940229134

2.1.5. Présentation des crédits par action du programme.

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1051	Equipements et infrastructures pour la station météorologique					1470114567
2	1052	Gestion des ressources Financières et matérielles					1470114567
TOTAL							**2940229134**

Source :

La Régie des Voies Aériennes présente son projet annuel de Performance suivant les ambitions stratégiques de l'entreprise en matière de gestion des aéroports et de navigation aérienne.

La structure de son Projet Annuel de Performance tourne autour de ses principales missions, à savoir :

- ✓ Des missions de la RVA-S.A

Conformément à l'article 4 de ces statuts de la RVA-SA publiés et approuvés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en dates de 28 et 29 septembre 2023, la société a pour objet :

- ✓ *De concevoir, construire, aménager, exploiter et de développer les aéroports ainsi que leurs dépendances en République Démocratique du Congo ;*
- ✓ *De fournir en République Démocratique du Congo et à l'étranger, dans ses domaines de compétence, tout service technique, toute prestation de nature industrielle, commerciale ou intellectuelle relatif aux opérations et à l'exploitation des aéroports, notamment les services d'assistance au sol, de lutte contre l'incendie et tout autre service spécifié par la règlementation internationale ;*
- ✓ *D'assurer la conception, la mise en œuvre, la gestion et le contrôle de l'espace aérien à travers des installations et services ayant pour objet :*
  - *Les télécommunications aéronautiques ;*
  - *Les aides à la navigation et l'atterrissage ;*
  - *La surveillance de l'espace et du trafic aériens,*
  - *Le contrôle de circulation aérienne, l'information en vol et l'alerte ;*
  - *La gestion des flux de trafic aérien, la production et la fourniture des informations de météorologie aéronautique, aussi bien pour la circulation en route que pour l'approche et l'atterrissage sur les aérodromes et les aéroports relevant de sa gestion ; et*
  - *L'information aéronautique (AIS).*
- ✓ *De vendre tous ces services et prestations, d'en fixer le prix, d'en percevoir les montants et, le cas échéant, d'en modifier les tarifs au titre de redevances aéronautiques et extra-aéronautiques ; et plus généralement de recouvrer tous autres revenus par son activité sociale ;*
- ✓ *De créer, de déposer, d'acquérir, de vendre, d'échanger, de céder ou d'exploiter, directement ou indirectement, tous actifs mobiliers et immobiliers, ainsi que tous les brevets, licences, procédés et marque de fabrique, et en concéder toutes les licences d'exploitation.*

Elle pourra aussi s'intéresser par voie d'apport, de suscription, de fusion, de participation financière, ou sous toute autre forme aux sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sein, ou de nature à faciliter et à développer directement ou indirectement son activité.

Et d'une manière plus générale, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à un quelconque des objets précités ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser le développement, la réalisation ou l'extension.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts.

✓ Les entités de la RVA-S.A.

La RVA-S.A gère 53 entités aéroportuaires, classées en aéroport international (04), en aéroport national (16) et en aérodrome (33), selon des critères essentiellement basés sur le trafic et certaines caractéristiques physiques et techniques.

CLASSIFICATION DES AEROPORTS ET AERODROMES DE LA RVA-S.A

4 Aéroports Internationaux					
1	*Kinshasa/N'djili*	*2*	*Lubumbashi/Luano*	*3*	*Kisangani/Bangoka*
4	*Goma*				
16 Aéroports Nationaux					
1	*Bandundu*	*7*	*Kananga*	*12*	*Mbandaka*
2	*Bukavu/ Kavumu*	*8*	*Kindu*	*13*	*Mbuji-Mayi*
3	*Bunia*	*9*	*Kinshasa/ N'dolo*	*14*	*Muanda*
4	*Gemena*	*10*	*Kolwezi*	*15*	*Tshikapa*
5	*Isiro/ Matari*	*11*	*Lodja*	*16*	*Gbadolite*
6	*Kalemie*				
33 Aérodromes					
1	*Abumumbazi*	*12*	*Kabalo*	*23*	*Lisala*
2	*Basankusu*	*13*	*Kabinda*	*24*	*Lubudi*
3	*Beni*	*14*	*Kahemba*	*25*	*Lusambo*
4	*Boende*	*15*	*Kalima*	*26*	*Manono*
5	*Boma*	*16*	*Kamina*	*27*	*Matadi*
6	*Bumba*	*17*	*Kasongo*	*28*	*Nioki*
7	*Buta/Zega*	*18*	*Kenge*	*29*	*Punia*
8	*Butembo*	*19*	*Kikwit*	*30*	*Rutshuru*
9	*Ikela*	*20*	*Kiri*	*31*	*Shabunda*
10	*Ilebo*	*21*	*Kongolo*	*32*	*Tembo*
11	*Inongo*	*22*	*Libenge*	*33*	*Tshumbe*

Source : Etabli à partir des données tirées des RAM/Dir. Expl.

Les programmes de la RVA se présentent comme suit :

Programme : **REGIE DES VOIES AERIENNES**

Responsable du programme : **Louis-Blaise LONDOLE**

Fonction : **Directeur Général**

1. Périmètres du programme

La stratégie du programme est mise en place par :

- La Direction Générale
- La Coordination du Secrétariat central et la Coordination de la Police et Sureté avec rang de Sous-direction
- Les structures spécialisées : Cellule d'Etude et stratégie, Cellule de Gestion des Projets et de Passation des Marchés Publiques, Cellule Qualité Environnement,
- Les Directions : Administrative, exploitation aéronautique, technique, infrastructures pistes et bâtiments, commerciale, Approvisionnement, Finances, maintenance, Juridique, Audit Interne.

2. Stratégie du programme

La stratégie du programme se repose sur la vision ainsi que sur les objectifs stratégiques déclinés ci-dessous :

De la vision

Le redressement de l'entreprise en application des recommandations de l'Organisation de l'Aviation Civile et Internationale ''OACI'' et de la poursuite de la modernisation des infrastructures aéroportuaires en contribuant au développement économique de la République Démocratique du Congo. »

Des objectifs stratégiques et indicateurs :

Objectif 1 : Développer des infrastructures aéroportuaires et déportés
Indicateurs : - Taux de couverture d'équipements de télécommunication (HF, VHF et CPDLC)

- Taux de couverture d'équipements de surveillance (ADS - B sol et ADS-B
- Taux de couverture d'équipements de navigation (VOR/DME - ILS/DME, NDB)
- Taux d'accroissement de la capacité d'accueil des infrastructures

Objectif 2 : Améliorer la capacité d'accueil des aéroports

Indicateurs : - Taux de pistes et terminaux opérationnels
- Taux de construction et d'aménagement des bâtiments

Objectif 3 : Garantir une couverture optimale de l'espace aérien et une assistance aux vols continus

Indicateurs : **- Taux de couverture des équipements déportés des aides à la navigation aérienne**

Objectif 4 : Prévenir les risques de collisions :

Indicateur : Taux de couverture de balisage lumineux

Objectif 5 : Maximiser les recettes et sécuriser la collecte de la redevance
Indicateurs : - Taux de réalisation des recettes

Objectif 6 : Assurer la protection des passagers, du personnel et des équipements aéroportuaires
Indicateur : - Taux de réduction d'actes d'interventions illicites dans les aéroports

Objectif 7 : **Assurer la protection des aéronefs et des équipements aéroportuaires**
Indicateur : - Taux de couverture de la surveillance

2.1. Objectifs du programme

L'amélioration la performance des services aéroportuaires conformément aux objectifs stratégiques de l'entreprise notamment :

- la sureté et la sécurité de la navigation aérienne,
- la qualité des infrastructures et la gestion efficiente des ressources

Cadre de performance du programme

MAQUETTE PROGRAMMATIQUE RVA

CODE SELECT	LIBELLE SECTION	CODE PROGR.	LIBELLE PROGRAM.	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	PERIMETRE
MINISTERE DE TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DE DESECLAVEMENT						
					DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES AER Coordination administrative de la RVA OPORTUAIRES	Direction Générale, Coordination du Secrétariat central, Coordination de la Police et Sureté, CES, CGPMP, CQE, CJ, Audit Interne, Direction Administrative, Direction exploitation aéronautique, Direction technique, Direction infrastructures, pistes et bâtiments, Direction commerciale, Direction Approvisionnement, Direction Finances, Direction maintenance.
					Coordination administrative de la RVA (Vision / Action du DG)	Direction Générale, Coordination du Secrétariat central, Coordination de la Police et Sureté, CES, CGPMP, CQE, CJ, Audit Interne, Direction Administrative, Direction Finances
					Patrimoine aéroportuaire de la RVA	*Direction infrastructures, pistes et bâtiments,*
					Equipements déportés des aides à la navigation aérienne	*Direction exploitation aéronautique, Direction technique, Direction maintenance*
					Sécurisation de la navigation aérienne	*Direction exploitation aéronautique*
					Renforcement de la sureté et la sécurité des sites aéroportuaires	*Direction exploitation aéronautique*
					Mobilisation des Recettes	*Direction commerciale*

CADRE DE PERFORMANCE RVA

Programme : REGIE DES VOIES AERIENNES										
Objectifs 1 : Développer des infrastructures aéroportuaires et déportés										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de couverture d'équipements de télécommunication (HF, VHF et CPDLC)	**%**	**80**	**82**	**84**	**86**	**88**	**90**	**95**	**100**
Source : **Direction Technique**										
Mode de calcul : **(Nbre d'équipements opérationnels /Nbre total d'équipements requis) X100**										
Commentaires : le niveau de disponibilité des moyens de télécommunication aéronautique nécessaires à la gestion de trafic aérien. Son amélioration contribue à la sécurité de vol, à la fluidité des communications Sol-bord et au respect des normes OACI.										
2	Taux de couverture d'équipements de surveillance (ADS - B sol et ADS-B	**%**	**30**	**35**	**40**	**50**	**95**	**100**	**100**	**100**
Source : **Direction Technique**										
Mode de calcul : **(Nbre d'équipements opérationnels /Nbre total d'équipements requis) X100**										
Commentaires : le niveau de couverture de l'espace aérien par les systèmes de surveillance permettant une meilleure localisation des aéronefs et une réduction des risques d'incidents										
3	Taux de couverture d'équipements de navigation (VOR/DME - ILS/DME, NDB)	**%**	**50**	**55**	**60**	**85**	**90**	**100**	**100**	**100**
Source : Direction Technique										
Mode de calcul : (Nbre d'équipements opérationnels /Nbre total d'équipements requis) X100										
Commentaires : cet indicateur apprécie la disponibilité des aides radioélectriques à la navigation garantissant la continuité et la sécurité des opérations aérienne										
4	**Taux d'accroissement de la capacité d'accueil des infrastructures**	**%**	**50**	**56**	**62**	**68**	**74**	**80**	**86**	**92**
Source : Direction des infrastructures, Pistes et Bâtiments et Direction Technique										
Mode de calcul : **(Capacité finale – capacité initiale) / capacité initiale X100**										
Commentaires : **le taux de capacité d'accueil des infrastructures reflète le niveau d'utilisation des installations aéroportuaires. Un taux faible indique une sous-utilisation des infrastructures, tandis qu'un taux élevé traduit une exploitation optimale des capacités**										

Action 1 : Patrimoine aéroportuaire de la RVA										
Objectifs 1 : Améliorer la capacité d'accueil des aéroports										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux de pistes et terminaux opérationnels**	**%**	**40**	**46**	**52**	**58**	**61**	**64**	**67**	**70**
Source : Direction Infra – Pistes et Bâtiments (DIPB)										
Mode de calcul : (Nbre de pistes et terminaux opérationnels / Nbre total des pistes et terminaux) x100										
Commentaires : il évalue la capacité des infrastructures aéroportuaires à accueillir les aéronefs et les passagers dans des conditions conformes aux normes de sécurité et de qualité										
2	**Taux de construction et d'aménagement des bâtiments**	**%**	**20**	**25**	**30**	**35**	**40**	**45**	**50**	**55**
Source : Direction Infra – Pistes et Bâtiments (DIPB)										
Mode de calcul : (Nbre de bâtiments construits et aménagés / Nbre des bâtiments à construire et à aménager) x100										
Commentaires : il mesure le niveau d'exécution des projets de construction, de réhabilitation et de modernisation des infrastructures de la RVA S.A										

Action 2: Equipements déportés des aides à la navigation aérienne										
Objectif 1 : Garantir une couverture optimale de l'espace aérien et une assistance aux vols continus										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux de couverture des équipements déportés des aides à la navigation aérienne**	%	**30**	**35**	**40**	**45**	**50**	**55**	**60**	**70**
Source : **Direction Technique**										
Mode de calcul : (Proportion de l'espace aérien local effectivement couverte par les signaux des aides à la navigation déportés / total espace aérien local) x 100										
Commentaires : Cet indicateur mesure l'étendue de la couverture des aides à la navigation implantées sur le territoire afin d'assurer la continuité des services de navigation aérienne.										

Action 3 : Sécurisation de la navigation aérienne										
Objectif : Prévenir les risques de collisions										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux de couverture de balisage lumineux**	%	**5**	**10**	**15**	**24**	**28**	**32**	**36**	**40**
Source : **Direction Technique**										
Mode de calcul : (Nbre des pistes et terminaux balisés / nbre des pistes répertoriées) x 100										
Commentaires : **Taux de couverture de balisage lumineux indique le niveau d'équipements de des infrastructures aéroportuaires en systèmes de balisage. Un taux élevé renforce la sécurité et la continuité des opérations aériennes, notamment de nuit et par faible visibilité.**										

Action 4 : Mobilisation des recettes										
Objectif 1 : Maximiser les recettes et sécuriser la collecte de la redevance										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de réalisation des recettes	%	**50**	**60**	**80**	**95**	**96**	**97**	**98**	**99**
Source : **Direction Commerciale**										
Mode de calcul : (Réalisation des recettes / prévisions) x 100										
Commentaires : le Taux de réalisation des recettes mesure le niveau d'atteinte des recettes prévues										

Action 5 : Renforcement de la sureté et la sécurité des sites aéroportuaires										
Objectif 1 : Assurer la protection des passagers, du personnel et des équipements aéroportuaires										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux de réduction d'actes d'interventions illicites dans les aéroports**	%	**80**	**60**	**40**	**35**	**20**	**15**	**10**	**5**
Source : **Coordination de la Police RVA**										
Mode de calcul : (Nbre d'actes d'interventions illicites connus de l'année N – Nbre d'actes d'interventions illicites de l'année N-1) / Nbre d'actes d'inventions illicites de l'année N-1) x 100										
Commentaires : le **Taux de réduction d'actes d'interventions illicites dans les aéroports** mesure l'efficacité des dispositifs aéroportuaires. Tandis que le taux de sécurité mesure le niveau de prévention des accidents et incident s dans les opérations aéroportuaires										
Objectif 2 : Assurer la protection des aéronefs et des équipements aéroportuaires										
	Indicateur	**Unité de mesure**	**Année de référence**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1	Taux de couverture de la surveillance	%					**10**	**16**	**20**	**30**
Source : **Coordination de la police**										
Mode de calcul : Superficie des zones critiques sous surveillance active / Superficie totale des zones critiques) x 100										
Commentaires : Le Taux de couverture de la surveillance indique le niveau de maitrise des zones sensibles au niveau des aéroports, il faut définir les zones critiques : (1) Aires des mouvements : pistes, taxiway et parking aéronefs, (2) zones de maintenance : Hangars, dépôts des pièces de rechange, (3) installation de navigation : tours de contrôle, stations VOR, DME, ILS, NDB et ADS-B, (4) zones de stockage de carburant et fret : dépôts carburant et frets										

PROGRAMME : Fonds National d'Entretien Routier

RESPONSABLE DU PROGRAMME : BUNDOKI NDONGALA Pierre

Fonction : Directeur Général

1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Les périmètres du Programme FONER s'étendent à :

- Conseil d'Administration (CA) ;
- Direction Générale (DG) ;
- Direction Financière (DF) ;
- Direction des Recettes (DR) ;
- Direction Technique (DT) ;
- Direction Administrative (DA) ;
- Direction Juridique et Contentieux (DJC) ;
- Direction d'Audit interne (DAI) ;
- Cellule Etudes et Stratégies (CES) ;
- Cellule de Communication ;
- Cellule de Gestion de Passation des Marchés Publics (CGPMP).

2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Dans le cadre de son Programme, la stratégie du FONER est fondée sur **la diversification, la sécurisation des recettes, la transparence**, **la redevabilité, la rigueur dans le financement des travaux d'entretien routier ainsi que la migration du FONER vers un fonds de troisième génération avec pour conséquence l'extension de sa mission au financement des travaux de réhabilitation et de construction des routes, actuellement exclu de son champ d'intervention.**

Cette stratégie repose à la fois sur la maitrise et la maximisation des redevances et droits de péage dus au FONER (ressources propres), sur les appuis budgétaires du Gouvernement et des PTF ainsi que sur l'optimisation des allocations faites aux Agences routières à travers une gouvernance financière et Technique rigoureuse.

2.1 PRESENTATION DE LA MAQUETTE PROGRAMMATIQUE

2.2 PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
42	**INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS**						
			Fonds National d'Entretien Routier			Conseil d'Administration, Direction Générale ; (DG) ; Direction Financière (DF) ; Direction des Recettes (DR) ; Direction Technique (DT) ; Direction Financière (DF) ; Direction Administrative (DA) ; Direction d'Audit interne (DAI) ; Direction Juridique et Contentieux (DJC) ; Cellule Etudes et Stratégies (CES) ; Direction des Recettes (DR) ; Cellule de Communication ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP)	OR, OVD; OVDA; DGDA
					Coordination Administrative du FONER	Direction Générale	
					Mobilisation des ressources	Direction des Recettes (DR),	DGDA
					Financement de travaux d'Entretien et de Protection du patrimoine routier national	Direction Financière (DF), Direction Technique (DT)	OR ; OVD ; OVDA

2.3. Objectifs du programme et Indicateurs de performance

Le programme FONER poursuit un objectif principal suivant :

- Maintenir le réseau routier de la République Démocratique du Congo en bon état.

Tableau 1 Cadre de Performance de l'Objectif du Programme FONER

- **Objectif : Maintenir le réseau routier de la République Démocratique du Congo en bon état.**									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de Km de routes entretenues	Km		201,18	14 692	18 129,50	ND	ND	ND
Source : Programme d'entretien routier (PER)									
Mode de calcul : Sommation de Km de routes entretenues sur la période									
Commentaires : Longueur totale des sections de routes ayant effectivement bénéficié d'au moins une opération d'entretien au cours de l'année									
2	Taux d'exécution du Budget Travaux	%	69	55	99	ND	ND	ND	ND
Source : Direction Technique									
Mode de calcul : Montant total des travaux exécutés /Budget total des travaux prévus x 100									
Commentaires : En 2023 le FONER a financé à hauteur de 69 %. Cette situation est principalement due au défaut des requêtes de financement, particulièrement l'Office des routes, soutenues des attachements réalistes. Elle s'est exacerbée en 2024. Par rapport aux prévisions : - En 2024, les prévisions des routes entretenues étaient de 10 572,86 Km contre 5 201,18 Km réalisés soit un taux de réalisation de 49% ; - En 2025, les prévisions des routes entretenues étaient de 18 372,79 Km contre 14 692,20 Km réalisés soit un taux de réalisation de 80% ; En 2026, les prévisions sont de 18 129,50 Km									

PROGRAMME : FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER

Objectif : Maintenir le réseau Routier de la République Démocratique du Congo en bon état.

Action 1 : Coordination Administrative du FONER

Objectif : Assurer la gouvernance institutionnelle

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre des activités du FONER prévu au Plan d'Action Annuel	%		60	78	40	100	ND	ND

Source : DG FONER

Mode de calcul : (Nbre d'activités réalisées / Nbre d'activités programmées) X 100

Commentaires : En 2025, hormis les activités de gestion courante, sur un total de 129 activités prévues, 99 ont été réalisées. Pour l'exercice courant, 40% d'activités prévues et récurrentes ont été réalisé au premier semestre

Action 2 : Mobilisation des ressources

Objectif : Accroitre les ressources financières du Fonds

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mobilisation des ressources	**%**	86	81	131	101	135	113	128

Source : Direction des Recettes

Mode de calcul : (Ressources Mobilisées / Ressources prévues) X 100

Commentaires :

L' analyse de la trajectoire de mobilisation des ressources met en évidence une nette inversion de tendance et une consolidation de la performance financière du Fonds:

- **Exercices 2023-2024 : Les taux de réalisation se sont établis respectivement à 86% et 81%. Cette s'expliquait principalement par des prévisions très optimistes dans les lois des finances des exercices concernés. En effet le Parlement s'était engagé au niveau des commissions ECOFIN de l'Assemblée nationale et du Senat à accompagner le FONER dans le rétablissement du tarif de la redevance FONER sur les carburants terrestres réduite de 100 USD le m3 à 10 USD par le Ministère de l'Economie et au recouvrement des créances du FONER détenues par les sociétés commerciales au motif que le Gouvernement ne payait pas les manques à gagner qu'il leur devait. Malheureusement ces hypothèses ne se sont pas réalisées.**
- **Exercice 2025 : L'accentuation des missions, le paiement des arriérés et l'ajustement des prévisions ont permis d'atteindre un taux d'exécution exceptionnel de 131%.**
- **Exercice en cours (S1 2026) : La dynamique d'efficience fiscale se consolide. Au premier semestre 2026, le taux de mobilisation enregistre une performance de 101% par rapport aux assignations semestrielles linéaires. Cette surperformance traduit une meilleure maîtrise des circuits de perception (RACE et redevances pétrolières) et confirme la trajectoire de viabilité financière du FONER.**

Action 3 : Financement des travaux d'entretien et protection du patrimoine routier national.

Objectif : Garantir un financement adéquat des travaux routiers du réseau prioritaire

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de financement	%	90	62	99	45			

	des travaux								
Source : Direction Financière, Direction Technique									
Mode de calcul : (Montant total des financements de travaux / Montant total des besoins de financement) X 100									
Commentaires :									

2.4. Evolution des Ressources et Dépenses du programme

Ressources Mobilisées par acte générateur

ACTE GENERATEUR	PREVISIONS 2023	REALISATIONS 2023	PREVISIONS 2024	REALISATIONS 2024	PREVISIONS 2025	REALISATIONS 2025
CARBURANTS TERRESTRES	138 761 223,03	136 127 866,00	134 093 490,99	152 492 589,00	136 037 541,90	188 294 355,00
LUBRIFIANTS		7 859 695,00		5 644 464,00	5 072 720,18	5 747 817,00
CHARGE A L'ESSIEU		201 589,00		240 106,00	215 716,37	2 327 726,00
PEAGE INTERNATIONAL	5 781 717,63	5 035 859,00	38 235 254,06	5 386 631,00	4 717 589,92	4 626 960,00
PEAGE NATIONAL		1 102 088,00		5 039 155,00	4 511 053,19	5 377 880,00
PESAGE		128 125,00		910 788,00	826 269,87	886 300,00
RECOUVREMENT ARRIERES	30 692 936,73		38 020 692,00		6 595 052,84	
TOTAL USD	**175 235 877,39**	**150 455 222,00**	**210 349 437,05**	**169 713 733,00**	**157 975 944,27**	**207 261 038,00**

Dépenses

	PREVISIONS 2023	REALISATIONS 2023	PREVISIONS 2024	REALISATIONS 2024	PREVISIONS 2025	REALISATIONS 2025
TRAVAUX	174 904 133,00	158 177 117,00	176 294 234,90	108 615 403,00	168 530 025,85	166 544 952,95
FONCTIONNEMENT	14 511 149,00	15 629 349,88	20 865 909,05	18 342 472,00	22 741 741,79	20 735 537,84
INVESTISSEMENT			8 394 972,00	3 030 808,00	10 047 321,68	1 929 693,24

14. Ministère de Postes, Télécommunications, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC)

Section 52

PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Son Excellence Monsieur José MPANDA-KABANGU, Ministre des Postes et Télécommunications

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

I.1. Mission et Organisation du Ministère

I.1 .1 Mission du Ministère

Les attributions du Ministère des Postes et Télécommunications telles que détaillées dans l'Ordonnance n° 25/293 du 15 Décembre 2025 Fixant les Attributions des Ministères, peuvent se résumer en ces termes :

1. Mise en œuvre de la politique définie par le Gouvernement dans le domaine de Télécommunications nationales et internationales, particulièrement en ce qui concerne la séparation et l'indépendance de la fonction de régulation du secteur des télécommunications et celle d'exploitation des réseaux ou de fourniture des services de Télécommunications, les conditions d'une concurrence effective et loyale entre exploitants et fournisseurs de services des Télécommunications et l'interconnexion de tous les réseaux assurant les services publics de Télécommunications ;
2. Implémentation des volets du plan National du Numérique relevant de ses compétences et collaboration en la matière avec le Ministre ayant le numérique dans ses attributions ;
3. Planification de la couverture postale ainsi que de la promotion et de la modernisation des services postaux à l'échelle nationale, régionale et internationale, conformément aux recommandations de l'Union Postale Universelle et de l'Union Panafricaine des Postes ;
4. Elaboration, mise en œuvre et suivi des politiques des infrastructures des Télécommunications large bande, de transport, de collecte et de desserte, spécialement en ce qui concerne les réseaux-backbone, les points d'échange IXP nationaux et régionaux, les stations d'atterrage des câbles internationaux des Télécommunications, les satellites, les réseaux sans fil, les réseaux à fibre optique, en collaboration notamment avec les Ministères ayant dans leurs attributions les travaux publics, l'urbanisme et l'habitat et l'aménagement du Territoire ;
5. Veille active et prospective sur la migration des technologies et la convergence des réseaux, notamment en ce qui concerne les technologies d'accès à très haut débit ;
6. Elaboration et mise en œuvre des études techniques, économiques et de planification des actions de développement ainsi que la politique et de la Stratégie Sectorielle, dans les domaines des Postes, Téléphones et Télécommunications, pour notamment améliorer le taux d'accessibilité auxdits services en collaboration avec les Ministres ayant la Recherche Scientifique, l'Entrepreneuriat et l'Innovation dans leurs attributions ;
7. Elaboration, proposition et / ou mise en œuvre de la réglementation, des règlements d'administration et de police, relatifs à la poste et aux Télécommunications et fixation des assiettes et des taux des taxes y afférentes, y compris les amendes transactionnelles ;
8. Définition et actualisation du Cadre légal et réglementaire du secteur des Télécommunications et de la Poste ;
9. Approbation et signature des licences d'exploitation et des autorisations ainsi que des cahiers des charges y afférents, dûment préparés par l'autorité de régulation ;

10. Réglementation et Suivi de la gestion des ressources rares domaniales de l'Etat, en terme des fréquences radioélectriques et de la numérotation, conformément aux directives de l'Union Internationale des Télécommunications ;
11. Mise en place d'un cadre de collaboration avec le Ministre ayant l'économie numérique dans ses attributions, afin de promouvoir l'inclusion numérique par le biais de l'Etablissement public chargé de la promotion du service universel des Télécommunications et des Technologies de l'Information ;
12. Impulsion des mesures de protection des consommateurs du secteur en ce qui concerne le prix des services, les réclamations ouvertes au publics et la qualité de service ;*
13. Optimisation et évaluation des modalités d'identification des abonnés des services et réseaux de Télécommunications, en collaboration avec le Ministère ayant l'intérieur dans ses attributions et les services compétents de l'Etat ;
14. Représentation des intérêts de la République Démocratique du Congo auprès des organisations sous régionales ;
15. Représentation des intérêts de la République Démocratique du Congo auprès des organisations sous régionales et internationale et application des accords et traités internationaux dans le secteur des Télécommunications, en collaborations, avec le Ministère ayant les affaires étrangères et la coopération internationale dans leurs attributions ;Réglementation du transport et courrier et de l'émission des timbres et du secteur des messageries postales électroniques ainsi que financière en collaboration avec le Ministère ayant les finances dans ses attributions ;
16. Réglementation et développement des services financiers postaux, spécialement des Comptes chèques de la Poste et mandats postaux ;
17. Collaboration structurelle et permanente avec le ministère ayant en charge l'économie numérique ainsi qu'avec les autres ministères et services de l'Etat, sur les matières de sécurité physique et électroniques des réseaux et infrastructures de Télécommunication de base.

I.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère des Postes et Télécommunications se compose d'un Cabinet et ses services annexes, d'un Secrétariat Général des PTNTIC ainsi que des entreprises Publiques concourant à la politique du secteur.

a. Cabinet du Ministre et les services annexes dont :

- Le Plan Intégral de la Réforme et du Développement Postal (PIDEP) ;
- La Conférence des Postes et Télécommunications de l'Afrique Centrale(COPTAC) ;
- Le Réseau Africain de Communication par Satellite (RASCOM) ;
- Le Bureau Technique de Coordination Portail Electronique du Gouvernement (BTCPEG).

b. Administration du Secrétaire Général :

- Secrétariat Général (SG) ;
  - Secrétariat Administratif du Secrétaire Général ;
  - Secrétariat Technique du Secrétariat Général.

c. Services Rattachés au Secrétaire Général :

- Cellule Technique d'Appui ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics.

d. Directions d'Appui

- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction des Etudes et Planification ;
- Direction des Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et Communication.

e. Directions Spécifiques

- Direction Postes ;
- Direction Télécommunications et TIC ;
- Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC ;
- Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC ;
- Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC ;
- Direction Administration des Etablissements de Formation ;
- Direction Inspection Postes, Télécommunications et TIC.

f. Divisions Provinciales (26 Provinces)

g. Antennes Territoriales (145 Territoires)

h. Entreprises Publiques concourant à la politique du Ministère :

- Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications du Congo (ARPTC) ;
- Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) ;
- Réseau National de Télécommunications par Satellite (RENATELSAT) ;
- Fonds de Développement du Service Universel (FDSU).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINESTERE

I.2.1. Priorités nationales

Conformément à la Constitution du 18 février 2006 de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011, notamment en ses articles 78 alinéa 4, 93 et 202 point 20, les secteurs des postes, télécommunications, radiodiffusion, télévision et communications satellitaires relèvent de la compétence exclusive du pouvoir central.

À ce titre, le présent projet s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques nationales et internationales, notamment le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028, dans son Domaine IV relatif à la modernisation des infrastructures et à l'aménagement du territoire, ainsi que le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028, particulièrement le Pilier III consacré à la connectivité nationale à travers le développement des réseaux de communication et l'accès à Internet.

Le projet s'aligne également sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, notamment son Objectif 10 portant sur les infrastructures de classe mondiale en Afrique, ainsi que sur l'Objectif de Développement Durable (ODD 9) visant la promotion d'infrastructures résilientes, de l'innovation et d'une industrialisation durable.

I.2.2. Politiques sectorielles

Le secteur des Postes et Télécommunications est porté par une évolution rapide des Technologies et des services innovants.

À ce jour, le Ministère des Postes et Télécommunications dispose de deux principaux documents de politique sectorielle :

- Le Document de Déclaration de Politique Sectorielle des Télécommunications de 2009, axé sur la modernisation des infrastructures, l'extension de la connectivité et le développement des TIC ;

- Le Document de Déclaration de Politique Sectorielle Postale de 2014, révisé et validé en 2025, orienté vers la modernisation des services postaux, l'intégration du numérique et le renforcement de l'inclusion numérique et financière.

Aussi, le Ministère des Postes et Télécommunications dispose de deux feuilles de route ainsi que d'un chronogramme d'actions adoptés par le Gouvernement de la République. Ces documents définissent les priorités stratégiques du secteur, notamment l'amélioration de la connectivité nationale, la modernisation des infrastructures postales et télécoms, la réduction de la fracture numérique ainsi que le renforcement de la gouvernance et des services au profit des populations.

I.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
52	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS						
			Administration Générale des Postes, Télécommunication et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication			Cabinet du Ministre, Secrétariat Général, DAF, DEP, DRH, DANTIC,DIPTTIC, Cellule Technique d'Appui, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics	COPTAC, PIDEP, RASCOM, BTCPEG,
					Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre, Secrétariat Général	
					Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et Financière (DAF)	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction des Etudes et de la Planification (DEP)	
					Gestion des ressources humaines, formation initiale et continue	Direction des Ressources Humaines (DRH)	
					Gestion du système d'information et de la communication	Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	
					Police du secteur postal et des Télécommunications	Direction de l'Inspection Postes, Télécommunications et TIC.	

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
			Développement du secteur postal			Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation	SCPT, ARPTC
					Politiques et Réglementation postales	Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation	ARPTC
					Extension de la couverture réseau postal	Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation	SCPT, ARPTC
					Taxation et tarification postale	Direction Postes	ARPTC
			Développement des télécommunications			Direction Télécommunications et TIC, Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Services Territoriaux, Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC	ARPTC, FDSU, RENATELSAT,SCPT,RASCOM
					Politiques et Réglementation des télécommunications	Direction Télécommunications et TIC, Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales,	ARPTC
					Déploiement des infrastructures de télécommunication	Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Services Territoriaux	FDSU, RENATELSAT, SCPT, RASCOM

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
					Renforcement du raccordement internet au réseau mondial	Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Services Territoriaux	SCPT, FDSU
					Interconnexion de l'Administration publique	Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC	FDSU
					Coopération internationale en télécommunication	Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC,	
					Appui à la promotion des NTIC	Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales	

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1. Performances antérieures. : Projets clôturés et achevés depuis 2024

- Connexion à quatre câbles sous-marins internationaux et à cinq liaisons transfrontalières ;
- Achèvement des segments restants du backbone national large bande à fibre optique, avec des interconnexions redondantes ;
- Construction des Rings métropolitains de fibre optique dans les 26 chefs-lieux des provinces, existants : Kinshasa, Lubumbashi et Goma ;
- Elaboration d'une stratégie nationale de gestion des fréquences (intérieures et aux frontières) ;

I.4.2. Perspectives : Projets opérationnels en cours de mise en œuvre

- Conception d'un Plan d'aménagement global des infrastructures de support au numérique et élaboration de la stratégie à large bande ;
- Construction d'un réseau national de recherche (NREN) interconnectant les universités, les grandes écoles, les institutions de recherche et les services nationaux de documentation et d'archivage (En Cours d'exécution) ;
- Développement de projets de connectivité rurale avec des technologies de performances intermédiaires.
- Connection des 145 Territoires ;
- Réduction de la fracture numérique ;
- Elargissement de l'assiette fiscale ;
- Digitalisation des services publics à l'horizon 2030.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. Objectif les plus représentatifs du ministère

Les principaux objectifs par programme concourant à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère des Postes et Télécommunications se déclinent comme suit :

1. Accroître durablement les recettes du secteur des postes et télécommunications ;
2. Étendre la couverture postale sur l'ensemble du territoire national ;
3. Déployer les infrastructures des Télécommunications sur toute l'étendue du territoire national.

I.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Accroître durablement les recettes du secteur des Postes et Télécommunications									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'accroissement des recettes collectées	**%**	**9,55**	**30,89**	**15,20**	**-15,76**	**6,2**	**6,5**	**6,5**
Source : Bureau Préparation et Suivi-Budgétaire DAF									
(De 2026 à 2029 : prise en compte de la quotité de 50 % du Chiffre d'Affaires au profit du FDSU, conformément aux dispositions de l'article 67 la loi des Finances 2026)									
Mode de calcul : ((Recettes Année N – Recettes année N-1)/Recettes Année N-1) X100									
Commentaires : Cet indicateur mesure l'évolution annuelle des recettes collectées par rapport à l'année précédente afin d'évaluer l'atteinte des cibles fixées par le secteur. Les projections pour les cibles ont été déterminées en se référant à la circulaire sur l'élaboration de la loi des Finances exercice 2026. Ils traduisent le niveau de performance attendue en matière d'accroissement des recettes.									
Objectif 2. Étendre la couverture postale sur l'ensemble du territoire national									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de couverture postale	**%**	**ND**	**ND**	**ND**	**ND**			
Source : SCPT et Direction des Postes, ARPTC									
Modalité de Calcul : Nombre de bureaux opérationnels sur le total de bureaux de Poste existant sur le territoire national X 100									
Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de couverture de l'offre de services postaux par rapport à la demande totale exprimée sur le territoire. Il met particulièrement l'accent sur l'atteinte des cibles fixées en matière de disponibilité et d'accessibilité des services postaux, en mesurant la capacité du système à répondre progressivement à la demande des usagers.									
Objectif 3 : Déployer les infrastructures des télécommunications sur toute l'étendue du territoire									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de déploiement des infrastructures des télécommunications.	**%**	**ND**	**ND**	**ND**	**ND**			
Source : ARPTC, SCPT, Télécommunications et TIC									
Mode de calcul : Nombre de Kilomètre déployé sur nombre total de Kilomètre prévu X 100									
Commentaires : Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de déploiement des infrastructures de télécommunications (fibre optique). Il mesure le degré de réalisation des objectifs de connectivité, notamment la progression vers les taux d'accès visés et la réduction planifiée de la fracture numérique entre zones urbaines, périurbaines et rurales. Il renseigne ainsi sur le niveau de performance par rapport aux cibles annuelles et pluriannuelles définies dans les politiques d'extension de la couverture et d'inclusion numérique.									

I.6. Evolution des crédits budgétaires du ministère

I.6.1. Présentation des crédits budgétaires par programme

Tableau 3 : Evolution des crédits budgétaires par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	EXERCICE 2025		EXERCICE ENCOURS 2026 Loi des Finances Initiales		(PROJECTIONS CDMT 2027 en CDF)
			Crédits Votés en FC	Exécution en FC	Crédits Votés en FC	Exécution en FC	
1		Administration Générale des Postes, Télécommunication et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	130 610 336 581	30 488 185 612	42 523 591 955	24 527 389 109	59 769 919 159
2		Développement du secteur postal	6 379 054 118	7 075 490 500	8 602 392 894	3 547 927 971	9 066 925 220
3		Développement des télécommunications	8 661 239 308	8 571 668 000	3 969 973 157	15 393 184	15 709 829 987
TOTAL			**145 650 630 007**	**46 135 344 111**	**55 095 958 006**	**28 090 710 264**	**84 546 674 366**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits budgétaires par rubrique Budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits budgétaires par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	EXERCICE 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		
		Crédits votés en FC	Exécution à Fin Décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	_	_	_	_	_
2	Fonctionnement des Ministères	9 174 879 373	10 066 175 084	6 939 107 643	15 328 141 635	10946046751
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 021 978 253	8 541 750 000	3 464 738 339	-	5907161203
4	Investissements sur Ressources Extérieures	105 512 273 724	_	1 255 040 589	-	662650952
5	Investissements sur Ressources Propres	2 317 038 504	2 544 290 370	9 264 594 279	-	21236000000
6	Rémunérations	17 634 615 470	24 550 748 459	32 446 766 082	12 561 337 530	44069104386
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	878 872 489	29 918 000	1 725 711 074	201 231 099	1725711074
8	Subventions aux Services Ex-BPO	2 110 972 194	402 462 199	-	-	_
TOTAL		**145 650 630 007**	**46 135 344 111**	**55 095 958 006**	**28 090 710 264**	**84546674366**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	EXERCICE 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2026 - 2029
		Crédits votés en FC	Exécution fin décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**37 821 317 779**	**43 591 053 741**	**44 576 323 138**	**28 090 710 264**	**62 648 023 414**
1	Titre III : Dépenses de personnel	20 292 534 227	24 550 748 459	34 456 863 371	12 728 787 530	46 788 424 209
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 854 558 176	993 001 125	1 367 641 667	358 545 168	5 863 121 565
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	4 579 745 366	9 073 173 959	3 373 271 696	14 802 146 467	2 185 320 275
4	Titre VI : Transferts et interventions	11 094 480 010	8 974 130 199	5 378 546 404	201 231 099	7 811 157 365
	Financement intérieur	_	_	_	_	_
	Financement extérieur	_	_	_	_	_
Dépenses en capital		**107 829 312 228**	**2 544 290 370**	**10 519 634 868**	_	**21 898 650 952**
5	Titre VII : Equipements	106 410 262 732	_	9 100 585 372	_	10 563 447 984
	Financement intérieur	_	_	_	_	
	Financement extérieur	_	_	_	_	_
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 419 049 496	2 544 290 370	1 419 049 496	_	11 335 202 968
	Financement intérieur		_	_	_	_
	Financement extérieur	_	_	_	_	_
	Total	**145 650 630 007**	**46 135 344 111**	**55 095 958 006**	**28 090 710 264**	**84 546 674 366**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.7. Evolution des effectifs et masse salariale du Programme (Ministère des Postes et Télécommunications)

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale (Salaire Kinshasa).

N°	GRADE	Effectif Cadre Organique (I)	Barème en Vigueur		Existant		Effectif non payé (5)=(1)-(3)	Masse salariale non payé (6)=(5)*(2)*12	BESOINS DE SERVICE 2027	JUSTIFICATIONS	
			Effectifs	Taux (2)	Effectif payé en Juin 2025 (3)	Masse salariale payée en Juin 2026 (4)=(2)*(3)*6			Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
1	Secrétaraie Général/Ass	1		415 439,00	1	2 492 634,00	0	0,00	1	4 985 268,00	
2	Directeur Général/Ass	0		0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
3	Directeur/Assimilé	17		402 328,00	2	4 827 936,00	15	72 419 040,00	17	82 074 912,00	
4	Chef de Division/Ass	129		386 238,00	12	27 809 136,00	117	542 278 152,00	129	597 896 424,00	
5	Chef de Bureau/Ass	185		371 760,00	44	98 144 640,00	141	629 017 920,00	185	825 307 200,00	
6	Attaché d'Administration de 1ère Classe	203		353 960,00	70	148 663 200,00	133	564 920 160,00	203	862 246 560,00	
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	175		340 022,00	197	401 906 004,00	0	0,00	197	803 812 008,00	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	93		325 538,00	248	484 400 544,00	0	0,00	248	968 801 088,00	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	41		312 644,00	120	225 103 680,00	0	0,00	120	450 207 360,00	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	27		298 965,00	3	5 381 370,00	24	86 101 920,00	27	96 864 660,00	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	11		285 286,00	3	5 135 148,00	8	27 387 456,00	11	37 657 752,00	
12	Huissier	12		271 607,00	2	3 259 284,00	10	32 592 840,00	12	39 111 408,00	
TOTAL GENERAL		**894**			**702**	**1 407 123 576,00**	**448**	**1 954 717 488,00**	**1 150**	**4 768 964 640,00**	

Source : DRH SG DES PTNTIC

Tableau 7 : Effectifs et masse salariale (Transport Kinshasa).

N°	GRADE	Effectif Cadre Organique (I)	Barème en Vigueur		Existant		Effectif non payé (5)=(1)-(3)	Masse salariale non payé (6)=(5)*(2)*12	BESOINS DE SERVICE 2027	JUSTIFICATIONS	
			Effectifs	Taux (2)	Effectif payé en Juin 2025 (3)	Masse salariale payée en Juin 2026 (4)=(2)*(3)*6			Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
1	Secrétaraie Général/Ass	1		15 000,00	1	90 000,00	0	0,00	1	180 000,00	
2	Directeur Général/Ass	0		0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
3	Directeur/Assimilé	17		15 000,00	2	180 000,00	15	2 700 000,00	17	3 060 000,00	
4	Chef de Division/Ass	129		15 000,00	12	1 080 000,00	117	21 060 000,00	129	23 220 000,00	
5	Chef de Bureau/Ass	185		15 000,00	44	3 960 000,00	141	25 380 000,00	185	33 300 000,00	
6	Attaché d'Administration de 1ère Classe	203		15 000,00	70	6 300 000,00	133	23 940 000,00	203	36 540 000,00	
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	175		15 000,00	197	17 730 000,00	0	0,00	197	35 460 000,00	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	93		15 000,00	248	22 320 000,00	0	0,00	248	44 640 000,00	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	41		15 000,00	120	10 800 000,00	0	0,00	120	21 600 000,00	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	27		15 000,00	3	270 000,00	24	4 320 000,00	27	4 860 000,00	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	11		15 000,00	3	270 000,00	8	1 440 000,00	11	1 980 000,00	
12	Huissier	12		15 000,00	2	180 000,00	10	1 800 000,00	12	2 160 000,00	
TOTAL GENERAL		**894**			**702**	**63 180 000,00**	**448**	**80 640 000,00**	**1 150**	**207 000 000,00**	

Source : DRH SG DES PTNTIC

Tableau 8 : Effectifs et masse salariale (Prime Permanente Kinshasa et Provinces).

N°	GRADE	Effectif Cadre Organique (I)	Barème en Vigueur		Existant		Effectif non payé (5)=(1)-(3)	Masse salariale non payé (6)=(5)*(2)*12	BESOINS DE SERVICE 2027	JUSTIFICATIONS	
			Effectifs	Taux (2)	Effectif payé en Juin 2025 (3)	Masse salariale payée en Juin 2026 (4)=(2)*(3)*6			Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
1	Secrétaraie Général/Ass	1		7 000 000,00	1	42 000 000,00	0	0,00	1	84 000 000,00	
2	Directeur Général/Ass	0		0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
3	Directeur/Assimilé	17		6 250 000,00	5	187 500 000,00	12	900 000 000,00	17	1 275 000 000,00	
4	Chef de Division/Ass	155		5 500 000,00	16	528 000 000,00	139	9 174 000 000,00	155	10 230 000 000,00	
5	Chef de Bureau/Ass	486		5 000 000,00	77	2 310 000 000,00	409	24 540 000 000,00	486	29 160 000 000,00	
6	Attaché d'Administration de 1ère Classe	1396		4 500 000,00	121	3 267 000 000,00	1275	68 850 000 000,00	1396	75 384 000 000,00	
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	528		4 000 000,00	423	10 152 000 000,00	105	5 040 000 000,00	528	25 344 000 000,00	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	591		3 500 000,00	802	16 842 000 000,00	0	0,00	802	33 684 000 000,00	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	264		2 750 000,00	722	11 913 000 000,00	0	0,00	722	23 826 000 000,00	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	105		2 500 000,00	43	645 000 000,00	62	1 860 000 000,00	105	3 150 000 000,00	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	37		2 000 000,00	15	180 000 000,00	22	528 000 000,00	37	888 000 000,00	
12	Huissier	183		1 750 000,00	7	73 500 000,00	176	3 696 000 000,00	183	3 843 000 000,00	
TOTAL GENERAL		**3763**			**2232**	**46 140 000 000,00**	**2 200**	**114 588 000 000,00**	**4 432**	**206 868 000 000,00**	

Source : DRH SG DES PTNTIC

Tableau 9 : Effectifs et masse salariale (Salaire Provinces).

N°	GRADE	Effectif Cadre Organique (I)	Barème en Vigueur		Existant		Effectif non payé (5)=(1)-(3)	Masse salariale non payé (6)=(5)*(2)*12	BESOINS DE SERVICE 2027	JUSTIFICATIONS	
			Effectifs	Taux (2)	Effectif payé en Juin 2025 (3)	Masse salariale payée en Juin 2026 (4)=(2)*(3)*6			Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
1	Secrétaraie Général/Ass	0		415 439,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
2	Directeur Général/Ass	0		0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
3	Directeur/Assimilé	0		402 328,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
4	Chef de Division/Ass	26		386 238,00	2	4 634 856,00	24	111 236 544,00	26	120 506 256,00	
5	Chef de Bureau/Ass	301		371 760,00	17	37 919 520,00	284	1 266 958 080,00	301	1 342 797 120,00	
6	Attaché d'Administration de 1ère Classe	1193		353 960,00	27	57 341 520,00	1166	4 952 608 320,00	1193	5 067 291 360,00	
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	353		340 022,00	112	228 494 784,00	241	983 343 624,00	353	1 440 333 192,00	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	318		325 538,00	296	578 155 488,00	22	85 942 032,00	318	1 242 253 008,00	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	223		312 644,00	390	731 586 960,00	0	0,00	390	1 463 173 920,00	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	78		298 965,00	21	37 669 590,00	57	204 492 060,00	78	279 831 240,00	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	26		285 286,00	10	17 117 160,00	16	54 774 912,00	26	89 009 232,00	
12	Huissier	161		271 607,00	2	3 259 284,00	159	518 226 156,00	161	524 744 724,00	
TOTAL GENERAL		**2679**			**877**	**1 696 179 162,00**	**1 969**	**8 177 581 728,00**	**2 846**	**11 569 940 052,00**	

Source : DRH SG DES PTNTIC

II. PRESENTATION DU PROGRAMME

II.1. Programme 1 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : Aurélien KAMBA NSUNDA

Fonction : Secrétaire Général aux PTNTIC

II.1.1. Périmètre du Programme

Ce programme est mis en œuvre par les structures ci-après : Le Cabinet du Ministre et ses Services rattachés, le Secrétariat Général et les Directions Normatives.

a) Le cabinet du Ministre et services rattachés dont :

- Le Plan Intégral de la Réforme et du Développement Postal (PIDEP) ;
- La Conférence des Postes et Télécommunications de l'Afrique Centrale (COPTAC);
- Le Réseau Africain de Communication par Satellite (RASCOM) ;
- Le Bureau Technique de Coordination Portail Electronique du Gouvernement (BTCPEG).

Le Secrétariat Général et les directions normatives qui sont :

- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction des Etudes et Planification ;
- Direction des Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et Communication.
- Direction Inspection Postes, Télécommunications et TIC ;
- Divisions Provinciales (26 Provinces) ;
- Antennes Territoriales (145 Territoires).
- Secrétariat Administratif du Secrétaire Général ;
- Secrétariat Technique du Secrétaire Général ;
- Cellule Technique d'Appui ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics.

C) Entreprises Publiques concourant à la politique du Programme :

- Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications du Congo (ARPTC) ;
- Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) ;
- Réseau National de Télécommunications par Satellite (RENATELSAT) ;
- Fonds de Développement du Service Universel (FDSU).

II.1.2. Stratégie du programme

La stratégie du programme repose sur l'actualisation du cadre juridique, institutionnel et réglementaire du secteur des Postes, Télécommunications et TIC, en s'appuyant sur les principales réformes légales, notamment des lois existantes n°012/2002 du 16 octobre 2002 relative aux services postaux et n°20/017 du 25 novembre 2020 relative aux Télécommunications et TIC. Elle vise à renforcer la gouvernance, améliorer la régulation, accélérer la transformation numérique et optimiser la contribution du secteur au développement économique, tout en intégrant les politiques sectorielles comme leviers d'orientation stratégique.

Sur le plan opérationnel, le programme met l'accent sur le renforcement des capacités humaines et matérielles du Ministère, à travers la formation continue, l'amélioration des conditions de travail et de rémunération, ainsi que la dotation en équipements et moyens logistiques tels que les véhicules de service. L'objectif final est de dématérialiser les prestations des services publics de l'Etat afin de disposer d'un secteur performant, pleinement opérationnel et mieux structuré, capable d'assurer efficacement la mise en œuvre des politiques publiques, la modernisation des infrastructures et le renforcement durable de la mobilisation des recettes non fiscales.

II.1.3. Objectifs du programme et indicateurs de performance

II.1.3.1. Objectifs du programme

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance du secteur

Les mesures et actions à mener dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme seront évaluées à travers les indicateurs suivants :

- Nombre de textes légaux et réglementaires élaborés, révisés et effectivement appliqués ;
- Pourcentage d'agents formés à l'éthique et à la déontologie professionnelle.

Objectif 2 : Renforcer les capacités matérielles et humaines du Ministère.

Les mesures et actions à mettre en œuvre dans le cadre de cet objectif seront évaluées à travers les indicateurs suivants :

- Proportion de personnel formé et/ou recyclé ;
- Taux de bureaux réhabilités et opérationnels.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale.

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation (en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025	2026	2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Améliorer la Gouvernance du secteur	Nombre de Textes légaux et réglementaires élaborés et/ou révisés et appliqués	Nombre	**2024**	**4**	**-**	**4**	**12**	**12**	**22**	**37**	**47**	Secrétariat Général et Direction des Ressources Humaines
		Source :	Cabinet, SG, DRH, ARPTC										
		Mode de Calcul :	Somme des textes légaux ou règlementaires élaborés et/ou révisés et appliqués										
		Commentaire :	• Cet indicateur renseigne le nombre des textes législatifs (lois ou ordonnance-lois) ou règlementaires (ordonnance, décret, arrêtés, décisions ou instructions) pris dans le secteur. Il traduit le dynamisme de l'administration à adapter le cadre normatif du secteur aux diverses mutations suivant l'évolution technologique rapide du secteur. • Les textes élaborés mais non appliqués ne seront pas pris en compte. Cependant tout texte ayant connu un début d'exécution (exécution partielle) sera comptabilisé.										
		Pourcentage d'agents formés à l'éthique et à la déontologie	%	2027	33,25	-	-	-	-	33,25	66,50	100	Secrétariat Général et Direction des Ressources Humaines
		Source :	SG, DRH										
		Mode de Calcul :	Nombre d'Agents formés/Nombre total projeté X 100										
		Commentaire :	Cette formation portant sur l'éthique et la déontologie de l'Agent de carrière des Services Publics de l'Etat concernera tous les Agents revêtus d'un grade inférieur à celui de Chef de Bureau, (catégorie C et D). Elle sera destinée en premier lieu aux Agents de l'Administration centrale et concernera 800 Agents sur trois ans (2027-2029).										
	Renforcer les capacités matérielles et humaines du Ministère.	Proportion de Personnels formés et/ou recyclés ;	%	2025	12	-	-	12	0	33,50	67	100	Direction des Ressources Humaines et Secrétariat Général
		Source :	DRH										
		Mode de Calcul :	Nombre d'Agents formés/Nombre total projeté X 100										
		Commentaire :	L'Administration projette former 800 Agents au total sur la période 2027-2029, à raison de 400 sur les Télécoms et TIC, 300 sur la Poste et 100 sur les notions d'OPJ. Ainsi, chaque année, 268 Agents seront formés en raison de 134 sur les Télécoms et TIC, 100 sur la Poste et 34 sur les notions d'OPJ.										
		Nombre d'Equipements informatiques acquis.	Nombre	2026	-	-	-	-	-	**30**	**40**	**50**	Cabinet, SG, CGPMP, DAF
		Source :	Cabinet, SG, DAF, CGPMP										
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											

Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère des Postes et Télécommunications	Renforcer l'efficacité du Pilotage et de la Coordination des actions stratégiques des PTNTIC	Nombre des réunions des instances de pilotage	Nombre	2027	64	-	-	-	-	64	64	64	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général des PTNTIC
		Source :	Cabinet et SG										
		Mode de Calcul :	Somme des réunions de pilotage et de coordination tenues pendant la période concernée										
		Commentaire :	Sont prises en compte les réunions tenues par son Excellence Monsieur le Ministre ou sous son instruction, dans le cadre de ses fonctions et qui concernent le pilotage du secteur. Sont aussi prises en compte, les réunions tenues par le Secrétaire Général ou sous son instruction et qui portent sur la coordination des activités du secteur. (52 réunions de coordination, soit une réunion chaque semaine et 12 réunions de pilotage, soit une réunion par mois)									
		Taux d'exécution des actions stratégiques	%	2027	100	-	-	-	-	100	100	100	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général des PTNTIC
		Source :	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général										
		Mode de Calcul :	Nombre d'Actions stratégiques réalisées/Nombre total d'Actions stratégiques X 100										
		Commentaire :											
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer une gestion efficace, transparente et rationnelle des ressources financières et matérielles	Taux d'Exécution Budgétaire du Ministère des PT	%	2022	14,23%	28,04%	20,56%	80,07%	--	80,00%	90,00%	100,00%	Direction Administrative et Financière
		Source :	DAF, Ministère du Budget (ESB), Ministère des Finances (Loi portant Reddition des Comptes)										
		Mode de Calcul :	(Dépenses exécutées / Dépenses prévues) X 100										
		Commentaire :											
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	Assurer une planification efficace, une programmation cohérente et un suivi évaluation régulier des activités et projets	Taux d'élaboration des outils de planification	%	2025	50	-	-	50	83,33	100	100	100	Direction d'Etudes et Planification
		Source :	DEP										
		Mode de Calcul :	(Nombre d'outils élaborés/Nombre total d'outils attendus pour la période) X 100										
		Commentaire :	Il s'agit principalement des outils suivants : CBMT, CDMT, PIP, PAP, PTA et PTBA (sectoriels)										
		Taux de production des rapports de Suivi et Evaluation	%	2027	100	-	-	-	-	100	100	100	Direction d'Etudes et Planification
		Source :	DEP										
		Mode de Calcul :	Nombre de rapports produits/Nombre de rapports prévus X 100										
		Commentaire :	En fonction des moyens mis à sa disposition, la DEP prévoit de réaliser des rapports de suivi-évaluation trimestriels et un rapport annuel de suivi-évaluation. Ces rapports concerneront toutes les actions inscrites au PTA et en cours d'exécution pendant l'exercice.									
Action 4: Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace, équitable et optimale des ressources humaines	Taux de cotation du Personnel réalisée	%	2027	100	-	-	-	-	100	100	100	Direction des Ressources Humaines
		Source :	DRH										
		Mode de Calcul :	Nombre d'Agents cotés/Nombre total d'Agents X 100										
		Commentaire :	Le Statut des Agents de carrière des Services Publics de l'Etat prévoit à son article ... que tout Agent doit être coté après une année de service. L'Administration prévoit ainsi se soumettre à cette prescription statutaire et projette évaluer tout son personnel, d'où la cible de 100% chaque année.									

Action 5 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Assurer la collecte, le traitement, la diffusion, la sécurisation et la conservation efficace de l'information	Taux des tâches digitalisées	%	2026	25	-	-	-	25	50	75	100	Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
		Source :	DANTIC										
		Mode de Calcul :	Nombre de Tâches digitalisées / Nombre total des Tâches X 100										
		Commentaire :	Le système de taxation est à ce jour digitalisé. Nous projetons digitaliser le système d'archivage, le processus de contrôle du secteur de la Poste et celui du secteur des Télécommunications et TIC										
Action 6 : Police du secteur postal et des Télécommunications	Assurer le contrôle du secteur postal et des Télécommunications	Taux de contrôle réalisé	%	2025		-	-	-		100	100	100	Direction Inspection Postes, Télécommunication et TIC
		Source :											
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		
		Crédits votés en FC	Exécution Fin Décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	_	_	_		_
2	Fonctionnement des Ministères	8 253 300 365	9 993 927 084	6 215 097 083	15 312 748 451	9 953 646 572
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	3 000 000 000
4	Investissements sur Ressources Extérieures	105 512 273 724	_	1 255 040 589	-	662 650 952
5	Investissements sur Ressources Propres	1 819 049 496	2 544 290 370	8 766 605 271	-	13 232 000 000
6	Rémunérations	14 842 289 174	17 949 968 158	25 591 342 206	9 214 640 658	32 272 420 510
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	128 908 418	_	695 506 806	-	649 201 125
8	Subventions aux Services EX-BPO	54 515 404	54 515 404	_	-	_
TOTAL		**130 610 336 581**	**30 488 185 612**	**42 523 591 955**	**24 527 389 109**	**59 769 919 159**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits budgétaires par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2027
		Crédits votés en FC	Exécution fin décembre en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**23 279 013 361**	**27 943 895 242**	**32 501 946 095**	**24 527 389 109**	**45 875 268 207**
1	Titre III : Dépenses de personnel	17 300 207 931	17 949 968 158	27 419 344 167	9 382 090 658	34 506 222 341
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 594 558 176	920 753 125	1 144 154 346	343 151 984	5 619 239 378
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	4 118 166 358	9 073 173 959	3 054 843 785	14 802 146 467	1 922 320 275
4	Titre VI : Transferts et interventions	266 080 896	–	883 603 797	—	3 827 486 213
.	Financement intérieur	–	–	—	—	—
	Financement extérieur	–	–	—	—	—
Dépenses en capital		**107 331 323 220**	**2 544 290 370**	**10 021 645 860**	—	**13 894 650 952**
5	Titre VII : Equipements	105 912 273 724	–	8 602 596 364	—	2 559 447 984
	Financement intérieur	–	–	–	—	–
	Financement extérieur	–	–	—	—	—
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 419 049 496	2 544 290 370	1 419 049 496	—	11 335 202 968
	Financement intérieur	–	–	–		—
	Financement extérieur	–	–		—	–
	Total	**130 610 336 581**	**30 488 185 612**	**42 523 591 955**	**24 527 389 109**	**59 769 919 159**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.5. Evolution des crédits par action du programme.

II.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère des Postes et Télécommunications		127 883 860 904	30 380 065 512	40 554 443 582	24 485 768 095	57 971 358 538
2	Gestion des ressources Financières et matérielles		588 041 028	30 360 000	405 669 828	12 841 190	408 075 499
3	Planification, programmation et suivi-évaluation		497 584 627	--	343.266.983	--	413 610 250
4	Gestion des ressources humaines		876.694.444	38 880 100	604.802.159	--	560 406 961
5	Gestion du système d'information et de la communication		95.506.838	38 880 000	65.886.972	4 038 580	65 236 167
6	Police du secteur postal et des Télécommunications		668.648.740,00	--	549.522.431	24 741 244	351 231 744
TOTAL			**130 610 336 581**	**30 488 185 612**	**42 523 591 955**	**24 527 389 109**	**59 769 919 159**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : Evolution des crédits du programme par action et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère des Postes et Télécommunications					
Fonctionnement des Ministères	5 526 824 688	9 885 806 984	4 245 948 710	15 271 127 437	8 155 085 951
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	3 000 000 000
Investissements sur Ressources Extérieures	105 512 273 724	--	1.255.040.589	--	662 650 952
Investissements sur Ressources Propres	1 819 049 496	2 544 290 370	8.766.605.271	--	13 232 000 000
Rémunérations	14 842 289 174	17 949 968 158	25 591 342 206	9 214 640 658	32 272 420 510
Subvention aux Organismes auxiliaires	128 908 418	_	695 506 806	_	649 201 125
Subvention aux Service Ex-BPO	54 515 404	--	_	--	_
Sous-total 1	**127 883 860 904**	**30 380 065 512**	**40 554 443 582**	**15 271 127 437**	**57 971 358 538**
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles					
Fonctionnement des Ministères	588.041.028	30 360 000	405.669.828	12 841 190	408 075 499
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures		--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--

Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--
Sous-total 2	**588.041.028**	**30 360 000**	**405.669.828,00**	**12 841 190**	**408 075 499**
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Fonctionnement des Ministères	497.584.627	--	343.266.983	--	413 610 250
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--
Sous-total 3	**497.584.627**		**343.266.983**	**--**	**413 610 250**
Action 4 : Gestion des ressources humaines					
Fonctionnement des Ministères	876.694.444	38 880 100	604.802.159	--	560 406 961
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--
Sous-total 4	**876.694.444**	**38 880 100**	**604.802.159**	**--**	**560 406 961**
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
Fonctionnement des Ministères	95.506.838	38 880 000	65.886.972,00	4 038 580	65 236 167

Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelle	--	--	--	--	--
Sous-total 5	**95.506.838**	38 880 000	**65.886.972**	**4 038 580**	**65 236 167**
Action 6 : Police du secteur postal et des Télécommunications					
Fonctionnement des Ministères	668.648.740	--	549.522.431	24 741 244	351 231 744
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--
Sous-total 6	**668.648.740**	**--**	**549.522.431**	**24 741 244**	**351 231 744**
Total	**130 610 336 581**	**30 488 185 612**	**42 523 591 955**	**24 527 389 109**	**59 769 919 159**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 6 : Présentation des crédits du programme par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PROJECTIONS CDMT 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère des Postes et Télécommunications					
I. Dépenses Courantes	**20 552 537 684**	**27 835 775 142**	**30 532 797 722**	**24 486 684 745**	**44 076 707 586**
Titre III : Dépenses de personnel	16 478 486 636	17 949 968 158	26 808 344 123	9 375 894 468	33 809 302 814
Titre IV : Biens et matériels ;	845 701 379	842 993 025	583 421 080	311 765 740	5 148 832 500
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 962 268 773	9 042 813 959	2 257 428 722	14 799 024 537	1 291 086 059
Titre VI : Transferts et interventions	266 080 896	--	883 603 797	_	3 827 486 213
II. Dépenses en capital	**107 331 323 220**	**2 544 290 370**	**10 021 645 860**	**--**	**13 894 650 952**
Titre VII : Equipements	105 912 273 724	--	8 602 596 364	--	2 559 447 984
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	_	--	_
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 419 049 496	2 544 290 370	1 419 049 496	--	11 335 202 968
Financement intérieur	--	--	--	--	_
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous-total 1	**127 883 860 904**	**30 380 065 512**	**40 554 443 582**	**24 486 684 745**	**57 971 358 538**
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles					
I. Dépenses Courantes	**588.041.028**	**--**	**405.669.828**	**16 879 770**	**408 075 499**
Titre III : Dépenses de personnel	185.506.838	--	127.974.960	6 196 190	160 102 935
Titre IV : Biens et matériels ;	100.506.838	--	69.336.304	6 645 000	81 547 371

Titre V : Dépenses de prestations ;	302.027.352	30 360 000	208.358.564	4 038 580	166 425 193
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	--
II. Dépenses en capital	**--**	**--**	**--**	**--**	**--**
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous-total 2	**588.041.028**	**30 360 000**	**405.669.828**	**16 879 770**	**408 075 499**
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
I. Dépenses Courantes	**497.584.627**	--	**343.266.983**	--	**413 610 250**
Titre III : Dépenses de personnel	100.000.000	--	68 986 654	--	209 055 641
Titre IV : Biens et matériels ;	150.000.000	--	103 479 981	--	100 554 609
Titre V : Dépenses de prestations ;	247.584.627	--	170 800 348	--	104 000 000
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	--
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous-total 3	**497.584.627**	--	**343.266.983**	--	**413 610 250**

Action 4 : Gestion des ressources humaines					
I. Dépenses Courantes	**876.694.444**	**--**	**604.802.159**	**--**	**560 406 961**
Titre III : Dépenses de personnel	304.902.000	--	210 341 686	--	223 645 079
Titre IV : Biens et matériels ;	95.506.838	--	65 886 972	--	115 952 859
Titre V : Dépenses de prestations ;	476.285.606	--	328 573 501	--	220 809 023
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	–
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous-total 4	**876.694.444**	--	**604.802.159**	--	**560 406 961**
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication					
I. **Dépenses Courantes**	**95 506 838**	**38 880 000**	**65.886.972**	**--**	**65 236 167**
Titre III : Dépenses de personnel	--	--	–	--	–
Titre IV : Biens et matériels ;	65.506.838	38 880 000	45 190 976	--	65 236 167
Titre V : Dépenses de prestations ;	30 000 000	--	20 695 996	--	–
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	–
II. **Dépenses en capital**	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--

Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous-total 5	**95 506 838**	**38 880 000**	**65.886.972**	**--**	**65 236 167**
Action 6 : Police du secteur postal et des Télécommunications					
I. **Dépenses Courantes**	**668 648 740**	**_**	**549 522 431**	**24 741 244**	**351 231 744**
Titre III : Dépenses de personnel	231 312 457	_	203 696 744	_	104 115 872
Titre IV : Biens et matériels ;	337 336 283	_	276 839 033	_	107 115 872
Titre V : Dépenses de prestations ;	100 000 000	_	68 986 654	_	140 000 000
Titre VI : Transferts et interventions	_	_	_	_	_
II. **Dépenses en capital**	_	_	_		_
Titre VII : Equipements	_		_		_
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	_		_		_
Sous-total 6 :	**668 648 740**	**_**	**549 522 431**	**24 741 244**	**351 231 744**
TOTAL	**130 610 336 581**	**30 488 185 612**	**42 523 591 955**	**24 527 389 109**	**59 769 919 159**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Les opérateurs et parties prenantes ci-après concourent à la mise en œuvre du programme 1 du Ministère des Postes et Télécommunications, à travers des missions de régulation, de coordination technique, de gestion administrative, d'appui stratégique et de suivi des projets structurants du secteur.

- COPTAC;
- PIDEP ;
- RASCOM;
- Le Bureau Technique de Coordination Portail Electronique du Gouvernement (BTCPEG) ;

II.1.6.1. Une présentation succincte de l'établissement public décrivant ses principales missions

COPTAC

La Conférence des Postes et Télécommunications des États de l'Afrique Centrale (COPTAC) est une organisation sous régionale de coopération regroupant les États d'Afrique centrale dans les domaines des postes, des télécommunications et des technologies numériques. Elle a pour mission de promouvoir l'intégration régionale, l'harmonisation des politiques sectorielles ainsi que le développement des infrastructures de communication au sein des pays membres.

La COPTAC œuvre notamment pour le renforcement de la coopération technique entre les administrations et opérateurs du secteur, la coordination des stratégies régionales de télécommunications ainsi que la promotion des projets communs de connectivité et de transformation numérique. Elle contribue également au partage d'expertise, à la formation des ressources humaines et à l'amélioration de l'accès aux services postaux et numériques dans la sous-région d'Afrique centrale.

PIDEP

Le Plan Intégral de réforme et de Développement Postal (PIDEP), est l'organe de coordination stratégique chargé d'orienter, de superviser et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des activités du projet en République Démocratique du Congo. Il veille à la cohérence des interventions du projet avec les priorités nationales en matière de transformation numérique et de modernisation de l'Administration Publique.

Le PIDEP a pour principales missions de définir les orientations stratégiques du projet, assurer la coordination entre les différentes parties prenantes institutionnelles, suivre l'exécution des activités ainsi qu'évaluer les performances et résultats obtenus. Il contribue également à la mobilisation des ressources, à la gouvernance du projet et à l'accélération du développement des infrastructures numériques et des services d'e-gouvernement en RDC.

RASCOM

Regional African Satellite Communication Organization (RASCOM,) est une organisation intergouvernementale africaine spécialisée dans le développement des télécommunications par satellite au bénéfice des États membres africains. Elle a été créée afin de renforcer l'intégration régionale et de réduire la dépendance du continent vis-à-vis des infrastructures satellitaires étrangères.

Les principales missions de la RASCOM consistent à développer et promouvoir les services de télécommunications satellitaires, améliorer la couverture des zones rurales et enclavées ainsi qu'appuyer les États africains dans le développement des infrastructures de communication modernes. Elle contribue également au transfert de technologies, au partage d'expertise et au renforcement de la coopération régionale dans le secteur des télécommunications.

II.2. Programme : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL

Responsable du programme :

Fonction :

II.2.1. Périmètre du programme

Ce programme est exécuté par la Direction Postes, la Direction Administration des Etablissements de Formation et les structures annexes, dont la Société Commerciale des Postes et Télécommunications (SCPT) et l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications du Congo (ARPTC).

II.2.2. Stratégie du programme

La Stratégie du Programme postal vise la modernisation, l'inclusion financière et la relance du secteur postal national afin d'améliorer l'accessibilité, la qualité, la rapidité et la fiabilité des services postaux sur l'ensemble du territoire national. Le secteur postal congolais connaît depuis plusieurs années une forte dégradation caractérisée notamment par la vétusté et la détérioration des infrastructures postales, l'insuffisance des équipements techniques ainsi que la concurrence accrue des opérateurs privés formels et informels. Par ailleurs, la loi n°012/2002 du 16 octobre 2002 sur la poste est devenue obsolète face aux innovations technologiques et à l'évolution des services postaux modernes, ce qui nécessite une réforme du cadre légal et réglementaire afin de l'adapter aux exigences actuelles du secteur.

Les bureaux de poste, disséminés à travers toute l'étendue du territoire national, se trouvent pour la plupart dans un état de délabrement avancé, de spoliation ou de non-fonctionnalité. Sur un total de 369 bureaux existants, seuls 107 sont actuellement opérationnels (soit 29%), soit un taux de pénétration postale estimé à 191.780 habitants par bureau de poste, très éloigné des normes de l'Union Postale Universelle (UPU), fixées à 10.000 habitants par bureau en milieu rural et 3.000 habitants en milieu urbain. Face à cette situation, le programme prévoit la récupération des terrains et infrastructures spoliés, la réhabilitation et la modernisation des infrastructures, l'extension de la couverture des services ainsi que la diversification des services financiers postaux par la création d'une banque postale, notamment les transferts de fonds, grâce à la densité du réseau postal national. Cette stratégie permettra de renforcer l'inclusion postale territoriale, de faciliter les échanges administratifs et commerciaux, d'améliorer la desserte des provinces et de contribuer davantage à la mobilisation des recettes publiques.

II.2.3 Objectifs du programme et indicateurs de performance

II.2.3.1. Objectifs du programme

Objectif 1. Améliorer les prestations postales

Cet objectif vise à améliorer l'accessibilité, la qualité, la rapidité et la fiabilité des services postaux au profit des populations, des administrations publiques et des opérateurs économiques, aussi bien en milieux urbain, péri urbain qu'en milieu rural. Il s'inscrit dans la dynamique de modernisation du secteur postal et de réduction des inégalités territoriales en matière d'accès aux services postaux. L'amélioration des prestations postales permettra notamment d'assurer une meilleure desserte des provinces, de faciliter les échanges administratifs et commerciaux, de promouvoir l'inclusion territoriale et de contribuer à la mobilisation des recettes publiques.

Actions à mener dans le cadre de la mise en œuvre du programme :

- Réhabiliter et moderniser les bureaux de poste existants afin d'améliorer la qualité et la continuité des services ;
- Étendre le réseau postal national par l'ouverture de nouveaux bureaux de poste dans les zones non couvertes ou insuffisamment desservies.

Indicateur : Taux de couverture des services postaux

Cet indicateur mesure le niveau de couverture géographique des services postaux sur l'ensemble du territoire national à travers le nombre de localités, communes ou territoires disposant d'au moins un point de service postal fonctionnel.

II.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1* : *Cadre de performance des objectifs du programme Développement du secteur postal

Programmes et actions	Objectif stratégique /Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance Des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation (2026)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Développement du secteur postal	Améliorer les prestations postales	Taux de couverture des services postaux	%	2025	29	-	-	29	39	59	85	100	Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation, (SCPT, ARPTC)
		Source :	Direction Postes										
		Mode de Calcul	Nombre de Bureaux de poste opérationnels/Nombre total de Bureaux de poste sur le territoire national X 100										
		Commentaire	Le réseau postal est constitué de 369 bureaux répartis sur toute l'étendue du territoire national dont seulement 107 sont en état fonctionnel et 262 sont inopérationnels. Pour l'exercice 2027, il est projeté la réhabilitation et l'opérationnalisation de 75 bureaux, 87 bureaux pour l'exercice 2028 et 100 bureaux seront réhabilités et rendus opérationnels, pour une couverture totale. Ensuite le réseau sera densifié à partir de l'exercice 2030 jusqu'à atteindre le standard voulu par l'Union Postale Universelle.								
Action 1: Politiques et Réglementation postales	Garantir un Service Postal Universel (SPU) de qualité et accessible à tous	Taux de Pénétration au Service Postal Universel	%	2025						70	85	100	Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation, (ARPTC)
		Source :	Direction Postes, FDSU, ARPTC										
		Mode de Calcul	Populations bénéficiaires des services postaux / Population totale nationale X 100										
		Commentaire	Cette pénétration au service postal universel concerne les services postaux de base comme l'envoi et la réception des lettres ou des colis de poids inférieur ou égal à 2Kgs.										
Action 2: Extension de la couverture réseau postal	Elargir l'accès aux Services Postaux	Taux d'extension du réseau postal	%	2027	-	-	-	-	-	70-	85	100	Direction Postes, Direction Administration des Etablissements de Formation, (SCPT, ARPTC)
		Source :	SCPT, ARPTC, Direction Postes										
		Mode de Calcul	Nombre de nouveaux bureaux de poste / Nombre d'anciens bureaux de poste X 100										
		Commentaire	Cet indicateur vise à évaluer les efforts d'étendre et densifier le réseau postal sur toute l'étendue du territoire national.										
Action 3 : Taxation et tarification postales	Améliorer les capacités de taxation et de tarification	Taux des assujettis taxés	%	2025						**70**	**85**	**100**	Direction Postes, (ARPTC)
		Source :	Direction Postes										
		Mode de Calcul	Nombre Assujettis taxés / Nombre total d'assujettis X 100										
		Commentaire	Sont pris en compte les assujettis constituant le répertoire existant.										
		Nombre des Textes réglementaires élaborés	%	2025						70	85	100	
		Source :											
		Mode de Calcul											
		Commentaire											

II.2.4. Présentation des crédits par programme

II.2.4.1. Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	--
2	Fonctionnement des Ministères	354 944 094	72 248 000	244.864.053	--	305 108 918
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	497.989.008	--	497.989.008	--	8 004 000 000
6	Rémunérations	2 792 326 296	6 600 780 301	6 855 423 876	3 346 696 872	--
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	677 337 930	--	1 004 115 957	201 231 099	757 816 302
8	Subvention aux services Ex-BPO	2.056.456.790	402 462 199	_	--	_
TOTAL		**6 379 054 118**	**7 075 490 500**	**8 602 392 894**	**3 547 927 971**	**9 066 925 220**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PROJECTIONS 2027 En FC
		Crédits votés	Exécution en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin 2026 en FC	
Dépenses courantes		**5 881 065 110**	**7 075 490 500**	**8 104 403 886**		**1 062 925 220**
1	Titre III : Dépenses de personnel	2 892 326 296	6 600 780 301	6 924 410 530	3 346 696 872	130 055 641
2	Titre IV : Biens et matériels	100 000 000	72 248 000	68 986 654	--	62 053 277
3	Titre V : Dépenses de prestations	154 944 094	_	106 890 745	--	113 000 000
4	Titre VI : Transferts et interventions	2 733 794 720	402 462 199	1 004 115 957	201 231 099	757 816 302
Dépenses en capital		**497.989.008,00**	**--**	**497 989 008**	**--**	**8 004 000 000**
5	Titre VII : Equipements	497 989 008	--	497 989 008	--	8 004 000 000
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
	Total	**6 379 054 118**	**7 075 490 500**	**8 602 392 894**	**3 547 927 971**	**9 066 925 220**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.5. Evolution des crédits par action du programme

II.2.5.1. Présentation des crédits par action du programme

Tableau 4 : Evolution des crédits du programme par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PROJECTIONS CDMT 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin 2026 en FC	
1		Politiques et Réglementation postales	354 944 094	72 248 000	244 864 053	_	19 108 682
2		Extension de la couverture réseau postal	6 024 110 024	7 003 242 500	8 357 528 841	3 547 927 971	305 108 918
3		Taxation et tarification postale	--	--	--	--	8 742 707 620
TOTAL			**6 379 054 118**	**7 075 490 500**	**8 602 392 894**	**3 547 927 971**	**9 066 925 220**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : Ventilation des crédits du programme par action et par Rubrique

Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Politiques et Réglementation postales					
Fonctionnement des Ministères	354.944.094	72 248 000	244.864.053	--	_
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	_	--		--	_
Rémunérations	_		--	--	--
Dépenses exceptionnelles	_		_	--	19 108 682
Sous-total 1	**354.944.094**	**72 248 000**	**244.864.053**	--	**19 108 682**
Action 2 : Extension de la couverture réseau postal					
Fonctionnement des Ministères	--	--	--	--	305 108 918
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	497 989 008	--	497 989 008	--	--
Rémunérations	2 792 326 296	6 600 780 301	7 120 832 213	3 346 696 872	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	677 337 930	--	738 707 620	201 231 099	--
Dépenses exceptionnelles	2 056 456 790	402 462 199	--	--	--
Sous-total 2	**6 024 110 024**	**7 003 242 500**	**8 357 528 841**	**3 547 927 971**	**305 108 918**
Action 3 : Taxation et tarification postale					
Fonctionnement des Ministères	--	--	--	--	--
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	8 004 000 000
Rémunérations	--	--	--	--	--
Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	738 707 620
Sous-total 3	--	--	--	--	**8 742 707 620**
Total	**6 379 054 118**	**7 075 490 500**	**8 602 392 894**	**3 547 927 971**	**9 066 925 220**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 6 : Présentation des crédits du programme par action et par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTION CDMT 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Politiques et Réglementation postales					
I. Dépenses Courantes	**354 944 094**	**72 248 000**	**244 864 053**	**--**	**19 108 682**
Titre III : Dépenses de personnel	100 000 000	--	68 986 654	--	--
Titre IV : Biens et matériels ;	100 000 000	72 248 000	68 986 654	--	--
Titre V : Dépenses de prestations ;	154 944 094	--	106 890 745	--	--
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	19 108 682
II. Dépenses en capital	**--**	**--**	**--**	**--**	**--**
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Sous-total 1	**354 944 094**	**72 248 000**	**244 864 053**	**--**	**19 108 682**
Action 2 : Extension de la couverture réseau postal					
I. Dépenses Courantes	**5 526 121 016**	**7 003 242 500**	**7 859 539 833**	**3 547 927 971**	**305 108 918**
Titre III : Dépenses de personnel	2 792 326 296	6 600 780 301	6 855 423 876	3 346 696 872	130 055 641
Titre IV : Biens et matériels ;	_	_	--	--	62 053 277
Titre V : Dépenses de prestations ;	_	--	--	--	113 000 000
Titre VI : Transferts et interventions	2 733 794 720	402 462 199	1 004 115 957	201 231 099	_
II. Dépenses en capital	**497.989.008**	**--**	**497 989 008**	**--**	**_**
Titre VII : Equipements	497 989 008		497 989 008	--	_
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Sous-total 2	**6 024 110 024**	**7 003 242 500**	**7 859 539 833**	**3 547 927 971**	**305 108 918**

Action 3 : Taxation et tarification postale					
I. Dépenses Courantes	--	--	--	--	**738 707 620**
Titre III : Dépenses de personnel	--	--	--	--	--
Titre IV : Biens et matériels ;	--	--	--	--	--
Titre V : Dépenses de prestations ;	--	--	--	--	--
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	738 707 620
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	**8 004 000 000**
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	8 004 000 000
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Sous-total 3	--	--	--	--	**8 742 707 620**
Total	**6 379 054 118**	**7 075 490 500**	**8 602 392 894**	**3 547 927 971**	**9 066 925 220**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT), en sa qualité d'opérateur public historique du secteur des postes et des télécommunications, contribue à la mise en œuvre du programme à travers l'exploitation des services postaux, le développement des infrastructures postales, l'extension du réseau postal national ainsi que l'amélioration de l'accessibilité aux services postaux sur l'ensemble du territoire national.

II.2.6.1. Une présentation succincte de l'établissement public décrivant ses principales missions

La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) est une entreprise commerciale du portefeuille de l'Etat, placée sous la tutelle technique du Ministère des Postes, Télécommunications de la République Démocratique du Congo. Héritière de l'ancien Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT), la SCPT a pour mission principale d'assurer le développement, l'exploitation et la modernisation des services postaux et des télécommunications sur l'ensemble du territoire national, conformément aux orientations du Gouvernement en matière de connectivité et d'intégration numérique.

À ce titre, la SCPT assure notamment les services postaux universels, le transport et la distribution des courriers et colis, les services financiers postaux ainsi que l'exploitation de certaines infrastructures de télécommunications et de fibre optique. Elle contribue également au désenclavement numérique du pays, à l'amélioration de l'accès aux services de communication et au renforcement des recettes publiques à travers l'exploitation des infrastructures nationales de télécommunications. Dans le cadre de la transformation numérique de la RDC, la SCPT joue un rôle stratégique dans l'extension de la couverture des réseaux de communication et dans l'appui aux projets structurants du secteur des PTNTIC.

II.3. PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

Responsable du programme :

Fonction :

II.3.1. Périmètre du programme

Ce programme sera exécuté et mis en œuvre par les directions suivantes : la Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, la Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, la Direction des Télécommunications et TIC, la Direction Relais International Postes, Télécommunication et TIC, les Divisions Provinciales et les Antennes et Services territoriaux ; en collaboration avec les structures annexes et les opérateurs du secteur, notamment l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC), la Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT), le Réseau National de Télécommunications par Satellite (RENATELSAT), ainsi que le Fonds de Développement du Service Universel (FDSU).

II.3.2. Stratégie du programme

Face au faible taux de pénétration des services des Télécommunications et des TIC en République Démocratique du Congo, caractérisé notamment par un accès limité à l'internet haut débit et une couverture insuffisante des zones rurales, péri-urbaines et urbaines, la stratégie du programme de développement des Télécommunications vise à accélérer la modernisation et l'extension des infrastructures Télécommunications et TIC sur l'ensemble du territoire national.

Cette stratégie repose prioritairement sur la mise en œuvre des projets structurants du secteur, notamment la réhabilitation de la première phase et le déploiement de la deuxième phase du Réseau National en Fibre Optique, l'implémentation des technopôles de développement dans les 145 territoires, la construction des Centres de Télécommunications ainsi que l'opérationnalisation effective du Fonds de Développement du Service Universel afin de garantir l'accès équitable aux services numériques de base. Elle vise également à promouvoir l'inclusion numérique, améliorer la connectivité nationale, renforcer la qualité des services de télécommunications et soutenir la digitalisation de l'administration publique, afin de diversifier l'économie et de réduire la fracture numérique des communautés locales conformément aux objectifs de développement du secteur des Postes et Télécommunications et TIC.

II.3.3 Objectifs du programme et indicateurs de performance

II.3.3.1. Objectifs du programme

Objectif 1 : Déployer les infrastructures des Télécommunications sur toute l'étendue du Territoire

Cet objectif vise à assurer l'extension, la modernisation et la sécurisation des infrastructures des télécommunications afin de garantir une connectivité maximale, réduire la fracture numérique entre les milieux urbains, péri-urbains et ruraux et d'améliorer l'accès des populations ainsi que des institutions publiques aux services de télécommunications et des TIC.

Il s'agit notamment de promouvoir le déploiement de la fibre optique, des réseaux de transmission, des stations de télécommunications, des infrastructures satellitaires afin d'accélérer le Développement économique de la République Démocratique du Congo.

II.3.3.2. Indicateurs de performance

Tableau* 1 : *Cadre de performance des objectifs du programme Aménagement du territoire

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025	2026	2027	2028	2029	
Programme : Développement des télécommunications	Déployer les infrastructures des Télécommunications sur toute l'étendue du Territoire	Taux de Couverture Nationale	%	2025	66	54	62	66	62	70	80	95	Direction Télécommunications et TIC, Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC, Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Service Territoriaux (ARPTC, SCPT)
		Source :	ARPTC										
		Mode de Calcul :	Nombre d'utilisateurs de téléphones/Population totale										
		Commentaire :											
		Taux de déploiement de la fibre optique	Nombre	2023	11,5	**11,5**	**23**	**23**	**23**	**42**	**71**	**100**	
		Source :	Direction Télécommunications et TIC, SCPT, ARPTC										
		Mode de Calcul :	Nombre de kilomètres déployés / Nombre de Kilomètres prévus X 100										
		Commentaire :	La RDC prévoit déployer 52.000Km de fibre optique sur toute l'étendue du pays, en plusieurs phases (Muanda-Kinshasa, Kinshasa-Lubumbashi-Kasumbalesa, ...). La stagnation qui s'observe entre 2024 et 2026 est due au fait que ce projet n'avait pas été retenu dans les lois de finances des exercices 2025 et 2026.										
Action 1 : Politiques et Réglementation des télécommunications	Organiser, encadrer et développer le secteur des Télécommunications	Nombre de textes légaux et règlementaires mis en vigueur	Nombre	2026	11	-	-	-	11	21	26	31	Direction Télécommunications et TIC, Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC, Division Provinciales (ARPTC)
		Source :	Direction Télécommunications et TIC, ARPTC, Relais International Postes, Télécommunications et TIC										
		Mode de Calcul :	Somme des Textes légaux et réglementaires mis en vigueur.										
		Commentaire :	De la loi sur les Télécommunications et TIC devaient ressortir 30 textes d'application, à ce jour 2 décrets ont étaient pris (ARPTIC et FDSU) et 8 Arrêtés. Nous projetons d'ici 2029 finir l'élaboration et la mise en vigueur de 20 autres textes pour un total de 31 textes en vigueur dans le secteur des Télécoms et TIC										
Action 2 : Déploiement des infrastructures de télécommunication	Assurer l'extension et la modernisation des infrastructures des Télécoms	Taux de déploiement des Infrastructures de télécommunication	Nombre	2025	-	-	-	-	-	50	60	70	Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Service Territoriaux (FDSU, RENATELSAT, SCPT, RASCOM)
		Source :											
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											
Action 3 : Renforcement du raccordement internet au réseau mondial	Améliorer et étendre l'accès à l'internet	Nombre de points d'accès au réseau internet mondial ouverts	Nombre	2025		-	-	-	-	20	30	40	Direction Convergence Technologique des Infrastructures des Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales, Antennes et Services Territoriaux (SCPT, FDSU)
		Source :											
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											
Action 4 : Interconnexion de	Assurer la mise en réseau des administrations publiques	Taux de Services Publics interconnectés	Nombre	2025	-	-	-	-	-	100	100	100	Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, Direction Relais International Postes,
		Source :											

l'Administration publique		Mode de Calcul :											Télécommunications et TIC (FDSU)
		Commentaire :											
Action 5 : Coopération internationale en télécommunication	Renforcer la coopération avec les Etats membres en matière des Télécommunications	Nombre de participation aux rencontres internationales	Nombre	2025						5	10	15	Direction Relais International Postes, Télécommunications et TIC
		Source :											
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											
Action 6 : Appui à la promotion des NTIC	Favoriser le développement, l'adoption et l'utilisation efficace des NTIC dans tous les secteurs	Nombre des Personnes formées à l'utilisation des NTIC	Nombre	2025						100	120	130	Direction Promotion Postes, Télécommunications et TIC, Divisions Provinciales
		Source :											
		Mode de Calcul :											
		Commentaire :											

II.3.4. Présentation des crédits par programme

II.3.4.1. Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	_
2	Fonctionnement des Ministères	566 634 914	--	479 146 507	15 393 184	687 291 261
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 021 978 253	8 541 750 000	3 464 738 339	--	2 907 161 203
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
6	Rémunérations	--	--	--	--	11 796 683 876
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	72 626 141	29 918 000	26 088 311	--	318 693 647
8	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
TOTAL		**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICES EN COURS 2026		PROJECTIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**
1	Titre III : Dépenses de personnel	100 000 000	--	113 108 674	--	12 152 146 227
2	Titre IV : Biens et matériels	160 000 000	--	154 500 667	15 393 184	181 828 910
3	Titre V : Dépenses de prestations	306 634 914	--	211 537 166	--	150 000 000
4	Titre VI : Transferts et interventions	8 094 604 394	8 571 668 000	3 490 826 650	--	3 225 854 850
	Financement intérieur	--	--	--	--	_
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
Dépenses en capital		**--**	**--**	**--**	**--**	
5	Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
	Total	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.5. Evolution des crédits par action du programme.

II.3.5.1. Présentation des crédits par action par rubrique

Tableau 4 : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PROJECTIONS CDMT 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Police du secteur des télécommunications					5 216 320 196
2		Politiques et Réglementation des télécommunications	8 661 239 308	8 571 668 000	3 969 973 157	15 393 184	412 231 065
3		Promotion des NTIC	--	--	--	--	2 933 249 514
4		Relation avec les Organisation Internationales	--	--	--	--	7 148 029 212
TOTAL			**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : Evolution des crédits du programme par action et par Rubrique

Rubrique	REALISATION 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		PROJECTION CDMT 2027 en FC
	Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Police du secteur des télécommunications					
Fonctionnement des Ministères	–	–	–	–	275 060 196
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	–	--	--	--	4 941 260 000
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--
Sous total 1	–				**5 216 320 196**
Action 2 : Politiques et Réglementation des télécommunications					
Fonctionnement des Ministères	8 661 239 308	8 571 668 000	3 969 973 157	15 393 184	412 231 065
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	--

Sous total 2	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**412 231 065**
Action 3 : Promotion des NTIC					
Fonctionnement des Ministères	--	--	--	--	--
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	2 907 161 203
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	--
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	26 088 311
Sous total 3	--	--	--	--	**2 933 249 514**
Action 4 : Relation avec les Organisation Internationales					
Fonctionnement des Ministères	--	--	--	--	--
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
Rémunérations	--	--	--	--	6 855 423 876
Dépenses exceptionnelles	--	--	--	--	292 605 336
Sous total 4	--	--	--	--	**7 148 029 212**
Total	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 6 : Présentation des crédits du programme par action et par titre

Titre	REALISATION LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		PROJECTION CDMT 2027 en FC
	Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Police du secteur des télécommunications					
I. Dépenses Courantes					**5 216 320 196**
Titre III : Dépenses de personnel		--		--	5 216 320 196
Titre IV : Biens et matériels ;		--			--
Titre V : Dépenses de prestations ;		--		--	--
Titre VI : Transferts et interventions				--	--
II. Dépenses en capital	**--**	**--**	**--**	**--**	
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous Total 1	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**5 216 320 196**
Action 2 : Politiques et Réglementation des télécommunications					
I. **Dépenses Courantes**	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**412 231 065**
Titre III : Dépenses de personnel	100 000 000	--	113 108 674	--	173 221 783
Titre IV : Biens et matériels ;	160 000 000	--	154 500 667	15 393 184	89 009 282

Titre V : Dépenses de prestations ;	306 634 914	--	211 537 166	--	150 000 000
Titre VI : Transferts et interventions	8 094 604 394	8 571 668 000	3 490 826 650	--	--
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous total 2	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**412 231 065**
Action 3 : Promotion des NTIC					
I. Dépenses Courantes	--	--	--	--	2 933 249 514
Titre III : Dépenses de personnel	--	--	--	--	--
Titre IV : Biens et matériels ;	--	--	--	--	--
Titre V : Dépenses de prestations ;	--	--	--	--	--
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	--
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--

Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous total 3	--	--	--	--	**2 933 249 514**
Action 4 : Relation avec les Organisation Internationales					
I. Dépenses Courantes	--	--	--	--	**7 148 029 212**
Titre III : Dépenses de personnel	--	--	--	--	6 855 423 876
Titre IV : Biens et matériels ;	--	--	--	--	--
Titre V : Dépenses de prestations ;	--	--	--	--	--
Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	292 605 336
II. Dépenses en capital	--	--	--	--	--
Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
Financement intérieur	--	--	--	--	--
Financement extérieur	--	--	--	--	--
Sous total 4	--	--	--	--	**7 148 029 212**
TOTAL	**8 661 239 308**	**8 571 668 000**	**3 969 973 157**	**15 393 184**	**15 709 829 987**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.6. Liste Des opérateurs concourant à La réalisation du programme

Les opérateurs ci-après concourent à la mise en œuvre du programme de développement des télécommunications République Démocratique du Congo :

- Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPTC) ;
- Fonds de Développement du Service Universel (FDSU) ;
- Réseau National de Télécommunications par Satellite (RENATELSAT) ;
- Société Commerciale des Postes et Télécommunications (SCPT) ;
- Régional African Satellite Communication Organization (RASCOM)

II.3.6.1. Présentation succincte des opérateurs décrivant ses principales missions

ARPTC

L'Autorité de Régulation de Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC) est un établissement public en République Démocratique du Congo placé sous la tutelle du ministère des Postes et Télécommunications. Elle a pour mission principale d'assurer la régulation, le contrôle et le suivi des secteurs des PTNTIC, conformément aux lois et règlements en vigueur. À ce titre, elle veille au respect des normes techniques, à l'amélioration de la qualité des services fournis aux usagers ainsi qu'au développement harmonieux et concurrentiel du secteur numérique en RDC.

L'ARPTC est également chargée de délivrer les licences et autorisations aux opérateurs du secteur, de gérer les ressources rares telles que les fréquences radioélectriques et la numérotation, ainsi que de protéger les intérêts des consommateurs. Elle contribue en outre à la promotion de l'innovation technologique, à l'extension de la connectivité numérique sur l'ensemble du territoire national et à l'accroissement des recettes non fiscales de l'État à travers la régulation efficace des opérateurs des télécommunications et des services numériques.

Fonds de Développement du Service Universel (FDSU)

Le Fonds de Développement du Service Universel est un établissement public chargé de promouvoir l'accès universel aux services des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication sur l'ensemble du territoire national. Il intervient principalement dans le financement des projets visant la réduction de la fracture numérique, particulièrement dans les zones rurales, enclavées et à faible rentabilité économique.

Le FDSU contribue également au développement des infrastructures numériques de base, à l'amélioration de la connectivité des institutions publiques ainsi qu'à la promotion de l'inclusion numérique au profit des populations défavorisées.

Réseau National de Télécommunications par Satellite (RENATELSAT)

Le RENATELSAT est un établissement public spécialisé dans l'exploitation et la gestion des infrastructures nationales de télécommunications par satellite. Il a pour mission d'assurer la connectivité et les communications dans les zones éloignées ou difficilement accessibles par les réseaux terrestres classiques.

À travers ses infrastructures satellitaires, le RENATELSAT participe au renforcement de la couverture nationale des télécommunications, à la sécurisation des communications gouvernementales et au soutien des services stratégiques de l'État.

Société Commerciale des Postes et Télécommunications (SCPT)

La SCPT est une entreprise publique chargée de fournir les services postaux et de télécommunications sur l'ensemble du territoire national. Elle joue un rôle central dans le développement des infrastructures de transmission, notamment à travers le déploiement et l'exploitation du réseau national de fibre optique.

Régional African Satellite Communication Organization (RASCOM)

Le RASCOM est une organisation intergouvernementale africaine spécialisée dans le développement des Télécommunications par satellite au bénéfice des Etats membres africains. Elle a été créée afin de renforcer l'intégration régionale et de réduire la dépendance du continent vis-à-vis des infrastructures satellitaires étrangères.

15. Ministère des Affaires Foncières

Section 55

Responsable du Ministère : Son Excellence Madame O'NEIGE NSELE MIMPA, ministre des Affaires Foncières.

I. MISSIONS ET ORGANISATION DU MINISTERE

1.2 Présentation Stratégique du Ministère

1.2.1. PRIORITES NATIONALES

Le Gouvernement a opté pour le développement de la RDC comme pays à revenu intermédiaire 2017-2021, pays émergent à l'horizon 2030 et pays développé en 2050 conformément au Plan National Stratégique pour le Développement « PNSD ».
Pour ce qui est du secteur foncier, la stratégie nationale telle que déclinée dans le PNSD 2024-2028 en son pilier 4, est soutenue par le document de la Politique Foncière Nationale, le Plan Foncier National (PFN) et le Plan d'Aménagement du Territoire (PNAT) élaborés en tenant compte des exigences liées à l'accès aux terres, à la protection de l'environnement et au développement durable, ainsi qu'au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028.
La vision qui sous-tend la politique foncière nationale est celle d'une République Démocratique du Congo pacifiée, socialement stable, économiquement dynamique et écologiquement viable, grâce, d'une part, à une gouvernance foncière considérablement améliorée tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre et d'autre part, à une administration foncière performante et professionnelle opérant de manière fiable à tous les échelons territoriaux suivant les principes fondamentaux qui régissent les services publics de l'Etat, des provinces et des entités territoriales décentralisées.

Le Secteur connait comme défis majeurs *:*

Une législation à actualiser, une mauvaise gouvernance foncière, manque des infrastructures adéquats et suffisants « bâtiments administratifs » équipements spécifiques, insuffisance de connaissance des lois et procédures en matière foncière et immobilière, un personnel non renforcé et amateur, faute d'investissements innovants et productifs, faible dotation budgétaire en faveur de ce ministère hyper sensible.

Pour relever ces défis, le Ministère s'emploie à mener les actions stratégiques suivantes :

- Améliorer le système de tenure des terres ;
- Assurer la décentralisation technique des services fonciers ;
- Garantir un renforcement des capacités permanent des acteurs fonciers ;
- Faire le lobbying auprès de l'Autorité budgétaire à savoir le Parlement afin d'obtenir une augmentation exponentielle de l'allocation pour mieux remplir les missions de la gouvernance de performance budgétaire.

1.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

Le Ministère national ayant dans ses attributions les affaires foncières assure la gestion et la distribution des terres du domaine privé de l'État, en tenant compte des plans d'aménagement du territoire et d'urbanisme, conformément aux exigences de la gouvernance foncière durable laquelle coordonne les programmes et projets sectoriels déclinés à travers le Plan National Foncier « PNF » et celui du ministère national de l'Aménagement du Territoire « PNAT » en sigle.

1.3 Maquette programmatique du Ministère

Code Secteur	Libellé Section	Code Prog	Libellé Programme	Code Action	Libellé Action	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
55	AFFAIRES FONCIERES.						
		112	Administration Générale			Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DANTIC, DEP, CGPMP, INSPECTION, ENACTI, CONAREF	
				1121	***Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère des Affaires Foncières***	Cabinet du Ministre, Secrétariat Général, CONAREF	
				1122	***Gestion des ressources financières, matérielles logistiques et infrastructures***	*DAF*	
				1123	***Gestion des Ressources Humaines et formation***	DRH	
				1124	***Planification, programmation et suivi-évaluation***	DEP	
				1125	***Gestion du système d'information et de communication***	DANTIC	
		113	Accès au Foncier			Direction des Titres Immobiliers, Direction du Cadastre Foncier, Direction du Contentieux Foncier et Immobilier, Direction des Acquisitions Immobilières et Réserves Foncières, Direction de l'Inspection, Direction des Evaluations Foncières et Immobilières.	
				1131	***Gestion, sécurisation et octroi des titres fonciers et immobiliers***	Direction des Titres Immobiliers, Direction du Contentieux Foncier et Immobilier	
				1132	***Numérisation du Cadastre Foncier et Création des banques des données***	Direction du Cadastre Foncier, Direction de Nouvelles Technologies de l'Information et Communications.	
				1133	***Réforme Foncière***	Commission Nationale de la Réforme Foncière « CONAREF »	
		114	Domaine foncier privé de l'État			Direction du Cadastre Foncier, Direction d'Acquisitions Foncières et Réserves Foncières et Direction d'Evaluations Foncières et Immobilières	
				1141	***Identification et Immatriculation des biens fonciers du domaine privé de l'État***	- Direction du Cadastre Foncier, Direction d'Evaluations foncières et Immobilières	
				1142	***Expertise et Evaluation des biens fonciers relevant du domaine foncier privé de l'Etat***	Direction d'Evaluations Foncières et Immobilières ;	

1.4 PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. Performances Antérieures

TEXTES LEGAUX	GESTION
- Politique Nationale du Foncier : Adoptée au Conseil des Ministres du 15 avril 2022.	- Amélioration du Climat des Affaires - Accroissement substantiel des recettes pour le compte du Trésor Public et des Régies Financières Provinciales ; - Gestion orthodoxe du domaine foncier et Immobiliers - Poursuite de la mise en application des opérations portant la bancarisation des transactions foncières et les inscriptions hypothécaires obligatoires ; - Rapprochement des Assujetties et l'Administration Foncière
- Loi nouvelle Loi Foncière n°25/062 du 30 décembre 2025	- Texte légal d'application du Domaine Foncier et Immobiliers.
- Plan foncier national du 06 Mars 2025	- Outil de la planification stratégique de la politique nationale du foncier

1.4.2. Perspectives

Le Ministère des Affaires Foncières focalise son attention particulièrement sure :

- Vulgarisation de la Nouvelle Loi foncière ;
- La Politique Nationale du Foncier et le Plan Foncier National pour leur mise en œuvre efficiente ;
- Le renforcement des capacités du Personnel ;
- Les Mesures d'application de la nouvelle Loi foncière ;
- La dématérialisation du processus de traitement des dossiers des Affaires Foncières par la numérisation du Cadastre Foncier et l'archivage numérique de la documentation cadastrale et des Titres Immobiliers ;
- Mesure d'exécution de tout le dispositif nouvellement pris ;
- Opérationnalisation d'un site web du ministère pour l'interaction entre l'Administration et les Assujettis ;
- La mise en place de l'Ordre National des Géomètres du Cadastre ;
- La sécurisation des Titres fonciers et immobiliers ainsi que l'accroissement des Recettes de l'Etat perçues à l'initiative des Affaires Foncières ;
- L'Archivage cadastral de sept (7) circonscriptions types à Kinshasa avec l'accompagnement de l'Institut National des Archives du Congo ;
- La Réduction du taux des Conflits Fonciers et Immobiliers ;
- La Production de l'Atlas Foncier ;
- La construction d'un Bâtiment pour le Secrétariat Général, des bâtiments pour les Circonscriptions Foncières ainsi qu'un pour l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres Immobiliers (ENACTI) et ses extensions, sans oublier la réhabilitation des infrastructures existantes en délabrement avancé ;
- La Réforme du statut de l'Ecole Nationale du Cadastre et des Titres Immobiliers.

1.5 OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

1.5.1. Objectifs

Objectif 1 : Améliorer la Gouvernance Foncière ;

Objectif 2 : Sécuriser les Droits Fonciers et Immobiliers des Particuliers ;

Objectif 3 : Gérer le Domaine Foncier Privé de l'Etat.

1.5.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance foncière							
N°	Indicateur	Unité de mesure	Réalisations		Exercice en cours	cibles	
	Nom de l'Indicateur	%	2025	2026	2027	2028	2029
1	*(Taux de)* Personnel formé, renforcé : - Techniciens Cadastre - Administratifs	%	34	45	56,2	67,6	7,48
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
2	*(Nombre de)* Textes règlementaires : - Elaborés - Actualisés - Vulgarisés	Nombre	000	110	611	422	532
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
3	- *(Nombre de)* Bâtiments acquis, construits - *(Nombre de)* Bâtiments réfectionnés - Equipements kits informatiques complets acquis	Nombre	210	410	320	33150	55180
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
Objectif 2 Sécuriser les droits fonciers et immobiliers des particuliers							
1	*(Nombre de)* Titres sécurisés délivrés : - Contrats	Nombre	432.523 34.756	467.342 65.760 1.230.543	564.708 145.349 1.327.230	569.708 201.498 1.678.907	630.505 329.897 1.812.098

	- Certificats **- Emphytéoses**		**1.086.876**				
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
Objectif 3 :Gérer le domaine foncier privé de l'Etat							
1	***(Nombre de) Terres cartographiées***	Nombre	8.210.027	18.424.478	30.925.363	44.224.826	60.000.000
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
2	***(Taux de) Terres numérisées***	**%**	1,8	2	2,2	2,4	2,6
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							
3	***(Taux de) Terres non cadastrées***	**%**	ND	85	72	55	20
Source :							
Mode de calcul :							
Commentaire :							

Commentaires : L'amélioration de la gouvernance administrative et foncière repose sur trois fondamentaux essentiels ci-dessous :

- Formation intégrale optimale des Acteurs fonciers acteurs principaux de performance ;
- Conditions de travail réunies dont les bâtiments, les espaces, les équipements sans oublier la prise en charge qui suscite des émulations ;
- Le ministère des Affaires Foncières est appelé aussi à sécuriser non seulement les droits des tiers mais ceux de l'Etat congolais dont il tire ses ressources et missions.

1.6 EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

1.6.1. Présentation des crédits par programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PREVISIONS	PREVISIONS	PREVISIONS
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	2027	2028	2029
1	112	Administration Générale des Affaires Foncières	24 560 423 389	29 377 719 165 0	31 215 459 426	15 993 906 785	45 801 684 351	34.429.045.000	34.610.045.000
2	113	Accès au Foncier	341 079 994	0	247 064 654	0	1 031 430 950	1.423.782.560	1.560.782.560
3	114	Domaine foncier privé de l'État	176 710 758	0	128 002 178	0	1 911 280 940	2.245.630.000	2.329.630.000
TOTAL			25 078 214 140	29 377 719 165	31 590 526 258	15 993 906 785	48 744 396 241	**35.965.329.100**	**39.219.329.100**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

1.6.2 Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2026-2028

Tableau 4 : Projections de crédits par rubrique 2026-2028

Rubrique	REALISATIONS LFR 2024		EXERCICE LFR 2025		ANNEE EN COURS 2026	Réalisations	PROJECTIONS	PR0JECTIONS
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution			2027	2028
Fonctionnement des Ministères	4 024 485 185		283 917 440	394 027 650	205 658 3971		7 058 640 555	4.245.987.400
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000,00		600 000 000		109 554 398		100 105 442	354.060.600
Investissements sur Ressources Extérieures							**0**	**0**
Investissements sur Ressources Propres	1 036 766 252				1189 152 545		7 026 983 054	3.550.000.000
Rémunérations	18 580 045 176	18 580 045 176	21 042 816 969	26.468.636.924	26 468 636 944		32 792 068 770	32.345.640.231

Subventions aux Organismes Auxiliaires			596 222 771	1 890 835 291	1 766 598 420		1 766 598 420	4 596 222 771
TOTAUX	**29.037.519.384**	**18 580 045 176**	**25 078 214 141**	**26.468.636.924**	**31 590 526 258**		**48 744 396 241**	**35.965.329.100**

Sources : LFR 2025, LF 2026 et CDMT 2026 - 2028

1.6.3 Présentation des crédits par titre 2024 – 2028

5 Tableau Présentation des crédits par titre

TITRE	Réalisations 2025 LFR		BUDGET EN COURS 2026		2027	2028
	BUDGET VOTE 2025	Exécutions LFR 2025	Budget VOTE	Réalisations	PROJECTIONS	PROJECTIONS
I. Dépenses courantes	25 078 174 401	**26.468.636.924**	30 401 373 713	**19.265.272.452**	41 717 413 187	**33.186.756.714**
Tire III Dépenses de Personnel	21 359 151 220	**0**	26 675 701 028	2.010.317.990	34 561 733 129	876.090.000
Titre IV Biens et Matériels	104 569 946	**0**	1 062 846 512	2.009.670.080	2 369 748 265	2.512.900.947
Titre V Dépenses de Prestations	434 669 187	**0**	527 335 802	2.010.965.920	2 659 890 376	54.865.199

Titre VI Interventions de l'Etat	1 554 245 857	**0**	2 135 490 371	**0**	2 126 041 417	309.546.900
II Dépenses en capital		**248.543.300**	1 189 152 545	**0**	7 026 983 054	**4.911.700.846**
Titre VII : Equipement		**0**	1 189 152 545	**0**	3 576 752 454	2.453.900.756.
Titre VIII : construction		248.543.300		**0**	3 450 230 600	2.457.800.090
TOTAL	**25 078 174 401**	**26.717.180.224**	**31 590 526 258**	**19.265.272.452**	**48 744 396 241**	**35.965.329.100**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

6.3.1 Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale 2025-2026

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale 2025-2026

SECTION / GRADE	Effectif (1)	Total masse T3 2025 en FC (2) :	Projection à fin Décembre 2025 à politique inchangée (3): =(2/9)*12	Nouvelles actions 2026				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale en FC (9)
Section : 55 AFFAIRES FONCIÈRES	**7 495**	**2 579 545 077**	**3 439 393 436**	**2.024**		**9.519**	**3.784.161385**	**9.519**	**45.409.936.620**

1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG , DG, Directeur)	33	31 371 486	41 828 645					33	**41 828 645**
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	496	241 472 866	321 963 821					496	**321 963 821**
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	4 159	1 473 125 123	1 964 166 831					4 159	**1 964 166 831**
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	2 807	833 575 604	1 111 434 139					2 807	**1 111 434 139**
5. Autres									-
Total	**7 495**	**2 579 545 077**	**3 439 393 436**					**7 495**	**3 439 393 436**

Sources : DIRPAIE/BUDGET DRH Affaires Foncières

II. (112) PROGRAMME 1 ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : MUGANGU KULIMUSHI Gérard

Fonction : Secrétaire Général

2.1 Périmètre du programme

- Cabinet du Ministre,
- *Secrétariat Général ;*
- *Direction des Ressources Humaines* ;
- *Direction Administrative et Financières ;*
- *Direction d'Études et Planification ;*
- *Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics ;*
- *DANTIC ;*
- *CONAREF*

2.2 Stratégie du programme

Ce programme vise à résoudre les défis majeurs liés à la gouvernance ci-dessous :

- ✓ Une mauvaise gouvernance foncière dans diverses dimensions et à tous les échelons ;
- ✓ Insuffisance des infrastructures et des équipements ;
- ✓ Non application des dispositions de la loi concernant les terres des communautés locales ;
- ✓ L'insuffisance des moyens accordés au secteur aussi stratégique comme les Affaires Foncières.

Pour y parvenir, le Ministère envisage :

- Actualiser les textes législatifs au regard des évolutions que le pays a enregistrées sur les plans politique et institutionnel ainsi que de l'adoption de nouveaux principes de droit international et régional en matière de gouvernance foncière ;
- Renforcer les capacités des agents et cadres du ministère;
- Développer le Partenariat Public-Privé (PPP) pour vulgariser la politique nationale du foncier ainsi que la nouvelle Loi foncière ;
- Opérationnaliser le cadre de concertation interministériel inclusif entre les ministères ayant l'incidence sur le foncier.

2.3 Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

Les objectifs du programme sont :

a. Objectif 1 : Amélioration de la g*ouvernance* foncière ;
b. Objectif 2 : Renforcer les capacités humaines et matérielles
c. Objectif 3 : Assurer un suivi sur l'application des textes et lois en vigueur

2.4 CADRE DE PERFORMANCE DU PREMIER PROGRAMME

CADRE DE PERFORMANCE DU PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE										
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes**	**Indicateur de performance**	**Unité de mesure**	**Référence**		**Réalisation**	**Estimation**		**Cibles prévues**
			programmes et actions		**Année**	**Valeur**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
P1	**Administration Générale**	Amélioration de la gouvernance foncière et administrative	**Textes règlementaires élaborés**	**Nombre**	**2025**	**128**	36	32	35	25
			Textes règlementaires actualisés			**1**	0	1	0	0
			Textes règlementaires vulgarisés			**6**	0	2	2	2
		Renforcer les capacités humaines et matérielles	Agents formés	Nombre	**2025**	**19.519** **M**	1.215	1.430	2.671	2.835
						F	672	849	1.001	522
			Matériels topographiques et informatiques acquis			**900**	-	**250**	**300**	**350**

		Assurer le suivi sur l'application des textes légaux et règlementaires	Circonscriptions sensibilisées	Nombre	**2025**	**60**	15	17	19	9
			Textes appliqués			**35**	6	11	10	8
A1.1	***Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère des Affaires Foncières***	Garantir la mise en œuvre du pilotage et de la coordination des actions stratégique du ministère	*Taux de mise en œuvre du pilotage et de la coordination des actions stratégique du Ministère*	%	2025	**1**	27	38	43	50
A1.2	***Gestion des ressources financières, matérielles logistiques et infrastructures***	Assurer la gestion des ressources financières, matérielles et logistiques	*Nombre de rapport de gestion des ressources* financières, matérielles et logistiques	Nbre	2025	**0**	1	1	1	1
A1.3	***Gestion des Ressources Humaines et formation***	Assurer la gestion des ressources humaines	*Nombre des agents et cadres formés*	Nbre	2025	**19.519**	1.887	2.279	3.672	3.357

A1.4	***Planification, programmation et suivi-évaluation***	Assurer le suivi-évaluation des programmes	*Nombre des rapports de suivi-évaluation*	Nbre	2025	**16**	4	4	4	4
A1.5	***Gestion du système d'information et de communication***	Assurer la gestion du système d'information et de communication	*Nombre des rapports de gestion du système d'information et de communication*	Nbre	2025	**16**	4	4	4	4

2.5 Evolution des crédits du programme

2.5.1 Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Ventilation des crédits du programme Administration Générale par Rubrique 2024-2026

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027	Projections 2028
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC		
Fonctionnement des Ministères	2 321 383 649	5.978.168.770	1 681 517 139	0	5 982 632 527	3.709.234.500
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 000 000 -	-	109 554 398	0	7 026 983 054	2.050.450.000
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-		0	0	0
Investissements sur Ressources Propres		-	1 189 152 545	0	0	1.326.980.000
Rémunérations	21 042 816 969	19 072 743 036	26 468 636 924	13.234.318.462	32 792 068 770	28.868.664.600
Total	**24 560 423 389**	**26 941 747 097**	**31 215 459 426**	**19.265.272.452**	**45 801 684 351**	**35.965.329.100**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5.1 Evolution des crédits par Titre budgétaire du programme

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par Titre 2025-2028

TITRE	Réalisations LFR 2025		BUDGET EN COURS LFR 2026		PREVISION 2027	PROJECTIONS 2028
	BUDGET VOTE	Exécutions LFR 2025	Budget VOTE	Réalisations		
I. Dépenses courantes	24 560 423 389	**26.468.636.924**	30 026 307 983	**19.265.272.452**	**45 801 684 351**	**33.186.756.714**
Tire III Dépenses de Personnel	21 359 151 220	**0**	26 675 701 028	2.010.317.990	5 982 632 227	876.090.000
Titre IV Biens et Matériels	1 322 100 950	**0**	805 561 292	2.009.670.080	1 895 405 263	2.512.900.947
Titre V Dépenses de Prestations	414 925 361	**0**	409 554 190	2.010.965.920	2 058 225 263	54.865.199
Titre VI Interventions De l'Etat	1 554 245 857	**0**	2 135 490 371	**0**	259 337 555	309.546.900
Rémunérations	-	26.468.636.924	-	13.234.318.462	32 792 068 770	29.742.900.568
II Dépenses en capital		**248.543.300**	1 189 152 545	**0**		**4.911.700.846**
Titre VII : Equipements	**0**	**0**	1 189 152 545	**0**	0	2.453.900.756.
Subventions aux Organismes Auxiliaires	**0**	248.543.300		**0**	0	2.457.800.090
Titre VIII : Construction	0	**0**	**0**	**0**	**0**	0
Total	**24 560 423 389**	**26 717 180 224**	**31 215 459 426**	**19.265.272.452**	**45 801 684 351**	**35.965.329.100**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027, CBMT 2026-2028

2.1.4. Evolution des crédits par action du programme

Tableau 10 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en F2	PREVISIONS 2028
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC		
1	1121	Pilotage et Coordination des actions stratégiques du ministère des Affaires Foncières	24 199 404 928	5 863 432 250	30 953 952 145	361 727 650	43 365 875 708	800.089.980
2	1122	Gestion des Ressources Humaines, Formation	119 197 872	21 078 314 847	86 342 154	11 441 102 325	571 342 154	2.157.533.240
3	**1123**	Gestion des Ressources Financières, Matérielles, Logistiques et Infrastructures	154 702 740		112 060 456	0	740 118 009	29.328.980.760

4	1124	Planification, Programmation et Suivi Evaluations	87 117 848		63 104 671	0	561 104 671	360.842.980
5	1125	Gestion du système d'Information et Communication	0			0	568 984 782	440.655.720
Total			**24 560 423 389**	**26 941 747 097**	**31 215 459 426**	**19.265.272.452**	**45 801 684 351**	**33.088.102.680**

Source : LFR 2026, LFR 2025, PLF CBMT 2026-2028

2.1.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 12 : Présentation des crédits par action et par titre 2024-2026 2028

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027	Prévisions 2028
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution		
Action 1 : 1011 Pilotage et Coordination des actions stratégiques du ministère des Affaires Foncières						
I. Dépenses Courantes	**1 772 148 346**	**5 863 432 250**	**7 400 307 038**	**361.727.650**	**980 573 611**	**1.000.000.000**
Titre III : Dépenses de personnel	166 573 513	-	676 464 921	0	-	
Titre IV Biens et Matériels	937.051.452	900.000.000	1.161.447.309	361.727.650	297.560.136	
Tire V Dépenses de Prestations	494.275.605	39.876.101	5.452.840.410	0	306.089.234	
Titre VI Transferts et Interventions	174.247.786	492.355.150	109.554398	0	376.924.241	

II **Dépenses en capital**	0					
Titre VII Equipements	0	0	1189152545	0	0	2.100.580.000
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0
Sous-total 1	**1 772 148 346**	**5 863 432 250**	**8 589 459 583**	**361 727 650**	**980 573 611**	**800.089.980**
Action 2 Gestion des Ressources Humaines, Formation 370.407.228						
I. Dépenses Courantes	**24 682 537 712**	**21 078 314 847**	**28 082 993 337**	**11 441 102 325**	**23 664 911 266**	25.000.000.000
Titre III : Dépenses de personnel	18 838 788 208	19 168 479 556	21 359 151 220	10 265 568 525	22 605 536 950	23.459.090.056
Titre IV : Biens et matériels ;	717479980	19 000 000	1 161 447 309	32 300 000	801 791 920	
Titre V : Dépenses de prestations ;	530 046 753	-	5 452 840 410	-	257 582 396	
Titre VI : Transferts et interventions	4 596 222 771	1 890 835 291	109 554 398	1 143 233 800	-	
II Dépenses en Capital	1 036 766 252	0	1 189 152 445	0	1 189 152 545	1.189.152.545
Titre VII : Equipements	1 036 766 252	0	1 189 152 445	0	1 189 152 545	1.189.152.545
Financement intérieur	0	0	-	0	0	0
Financement extérieur	0	0	-	0	0	0
SOUS TOTAL II	1.036.766.252	0		0	24.854.063.811	0
		0	-	0	0	0
Action 3 Gestion des Ressources Financières, Matérielles, Logistiques et Infrastructures						
I DEPENSES COURANTES					**28.654.980.700**	**29.328.980.760**

Titre III Dépenses de Personnel					783.400.928	802.809.780
Titre IV Biens et Matériels					743.400.928	874.569.080
Titre V Dépenses de Prestations					659.541.920	608.807.500
Rémunérations					26.468.636.924	27.042.794.400
II DEPENSES EN CAPITAL					0	0
Titre					0	0
SOUS TOTAL 3					28.654.980.700	29.328.980.760
Action 4 Planification, Programmation et Suivi Evaluations 708.543.200						
DEPENSES COURANTES	0	0	63.104.671	0	708.543.200	360.842.980
Titre III DEPENSES DE PERSONNEL	0	0	63.104.671	0	120.324.000	87.000.000
Titre IV BIENS ET MATERIELS	0	0		0	234.006.780	124.234.090
Titre V DEPENSES DE PRESTATIONS	0	0		0	354.212.420	273.718.890
				0		
DEPENSES EN CAPITAL	0	0			0	0
Titre VI Transferts et INTERVENTIONS	0	0		0	0	0
	0	0		0	0	0
Sous Total 4						
Action 5 Gestion du système d'information et Communication						
DEPENSES COURANTES	0	0	0	0	237.866.461	199.700.500

Titre III DEPENSES DE PERSONNEL	**0**	**0**	**0**	**0**	**40.500.600**	**86.600.900**
Titre IV BIENS ET MATERIELS	**0**	**0**	**0**	**0**	**38.788.221**	**53.774.320**
Titre V DEPENSES DE PRESTATIONS	**0**	**0**	**0**	**0**	**158.577.640**	**100.580.000**
DEPENSES EN CAPITAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Titre VI TRANSFERTS ET INTERVENTIONS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Titre VII INVESTISSEMENTS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Sous Total 5	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL 1+2+3+4+5	**32.458.345.278**	**26.458.345.278**	**29.272.145.382**	**19.265.272.452**	**237.866.461**	**440.655.720**

Source : LFR 2025 ; LFR 2026, PLF CBMT 2026-2028

2.2. PROGRAMME 2 : (113) ACCES AU FONCIER

Responsable du Programme : Léon LUBAMBA NGOY

Fonction : Directeur Chef des Services des Titres Immobiliers

1.2.1. Périmètre du programme

Les structures qui concourent à la mise en œuvre de ce programme, au prorata de leurs attributions sont les suivantes :

- **Direction des Titres Immobiliers ;**
- **Direction du Contentieux Foncier et Immobilier ;**
- **Direction des Acquisitions Immobilières et Réserves Foncières ;**
- **Direction de l'Inspection des Affaires Foncières ;**
- **Direction du Cadastre Foncier ;**
- **Direction des Evaluations Foncières et Immobilières.**

1.2.2. Stratégie du programme

Ce programme veut résoudre les difficultés suivantes relatives à l'accès à la terre. Il s'agit de :

- **L'offre de plus en plus inférieure à la demande croissante des terres ;**
- **Les conflits liés à l'affectation et distribution des terres ;**
- **La superposition de plusieurs Titres sur un même fond ;**
- **L'attribution des terres sans création préalable des parcelles référencées sur un plan cadastral ;**
- **L'ingérence des autorités non-attitrées dans la distribution des terres ;**
- **La non mise à jour des plans cadastraux ;**
- **La gestion manuelle du cadastre ;**
- **La problématique de la gestion de terres de communauté locale et peuples autochtones.**

Pour résoudre ces problèmes, le Ministère des Affaires Foncières s'emploie dans la stratégie du programme à :

- **Instituer un système d'information intégré dénommé Registre National des Titres Fonciers et Immobiliers, qui constitue la référence unique sur l'ensemble du territoire national, pour l'établissement, inscription, traçabilité, la publicité et la sécurisation des droits fonciers et immobiliers ainsi les restrictions, servitude et charges y afférentes ;**
- **Créer un registre national des titres fonciers et immobiliers et placer sous l'autorité du ministère ayant les affaires foncières dans ses attributions ;**
- **Créer un fichier national des ventes vérifiées, destinées à l'élaboration et à la mise à jour de la mercuriale, au contrôle de qualité et la production d'indicateurs statistiques agrégés ;**
- **Faciliter l'accès au foncier à un plus grand nombre de membres de la communauté nationale en multipliant les lotissements viables et en décongestionnant les centres urbains ;**
- **Créer des lotissements sociaux en faveur des fonctionnaires de l'État sur toute l'étendue de la RDC ;**
- **Organiser les mises à jour des plans cadastraux et informatiser le cadastre sur toute l'étendue du territoire national.**

1.2.3. Les objectifs du programme et indicateurs de performance

Objectifs du programme

Objectif 1 : Créer des Lotissements Viables à travers toutes les provinces de la RDC

Objectif 2. : Délivrer des titres fonciers et immobiliers sécurisant

Objectif 3 : Numériser le Cadastre et créer les banques des données

Ce programme comprend trois actions à savoir :

- **Gestion, Sécurisation et Octroi des titres fonciers et immobiliers.**
- **Numérisation du Cadastre et Création des banques des données**
- **Réforme institutionnelle foncière**

2.5. CADRE DE PERFORMANCE DU DEUXIEME PROGRAMME

CADRE DE PERFORMANCE DU DEUXIEME PROGRAMME : ACCES AU FONCIER										
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes**	**Indicateur de performance**	**Unité de mesure**	**Référence**		**Réalisation**	**Estimation**		**Cibles prévues**
					Année	**Valeur**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
1131	**Gestion, Sécurisation et Octroi des titres fonciers et immobiliers**	Créer des lotissements viables à travers le territoire national	Lotissements cries Lotissements occupés Lotissements non occupés	**Nombre**	**2025**	**140**	27	32	35	46
						128	52	41	20	15
						12	0	5	5	2
		Délivrer les titres fonciers et Immobiliers	Contrats délivrés	Nombre	**2025**	**19.519**	3.215	1.430	2.671	2.835
							672	849	1.001	522
			Certificats délivrés			**900**	-	**250**	**300**	**350**
			Circonscriptions sensibilisées	Nombre	**2025**	**60**	15	17	19	9
			Textes appliqués			**35**	6	11	10	8
A1.1	Numérisation du Cadastre et Création des banques des données	Garantir la mise en œuvre de la politique du secteur	*Taux de numérisation et banques des données crées*	%	2025	**5**	0	0	2	3

A1.2	*Réforme Institutionnelle Foncière*	Assurer la gestion administrative efficace et harmonisée	*Taux de réalisation de la réforme visée*	%	2025	**8**	0	0	3	5

2.5.2 Evolution des crédits du programme

2.1.4.1 Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Ventilation des crédits du programme ACCES AU FONCIER

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027	Projections 2028
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC		
Fonctionnement des Ministères	341 079 994	5.978.168.770	247 064 654	0	931 325 508	**521.438.281**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	0	100 105 442	0
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	0	0	0
Rémunérations	-	19 072 743 036	-	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	1 890 835 291	-	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	- 0	0	0	0
Total	**341 079 994**	**26 941 747 097**	**247 079 654**	**0**	**1 031 430 950**	**521.438.281**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.5.3 Evolution des crédits du programme

Evolution par Titre et par Action du Programme

Tableau 8 : Ventilation des crédits du programme ACCES AU FONCIER

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés	Exécution en FC		
Action 1 : 1011 Gestion, Sécurisation et Octroi des titres fonciers et immobiliers						
I. Dépenses Courantes	**1 772 148 346**	**5 863 432 250**	**300.147.942**	**300.147.942**	**336.955.260**	**374.070.840**
Titre III : Dépenses de personnel	166 573 513	-	676 464 921	0	125.098.300	138.900.750
Titre IV Biens et Matériels	937.051.452	900.000.000	1.161.447.309	0	100.000.000	124.360.000
Tire V Dépenses de Prestations	494.275.605	39.876.101	5.452.840.410	0	78.450.900	48.000.700
Titre VI Transferts et Interventions	174.247.786	492.355.150	109.554398	0	33.406.060	52.809.390
				0	0	0
II **Dépenses en capital**				0	0	0
Titre VII Equipements	0	0	1189152545	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0
Sous-total 1	1 772 148 346	5 863 432 250	**8 589 459 583**	361 727 650	74.762.862	**800.089.980**
Action 2 Numérisation du Cadastre et Création des banques des données						
I. Dépenses Courantes	24 682 537 712	21 078 314 847	**78.079.027**	**0**	**87.154.398**	**88.644.480**
Titre III : Dépenses de personnel	18 838 788 208	19 168 479 556	21 359 151	0	24.530.760	25.650.800
Titre IV : Biens et matériels ;	717479980	19 000 000	44.800.900	0	32.547.080	34.670.650
Titre V : Dépenses de prestations ;	530 046 753	-	11.918.976	0	30.076.558	28.323.230
Titre VI : Transferts et interventions	4 596 222 771	1 890 835 291	0	0	0	0

II Dépenses en Capital	1 036 766 252	-	**0**	0	0	0
Titre VII : Equipements	1 036 766 252	-	0	0	0	0
Financement intérieur	-	-	-	0	0	0
Financement extérieur	-	-	-	0	0	0
SOUS TOTAL II						
TOTAL	**-**	**-**	**0**	**0**	**0**	**0**
Action 3 Réforme institutionnelle Foncière 0						
I DEPENSES COURANTES			**109.554.398**	**0**	**115.554.088**	**120.310.000**
Titre III Dépenses de Personnel			36.518.900	0	36.518.900	**29.328.760**
Titre IV Biens et Matériels			23.518.900	0	23.035.198	**37.500.400**
Titre V Dépenses de Prestations			50.000.300	0	50.000.300	**53.480.840**
II DEPENSES EN CAPITAL			0	0	0	**0**
Titre VI			0	0	0	**0**
Titre VII			0	0	0	**0**
SOUS TOTAL 3			**109.554.398**	**0**	**109.554.398**	**120.310.000**

Sources LF 2026, LFR 2026, CBMT 2026-2028

2.5.1. Évolution des crédits du programme

2.5.1.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 14 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2026-2028

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC	POJEDCTIONS 2028
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC		
Fonctionnement des Ministères	537 754 908		487 781 367	-	548 261 083	
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000	3 525 000 000	109 554 398	-	689 999 999	
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	-	-		-	-	
Rémunérations	-	-	**378 226 969**	-	-	
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-		-	-	
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-	
Total	**1 337 754 908**	**3 525 000 000**	**487 781 367**	**0**	**109.054.398**	**120.310.000**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 15 : Présentation des crédits du programme par titre 2024 – 2026

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**341 079 994**	3 525 00 000	**247 064 654**		1 031 430 950
Titre III : Dépenses de personnel	-	-		-	-
Titre IV : Biens et matériels ;	321 336 168	-	170 675 032	-	423 356 477
Titre V : Dépenses de prestations ;	19 743 826	-	76 389 622	-	507 969 031
Titre VI : Transferts et interventions	-	3 525 00 000		-	100 105 422
II. Dépenses en capital	**-**	**-**	-	-	-
Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-		-	-	-
Total	**341 079 994**	3 525 00 000	**247 064 654**	-	1 031 430 950

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

Evolution des crédits par action du programme

2.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 16 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC		
1	1131	Gestion, Sécurisation et octroi des titres immobiliers	149 219 383	3 525 000 000	108 088 531	0	324 187 759	525 718 000
2	1132	Identification et immatriculation du domaine foncier	107 790 386	0	78 079 027	0	149 079 027	127 346 050
3	1133	Reforme institutionnelle foncière	84 070 225	0	60 897 096	0	100 105 442	109 554 398
Total			**341 079 994**	**3 525 000 000**	**247 064 654**	**-**	**1 031 430 950**	**762 618 448**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 17 : Ventilation des crédits du programme par action et par Rubrique 2026-2028

	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC	Projections 2028 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC		
Action 1 : 1131 Gestion, Sécurisation et octroi des titres immobiliers						
Fonctionnement des Ministères	414 630 324	0	**300 147 942**	0	**336.955.260**	**374.070.840**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0
Sous-total 1	**414 630 324**	0	**300 147 942**	0	**336.955.260**	**374.070.840**
Action 2 : 1132 Numérisation et création des banques des données						
Fonctionnement des Ministères	**123 124 584,00**		**78 079 027**		**113 179 905**	**374.070.840**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2	**123 124 584,00**	-	**78 079 027**	0	**113 179 905**	**374.070.840**

Action 3 : 1133 Réforme institutionnelle foncière						
Fonctionnement des Ministères	800 000 000	52 000 000	**109 554 398**	751 600 000	**115.554.088**	**120.310.000**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0
Sous-total 3	800 000 000	52 000 000	109 554 398	751 600 000	**115.554.088**	**120.310.000**
Total général	**00 000 000**	**52 000 000**	**109 554 398**	**51 600 000**	**15.554.088**	**20.310.000**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2.5.3. Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 18 : Présentation des crédits par action et par titre 2024 – 2026

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC
Action 1 : 1131 Gestion, Sécurisation et Octroi des titres immobiliers						
I. Dépenses Courantes	414 630 324	0	**300 147 942**		435 081 178	459 445 720
Titre III : Dépenses de personnel	-	0	50 000 000	0	147 175 080	153 148 573
Titre IV : Biens et matériels ;	261 834 600	0	50 049 314	0	294 350 161	100 000 000
Titre V : Dépenses de prestations ;	152 795 724	0	200 098 628	0	140 731 017	206 297 140
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0	0
II. Dépenses en capital	414 630 324	0	**300 147 942**	-	435 081 178	459 445 720
Titre VII : Equipements	-	0	-	-	-	
Financement intérieur	-	0	-	-	-	
Financement extérieur	-	0	-	-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	0	-	-	-	
Financement intérieur	-	0	-	-	-	
Financement extérieur	-	0	-	-	-	
Sous-total 1	**414 630 324**	**0**	**300 147 942**	**-**	**435 081 178**	**459 445 720**

Action 2 : 1132 Numérisation du cadastre foncier et création des banques des données						
I. Dépenses Courantes	123 124 584	0	0	0	**113 179 905**	**119 517 970**
Titre III : Dépenses de personnel		0	0	0		79 678 650
Titre IV : Biens et matériels ;	93 067 819	0	0	0	83 179 905	79 678 650
Titre V : Dépenses de prestations ;	30056765	0	0	0	30 000 000	79 678 650
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0	0
II. Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2	**123 124 584**	**0**	**78 079 027**	**0**	**113 179 905**	**358 553 920**
Action 3 : 1133 Réforme institutionnelle foncière						
I. Dépenses Courantes	**800 000 000**	352 000 000	0	109 554 398	115 689 440	728 639 990
Titre III : Dépenses de personnel	**0**	0	0	36 518 130	77 126 290	485 759 900
Titre IV : Biens et matériels ;	**0**	0	0	36 518 130	77 126 290	242 880 090
Titre V : Dépenses de prestations ;	**0**	0	0	36 518 130	38 563 140	485 759 900
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0	0

II. Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0	0
Sous-total 3	**800 000 000**	**352 000 000**	**0**	**219 108 788**	**308 505 160**	**1 943 039 880**
Total général	**1 337 754 908**	**352 000 000**	**0**	**219 108 788**	**856 766 243**	**2 761 039 520**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.2 **PROGRAMME 3 :** (114) DOMAINE FONCIER PRIVE DE L'ETAT

Responsable du programme : BALEGA ZAMUZIKO Stanislas

Fonction : Directeur du Cadastre Foncier

2.3.1. Périmètre du Programme

Il s'agit de :

1. Direction du Cadastre Foncier
2. Direction Evaluations foncières et immobilières

2.3.2. Stratégie du programme

Dans son domaine foncier privé, l'Etat congolais est buté à certain nombre de difficultés qui l'empêchent d'en tirer profit en vue de contribuer significativement au budget de l'Etat. Il s'agit notamment de :

- La faible identification des propriétés et des propriétaires ;
- La Faible identification des espaces valorisés et non valorisés ;
- La sous-évaluation des biens fonciers et immobiliers du domaine privé de l'Etat.
- L'immatriculation ou cadastration insuffisante des espaces des terres du domaine foncier privé de l'Etat ;
- La cartographie non exhaustive des espaces de terres du domaine foncier privé de l'Etat ;
- La délimitation insuffisante des terres par rapport à leur destination et appartenance.

Pour résoudre ces problèmes, le Ministère des Affaires Foncières entend :

- Identifier, délimiter et immatriculer les espaces de terres du domaine foncier privé de l'Etat ;
- Elaborer et mettre à jour les plans cadastraux ;
- Numériser le système de gestion du cadastre
- Améliorer le système de tenure des terres ;37
- Contribuer à la sauvegarde et à la durabilité de l'environnement.

2.3.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

a. Les objectifs du programme sont **:**

Objectif 1. Expertiser et évaluer le domaine foncier privé de l'État.

Objectif 2. Rendre disponible les réserves foncières

CADRE DE PERFORMANCE DU TROISIEME PROGRAMME : DOMAINE FONCIER PRIVE DE L'ETAT											
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes / actions**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**	**Estimation**		**Cibles prévues**	
			Programme et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
P3	**Domaine Foncier Privé de l'État**	***Préserver le domaine foncier privé de l'État contre les spoliations***	**Mesures ou textes réglementaires pris**	Nombre	2025	7	1	1	1	2	2
		Expertiser et évaluer le domaine foncier et immobilier privé de l'État	**Mercuriale d'expertise et évaluation foncière et immobilière disponible**	Nombre	2025	1	-	-	-	1	1
		Rendre disponible les réserves foncières	**Terres réservées**	%	2025	25	2	3	4	6	7
A.1	*Valorisation du capital foncier*	***Valoriser le capital du domaine foncier privé de l'Etat***	**Terres du domaine foncier prive valorisé**	%	2025	32	1,5	2,5	6	12	14
A.2	*Identification et évaluation des biens fonciers et immobiliers privés de l'État*	***Identifier et évaluer les biens foncier et immobilier de l'Etat***	**Biens fonciers et immobiliers de l'Etat identifiés et évalués**	%	2025	34	1,5	2,5	6	12	14

2.3.4. L'évolution des crédits du programme

2.3.4.1. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 20 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2027-2029

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC	Projections 2028 en FC	Projections 2029 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC			
Fonctionnement des Ministères	176 710 758	0	128 002 178	0	144 682 520	1 929 451 800	2 000 000 000
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0		0		203 125 790	219 234 000
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0		0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0		0		2 117 152 545	2 639 152 545
Rémunérations	0	0	0	0	-	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	1 766 598 420	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0		0	0
Total	**178 710 758**	**0**	**128 002 178**	**0**	**1 911 280 940**	**4 249 730 135**	**4 858 386 545**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 21 : Présentation des crédits du programme par titre 2026 – 2028

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028 en FC	Prévisions 2029 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC			
I. Dépenses Courantes	**176 710 758**	0	128 002 178	0		**4 249 730 135**	**4 858 386 545**
Titre III : Dépenses de personnel	0	0		0		1 062 432 533	1 619 462 181
Titre IV : Biens et matériels ;	176 710 758	0	128 002 178	0	50 986 525	1 416 576 711	1 214 596 636
Titre V : Dépenses de prestations ;	0	0		0	93 695 995	1 770 720 891	2 024 327 728
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	1766598420	0	0
II. Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition	0	0	0	0	0	0	0

d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière							
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**176 710 758**	0	**128 002 178**	0	**1 911 280 940**	**4 249 730 135**	**4 858 386 545**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme

2.3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 22 : Evolution des crédits par programme

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028 en FC	Prévisions 2029 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC			
1	1141	Identification et immatriculation du domaine foncier privé de l'Etat	88 355 379	0	64 001 089	0	144 682 520	68 168 159	72 591 635
2	1142	Expertise et évaluation des biens fonciers privés de l'Etat	88 355 379	0	64 001 089	0	1 766 598 420	1 861 903 700	1 865 436 810
Total			**176 710 758**	**0**	**120 002 178**	**0**	**1 911 280 940**	**1 930 071 859**	**1 938 028 445**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

2.3.5.2. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 23 : Ventilation des crédits du programme par action et par Rubrique 2026-2028

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC	Projections 2028 en FC	Projections 2029 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC			
Action 1 : 1131 IDENTIFICATION ET IMMATRICULATION DES BIENS FONCIERS DU DOMAINE PRIVE DE L'ÉTAT							
Fonctionnement des Ministères	0	0	**64 001 089**	0	**68 097 158**	**68 168 159**	**72 591 635**
Interventions Économiques, Sociales,	0	0	0	0	0	0	0

Culturelles et Scientifiques							
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 1	0	0	**64 001 089**	**-**	**68 097 158**	**68 168 159**	**72 591 635**
Action 2 : 1142 *EXPERTISE ET EVALUATION DES BIENS FONCIERS RELEVANT DU DOMAINE FONCIER PRIVE DE L'ETAT*							
Fonctionnement des Ministères	0	0	0	0	0	1 029 451 800	1 100 000 000
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	900 000 000	900 000 000
Rémunérations	0	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2	**208 312 166**	**0**	**1 830 599 505**	**0**	**1 933 113 000**	**1 929 451 800**	**2 000 000 000**

2.3.5.3 Présentation des crédits par action et par titre

Tableau 24 : Présentation des crédits par action et par titre 2024 - 2026

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC	Prévisions 2028 en FC	Prévisions 2029 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC			
Action 1 : 1131 IDENTIFICATION ET IMMATRICULATION DES BIENS FONCIERS DU DOMAINE PRIVE DE L'ÉTAT							

I. Dépenses Courantes	0	0	0	0	**68 097 158**	**68 168 159**	**72 591 635**
Titre III : Dépenses de personnel	0	0	0	0	17 024 290	17 042 040	18 147 917
Titre IV : Biens et matériels ;	0	0	0	0	17 024 289	17 042 040	18 147 908
Titre V : Dépenses de prestations ;	0	0	0	0	34 048 579	34 084 079	36 295 810
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0	0	0
II. Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 1	101 274 662	-	**64 001 089**	0	**68 097 158**	**68 168 159**	**72 591 635**
Action 2 : 1142 Expertises et évaluation des biens fonciers et immobiliers privés de l'Etat							
I. Dépenses Courantes	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 933 113 000**	**1 929 451 800**	**2 000 000 000**
Titre III : Dépenses de personnel	0	0	0	0	579 933 900	578 835 540	466 666 670
Titre IV : Biens et matériels ;	0	0	0	0	386 622 600	385 890 360	333 333 330

Titre V : Dépenses de prestations ;	0	0	0	0	966 556 500	964 725 900	1 200 000 000
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0	0	0
II. Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 933 113 000**	**1 929 451 800**	**2 000 000 000**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

16. Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat

Section 56

PREMIÈRE PARTIE : PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE
Responsable du Ministère : Son Excellence Madame Marie NYANGE NDAMBO

Le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat est dirigé par Son Excellence Madame la Ministre Marie NYANGE NDAMBO, conformément à l'ordonnance n°24/039 du 28 Mai 2024 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice Ministres.

I.1. Mission et organisation du Ministère

I.1.1. Mission

Contribuer au développement socio-économique du pays, assurer la protection de l'environnement, et la gestion durable des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du domaine de l'eau, de la foret et de la faune.

I.2. Présentation des directions et autres services du Ministère

Les structures organiques du Ministère sont les suivantes :

1. Le Cabinet du Ministre et le Secrétariat Général

2. Les Services du Secrétariat Général :

✓ Secrétariat Administratif du Secrétaire Général

1. Services rattachés : la Cellule Technique d'Appui et la Cellule Gestion des Projets et des Marchés Publics ;

2. Les Directions Standards : Direction des Ressources Humaines, Direction d'Etudes et Planification, Direction Administrative et Financière et Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication ;

3. Directions métiers (techniques) ;

- Direction Générale Environnement et Cadre de Vie (Direction Conservation de la Nature, Direction Etablissements Humains et Protection de l'Environnement, Direction Assainissement, Direction Ressources en Eau) ;

- Direction Générale Forêts (Direction Gestion Forestière, Direction Horticulture et Reboisement, Direction Inventaire et Aménagement Forestiers, Direction Promotion et valorisation du Bois, Direction Technologies de l'Energie Bois).

4. Directions spécifiques : Cellule Contrôle et Vérification, Direction Réglementation et Contentieux Environnementaux, Direction Cadastre Forestier, Direction Développement Durable.

5. Coordinations provinciales.

6. Etablissements Publics et Agences sous tutelle :

Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), Fonds Forestier National, (FFN), Agence Congolaise de l'Environnement (ACE), Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIPE) et Autorité de Régulation du Marché de Carbone (ARMC).

7. Coordinations nationales spécialisées :
Commission des Forêts de l'Afrique Centrale (COMIFAC), Fonds Verts Pour le Climat, Unité de Coordination du Programme d'Investissement Forêt, Fonds National REDD, Coordination Nationale de la RAINFOREST, Coordination Nationale des tourbières et Gestion Intégrée des Ressources en Eau-Egypte (GIRE-E).

I.2. Présentation stratégique du ministère

I.2.1. Priorités du Ministère

Les priorités du ministère sont contenues dans les documents stratégiques : Le programme national stratégique du développement (PNSD), Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) ainsi que la contribution déterminée nationale (CDN) qui, permettront à la RDC de devenir émergente à l'horizon 2030 et développée en 2050.

De même, le respect des normes de protection de l'environnement, la gestion durable des déchets solides, liquides et gazeux, la gestion intégrée des terres et des ressources en eau, la consolidation des actions d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ainsi que la protection et la conservation de la diversité biologique s'inscrivent dans un cadre d'amélioration du secteur de l'environnement et du cadre de vie.

I.2.2. Politique sectorielle

Le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat vise à assurer un appui et un accompagnement conséquents pour la réalisation efficiente des actions prévues dans les différents documents stratégiques, à l'occurrence de la Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN), Stratégie Nationale pour la

Conservation de la Biodiversité (SPNB), Politique Nationale Forestière, Code Forestier, Politique Nationale d'Assainissement, Stratégie Nationale Relative à la Foresterie Communautaire, Stratégie et Plan d'Action Nationale de la Biodiversité et Stratégie Nationale de promotion et valorisation de bois d'œuvre, Plan National d'Adaptation aux Changements Climatique, La Stratégie Cadre Nationale REDD+, Stratégie et Plan National de la Biodiversité .

I.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette Programmatique

	Libelle Section	Code Prog.	Libellé Programme	Code action	Libelle action	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
56	ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE DU CLIMAT						
		115	Programme : Administration Générale			Cabinet du Ministre, Le Secrétariat Général, DAF, DRH, DEP, DANTIC, CGPMP et CTA	
				1151	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre et SG	
				1152	Gestion des ressources Financières et matérielles	DAF	
				1153	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
				1154	Gestion des ressources humaines	DRH	
				1155	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC et CTA	
		116	Programme : Environnement et Cadre de vie			DG-ECV, DDD, DCV et DRCE	ACE, FONDS VERT, RAIN FOREST, ARMCA
				1161	Surveillance continue de l'Environnement	DG-ECV, DCV et DRCE	
				1162	Assainissement du milieu	DG-ECV	
				1163	Consolidation des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques	DDD	
				1164	Gestion durable des terres	DDD	
		117	Programme : Gestion des ressources forestières			DG-For	COMIFAC
				1171	Encadrement de l'exploitation artisanale et industrielle des forêts	DG-For	
				1172	Restauration des paysages forestiers dégradés	DG-For	
				1173	Statistiques forestières	DG-For	

				1174	Valorisation des produits forestiers non ligneux	**DG-For**	
		118	**Programme : Gestion des ressources en eau**			**DRE**	
				1181	Valorisation des ressources en eau	DRE	
		119	**Programme : Conservation de la diversité biologique**			**DCN**	**ICCN**
				1191	Gestion Aires protégées nationales et transfrontalières	**DCN**	**ICCN**
				1192	Cogestion de la biodiversité biologique	**DCN**	**ICCN**
				1193	Valorisation de la diversité biologique	**DCN**	**ICCN**
		120	**Programme : Reconstitution du capital forestier (CAS)**			FFN	
				1201	Financement des opérations de reboisement et aménagement forestier	FFN	
		121	**Programme : Protection de l'Environnement (CAS)**			**FIPE**	
				1211	Financement des Projets et Programmes ayant trait à la protection de l'Environnement, à l'écologie et au développement durable	**FIPE**	

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1 Performances antérieures

Dans le cadre de la performance du secteur de l'Environnement, la RDC a réalisé les **performances** significatives ci-après :

- La Construction du four brésilien Rabo-quente au port Moleka de Kinkole ;
- 172 concessions forestières de communautés locales octroyées dans 14 provinces avec une superficie de 3.410.557 Ha de forêts ;
- Revue légale des concessions forestières, validation et vulgarisation de la politique forestière, ré-visitation du code forestier ;
- 18 Contrats de concession forestière récupérés d'une superficie totale de 2.574.705 ha auprès de 11 entreprises en cessation d'activités ;
- Classification de la couverture terrestre de la RDC par Images satellitaires et mise à jour de la rédaction du guide d'interprétation des images satellitaires au niveau national et local à 75% ;
- Opérationnalisation du système national de surveillance de forêts (SNSF), et collecte de données à l'aide du drone (photographie aérienne), dans le parc marin des mangroves à 90% ;
- Mobilisation des recettes au profit du Trésor Public de l'ordre de 481.855.421.717 CDF soit 122% des assignations de l'exercice budgétaire 2025.

I.4.2. Perspectives

Le SG-EDD-NEC va focaliser son attention particulièrement sure :

- L'appropriation de la politique forestière par toutes les parties prenantes en RDC ;
- La validation et appropriation du Code forestier et de ses mesures d'application ;
- La ré-visitation du cadre organique ;
- La levée du Moratoire sur l'exploitation des ressources forestières ;
- L'élaboration de la stratégie sectorielle Intégrée de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat ;
- La mise en œuvre de la stratégie sectorielle de développement des statistiques Environnementales, forestières et de changements climatiques ;
- La matérialisation des décisions prises lors de grandes Conférences internationales notamment la Cop 28 et le Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable ainsi que la Cop 13 de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD) ;
- L'appropriation de grille de traçabilité des bois, par toutes les administrations et parties prenantes qui interviennent dans leurs exportations ;
- L'organisation des études de préfaisabilité des Projets de : (1) Renforcement des Services et Promotion de la production durable de Biomasse en République Démocratique du Congo (PROBIO), (2) Appui à la mise en place d'un Système de collecte et de gestion des données et production des Statistiques Environnementales, Forestières et des Changements Climatiques « PASSEFCC » ;

I.5. Objectifs et indicateurs représentatifs de la politique du Ministère

II.5.1. Objectifs

- **Assurer la conservation des écosystème forestiers et la protection de la biodiversité ;**
- **Renforcer la gouvernance environnementale et assainissement du cadre de vie ;**

- **Assurer la promotion de la nouvelle économie du climat et la mobilisation de la finance carbone.**

I.5.2. Présentation des cadres de performance des objectifs stratégiques des programmes

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1. Assurer la conservation et la protection de la biodiversité									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de couverture des icosystimes binificiant de mesures de conservation	%				50	60	70	80
Source : DCN									
Mode de calcul : superficie forestière conserver/ superficie forestière totale de foret X 100									
Objectif 2. Renforcer la gouvernance environnementale et assainissement du cadre de vie									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Mise en place des outils de gouvernance environnementale et d'assainissement du cadre de vie	%					50	60	70
Source : MEDD-NEC									
Mode de calcul : nombre d'outils mise/ nombre total d'outils prévus X 100									
Objectif 3 : Assurer la mobilisation de la finance carbone									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Financement carbone capté	%					60	70	80
Source : ARMCA									
Mode de calcul : Financement carbone capté sur le financement climatique disponible X100									

I.6. Présentation des crédits du Ministère 2026-2027

I.6.1. Evolution des crédits par programme

Tableau 3 : Evolution des crédits par programme

N°	PROGRAMME	Loi des Finances 2026	Projection 2027
	ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE DU CLIMAT	**449 277 516 306,00**	394 887 167 693,95
1	Administration Générale de l'Environnement Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat	413 929 838 725	36 566 195 455,97
2	Environnement et cadre de vie	14 419 392 505	10 063 120 937,57
3	Gestion des Ressources forestières	4 454 213 383	88 179 961 442,42
4	Gestion des Ressources en eau	292 928 644	18 316 855 295,67
5	Conservation de la diversité biologique	16 116 219 256	140 135 448 101,93
6	Reconstitution du capital forestier (CAS)		**70 32 231 482,27**
7	Protection de l'environnement (CAS)	64 923 793	**31 093 354 978,13**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.6.1. **Evolution des cridits des programmes par titre 2026-2027**

Tableau 4 : Evolution des cridits des programmes par titre 2026-2027

EVOLUTION DE CREDITS DES PROGRAMMES PAR TITRES MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		Loi de finance de l'exercice 2026	Projection Loi de finance de l'exercice 2027
Administration ginirale de l'environnement diveloppement durable et nouvelle iconomie du climat	Dipenses de Personnels	28 233 709 868,00	28 855 666 277,96
	Biens et Matiriels	3 525 443 961,00	2 426 533 522,44
	Dipenses de Prestation	2 821 788 410,00	1 942 213 305,86
			3 290 226 297,73
	Equipements	74 904 373,00	51 556 051,97
TOTAL		39 850 657 751,00	36 566 195 455,97
Environnement et cadre de vie	Dipenses de Personnels	12 832 254 542,00	3 990 093 336,39
	Biens et Matiriels	279 726 220,00	104 271 341,14
	Dipenses de Prestation	546 170 943,00	203 591 843,18
	Transferts et intervention de l'Etat	558 688 837,00	198 918 192,20
	Equipements	16 163 119 475,00	5 566 246 209,24
TOTAL		30 379 960 017,00	10 063 120 922,16
Gestion des Ressources forestiires	Dipenses de Personnels	3 818 677 584,00	2 201 726 847,11
	Biens et Matiriels	339 076 856,00	233 383 757,30
	Dipenses de Prestation	309 504 466,00	213 029 329,19
	Transferts et intervention de l'Etat	210 240 070,00	141 269 919,79
	Equipements	135 301 733 396,00	85 390 551 589,02
TOTAL		139 979 232 372,00	88 179 961 442,42
Conservation de la diversiti biologique	Dipenses de Personnels	14 177 678 064,00	10 639 699 554,34
	Biens et Matiriels		
	Dipenses de Prestation		
	Transferts et intervention de l'Etat	1 592 581 778,00	43 972 150,09
	Equipements	200 991 200 680,00	129 451 448 107,70
TOTAL		216 761 460 522,00	140 135 119 812,13
Gestion des ressources en eau	Dipenses de Personnels	286 776 216,00	1 096 233 805,13
	Biens et Matiriels		
	Dipenses de Prestation		
	Transferts et intervention de l'Etat	6 152 428,00	125 673 170,18
	Equipements	22 013 277 000,00	17 094 949 010,49
TOTAL		22 306 205 644,00	18 316 855 985,80
Reconstitution de l'Environnement (CAS)	Dipenses de Personnels		17 337 987 879,46
	Biens et Matiriels		1 503 623 494,55
	Dipenses de Prestation		2 760 036 446,51
	Transferts et intervention de l'Etat		3 523 847 226,90
	Equipements		45 406 736 434.85
TOTAL			70 532 231 482,27
Protection de l'environnement (CAS)	Dipenses de Personnels		5 491 542 000,00
	Biens et Matiriels		2 015 965 067,87
	Dipenses de Prestation		2 698 841 272,93
	Transferts et intervention de l'Etat		2 000 000 000,00
	Equipements		14 887 006 637.33
TOTAL			31 093 354 978,13

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 4: Evolution des crédits par rubrique

	Rubrique	LF 2026		ions en 2027
		votés en FC	on au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	121 398 707		
2	Financement des réformes	5 000 000 000		
3	Fonctionnement des Ministères	8 357 870 470	1 042 407 500	
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	725 636 361		
5	Investissements sur Ressources Extérieures	372 654 426 178	116 896 810 545	
6	Investissements sur Ressources Propres	1 889 808 746		
7	Rémunérations	58 812 936 660	24 763 680 351	
8	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	1 715 439 184		
		49 277 516 306	**142 702 898 396**	

EVOLUTION DE CREDITS DES PROGRAMMES PAR TITRES MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		Loi de finance de l'exercice 2026	Exécution au 30 juin 2026	Projection Loi de finance de l'exercice 2027
	Dépenses de Personnels	59 416 779 196	25 053 157 151	40 786 139 089
	Biens et Matériels	4 523 304 734	420 000 000	4 930 516 038,3
	Dépenses de Prestation	8 196 402 703	332 930 700	7 817 711 837,7
	Transferts et intervention de l'Etat	2 475 396 042		9 198 233 723,7
	Equipements	374 465 633 631	116 896 810 545	406 736 434, 85
	Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	200 000 000		
		449 277 516 306	**142 702 898 396**	

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs du ministère par programme pour l'exercice 2026–2029

Tableau 6 : Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale du Ministère pour l'exercice 2026–2028

GRADE	BUDGET 2026 (en CDF)		BUDGET 2027 (en CDF)		BUDGET 2028(en CDF)	
	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
SG	2	80 713 170,00	2	106 801 228,20	2	137 437 682,60
PCA	1	168 707 261,04	1	1 047 672 091,60	1	1 047 672 091,00
D.G	4	393 604 163	4	1 651 854 114,00	4	1 706 064 091,00
DGA	1	164 158 371,36	1	1 019 423 486,15	1	1 019 423 486,15
REP/M	1	35 532 110,16	1	220 654 404,09	1	220 654 404,09
COM	2	42 765 600,00	2	265 574 376,00	2	265 574 376,00
DIR	102	4 333 375 869,00	117	13 093 473 856,00	117	13 662 678 620,00
S/DIR	21	422 734 219,20	45	2 625 179 501,23	45	2 625 179 501,23
CD	166	4 421 739 265,00	166,00	1 140 349 481,00	166,00	40 871 959 058,00
CB	452	14 090 986 011,00	454	30 232 909 016,00	454	35 362 200 963,00

ATA1	1757	21 676 215 005,00	1957	78 508 977 961,00	2187	832 580 066 794,00
ATA2	2783	26 620 833 905,00	3233	58 998 930 000,00	3333	67 509 449 788,00
AGA1	2587	22 959 920 702,00	2674	40 081 358 311,00	2774	47 107 773 215,00
AGA2	1453	14 641 771 011,00	1568	45 654 775 247,00	1568	49 897 405 065,00
AA1	882	16 089 599 885,00	954	84 752 752 869,00	733	69 199 201 356,00
AA2	1850	1 367 457 306,00	2185	3 505 091 792,00	2185	3 909 533 396,00
HUISSIER	720	530 120 481,30	760	1 121 603 807,00	760	1 250 340 383,00
TOTAL	12 784	128 040 234 335,36	14124	364 027 381 541,27	14333	1 168 372 614 270,07

Source : ADM-SGEDD

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1

a. **Code et intitulé du Programme** :

115. Administration Générale de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat.

b. **Responsable du Programme : Pascaline MBANGU KIKUMBI**

c. **Fonction : Secrétaire Générale.**

II.1.1. Périmètre du Programme

Ce programme est composé des structures suivantes :

- Cabinet des Ministres du MEDD-NEC
- Secrétariat Général
- DRH
- DEP
- DAF
- DANTIC
- CGPMP
- CTA

II.1.2. La stratégie du Programme

Pour remplir efficacement les missions qui lui sont dévolues, c'est programme sert à assurer le fonctionnement administratif et institutionnel dont la mission principale est de fournir les moyens humains, financiers, matériels, et techniques nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes.

Ce programme définit les grandes orientations du ministère, veille à la cohérence des actions à mener et s'assure que secrétariat général inclut la gestion des ressources Financières et matérielles, la Planification, programme et suivi-évaluation, des ressources humaines, du système d'information et de la communication, les études statistiques et les reformes institutionnel.

Pour garantir sa performance et l'atteinte de ses objectifs, les résultats ci-dessous sont attendus : le fonctionnement administratif amélioré, la gestion des ressources financières et matérielles efficace, la gestion du personnel renforcée, moyens de travail disponible, la gouvernance améliorée, planification et suivi des activités meilleure et qualité de service amélioré.

II.1.3. Objectifs du programme et Indicateurs de performance

Les objectifs du programme sont :

- **Objectif 1 :** Assurer le Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère ;
- **Objectif** 2 : Gérer les ressources Financières, matérielles et humaines ;
- Objectif 3 : Assurer la Planification, programmation suivi-évaluation et le système d'information et communication.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du Programme I.

Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
ADMINISTRATION GENERALE	Objectif stratégique			2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Action 1 : Pilotage et coordination stratégique du Ministère		Document stratégique et politique élaborés	Nbre	2026		1	1	2	3	5	7	9	DEP
		Rapports de validation produits	Nbre	2026		8	9	9	14	24	32	40	DEP
Action 2 : Gestion des ressources financières		Taux exécution budgétaire	%	2026		0	1	1	2	5	7	8	DAF
		Taux d'acquisition des équipements et matériels	%	2026		8	8	9	11	14	16	18	DAF
		Proportion des Personnels formés du MEDD-NEC	%	2026		56	68	70	72	80	83	87	DRH
Action 3 : Planification et programme		Taux d'alignement stratégique	%	2026		0	1	1	1	1	1	1	DEP
Action 4 : Gestion des ressources Humaines		Nombre de rapport suivi évaluation produit	Nbre	2026		2	3	3	3	4	4	4	DEP
Action 5 : Gestion du système d'information et communication		Taux de satisfaction des utilisateurs du Système d'information	%	2026		10	10	14	16	18	20	20	DANTIC
		Taux d'informations diffusées	%	2026		22	23	25	25	28	30	30	CTA

II.1.4. Evolution des crédits du Programme 2026-2027

II.1.4.1. Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

Prog	ACTIONS		Loi de Finances de l'exercice 2026	Projet-loi de Finances de l'exercice 2027
115	**Administration Générale de l'Environnement et développement durable et nouvelle économie du climat**		413 929 838 725	36 566 195 455,97
	1151	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	412 333 785 549	
	1152	Gestion des ressources Financières et matérielles	555 438 776	9 141 548 863,99
	1153	Planification, programmation et suivi-évaluation	408 607 663	9 141 548 863,99
	1154	Gestion des ressources humaines	397 151 877	9 141 548 863,99
	1155	Gestion du système d'information et de la communication	234 854 860	9 141 548 863,99

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du programme par Titres

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par Titres

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Loi de finance de l'exercice 2026	Projection Loi de finance de l'exercice 2027
Administration générale de l'environnement, développement durable, et nouvelle économie du climat	Dépenses de Personnels	28 375 772 158	28 855 666 277,96
	Biens et Matériels	3 786 788 882	2 426 533 522,44
	Dépenses de Prestation	7 272 512 418	1 942 213 305,86
	Transferts et intervention de l'Etat	229 131 636	3 290 226 297,73
	Equipements	374 065 633 631	51 556 051,97
	Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	200 000 000	
TOTAL		413 929 838 725	36 566 195 455,97

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique

	Rubrique	LF 2026	Projections en 2027
		Crédits votés en FC	
1	Contrepartie des Projets	121 398 707	
2	Financement des réformes	5 000 000 000	
3	Fonctionnement des Ministères	6 452 840 999	
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	166 097 001	
5	Investissements sur Ressources Extérieures	372 654 426 178	
6	Investissements sur Ressources Propres	1 489 808 746	
7	Rémunérations	28 016 552 956	
8	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	28 714 138	
		413 929 838 725	

II.1.6. Evolution des effectifs et masse salariale du Programme

Tableau 5 : Evolution des effectifs et masse salariale du Programme

GRADE	BUDGET 2026 (en CDF)		BUDGET 2027 (en CDF)		BUDGET 20258(en CDF)	
	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
SG	1	56 713 170,00	1	82 801 228,20	1	113 437 682,63
DG	2	100 351 680,00	2	146 513 452,80	2	200 723 430,34
DIR	21	1 053 692 640,00	21	1 538 391 254,40	21	2 107 596 018,53
CD	42	1 589 159 880,00	42	2 320 173 424,80	42	3 178 637 591,98
CB	276	9 495 172 800,00	276	13 862 952 288,00	276	18 992 244 634,56
ATA1	903	8 050 886 400,00	1103	11 754 294 144,00	1333	16 103 382 977,28
ATA2	1901	15 973 321 145,00	2201	23 001 403 478,70	2301	31 511 922 765,82
AGA1	1543	13 007 062 020,00	1543	18 990 310 549,20	1643	26 016 725 452,40
AGA2	558	6 615 160 560,00	558	9 658 134 417,60	558	13 900 764 236,11
AA1	296	2 720 995 680,00	296	3 972 653 692,80	296	5 442 535 559,14
AA2	98	748 688 640,00	98	1 093 085 414,40	98	1 497 527 017,73
HUISSIER	33	238 312 800,00	33	347 936 688,00	33	476 673 262,56
TOTAL	**5674**	**59 649 517 415,00**	**6174**	**86 768 650 032,90**	**6604**	**119 542 170 629,07**

Source : Loi de finances 2026

II.2. Programme 2 : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Responsable : MBUSA VANGI SIVAVI
Fonction : Directeur Général

II.2.1. Périmètre du Programme

Ce programme sera piloté par les structures normatives suivantes :

- Direction Générale Environnement et Cadre de vie ;
- Direction Etablissements Humains et Protection de l'Environnement ;
- Direction Assainissement ;
- Direction Développement Durable ;
- Direction Réglementation Contentieux Environnementaux ;
- Cellule de Contrôle et Vérification

II.2.2. Stratégie du programme

La finalité de ce programme est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations en assurant : la protection de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles, l'assainissement du milieu de vie, la lutte contre les pollutions et nuisances, l'amélioration du cadre urbain et rural, et la préservation de la sante publique et environnementale.

Ce programme ne se mesure plis à la quantité d'argent dépensée pour le ministère, mais au nombre d'hectares des forêts protégées, à la baisse de taux de pollution dans les villes et au nombre de ménages bénéficiant d'un environnement sain.

Résultats attendus : salubrité dans les milieux urbains et ruraux améliorée, pollutions et nuisances environnementales réduits, efficace des déchets solides et liquides gérés, des écosystèmes et ressources naturelles protégés et restaurés, l'assainissement et de l'hygiène publique renforcés, qualités de l'air, de l'eau et des sols l'améliorées, risques liés aux catastrophes environnementales réduits, espaces verts accrus et aménagement du cadre de vie améliorés, sensibilisation accrus des populations aux bonnes pratiques environnementales , des capacités institutionnelle en matière de gestion environnementale renforcé.

En tenant compte des exigences du Règlement Sanitaire International (RSI) en matière de Santé publique, les actions de ce programme sont les suivantes :

- Surveillance continue de l'environnement ;
- Assainissement du milieu ;
- Consolidation des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
- Intégration de la gestion durable des terres dans la planification du secteur.

II.2.3. Objectifs et Indicateurs de performance Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Assurer la surveillance continue de l'environnement et l'assainissement du milieu
- Objectif 2 : Consolider les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.
- Objectif 3 : Intégrer la gestion durable des terres dans la planification du secteur.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du Programme II.

Programmes et Actions	*Objectif stratégique/Objectif Opérationnel*	*Indicateurs de performance des programmes et actions*	*Référence*			*Réalisation*			*Estimation N (année de référence)*	*Cibles Prévues*			*Structures responsables*
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	Objectif stratégique			2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Action 1 : Surveillance continue de l'environnement	Assurer la surveillance continue de l'environnement	Installations classées contrôlées	Nbre	2026		450	500	600	650	700	720	740	DEHPE
		Missions de suivi de l'état de l'environnement	Nbre	2026		2	2	3	3	3	3	3	DEHPE
Action 2: Assainissement du milieu	Consolider les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques	Quantité de carbone séquestrée	%	2026		34	36	42	49	54	60	70	DDD
Action 3: Consolidation des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques		Hectares reboisées et/ou restaurées	%	2026		5	8	10	12	14	20	30	DDD
Action 4 : Intégration de la gestion durable des terres dans la planification du secteur.	Intégrer la gestion durable des terres dans la planification du secteur	Gestion durable des terres intégrée	Nbre	2026		0	600	800	1 332 846,33	1 340 886,45	1 345 880,55	1 400 560,20	DAS

II.2.4. Evolution des crédits du programme

II.2.4.1. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

PROGRAMME		ACTIONS	Loi de finance de l'exercice 2026	Projet loi de finance de l'exercice 2027
116	**Environnement et cadre de vie**		**14 419 392 505**	10 063 120 937,57
	1161	Surveillance continue de l'environnement	917 919 666	2 515 780 234,39
	1162	Assainissement du milieu	13 226 009 375	2 515 780 234,39
	1164	Consolidation des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques	137 731 732	2 515 780 234,39
	1166	Gestion durable des terres	137 731 732	2 515 780 234,39

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par Titre 2026-2027

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Loi de finance de l'exercice 2026	Projection Loi de finance de l'exercice 2027
Environnement et cadre de vie	Dépenses de Personnels	12 904 820 948	3 990 093 336,39
	Biens et Matériels	379 872 313	104 271 341,14
	Dépenses de Prestation	640 934 200	203 591 843,18
	Transferts et intervention de l'Etat	493 765 044	198 918 192,20
	Equipements		5 566 246 209,24
TOTAL		14 419 392 505	10 063 120 937,57

II.2.4. 3. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique 2026-2027

	Rubrique	**LF 2026**	**ions en 2027**
		votés en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	1 156 864 997	
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	261 759 508	
3	Investissements sur Ressources Extérieures		
4	Investissements sur Ressources Propres		
5	Rémunérations	12 768 762 464	
6	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	232 005 536	
		413 929 838 725	

II.2.6. Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

Tableau 5 : Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
1	SG	1	24 000 000,00	1	24 000 000,00	1	24 000 000,00	1	24 000 000,00
2	DIR	29	791 416 104,96	31	1 416 634 827,88	31	1 416 634 827,88	31	1 416 634 827,88
3	CD	34	877 816 104,96	62	1 571 290 827,88	62	1 571 290 827,88	62	1 571 290 827,88
4	CB	44	1 029 016 104,96	76	1 841 938 827,88	76	1 841 938 827,88	76	1 841 938 827,88
5	ATA1	101	1 645 816 104,96	353	2 946 010 827,88	353	2 946 010 827,88	353	2 946 010 827,88
6	ATA2	229	2 940 616 104,96	440	5 263 702 804,88	440	5 263 702 804,88	440	5 263 702 804,88
7	AGA1	429	3 744 335 571,96	531	6 479 235 769,81	531	6 479 235 769,81	531	6 479 235 769,81
8	AGA2	92	1 269 016 104,96	430	2 271 538 827,88	430	2 271 538 827,88	430	2 271 538 827,88
9	AA1	32	223 194 389,76	50	399 517 957,67	50	399 517 957,67	50	399 517 957,67
10	AA2		-	50	209 267 166,00	50	209 267 166,00	50	209 267 166,00
11	HUISSIER	18	106 110 092,88	47	189 937 066,26	47	189 937 066,26	47	189 937 066,26
TOTAL GENERAL		**1009**	**12 651 336 684,36**	**2071**	**22 613 074 904,00**	**2071**	**22 613 074 904,00**	**2071**	**22 613 074 904,00**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3 PROGRAMME 3 : GESTION DES RESSOURCES FORESTIERES

Responsable : DJENGO BOSULU Fréderic

Fonction : Directeur Général

II. 3.1. Périmètre du Programme

Ce programme est composé des structures suivantes :

- **Direction Générale Forêt**
- **Direction Gestion Forestière ;**
- **Direction Cadastre Forestier ;**
- **Direction Horticulture et Reboisement ;**
- **Direction Energie Technologie et Bois ;**
- **Direction Promotion et Valorisation de Bois ;**
- **Direction Inventaire et Aménagement Forestiers.**

II.3.2. Stratégie du programme

La finalité de ce programme est d'assurer la conservation, la valorisation et l'exploitation durable des ressources forestières afin de préserver les écosystèmes, soutenir le développement économique et améliorer les conditions des populations.

Résultats attendus : les ressources forestiers exploitées de manière durable, la déforestation et l'exploitation illégale des forêts sont réduites , les superficies forestières protégées et restaurées augmentent, la biodiversité forestière est préservée, les capacités de contrôle et surveillance forestière sont renforcées, les communautés locales participent d'avantages à la gestion des forêts, les recettes issues du secteur forestier sont améliorées ,les activités de boisement, reboisement et d'afforestation sont accrues , les feux de brousse et autres menaces contre les forets diminuent , la contribution des forêts a la lutte contre le changement climatique est renforcée.

II.3.3. Objectifs et Indicateurs de performance

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Assurer l'encadrement de l'exploitation artisanale, industrielle de bois d'œuvre et, la Sécurisation des titres et délimitation des concessions forestières ;
- Objectif 2 : Restaurer les paysages forestiers dégradés ;
- Objectif 3 : Assurer la valorisation des produits forestiers non ligneux.

Présentation des actions du programme :

Ce programme est composé des actions suivantes :

1. Encadrement de l'exploitation durable de bois d'œuvre
2. Restauration des paysages forestiers dégradés ;
3. Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux ;
4. Promotion de l'Horticulture ;
5. Sécurisation des titres et délimitation des concessions forestières.
6. Statistiques forestières.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du Programme III.

Programmes et Actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
GESTION DES RESSOURCES FORESTIERS	Objectif stratégique			2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
1. Encadrement de l'exploitation durable de bois d'œuvre	Assurer l'encadrement de l'exploitation artisanale et industrielle de bois d'œuvre	Concessions aménagées	Nbre	2026		35	35	46	70	85	92	95	DGF
		Volume de bois d'œuvre produits	%	2026		35	39	53	59	63	67	72	DGF
2. Restauration des paysages forestiers dégradés	Restaurer les paysages forestiers Dégradés	Superficie de la couverture forestière reboisée	%	2026		34	40	46	50	54	58	62	DRHo
3. Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux	Promouvoir la valorisation durable des produits forestiers non ligneux	Quantités des produits forestiers non ligneux transformées et commercialisés	Nbre	2026		40	42	45	48	52	56	60	DRHo
4. Promotion de l'Horticulture	Promouvoir le développement de l'horticulture	Nombre de plants horticole produits et distribués par an	%	2026		22	25	30	35	40	45	50	DCF
5. Sécurisation des titres et délimitation des concessions forestières	Assurer la Sécurisation des titres et délimitation des Concessions forestières	Taux de concessions forestières délimitées	%	2026		56	60	66	71	82	86	90	DCF

Source : MEDD-NEC

II.3.4. Evolution des crédits du programme

II.3.4.1. Evolution des crédits du programme par action 2026 -2027

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par action2026-2027

Prog	ACTIONS		Loi de Finances de l'exercice 2026	Projet - Loi de Finances de l'exercice 2027
117	**Gestion des ressources forestières**		**4 454 213 383**	88 179 961 442,42
	1171	Assurer l'encadrement de l'exploitation artisanale, industrielle de bois d'œuvre et, la Sécurisation des titres et délimitation des concessions forestières	412 158 917	29 393 320 480,81
	1172	Restaurer les paysages forestiers dégradés	73 065 780	29 393 320 480,81
		Statistiques forestières	479 553 037	
	1173	Assurer la valorisation des produits forestiers non ligneux	3 489 435 649	29 393 320 480,81

***Source : Loi de Finances 2026* et CDMT**

II.3.4.2. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Titre 2026 -2027

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Loi de Finances de l'exercice 2026	Projection Loi de Finances de l'exercice 2027
Gestion des Ressources forestières	Dépenses de Personnels	3 671 731 810	2 201 726 847,11
	Biens et Matériels	356 643 539	233 383 757,30
	Dépenses de Prestation	282 956 085	213 029 329,19
	Transferts et intervention de l'Etat	142 881 949	141 269 919,79
	Equipements		85 390 551 589,02
TOTAL		**4 454 213 383**	88 179 961 442,42

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.3.4.3 **Evolution des crédits du programme par rubrique**

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par rubrique 2026 -2027

	Rubrique	LF 2026 votés en FC	ions en 2027
1	Fonctionnement des Ministères	748 164 474	
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	117 282 981	
3	Investissements sur Ressources Extérieures		
4	Investissements sur Ressources Propres		
5	Rémunérations	3 563 166 960	
6	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	25 598 968	
		413 929 838 725	

II.3.6. Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

Tableau 4 : Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
1	S.G	0	-	0	-	0	-	0	-
2	D.G	1	60 606 000,00	1	60 606 000,00	1	60 606 000,00	1	60 606 000,00
3	DIR	6	274 680 000,00	6	274 680 000,00	6	274 680 000,00	6	274 680 000,00
4	CD	2	61 530 000,00	2	61 530 000,00	2	61 530 000,00	2	61 530 000,00

5	CB	19	493 962 000,00	19	493 962 000,00	19	493 962 000,00	19	493 962 000,00
6	ATA1	116	481 744 800,00	116	481 744 800,00	116	481 744 800,00	116	481 744 800,00
7	ATA2	131	518 164 320,00	131	518 164 320,00	131	518 164 320,00	131	518 164 320,00
8	AGA1	163	1 335 774 720,00	163	1 335 774 720,00	163	1 335 774 720,00	163	1 335 774 720,00
9	AGA2	106	386 543 720,00	106	386 543 720,00	106	386 543 720,00	106	386 543 720,00
10	AA1	2	30 219 650,00	2	30 219 650,00	2	30 219 650,00	2	30 219 650,00
11	AA2	5	65 310 000,00	5	65 310 000,00	5	65 310 000,00	5	65 310 000,00
12	HUISSIER	20	41 439 222,00	20	41 439 222,00	20	41 439 222,00	20	41 439 222,00
TOTAL		**571**	**3 749 974 432,00**	**571**	**3 749 974 432,00**	**571**	**3 749 974 432,00**	**571**	**3 749 974 432,00**

Source :

II.4 PROGRAMME 4 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Responsable : LUNGU MALUTSHI Louis Fonction :

Directeur

II.4.1. Périmètre du programme

Ce programme comprend la Direction de Ressources en Eau (service normatif), Gestion Intégrée des Ressources en Eau « GIRE-E » (Opérateur).

II.4.2. Stratégie du programme

Ce programme sert notamment à : gouverner, sécuriser et valoriser les patrimoines hydriques. Il a aussi comme mission d'assurer l'approvisionnement en eau, protéger les rivières, lac, nappes phréatiques et bassins hydrauliques, prévenir les pénuries d'eau et les conflits liés à l'utilisation de l'eau, lutter contre la pollution des eaux, développer les infrastructures hydrauliques, améliorer la gouvernance et le suivi des ressources en eau, et soutenir l'agriculture, l'Energie, l'industrie, et l'assainissement grâce à une bonne gestion de l'eau.

La Gestion des ressources en eau vise à rationnaliser l'usage de cette ressource selon le principe de la gestion intégrée des ressources en eau.

Résultats attendus : disponibilité accrue des ressources en eau, l'accès à l'eau amélioré, protection des ressources hydriques renforcées, les bassins versants gérés durablement, les risques liés à l'eau réduits, la gouvernance du secteur de l'eau améliorée, les infrastructures hydrauliques renforcés, système d'information sur les ressources en eau amélioré, les capacités institutionnelles et techniques renforcées, l'eau utilisée rationnelle et équitable.

II.4.3. Objectifs et indicateurs de performance

Les objectifs du programme sont :

- **Objectif 1 : Assurer la valorisation de ressources en eau** ;
- **Objectif 2 : Assurer la gestion intégrée des ressources en eau** ;
- **Objectif 3 : Assurer la gestion du cycle de l'eau**

Présentation des actions du programme

Ce programme est composé des actions suivantes :

1. Classification de plan d'eaux ;
2. Evaluation des mécanismes de coopération ;
3. Mise en place d'un dispositif de contribution financière du pays aux Mécanismes de coopération transfrontalière.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du Programme IV.

Programmes et Actions	Objectif stratégique/Objectif f Opérationnel	Indicateurs de performance des Programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
GESTION DES RESSOURCES EN EAU	Objectif stratégique			2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Classification de plan d'eaux	Assurer la valorisation de ressources en eau	Proportion de ressources en Eau valorisées	%	2026		15	20	25	30	35	40	45	DRE
Evaluation des mécanismes de coopération	Assurer la gestion intégrée des ressources en eau	Projets intégrés exécutés	Nbre	2026		0	1	1	2	2	3	3	DRE

Mise en place d'un dispositif de contribution financière du pays aux mécanismes de coopération transfrontalière	Mettre en place un mécanisme de national de contribution financière durable	Taux d'exécution des contributions financières prévues											
	Assurer la gestion du cycle de l'eau	Proportion de données Hydrologiques disponible	%	2026		45	50	50	55	60	65	70	DRE

II.4.4. Evolution des crédits du programme

II.4.4.1. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par action 2026–2027

		ACTIONS	Loi de Finances de L'exercice 2026	Projet loi de Finances de l'exercice 2027
118	**Gestion des ressources en eau**		**292 928 644**	18 316 855 295,67
	1181	Valorisation des ressources en eau	292 928 644	4 579 213 823,92

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4.4.2. Evolution des crédits du programme par Titre 2026–2027

Tableau 2 : Evolution des crédits par titre

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Loi de Finances de l'exercice 2026	Projection Loi de Finances de l'exercice 2027
Gestion des ressources en eau	Dépenses de Personnels	286 776 216	1 096 233 805,13
	Biens et Matériels		
	Dépenses de Prestation		
	Transferts et intervention de l'Etat	6 152 428	125 673 170,18
	Equipements		17 094 949 010,49
TOTAL		**292 928 644**	18 316 855 295,67

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027

II.4.4.3. Evolution des crédits du programme par rubrique 2026-2027

Tableau 3 : Evolution des crédits par rubrique 2026-2027

	Rubrique	**LF 2026**	**ions en 2027**
		votés en FC	
1	Fonctionnement des Ministères		
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 152 428	
3	Investissements sur Ressources Extérieures		
4	Investissements sur Ressources Propres		
5	Rémunérations	286 776 216	
6	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)		
		292 928 644	

II.5. PROGRAMME 5 : CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Responsable : Jean-Marie BANGOZY ESSO LISONGO

Fonction : Directeur

II.5.1. **Périmètre du Programme**

Ce programme comprend la Direction de Conservation de la Nature (Service normatif), ICCN (Opérateur).

II.5.2. Stratégie du programme

Ce programme sert à structurer les efforts et les actions opérationnelles de l'Etat pour la protection des aires protégées, (parcs nationaux et les réserves naturelles), préserver les espèces menacées de disparition, lutter contre le braconnage, l'exploitation illégale des ressources naturelles, valoriser durablement la biodiversité et l'écotourisme, l'utilisation durable des ressources biologiques, renforcer la surveillance et le suivi de la biodiversité, sensibiliser les populations à la protection de l'environnement.

Le programme.

Résultats attendus : biodiversité mieux préservée, aires protégées renforcées ; le braconnage et l'exploitation illégale réduit, écosystèmes restaurées, espèces en voie disparition protégées, ressources biologiques durablement gérées, surveillance de la nature renforcée, la participation communautaire accrue, les populations sensibilisées à la protection de l'environnement, les capacités institutionnelles renforcées.

II.5.3. Objectifs et indicateurs de performance

Les objectifs du programme sont :

- **Objectif 1 :** Assurer la conservation in et ex situ et la gestion durable de la biodiversité dans le réseau des aires protégées
- **Objectif 2 :** Favoriser la collaboration transfrontalière et la participation des communautés locales et autres acteurs
- **Objectif 3** : Assurer la valorisation de la diversité biologique

Ce programme a pour actions :

Gestion les aires protégées nationales et transfrontalières ;

- Cogestion de la diversité biologique ;
- Valorisation de la diversité Biologique ;
- Surveillance intégrée des risques des maladies dues aux facteurs environnementaux.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme

Programmes et Actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N3	Réal N2	Réal N1		N+1	N+2	N+3	
CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE				2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Gestion Aires protégées nationales et transfrontalières	Assurer la conservation in et Ex Situ et la gestion durable de la Biodiversité dans le réseau des aires protégées Assurer la conservation et la gestion durable de la diversité biologique	Nombre d'aires protégées disposant d'un plan de gestion opérationnel	%	2026		10	15	30	45	60	65	70	ICCN
Cogestion de la biodiversité biologique		Nombre de missions conjointes de gestion ou de surveillance transfrontalière réaliqsées	%	2026		40	50	60	65	70	80	100	ICCN
Valorisation de la diversité biologique	Favoriser la collaboration transfrontalière et la participation des communautés locales et autres acteurs	Fora tenus	Nbre	2026		3	4	6	8	10	15	20	DCN
		Protocoles d'accord signés	%	2026		3	4	5	6	7	8	10	DCN
	Assurer la valorisation de la diversité biologique	Permis émis	%	2026		0	0	60	47	50	65	74	DCN
		Etudes Réalisées	%	2026		1	1	3	5	7	8	10	DCN

II.5.4. Evolution des crédits du programme

II.5.4.1. Evolution des crédits du programme par action *2026 - 2027*

*Tableau 2 : Evolution **des crédits du programme par action 2026 - 2027***

		ACTIONS	Loi de Finances de L'exercice 2026	Projet loi de Finances de l'exercice 2027
119	**Conservation de la diversité biologique**		**16 116 219 256**	140 135 448 101,93
	1191	Gestion Airs protégées nationales et transfrontalières	15 771 995 672	35 033 862 025,48
	1192	Cogestion de la diversité biologique	35 124 188	35 033 862 025,48
	1193	Valorisation de le diversité biologique	309 099 396	35 033 862 025,48

SOURCE : Loi de Finances 2026, CDMT

II.5.4.2. Evolution des crédits du programme par titre 2026 - 2027

*Tableau 3 : Evolution **des crédits du programme par titres 2026 - 2027***

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Loi de Finances de l'exercice 2026	Projection Loi de Finances de l'exercice 2027
Conservation de la diversité biologique	Dépenses de Personnels	14 177 678 064	10 639 699 554,34
	Biens et Matériels		
	Dépenses de Prestation		
	Transferts et intervention de l'Etat	1 538 541 192	43 972 150,09
	Equipements	400 000 000	129 451 448 107,70
TOTAL		**16 116 219 256**	140 135 448 101,93

Source : Loi de Finances 2026,CDMT

II.5.4.3. Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

*Tableau 4 : Evolution **des crédits du programme par rubrique 2026-2027***

	Rubrique	**LF 2026**	**ions en 2027**
		votés en FC	
1	Fonctionnement des Ministères		
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	109 420 650	
3	Investissements sur Ressources Extérieures		
4	Investissements sur Ressources Propres	400 000 000	
5	Rémunérations	14 177 678 064	
6	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	1 429 120 542	
		16 116 219 256	

II.5.6. Evolution des effectifs et masse salariale du programme

Tableau 4 : Evolution des effectifs et masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
1	PCA	1	48 759 324,00	1	168 707 261,04	1	1 047 672 091,06	1	1 047 672 091,06
2	D.G	1	67 238 868,00	1	232 646 483,28	1	1 444 734 661,17	1	1 444 734 661,17
3	DGA	1	47 444 616,00	1	164 158 371,36	1	1 019 423 486,15	1	1 019 423 486,15
4	REP/M	1	10 269 396,00	1	35 532 110,16	1	220 654 404,09	1	220 654 404,09
5	COM	2	12 360 000,00	2	42 765 600,00	2	265 574 376,00	2	265 574 376,00
6	DIR	44	459 066 012,00	47	1 588 368 401,52	59	9 863 767 773,44	59	9 863 767 773,44
7	S/DIR	12	122 177 520,00	21	422 734 219,20	45	2 625 179 501,23	45	2 625 179 501,23
8	CD	39	346 751 028,00	60	1 199 758 556,88	60	7 450 500 638,22	60	7 450 500 638,22
9	CB	81	653 153 868,00	81	2 259 912 383,28	83	14 034 055 900,17	83	14 034 055 900,17
10	ATA1	315	2 982 206 868,00	385	10 197 572 977,28	385	63 326 928 188,91	385	63 326 928 188,91
11	ATA2	139	1 406 255 964,00	311	4 865 645 635,44	461	30 215 659 396,08	461	30 215 659 396,08
12	AGA1	120	617 875 200,00	350	2 137 848 192,00	437	13 276 037 272,32	437	13 276 037 272,32
13	AGA2	255	1 551 597 660,00	359	5 368 527 903,60	474	33 338 558 281,36	474	33 338 558 281,36
14	AA1	1196	3 739 556 820,00	534	12 938 866 597,20	606	80 350 361 568,61	606	80 350 361 568,61
15	AA2	37	99 477 312,00	1697	344 191 499,52	2032	2 137 429 212,02	2032	2 137 429 212,02
16	HUISSIER			620	60 431 393,00	660	542 290 832,64	660	542 290 832,64
TOTAL		**2244**	**12 164 190 456,00**	**4471**	**42 027 667 584,76**	**5 308**	**261 158 827 583,47**	**5 308**	**261 158 827 583,47**

SOURCE : MEDD-NEC/SG

II.6. PROGRAMME 6 : RECONSTITUTION DU CAPITAL FORESTIER (CAS)

Responsable : Dominique MBUYAMBA TSHIMANGA

Fonction : Directeur Général

II.6.1 Périmètre du programme

Ce programme comprend :

- Conseil d'Administration,
- Direction Générale,
- Commissaires aux Comptes,
- Direction des Ressources Humaines et Services Généraux,
- Direction des Finances,
- Direction des Antennes Provinciales,
- Direction Technique

II.6.2. Stratégie du programme

Ce programme assure le financement durable de la restauration du capital forestier à fin de garantir les fonctions écologiques, économiques et sociales des forêts.

Pour garantir sa performance et l'atteinte de ses objectifs, les résultats ci-dessous sont attendus : les ressources sont mobilisées et le capital forestier est reconstitué.

La performance et le modèle durable de la gestion des forêts de ce programme est attachée : au contrôle technique, à la transparence des flux financiers et à l'implication économique des communautés tout en tenant compte de la reforme de différents textes légaux et réglementaire (le code forestier et autres outils nécessaire à la reconstitution du capital forestier)

II.6.3. Objectifs et indicateurs de performance

- **Objectif 1 :** Optimiser la mobilisation des Ressources ;
- **Objectif 2 :** Reconstituer le capital forestier.

Présentation des actions du programme

- Financement des opérations de reboisement et aménagement forestier ;

Indicateurs de performance du programme

Tableau 1 : Présentation du Cadre de performance du Programme.

Programmes et Actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
				2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Reconstitution du capital forestier	Optimiser la mobilisation des Ressources	Taux de mobilisation des ressources	%	2026		107,6	121,6	81,4	22,96	24,33	25.59	27,12	FFN
	Reconstituer le capital forestier	Taux de superficie reboisée	%	2026		50	24	0,17	14,95	20,58	32,23	32,24	FFN
Financement des opérations de reboisement et aménagement forestier	Financer les opérations de reboisement et aménagement forestier	Taux de financement des projets de reboisement forestier	%										FFN

Source :

II.6.4. Evolution des crédits du programme

II.6.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par titre

Libellé	2024		2025		2026		Prévision 2027
Dépenses	Votées	Réalisations	Votées	Réalisations	Votées	Réalisations	
Titre III : Dépenses de personnel	10 883 341 673,83	13 202 330 149,71	16 008 162 512,15	15 516 491 569,73			
							17 337 987 879,46
					14 298 123 552,02		
Titre IV : Biens et matériels ;		182 970 463,11		300 012 754,93	1 208 178 141,42		
							1 503 623 494,55
Titre V : Dépenses de prestations ;	765 427 280,05	7 264 552 286,75	1 126 571 244,86	6 307 599 603,10	2 819 082 330,01		
							2 760 036 446,51
Titre VI : Transferts et interventions							
Titre VII : Equipements		38 948 632,17	13 561 830 408,18	20 472 582,67	3 355 329 410,35		3 523 847 226,90
Financement intérieur	9 221 861 704,27	1 877 875 129,32		23 301 143,07	11 906 063 463,29		33 015 121 143
Financement extérieur							

Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière							12 391 615 291,85
TOTAL	20 870 630 658	22 566 712 660, 95	30 696 564 161,19	22 167 877 653,50	33 586 776 897,09		70 532 231 482,27

Source : FFN (Direction de Recouvrement, DF)

II.6.5. Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

Tableau 3 : Présentation des crédits par action

Libellé	**2026**		**Prévision 2027**	
Actions	Votées	Réalisations	Emplois	Ressources
Financement des opérations de reboisement et aménagement forestier			70.532.231.482,27	70.532.231.482,27
Total			**70.532.231.482,27**	

Source : FFN (DF, DT)

SYNTHESE DES EMPLOIS ET RESSOURCES PREVISION 2027

RESSOURCES		DEPENSES	
Taxe de déboisement	21 024 065 521,18	Renforcement des capacités institutionnelles	22 010 080 762,32
Taxe de reboisement	6 512 662 120,57	Mobilisation et Canalisation et gestion des ressources	6 202 811 830,59
Taxe d'abatage	2 961 153 154,05	Financement des Investissements	42 319 338 889,36
Crédit carbone	3 973 672 080,00		
Rétrocession DGRAD	834 291 008,15		
Subvention de l'Etat	35 266 115 741,85		
50% vente des bois			
Aide extérieure			
Don et leg			
	70.532.231.482,27		**70.532.231.482,27**

Source : FFN (Direction de Recouvrement, DF)

II.7 PROGRAMME 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CAS)

Responsable : Manassé NGADI

MUANDA Fonction : Directeur Général

II.7.1 Périmètre du programme

- Conseil d'Administration,
- Direction Générale,
- Commissaires aux Comptes,
- Direction Financière,
- Direction des Ressources Humaines et Logistique,
- Direction Technique et des Interventions ;
- Direction Juridique et Contentieux
- Direction de la Coopération et Communication

II.7.2 Stratégie du programme

Ce programme assure le financement de la recherche environnementale, de la conservation de la diversité biologique, des opérations d'assainissement, des préventions et de lutte contre la pollution ainsi que de réhabilitation et de restauration des sites ou paysages pollués ou dégradés.

Pour garantir l'atteinte de ses objectifs, les résultats ci-après sont attendus : les ressources sont mobilisées et les projets/programmes sont financés.

La performance de ce programme nécessite la prise en compte de fonds destinés à la réhabilitation environnementale comme ressources à mobiliser dans le secteur minier en vue de répondre aux exigences de restauration des sites miniers après leur exploitations et ce, suivant l'article 258 alinéa 3 du code minier tel que modifié et complété à ce jour. A cet effet, il serait impérieux qu'un arrêté interministériel portant constitution des fonds destinés à la réhabilitation environnemental à la suite de l'exploitation minière soit pris pour orienter la quote-part de 50 % sur ce fonds au compte du FIPE.

En outre, il est important d'intégrer dans la loi de finances exercice 2027 les écocontributions collectées dans le cadre du programme de gestion de déchets d'équipements électrique, électronique et pneumatique, au niveau international suivant les principes de la responsabilité élargie du producteur pour l'implémentation des infrastructures de collecte, traitement et recyclage de ces équipements en fin de vie sur l'ensemble du territoire national.

II.7.3. Objectifs et indicateurs de performance

- **Objectif 1 :** Mobiliser les fonds ;
- **Objectif 2 :** Financer les projets et programmes

Identification et sensibilisation, des importateurs des équipements électriques, électroniques et pneumatiques ;

- Recouvrement des écocontributions au niveau national et international
- Financement des Projets et Programmes ayant trait à la protection de l'Environnement, à l'écologie et au développement durable

Tableau 1 : Présentation du Cadre de performance du Programme.

Programmes et Actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles Prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CAS)				2026		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Identification et sensibilisation, des importateurs des équipements électriques, électroniques et pneumatiques	Mobiliser des Ressources	Taux des importateurs des EEEP identifiés et sensibilisés	%	2026									FIPE
Recouvrement des écocontributions au niveau national et international		Taux de réalisation recettes	%	2026		107,6	121,6	81,4	22,96	24,33	25.59	27,12	FIPE
Financement des Projets et Programmes ayant trait à la protection de l'Environnement, à l'écologie et au développement durable	Financer les projets et programmes	Taux de projets et programmes financés	%	2026		50	24	0,17	14,95	20,58	32,23		FIPE

Libellé		2025		2026	Prévision 2027	
Actions	Votées	Réalisations	Votées	Réalisations	Recettes	Dépenses
Identification et sensibilisation, des importateurs des équipements électriques, électroniques et pneumatiques					-	497 709 280,24
Recouvrement des écocontributions au niveau national					35 803 600 000,00	375 838 021,45
Financement des Projets et Programmes ayant trait à la protection de l'Environnement, à l'écologie et au développement durable					35 803 600 000,00	30 219 807 676,44
Total Général					34 803 600 000,00	31 093 354 978,13

Tableau 2: Evolution des crédits du programme par Titres

EVOLUTION DE CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRES		Prévisions dépenses 2027
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CAS)	Dépenses de Personnels	5 491 542 000,00
	Biens et Matériels	2 015 965 067,87
	Dépenses de Prestation	2 698 841 272,93
	Transferts et intervention de l'Etat	2 000 000 000,00
	Equipements	13 953 006 637,33
	Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifices, acquisition immobilière	4 934 000 000,00
TOTAL		31 093 354 978,13

17. Ministère Ressources hydrauliques et Electricité

Section 50

I. PREMIÈRE PARTIE : PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Ministre **: Monsieur SAKOMBI MOLENDO Aimé.**

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSIONS PRINCIPALES

Conformément à la Constitution de la RDC de 2006 telle que modifiée et complétée à ce jour par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la constitution de la RDC du 18 février 2008, à l'ordonnance n°25/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des Ministères. En application de ces attributions au travers les lois relatives au secteur de l'électricité et de l'eau, respectivement la loi N° 14/011 du 17 juin 2014 et la loi 15/026 du 31 décembre 2015, ainsi que par les différents textes règlementaires et le cadre organique, le Ministère des Ressources Hydrauliques et de l'Electricité gère deux principaux sous-secteurs, à savoir : Energie électrique et l'eau potable dans le souci de desservir la population congolaise en ces deux matières.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité est composé du Cabinet ministériel et du Secrétariat général dont (4) Directions standards, (5) Directions métiers, (1) commissions ainsi que (2) établissements publics à caractère administratif et technique concourant à la politique du Ministère ainsi qu'à l'atteinte de ses objectifs.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités nationales

Le secteur de l'énergie représente un enjeu majeur. Les défis auxquels il est confronté sont d'ordre politique, institutionnel, réglementaire, opérationnel – y compris environnemental – et financier.

La vision du gouvernement congolais pour le secteur énergétique est de valoriser les ressources nationales afin de garantir l'accès universel aux services énergétiques d'ici 2040, tout en positionnant l'énergie comme moteur du développement durable. Cette vision prend pleinement en compte la durabilité environnementale, notamment la lutte contre le changement climatique et la préservation des forêts, conformément au pilier environnemental du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et à la volonté politique de faire de la RDC un "pays-solution".

Pour concrétiser cette vision, plusieurs objectifs sont poursuivis : l'augmentation de l'offre énergétique afin d'assurer l'indépendance du pays, l'atteinte de l'accès universel à l'électricité pour combler le déficit énergétique, et la réduction de la dépendance vis-à-vis des importations. La politique vise également à faire baisser de moitié la consommation de bois-énergie non durable d'ici 2035, à diversifier les formes de valorisation de la biomasse, et à augmenter la part des énergies renouvelables hors biomasse dans le mix énergétique, de 30 % d'ici 2040. Enfin, elle promeut un recours plus important aux énergies renouvelables pour la production d'électricité.

Ces objectifs sont déclinés de manière opérationnelle à travers des axes prioritaires propres à chaque sous-secteur : électricité, énergies renouvelables et biomasse-énergie.

Dans le secteur de l'eau, malgré la disponibilité des ressources en eau abondantes, les taux de desserte en eau potable en République Démocratique du Congo demeurent très bas : 40% en moyenne en milieu urbain et 6 % en milieu rural. Cette situation a des impacts très défavorables sur les conditions de vie de la population, sur la santé publique, sur les charges financières des ménages (soins de santé, improductivité économique du fait de maladies hydriques) et sur la condition des femmes et jeunes filles (temps et risques de l'approvisionnement domestique en eau).

Pour améliorer significativement les conditions d'accès de toutes et tous à l'eau potable, et pour atteindre les Objectifs de Développement Durable auxquels le pays a souscrit (notamment la cible 6.1: « D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable »), le défi est donc énorme.

Aussi, en continuité avec la réforme du secteur de l'eau potable, la révision du statut de la REGIDESO, l'adoption de la Loi 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'Eau et l'élaboration de ses textes d'application, le Gouvernement formule aujourd'hui sa Politique Nationale du Service Public de l'Eau (PNSPE).

I.2.2. Politiques Sectorielles

A. Secteur Energie (Ressources Energétiques, Energies renouvelables et des combustibles et matières énergétiques ainsi que les Gaz autres que ceux des hydrocarbures)

Dans le sous-secteur de l'Energie, il est question d'assurer une plus grande accessibilité et la couverture de toutes les couches sociales et communautés nationales de base à une énergie électrique propre et fiable. Il devra augmenter 1.000 MW à la puissance disponible de 2.100 MW sur celle de 2.980 MW installée afin de relever le taux de desserte électrique estimé actuellement à 18 % à plus ou moins 60% en 2028.

Sur le plan spécifique, il devra assurer :

- La garantie d'un accès fiable à l'électricité pour tous les groupes sociaux par :
  - (i) La rénovation et expansion du réseau de distribution ;
  - (ii) L'amélioration de la productivité d'Inga I et II (le portant à 1 777 MW);
  - (iii) La construction de nouvelles centrales Electriques (toutes ressources énergétiques renouvelables confondues)
- La transformation du secteur de l'électricité en un pilier de revitalisation et de croissance de l'économie congolaise par :
  - (i) la promotion du partenariat Public-Privé dans le financement du secteur ;
  - (ii) le renforcement de la réforme institutionnelle dans le secteur, la redynamisation de l'organe de régulation du secteur et de la promotion de l'électrification dans les milieux rural et péri-urbains.
- Le développement de l'interconnexion des réseaux nationaux pour faciliter :
  - (i) Les marchés d'électricité pour la consommation locale ;
  - (ii) La construction des nouvelles lignes de transport ; etc.
- La promotion des combustibles, matières énergétiques et toutes les sources d'énergies renouvelables par :
  - (i) rendre attractif le secteur des énergies renouvelables ;
  - **(ii)** l'application des réformes institutionnelles nécessaires pour le développement du secteur et l'implication de nouveaux producteurs énergétiques au niveau décentralisé, etc**.**

B. Secteur Eau potable

Dans ce secteur, le Gouvernement entend améliorer le cadre de vie de la population Congolaise tant urbaine que rurale, en lui garantissant un accès universel et équitable à l'eau potable, à un cout abordable. Le renforcement de la réglementation du secteur, pour le rendre accessible aux privés par :

(i) La poursuite de la réforme institutionnelle du secteur de l'eau ;

(ii) La normalisation du secteur ;

(iii) l'appui et le suivi des opérateurs publics et privés, etc.

- Le développement des centres de production, les installations de transport et de distribution de l'eau potable dans toutes les agglomérations urbaines et rurales par :

  (i) La création de nouveaux centres de production d'eau potable dans tous les chefs-lieux des provinces et autres villes secondaires ; etc.

  (ii) La réhabilitation des centres de production et réseaux associés.

- La poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette Programmatique du Ministère du Ministère des RHE

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	OBJECTIF	Services normatifs	Opér-teurs
50	**MINISTERE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE L'ELECTRICITE**							
		097	**Administration Générale**			Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère		
				0971	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère	Cabinet du ministre, Secrétariat Général	
				0972	Gestion des Ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	DAF	
				0973	Planification, Programmation et Suivi-Evaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	DEP	
				0974	Gestion des Ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines.	DRH	
				0975	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la disponibilité et la sécurité des SI	DANTIC	
		098	**Energie Electrique**			**Améliorer la desserte en Energie électrique**	Direction de l'Electricité, Direction des Energies Renouvelables, Direction des Combustibles et Matières énergétiques	
				0981	Infrastructures Electriques	développer et garantir la durabilité des infrastructures	Direction de l'Electricité	SNEL, ANSER
				0982	Service public de l'électricité en milieu urbain	Garantir l'accès à l'énergie électrique en milieu urbain	Direction de l'Electricité	SNEL, GCK
				0983	Service public de l'électricité en milieu Rurale et Péri-urbain	Garantir l'accès à l'énergie électrique en milieu rurale et péri-urbain	Direction de l'Electricité	ANSER
				0984	Energies Renouvelables	Accroitre la part des énergies renouvelables dans le mix énergétiques	Energies Renouvelables	ANSER
				0985	Gestion des combustibles, Matières énergétiques et les Gaz autres que les hydrocarbures	Assurer la disponibilité des combustibles dans la desserte énergétique	Direction des combustibles	-

					(combustibles, matières énergétiques et les gaz autres que les hydrocarbures)			
		099	**Eau potable**			**Améliorer la desserte en eau potable**	Direction des grandes et moyennes unités de production d'eau potable, • Direction des petites unités de production d'eau potable.	
				0991	Infrastructures d'eau Potable	Développer et garantir la durabilité des infrastructures d'eau potable	Direction des grandes et moyennes unités de production d'eau potable, Direction des petites unités de production d'eau potable.	REGIDESO, CEP-O
				0992	Desserte en eau Potable	Améliorer l'accès en eau potable	Direction des grandes et moyennes unités de production d'eau potable, Direction des petites unités de production d'eau potable.	REGIDESO
				0993	Contrôle Qualité de l'eau potable	Garantir la qualité de l'eau à la consommation	Direction des grandes et moyennes unités de production d'eau potable, Direction des petites unités de production d'eau potable.et de distribution de l'eau	REGIDESO
				Commission Nationale de l'Energie (Budget Annexe) (Appuyer la planification stratégique dans le secteur de l'énergie)				
					Etudes planification et Politique énergétiques	Contribuer à l'amélioration de l'accès à l'énergie	CNE	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

Après 2014, le secteur de Ressources Hydrauliques et électricité s'est engagé dans une série des reformes pour booster les secteurs de l'électricité et de l'eau.

Ayant constaté une faiblesse de desserte en électricité et en eau, le gouvernement a émis le vœu de libéraliser ces secteurs aux capitaux extérieurs.

En 2014, la loi 14/011 du 17 Juin 2014 qui libéralise le secteur de l'électricité et instaure un nouveau cadre institutionnel pour pallier certaine lacune constatée dans cette loi, ainsi certaines modifications sont intervenues en 2018 et en 2025. La mise en œuvre de cette politique a eu pour effet :

- La construction de la centrale hydro-électrique de KAKOBOLA avec une puissance installée de 9 kWatt et réseaux associés ;
- La construction de la centrale hydroélectrique de 204 MW de BUSANGA ;
- La construction de la centrale hydroélectrique de 32 MW de KIBALI GOLD ;
- La construction de la ligne 220 kV d'une longueur de 20,7 Km de RUASHI Mining ;
- La construction de la ligne 220 Kv de Zongo II à Kinsuka ;
- La construction du nouveau poste répartiteur de transformation à Kolwezi ;
- La construction du poste de transformation 220 kV à MUSONOWI ;
- La construction de la poste de Kinsuka ;
- La réhabilitation du groupe G25 et G26 de la centrale hydroélectrique de Inga 2 ;
- La réhabilitation des pylônes entre le poste de dispatching de Kimwenza et celui de Maluku ;
- La réhabilitation de la centrale hydroélectrique de TSHOPO.

En 2015, la loi 15/026 du 31 Décembre 2015 relative à l'eau, a emboité le pas à celle de l'électricité.

Partant de ces lois, les politiques s'en sont suivies pour les deux matières, il va sans dire de la création des différents établissements publics dont l'Agence Nationale des Services Energétiques dans les milieux rural et péri-urbain en sigle ANSER ainsi que l'Autorité de Régulation de l'Electricité en signe ARE qui sont les l'émanation de la loi relative à l'électricité. Les deux agences sont déjà opérationnelles.

Pour le secteur de l'eau, l'Autorité de Régulation des Services Publics de l'Eau en signe ARSPE a été créé le 01 Mars 2022 qui, jusqu'à ce jour, attend son opérationnalisation.

La mise en œuvre de cette politique a eu pour effet :

- La construction du 1er module du centre de production d'eau potable dans la commune de Kimbanseke ;
- La construction du 1er, 2ème et 3ème module du centre de production d'eau de Binza Ozone dans la commune de Ngaliema ;
- La 'construction de l'usine de production d'eau potable à Goma avec raccordement des ménages ;
- La construction de 23 systèmes de forages d'eau avec groupe électrogène dans la ville de Kinshasa ;
- La construction en cours de 19 mini réseaux d'AEP en milieu rural (Provinces de Kasaï Orient, Lomami, Sankuru, Maniema, Kasaï central et Kwilu) ;
- Réhabilitation du centre de production d'eau à Kikwit ;
- Réhabilitation du centre de production d'eau à Lisala
- Réhabilitation du centre de production d'eau à Tshikapa.

I.4.2. Perspectives

Avec la présence de ces Agences, le Ministère des Ressources Hydraulique et Electrique envisage booster la desserte en électricité et en eau.

Dans le domaine de l'électricité à travers l'ANSER dans le Congo profond les espoirs sont permis pour l'électrification de l'arrière-pays.

Il est à noter qu'en perspective on envisage :

- La finalisation de la construction de la centrale hydroélectrique de Nzilo II ;
- La finalisation des travaux de construction de Katende ;
- La construction de la ligne électrique INGA- Bunia ;
- La construction de la centrale hydroélectrique de Luvua.

Il est sans ignorer la vision de compact énergétique nationale qui projette l'accélération du rythme d'accès à l'électricité et la cuisson propre respectivement de 6 % et 5 % d'ici 2030.

Dans le domaine de l'eau à travers l'ARSPE, avec les régies provinciales des services publics de l'eau pour la maitrise d'ouvrage, nous espérons un développement harmonieux dans la distribution de l'eau dans l'espace national.

La vision de l'Etat Congolais en matière d'eau potable à l'horizon 2030 qui est l'amélioration de cadre de vie de sa population en lui garantissant un accès universel et équitable en eau potable à un coût abordable.

Il est à noter en perspective le secteur de ressources hydrauliques et électricité envisage :

- La finalisation de construction de 19 mini réseaux d'AEP en milieu rural (Provinces de Kasaï Orient, Lomami, Sankuru, Maniema, Kasaï central et Kwilu) ;
- La construction de 2ème module du centre de production d'eau à Lemba Umbu ;
- La construction d'une usine de production d'eau à Goma ;
- La construction de deux usines de fabrication des intrants d'eau potable à Kinshasa et à Lubumbashi ;
- Projet d'amélioration d'Accès à l'eau potable et à l'assainissement à Kinshasa (PAAEPA) ;
- Le programme de réhabilitation des centres de production d'eau potable (Goma, Butembo, Bukavu, Beni, Isiro, Buta, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Kambove).

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

Objectif 1 : Améliorer l'administration générale									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	0	0	0	0	0	100	100
Source : **Nombre des programmes exécutés/Nombre des programmes existants**									
Mode de calcul : Comptage :									
Commentaires :									
2	Taux de participation de personnel féminin à la formation	%	38	36	40	45	50	60	65
Source : **MRHE/Secrétariat Général**									
Mode de calcul : Nombre des femmes formées / le total des agents formés x100									

Commentaires : Les éléments renseignés sont basés sur deux formations									
Objectif 2 : Accroitre l'accès à l'électricité									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'accès à l'électricité**	%	17	18	22	25	30	35	40
Source : Ressources hydrauliques et électricité									
Mode de calcul : Nombre de Ménages électrifiés / nombre total de Ménages x100									
Commentaires : Par manque du fonctionnement de la Structure responsable des données énergétiques (PDGIE), nous nous Sommes fiés aux données renseignées par de l'UNICEF									
Objectif 3 : Accroitre l'accès à l'eau potable									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**				**Exercice en cours**	**Cibles**	
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'accès en Eau potable**	**%**	**35,5**	**40**	**50**	**60**	**70**	**75**	**80**
Source : Min/Ressources Hydrauliques									
Mode de calcul : Nombre de ménages alimentés / nombre total de ménages x100									
Commentaires: Le taux présenté ici est un cumul des données, venues de la REGIDESO et des opérateurs privés, car le secteur a été libéralisé depuis 2015.									

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. Evolution des crédits par titre

TITRE	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE EN COURS LF 2026**		**Projections 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	15 917 716 914	13 986 473 850	15 719 199 648	5 802 767 946	24 928 456 914
Titre IV : Biens et matériels	4 216 282 588	1 000 302 994	2 908 672 261	300 000 000	2 720 639 580
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 534 841 558	380 206 137	1 783 747 583	1 145 380 176	1 400 572 351

Titre VI : Transferts et interventions	6 486 622 689	14 139 426 215	16 713 219 354	225 855 765	21 506 579 856
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	485 232 164 449	32 014 678 155	900 547 934 741	31 125 411 399	595 253 148 136
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	561 339 000 788	34 583 712 599	888 162 386 652	65 728 347 609	595 578 980 741
Total	**1 075 726 628 986**	**96 104 799 950**	**1 825 835 160 239**	**104 327 762 895**	**1 241 388 377 578**

Source : LFR 2025 et 2026 , PLF 2027 , CDMT

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	10 777 471 531	1 380 509 132	7 806 767 798	1 445 380 176	10 814 574 566
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	236 602 715	13 913 570 449	2 395 848 391	150 570 510	7 189 208 893
Investissements sur Ressources Extérieures	841 024 750 298	32 014 678 155	1 512 403 402 140	74 088 210 068	798 536 368 436
Investissements sur Ressources Propres	146 269 110 220	32 341 362 568	229 731 934 807	19 245 112 200	307 273 749 965
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	52 363 086 151	1 050 226 525	41 978 374 085		78 131 217 052
Rémunérations	11 891 369 523	13 986 473 850	12 604 851 694	5 802 767 946	18 235 094 279

Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 346 596 909	-	14 317 370 963	75 285 255	14 317 370 963
Subventions aux Services Ex-BPO	903 423 065	225 855 766			-
Contrepartie des projets	6 914 218 568	1 192 123 507	4 596 610 361	3 520 436 740	6 890 793 424
Total	1 075 726 628 986	96 104 799 950	1 825 835 160 239	104 327 762 895	1241 388 377 578

Source : LFR 2025 et 2026 , PLF 2027 , CDMT

I.6. 3. Evolution des crédits par Programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Administration Générale	1 020 543 626 672	43 471 782 110	1 733 936 900 265	102 186 516 030	1 062 926 341 116
2		Développement de Ressources Energétiques et Gestion de Combustibles	49 824 245 415	47 877 782 245	85 687 366 040	75 624 000	156 953 742 173
		Eau potable	5358756899	4 755 235 596	6 210 893 934	2 065 622 865	21508294289
TOTAL			**1 075 726 628 980**	**96 104 799 951**			**1 241 388 377 578**

Source : LFR 2025 et 2026 , PLF 2027 , CDMT

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1 (97) : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : LIBOKO BIN GELE Alfred

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale est composé des Directions et structures suivantes :

- Cabinet du Ministre
- Administration du Secrétaire Général ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financières ;
- Direction Etudes et Planification ;
- Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC) ;
- Direction Inspection ;
- Cellule Technique d'Appui ;
- Cellule de Gestion des Projets et de Passation des Marchés Publics ;
- Programme de Développement et Gestion de l'Information Energétiques.

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

L'état des lieux fait sur l'ensemble de l'Administration du Ministère des Ressources Hydrauliques et de l'Electricité a permis de déceler les faiblesses suivantes :

- Insuffisance de mise à niveau du personnel dans l'Administration du Ministère ;
- Insuffisance de matériels, mobiliers et infrastructures capables d'abriter les différents services du Ministère ;
- Faible Taux d'informatisation des différents services du Ministère ;
- Faible Taux d'exécution du budget du Ministère ;
- Faible motivation de personnel (Salaire et prime permanente insignifiants)
- Obsolescence de certains textes légaux et réglementaires.

Partant de ces constats, la stratégie du programme Administration Générale consiste à mettre en place des réformes suivantes :

Sur le plan Institutionnel

- Le renforcement de la planification stratégique et la programmation des actions du Ministère ;
- Le renforcement de la gestion du dispositif de coopération et de partenariat ;
- La mise en œuvre de la nouvelle Politique Nationale de l'Energie et celle de l'eau, le déploiement au niveau provincial de l'Autorité de Régulation du secteur d'Electricité (ARE), la mise en place de l'organe de régulation de l'eau potable (ARSPE) qui du reste, est déjà prévu dans la loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau.

Sur le plan des ressources humaines

- Une gestion efficace et efficiente du personnel, notamment par le renforcement des capacités permanent, régulier et étendu aux divisions provinciales, la gestion prévisionnelle des effectifs, de emplois et des compétences.
- Une dotation financière adéquate aux Agents (Augmentation de la prime permanente).

Sur le plan matériel

- Dotation aux différents services en matériels informatiques afin de relier tous les services du Ministère en réseaux intranet pour un échange rapide et efficace des informations ;

- Dotation aux différents services en matériels et équipements de bureau ;
- Dotation à tous les services du ministère des Locaux adéquats pour le travail.

Sur le plan financier :

- Assurer la bonne gouvernance ;
- Assurer les crédits alloués au Ministère.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME :

II.1.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs stratégiques de ce programme sont :

- Renforcer la gouvernance et la performance institutionnelle du Ministère
- Améliorer l'efficacité administrative, financière et organisationnelle des services

II.1.3.2. Cadre de Performance du programme : Tableau 7 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale 2023-2028

Code	Programmes et actions	Objectif des programmes / actions	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence				Estimat	Cibles prevues			Structure responsable
			Programmes et actions		Annee	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
P.1	Administration Générale	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2022	0	0	0	0	0	100	100	SG
			Taux de participation de personnel féminin à la formation	%	2022	0	36	40	45	50	60	65	
			Taux d'informatisation des services	%	2022	**0**	15	25	35	45	50	55	
P1.A1.	Pilotage et coordination de la stratégie Ministérielle RHE	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère	Taux d'exécution du budget global	%	2022	13,3	45,6	8,9	100	100	100	100	Cabinet du Ministre
P1.A2.	Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution des crédits d'investissement	%	2022	2,2	48,1	6,36	20	30	40	50	**DRH**

P1A3	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines.	Proportion du personnel formé par an	%	**2022**	20	30	35	30	35	**30**	40	DAF,Inspection
P1A4	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Délai moyen de production des documents de programmation et de SE	Nombrepar Trimestre	2022	6	5	7	8	10	9	14	DEP
P1A5	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la disponibilité et la sécurité des SI	Nombre de services ayant accès à la base de données	Nombre	**2022**	1	2	4	5	9	**11**	13	DANTIC

II.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME :

II.1.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel			9 508 676 953	3 887 376 846	15 712 470 307
Titre IV : Biens et matériels			2 610 262 821	300 000 000	2 280 986 546
Titre V : Dépenses de prestations ;			1 200 771 259	1 145 380 176	1 083 240 576
Titre VI : Transferts et interventions			635 097 963	-	947 843 738
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements			900 547 934 741	31 125 411 399	456 883 798 522
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			819 434 156 528	65 728 347 609	586 018 001 427
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur					
Total			**1733936900265**	**137172908130**	**1 062 926 341 116**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.1.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Contrepartie des projets			3 387 490 457	3 520 436 740	5 681 673 520
Fonctionnement des Ministères			6 218 860 837	1 445 380 176	8 445 604 648
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			635 097 963	-	947 843 738
Investissements sur Ressources Extérieures			1 512 403 402 140	74 088 210 068	798 536 368 436
Investissements sur Ressources Propres			162 212 824 587	19 245 112 200	160 552 540 941
Rémunérations			7 100 850 196	3 887 376 846	10 631 092 781
Subventions aux Organismes Auxiliaires			41 978 374 085		-
Subventions aux Services Ex-BPO					-
Total			**1733936900265**	**102186516030**	**1 062 926 341 116**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
1	971	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère			1 733461609048	102 186 516 030	1 062 338 503 263
2	972	Gestion des ressources Financières et matérielles			125 947 854	-	228 145 149
3	973	Planification, programmation et suivi-évaluation			181 639 220	-	191 820 858
4	974	Gestion des ressources humaines			-	-	240 518 153
5	975	Gestion du système d'information et de la communication			167 704 143	-	167 871 846
Total					**733936900265**	**102186516030**	**1 062 926 341 116**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.2. PROGRAMME 2 (98) : RESSOURCES ENERGETIQUES ET GESTION DE COMBUSTIBLES

Responsable du programme : YEMBO NZIANI Théophile

Fonction : Directeur de la Direction de l'électricité

II.2.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Le programme Gestion des Ressources Energétiques et Gestion des Combustibles englobe en son sein, les structures suivantes :

1. Direction de l'Electricité ;
2. Direction des Energies Renouvelables ;
3. Direction des Combustibles autres que les Hydrocarbures et matières énergétiques ;
4. Projet Gestion de la Construction des centrales de Katende et de Kakobola (GCK)

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Quoique disposant de la plus grande potentialité africaine en termes des Ressources énergétiques, la RDC reste cependant classée parmi les pays ayant un faible taux d'accès à l'électricité, évalué à 18%. Dans le souci de développer ce sous- secteur clé, source de développement, la stratégie du programme préconise :

- La mise en place d'une politique basée sur la création des nouvelles infrastructures de production énergétique. Sur ce point, l'Atlas des énergies renouvelables de la RDC renseigne sur les différents sites dont dispose le pays pour l'érection de différentes centrales hydroélectriques, photovoltaïques, éoliennes etc… ;
- La réhabilitation des infrastructures existantes au niveau de la production, transport, distribution et commercialisation ;
- Le Développement des réseaux de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique ;
- Le développement des énergies renouvelables (Centrales hydroélectriques, Eoliennes, Solaires (Photovoltaïque), thermodynamiques, géothermiques, marémotrices etc…) protectrices et respectueuses de l'environnement selon l'esprit de la conférence de Paris de 2021 sur le changement climatique.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

II.2.3.1. Objectifs du Programme

Ce programme a comme objectif global d'accroitre la desserte en énergie électrique au profit de la population Congolaise à hauteur de 30% d'ici 2028, et promouvoir l'utilisation des services énergétiques. Concrètement c'est pour :

- Objectif 1 : Accroitre l'accès à l'électricité
- Objectif 2 : Assurer l'accès aux services publics de l'électricité aux usagers

II.2.3.2. Cadre de Performance du programme :

Code	Programmes et actions	Objectif des programmes / actions	Indicateurs de performance		Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
			Programmes et actions	Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Valeur
P2	**Energie électrique**	**Accroitre la desserte en énergie électrique**	Taux de croissance de la puissance Installée	%	2022	0,088	0	0	5	10	15	20	Direction de l'Electricité
			Taux de variation de la puissance Disponible	%	2022	2	2	1,9	5	10	20	30	
			Taux d'accès à l'électricité	%	2022	16	17	18	22	25	30	35	
P2. A.1	infrastructures électriques	Développer et garantir la durabilité des infrastructures	Nombre de centrale construite ou réhabilité	%	2022	1	0	0	3	4	4	6	Direction Electricité, SNEL
P2. A.2	service public de l'électricité en milieu urbain	Garantir l'accès à l'énergie électrique en milieu urbain	Taux de desserte électrique en milieu urbain	%	2022								Dir de l'Electricité et ARE

P2. A.3	service public de l'électricité en milieu rural et péri-urbain	Garantir l'accès à l'énergie électrique en milieu rural et péri-urbain	Taux de desserte électrique en milieu rural et péri-urbain	%	2022								ANSER
P2.A.4	Energies Renouvelables	Accroitre la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique											
P2. A.5	Gestion des combustibles et les gaz autres que les hydrocarbures et matières énergétiques (solides, acides, charbons, tourbe, carbure de Calcium et gaz)	assurer la production et la promotion des combustibles autres que les hydrocarbures et matières énergétiques (solides, acides, charbons, tourbe, carbure de Calcium et gaz) contribuant dans la production de l'électricité.	Taux de desserte à l'électricité en RDC. Grace au combustibles autres que les hydrocarbures et matières énergétiques (solides, acides, charbons, tourbe, carbure de Calcium et gaz)	%	2022	0	0	0	0	10	15	20	Direction Combustible

II.2.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME :

II.2.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel			1 341 939 339	75 624 000	3 707 197 724
Titre IV : Biens et matériels			253 589 660	-	337 446 099
Titre V : Dépenses de prestations ;			398 233 332	-	224 746 375
Titre VI : Transferts et interventions			15 722 944 110	-	19 703 558 837
II. Dépenses en capital					8 935 146 709
Titre VII : Equipements	-	-			
Financement intérieur	-	-			
Financement extérieur	-	-			
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			67 970 659 599	-	124 045 646 428
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Total			**85687359040**	**75 624 000**	**150 044 285 764**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.1.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Contrepartie des projets			75 624 000	-	451 549 379
Fonctionnement des Ministères			1 152 818 033	-	1 928 445 901
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 752 811 703	-	5 733 426 430
Investissements sur Ressources Extérieures					–
Investissements sur Ressources Propres			67 519 110 220		132 529 243 758
Rémunérations					2 340 944 298
Subventions aux Organismes Auxiliaires			13 970 132 407	-	13 970 132 407
Subventions aux Services Ex-BPO					–
Total			**84470496363**	**-**	**156 953 742 172**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	VOTES 2026	Exécution à fin Mars	
1	985				34787826550		838 849 424
2	986	Développement de l'électrification et contrôle du service public de l'électricité en milieu urbain et péri-urbain			861038714	75 624 000	3 323 195 577
3	987	Développement de Ressources Energétiques et Gestion de Combustibles			34787826550		40 150 993 699
4	988	Gestion des combustibles, Matières énergétiques et les Gaz autres que les hydrocarbures (combustibles, matières énergétiques et les gaz autres que les hydrocarbures)			121 831 443		105 731 246 974
					153 405 451		
Total					**70611928708**	**75 624 000**	**150 044 285 764**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.3. PROGRAMME 3 (99) : EAU POTABLE

Responsable du programme : LALA SHAMANGA Gaston

Fonction : Directeur de la Direction de la grande et moyenne production d'eau potable

II.3.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Le programme Eau potable englobe en son sein les Directions suivantes :

- Direction des grandes et moyennes unités de production et Distribution d'eau potable ;
- Direction des petites unités de production et Distribution d'eau potable.

II.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Une grande partie de la population congolaise tant dans les milieux urbains que ruraux a encore un taux d'accès faible à l'eau potable.

Cela se remarque même dans certains grands centres urbains bien qu'il y ait l'existence de grandes usines de traitement d'eau. Le programme « Eau potable » a comme objectif principal d'accroitre le taux d'accès de la population congolaise tant rurale qu'urbaine en eau potable, en mettant en place une politique qui s'articule autour des points suivants :

- Etablissement d'un cadre institutionnel performant, capable d'assurer son rôle normatif et réglementaire et protéger les droits de tous : Mise en place de l'ARSPE (Agence de Régulation de Service Public de l'Eau ;
- Mise en place d'une coordination et une planification sous sectoriel pour l'élaboration des normes pour le secteur de l'eau potable ;
- Assurance d'un service public de qualité par : Encadrement des opérateurs œuvrant dans le secteur de l'eau potable : Maitrise d'ouvrage, délégation de gestion de service public de l'eau, rôle des Associations d'usagers ainsi que la mise en place de l'OCE (Office Congolaise de l'Eau).
- Création de coordination favorable à l'engagement des Opérateurs de qualité : Maitrise d'ouvrage, délégation de gestion de service public de l'eau, etc
- Mise en place des mécanismes durables de financement du service public de l'eau ;
- Développement des centres de production et des installations de transport et de distribution de l'eau potable dans toutes les agglomérations urbaines et rurales ;
- Réhabilitation et création de nouveaux centres de production d'eau potable dans tous les chefs-lieux de provinces et autres villes secondaires ;

II.3.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

II.3.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1 : Améliorer l'accès à Eau potable
- Objectif 2 : Assurer l'accès aux services publics à l'Eau potable aux usagers

II.3.3.2. Cadre de Performance du programme :

Tableau 23 : Cadre de performance des objectifs du programme Eau Potable 2022-2028

Code	Programmes et actions	Objectif des programmes / actions	Indicateurs de performance		Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
			Programmes et actions		Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Valeur
P3	**EAU POTABLE**	**Accroitre l'accès à l'eau potable**	Taux d'accès à l'eau potable en RDC	**%**	2022	35	35,5	40	50	60	70	80	Dir GMUP,Dir PUP, REGIDESO
			Taux de desserte en eau potable en RDC		2022	30	40	52	58	65	70	75	Dir GMUP,Dir PUP, REGIDESO
P3 A1	Développer des grandes et moyennes infrastructures d'eau potable RDC	Construire et réhabiliter les grandes et les moyennes unités de production d'eau potable à travers toute la RDC	Nombre des grandes infrastructures d'eau développés	**%**	2022	0	0	0	5	5	6	8	Dir GMUP, REGIDESO
P3 A2	Développer des petites infrastructures d'eau Potable en RDC	Construire et promouvoir les petites unités de production d'eau potable à travers toute la RDC	Nombre des petites infrastructures d'eau développés	**%**	2022	**35**	**35,5**	**40**	**50**	**60**	**70**	**75**	Dir des Petites Unités de Production d'eau

P3 A3	Suivi et Contrôle des Services Publics de l'eau de grandes unités.	Vérifier la conformité des obligations, les missions d'intérêt général confiées aux opérateurs du secteur d'eau potable et assurer la régulation du secteur en RDC	Taux des structures qui se conforment aux lois et règlements du secteur d'eau potable en RDC	**%**	2022	ND	ND	40	0	70	80	90	ARSPE

II.3.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME :

II.3.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel			4 868 583 356	1 839 767 100	245 731 682
Titre IV : Biens et matériels			14 397 546	-	102 206 935
Titre V : Dépenses de prestations ;			163 289 023	-	92 585 400
Titre VI : Transferts et interventions			355 177 281	225 855 765	-
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements					300 000 000
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			151 514 105	-	14 649 535 791
Financement intérieur					

Financement extérieur					
Total			**5552961311**	**2065622865**	**15 390 059 808**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.3.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Rubrique	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE EN COURS LF 2026**		**Projections 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
Fonctionnement des Ministères			435 088 928	-	440 524 017
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			7 938 725	150 570 510	-
Investissements sur Ressources Extérieures					-
Investissements sur Ressources Propres					14 191 965 266
Rémunérations			4 663 057 200	1 839 767 100	
Subventions aux Organismes Auxiliaires			347 238 556	75 285 255	-
Contrepartie des projets			757 570 525		757 570 525
Total			**6210893934**	**2065622865**	**15 390 059 808**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

II.3.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	LFR 2026 en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	0991	Infrastructures d'eau Potable			397 553 151	-	838 849 424
2	0992	Desserte en eau Potable			397 553 151	-	3 323 195 577
3	0993	Contrôle Qualité de l'eau potable			397 553 151	-	40 150 993 699
4	994	Commission nationale de l'énergie			5 018 234 481	2 065 622 865	105 731 246 974
Total					**6210893934**	2 065 622 865	**150 044 285 764**

Source : LFR 2025 et 2026, PLF 2027, CDMT

18. Ministère de l'Economie Numérique

Section 71

Responsable : Son Excellence Monsieur Augustin KIBASSA MALIBA, Ministre de l'Economie Numérique

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

I.1. Mission et organisation du ministère

I.1.1. Missions du ministère

Aux termes de l'Ordonnance n°25/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère de l'Economie Numérique est chargé en plus des attributions communes à tous les Ministères de :

- Conception, proposition et/ou mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le secteur du numérique, notamment dans les objectifs de croissance de l'économie numérique, de confiance au numérique, de souveraineté numérique, de gouvernance de l'Internet, de soutien à l'innovation, de transition numérique de l'Etat et du secteur privé et d'inclusion numérique ;
- Implémentation des volets du Plan National du Numérique relevant de ses compétences en collaboration en la matière avec le Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions ;
- Réglementation, promotion et suivi, dans les limites de ses compétences légales, des activités et services du secteur du numérique ;
- Elaboration du plan national de numérisation de l'Administration et des services publics ainsi que l'accompagnement de sa mise en œuvre ;
- Réglementation sectorielle et édiction des règlements d'administration et de police relatifs aux activités et services numériques ainsi que les propositions d'assiettes et de taux des droits, taxes et redevances y afférents ;
- Conception et initiation des programmes d'investissements publics dans le secteur du numérique ;
- Elaboration des cahiers des charges techniques des programmes et projets publics dans le secteur du numérique et coordination de leur mise en œuvre, en collaboration avec les ministères sectoriels et les services compétents de l'Etat ;
- Planification et programmation des projets gouvernementaux dans le secteur du numérique et dans le domaine de numérisation des services publics, notamment en ce qui concerne les infrastructures souveraines du numérique ;
- Réglementation d'installation, de détention, d'exploitation et de gestion des infrastructures et équipements numériques, notamment des centres de données nationaux ;
- Encadrement de la gestion et de la valorisation du nom du domaine du pays TLD. Cd ;
- Délivrance des autorisations et agréments d'exploitation des projets et cahiers de charges des fournisseurs des services numériques ;
- Sauvegarde des droits et libertés fondamentaux dans le domaine numérique ainsi que de l'éthique inhérent aux technologies numériques ouvertes au public, notamment en appuyant la mise en place des protocoles de médiation numérique pour les services en ligne ;
- Normalisation technique, fixation des exigences essentielles, et diffusion des directives réglementaires, en ce qui concerne l'usage des outils numériques et applicatifs métiers dans les services publics, la dématérialisation et la gouvernance des données de l'Etat, l'accès aux bases de données de l'Etat, la standardisation et l'interopérabilité des systèmes informatiques au sein des administrations publiques et dans l'offre des services numériques au grand public ;

- Interface de l'Etat dans le dialogue stratégique et la représentation des intérêts de l'Etat face aux acteurs nationaux et internationaux du numérique ;
- Surveillance générale et police du secteur de l'économie numérique, en collaboration avec les structures de l'Etat et Ministère ayant respectivement dans leurs attributions la Justice, l'Intérieur, la Sécurité et la Défense nationale, conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- Supervision de la cybersécurité et de la protection des données en collaboration avec le Ministère ayant les télécommunications dans ses attributions ;
- Appui technique et collaboration avec les autorités compétentes, notamment le ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo, en matière d'innovation numérique appliquée aux services financiers numériques ;
- Conduite de la veille active et de la prospective sur les technologies numériques émergentes et proposer des politiques ainsi que l'évolution du cadre légal, règlementaire et institutionnel des innovations numériques ;
- Identification, impulsion, conception, facilitation et/ou mise en œuvre des projets structurants dans le secteur du numérique ;
- Soutien et appui multiformes à l'innovation numérique et au développement des startups, par la facilitation de l'accès aux dispositifs existants d'accompagnement et de financement, ainsi qu'à la protection intellectuelle, en collaboration avec les institutions et Ministères compétents ;
- Représentation des intérêts du pays auprès des organisations : sous régionales, régionales et internationales et application des Accords et Traités internationaux dans le secteur du numérique, en collaboration avec les Ministères ayant la coopération dans ses attributions ;
- Collaboration avec le Ministère ayant les télécommunications dans ses attributions dans la promotion de l'inclusion numérique par le biais de l'établissement public chargé de la promotion du service universel des télécommunications et des technologies de l'information ;
- Collaboration structurelle et permanente avec le Ministère ayant en charge la poste et les télécommunications ainsi qu'avec les autres ministres et services de l'Etat, sur les matières de sécurité des systèmes d'information, de protection des données à caractère personnel et de représentations de la République Démocratique du Congo dans les instances internationales à finalités communes par rapport aux attributions prescrites dans la présente ordonnance.

I.1.2. Organisation du ministère

Le Ministère de l'Economie Numérique est constitué de trois composantes à savoir : le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général ainsi que de trois établissements publics dénommés Fond de Développement des Services Universels (FDSU), Unité de Gestion du Projet de Transformation Numérique (UGPTN) et Autorité Nationale de Certification Electronique (ANCE).

Le Secrétariat Général est constitué des Directions Standards, des Directions Métiers et des Services rattachés au Secrétaire Général, à savoir :

- **Services Rattachés au Secrétaire Général**

- Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

- **Directions Standards**

- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction Études et Planification (DEP) ;

- Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).

- **Directions Métiers**

- Direction Infrastructures Numériques (DIN) ;
- Direction Applicatifs et Contenus Numériques (DACN) ;
- Direction Économie Numérique (DEN) ;
- Direction Développement Culture Numérique (DDCN) ;
- Direction de la Cybersécurité (DCS).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités Nationales

La vision du Gouvernement dans ce secteur est de faire du numérique un facteur d'accroissement de l'économie, un levier d'intégration, de bonne gouvernance et de progrès social et de faire de la RDC un hub technologique en Afrique à l'horizon 2030 (programme DRC Digital Nation). Pour ce faire, il s'est assigné les objectifs suivants :

- Améliorer la gouvernance dans le domaine des Postes, Télécommunications et Numérique (PTN) ;
- Moderniser, étendre les infrastructures postales et développer la culture numérique et
- Assurer la transformation Numérique.

I.2.2. Politique sectorielle

Conformément à la lettre de mission (PAG 2024-2028) de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement adressée au Ministre de l'Economie Numérique, la Politique Sectorielle de l'Économie Numérique 2026-2030 vise à accélérer la transformation numérique de la République Démocratique du Congo, en améliorant l'accès aux infrastructures, en modernisant l'action publique, en stimulant l'économie numérique, en développant les compétences et en renforçant la confiance numérique (cybersécurité, identité, certification, gouvernance des données et de l'intelligence artificielle).

Cette politique est structurée en quatre (04) piliers stratégiques à savoir :
Pilier 1 : ***Infrastructures numériques & résilience énergétique*** : Consolidation progressive des infrastructures numériques critiques nationales afin de garantir la souveraineté, la résilience et la continuité des services.

Pilier 2 : ***Économie numérique, innovation & formalisation des marchés numériques :*** Stimulation de l'écosystème (start-ups, PME numériques, contenus locaux), développement des marchés numériques (e-commerce, fintech, services numériques), promotion de l'investissement, de l'entrepreneuriat et de l'innovation, ainsi que les mécanismes de formalisation économique appuyés par des plateformes transversales (paiements publics, e-licensing, services de confiance).

Pilier 3 : ***Capital humain & compétences numériques*** : Développement massif des compétences (formation, requalification), académies spécialisées, employabilité, centres d'excellence (cyber, data, IA), et inclusion numérique.

Pilier 4 : ***Gouvernance, interopérabilité & confiance numérique (DPI), certification & IA*** : Mise en œuvre des plateformes transversales et de l'interopérabilité (Guichet numérique, référentiels, APIs), identité numérique/PKI, cybersécurité, architecture d'entreprise de l'État, normes et standards, gouvernance et usages responsables de l'IA.

I.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère de l'Economie Numérique

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services normatifs	Opérateurs
71	ECONOMIE NUMERIQUE						
			ADMINISTRATION GENERALE			Le Cabinet du Ministre, Le Secrétaire Général, Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction Etudes et Planification, Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Cellule Technique d'Appui, Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics.	
				1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	- Cabinet du Ministre ; - Secrétaire Général	
				2	Gestion des ressources financières et matérielles	Direction Administrative et financière (DAF)	
				3	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction Études et Planification (DEP)	
				4	Gestion des Ressources Humaines	Direction Ressources Humaines (DRH)	

				5	Gestion de la documentation et des archives	Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	
			CULTURE NUMERIQUE			- Direction Développement Culture Numérique (DDCN) ;	
				1	Vulgarisation du Cadre Légal et Réglementaire	Direction Développement Culture Numérique (DDCN)	
				2	Réduction de la fracture numérique	Direction Développement Culture Numérique (DDCN)	
				3	Développement des compétences dans les métiers du Numérique	Direction Développement Culture Numérique (DDCN)	
				4	Promotion du contenu local congolais, de l'entrepreneuriat et de l'écosystème numérique.	Direction Développement Culture Numérique (DDCN)	
			TRANSFORMATION NUMERIQUE			- Direction Applicatifs et Contenu Numérique (DACN) ; - Direction Infrastructures Numériques (DIN) ; - Direction Économie Numérique (DEN) ; - Direction de la Cybersécurité (DCS).	- Fond de Développement des Services Universels (FDSU), - Unité de Gestion du Projet de Transformation Numérique (UGPTN) - Autorité Nationale de Certification Electronique (ANCE) - Guichet Numérique de la République Démocratique du Congo (GN-RDC)

				1	Mise en œuvre du plan national de numérisation	Direction des Applicatifs et Contenu Numérique (DACN)	
				2	Développement et déploiement évolutif des applicatifs	Direction des Applicatifs et Contenu Numérique (DACN)	
				3	Acquisition et déploiement des Infrastructures numériques souveraines	Direction des Infrastructures Numériques (DIN)	
				4	Déploiement d'une gouvernance de la sécurité numérique intégrant veille proactive, réponse aux cyberattaques et infrastructure de confiance (PKI)	Direction de Cybersécurité (DCS)	
				5	Modernisation de l'action publique par le numérique	Direction des Applicatifs et Contenu Numérique (DACN)	
				6	Encadrement économique des plateformes et de services numériques innovants	Direction Économie Numérique (DEN)	

I.4. *Performances antérieures et perspectives*

I.4.1. Performances antérieures

Créé en 2021 par l'ordonnance n°21/015 du 12 avril 2021, le Ministère du Numérique dans son Evolution vers le Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique par l'ordonnance présidentielle n°24/031 du 29 mai 2024 et aujourd'hui Economie Numérique par l''ordonnance n°25/042 du 8 août 2025, il a à son actif le cadre légal et règlementaire avec la promulgation de l'Ordonnance-Loi n°23/010 du 13 mars 2023 portant Code du Numérique, La loi portant ratification du Protocole de Malabo en République Démocratique du Congo est la Loi n°25/002 du 15 mai 2025, plusieurs mesures d'application et des documents de stratégies dont le Plan National du Numérique 2019-2023, la Stratégie nationale de cybersécurité 2022-2025, la Stratégie Nationale de Gouvernance des Données.

Concernant les projets structurants, l'implémentation de l'intranet du gouvernement et des Institutions dans 11 ministères pilotes et la mise en place de la charte graphique du gouvernement de la République démocratique du Congo, la marque Etat Congolais.

I.4.2. Perspectives

En termes des perspectives pour la période allant de 2026 à 2028, le Ministère de l'Economie Numérique se propose de jouer un rôle majeur dans l'atteinte de 6 (six) objectifs stratégiques du deuxième quinquennat de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, tels que dévoilés dans son discours d'investiture du 20 janvier 2024 :

- Revisiter le Cadre organique et implanter les divisions provinciales ainsi que les antennes territoriales de l'administration de l'Economie du Numérique ;
- Finaliser le cadre légal et règlementaire ;
- Créer plus d'emplois en développant un écosystème de startups technologiques (incubateurs, financements, partenariats) ; en Formant près de 50 000 jeunes aux métiers du numérique (cybersécurité, data science, IA) et en promouvant l'outsourcing numérique pour attirer les investissements étrangers ;
- Protéger le pouvoir d'achat en déployant de solutions de mobile money et de paiement électronique pour réduire les coûts de transaction ; en mettant en place de plateformes numériques de suivi du taux de change et de transparence financière ainsi qu'en digitalisant des chaînes de valeur agricoles pour stabiliser les prix ;
- Assurer la sécurité des populations en renforçant la cybersécurité nationale (CERT, PKI, surveillance proactive) ; en déployant l'identité numérique RDC Pass pour sécuriser les transactions ;
- Diversification de l'économie en développant l'**e-**commerce et des plateformes numériques pour les PME ; en valorisant des données comme ressource économique stratégique et en intégrant le numérique dans les secteurs minier, agricole et énergétique ;
- Accès aux services sociaux de base en digitalisant l'éducation (plateformes d'e-learning, bibliothèques numériques), en déployant la télémédecine et des dossiers médicaux électroniques et des plateformes numériques pour l'**accès** à l'eau et à l'électricité (suivi, facturation) ;
- Renforcer l'efficacité des services publics en mettant en œuvre l'**e-**gouvernement (casier judiciaire, état civil, fiscalité en ligne) et en assurant l'interopérabilité des systèmes administratifs pour réduire la bureaucratie et finaliser l'implémentation de l'intranet du gouvernement et institutions publiques.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1. Objectifs du ministère

Les objectifs les plus représentatifs du ministère de l'Economie Numérique sont :

- Améliorer la gouvernance du Numérique ;
- Développer la culture numérique ;
- Assurer la transformation numérique.

I.5.2. ***Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère***

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance du Numérique									
	Indicateurs	**Unité de mesure**	**Réalisation**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026 (Fin Juin)**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'implémentation du cadre institutionnel** du secteur des activités et services numériques	**%**	12,5	12,5	25	62,5	87,5	100	-
Source : DEP									
Mode de calcul : Taux=(Nombre d'organes implémentés /Nombre d'organes prévus par le Code du Numérique) X100									
Commentaires : L'indicateur est cumulatif, le Code du Numérique prévoit un cadre institutionnel constitué de cinq services à son article 5, un à l'article 8, un autre à l'article 41 et le dernier à l'article 262. En 2023, il a été opérationnalisé le Secrétariat Général, en 2025 l'opérationnalisation du Fond de Développement du Service Universel à ce jour trois actes sont pris pour opérationnaliser l'Agence Nationale de Cybersécurité, l'Autorité Nationale de Certification Electronique et le Guichet Numérique.									
2	Taux de complétude du cadre légal et réglementaire	%	3,8	7,6	7,6	30,8	55	75	100
Source : CTA									
Mode de calcul : comptage (Nombre des mesures d'application publiées ou promulguées / Nombre des mesures d'application prévues dans le code du numérique) x 100									
Commentaires : L'indicateur est cumulatif et le Code du Numérique prévoit 26 mesures d'applications dont les ordonnances, décrets et arrêtés. En 2023 le Code du Numérique a été adopté, en 2024 un arrêté pris pour opérationnaliser provisoirement certains services à ce jour une ordonnance a été promulgué, deux décrets et trois arrêtés pour l'année 2026 soit un total de 7 textes déjà en vigueur.									
Objectif 2 : Développer la culture numérique en RDC									
1.	Taux d'accès à l'internet	%	30,79	33	35	38	43	50	60
Source : Direction Développement Culture Numérique									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de la population utilisant l'internet / Nombre total de la population) x 100									
Commentaires : le nombre total de la population en RDC est estimé au niveau du GSMA est de 100.000.000 d'habitants en RDC, c'est sur cette base que ces statistiques sont établies.									
2	**Taux de complétude de la vulgarisation du Cadre légal et règlementaire**	**%**	7,9	7,9	7,9	75	85	90	100
Source : DEP									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de province ayant bénéficié de la Vulgarisation/26 provinces de la RDC) x 100									

Commentaires : la vulgarisation a commencé en 2023 dans la ville de Kinshasa et la province du Haut Katanga, en 2026 avec l'appui du PTF, il est lancé le recrutement de 2000 volontaire pour procéder à la vulgarisation dans toutes les provinces, nous prévoyons atteindre 100% dans en 2027, le maintien de 100% en 2028 et 2029 est pour les autres textes du secteur.									
3	Taux d'insertion professionnelle numérique	**%**	50	58	65	68	72	75	82
Source : Direction Développement Culture Numérique									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de personnes employées dans le numérique par an / Nombre de personnes formées par an)×100									
Commentaires : cet indicateur n'est pas cumulatif, en 2023 sur 8000 diplôme en TIC, environ 4000 ont eu l'emploi numérique avec une Forte demande en développement web et bureautique, mais faible absorption dans data science/IA, en 2024 sur 9500 diplôme en TIC 5500 emplois grâce à la Croissance des incubateurs (Kinshasa Digital, Ingenious City), en 2025 sur 10000 diplômes, 6500 emplois grâces aux programmes de formation financés par FDSU et partenariats avec Orange Digital Center en 2026 sur 11500 diplômes, 7800 emplois suite à la montée en puissance des métiers cybersécurité et cloud, mais disparités régionales persistantes. Nous projetons avec l'accompagnement et l'incubation des projets innovants d'atteindre en 2027 un taux d'insertion de 72%, en 2028 celui de 75% et enfin 2029 celui de 82%.									
Objectif 3: Assurer la transformation Numérique									
1	Taux d'utilisation des plateformes numériques	**%**	**6**	**15**	**18**	**25**	**28**	**35**	**50**
Source : DACN/DEN									
Mode de calcul : Taux= (Nombre d'utilisateurs actifs/Nombre d'utilisateurs ciblés)x100									
Commentaires : cet indicateur est cumulatif, il est évalué sur base de l'utilisation de la plateforme de la Fonction Public afin d'apercevoir l'intérêt des usagers à recourir à l'outils numérique. La base utilisée à ce niveau est le nombre d'agents de carrière du service public de l'Etat. En 2023 environ 1,2 M soit 6% d'Agents publics étaient connectés il s'agit là du début du déploiement du portail Fonction Publique, en 2024 c'est environ 1, 3M soit 15% d'Agents publics suite à la mise en place du Plan Horizon 2025, premiers modules RH en ligne, en 2025 c'est 1,4 M soit 18% avec le Portail Fonction Publique en chiffres, adoption dans Kinshasa et Tshombo et en 2026 le taux est de 25% avec l'Extension vers provinces, intégration avec Mobile Money pour salaires. Nous projetons d'atteindre 50% en 2029 avec l'opérationnalisation du Guichet Numérique.									
2	**Taux de numérisation des services publics**	**%**	**10**	**15**	**20**	**25**	**40**	**60**	**75**
Source :DACN									
Mode de calcul : (Nombre de services ayant dématérialisé le processus/Nombre total de service ciblés) x100.									
Commentaire: le calcul de l'indicateur est cumulatif. En 2023 10% avec le début de la digitalisation des carrières et paie, en 2024 15% avec la Mise en place du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines, en 2025, 20% avec son adoption plus forte à Kinshasa et Haut-Katanga, en 2026 25% avec l'Interconnexion des bases de données, mais disparités régionales. Nous projetons d'atteindre 75% en 2029 avec l'opérationnalisation du cloud souverain.									
3	Respect du temps moyen (7minutes) de détection d'incidents confirmés	**Binaire**	Non	Non	Non	Non	Non	Non	**Oui**
Source : DCS									
Mode de calcul : 1 = OUI, 0 = NON									
Commentaires : le Oui ≤ 7 minutes et Non >7 minutes. En RDC, le niveau actuel de respect du seuil de 7 minutes est faible, car les délais réels dépassent largement cette cible. Toutefois, avec la mise en place d'un SOC national, l'intégration des opérateurs et l'usage de solutions SIEM/EDR automatisées, il est possible de tendre vers ce standard international d'ici 2029.									

I.6. Présentation des crédits du Ministère

I.6.1. Evolution des crédits par programmes

Tableau 3 : Evolution des crédits par programme du Ministère

N°	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions 2027
		Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exécution en FC fin Juin 2026	
01	**Administration Générale**	58 184 092 252	42 909 414 270	224 928 725 857	30 697 287 531	187 247 890 526
02	**Culture Numérique**	420 000 000	-	289 743 945	-	290 033 690
03	**Transformation Numérique**	2 023 389 159	58 068 080	1 136 023 341	-	1 506 375 192
Total		60 627 481 411	42 967 482 350	226 354 493 143	30 697 287 531	189 044 299 408

SOURCE : LFR 2025, 2026, ESB fin juin 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 4 : Evolution des Crédits par Rubrique Budgétaire

RUBRIQUES	REALISATIONS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	5 729 110 284	544 298 543	6 909 403 680	- 387 773 959	6 916 313 084
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	126 000 000	14 045 122	1 451 976 840	-	2 240 496 320
Investissements sur Ressources extérieures	0	0	145 015 000 000	19 869 747 665	76 566 709 189
Investissements sur Ressources Propres	46 626 766 161	24102372 230	53620 781 085	0	67 944 937 302
Rémunérations	8 145 604 966	18 306 766 455	19716 062 136	10 439 765 907	25 375 843 513
Total	**60627 481 411**	**42967482 350**	**226713223 741**	**30 697 287 531**	**19 044 299 408**

Source : LFR 2025, LFR 2026, ESB fin juin 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	9 160 604 966	18 364 834 535	23 978 424 254	10 439 765 907	33452635849
Titre IV : Biens et matériels ;	577 389 159	58 900 000	1 944 675 230	150 000 000	7 665 864 766
Titre V : Dépenses de prestations ;	4 136 721 125	427 330 464	2 702 366 332	237 773 959	1 173 655 982
Titre VI : Transferts et interventions de l'état	126 000 000	14 045 121	1 451 976 840	0	2 240 496 320
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements		24 102 372 230	198 635 781 085	19 869 747 665	144 511 646 491
Financement intérieur	46 626 766 161	-	51 994 358 769	0	0
Financement extérieur	-	-	56 620 781 085	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**60 627 481 411**	**42 967 482 350**	**228 713 223 741**	**30 697 287 531**	**189 044 299 408**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE PAR PROGRAMME

Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

Tableau 6 : Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

No	SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T2 2026 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
					Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
01	HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	9	3 410 663,00	6 821 326,00	10	45 458 292,00	14	63 579 636,00	14	63 579 636,00
02	Cadres Supérieurs (CD, CB)	89	29 070 640,00	58 141 280,00	99	415 946 808,00	143	601 120 920,00	143	601 120 920,00
03	Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	411	121 961498,00	243 922 996,00	509	1 912 765 488,00	825	3 108 273 840,00	825	3 108 273840,00
04	Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	79	22 424 843,00	44 849 686,00	94	320 874 036,00	146	492 950 244,00	146	492 950 244,00
05	Autres	0	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		**588**	**176 867 644,00**		**712**	**2 695 044 624,00**	**1128**	**4 265 924 640,00**	**1128**	**4 265 924 640,00**

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. Programme I : (xxx) ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : MATETA WANG-WEN'S MAJAMBU Blaise François

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. Périmètre du programme

Le périmètre du programme Administration Générale est constitué du cabinet du Ministre, du Secrétariat Général avec ses services rattachés et des Directions Standards suivantes :

- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction Études et Planification (DEP) ;
- Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC).

II.1.2. Stratégie du Programme

Le programme **Administration Générale** se présente comme la colonne vertébrale de la gouvernance digitale dans l'architecture institutionnelle du ministère de l'Économie Numérique. Sa stratégie ne se limite pas à une simple gestion administrative : elle incarne la volonté de bâtir une administration moderne, transparente et inclusive, capable de porter la transformation numérique de l'État congolais. Ce programme vise à assurer la coordination administrative des activités et à appuyer les deux autres programmes notamment pour la gestion budgétaire et des ressources humaines.

Elle s'articule autour de cinq actions majeures :

1. **Pilotage et coordination des actions stratégiques** : le Ministère doit se positionner comme chef d'orchestre, harmonisant les initiatives numériques entre les différentes directions et institutions partenaires. La coordination devient ainsi le garant de la cohérence des politiques publiques et de l'efficacité des projets.
2. **Gestion des ressources financières et matérielles** : la stratégie repose sur une utilisation rigoureuse et transparente des moyens. Les ressources doivent être allouées en priorité aux projets structurants, avec un suivi strict pour éviter les gaspillages et renforcer la confiance des citoyens et partenaires.
3. **Planification, programmation et suivi-évaluation** : l'action numérique doit être anticipée, programmée et évaluée. La stratégie met l'accent sur la discipline de planification, la clarté des objectifs et la capacité à mesurer les résultats. Le suivi-évaluation devient un outil de pilotage, garantissant que chaque initiative contribue réellement à la réduction de la fracture numérique et à l'inclusion.
4. **Gestion des ressources humaines** : le capital humain est au cœur de la transformation numérique. La stratégie vise à valoriser les carrières, renforcer les compétences et améliorer la qualité de vie au travail. Former, motiver et retenir les talents devient une priorité pour assurer la continuité et la performance des actions numériques.

5. **Gestion de la documentation et des archives** : la mémoire institutionnelle est un pilier de la gouvernance. La stratégie met en avant la numérisation, l'indexation et la sécurisation des archives, ainsi que la modernisation des bibliothèques et publications. Elle s'étend aux réseaux, sites internet et applications, garantissant que l'information circule de manière fiable et accessible.

II.1.3. Objectifs et Indicateurs de Performance du programme

II.1.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

- Objectif 1. Renforcer la gouvernance et la coordination stratégique du Ministère ;
- Objectif 2. Optimiser la gestion des ressources et la performance institutionnelle ;
- Objectif 3. Moderniser l'administration et préserver la mémoire institutionnelle.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Programme 1 : Administration Générale									
Objectif : Renforcer la gouvernance et la coordination stratégique du Ministère									
Tableau Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**		**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre des décisions stratégiques	%	N/A	N/A	N/A	50	75	85	100
Source : **DEP**									
Mode de calcul : Taux= (Décisions appliquées/Décisions prises par an) ×100									
Commentaire : Au regard des contraintes contextuelles, il arrive souvent que l'on soit incapable d'appliquer toutes les décisions, mais avec l'expérience acquise on peut atteindre les 100% d'ici 2029									
2	Taux de mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires	%	35	30	42	35	60	70	80
Source : **DEP**									
Mode de calcul : Taux= (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues par an) ×100									
Commentaire : cet indicateur n'est pas cumulatif. Le plan d'Actions Prioritaires de l'Economie Numérique peine à ce jour à être mis en œuvre à 100% faute de paiement des dotations budgétaires, nous prévoyons d'atteindre 100% en 2027 si les dotations sont payées.									
3	Taux de mobilisation de recettes	%	-	-	-	-	100	100	100
Source : **DAF**									
Mode de Calcul : (Recettes réalisées / Recettes Prévues par an) X100									
Commentaires : Bien que prévu dans la Loi de Finances 2024, le secteur n'est pas parvenu à mobiliser les recettes fautes des textes pouvant encadrer cette activité. Avec la signature des textes, nous prévoyons d'atteindre le 100 % de mobilisation pour les années 2027, 2028, 2029.									
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère									
Objectif Opérationnel : Renforcer la gouvernance et la coordination stratégique du Ministère									
Tableau **Indicateurs**		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**		**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	30	25	45	65	100	100	100
Source : DEP									

Mode de Calcul : (Nombre de réunions réalisées/ Nombre des réunions prévues par an) ×100									
Commentaires : Cet indicateur n'est pas cumulatif. La base utilisée est celle de 52 réunions de directions par an, en raison d'une réunion par semaine.									
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles									
Objectif Opérationnel : Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières									
1	Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés	%	30	0	0	0	30	60	75
Source : CGPMP									
Mode de Calcul : Taux = (Nombre des marchés exécutés / Nombre total des marchés programmés) × 100									
Commentaires : calculé sur la base annuelle, ce taux révèle le niveau d'exécution du Plan de Passation des Marchés ainsi que nos projections									
2	Taux d'Exécution budgétaire	%	-	-	70.88	4.87	70	80	100
Source : DAF									
Mode de Calcul : Taux = (Dépenses réalisées / crédits alloués) X 100									
Commentaires : Cet indice mesure la conformité des dépenses aux règles budgétaires. Il est essentiel pour prévenir les irrégularités, garantir la transparence et renforcer la confiance des partenaires. Un score élevé traduit une gestion rigoureuse et auditable ; un score faible révèle des failles dans le contrôle interne ou l'inventaire.									
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
Objectif Opérationnel : Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi-évaluation des actions									
1	Proportion des programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	0	0	0	100	100	100	100
Source : DEP									
Mode de Calcul : Taux= (Nombre de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé /Nombre total de programmes) ×100									
Commentaires : le Ministère vient de se doter du Projet Annuel de performance en 2026 et nous projetons de maintenir un taux de 100% pour chaque programme									
Action 4 : Gestion des ressources humaines									
Objectif Opérationnel : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines									
1	Proportion du personnel formé par an	%	10	15	20	30	50	60	70
Source : DRH									
Mode de Calcul : Proportion = (Nombre d'agents et cadres formés/ nombre total prévus par an) x100									
Commentaires : Cet indicateur est annuel, nous avons considéré la base de 712 agents et projetons d'atteindre le 100% de prévisions annuelles.									

2	Taux de participation féminine aux formations	%	30	35	40	40	60	70	100
Source : DRH									
Mode de Calcul : Taux= (nombre des femmes ayant participé aux formations / nombre total des Femmes de l'Administration de l'Economie Numérique) x 100									
Commentaires : la base utilisée est la part des femmes dans le total de 712 agents du Ministère à ce jour qui est de 26,4% du total d'agents.									
Action 5 : Gestion de la documentation et des archives									
Objectif Opérationnel : **Moderniser et sécuriser la gestion des archives et bibliothèques**									
1	Taux de dématérialisation des procédures	%	0	0	0	10	50	75	100
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : Taux= (Nombre de procédures dématérialisées /Nombre total de procédure) ×100									
Commentaires : le taux de 10% représente le niveau de dématérialisation par la mise en place de l'outil GRH, il est prévu d'intégrer en 2027 la gestion électronique des documents, de suivi de programme, de gestion de prestataires et fournisseurs de services ainsi que de planification.									

II.1.4. Présentation des crédits du programme

II.1.4.1. Présentation du crédit du programme par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

RUBRIQUES	REALISATIONS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	2 770 721 125	486 230 463	6 909 403 680	387 773 959	10 119 904 202
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	126 000 000	14 045 121	1 451 976 840	0	2 240 496 320
Investissements sur Ressources extérieures	0	0	145 015 000 000	19 869 747 665	76 566 709 189
Investissements sur Ressources Propres	46626766 161	24 102 372 230	53 620 781 085	0	67 944 937 302
Rémunérations	8 660 604 966	18 306 766 455	19 716 062 136	10 439 765 907	30 375 843 513
Total	**58 184 092 252**	**42 909 414 269**	**226 713 223 741**	**30 697 287 531**	**187 247 890 526**

Source: LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**11 557 326 091**	**18 807 042 040**	**26 625 465 816**	**10 827 539 866**	**42736244035**
Titre III : Dépenses de personnel	8 660 604 966	18 306 766 455	21 978 424 254	10 439 765 907	32 496 239 987
Titre IV : Biens et matériels ;	454 000 000	58 900 000	1 944 675 230	150 000 000	6 825 851 746
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 316 721 125	427 330 464	2 702 366 332	237 773 959	1 173 655 982
Titre VI : Transferts et interventions de l'état	126 000 000	14 045 121	1 451 976 840	0	2 240 496 320
II. Dépenses en capital	**46 626 766 161**	**24 102 372 230**	**198 635 781 085**	**19 869 747 665**	**144 511 646 491**
Titre VII : Equipements	0	24 102 372 230	198 635 781 085	19 869 747 665	144 511 646 491
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	46 626 766 161	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**58 184 092 252**	**42 909 414 270**	**225 261 246 901**	**30 697 287 531**	**187 247 890 526**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Présentation des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par actions du programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exécut. FC fin juin 2026	
1		Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	1651 721 125	486 230 463	224 252 656 651	30 697 287 531	186 598 145 241
2		Gestion des ressources Financières et matérielles	440 000 000	0	165 567 968	0	165 733 536
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	500 000 000	0	206 959 961	0	207 166 921
4		Gestion des ressources humaines	470 000 000	0	117 277 311	**0**	117 394 588
5		Gestion de la documentation et des archives	470 000 000	0	186 263 966	0	186 450 230
Total			**3 531 721 125**	**486 230 463**	**224 252 656 651**	**30 697 287 531**	**187 274 890 516**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.1.4.4. Présentation des crédits par action et par rubrique

Tableau 5 : Evolution des crédits du programme par actions et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère					
Fonctionnement des Ministères	1 405 721 125	486 230 463	4 448 836 590	387 773 959	9 470 158 917
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	126 000 000	14 045 121	1 451 976 840	0	2 240 496 320

Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	145 015 000 000	19 869 747 665	76 566 709 189
Investissements sur Ressources Propres	46 626 766 161	24 102 372 230	53 620 781 085	0	67 944 937 302
Rémunérations	8 145 604 966	18 306 766 455	19 716 062 136	10 439 765 907	30 375 843 513
Dépenses exceptionnelles					
Sous-total 1	**56 304 092 252**	**42 909 414 270**	**224 252 656 651**	**30 697 287 531**	**186 598 145 241**
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles					
Fonctionnement des Ministères	440 000 000	0	165 567 968	0	160 733 536
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 2	**440 000 000**	**0**	**165 567 968**	**0**	**160 733 536**
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation					
Fonctionnement des Ministères	500 000 000	0	206 959 961	0	189 166 920
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0

Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 3	**500 000 000**	**0**	206 959 961	**0**	189 166 920
Action 4 : Gestion des Ressources Humaines					
Fonctionnement des Ministères	470 000 000	0	117 277 311	0	106 394 588
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 4	**470 000 000**	**0**	**117 277 311**	**0**	**106 394 588**
Action 5 : Gestion de la documentation et des archives					
Fonctionnement des Ministères	470 000 000	0	186 263 966	0	193 450 241
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0

Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 5	**470 000 000**	**0**	**186 263 966**		**193 450 241**
Total	**57 734 092 252**	**42 909 414 270**	**186 263 966**	**30 697 287 531**	**187 247 890 526**

II.2. PROGRAMME 2 : CULTURE NUMERIQUE

Pré-Responsable de programme : **BALUZOLANGA KIATOKO Antoine**

Fonction : Directeur-Chef de Service Développement Culture Numérique

II.2.1. Périmètre du programme

Le programme Culture Numérique est mis en œuvre par la Direction Développement Culture Numérique.

II.2.2. Stratégie du Programme

Le programme Culture Numérique vise à transformer la société congolaise en une communauté numérique inclusive, consciente de ses droits et devoirs ainsi que capable d'utiliser les technologies comme levier de développement. Sa stratégie s'articule autour de trois objectifs majeurs : vulgariser le cadre légal et réglementaire et réduire la fracture numérique, et assurer le développement des compétences dans les métiers du Numérique.

Elle s'articule autour de quatre actions majeures :

- Vulgarisation du Cadre Légal et Réglementaire ;
- Réduction de la fracture numérique,
- Développement des compétences dans les métiers du Numérique,
- Promotion du contenu local congolais, de l'entrepreneuriat et de l'écosystème numérique.

II.2.3. Les Objectifs et indicateurs de performance du programme

a. L'Objectif

L'objectif de ce programme est de favoriser l'inclusion numérique et renforcer la souveraineté digitale de la RDC**.**

II.2.4. Cadre de performance des objectifs du programme Culture Numérique

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Culture Numérique

Programme 2 : Culture Numérique									
Objectif : Favoriser l'inclusion numérique et renforcer la souveraineté digitale de la RDC.									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de diffusion des textes légaux et réglementaires	%	100	100	0	17	100	100	100
Source : DDCN									
Mode de calcul : Taux= (Nombre des textes diffusés au Journal Officiel/Nombre total des textes élaborés et validés par an) ×100									
Commentaire : En 2023, deux textes légaux et réglementaires entre et autre le code du Numérique et la charte graphique, ces textes ont été diffusés et la vulgarisation reste continue, en 2024 un texte a été pris pour conférer les attributions dévolues à certains établissements prévus par le code du numérique à l'Autorité de Régulation des postes et télécoms aucun texte n'avait été pris et aujourd'hui en 2026 six textes ont été pris et un seul déjà diffusé. Nous projetons de maintenir cet élan pour les trois années à venir.									
2	Taux de couverture en infrastructures numériques	%	0,02		0,05	0,1	0,3	0,7	1,2
Source : DEP									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de territoires couverts par réseaux et équipements/Nombre total de territoires) ×100									
Commentaire : ces statistiques concernent le déploiement de la fibre optique et l'indicateur est cumulatif. Entre 2023 et 2026, la couverture en fibre optique en RDC est restée marginale, limitée à moins de 0,1% de la population, concentrée dans les grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi avec un accès est réservé aux institutions et entreprises disposant de moyens financiers. À partir de 2027, nous projetons une couverture à environ 0,3% de la population, puis atteindre 0,7 % en 2028, grâce aux corridors numériques reliant les principales villes et aux partenariats régionaux. En 2029, la couverture pourrait dépasser 1,2%, marquant le passage d'une infrastructure expérimentale à un levier stratégique de modernisation de l'administration, de l'économie et de l'éducation.									
Action 1 : Vulgarisation du Cadre Légal et Réglementaire									
Objectif Opérationnel : Renforcer la compréhension et l'appropriation du cadre légal par les acteurs									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'Indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'appropriation du cadre légal	%	14,3	14,3	14,3	57,1	71,4	85,7	100
Source : DDCN									
Mode de Calcul : Taux= (Nombre de groupes du Code du Numérique sensibilisés/Nombre de groupes) x100									
Commentaires : Bien que la vulgarisation du Cadre légal et réglementaire soit une opération continue, le Code du numérique s'adresse à 7 groupes dont Citoyens et usagers numériques, Administrations publiques, Entreprises privées, Institutions académiques et de recherche, Jeunes et associations de jeunesse,									

Organisations de la société civile et Opérateurs d'importance vitale. L'indicateur pour évoluer pour évaluer le taux de vulgarisation pour chaque groupe cible.									
Action 2 : Réduction de la fracture numérique									
Objectif Opérationnel : Lutter contre l'illectronisme et renforcer les compétences numériques de base									
1	Taux de réduction de l'illectronisme	%	55	51	48	45	40	35	30
Source : DDCN									
Mode de Calcul : Taux= (Population en difficulté numérique/population totale ciblée) x 100									
Commentaires : Entre 2023 et 2026, la RDC a réduit son taux d'illectronisme de 55% à environ 45%, grâce aux campagnes de vulgarisation et à l'intégration des TIC dans l'éducation. À partir de 2027, la tendance devrait s'accélérer avec une baisse à 40%, puis à 35% en 2028 et à 30% en 2029, marquant une étape décisive vers une société numérique plus inclusive.									
Action 3 : PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT NUMÉRIQUE ET SENSIBILISATION DANS LE SECTEUR INFORMEL									
Objectif Opérationnel : Créer un écosystème d'appui à l'entrepreneuriat numérique dans le secteur informel									
1	Taux de couverture territoriale des dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat informel	%	3,8	3,8	3,8	3,8	7,6	11,4	19,0
Source : DDCN									
Mode de Calcul Taux=(Nb de provinces avec dispositif actif / Nb total de provinces) × 100									
Commentaires : A ce jour, seule la ville de Kinshasa est doté d'un dispositif d'appui au travers du Fonds de Garantie de l'Entrepreneuriat au Congo, nous projetons d'atteindre 5 provinces dotées du dispositif d'appui à l'entrepreneuriat en 2029.									
Action 4 : PROMOTION DU CONTENU LOCAL CONGOLAIS, DE L'ENTREPRENEURIAT ET DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE									
Objectif Opérationnel : Renforcer la structuration et la collaboration de l'écosystème numérique national									
1	Taux de satisfaction des acteurs de l'écosystème quant à la coordination nationale	%	0	0	0	0	50%	70%	90%
Source : DDCN									
Mode de Calcul Taux= (Nombre d'acteurs satisfaits ou très satisfaits / Nombre total d'acteurs interrogés) × 100									
Commentaire : l'historique renseignement 0% du fait du manque d'outil d'évaluation, les projections sont faites pour 2027 à 2029 dans l'optique que la structuration et la collaboration de l'écosystème numérique national amène à la production des contenus de qualité.									

II.2.5. Présentation des crédits du programme

II.2.5.1. Evolution des crédits par rubrique

Tableau 2 : Evolution des crédits par rubrique

RUBRIQUES	REALISATIONS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	420 000 000	0	289 743 945	0	290 033 690
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Total	**420 000 000**	**0**	**289 743 945**	**0**	**290 033 690**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.2.5.2. Présentation des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	100 000 000	0	68 986 654	68 986 654	152 639 103
Titre IV : Biens et matériels ;	20 000 000	0	13 797 330	13 797 330	137 394 587
Titre V : Dépenses de prestations ;	300 000 000	0	206959961	206 959 961	0
Titre VI : Transferts et interventions de l'état	0	0	0	0	
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**420 000 000**	**0**	**289743945**	**289 743 945**	**290 033 690**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.2.5.3. Présentation des crédits par actions du programme

Tableau 4 : Evolution des crédits par action

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution fin juin 2026	
1		Vulgarisation du Cadre Légal et Réglementaire	105 000 000	0	289 743 945	0	290 033 690
2		Réduction de la fracture numérique	105 000 000	0	0	0	0
3		Développement des compétences dans les métiers du Numérique	105 000 000	0	0	0	0
4		Promotion du contenu local congolais, de l'entrepreneuriat et de l'écosystème numérique.	105 000 000	0	0	0	0
Total			**420 000 000**	**0**	**289 743 945**	**0**	**290 033 690**

Source : LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.2.5.4. Evolution des des crédits du programme par actions et par rubrique

Tableau 5 : Evolution des crédits du programme par actions et par rubrique

Rubrique	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Vulgarisation du Cadre Légal et Réglementaire					
Fonctionnement des Ministères	105 000 000	0	289 743 945	0	290 033 690
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 1	**105 000 000**	**0**	289 743 945	**0**	290 033 690
Action 2 : Réduction de la fracture numérique					
Fonctionnement des Ministères	105 000 000	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	**0**	**0**	0	0	0
Sous-total 2	**105 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
Action 3 : Développement des compétences dans les métiers du Numérique					
Fonctionnement des Ministères	105 000 000	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0

Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	**0**	**0**	0	0	0
Sous-total 3	**105 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
Action 4 : Promotion du contenu local congolais, de l'entrepreneuriat et de l'écosystème numérique.					
Fonctionnement des Ministères	105 000 000	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0		0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 4	**105 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total	**420 000 000**	**0**	**289 743 945**	**0**	**290 033 690**

PROGRAMME 3 : TRANSFORMATION NUMERIQUE

Pré-Responsable de programme : **BOSEKO BOKANGA Bob**

Fonction : Directeur-Chef de Service Infrastructures Numériques

II.3.1. Périmètre du programme

Le programme Transformation Numérique a pour périmètre de mise en œuvre la Direction Infrastructures Numérique, la Direction Applicatifs et Contenus Numériques, la Direction Économie Numérique et la Direction de la Cybersécurité.

II.3.2. Stratégie du Programme

Le programme **Transformation Numérique** vise à faire du numérique un levier de souveraineté, d'efficacité administrative et d'innovation économique.

Il s'articule autour de six actions majeures :

- Mise en œuvre du plan national de numérisation ;
- Développement et déploiement évolutif des applicatifs,
- Acquisition et déploiement des Infrastructures numériques souveraines
- Déploiement d'une gouvernance de la sécurité numérique intégrant veille proactive, réponse aux cyberattaques et infrastructure de confiance (PKI),
- Modernisation de l'action publique par le numérique ;
- Encadrement économique des plateformes et de services numériques innovants.

II.3.3. Les Objectifs et indicateurs de performance du programme

II.3.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est de bâtir un écosystème numérique souverain, sécurisé et inclusif, capable de moderniser l'administration, stimuler l'innovation économique et garantir la confiance des citoyens ainsi que des acteurs dans l'usage des technologies.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Transformation Numérique

Programme 3 : Transformation Numérique									
Objectif : bâtir un écosystème numérique souverain, sécurisé et inclusif									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'Indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de digitalisation des administrations et des services publics	%	10	14	18-20	22-25	30	35	40
Source : DACN									
Mode de calcul : Taux = (Nombre d'administrations et services publics digitalisés/Nombre total d'administrations et services publics ciblés) x100									
Commentaire : Le taux de digitalisation est calculé sur la base de 1 000 services publics recensés par le Plan National du Numérique horizon 2023, en rapportant le nombre de services effectivement numérisés au total prévu. Ainsi, 10 % à 25 % de digitalisation des administrations et services publics grâce au plan national du numérique et aux premiers e services administratifs a été atteints en 2026 signifiant qu'environ 220 à 250 services sont déjà opérationnels sous forme numérique, tandis que les projections visent à dépasser 400 services digitalisés d'ici 2029.									
2	Taux d'opérationnalisation de l'infrastructure de confiance (PKI)	%	5	10	15	15-20	25	30-35	40
Source : **DCS**									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de services publics utilisant effectivement des mécanismes de confiance numérique/ Nombre total de services publics identifiés comme devant être sécurisés) ×100									
Commentaire : La base utilisée pour calculer le taux d'opérationnalisation de l'infrastructure de confiance en RDC est constituée du nombre total de services publics recensés par le Plan National du Numérique (PNN) comme devant être sécurisés par des mécanismes de confiance numérique qui est de 1000 (PKI, certificats électroniques, signatures numériques, authentification forte).									
Action 1 : Mise en œuvre du plan national de numérisation									
Objectif Opérationnel 1 : Exécuter efficacement les projets du plan national de numérisation									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'Indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de réalisation des projets du plan national de numérisation	%	10	15	20	25	30	35	40
Source : DACN									
Mode de calcul : Taux= (Nombre de projets réalisés /Nombre total de projets identifiés) ×100									

Commentaire : Avec pour base de calcul de 1 000 services publics recensés par le PNN comme devant être digitalisés, en 2023 environ 10 % des projets réalisés (phase pilote, premiers e services), 2024 environ 15 % avec l'intégration de la paie numérique et des portails fiscaux, 2025 environ 20 % grâce à l'interconnexion partielle des bases de données et en 2026 environ 25 % avec l'extension provinciale et le déploiement des premiers applicatifs évolutifs. Nous projetons en 2027 environ 30 % avec l'accélération de l'interconnexion nationale, en 2028 environ 35 % grâce au déploiement des infrastructures numériques souveraines et de la PKI nationale et en 2029 environ 40 % avec la consolidation du plan et la généralisation des systèmes numériques de gestion.									
Action 2 : Développement et déploiement évolutif des applicatif									
Objectif Opérationnel : Assurer la disponibilité et la fiabilité des applicatifs déployés									
1	Taux de disponibilité des applicatifs	%	89 à 90	91 à 92	93	94 à 95	96	97	99
Source : DACN									
Mode de calcul : Taux= (Heures de disponibilité/Heures de fonctionnement prévu) ×100									
Commentaire : Ces statistiques sont de l'application Fonction publique qui a évolué de manière constante en 2023, elle était d'environ 90 % (≈ 7 800 heures de fonctionnement), puis 92 % en 2024 avec l'intégration des portails fiscaux. En 2025, elle a atteint 93 % (≈ 8 140 heures) grâce à la paie numérique via Mobile Money, et en 2026, l'interconnexion des bases RH et paie l'a portée à 94–95 % (≈ 8 250–8 320 heures). Les projections annoncent 96 % en 2027 avec l'extension provinciale, 97 % en 2028 grâce aux infrastructures numériques souveraines, et enfin ≥ 99 % en 2029 (≈ 8 670 heures), garantissant une fiabilité quasi permanente et l'intégration des signatures électroniques pour les actes administratifs.									
Action 3 : Acquisition et déploiement des Infrastructures numériques souveraines									
Objectif Opérationnel : Déployer les infrastructures de connectivité numérique sur les sites publics stratégiques									
1	Taux d'administrations connectées au réseau gouvernemental	%	5	10	15	20,7	25	30 à 35	45 à 50
Source : DIN									
Mode de Calcul : (Nombre d'administrations connectées à l'intranet du gouvernement /Nombre total d'administrations ciblés) x100									
Commentaires : Mesure la proportion des administrations publiques reliées au réseau gouvernemental. Il permet d'évaluer le niveau d'interconnexion des institutions publiques, la capacité d'échange des données administratives ainsi que le degré d'intégration des services numériques de l'Etat. Un taux élevé traduit une meilleure coordination institutionnelle, une circulation plus efficace de l'information et un renforcement de la gouvernance numérique au sein de l'administration.									
Action 4 : Déploiement d'une gouvernance de la sécurité numérique intégrant veille proactive, réponse aux cyberattaques et infrastructure de confiance (PKI)									
Objectif Opérationnel 1 : Mettre en place des dispositifs de veille technologique d'alerte, de réponse aux cyberattaques et d'urgence informatique									
1	Taux de couverture opérationnelle des dispositifs de détection, réponse et urgence	%	10	15	20	25	35	45 à 50	60

Source : DCS									
Mode de Calcul : (Nombre de dispositifs déployés et opérationnels/Nombre de dispositifs prévus) ×100									
Commentaires : En RDC, la couverture opérationnelle des dispositifs de détection, de réponse et d'urgence était limitée à 10 % en 2023, concentrée dans les ministères régaliens. En 2024, elle est montée à 15 % avec la création des premiers centres opérationnels de cybersécurité. En 2025, l'extension aux provinces pilotes a permis d'atteindre 20 %. En 2026, l'intégration de solutions avancées a consolidé la couverture à environ 25 %. Les projections annoncent 35 % en 2027, 45–50 % en 2028 grâce aux infrastructures numériques souveraines et à la PKI nationale, puis au moins 60 % en 2029 pour garantir une détection rapide et une réponse coordonnée.									
Action 5 : Modernisation de l'action publique par le numérique									
Objectif Opérationnel 1 : Renforcer l'accessibilité et l'inclusion des services publics numériques									
2	Taux d'accès aux plateformes publiques	%	10	15	18	22	30	40	60
Source : DACN									
Mode de calcul : Taux= (Nombre d'usagers actifs sur les plateformes publiques/Population cible totale) ×100									
Commentaire : Les plateformes publiques prises en compte dans ces statistiques sont : le portail de la Fonction publique gère les carrières et la paie des agents, les systèmes de paie numérique assurent le versement transparent des salaires via Mobile Money et banques, Les plateformes fiscales et douanières facilitent la déclaration et le paiement en ligne des impôts et taxes et les e-services provinciaux et les bases de données économiques rapprochent les services numériques des citoyens et favorisent l'interopérabilité des administrations. la base est de 100.000.000									
Action 6 : Encadrement économique des plateformes et services numériques innovants									
Objectif Opérationnel 1 : Favoriser l'innovation encadrée, promouvoir la concurrence loyale et la compétitivité sur le marché numérique									
1	Taux de croissance des entreprises numériques formalisées	%	10	15	20	25	35	45 à 50	60
Source : DEN									
Mode de Calcul : Taux : (Nombre d'entreprises numériques formalisées année N/Nombre d'entreprises numériques formalisées année N-1) ×100									
Commentaire : Depuis 2023, la RDC connaît une croissance annuelle estimée entre 12 % et 15 % des entreprises numériques formalisées. En 2025, cette dynamique s'est renforcée avec près de 70 millions d'abonnements mobiles et une contribution du numérique représentant déjà 8 % du PIB. En 2026, l'essor des paiements mobiles et du e-commerce a consolidé la formalisation des startups. Les projections du Plan national du numérique annoncent une croissance supérieure à 15 % par an d'ici 2029. Cette trajectoire devrait générer plus de 4 milliards USD de valeur ajoutée et créer jusqu'à 2,5 millions d'emplois.									
Objectif Opérationnel 2 : Assurer la monétisation des données									
2	Part des données valorisées économiquement	%	5	8	10 à 12	15	25	28	30
Source : DEN									

Mode de calcul : Taux= (Volume ou nombre de données valorisées ÷ Volume ou nombre total de données exploitables) × 100
Commentaire : En RDC, la part des données valorisées économiquement était encore faible en 2023, autour de 5 %, concentrée dans la téléphonie mobile et les services financiers. En 2024, elle a progressé à près de 8 % grâce aux plateformes fiscales et douanières. En 2025, l'intégration de la paie numérique et du e-commerce a porté cette part à 10–12 %. En 2026, l'interconnexion des bases publiques et privées a consolidé la valorisation autour de 15 %. Les projections du Plan national du numérique visent 25–30 % en 2029, soutenues par les infrastructures numériques souveraines et les industries de la donnée.

II.3.4. Évolution des crédits du Programme

II.3.4.1 Présentation des crédits par rubrique

Tableau 2 : Evolution des crédits par rubrique

RUBRIQUES	REALISATIONS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	2023 389 159	58 068 080	1 494 753 939	0	1 506 375 192
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0		0	0
Investissements sur Ressources extérieures	0	0		0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0		0	0
Rémunérations	0	0		0	0
Total	**2 023 389 159**	**58 068 080**	**1 494 753 939**	**0**	**1 506 375 192**

Source: LFR 2025, ESB fin juin 2026, PLF 2027

II.3.4.2 Présentation des crédits par titre

Tableau 3 : Présentation des crédits par titre

Titre	REALISATIONS LFR2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	2 023389 159	58 068 080	275 946 616	0	803 756 759
Titre IV : Biens et matériels ;		-	71 324 719	0	702 618 433
Titre V : Dépenses de prestations ;		-	1 107 180 601	0	0
Titre VI : Transferts et interventions de l'Etat	-	0	0	0	0
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**2023389 159**	**58 068 080**	**1 454 451 936**	**0**	**1506 375 192**

II.3.4.3. Evolution des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par actions du programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions
			Crédits votés en Fc	Exécution en FC	Crédits votés en Fc	Exéc FC fin Juin 2026	2027
1		Mise en œuvre du plan national de numérisation	156 666 666,67	-	324 237 272	0	334 591 510
2		Développement et déploiement évolutif des applicatifs	156 666 666,67	0	0	0	0
3		Acquisition et déploiement des Infrastructures numériques souveraines	47146766 161	0	358 730 598	0	359 089 328
4		Déploiement d'une gouvernance de la sécurité numérique intégrant veille proactive, réponse aux cyberattaques et infrastructure de confiance (PKI)	563 389 159	0	487 548 797	0	488 132 346
		Modernisation de l'action publique par le numérique	156 666 666,67	0	0	0	0
		Encadrement économique des plateformes et de services numériques innovants	470000 000	0	324 237 272	0	324 562 008
Total			**48 650 155 320**	**0**	**1 494 753 939**	**0**	**1 506 375 192**

II.3.4.4. Evolution des crédits du programme par actions et par rubrique

Tableau 6

Rubrique	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Action 1 : Mise en œuvre du plan national de numérisation					
Fonctionnement des Ministères	156 666 667	58 068 080	324 237 272	0	334 591 510
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures			0	0	0
Investissements sur Ressources Propres			0	0	0
Rémunérations			0	0	0
Dépenses exceptionnelles			0	0	0
Sous-total 1	**156 666 667**	**58 068 080**	**324 237 272**	**0**	**334 591 510**
Action 2 : Développement et déploiement évolutif des applicatifs					
Fonctionnement des Ministères	156 666 667	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques				0	0
Investissements sur Ressources Extérieures			0	0	0
Investissements sur Ressources Propres			0	0	0
Rémunérations			0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires			0	0	0
Dépenses exceptionnelles			0	0	0
Sous-total 2	**156 666 667**	**-**	**0**	**0**	**0**
Action 3 : Acquisition et déploiement des Infrastructures numériques souveraines					
Fonctionnement des Ministères	520 000 000	-	358 730 598	0	359 089 328

Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		-	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures			0	0	0
Investissements sur Ressources Propres			0	0	0
Rémunérations			0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires			0	0	0
Dépenses exceptionnelles			0	0	0
Sous-total 3	**520 000 000**	**0**	358 730 598	**0**	359 089 328
Action 4 : Déploiement d'une gouvernance de la sécurité numérique intégrant veille proactive, réponse aux cyberattaques et infrastructure de confiance (PKI)					
Fonctionnement des Ministères	563 389 159	0	487 548 797	0	488 132 346
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	**0**	**0**	**0**
Sous-total 4	**563 389 159**	**0**	**487 548 797**	**0**	**488 132 346**
Action 5 : Modernisation de l'action publique par le numérique					
Fonctionnement des Ministères	156 666 667	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0

Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres					
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 5	**156 666 667**	**0**	**0**	**0**	**0**
Action 6 : Encadrement économique des plateformes et de services numériques innovants					
Fonctionnement des Ministères	470 000 000	0	324 237 272	0	324 562 008
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0
Sous-total 6	**470 000 000**	**0**	**324 237 272**	**0**	**324 562 008**
Total	**2 023 389 159**	**58 068 080**	**1 494 753 939**	**0**	**1 506 375 192**

19. Ministère de l’Aménagement du Territoire

Section 84

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

1.1. Mission et organisation du Ministère

1.1.1 Mission du ministère

Conformément à l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, celles du secteur de l'Aménagement du Territoire (AT) se déclinent comme suit :

1) Conception et élaboration des plans d'Aménagement du Territoires et suivi de leur exécution ;
2) Exécution des politiques et des stratégies opérationnelles et d'orientation visant une meilleure répartition des activités humaines dans l'espace physique du pays ;
3) Contrôle et surveillance de manière permanente de l'utilisation de l'espace physique du pays ;

Établissement des programmes et des stratégies de mobilisation des ressources tant humaines, matérielles, institutionnelles que financières pour codifier, implanter et administrer le développement durable ;

1.1.2 Organisation du Ministère

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire est organisé comme suit :

- Cabinet du Ministre
- Secrétariat Général
  - Secrétariat Administratif
    - Cellule Technique d'Appui
    - Cellule gestion des projets et des marchés publics
- Directions standards
  - Direction des Ressources Humaines (DRH)
  - Direction Administrative et Financière (DAF)
  - Direction d'Etudes et Planification (DEP)
  - Direction archives et nouvelles technologies de l'information et de communication (DANTIC)
- Directions Métiers
  - Direction Développement Spatial (DDS)
  - Direction Ressources Naturelles Renouvelables et non Renouvelables (DRNRNR)
  - Direction Gestion spatiale (DGS)
  - Direction Cartographie, Codification et Immatriculation Spatiale (DCCIS)
  - Direction Aménagement et Développement des Villes et des Territoires (DADVT)
  - Direction Prévention des Risques et des Catastrophes (DPRC)
  - Direction Contrôle et Surveillance (DCS)

a. Les établissements publics à caractère administratif et les entreprises publiques concourant à la politique du Ministère :

- Fonds National de l'Aménagement du Territoire (FONAT) : cfr le décret n°21/09 du 30 décembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement

public dénommé Fonds National de l'Aménagement du Territoire organisation et fonctionnement du Fonds National d'Aménagement du Territoire, « FONAT » en sigle ;

- Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) : cfr le décret n° 21/08 du 30 décembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Agence Nationale d'Aménagement du Territoire, « ANAT » en sigle ;

Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT): cfr Arrêté N° l'Arrêté ministériel n°007/CAB/MIN/AT/CE/OJS/2020 du 05/aout 2020 portant transformation de l'Unité d'Appui à l'Aménagement du Territoire «UAAT» en sigle en Observatoire National d'Aménagement du Territoire « ONAT » en sigle, service technique placé sous l'autorité du Secrétariat Général à l'Aménagement du Territoire

Les principaux textes de référence du Ministère sont les suivants :

- Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 ;
- Loi 08/12 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des Provinces ;
- Vu la loi n° 25/045 du 1er juillet 2025 relative à l'aménagement du territoire ;
- Loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces ;
- Décret n° 011/26 du 20 mai 2011 portant obligation de publier tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles en République démocratique du Congo ;
- Vu le Décret n° 26/09 du 30 mars 2026 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Aménagement du Territoire, « CNAT » en sigle
- Vu le Décret n° 21/08 du 30 décembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire, « ANAT » en sigle ;
- Vu le Décret n°21/09 du 30 décembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds National de l'Aménagement du Territoire, « FONAT » en sigle ;
- Plan National Stratégique de Développement 2024-2028 ;
- L'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre2025 fixant les attributions des Ministères ;

Arrêté ministériel n° 120/CAB.VPMIN/FP-MA-ISP/JPL du 04 novembre 2022, Portant approbation du nouveau cadre et structures organiques du Secrétariat Général à l'Aménagement du Territoire ;

L'Arrêté ministériel n°007/CAB/MIN/AT/CE/OJS/2020 du 05/aout 2020 portant transformation de l'Unité d'Appui à l'Aménagement du Territoire « UAAT » en sigle en Observatoire National d'Aménagement du Territoire « ONAT » en sigle, service technique placé sous l'autorité du Secrétariat Général à l'Aménagement du Territoire ;

L'Arrêté ministériel n°002/CAB/MINETAT/MIN.AT/GLM/2023 du 14 avril 2023 portant création, composition et fonctionnement de la Cellule technique et de Coordination de l'Aménagement du Territoire, « CTC-AT » en sigle.

1.2. Présentation stratégique du ministère

1.1.1. Priorités nationales

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire se situant dans le pilier 4 (PNSD 2024-2028) : Modernisation des infrastructures et aménagement du territoire du plan national stratégique de développement tel que renforcer dans le programme d'actions du gouvernement 2024-2028 (PAG 2024-2028) à ce jour au pilier 1 de l'action gouvernementale relatif à la création de richesses et d'emplois en vue de bâtir une économie compétitive, diversifiée et résiliente.

Il intervient à trois niveaux, à savoir : aménagement du territoire et urbanisation ; développement des villes et des territoires ; gouvernance foncière. Dans le PAG, le Ministère est le chef d'orchestre spatial tandis que dans le PNSD, il est fournisseur des données territoriales. Sans lui, le PAG ne peut dire où investir et le PNSD ne peut pas mesurer l'impact spatial des politiques publiques.

1.1.2. Politique sectorielle

La République Démocratique du Congo est un Etat à dimension continentale doté d'une biodiversité inestimable, mais miné par des problèmes liés à l'organisation de son espace qui se traduit par ce contraste : d'une part les potentielles ressources naturelles que regorgent son sol et sous-sol, et d'autre part l'extrême pauvreté de sa population dont la majeure partie est encore jeune. L'aménagement du territoire en tant qu'une politique devant se placer en amont et en aval des politiques sectorielles si seulement si, il est compris comme une combinaison de ces dernières, d'interventions, d'approches, qui doivent toutes concourir à transformer l'espace, et faire de cette transformation un levier de développement économique et de cohésion sociale du territoire.

Ainsi, en vue de relever les défis de l'organisation de l'espace du territoire national, la RD. Congo, dans son Plan National Stratégique de Développement, a pris en compte la dimension "Aménagement du Territoire" entendu comme une politique et une stratégie cohérente d'orientation et d'organisation de son espace à moyen et à long terme, tout en y intégrant les problématiques économiques, sociales, environnementales et culturelles.

Pour atteindre ce bon équilibre, le Gouvernement de la République à travers le Ministère de l'Aménagement du Territoire a jugé donc nécessaire, en tant que stratégie, de mener une Réforme de l'Aménagement du Territoire ce, dans le cadre de la vision prospective de l'émergence de notre pays à l'horizon 2030. Le processus de cette Réforme a été lancée en date du 24 Juin 2015, avec comme axes stratégiques principaux :

- la recherche de l'efficience territoriale devant conduire à l'élaboration de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT), du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et de Loi-Cadre de l'Aménagement du Territoire (LCAT) en tant qu'instrument et outils de planification, de coordination et de programmation ;
- la planification spatiale ;
- l'accompagnement des provinces en matière de planification urbaine ;
- le développement des Provinces et des ETD par la mise en œuvre effective des Plans d'Aménagement du Territoire national et l'appui à la décentralisation.

1.2. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE						
			Administration Générale de l'Aménagement du Territoire			Cabinet du Ministre, Secrétariat Général, DRH, DAF,DEP ,DANTIC	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) ; Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT), Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT), Cellule Technique de Contrôle de l'Aménagement du Territoire (CTC-AT)
					Pilotage et Coordination administrative des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre, Secrétariat Général.	
					Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et financière (DAF)	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification (DEP)	
					Gestion des ressources humaines formation initiale et continue	Direction des ressources humaines (DRH)	
					Gestion du système d'information et de la communication	Direction Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	
			Aménagement du Territoire			Direction Développement Spatial, Direction Gestion Spatiale, Direction Ressources Naturelles Renouvelables et non Renouvelables, Direction Cartographie, Codification et Immatriculation Spatiale, Direction	

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
					Prévention des Risques et des Catastrophes, Direction Contrôle et Surveillance		
					Gestion du Schéma National d'aménagement du territoire	Direction Développement Spatial (DDS)	
					Inventaire et valorisation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol	Direction des Ressources Naturelles Renouvelables et non Renouvelables (DRNRNR)	
					Gestion de l'espace physique national	Direction Gestion Spatiale	
			Rénovation de la Ville			Direction Aménagement et Développement des villes et des Territoires	
					Modernisation des villes	DADVT	
					Création de nouvelles villes	DADVT	

1.3. Performances antérieures et perspectives

1.3.1. Performances antérieures

Le ministère de l'aménagement du territoire qui est en pleine reforme a dû produire :

- **La Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire ;**
- **le Guide Méthodologique pouvant servir aux Provinces et ETD d'élaborer des différents outils de Planification spatiale ;**
- **la Loi n° 25/045 du 1er Juillet 2025 relative à l'Aménagement du Territoire ;**

1.3.2. Perspectives

- **Assurer la cohérence Territoriale ;**
- **Appui aux Provinces et aux ETD dans l'élaboration de leurs outils de Planification spatiale ;**
- **Installation des cadres de concertation à travers les Conseils National, Provinciaux et Locaux de l'Aménagement du Territoire ;**
- **Création d'une Ecole Nationale de l'Aménagement du Territoire.**

1.4. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs de la stratégie sectorielle du Ministère

Objectifs de la stratégie sectorielle du Ministère de l'Aménagement du Territoire
Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

- Assurer la cohérence et la convergence des politiques publiques sectorielles dans la structuration du territoire national ;
- Promouvoir un cadre de concertation intersectorielle des usages des espaces / terres ;
- Inventorier et valoriser les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol.

.

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1. Assurer la cohérence et la convergence des politiques publiques sectorielles dans la structuration du Territoire national									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de compatibilité des plans sectoriels avec le Schéma National d'Aménagement du Territoire	%	-	-	-	-	50	75	100
	Source : DDS								
	Mode de calcul : taux de compatibilité= nombre de plans sectoriels validés comme compatibles/nombre total des plans sectoriels analysés x100								
	Commentaires : de 2023 à 2026, le processus est en cours et l'indicateur ne sera renseigné qu'à partir de l'année 2027								
Objectif 2. Inventorier et valoriser les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de cartes des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables produites	%	-	-	-	-	30	60	90
	Sources : DRNRNR								
	Mode de calcul : taux de cartes produites = nombre de cartes produites /nombre de cartes prévues x 100								
	Commentaires : de 2023 à 2026, le processus est en cours et l'indicateur ne sera renseigné qu'à partir de l'année 2027								
2	Taux de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables valorisées	%	-	-	-	-	25	50	85
	Sources : DRNRNR								
	Mode de calcul : taux de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables valorisées = quantité de ressources valorisées / quantité des ressources naturelles identifiées x 100								
	Commentaires : de 2023 à 2026, le processus est en cours et l'indicateur ne sera renseigné qu'à partir de l'année 2027								
Objectif 3 : Promouvoir le cadre de concertation intersectorielle des usages des espaces / terres									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'installation de cadre de concertation					ND	50	80	100
2	Source : DCS								
3	Mode de calcul : taux d'installation de cadre de concertation = nombre de bureaux installés / nombre de bureaux prévus x 100								
	Commentaires : de 2023 à 2026, le processus d'installation des conseils est en cours								

1.5. Evolution des crédits du ministère

1.5.1. Présentation des crédits par programme

Tableau 3 : Evolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025	REALISATIONS 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Administration générale	35 951 868 089	40 933 649 577	13 832 478 561	**35 248 973 765**
2		Aménagement du Territoire	2 760 231 008	1 889 153 383	-	27 892 001 378
3		Rénovation de la ville	200 000 000	144 871 974	-	362 711 620
TOTAL			**38 912 099 097**	**42 967 674 934**	**13 832 478 561**	**63 503 686 763**

Source : LFR 2025 ; LF 2026 ; ESB, CDMT

1.5.2. Evolution des crédits par rubrique Budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projections en
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	540 000 000		280 907 151	0	298 885 208
2	Fonctionnement des Ministères	8 237 023 302		5 966 569 076	2 470 921 245	7 972 535 645
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 904 429 951		9 380 323 901	0	10 571 280 463
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Investissements sur Ressources Propres	1 984 255 502		2 281 893 827	0	11 738 272 592
6	Rémunérations	10 012 669 543		23 815 072 108	11 361 557 316	31 679 803 984
7	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (subventions aux organismes auxiliaires)	2 233 720 800		1 242 908 871	0	1 242 908 871
		38 912 099 097		**42 967 674 934**	**13 832 478 561**	**63 503 686 763**

Source : LFR 2025 ; ESB 2025 ; LF 2026,CDMT2027-2029

1.5.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	11 433 406 843		24 870 089 125	11 361 557 316	32 949 134 720
2	Titre IV : Biens et matériels ;	2 610 679 419		1 779 230 554	332 575 445	2 690 849 833
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	4 205 606 583		3 132 321 505	2 138 345 800	4 012 355 076
4	Titre VI : Transferts et interventions	18 138 150 751		10 623 232 772		
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	1 440 000 000		2 562 800 978		2 847 852 907
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 084 255 502				9 189 304 893
7	Subventions aux organismes auxiliaires	3 233 720 800			0	11 814 189 334
	Total	**38 912 099 097**		**42 967 674 934**	**13 832 478 561**	**63 503 686 763**

Source :*ESB, LFR 2025, LF 2026 et CDMT*

1.6. Ventilation des effectifs du Ministère par programme

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2026				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG)	0	0	1	1	4 985 268	1	4 985 268	1	4 985 268
HAUTS FONCTIONNAIRES (, Directeurs)	2	2 265 168	16	1	465 096	1	4 650 456	16	74 407 296
2. Cadres Supérieurs (CD)	13	14 088 282	99	19	88 062 264	19	88 062 264	99	458 850 744
Cadres Supérieurs (CB)	41	42 651 480	1 182	108	120 450 240	108	120 450 240	1 182	5 273 043 840
3. Agents de Collaboration (ATA1)	15	14 803 200	2 180	60	254 851 200	60	254 851 200	2 180	9 259 593 600
Agents de Collaboration (,ATA2)	876	827 877 816	2 590	859	3 504 946 776	859	3 504 946776	2 590	10 567 883 760
Agents de Collaboration (AGA1)	823	803 753 322	2 159	801	3 129 071 256	801	3 129 071 256	2 159	8 434 038 504
4. Agents d'exécution (AGA2)	685	591 108 420	1 677	585	2 194 760 880	585	2 194 760 880	1 677	6 291 647 856
4. Agents d'exécution (AA1)	4	3 287 580	220	45	161 441 100	45	161 441 100	220	789 267 600
4. Agents d'exécution (AA2)	0	0	200	21	70 480 620	21	70 480 620	200	671 244 000
4. Agents d'exécution (huissier)	1	722 160	80	1	3 188 640	1	3 188 640	80	255 091 200
5. Autres									
Total	**2460**	**2 300 557 428**	**10 404**	**2 501**	**9 532 701 340**	**2 501**	**9 532 701 340**	**10 404**	**42 869 321 524**

Source : Listing T3 2025, T2 2026, Rapport des effectifs/DRH

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU PROGRAMME

Responsable du programme : MENZU NGOLO Dieudonné

Fonction : Secrétaire Général

2.1. Programme 1 : ADMINISTRATION GENERALE

2.1.1. Périmètre du Programme

Les Services qui concourent à la réalisation de ce programme sont dans les périmètres :

Cabinet du Ministre ;

Secrétariat Général ;

DRH ;

DAF ;

DEP ;

DANTIC.

Et les opérateurs Internes et externes.

2.1.2. Stratégie du Programme

Le pilotage de ce programme est assuré par le Ministre de tutelle qui fixe les grandes Orientations d'une gestion efficiente du Secteur. L'Administration met en œuvre la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (PNAT) dans son volet institutionnel et organisationnel axé sur la capacitation du Ministère de l'Aménagement du Territoire en matière de gestion des ressources humaines, matérielle et financière, ainsi que du système d'information et de la communication.

2.1.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

Objectifs du programme

Renforcer le pilotage et la coordination administrative du ministère de l'Aménagement du Territoire

Tableau* 1 : *Cadre de performance des objectifs du programme Administration générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1	2026	N+1	N+2	N+3	
Programme : Administration Générale	**Renforcer le pilotage et la coordination administrative de l'Aménagement du Territoire**	Taux de services déconcentrés de l'AT installés											
			%			-	-	-	-	50	75	100	Cabinet et SG
		Nombre d'agents formés	nombre			-	-	-	-	30	50	75	
		Nombre de sessions de formation organisées	nombre			-	-	-	-	20	60	100	
Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Aménagement du Territoire	Rédiger les textes législatifs et réglementaires de l'Aménagement du Territoire en RDC	Nombre de textes législatifs et règlementaires de l'AT rédigés	nombre			--	-	--	-	30	60	90	
Action 2 : Coordination Administrative de l'Aménagement du Territoire	Appuyer les services déconcentrés de l'AT en matériels et équipements	Taux de services déconcentrés de l'AT appuyés	%			-	-	-	-	20	60	100	S G

Source : SGAT et Cabinet

2.1.4. Evolution des crédits du programme

2.1.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire (2027-2029)

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projections(en CDF)
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	540 000 000				
2	Fonctionnement des Ministères	5 276 792 293		4 213 450 870	2 470 921 245	5 642 744 406
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 904 429 951		9 380 323 901		3 064 473 551
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Investissements sur Ressources Propres	1 984 255 502		2 281 893 827		11 738 272 592
6	Rémunérations	10 012 669 543		23 815 072 108	11 361 557 316	14 803 483 216
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 233 720 800		1 242 908 871		
TOTAL		**35 951 868 089**		**40 933 649 577**	**13 832 478 561**	**35 248 973 765**

***Source : LF 2025, 2026, LFR 2025,*ESB 2025 & 2026, CDMT 2026-2028**

2.1.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	10 975 763 347		24 527 160 658	11 361 557 316	15 624 444 985
2	Titre IV : Biens et matériels	1 905 438 116		1 275 280 724	332 575 445	1 564 479 221
3	Titre V : Dépenses de prestations	2 948 260 373		2 226 081 596	2 138 345 800	3 257 303 416
4	Titre VI : Transferts et interventions	18 138 150 751		10 623 232 772		**3 064 473 551**
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	900 000 000		2 281 893 827		**2 548 967 699**
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 084 255 502				**9 189 304 893**
7	Subventions aux organismes auxiliaires					
	Total	**35 951 868 089**		**40 933 649 577**	**13 832 478 561**	**35 248 973 765**

Source : ***LF 2025, 2026 , LFR 2025, CDMT,ESB***

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par programme

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 20267 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Pilotage et coordination administrative des actions stratégiques du Ministère	34 189 904 930		39 657 534 178	13 832 478 561	33 551 206 986
2		Gestion des ressources matérielles et financières	541 149 879		391 987 253		358 081 882
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	406 593 750		294 520 193		808 443 656
4		Gestion des ressources humaines, formation initiale et continue	449 913 425		325 899 231		325 899 431
5		Gestion du système d'information et de la communication	364 306 105		263 888 722		205 341 810
Total			**35 951 868 089**		**40 933 649 577**	**13 832 478 561**	**35 248 973 765**

Source : ***LFR 2025,2026, ESB 2025,2026 / SGAT et Cabinet***

2.1.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Existence des structures Opératrices de l'Aménagement du Territoire :

- **Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) ;**
- **Observatoire National d'Aménagement du Territoire (ONAT) ;**
- **Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT) ;**
- **Cellule Technique de Contrôle de l'Aménagement du Territoire (CTC-AT).**

2.1.6.1. Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT)

- Elaborer les études, plans, schémas et programmes d'Aménagement du Territoire à l'échelle nationale, provinciale et locale ;
- Assurer la mise en œuvre de la politique nationale d'Aménagement du Territoire conformément aux orientations du Gouvernement ;
- Réaliser les études et des recherches sur l'organisation et l'occupation de l'espace nationale
- Constituer, gérer et mettre à jour une banque de données et un système d'information sur le territoire national ;
- Apporter un appui technique aux Ministères, aux provinces et aux Entités Territoriales Décentralisées dans les questions d'Aménagement du Territoire ;
- Veiller à la cohérence des projets de développement avec les orientations du schéma national d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- Suivre et évaluer l'exécution des programmes et projets d'Aménagement du Territoire ;
- Promouvoir la coopération avec les institutions nationales et internationales intervenant dans le domaine d'Aménagement du Territoire

II. Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT)
– Financer l'élaboration des documents stratégiques, des outils techniques et des plans d'aménagement du territoire nécessaires à la mise en œuvre de la politique nationale d'Aménagement du Territoire ;

- Financer les projets d'Aménagement du Territoire, ainsi qu'assurer le suivi de leur exécution ;

Apporter un appui financier aux acteurs (services de l'Etat, provinces, les Entités Territoriales Décentralisées et autres partenaires) qui participent à la mise en œuvre de la politique nationale d'Aménagement du Territoire ;

III. Observatoire National d'Aménagement du Territoire

- collecter, rassembler, traiter, analyser, interpréter, archiver et harmoniser les données relatives aux dynamiques et aux disparités territoriales ;
- observer en permanence l'utilisation rationnelle de l'espace national conformément aux outils d'Aménagement du Territoire ;
- mettre en place et gérer un système national d'information territoriale, afin de fournir des données fiables aux décideurs ;
- produire les études, rapports, statistiques, cartes et indicateurs sur l'état du territoire ;
- suivre et évaluer les politiques, programmes et projets d'Aménagement du Territoire ;

- diffuser les informations territoriales et formuler les recommandations pour améliorer la planification et la gestion de l'espace national ;
- contribuer à la recherche et à la coopération avec les institutions nationales et internationales dans le domaine de l'aménagement du territoire.

IV. la Cellule technique et de Coordination de l'Aménagement du Territoire, « CTC-AT » en sigle.

- Assurer la coordination technique de la mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire ;
- veiller à la cohérence des interventions des ministères, des provinces, des établissements publics et des partenaires intervenants dans le secteur ;
- assurer le suivi de l'exécution des reformes, des programmes et des projets d'aménagement du territoire ;
- Fournir un appui technique au Gouvernement dans la conception, la planification et l'évaluation des politiques d'aménagement du territoire ;
- Préparer les dossiers techniques destinés aux instances de décision du ministère ;
- Assurer le secrétariat technique des cadres de concertations et de coordination en matière d'aménagement du territoire ;
- Suivre les engagements pris avec les partenaires techniques et financiers et coordonner leur mise en œuvre ;
- Produire des rapports techniques et formuler des recommandations pour améliorer la gouvernance territoriale.

2.1. Programme 2 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Responsable : à désigner par le Ministre de tutelle

Fonction : Directeur

2.2.1. Périmètre du programme

Les principaux Services métiers qui concourent à la réalisation de ce programme sont dans les périmètres suivant :

Direction Développement Spatial, Direction Gestion Spatiale, Direction Ressources Naturelles Renouvelables et non Renouvelables, Direction Cartographie, Codification et Immatriculation Spatiale, Direction Prévention des Risques et des Catastrophes, Direction Contrôle et Surveillance

2.2.2. Stratégie du programme

L'action du Ministère de l ' Aménagement du Territoire est confrontée à la méconnaissance de son rôle dans la structuration du territoire national ; à l'obsolescence de son ancien cadre légal (le Décret du 20 Juin 1957 sur l'Urbanisme) hérité de l'époque coloniale jusqu'en juillet 2025 ; aux conflits des compétences avec les sectoriels ; à la faiblesse des outils de planification spatiale ; à l'urbanisation non planifiée et incontrôlée ; aux problèmes de croissance démographique galopante ; aux disparités territoriales et inégalités sociales ; à l'accès au foncier ; à l'insuffisance des infrastructures et équipements ; à l'environnement menacé ; etc.

Ce diagnostic sectoriel et les enjeux de l'Aménagement du Territoire renvoient à la nécessité d'élaborer ce programme opérationnel et ambitieux, en vue d'assurer la convergence et la cohérence dans la conception des programmes et projets sectoriels ayant une incidence spatiale conformément aux outils de planification spatiale à tout échelon territorial.

2.2.3 Objectifs et indicateurs de performance du programme

Objectifs du programme

Le programme poursuit les objectifs ci-après :

- Mettre en cohérence les politiques, les plans sectoriels et la politique nationale de l'aménagement du territoire, les plans d'Aménagement du Territoire ;

- Renforcer la gestion durable du territoire national face aux catastrophes.

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Aménagement du territoire

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1	2026	N+1	N+2	N+3	
Programme : Aménagement du territoire	**Mettre en cohérence les plans sectoriels et les plans d'aménagement du territoire**	Taux de compatibilité des plans sectoriels avec le Schéma National d'Aménagement du Territoire											
Action 1 : Gestion du Schéma National d'aménagement du territoire			%			-	-	-	-	25	60	90	DDS
Action 2 : Inventaire et valorisation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables	**Inventorier et valoriser les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol**	Taux de production de cartes des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables	%			-	-	-	-	35	50	75	DRNRNR
		Taux de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables valorisées	%				-	-	-	20	55	85	DRNRNR
Action 3 : Gestion de l'espace physique national	**Promouvoir le cadre de concertation intersectorielle des usages des espaces / terres**	Taux de fonctionnement de cadres de concertations	%			-	-	-	-	40	85	100	DCS
	Renforcer la gestion durable du territoire national face aux catastrophes	taux de zones à risques identifiés	%			-	-	-	-	20	30	80	DPRC
		Nombre de plans de prévention des risques liés aux	nombre			-	-	-	-	15	50	85	DPRC

		catastrophes naturelles élaborés											
	Assurer une cohérence dans l'occupation et utilisation de l'espace physique national	**Taux d'occupation et utilisation de l'espace physique national**	%			-	-	-	-	**35**	**60**	**95**	DGS
		Nombre d'avis de conformité émis	%			-	-	-	-	**20**	**50**	**85**	DGS
	opérationnaliser un système national de cartographie, de codification et d'immatriculation des espaces physiques nationaux	**Taux de couverture des espaces identifiés, codifiés et immatriculés**	%			-	-	-	-	**10**	**30**	**50**	DCCI
		Taux d'opérationnalité du système national du guichet unique	%			-	-	-	-	**5**	**25**	**50**	DCCI

2.2.4. Evolution des crédits par programme

2.2.4.1. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projections(en CDF)
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	2027
1	Contrepartie des Projets	540 000 000		280 907 151	0	298 885 208
2	Fonctionnement des Ministères	2 220 231 009		1 608 246 232		1 967 079 619
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques				0	7 506 806 912
4	Investissements sur Ressources Extérieures					
5	Rémunérations					16 876 320 768
6	Subventions aux organismes auxiliaires					1 242 908 871
TOTAL		**2 760 231 008**		**1 889 153 383**	**0**	**27 892 001 378**

Source :LFR 2025,2026,CDMT 2027

2.2.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	397643496		299 466 875		17 224 560 361
2	Titre IV : Biens et matériels	615241303		438 757 442		966 682 908
3	Titre V : Dépenses de prestations	1207346210		870 021 915		652 157 118
4	Titre VI : Transferts et interventions			1 889 153 383		8 749 715 783
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements	540000000		280 907 151		298 885 208
	Total	**2 760 231 008**		**1 889 153 383**	**0**	**27 892 001 378**

Source :LFR 2025,2026,CDMT 2027

2.2.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 20267 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Gestion du Schéma National d'aménagement du territoire	758 542 088		549 457 443		26 657 123 585
2		Inventaire et valorisation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol	880 205 628		637 585 631		304 032 41626
3		Gestion de l'espace physique national	1 121 483 293		702 110 309		930 845 377
Total			**2 760 231 008**		**1 889 153 383**		**27 892 001 378**

Source :LFR 2025,2026,CDMT 2027

Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

2.2.6.2. Evolutions des ressources et dépenses des opérateurs

		ANNEE-2	ANNEE-1	ANNEE N	ANNEE+1	ANNEE+2	ANNEE+3
		REALISATION		BUDGET	PREVISION		
01	RESSOURCES						
	SUBVENTIONS AU	3 233 720 800	3 233 720 800	1 242 908 871	1 242 908 871	1 291 721 414	1 154 309 339
	AUTRE RESOURCES	766 279 200	3 006 806 912	3 006 806 912	3 307 437 603	3 638 181 362	3 835 094 518
02	DEPENSES						
	PERSONNEL	4 240 168 713	6 595 537 585	8 599 407 188	10 663 264 911	13 222 368 489	16 395 836 126
	FONCTIONNEMENT	948 876 181	1 105 826 056	732 201 826	993 286 228	1 089 809 198	1 329 567 222
	INVESTISSEMENT						
TOTAL GENERAL		**9 189 044 894**	**13 941 891 353**	**13 581 324 797**	**16 206 897 613**	**18 642 080 463**	**22 714 807 205**

Source ;*LF 2024,2025,2026,CDMT 2027-2029*

2.2. Programme 3 : RENOVATION DE LA VILLE

Responsable du programme : à désigner par le Ministre de tutelle

Fonction : Directeur : (DADVT)

2.3.1. Périmètre du Programme

Ce programme est mis en œuvre par la Direction Aménagement et Développement des villes et des Territoires.

2.3.2. Stratégie du programme

Le ministère de l'Aménagement du Territoire, dans le cadre du processus de la mise en œuvre de la planification nationale stratégique de développement (PNSD), lequel s'inscrit dans le cadre de la vision prospective de l'émergence de la RDC à l'horizon 2030, est appelé en matière de développement des Provinces et des ETD, suivant la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (PNAT) à considérer les Provinces comme le niveau idéal de compétences pour un développement territorial intégré qui doivent être dotées de capacités effectives de maitrise d'outils de planification spatiale de niveau provincial, local et terroir villageois tels que les PPAT, PLAT et PSAT conformément à la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement à l'article 203 alinéa 16.

Il y a lieu de signaler que la ville joue un rôle très important dans l''organisation du territoire national. En République Démocratique du Congo, l'essentiel des villes planifiées ont été créées pendant l'époque coloniale. Elles présentent aujourd'hui, des caractéristiques de vétusté due à l'insuffisance des infrastructures, à la dégradation générale des équipements collectifs de base, l'inefficacité des services publics, à l'étalement urbain incontrôlé et non planifié, une croissance démographique galopante, etc.

Ainsi, la rénovation de nos villes constitue une action majeure pour les adapter aux exigences des objectifs du développement durable, en vue d'offrir un cadre de vie décent aux populations.

Tableau 1 : *Cadre de performance des objectifs du programme Rénovation de la Ville*

1.1.3. Objectifs et indicateur de performance du programme

Objectifs du programme

Dans ce programme l'objectif stratégique est de renforcer la fonction de la ville.

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence) 2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
Programme : Rénovation de la Ville	Renforcer la fonction de la ville	Taux de population urbaine ayant accès à un pôle urbain structurant en moins de 30 minutes	%			-	-	-	-	0	50	65	DADVT
Action 1 : Modernisation des villes		Nombre de villes modernisées	nombre			-	-	-	-	0	20	40	DADVT
		Le taux d'exécution de plans d'aménagement de modernisation des villes	%			-	-	-	-	25	55	75	
Action 2 : Création des nouvelles villes		Nombre de nouvelles villes créées	nombre			-	-	-	-	**20**	**35**	**60**	DADVT
		Taux de conformité de nouvelles villes aux schémas directeurs d'aménagement du territoire	%			-	-	-	-	30	45	70	

2.3.4. Evolution des crédits par programme

2.3.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau 2 : Evolution des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projections(en CDF)
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 juin en FC	2027
	Fonctionnement des Ministères	200 000 000		144 871 974		362 711 620
	Investissements sur Ressources Extérieures					
	Rémunérations					
TOTAL		**200 000 000**		**144 871 974**		**362 711 620**

Source : LF,ESB,LFR 2025,LFR 2026 et CDMT 2027-2029

2.3.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	60 000 000		43 461 592		100 129 374
2	Titre IV : Biens et matériels	90 000 000		65 192 388		159 687 704
3	Titre V : Dépenses de prestations	50 000 000		36 217 994		102 894 542
	Total	**200 000 000**		**144 871 974**		**362 711 620**

Source : FLR 2025,2026, CDMT 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme.

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 20267 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Modernisation des villes .	100 000 000		72 435 987		144 871 920
2		Création des nouvelles villes	100 000 000		72 435 987		217 839 700
Total			**200 000 000**		**144 871 974**		**362 711 620**

Source :LFR 2025,2026,CDMT 2027